ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1980

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
AVENUE FONSNY 59

1981

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1980

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. DUVERGER, S. A.
AVENUE DONNAY 39

1981

AVERTISSEMENT

Le présent ouvrage a pour objet de donner un large aperçu de l'évolution de l'économie belge et de ses différents secteurs au cours de l'année 1980.

La situation économique de la Belgique est analysée et commentée selon un plan identique à celui des rapports précédents, ce qui devrait permettre une comparaison plus aisée dans le temps.

Les considérations générales, qui forment l'introduction, sont basées sur les indicateurs conjoncturels disponibles. Elles situent aussi l'activité belge dans le cadre de la conjoncture internationale. Viennent ensuite des exposés, accompagnés de tableaux statistiques et de graphiques, sur chaque secteur, branche d'activité ou aspect économique, tant de la Belgique que des différentes régions.

Le lecteur doit tenir compte des nouvelles techniques utilisées pour la réalisation des graphiques ainsi que des bases nouvelles de certains tableaux statistiques; dans chacun de ces cas, l'attention du lecteur est attirée au niveau du commentaire.

Il est rappelé aussi que la liste des publications ne renseigne plus que les ouvrages publiés périodiquement, à l'exclusion des études spéciales.

Bruxelles, le 12 juin 1981.

CONSIDERATIONS GENERALES

La conjoncture internationale

En regardant la situation économique actuelle dans le monde ainsi que tout ce qui l'a précédé et quel que soit le point de vue où l'on se place, la seule appréciation possible est qu'elle apparaît insatisfaisante et qu'elle n'offre que peu d'espoir d'en sortir rapidement. Considérant la dernière décennie, l'on peut dire que beaucoup de difficultés ont été causées par la survenance d'un certain nombre de changements plus ou moins brusques, au plan économique, par delà la persistance de vieux problèmes antérieurs. En outre, un certain nombre d'événements politiques ont exercé une influence sur l'évolution économique, revêtant dans certains cas la seule forme de réactions fortement spéculatives. De grande importance est également la dépendance de toute l'Europe occidentale à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, notamment en ce qui concerne les suites de la politique des taux d'intérêt menée par ce pays.

Du point de vue économique, le monde entier se trouve dans une crise structurelle de longue durée. Fondamentalement, la crise économique n'est qu'une part intégrante d'une crise de civilisation, frappant d'abord l'Occident et, par la suite, le monde entier; ces considérations dépassent néanmoins le cadre de la présente publication. Les aspects économique et politique se touchent très fréquemment, tant dans le domaine international que national au sein de chaque Etat. D'autres facteurs, comme, par exemple, la situation démographique modifiée, déterminent, de même l'évolution de l'économie : la faible natalité dans l'ensemble de l'Europe cause un vieillissement de la population et, dès lors, une réduction de celle-ci. Ceci engendre à bien des égards des réactions fortement conservatrices.

En ce qui concerne plus particulièrement la Communauté européenne, on ne peut que constater que depuis les années 1970, peu de progrès ont encore été enregistrés. Dans la crise économique actuelle, des réflexes étroitement nationalistes apparaissent à nouveau un peu partout, prenant la forme de subsides et de dumping ou de toute espèce de protectionnisme, souvent par des voies détournées. Les échanges commerciaux entre l'ancien

noyau des Six et les nouveaux venus n'ont pas connu le même développement qu'autrefois entre les premiers cités, tandis que les problèmes monétaires se sont accrus, tant à l'intérieur du S.M.E. et au sein de la Communauté comme telle qu'à l'égard des autres pays industrialisés.

*
* *

En 1980, la conjoncture économique internationale a subi le contrecoup de ce qu'il est convenu d'appeler la deuxième crise pétrolière. A la fin de l'année, les prix du pétrole connaissaient depuis quelques mois une période d'accalmie mais ils avaient renchéri d'environ 150 % par rapport à ceux de deux ans et demi auparavant. Une des conséquences de cette explosion des prix fut une nouvelle et forte détérioration des termes d'échange des pays importateurs de pétrole, impliquant une diminution du revenu laquelle devait entraîner un fléchissement de la demande, un déstockage et une contraction de la production, et donc une récession.

Un deuxième facteur de récession a été le haut niveau des taux d'intérêt dans tous les pays, engendré par la politique monétaire restrictive, surtout celle menée aux Etats-Unis, ainsi que par les besoins de l'Etat qui doit faire face à de lourds déficits financiers.

Bien que l'épongement du pouvoir d'achat qu'a entraîné la brusque hausse du prix du pétrole ait été aussi important que celui provoqué par le premier choc pétrolier — évalué, pour tous les pays de l'O.C.D.E., à plus de 2 % de l'ensemble de leurs P.N.B. — la crise a été moins aiguë qu'en 1974-1975. L'explication réside probablement dans le fait que le phénomène ne constituait plus une inconnue et que, dès lors, des réactions extrêmes ont pu être largement éludées, mais surtout parce que, dans les principaux pays industriels, la lutte contre l'inflation est devenue l'objectif prioritaire, peut-être au détriment de l'emploi. La nouvelle montée des prix du pétrole semble avoir été répercutée dans les prix intérieurs des pays industrialisés, mais nulle part l'on a assisté à la même inflation et la même spéculation sauvage qu'en 1974. Partout, la hausse des prix s'est accélérée, mais en moyenne son rythme dans les pays industrialisés n'a été le plus élevé que pendant les premiers mois de 1980, pour ralentir par la suite. En 1980, la spéculation a été insignifiante par rapport à ce qui s'était produit à la fin de 1973 et pendant le 1er semestre de 1974, de sorte que l'incidence n'en a été que faible. Que la récession ait été relativement clémente en comparaison de celle de 1974-1975 est démontré par le fléchissement moins important de la production industrielle et par le niveau encore relativement élevé des investissements.

L'amenuisement des suites du deuxième choc des prix pétroliers — toujours par rapport au premier — doit être indubitablement attribué à la politique mise en œuvre, nettement différente de celle de 1974. Cette fois-ci, principalement par le biais de mesures fiscales et monétaires exerçant une action restrictive sur l'ensemble de la demande, les efforts ont porté sur la jugulation de l'inflation. Compte tenu de cette politique restrictive, l'effet total du choc pétrolier sur le produit brut des pays membres de l'O.C.D.E. peut être estimé à un peu plus de 6 %, pour l'ensemble de la période 1978-1981.

Certains pays ont contenu l'accroissement du stock monétaire au-dessous de la croissance nominale du P.N.B. Le resserrement de l'offre monétaire a conduit, notamment, à des taux d'intérêts très élevés mais cette évolution a aussi d'autres origines, entre autres l'existence dans la plupart des pays de déficits budgétaires importants, d'investissements relativement élevés malgré la mauvaise position financière des entreprises, et, finalement, l'utilisation de l'arme des taux d'intérêt comme moyen de défense contre la dépréciation monétaire.

L'effondrement de la construction résidentielle a été l'une des conséquences notoires du haut niveau des intérêts et plus spécialement des intérêts hypothécaires même si ont également joué d'autres facteurs généralement moins importants. Un deuxième effet fut la pression exercée sur les stocks, dont le maintien s'avérait très couteux et, probablement, également sur l'acquisition de biens durables par les ménages, ce qui s'est manifesté d'abord par la baisse des ventes de voitures (d'autres facteurs jouant aussi un rôle).

Ainsi, à côté de la hausse des prix du pétrole, la hausse des taux d'intérêt a joué un rôle déterminant pour le revirement de la conjoncture à la fin de 1979 ou au début de 1980. Il est difficile de quantifier les effets respectifs de chacun de ces facteurs, mais la relation causale ne peut être contestée. De plus, la demande de consommation a généralement fléchi en 1980 vraisemblablement à la suite du ralentissement de la croissance des revenus voire d'une diminution de ceux-ci comme aux Etats-Unis.

La récession est apparue en premier lieu aux Etats-Unis où, toutefois, la production industrielle a montré après l'été un léger redressement se poursuivant jusqu'aux premiers mois de 1981, lequel ne peut toutefois être regardé comme une véritable reprise. Au Japon, et dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la récession a débuté un peu plus tard, ralentissant cependant vers la fin de l'année, sauf en Italie et au Royaume-Uni. Dans ce dernier pays, le recul de la production semble être bien plus important que dans les autres pays, mais comme les importations de pétrole n'y

sont plus que minimes, la balance commerciale est demeurée en équilibre. Abstraction faite de ces deux pays, le fléchissement n'est certainement pas aussi dramatique qu'en 1974-1975 en raison vraisemblablement du changement de politique menée et de circonstances déterminées.

*
* *

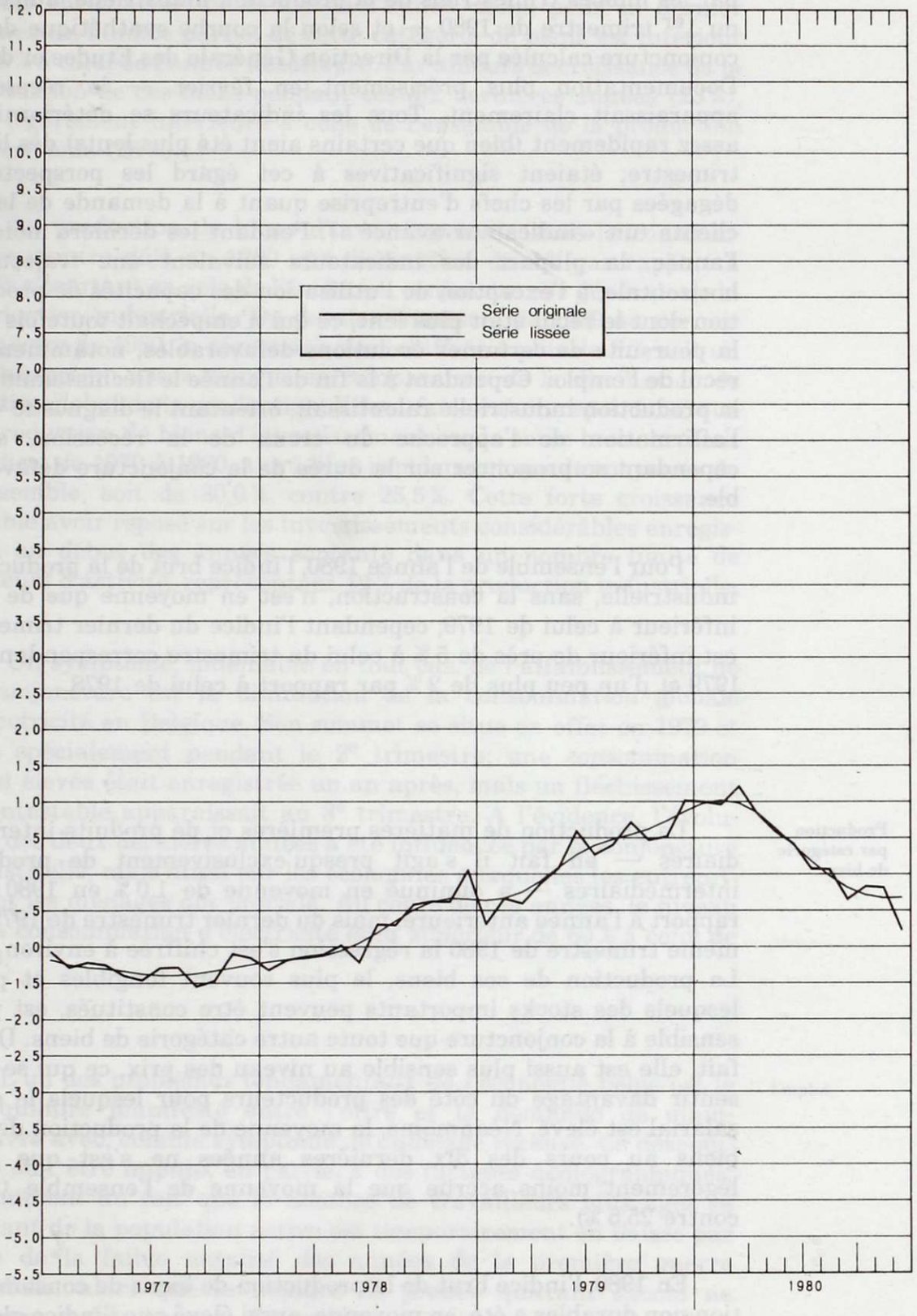
La conjoncture industrielle en Belgique

Après le sommet provisoire du dernier cycle conjoncturel au 3e trimestre de 1979, l'indice de la production industrielle a progressé à nouveau pendant le 1er trimestre de 1980, atteignant un plafond à ce moment; mais des enquêtes de conjoncture effectuées par la Banque nationale, il ressortait que le climat économique s'était nettement détérioré dès la fin de 1979, tant en Belgique que dans les autres pays industrialisés. Dans l'industrie manufacturière, les perspectives des industriels en matière de demande et, par après, l'appréciation des carnets de commandes apparaissaient moins favorables, surtout en ce qui concerne les produits intermédiaires et les biens de consommation non durables; dès novembre 1979, la courbe synthétique de la conjoncture se mettait à fléchir.

Pendant le 4e trimestre, la récession semblait bel et bien annoncée mais, contre toute attente, les premiers mois de 1980 furent marqués par une reprise de la conjoncture, apparemment largement spéculative et ne s'incrivant pas dans un profil normal. L'indice désaisonnalisé de la production industrielle (sans la construction) était, au 1er trimestre de 1980, supérieur de 2,6 % à celui du trimestre précédent et de 1,9 % à celui du sommet provisoire du 3e trimestre de 1979. La progression la plus modeste était enregistrée dans la production de produits intermédiaires et des biens de consommation non durables, mais elle ne se limitait pas à ces deux catégories de produits. Des exceptions étaient notées dans l'industrie chimique, où la production n'arrêtait pas de descendre après le 3e trimestre de 1979, les machines non électriques, où le sommet conjoncturel du 4e trimestre 1979 était peu élevé, et le matériel de transport dont le sommet s'est situé au 2e trimestre.

Apparemment, la plupart des chefs d'entreprise n'ont jamais vu, dans la reprise de la demande du début de 1980, autre chose qu'une brève flambée bien que l'utilisation des capacités dans l'industrie ait légèrement augmenté de 77,8 en décembre 1979 à 78,7 en mars 1980 et que le stock de produits invendus ait fléchi. Malgré cela, les réponses des entreprises quant aux perspectives de la demande ne se révélaient pas plus optimistes et, après une interruption en janvier et février, la courbe synthétique de la conjoncture continuait de s'affaisser.

Indicateur de conjoncture



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Après un sommet conjoncturel de fait, se situant, à en juger par les indices trimestriels de la production industrielle, au cours du 1er trimestre de 1980 — et selon la courbe synthétique de la conjoncture calculée par la Direction Générale des Etudes et de la Documentation plus précisément en février — la récession apparaissait clairement. Tous les indicateurs se détérioraient assez rapidement (bien que certains aient été plus lents) dès le 2e trimestre; étaient significatives à cet égard les perspectives dégagées par les chefs d'entreprise quant à la demande de leurs clients (un « indicateur avancé »). Pendant les derniers mois de l'année, la plupart des indicateurs suivaient une trajectoire horizontale, à l'exception de l'utilisation des capacités de production dont le recul était plus lent, ce qui n'empêchait toutefois pas la poursuite de certaines évolutions défavorables, notamment le recul de l'emploi. Cependant à la fin de l'année le fléchissement de la production industrielle ralentissait, orientant le diagnostic vers l'affirmation de l'approche du creux de la récession, sans cependant se prononcer sur la durée de la conjoncture défavorable.

Pour l'ensemble de l'année 1980, l'indice brut de la production industrielle, sans la construction, n'est en moyenne que de peu inférieur à celui de 1979; cependant l'indice du dernier trimestre est inférieur de près de 5 % à celui du trimestre correspondant de 1979 et d'un peu plus de 2 % par rapport à celui de 1978.

Production par catégorie de biens

La production de matières premières et de produits intermédiaires — en fait il s'agit presqu'exclusivement de produits intermédiaires — a diminué en moyenne de 1,0 % en 1980 par rapport à l'année antérieure, mais du dernier trimestre de 1979 au même trimestre de 1980 la régression s'est chiffrée à environ 7 %. La production de ces biens, le plus souvent fongibles et pour lesquels des stocks importants peuvent être constitués, est plus sensible à la conjoncture que toute autre catégorie de biens. De ce fait, elle est aussi plus sensible au niveau des prix, ce qui se fait sentir davantage du côté des producteurs pour lesquels le coût salarial est élevé. Néanmoins, la moyenne de la production de ces biens au cours des dix dernières années ne s'est que très légèrement moins accrue que la moyenne de l'ensemble (24 % contre 25,5 %).

En 1980, l'indice brut de la production de biens de consommation non durables a été, en moyenne, aussi élevé que l'indice global de la production industrielle et son augmentation depuis 1970 se situe à un niveau presqu'égal à celui-ci. Pour les biens de production durables, l'évolution est différente : en 1980, la

production a dépassé de 1,0 % le niveau de 1979, grâce à la flambée plutôt spéculative du début de l'année, mais pour le dernier trimestre, l'indice partiel de cette catégorie de biens est inférieur de 6 % à celui de l'année antérieure. Par ailleurs la croissance de la production de ces biens pendant ces dix dernières années (23 %), est légèrement inférieure à celle de l'ensemble de la production industrielle (26 %).

La production de biens d'investissement (sans la construction) montre déjà en 1980 une diminution de 2 % par rapport à 1979, s'écartant en cela de l'évolution conjoncturelle générale de la production industrielle. Du dernier trimestre de 1979 au dernier trimestre de 1980, la régression s'est chiffrée à plus de 8 %, soit un fléchissement assez marqué en comparaison de la diminution de l'indice global de la production. Il faut faire valoir, cependant, que la production de biens d'investissement est la seule branche dont l'indice, de 1970 à 1980, a crû plus rapidement que la moyenne de l'ensemble, soit de 30,0 %, contre 25,5 %. Cette forte croissance semble avoir reposé sur les investissements considérables enregistrés au début des années septante dans un nombre limité de secteurs d'activité, représentant 12 % de la production industrielle.

Un symptôme, indéniable en tout cas, de l'affaiblissement de la conjoncture est la diminution de la consommation globale d'électricité en Belgique. Son sommet se situe en effet en 1979 et plus spécialement pendant le 2e trimestre; une consommation aussi élevée était enregistrée un an après, mais un fléchissement incontestable apparaissait au 3e trimestre. A l'évidence, l'évolution des deux dernières années a été influencée par la conjoncture industrielle, mais aussi par les économies auxquelles les entreprises et les ménages ont procédé. Au cours de ces années, le niveau de la consommation d'électricité était supérieur de 60 % à celui de 1970.

Emploi

L'un des problèmes fondamentaux de l'économie belge est le déséquilibre manifesté entre l'offre et la demande de main-d'œuvre avec, comme symptome, le chômage recensé. Ce déséquilibre doit être imputé, en partie, à des facteurs démographiques, notamment au fait que le nombre de travailleurs plus âgés se retirant de la population active est temporairement en baisse par suite de la faible natalité des années de la première guerre mondiale, alors que le nombre de jeunes quittant l'école ne diminue guère encore. Cependant, ce n'est pas là qu'il faut chercher la cause principale du chômage élevé; celui-ci doit être surtout attribué à la faible croissance économique depuis la première crise pétrolière en 1973, accompagnée d'un intense effort

de rationalisation. A l'encontre de ceci, il faut mentionner en Belgique, comme dans plusieurs autres pays, les mesures prises en vue de procurer un emploi plus ou moins temporaire à un certain nombre de demandeurs d'emploi ou de permettre aux travailleurs plus âgés d'accéder anticipativement à la retraite, mesures destinées à diminuer la population active. D'une façon générale cependant, l'effet de ces mesures sur le chômage s'est révélé en 1980 plutôt faible.

Alors que vraisemblablement à la suite surtout de l'amélioration de la conjoncture, le nombre de chômeurs complets indemnisés n'avait augmenté que de très peu au cours de l'année 1979 (+14 000), de la fin décembre 1979 à fin décembre 1980 l'accroissement a porté sur presque 63 000 unités. Cette progression accélérée semble être de nature principalement conjoncturelle : alors qu'au cours de 1979, le nombre de chômeurs masculins à aptitude normale avait diminué légèrement (—3 000), l'année suivante il progressait de presque 38 000 unités, ou 40 %. En décembre 1980, le nombre de chômeurs masculins à aptitude limitée n'était pas supérieur à celui d'un an auparavant par suite, notamment, des mises à la retraite anticipées.

La statistique désaisonnalisée des chômeurs complets masculins à aptitude normale présente, pour le 4e trimestre de 1979 et le 1er trimestre de 1980, une évolution presque parfaitement étalée, mais, par la suite, elle montre une courbe ascendante évidente, laquelle s'est maintenue à la fin de 1980 et au début de 1981.

L'augmentation, incessante depuis 1974, du nombre de chômeuses à aptitude normale a ralenti, et la décélération conjoncturelle du 2e trimestre de 1980, n'a pas revêtu de forme aiguë pour cette catégorie. A la fin de 1980, le nombre de ces chômeuses n'avait augmenté que de 15 % par rapport à l'année antérieure, à mettre en rapport avec un accroissement de 11 % pendant l'année conjoncturellement favorable de 1979. Le chômage des travailleuses est manifestement moins sensible à la conjoncture.

Comme deuxième caractéristique de l'évolution du chômage en 1980, après la croissance relativement plus forte du nombre de chômeurs masculins, il faut relever, comme les années précédentes, une progression plus marquée du chômage en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles; cependant la proportion du nombre de chômeurs par rapport à la population active totale demeure toutefois plus élevée en Wallonie.

Le chômage des jeunes a enregistré en 1980, une avance quelque peu plus marquée que le nombre global des demandeurs

d'emploi à aptitude normale; il s'agit avant tout des chômeurs masculins de —25 ans (+47 %, contre 15 % pour les femmes).

La progression du chômage a affecté presque toutes les branches d'activité à quelques exceptions, dont les charbonnages. Toutefois, il ressort de plusieurs exemples que l'évolution du chômage dans un secteur déterminé ne constitue nullement la norme du développement de l'emploi dans cette même branche d'activité : la somme du nombre de travailleurs et de chômeurs relevant d'une même branche d'activité n'est jamais constante. La statistique de l'emploi fournie par l'Office National de la Sécurité Sociale est arrêtée au 30 juin et ne couvre dès lors pas le restant de l'année. Selon cette statistique, les pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière se sont élevées à 18 000 entre le 30 juin 1979 et le 30 juin 1980, après une régression de 25 000 emplois l'année antérieure et de 40 000 il y a deux ans. Dans les services et plus spécialement dans les services publics, l'augmentation de l'emploi a été moindre. En tout et pour tout, le nombre total de travailleurs recensé par l'Office National de la Sécurité Sociale a diminué de quelque 1 000 unités de juin 1979 à juin 1980, après une progression de 32 000 un an plus tôt.

Cette baisse de l'emploi en juin 1980, quoique limitée, s'inscrit en contraste avec la hausse importante de 22 000 travailleurs de mars 1979 à la fin de la haute conjoncture industrielle en mars 1980. Elle illustre clairement la rapide dégradation de la conjoncture industrielle et il ne fait aucun doute que cette évolution défavorable s'est poursuivie durant la seconde moitié de l'année.

Consommation privée

La demande émanant tant des ménages que des entreprises et de l'étranger s'est accrue au cours de la phase conjoncturelle ascendante parallèlement à l'amélioration de la production et au développement moins défavorable de l'emploi; en 1980 l'évolution de toutes les composantes de la demande connaissait un revirement.

Deux statistiques permettent de suivre le développement de la consommation privée : les indices des ventes au détail et les déclarations à la T.V.A., cette dernière étant d'un concept quelque peu plus large, puisqu'elle comprend également les entreprises horeca, les réparations (dont les garages) et un certain nombre de services (dont les services culturels et de loisirs et les services personnels).

Ces deux sources d'information permettent de dégager un même profil : une forte reprise en volume des ventes de biens

durables et de services au cours du 1er trimestre et, par la suite, un fléchissement progressif de l'ensemble de la consommation. Pendant le 4e trimestre, les ventes au détail ont diminué en volume par rapport à l'année antérieure et pour l'ensemble de l'année la croissance demeure faible.

Après la reprise du 1er trimestre, les ventes d'appareils domestiques se sont affaissées, de même que les ventes de voitures, lesquelles avaient pu se maintenir à un niveau satisfaisant à l'époque du salon de l'automobile de Bruxelles. En outre, les consommateurs se sont mis à économiser sur quelques marchandises devenues beaucoup plus chères, tels le fuel domestique (bien qu'une partie du recul puisse s'expliquer par la forte consommation liée aux circonstances atmosphériques rigoureuses du début de 1979), l'essence pour voitures (tout en admettant qu'en moyenne les nouvelles voitures consomment moins que les plus anciennes) et l'entretien et la réparation de voitures. Pour la plupart des autres dépenses, la croissance a diminué. Il y a donc lieu de constater que des glissements se sont opérés dans le profil de la consommation, le plus souvent au détriment de l'automobile et du chauffage.

Un deuxième déplacement au sein des dépenses de consommation, mais cette fois à l'intérieur de catégories semblables de biens, a reflété la préférence des consommateurs pour les marchandises relativement meilleur marché notamment quant à celles répondant à des besoins primaires.

Construction de logements

Une troisième modification importante dans le modèle d'allocation des dépenses des ménages s'est traduite par le recul des investissements en logements. Avant la récession de 1974-1975 et au cours des années 1976 à 1978, la construction résidentielle a connu une véritable période de haute conjoncture, quoique limitée dans ces dix dernières années à la construction d'habitations unifamiliales. En 1979, cette situation prenait fin et en 1980 la régression se poursuivait malgré certaines mesures de soutien, dont la répercussion ne peut encore se faire sentir. L'origine spécifique de l'affaissement de la construction résidentielle réside, sans nul doute, dans les remboursements devenus prohibitifs en raison des taux d'intérêt très élevés et de la hausse relative des prix fonciers et de la construction résidentielle dans le passé. La construction résidentielle — en fait, également la construction subventionnée — n'a prospéré, en effet, que grâce aux logements unifamiliaux à usage propre, puisque, du point de vue du placement, elle ne présentait plus guère d'attrait et ce pour des motifs divers. En outre, tout ceci doit être considéré à travers la perception de la crise économique par les ménages, telle qu'elle ressort d'enquêtes récentes.

Selon les comptes nationaux, les investissements dans l'industrie manufacturière en 1979 ont été inférieurs de 40 %, en termes réels, par rapport au sommet de la conjoncture surchauffée de 1974, mais sont également en retrait de 28 % par rapport à la moyenne des 4 années s'étalant de 1970 à 1973 inclusivement. Le recul est d'autant plus flagrant qu'en 1979 les investissements globaux en actifs fixes ont augmenté, en termes réels, de quelque 17 % en comparaison avec la moyenne des années 1970-1973 et également de quelques pourcent par rapport à 1974. Il s'agit là d'un aspect de la désindustrialisation manifeste depuis la première crise du pétrole et qui indubitablement est à mettre en rapport avec le glissement dans la répartition primaire des revenus au détriment surtout des entreprises industrielles.

Pour la première fois depuis 1974, les investissements des entreprises ont fait apparaître, en 1979, un léger accroissement et selon l'information disponible en la matière — les déclarations à la T.V.A. — cette évolution s'est poursuivie en 1980, bien qu'avec un fléchissement vers la fin de l'année. En termes nominaux, les investissements des entreprises (y compris les entreprises publiques) ont été de 10,1 % supérieurs à ceux de l'année antérieure, lorsque l'avance s'était chiffrée, toujours selon la même source, à 4,8 %. D'un point de vue conjoncturel, une telle évolution semble normale, en ce sens que le cycle d'investissement des entreprises montre un retard d'un an par rapport au cycle de production.

En 1980, comme d'ailleurs en 1979, la croissance s'est limitée, pour une large part, à quelques branches d'activité, dont principalement les entreprises d'utilité publique (surtout les centrales électriques), l'industrie des fabrications métalliques (surtout l'assemblage automobile), la production de métaux, l'industrie textile, l'industrie transformatrice du bois et quelques entreprises des services. Les investissements importants d'un petit nombre d'entreprises pèsent lourdement dans le montant total des investissements.

Contrastant avec une progression apparemment largement conjoncturelle des investissements, il n'y a pas à dénier que les entreprises étrangères semblent de moins en moins enclines à investir en Belgique. Bien que l'étranger investisse toujours encore plus dans des entreprises industrielles que non industrielles, la part de l'industrie continue de fléchir.

Le volume des mises en chantier de bâtiments professionnels, plus encore que celui des constructions autorisées, a enregistré en 1980 une diminution assez forte, cependant que le

nombre de projets n'a pas baissé durablement dans la même mesure ce qui constitue une indication que la plupart d'entre eux sont formés de petits projets.

Investissements publics

Selon les comptes nationaux, les investissements publics (pouvoir central, administrations subordonnées, sécurité sociale) ont augmenté, en termes réels, de presque 14 % en 1979, se situant à un volume supérieur à celui des années-sommet 1971-1972, mais ne présentant plus du tout la même structure. Notamment la part de la construction de routes ne porte plus en 1979, que sur un tiers des investissements du pouvoir central, contre la moitié environ en 1971 et 1972, tandis que la part des administrations subordonnées a considérablement augmenté.

Pour l'année 1980, seules quelques informations sont disponibles quant aux investissements du pouvoir central : les paiements en matière d'investissements publics (par le biais du budget de l'Etat et en dehors du budget) ont dépassé de 18,7 % ceux de l'année antérieure, ce qui implique incontestablement une croissance en volume de plus de 10 %.

Commerce extérieur

Tout comme en 1974-1975, l'origine de la récession apparue en 1980 doit être cherchée, en majeure partie et par le biais du resserrement du commerce mondial, dans le relèvement draconien des prix du pétrole. A la fin de 1980, ces prix avaient monté de 70 % environ par rapport à l'année antérieure et avaient triplés par rapport à 1975. A la suite de la faible élasticité de la demande à court terme, il en est résulté pour les pays consommateurs de pétrole, un appauvrissement sensible, par réduction du pouvoir d'achat à l'avantage des pays exportateurs de pétrole, lesquels n'en ont cependant pas trouvé usage pour la plus grande partie.

Après le 1er trimestre de 1980, le volume du commerce mondial a régressé et ce n'est que grâce à la croissance enregistrée durant la période antérieure que le volume pour l'ensemble de l'année a encore dépassé de quelque peu celui de l'année 1979. Cependant, le commerce a encore augmenté sensiblement en termes nominaux.

Le décalage entre les prix relatifs à l'importation et à l'exportation des pays industrialisés a eu comme conséquence que

le déficit global de leur balance commerciale a atteint des proportions inégalées jusqu'alors.

Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise montre une évolution similaire. Selon les statistiques douanières, les exportations de marchandises ont augmenté nominalement de 13,5 % pour atteindre 1 886 milliards de francs, alors que les importations ont progressé de 17,5 %, se montant à 2 096 milliards. A la lumière des indices de quantité — que ce soient ceux de l'I.N.S. ou ceux de la Banque nationale — il apparaît que l'évolution du commerce extérieur en valeur et en volume divergent nettement. Malgré une forte croissance nominale, les échanges extérieurs de l'U.E.B.L. en 1980, n'ont en termes réels dépassés que de peu ceux de 1979 et ce en raison de l'accroissement au cours de 1979 et durant le seul 1er trimestre de 1980. Par la suite, une décélération s'est produite laquelle — à en juger des indices désaisonnalisés de l'I.N.S. — a fait place, durant les derniers mois de 1980, à une nouvelle augmentation. Ces deux séries d'indices font apparaître également que tant les importations que les exportations pendant le dernier trimestre, se sont situées à un niveau inférieur à celui d'une année plus tôt et qu'en outre, le recul a été plus fort pour les importations que pour les exportations, ce qui peut être considéré comme normal eu égard à la conjoncture économique.

Comme dit ci-avant, du point de vue nominal les choses se présentent d'une manière différente et, pendant le dernier trimestre, tant les importations que les exportations ont été plus élevées que pendant l'année antérieure, et les importations encore davantage que les exportations. La cause en réside principalement dans l'évolution des prix : la hausse moyenne des prix a été plus forte à l'importation qu'à l'exportation. L'explication se trouve dans les prix pétroliers et des autres combustibles. Toutefois, ces hausses ne sont pas seules responsables de l'accroissement du déficit de la balance commerciale, lequel passe de 123 milliards en 1979 à 210 milliards en 1980, puisque le déficit pour le groupe « combustibles et énergie » n'a augmenté que de 58 milliards de francs tandis que le solde négatif total s'est accru de 87 milliards. Apparemment, la part de marché de l'industrie belge a, elle aussi, marqué encore un recul.

Balance des paiements

La balance (provisoire) des paiements sur base des transactions de l'U.E.B.L. telle qu'elle est établie par la Banque nationale montre un déficit sur transactions de marchandises de l'ordre de 183 milliards de francs (145 milliards une année auparavant). Le

compte courant se clôture par un déficit de 172 milliards, contre 95 milliards seulement en 1979. Outre le solde négatif de la balance des marchandises, l'aggravation du solde du compte courant doit être attribuée à la détérioration du poste des revenus d'investissement, ce qui reflète surtout la croissance des remboursements d'intérêt sur les emprunts publics.

Le fait que, malgré tout, le déficit total (74 milliards de francs contre 118 en 1979) s'est révélé en 1980 moins important qu'en 1979, résulte de la compensation de la balance des capitaux : les importations nettes de capital par les pouvoirs publics (le Trésor presqu'exclusivement) et par les institutions financières publiques ont fortement progressées, tandis que les entreprises ont fait un appel plus étendu au crédit étranger qu'en 1979. Les exportations de capital dans le chef des entreprises et des particuliers montrent cependant une nouvelle augmentation.

Finances publiques

L'évolution de la balance des paiements témoigne nettement de la détérioration de la position financière des pouvoirs centraux. Certes, les emprunts contractés à l'étranger par l'Etat et par quelques parastataux ont-ils pu restreindre le solde négatif de la balance des paiements, mais à l'avenir, il y aura lieu d'en payer les intérêts et aussi d'en effectuer les remboursements, ce qui s'inscrira du côté du débit.

L'accroissement des emprunts extérieurs — la dette du Trésor en devises étrangères est montée de 58 milliards de francs à la fin de 1979 à 154 milliards un an plus tard — est la conséquence de la forte progression du déficit budgétaire et du rétrécissement relatif des marchés intérieurs de l'argent et des capitaux. Les décaissements du Trésor ont augmenté de 11,8 % (8,7 % en 1979); la presque totalité de la progression doit être imputée à trois rubriques, à savoir les intérêts sur la dette publique, laquelle est engagée dans une spirale de croissance à la suite des déficits durables, les transferts de l'Etat et les dépenses de capital. De plus, les recettes fiscales inscrites au Budget de l'Etat se révèlent en 1980 avoir été surévaluées, du fait d'une surestimation des perspectives de croissance économique. Dès lors, le déficit net à financer est monté de 212 milliards de francs en 1979 (6,5 % du P.N.B.) à 301 milliards en 1980 (8,7 % du P.N.B. suivant l'exposé général du budget de l'année).

Le financement d'un tel déficit — en tenant compte du fait que l'amortissement de la dette publique s'élevait à 117,7 milliards

de francs et que l'argent des emprunts remboursés n'est pas replacé automatiquement de la même manière — a été forcément difficile. La part du financement à court terme par des institutions principalement monétaires a progressé. La part de la dette en devises, tant à court qu'à long terme, s'est encore accrue. Les crédits directs de la banque centrale sont demeurés limités à 37 milliards de francs, mais le plafond de l'octroi indirect de crédit par la Banque nationale via le Fonds des Rentes a été relevé de 60 milliards de francs à 70 milliards le 18 février et à 90 milliards le 26 mars.

Il faut mentionner, par contre, que la part des emprunts obligataires en francs belges dans le financement du déficit a nettement regressé, et que, de plus, son montant total a été, en 1980, bien inférieur à celui de 1979.

L'impossibilité presque totale d'émettre des obligations pour un montant plus important voire un montant approximativement égal à celui de 1979 ou de 1978, peut s'expliquer, en grande partie, par l'évolution des taux d'intérêt. Incontestablement, l'autonomie des autorités monétaires belges est plutôt faible, car l'évolution des taux d'intérêt dépend largement de ce qui se passe dans les grands pays industrialisés. Et il suffit que dans ces pays, mais davantage aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, la politique menée soit assez rigidement monétariste, faisant appel surtout à la manipulation des taux, pour que les intérêts, et surtout ceux à court terme, doivent être ajustés continuellement dans tous les autres aux fluctuations intervenant dans ces deux très importants pays au plan financier, ce qui ne veut pas dire, pour autant que ces taux soient les mêmes. Ceci est néanmoins une règle impérative, eu égard surtout à l'incertitude monétaire et au volume énorme de capitaux errants dans le monde.

Pendant les premiers mois de 1980, lorsque le taux à court terme aux Etats-Unis a monté à un niveau jamais connu, tous les pays européens ont été obligés, dans un délai plus ou moins court, de suivre ce mouvement à l'effet de freiner les exportations de capitaux et de maintenir leur monnaie respective en deçà des limites convenues. En outre, le franc belge a été soumis à une pression spéculative pendant le 1er trimestre; la Banque nationale a réagi en procédant à une forte hausse temporaire de son taux d'escompte et par des achats de soutien sur le marché des changes.

Après l'essoufflement de la spéculation et le rabaissement des taux à l'étranger, le taux d'intérêt à court terme s'est également abaissé en Belgique sans toutefois retomber à son niveau de 1979. Le taux à long terme — temporairement moins élevé que celui à court terme — a continué sa progression entamée en 1979, abstraction faite d'une courte interruption pendant l'été. La pression haussière des taux a trouvé surtout son origine dans les besoins d'emprunt très élevés des pouvoirs publics mais la modification de la structure des taux est intervenue, entre autres, en raison de la préférence des investisseurs en faveur des placements à court terme.

L'accroissement du stock monétaire, y compris les autres engagements des institutions monétaires, a été moins important en 1980 qu'en 1979, la différence résidant presqu'exclusivement dans le stock monétaire proprement dit, à peine plus grand à la fin de 1980 qu'un an auparavant. Cet accroissement moins élevé résulte de modifications dans trois contre-postes : la création d'argent en faveur des pouvoirs publics laquelle a progressé considérablement (de 186 milliards à 263 milliards), l'octroi de crédits aux entreprises et particuliers dont la croissance a sensiblement diminué (143 milliards à 80 milliards) et la destruction de monnaie à la suite de l'accroissement du solde négatif des transactions avec l'étranger (190 milliards contre 168 milliards).

La récession a pesé sur l'évolution des actifs financiers et des engagements financiers des entreprises et des particuliers, influencés, en outre, par les fortes fluctuations des taux d'intérêt. D'abord, l'accroissement des actifs financiers globaux des entreprises et des particuliers (non compris les institutions financières) s'est mis à ralentir; de plus, des glissements se sont produits parmi les différents types d'actifs. L'accroissement des placements en devises belges à l'étranger n'a pas été de pair avec la baisse des dépôts auprès des banques belges puisque les banques étrangères les replacaient immédiatement auprès de leurs homologues belges mais au prix d'un renchérissement des coûts, les taux interbancaires étant nettement plus élevés que les taux sur les petits dépôts.

Les engagements financiers totaux des entreprises et des particuliers ont moins augmenté (263 milliards, contre 306 milliards) que l'année antérieure, ce qui peut sembler normal d'un point de vue conjoncturel; mais il n'y a par contre pas à dénier que l'endettement des sociétés s'est accéléré pendant la récession et que la formation d'actifs financiers s'est ralentie. Les entreprises ont couvert leurs besoins financiers de préférence par des emprunts à long terme — conséquence de la structure des taux —

et, pour une part croissante par un appel à l'étranger. Ceci a été surtout le cas des entreprises publiques.

Prix et salaires

En fin de compte, l'évolution monétaire n'a pas manqué d'exercer une influence restrictive, tant sur l'activité économique que sur les prix. L'inflation intérieure mesurée aux termes de l'indice des prix à la consommation s'est certes accélérée, passant de 4,5 % en 1978 et en 1979 à 6,6 % en 1980; à la fin de 1980, le rythme était quelque peu plus élevé que la moyenne annuelle, mais, tout bien considéré, l'accélération, qui doit être attribuée en majeure partie à la répercussion des hausses de prix intervenues à l'étranger, a été plutôt faible par rapport à l'explosion des prix de la première crise pétrolière et le rythme de hausse n'a même pas atteint la moitié de la moyenne de l'ensemble des pays de la Communauté européenne.

L'accélération de la hausse des prix ne s'explique pas exclusivement par le relèvement des prix pétroliers, facteur dont les effets ont diminué au cours de 1980, mais également par la montée considérable du dollar en automne, les prix de maints produits fongibles étant pour la plupart exprimés en cette devise. L'incidence de la hausse du cours du dollar se fait sentir d'ailleurs également dans l'évolution des prix à la production et à l'importation, lesquels ont montré une nouvelle augmentation après l'été, en dépit de la récession mondiale.

La hausse des salaires s'est accélérée elle aussi, bien que les augmentations salariales autonomes aient été plus faibles qu'au cours de l'année antérieure, en raison de la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Cette indication, qui repose sur le salaire horaire brut, est cependant partielle et diverge quelque peu tant de l'évolution des coûts salariaux que de celle du revenu disponible des salariés.

Suivant les calculs et estimations des services de la Commission des Communautés européennes, la rémunération par salarié dans l'industrie manufacturière, exprimée en francs belges, a progressé de 6,5 % en 1979 à 7,5 % en 1980 tandis que l'augmentation de la productivité, en raison de la récession, a ralenti de 7,1 % à 3,3 %. Le coût salarial par unité produite, lequel avait fléchi de 0,6 % en 1979, s'est relevé de 4,1 % en 1980. En soi ceci ne représente pas un bon résultat; cependant le coût salarial par unité produite ayant en moyenne haussé plus fortement dans les principaux pays

concurrents de la Belgique, la hausse du coût salarial relatif (rapport entre l'augmentation du coût salarial par unité produite en Belgique avec l'accroissement moyen du même dans les principaux pays concurrents) a été de 5,0 % en 1980 contre 5,6 % en 1979, sur base des coûts salariaux en monnaies nationales et de respectivement 5,4 % et 4,2 % sur base des coûts salariaux exprimés en dollars. La position concurrentielle de l'industrie belge ne s'est dès lors plus détériorée tout au moins du côté des coûts salariaux et grâce à une rationalisation plus intense que dans la plupart des autres pays industrialisée.

Conclusion

Après six années difficiles, l'économie belge se trouve confrontée à un nombre de problèmes graves qui peuvent être approchés de manière extrêmement divergente. Un problème que personne ne peut méconnaître est celui du chômage, mais il ne semble guère susceptible d'un abord direct. Il est la conséquence de tout un nombre d'évolutions dans l'économie parmi lesquelles le ralentissement de la croissance économique, accompagné de fortes pressions persistantes de rationalisation. Une des faiblesses de l'économie belge réside dans la rentabilité modeste des entreprises non protégées, en l'occurrence surtout l'industrie manufacturière, où les investissements et l'emploi n'ont manifestement cessé de régresser. Par ailleurs depuis quelques années, l'augmentation de l'emploi dans les services se réduit.

En dehors du problème financier des entreprises, il y a également le double déséquilibre fondamental des finances publiques d'une part et de la balance des paiements d'autre part, l'interaction entre l'un et l'autre étant étroite. La solution de ces problèmes demeure une œuvre de longue haleine et nécessite le déploiement de moyens multiples. Comme les problèmes présentent maints aspects — dont la vétusté de la structure industrielle, une rigidité inexorable dans plus d'un domaine, l'insuffisance de l'appareil commercial, pour n'en citer que quelques uns — la nécessité s'impose de prendre, à de nombreux égards, des mesures en vue d'adapter aux circonstances modifiées non seulement l'industrie, mais aussi l'organisation de la société. C'est de ce point de vue qu'il faut considérer les mesures récemment annoncées par le gouvernement, tout en ne perdant pas de vue qu'il ne s'agit là que d'une amorce du changement des politiques menées.

Dans les premiers mois de 1981, il apparaissait assez clairement que la conjoncture ne se dégraderait plus et qu'un

plancher de la récession avait été atteint. La durée de celui-ci et la rapidité d'intervention d'une reprise conjoncturelle n'en demeuraient pas moins incertaines et ne fût-ce qu'en raison des suites de l'évolution négative de 1980, une légère croissance en 1981 n'apparaît que peu vraisemblable.

*
* *

PREMIERE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Au 1er janvier 1981, la population totale s'élevait à 9 863 374 habitants, soit 8 264 personnes ou 0,83‰ (1) de plus que l'année précédente. Hormis celui de 1978, cet accroissement est inférieur à ceux enregistrés précédemment. Ce mouvement de la population est la résultante de l'accroissement naturel, d'une part et du solde migratoire d'autre part, le premier représentant le solde des naissances et des décès, le second celui des migrations, intérieures et extérieures, de personnes de nationalité belge ou étrangère. Les migrations intérieures étant des déplacements à l'intérieur du pays, elles sont nettement plus nombreuses que les migrations extérieures et, en principe, devraient montrer un solde nul (2).

Les naissances ont atteint 124 794 unités en 1980, chiffre le plus élevé depuis 1973; le taux de natalité est de 12,65‰ contre 12,56‰ en 1979 et 13,31‰ en 1973. Les décès atteignent 114 359 unités, ce qui est supérieur d'environ 2 000 unités aux années 1979 et 1977, mais inférieur à 1978 et aux années antérieures; le taux de mortalité est de 11,59‰.

Aussi l'accroissement naturel est de 10 430 unités, le plus élevé depuis 1973, sauf l'année précédente.

Si l'accroissement total de la population n'atteint que 8 264 personnes c'est donc, au vu de ces premiers chiffres, que le solde migratoire est négatif : il est de 2 166 unités, soit —3.518 personnes constituant le solde des migrations extérieures et 1 352 personnes constituant le solde des migrations intérieures qui devrait être théoriquement nul. La réduction de cette « différence statistique » qui atteignait 6 652 unités l'an dernier, joue un rôle important dans la comparaison du mouvement total de population de 1980 avec celui de l'année précédente : en effet, comme on l'a vu, tant les naissances que les décès n'ont pas fortement varié.

Les migrations intérieures ont concerné environ 4,5 % de la population, ce qui n'est guère différent de l'année précédente. Les immigrations extérieures qui s'élevaient encore en 1974 à 71 866 personnes se sont affaissées, atteignant 52 594 unités en 1978 et 54 854 unités en 1979 : cette année, elles concernent 54 694

(1) Les taux figurant dans le texte et les tableaux sont calculés d'après la population relevée en fin d'année, c'est-à-dire au 1er janvier 1981.

(2) Pour des raisons, techniques et autres, il ne l'est jamais; cette « différence statistique » est plus ou moins importante selon les années.

personnes. Quant aux émigrations à l'étranger, elles se maintiennent à un niveau élevé, avec 58 212 personnes en 1980 contre 59 552 en 1979 et 58 495 en 1978.

Au 1er janvier 1981, la population de Flandre comptait 5 634 152 personnes, soit 15 200 de plus que l'année précédente. Ce mouvement de population (+2,7‰) est l'addition de deux soldes positifs : celui du mouvement naturel (+13 751) et celui du solde migratoire (+1 449); ce dernier est entièrement imputable au solde des migrations intérieures (+1 750 unités), tandis qu'était enregistré un solde très légèrement négatif (—301) pour les migrations extérieures.

A la même date, la population de Wallonie comptait 3 229 001 personnes soit 1 558 unités ou 0,48‰ de plus que l'année précédente. Le mouvement naturel y est négatif (—2 274 unités) et le solde migratoire positif, mais entièrement à cause des migrations intérieures dont le solde, positif, atteint 7 186 personnes tandis que les migrations extérieures enregistrent un solde négatif de —354 personnes.

Les deux soldes sont négatifs à Bruxelles; le mouvement naturel enregistre un déficit de 1 047 unités et le mouvement migratoire un autre de 7 447 unités : ce dernier représente quasi parfaitement le déficit des migrations intérieures (—7 584 unités) tandis que, pour les migrations extérieures, les entrées et les sorties se compensent à quelques unités près. Le mouvement d'installation hors de la ville s'est donc poursuivi.

Le taux de natalité est le plus élevé en Flandre et le plus bas en Wallonie. Tout comme dans cette dernière région, il est inférieur à la moyenne à Bruxelles. Le taux de mortalité est le plus élevé à Bruxelles et le plus bas en Flandre.

Le mouvement naturel de la population des régions montre des valeurs positives et en diminution pour la Flandre et des valeurs négatives plus ou moins stables dans les deux autres régions.

Le solde migratoire est en permanence positif pour la région wallonne, avec une tendance à la diminution. Il est légèrement positif et se rapproche vers zéro en Flandre et il est négatif à Bruxelles, plus fortement d'ailleurs à la fin des années 70 qu'il y a 10 ans.

Au total, le mouvement de population est positif en Flandre et en Wallonie. Il enregistre cependant une diminution depuis 1975 dans les deux régions. Le mouvement de population a été constamment négatif ces dix dernières années à Bruxelles, avec des pointes en 1977 et 1978.

Au niveau des arrondissements on retrouve les mêmes tendances que celles des années précédentes. Les taux de natalité sont toujours particulièrement plus élevés dans les quatre arrondissements du Nord-Est du pays (Hasselt, Maaseik, Tongres, Turnhout) qu'ailleurs, de même que les taux de mortalité y sont les plus bas. Ces derniers sont les plus élevés dans les arrondissements d'Ath, Tournai, Huy, Waremme ainsi qu'à Bruxelles-capitale.

Les mouvements de population les plus amples sont à relever dans le Limbourg et en Flandre occidentale dans le sens positif et dans le Hainaut et la province de Liège dans le sens négatif. Le Brabant enregistre un accroissement de 1 083 unités, qui est le résultat d'un solde fortement négatif à Bruxelles et de trois soldes positifs dans les arrondissements voisins. C'est d'ailleurs le cas pour toutes les grandes villes du pays, par rapport aux arrondissements qui les jouxtent.

*

* *

Mouvement de la population en 1980

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 1er janvier 1981
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	*11 430*	*12,38*	*10 604*	*11,48*	*+ 826*	*—2 345*	*— 1 519*	*— 1,64*	*923 547*
Malines	*3 484*	*11,90*	*3 379*	*11,54*	*+ 105*	*+ 557*	*+ 662*	*+ 2,27*	*292 743*
Turnhout	*5 073*	*14,12*	*2 809*	*7,82*	*+ 2 264*	*+ 476*	*+ 2 740*	*+ 7,69*	*359 240*
Anvers	19 987	12,69	16 792	10,66	+ 3 195	—1 312	+ 1 883	+ 1,20	1 575 530
Bruxelles-Capitale	*12 520*	*12,52*	*13 567*	*13,56*	*— 1 047*	*—7 447*	*— 8 494*	*— 8,42*	*1 000 221*
Hal-Vilvorde	*6 131*	*11,88*	*5 126*	*9,93*	*+ 1 005*	*+1 296*	*+ 2 301*	*+ 4,48*	*516 278*
Louvain	*5 203*	*12,54*	*4 174*	*10,06*	*+ 1 029*	*+1 573*	*+ 2 602*	*+ 6,31*	*414 842*
Nivelles	*3 533*	*12,16*	*3 175*	*10,93*	*+ 358*	*+4 316*	*+ 4 674*	*+16,36*	*290 441*
Brabant	27 387	12,33	26 042	11,72	+ 1 345	— 262	+ 1 083	+ 0,49	2 221 782
Ath	*919*	*11,78*	*1 160*	*14,87*	*— 241*	*+ 332*	*+ 91*	*+ 1,17*	*78 027*
Charleroi	*5 399*	*12,24*	*5 943*	*13,48*	*— 544*	*—2 302*	*— 2 846*	*— 6,41*	*441 017*
Mons	*3 223*	*12,40*	*3 427*	*13,18*	*— 204*	*— 352*	*— 556*	*— 2,13*	*259 999*
Mouscron	*886*	*12,18*	*927*	*12,75*	*— 41*	*+ 33*	*— 8*	*— 0,11*	*72 728*
Soignies	*2 095*	*12,54*	*2 255*	*13,49*	*— 160*	*— 47*	*— 207*	*— 1,24*	*167 117*
Thuin	*1 680*	*11,86*	*1 824*	*12,88*	*— 144*	*+ 384*	*+ 240*	*+ 1,70*	*141 640*
Tournai	*1 710*	*11,82*	*2 092*	*14,46*	*— 382*	*— 100*	*— 482*	*— 3,32*	*144 635*
Hainaut	15 912	12,19	17 628	13,51	— 1 716	—2 052	— 3 768	— 2,88	1 305 163
Huy	*968*	*10,91*	*1 299*	*14,64*	*— 331*	*+ 683*	*+ 352*	*+ 3,98*	*88 727*
Liège	*7 062*	*11,59*	*8 007*	*13,15*	*— 945*	*—1 952*	*— 2 897*	*— 4,73*	*609 066*
Verviers	*3 173*	*12,93*	*3 118*	*12,70*	*+ 55*	*+ 360*	*+ 415*	*+ 1,69*	*245 469*
Waremme	*682*	*11,22*	*926*	*15,24*	*— 244*	*+ 461*	*+ 217*	*+ 3,58*	*60 772*
Hasselt	11 925	11,91	12 250	12,20	— 1 465	448	— 1 913	— 1,90	1 004 021
Maaseik	*3 053*		*1 818*						

Maaseik	3 062	16,55	1 212	6 47	+ 1 850	+ 888	+ 2 738	+ 12,10	181 210
Tongres	2 330	13,20	1 496	8,48	+ 834	+ 299	+ 1 133	+ 6,46	176 465
Limbourg ...	10 778	15,05	5 341	7,46	+ 5 437	— 93	+ 5 344	+ 7,52	716 059
Arlon	620	12,82	543	11,23	+ 77	— 248	— 171	— 3,52	48 346
Bastogne	521	14,42	472	13,07	+ 49	+ 78	+ 127	+ 3,53	36 126
Marche-en-Famenne	595	13,89	533	12,45	+ 62	+ 823	+ 885	+ 21,10	42 827
Neufchâteau	691	13,35	636	12,29	+ 55	— 7	+ 48	+ 0,93	51 762
Virton	634	14,30	578	13,04	+ 56	+ 134	+ 190	+ 4,30	44 335
Luxembourg ...	3 061	13,70	2 762	12,36	+ 299	+ 780	+ 1 079	+ 4,85	223 396
Dinant	1 183	13,28	1 173	13,17	+ 10	+ 285	+ 295	+ 3,32	89 096
Namur	3 473	13,40	3 244	12,51	+ 229	+ 699	+ 928	+ 3,59	259 273
Philippeville	736	12,78	725	12,59	+ 11	+ 252	+ 263	+ 4,59	57 598
Namur ...	5 392	13,28	5 142	12,67	+ 250	+ 1 236	+ 1 486	+ 3,67	405 967
Alost	3 176	12,10	2 903	11,06	+ 273	— 605	— 332	— 1,26	262 400
Termonde	2 229	12,37	2 044	11,35	+ 185	+ 206	+ 391	+ 2,18	180 160
Eeklo	939	11,76	1 001	12,54	— 62	+ 74	+ 12	+ 0,15	79 817
Gand	6 078	12,50	5 992	12,33	+ 86	— 83	+ 3	+ 0,01	486 081
Audenarde	1 314	11,68	1 525	13,56	— 211	+ 95	— 116	— 1,03	112 488
Saint-Nicolas	2 814	13,39	2 278	10,84	+ 536	+ 415	+ 951	+ 4,55	210 097
Flandre orientale ...	16 550	12,43	15 743	11,83	+ 807	+ 102	+ 909	+ 0,68	1 331 043
Bruges	3 141	12,35	2 599	10,22	+ 542	+ 244	+ 786	+ 3,10	254 332
Dixmude	581	12,21	524	11,01	+ 57	— 23	+ 34	+ 0,71	47 603
Ypres	1 313	12,64	1 246	12,00	+ 67	— 200	— 133	— 1,28	103 846
Courtrai	3 709	13,64	2 819	10,37	+ 890	— 524	+ 366	+ 1,35	271 851
Ostende	1 517	11,41	1 578	11,87	— 61	+ 120	+ 59	+ 0,44	132 932
Roulers	1 851	13,52	1 382	10,10	+ 469	— 41	+ 428	+ 3,14	136 887
Tielt	1 135	13,36	875	10,30	+ 260	+ 59	+ 319	+ 3,77	84 982
Furnes	595	12,40	541	11,28	+ 54	+ 248	+ 302	+ 6,34	47 967
Flandre occidentale ...	13 842	12,81	11 564	10,70	+ 2 278	— 117	+ 2 161	+ 2,00	1 080 400
Bruxelles-Capitale	12 520	12,52	13 567	13,56	— 1 047	— 7 447	— 8 494	— 8,42	1 000 221
Région flamande	72 491	12,87	58 740	10,43	+ 13 751	+ 1 449	+ 15 200	+ 2,71	5 634 152
Région wallonne	39 783	12,32	42 057	13,02	— 2 274	+ 3 832	+ 1 558	+ 0,48	3 229 001
dont : région de langue allemande	803	12,41	737	11,39	+ 66	+ 22	+ 88	+ 1,36	64 713
Le Royaume ...	**124 794**	**12,65**	**114 364**	**11,59**	**+ 10 430**	**— 2 166**	**+ 8 264**	**+ 0,84**	**9 863 374**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1er janvier 1981 par région.
(c) Calculé par rapport à la population totale de chaque région recensée au 1er janvier 1980.

Source : Institut National de Statistique.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1971	139 104	118 853	20 251	24 184	44 435	9 695 379
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413
1978	121 983	115 060	6 923	— 2 682	4 241	9 841 654
1979	123 658	112 156	11 502	1 954	13 456	9 855 110
1980	124 794	114 364	10 430	— 2 166	8 264	9 863 374

Source : Institut National de Statistique.

(a) Population calculée sur la base du recensement de 1970. Au 31 décembre jusqu'en 1976; au 1er janvier à partir de 1977.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHOMAGE

SECTION I. — EMPLOI

Les statistiques de l'O.N.S.S. sont disponibles au 30 juin des années 1979 et 1980, quoique de manière partielle pour cette dernière date. On a assisté de juin 1978 à juin 1979, à un accroissement de l'emploi total d'environ 32 000 unités. Le nombre d'emplois enregistré ensuite au 30 juin 1980 était inférieur de 1 000 unités à celui du 30 juin 1979.

Ces résultats globaux sont le produit de différents mouvements : pour la première période, l'emploi dans l'industrie reculait de 24 000 unités tandis qu'augmentait de 1 400 unités celui du bâtiment et de 55 000 unités environ celui de l'activité tertiaire, publique et privée. Pour les douze mois les plus récents, l'emploi industriel a baissé de 18 000 unités entre le 30 juin 1980 et le 30 juin 1979 tandis que l'emploi dans le bâtiment régressait aussi de 9 000 postes environ; l'emploi tertiaire s'est ainsi accru d'environ 27 000 unités sur cette période.

La baisse poursuivie de l'emploi industriel a affecté tous les secteurs, sauf ceux de la construction automobile et du matériel de transport, de l'optique de précision et de la transformation de matières plastiques.

Le secteur du bâtiment et du génie civil, dont l'emploi n'avait guère varié depuis 1974, connaît une chute de 9 000 emplois sur la dernière période, et cela s'est sûrement accentué au-delà du 30 juin 1980.

Les commerces de gros et de bétail ont un niveau d'emploi quasi identique à celui de 1974; l'emploi continue modérément et régulièrement à croître dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration tandis qu'il stagne, en 1980, dans le secteur de la réparation.

Dans le secteur des services, la croissance est restée forte, notamment dans la rubrique des « services fournis aux entreprises - location de biens ». Enfin, la majeure partie de la hausse de l'emploi ces deux dernières années vient des « autres services » et, au sein de ceux-ci, essentiellement des services publics et parapublics, en ce y compris les emplois exercés dans le cadre du plan de résorption du chômage.

Ce sont essentiellement des emplois manuels qui disparaissent des tableaux : —7 000 en 1975, —33 000 en 1976, —46 000 en 1977, —34 000 en 1978, —5 000 en 1979,

et —30 000 en 1980, l'avant-dernier chiffre reflètant bien l'amélioration conjoncturelle de la fin 1978-1979, qui s'est traduite par des pertes d'emplois moins fortes que de coutume depuis 1974. Du côté des employés, on a assisté à des créations d'emplois de successivement 35 000, 21 500, 42 500, 31 500, 36 000 et 29 000 unités, pour chacune des années susmentionnées.

A la base de cette évolution on trouve, outre la baisse d'activité, les fermetures d'entreprises, les rationalisations, les mécanisations, les modifications de statut; il est naturellement malaisé d'évaluer la part que prend chacun de ces processus dans la baisse totale de l'emploi manuel. Si l'emploi intellectuel a augmenté, et assez fortement, cela est surtout imputable à l'expansion de l'emploi public d'une part, et du secteur des intermédiaires financiers et des services aux entreprises d'autre part.

Ainsi, du 30 juin 1979 au 30 juin 1980, on a enregistré globalement, environ 30 000 emplois manuels en moins et 29 000 emplois intellectuels en plus. On remarque aussi qu'une grande partie des créations d'emplois encore existantes se produit dans des secteurs qui ne pourront sans doute plus guère soutenir ce mouvement dans l'avenir.

Sur les 30 000 emplois manuels disparus en cette dernière période, 24 500 environ l'ont été par des hommes et 5 500 par des femmes, alors que sur les douze mois antérieurs, pour une perte totale de 4 000 emplois manuels, 3 000 étaient exercés par des femmes et 1 000 par des hommes : on voit bien ici l'effet des variations de l'activité, qui se greffe sur une tendance à une baisse structurelle constante; quand le mouvement conjoncturel a été positif, la destruction de l'emploi manuel masculin ralentit et fut dépassée par celle de l'emploi manuel féminin.

L'emploi manuel industriel a reculé de 17 787 unités en 1979-1980, soit de 2,5 %. Il y a 11 254 hommes et 6 533 femmes en moins par rapport au 30 juin précédent, soit —2,1 % et —4,1 %. Par rapport à 1974, 231 982 postes de travail manuel ont été supprimés dans l'industrie, soit 25 %; la perte est de 150 050 postes pour les hommes et 81 932 postes pour les femmes, soit des reculs de 22 % et 35 % respectivement. Plus d'un emploi manuel féminin sur trois a ainsi été supprimé dans l'industrie, pour plus d'un sur cinq chez les hommes. Les dernières données montrent donc aussi que la plus forte dégradation relative de l'emploi féminin se poursuit.

L'emploi intellectuel total compte par rapport à 1974, 71 555 hommes et 122 459 femmes de plus, soit un total de 194 014 postes de travail supplémentaires. Pratiquement tous ces emplois ont été créés dans le secteur tertiaire; du 30 juin 1979 au 30 juin 1980, ce mouvement s'est poursuivi à l'image des années antérieures pour les hommes; par contre, l'emploi masculin ne s'est accru « que » de 5 000 unités contre des moyennes supérieures à 10 000 les années précédentes.

SECTION II. — CHOMAGE

Un important accroissement du chômage a été enregistré en 1980. La moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés s'élève à 321 895 personnes contre 294 416 en 1979, soit une augmentation moyenne de 27 479 unités ou de 9,3 %

contre 4,3 % l'année d'avant. Sous l'effet des variations saisonnières, les données brutes montrent une baisse apparente, traditionnelle au demeurant, jusqu'à juin, suivie d'une forte remontée jusqu'à décembre. Les données désaisonnalisées dénotent un léger et persistant accroissement du chômage jusqu'à l'été, et une brusque rupture à partir de ce moment : alors que la croissance du chômage oscillait entre 1 et 4 % au premier semestre, elle s'accélère à l'été et atteint 20 % à la fin de l'année : en décembre, on dénombrait 377 081 chômeurs complets indemnisés pour 314 567 en décembre 1979, soit 62 500 personnes de plus. Cette croissance se poursuivait au premier trimestre de 1981, allant même en s'accentuant.

Suite à cette évolution, le taux du chômage mesuré par rapport à la population active atteint, pour la moyenne de 1980, 7,8 %; à la fin de l'année et au début de 1981, il se situait à 9,1 %. Par rapport à la population assurée contre le chômage, il se situe à 11,7 % pour l'année 1980 : à la fin de l'année et au premier trimestre de 1981, il approchait les 14 %.

Pour mieux cerner l'évolution du chômage, on va l'envisager sous différents angles : selon le sexe, l'âge, l'aptitude, le niveau d'études, les secteurs et les régions. Ensuite, compte tenu de l'ensemble des informations ainsi recueillies, on essayera de voir les principaux facteurs explicatifs du mouvement en 1980. Au nombre de ceux-ci figure en première place la détérioration de la conjoncture, le net retournement de l'activité intervenu au milieu de l'année : ainsi, de juin à décembre, le nombre total de chômeurs complets indemnisés est passé de 294 870 à 377 081 personnes, soit une augmentation de 82 211 personnes. Certes cette hausse inclut un mouvement saisonnier, mais les données désaisonnalisées montrent que, d'un niveau moyen d'environ 300 000 personnes au premier semestre, on est passé à environ 350 000 personnes en chômage complet au quatrième trimestre.

Le nombre moyen de chômeurs masculins (120 719) s'est accru de 9,7 % par rapport à celui de 1979; pour les femmes, dont le nombre moyen atteint 201 176, cette croissance est de 9,1 %; apparemment guère de différence donc, mais ces chiffres recouvrent des mouvements différents à l'intérieur de l'année. Le nombre d'hommes chômeurs complets indemnisés était encore en recul pendant les quatre premiers mois; à partir de mai il a commencé à s'accroître de plus en plus fortement : en décembre, la différence était de 36 672 unités ou 31,7 % par rapport à décembre 1979 et de 45 937 unités par rapport à juin 1980. Le chômage féminin, lui, est resté constamment croissant : mais d'un taux de croissance d'environ 7 % au premier trimestre, il s'élevait légèrement au second semestre pour atteindre 13 % en fin d'année. La détérioration de la conjoncture les a aussi atteintes, mais nettement moins fortement en valeur relative. La sensibilité différenciée selon le sexe du chômage à la conjoncture est connue. L'année écoulée en est une illustration supplémentaire. Cependant, pour commenter cette croissance moyenne permanente du chômage féminin et son rapport à la conjoncture, on mentionnera que des études récentes ont mis en relief la sélectivité du chômage ces dernières années; « la sélectivité marque (...) la mobilité : les hommes sont plus mobiles que les femmes dans le chômage. Au départ de cette première discrimination les chances de sortie du chômage décroissent très rapidement avec l'ancienneté et l'âge accentue la sélection à la sortie » (1).

---

(1) « La crise amplifie-t-elle la sélectivité du marché de l'emploi ? ». Note du Bureau du Plan par R. Tollet.

La série des chômeurs complets indemnisés d'aptitude normale est la plus sensible aux variations de l'activité économique. Ceci s'est particulièrement vérifié en 1980 : l'accroissement moyen dans cette série est de 27 997 personnes cette année; ce nombre dépasse la totalité de l'augmentation moyenne des chômeurs complets indemnisés; la série des chômeurs d'aptitude partielle stagne et celle des chômeurs d'aptitude réduite diminue, surtout sous l'effet de l'accroissement des demandes de prépension spéciale pour chômeurs âgés. Le pourcentage des chômeurs d'aptitude normale atteint, pour la moyenne de 1980, 85,5 % du total contre 84 % en 1979 et 82,5 % en 1978. Si, dans cette série, l'accroissement en nombre absolu est plus élevé pour les femmes (+16 815) que pour les hommes (+11 182), cela est imputable à l'évolution enregistrée pendant le premier semestre de 1980 : en effet, de juin à décembre, on enregistre une augmentation totale de 81 205 unités, soit 44 880 chez les hommes et 36 325 chez les femmes. Les tendances selon les sexes se sont donc inversées à ce moment.

Le chômage total des jeunes de moins de 25 ans s'est accru dans les mêmes proportions que l'ensemble, avec des différences d'après le sexe ou selon le groupe de moins de 20 ans et des personnes entre 20 et 25 ans. Les hommes de moins de 25 ans accusent, au niveau national, le plus fort taux de croissance, soit 13,3 % en moyenne, tandis que celui des femmes de moins de 25 ans est de 7,5 %. La situation s'est fort détériorée au second semestre et a amené à enregistrer, au mois de janvier de 1981, des croissances, par rapport à janvier 1980, de l'ordre de 31,6 % pour les moins de 20 ans, 23,7 % pour les personnes entre 20 et 25 ans, 22,1 % pour celles se situant entre 25 et 40 ans. Au-delà, ces taux sont plus faibles. La forte croissance du premier groupe doit être relativisée car elle concerne un nombre absolu moins élevé de personnes : ce sont en fait les catégories se situant entre 20 et 40 ans, et plus particulièrement les hommes, qui ont été touchées par le retournement de l'activité d'une part et par la diminution du nombre de personnes concernées par le plan de résorption du chômage d'autre part (cfr plus loin).

Les moyennes, pour 1980, du nombre de chômeurs complets indemnisés par niveau d'études, publiées par l'O.N.E.M. (1), montrent des croissances les plus fortes pour les personnes ayant suivi une formation professionnelle, celles ayant terminé leur apprentissage et les universitaires; si l'on combine cette variation avec celle en nombre absolu, c'est la première catégorie qui se détache le plus nettement. Malgré une légère baisse relative en moyenne pour l'année 1980, il n'en reste pas moins que 58,8 % des chômeurs complets n'ont suivi que l'enseignement primaire.

Pour ce qui concerne l'évolution du chômage par secteurs, la dégradation de l'activité intervenue dans le courant de l'année rend indispensable l'examen des données tout au long de l'année, au-delà des moyennes mensuelles. Celles-ci révèlent que la croissance moyenne du chômage a été la plus forte pour les secteurs des services, de la construction, du bâtiment, des « activités mal désignées ou non connues » (2), et des industries manufacturières diverses.

Les taux de chômage ont augmenté dans pratiquement tous les secteurs, et le plus fortement dans ceux que l'on a cité. Ils restent toujours cependant les plus

(1) Brefs commentaires sur le marché de l'emploi en 1980.
(2) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore travaillé.

élevés, en niveau, dans les secteurs du vêtement, de la chaussure, du tabac, du textile, de l'alimentation, des cuirs et peaux, de la restauration, des industries manufacturières diverses et de la construction. Ces taux seraient plus élevés dans certains secteurs si l'instauration des régimes de prépension légale et conventionnelle n'avait existé. Depuis leur instauration, on enregistrait, à fin 1980, des totaux cumulés de bénéficiaires d'environ 10 000 personnes en métallurgie, 11 000 personnes en construction métallique, 4 000 personnes dans la chaussure, 9 000 personnes dans la construction, 3 600 dans l'alimentation et 4 000 dans le secteur textile.

Le considérable accroissement du chômage au second semestre a surtout concerné, comme on le voit dans un tableau, les secteurs de la construction, des services, de la construction mécanique, de la construction de matériel de transport, des transports et communications, des banques et assurances, et celui des « activités mal désignées ». Ces tendances s'accentuaient au premier trimestre de 1981. On relèvera ici l'impact important sur l'évolution globale de l'accroissement du chômage dans le secteur de la construction : s'il représentait, en moyenne en 1980, un peu plus de 10 % du chômage total, sa part dans l'accroissement de celui-ci au second semestre et au début de 1981 est plus élevée.

L'examen des données régionalisées fait apparaître que la dégradation de l'évolution du chômage a atteint plus fortement la Flandre que les deux autres régions, tout comme l'année précédente. Le nombre de chômeurs complets indemnisés s'y est accru de 10,3 %, soit 11,1 % pour les hommes et 9,8 % pour les femmes. Pour la Wallonie, ces taux sont respectivement de 8,2, 8,9 et 7,7 %, tandis que pour Bruxelles, ils sont de 8,3, 7,1 et 9,5 %. Le même profil de croissance se retrouve pour les chômeurs d'aptitude normale : ceux-ci se sont accrus de 12,2 % en Flandre, soit 15 % chez les hommes et 11 % chez les femmes. Les secteurs touchés sont les mêmes que ceux relevés dans l'ensemble du pays mais, par rapport aux autres régions du pays, la dégradation fut plus marquée au sein de la construction mécanique, de la construction électrique, du secteur de la construction et du commerce. Le nombre de cas de fermetures traités par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture (1) a atteint 622 unités en Flandre contre 505 l'année précédente, soit une augmentation importante de 117 cas; les travailleurs touchés étaient au nombre de 13 198 contre 12 928 unités l'an passé. Le tableau montre bien que les secteurs touchés sont ceux des constructions métallique, mécanique et électrique, ainsi que ceux de la construction, de la confection et de l'alimentation. Le nombre de faillites relevées par Eurinform atteignait, en 1980, 1 465 unités en Flandre contre 1 146 l'année précédente, soit un accroissement de 319 cas ou 28 %; en Wallonie, ces chiffres sont de 1 070 et 933, soit une augmentation de 137 cas.

Si la situation relative de la Flandre s'est ainsi dégradée, c'est cependant la Wallonie qui reste la plus touchée en termes absolus par le chômage; par rapport à la population assurée contre le chômage (Inami), le taux de chômage y atteignait, en moyenne en 1980, 14,5 % contre 11,9 % en Flandre et 11,7 % à Bruxelles; c'est en Flandre que le chômage masculin atteint son niveau le moins élevé, soit 6,3 %. Dans cette région, l'emploi relevé au 30 juin 1980 accuse même encore une croissance de

(1) Qui ne traite pas tous les cas de fermeture.

4 200 unités par rapport au 30 juin 1979 contre des baisses de 3 200 en Wallonie et 2 500 à Bruxelles (1).

L'image d'une économie wallonne plus structurellement dégradée et d'un tissu industriel, en Flandre, plus diversifié mais fortement sensible aux variations conjoncturelles se voit confirmée.

Le plan de résorption du chômage comprend des mesures de deux types : les unes, du type prépension, visent à diminuer la population active et les autres ont pour objectif de mettre des chômeurs au travail. L'effet majeur de ces mesures se produit les premières années de leur mise en application : elles dégonflent à ce moment, tant qu'elles concernent un nombre fortement croissant de personnes, le volume apparent du chômage ou le taux de chômage. Arrivé à un « régime de croisière », ce système influe toujours sur le niveau absolu du chômage, mais guère plus sur sa variation. Quand ces mesures commencent elles-mêmes à occuper moins de personnes, elles influent à nouveau sur l'évolution du chômage, ce dernier point valant uniquement pour les différentes formes de mises au travail des chômeurs, et non pour les prépensionnés. Ainsi, l'évolution du chômage a-t-elle aussi été négativement influencée par la baisse, de décembre 1979 à décembre 1980, du nombre de stages de jeunes (—2 489), du nombre de chômeurs occupés par les pouvoirs publics (—670) et du nombre de personnes occupées dans le « cadre spécial temporaire » (—5 319).

Les offres d'emploi, communiquées à et par l'O.N.E.M., ont atteint 174 835 unités en 1980, contre 179 914 en 1979 et 172 812 en 1978, après le bas niveau des trois années précédentes où elles tournaient autour de 135 000 unités. Les placements effectués par l'O.N.E.M. se chiffraient à 159 210 en 1980, soit un taux de placement de 91,1 % après 93,8 % et 92,6 % les années précédentes, ce qui est élevé.

L'évolution négative de l'activité, surtout au second semestre, est, on l'a déjà vu, le principal facteur explicatif de l'accroissement du chômage en 1980; le cycle conjoncturel, le deuxième choc pétrolier, le niveau élevé des taux d'intérêt, la modération des revenus, les modifications de comportement des consommateurs, se sont conjugués pour déprimer l'activité et engendrer une récession, amplifiée et facilitée par la synchronisation de plus en plus forte des économies des pays industrialisés d'Europe. Les statistiques des fermetures et des faillites dont les résultats accusent une croissance considérable — qui au surplus, semble aussi atteindre fortement les P.M.E. — donnent à penser qu'ont fermé leurs portes un certain nombre d'entreprises qui eussent pu peut-être surmonter la baisse d'activité si n'étaient pas à l'œuvre des handicaps supplémentaires qui jouent actuellement un rôle majeur : les coûts financiers d'abord, particulièrement élevés en 1980, les nouveaux prix de l'énergie ensuite, et enfin la baisse — qui n'est pas étrangère au premier point — des dépenses des ménages en biens durables d'autre part, particulièrement forte pour le logement, qui soutient un important volume d'activités et d'emplois dans l'économie. Les nombreuses destructions d'emplois et faillites ainsi

(1) On fera cependant attention à la différence entre la période sur laquelle est calculée la moyenne du chômage (1er janvier 1980 au 1er janvier 1981) et celle de référence pour le calcul de l'emploi (30 juin 1979 - 30 juin 1980); les destructions d'emploi les plus importantes ont en effet probablement eu lieu au second semestre de l'année.

que la très forte hausse du chômage dans le secteur de la construction sont très claires à cet égard.

La poursuite d'une forte disparition d'emplois manuels jusqu'en juin 1980, dernière donnée disponible, témoigne aussi, outre l'impact de la baisse d'activité, de la poursuite des processus de rationalisation dans l'ensemble de l'économie, surtout dans l'industrie, mais pas seulement. L'accroissement des emplois intellectuels, seule base de l'accroissement de l'emploi tout court, reste essentiellement le fait du secteur public et, pour le solde, représente une légère expansion de quelques sous-secteurs du tertiaire privé. En tout état de cause il n'est pratiquement pas question de reconversion ni de mobilité de la main-d'œuvre entre les grands secteurs. Les accroissements de main-d'œuvre relevés s'alimentent essentiellement aux accroissements démographiques et aux augmentations du taux d'activité féminin.

Par ailleurs, on pourrait faire l'hypothèse d'une plus ou moins forte rotation à l'intérieur du chômage, en tout cas pour les hommes et les jeunes gens des deux sexes; si cela est effectif, cette rotation s'est probablement quelque peu ralentie avec la forte montée du chômage complet en 1980.

On a déjà examiné la diminution du nombre de personnes engagées dans le cadre du plan de résorption du chômage. Le problème des finances publiques pèse ainsi de plus en plus sur l'évolution du nombre de sous-emplois. La diminution des investissements publics influe aussi sur l'évolution du chômage, notamment dans le génie civil (construction) et les industries d'amont. Cet effet sera sans doute plus appuyé encore les années prochaines.

*
* *

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980
Charbonnages (b)	17,4	16,0	15,5	15,2	33 300	31 333	29 191	29 106
Cokeries	2,8	2,6	2,5	2,5	4 840	4 403	4 176	3 939
Sidérurgie (c)	41,8	37,1	37,8	36,8	65 105	62 256	63 237	59 105
Métaux non ferreux	13,3	12,4	11,8	11,6	21 443	18 859	18 820	18 139
Fabrications métalliques	237,0	228,2	224,8	(e) 223,3	373 777	354 934	349 451	(e) 337 019
Caoutchouc	5,3	5,0	4,8	4,8	8 711	7 966	7 924	7 811
Papier (établissements producteurs)	6,2	6,0	6,1	5,8	10 218	10 244	10 238	9 521
Papier (établissements transformateurs)	10,1	9,6	9,3	9,0	16 372	15 476	15 039	14 251
Carrières	3,3	3,2	3,2	3,1	5 348	4 938	4 700	4 881
Chaux, calcaires et dérivés	3,4	3,2	3,0	3,0	5 551	5 229	5 030	5 066
Terre cuite	4,3	4,0	3,6	3,3	7 386	6 914	5 922	5 045
Ciment	2,5	2,5	2,4	2,3	4 151	3 903	3 784	3 694
Verre	15,7	14,1	13,6	13,0	23 302	22 428	21 741	21 188
Bois	32,2	29,8	28,2	27,3	52 248	47 791	44 591	43 320
Céramique	4,7	4,4	4,3	3,9	7 266	7 013	6 709	6 249
Construction	118,5	113,3	121,8	121,3	205 328	186 237	162 721	166 881
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	6,4	5,3	4,7	4,8	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	10,3	8,9	8,4	8,1	14 883	12 672	12 049	12 362
Tissages	24,8	23,2	22,5	21,9	36 697	36 384	34 335	33 249
Autres activités textiles	2,5	2,2	2,1	1,9	3 411	2 996	2 998	2 682
Bonneterie	10,4	9,9	9,2	8,6	14 760	13 587	12 689	12 247
Huiles végétales et animales	0,9	0,8	0,7	0,8	1 519	1 397	1 327	1 241
Tabac	5,9	5,8	5,4	5,1	8 735	8 635	8 116	7 647
Cuir	1,4	1,1	0,9	0,7	2 073	1 554	1 398	1 216
Chaussures	2,7	2,3	2,1	2,0	3 681	3 224	3 158	2 726
Pantoufles	0,4	0,4	0,3	0,2	619	516	485	511
Distribution d'eau	4,7	4,7	4,5	4,5	8 476	8 543	8 249	8 112
Port d'Anvers	11,5	10,9	10,3	9,5	..	..	..	..

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Il s'agit du nombre de présences par jour ouvré et du nombre de postes effectués.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1978 à 1980 : 2 491, 2 058, 2 233 et 2 204 millions.
(e) Données provisoires.

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1977		30 juin 1978		30 juin 1979	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 583 233**	**98,9**	**2 575 814**	**98,9**	**2 591 640**	**99,0**
Agriculture, sylviculture et pêche	97 591	3,7	92 967	3,6	90 602	3,5
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	215 265	8,2	203 420	7,8	197 818	7,5
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	548 744	21,0	532 539	20,4	522 638	20,0
Bâtiment et génie	287 978	11,0	283 914	10,9	286 301	10,9
Energie et eau	62 699	2,4	61 220	2,3	59 674	2,3
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	530 683	20,3	530 213	20,4	536 892	20,5
Transports et communications	232 275	8,9	234 074	9,0	237 451	9,1
Autres services (y compris militaires de carrière)	476 549	18,2	500 624	19,2	522 321	19,9
Demandeurs d'emploi (b)	101 824	3,9	108 107	4,2	107 020	4,1
Miliciens	27 034	1,0	26 149	1,0	28 290	1,1
Stagiaires en form. profes.	2 591	0,1	2 587	0,1	2 633	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**29 048**	**1,1**	**28 429**	**1,1**	**27 068**	**1,1**
Total	**2 612 281**	**100,0**	**2 604 243**	**100,0**	**2 618 708**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 430 697**	**99,1**	**1 462 402**	**99,1**	**1 506 376**	**99,2**
Agriculture, sylviculture et pêche	24 785	1,7	25 356	1,7	27 781	1,8
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	25 853	1,8	24 877	1,7	23 815	1,6
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	222 636	15,4	210 746	14,3	201 818	13,3
Bâtiment et génie	10 331	0,7	10 575	0,7	10 554	0,7
Energie et eau	2 717	0,2	2 819	0,2	2 922	0,2
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	399 830	27,7	404 153	27,4	409 719	27,0
Transports et communications	32 840	2,3	33 894	2,3	34 861	2,3
Autres services (y compris militaires de carrière)	554 946	38,4	578 135	39,2	607 969	40,0
Demandeurs d'emploi (b)	155 348	10,8	170 480	11,5	184 974	12,2
Stagiaires en form. profes.	1 411	0,1	1 367	0,1	1 963	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**12 971**	**0,9**	**12 785**	**0,9**	**12 463**	**0,8**
Total	**1 443 668**	**100,0**	**1 475 187**	**100,0**	**1 518 839**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

(hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1977		30 juin 1978		30 juin 1979	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Occupée en Belgique	**4 013 930**	**99,0**	**4 038 216**	**99,0**	**4 098 016**	**99,0**
Agriculture, sylviculture et pêche	122 376	3,0	118 323	2,9	118 383	2,9
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	241 118	5,9	228 297	5,6	221 633	5,3
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	771 380	19,0	743 285	18,2	724 456	17,5
Bâtiment et génie	298 309	7,4	294 489	7,2	296 855	7,2
Energie et eau	65 416	1,6	64 039	1,6	62 596	1,5
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	930 513	22,9	934 366	22,9	946 611	22,9
Transports et communications	265 115	6,5	267 968	6,6	272 312	6,6
Autres services (y compris militaires de carrière)	1 031 495	25,4	1 078 759	26,4	1 130 290	27,3
Demandeurs d'emploi (b)	257 172	6,3	278 587	6,8	291 994	7,0
Miliciens	27 034	0,7	26 149	0,6	28 290	0,7
Stagiaires en form. profes.	4 002	0,1	3 954	0,1	4 596	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**42 019**	**1,0**	**41 214**	**1,0**	**39 531**	**1,0**
Total	**4 055 949**	**100,0**	**4 079 430**	**100,0**	**4 137 547**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale

DESIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1979	1 037 089	355 060	1 392 149	933 919	645 689	1 579 608	2 971 757
30 juin 1979	1 052 341	357 433	1 409 774	933 422	646 988	1 580 410	2 990 184
30 septembre 1979	1 062 027	358 951	1 420 978	930 867	649 308	1 580 175	3 001 153
31 décembre 1979	1 053 291	356 722	1 410 013	936 878	660 263	1 597 141	3 007 154
31 mars 1980	1 035 454	351 050	1 386 504	939 206	667 602	1 606 808	2 993 312
30 juin 1980	1 027 728	351 784	1 379 512	938 611	670 462	1 609 073	2 988 585

Source : Office National de Sécurité Sociale

Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

(travailleurs manuels et intellectuels)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1977	1978	1979	1980
Agriculture, sylviculture et pêche	12 379	12 030	11 761	11 456
Energie et eau (b)	65 195	63 822	62 382	62 016
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	236 784	224 049	217 552	212 653
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	321 594	312 668	308 808	305 874
Autres industries manufacturières :	393 634	375 099	361 095	350 315
— produits alimentaires	*75 325*	*75 488*	*75 269*	*74 934*
— boissons	*19 356*	*18 921*	*18 238*	*17 346*
— tabac	*7 270*	*7 559*	*7 194*	*6 820*
— textile	*81 601*	*73 285*	*68 384*	*66 470*
— cuir	*4 592*	*3 981*	*3 588*	*3 235*
— chaussures et habillement	*65 495*	*59 347*	*55 434*	*52 645*
— bois et meubles en bois	*46 639*	*43 804*	*40 750*	*39 298*
— papier et articles en papier	*21 215*	*20 354*	*20 568*	*19 254*
— imprimerie et édition	*34 095*	*33 974*	*33 881*	*33 809*
— caoutchouc et matières plastiques	*22 402*	*21 897*	*22 072*	*22 124*
— divers	*15 644*	*16 489*	*15 717*	*14 380*
Bâtiment et génie civil	251 533	247 664	249 054	240 141
Commerce, hôtellerie, réparations	425 937	421 628	423 572	424 824
Transports et communications (c)	192 345	194 904	197 893	200 127
Institutions de crédit, assurances, location	192 570	198 372	206 272	210 750
Services publics, enseignement et autres	874 617	913 508	956 990	975 745
Total général ...	**2 966 588**	**2 963 744**	**2 995 379**	**2 994 101**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ».
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant du F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant de l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1979 en fonction de l'importance des établissements (a)

DÉSIGNATION	Etablissements		Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total des travailleurs	
	Nombre	%	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Nombre	%
Etablissements occupant :										
moins de 5 travailleurs	133 268	66,39	97 434	46 899	144 333	38 951	52 718	91 669	236 002	7,89
de 5 à 9 travailleurs	28 614	14,26	85 033	25 876	110 909	40 469	35 810	76 279	187 188	6,26
de 10 à 19 travailleurs	17 235	8,59	102 732	32 401	135 133	55 749	41 968	97 717	232 850	7,78
de 20 à 49 travailleurs	12 605	6,28	156 615	51 770	208 385	102 910	75 324	178 234	386 619	12,92
de 50 à 99 travailleurs	4 466	2,23	104 261	37 342	141 603	97 486	72 519	170 005	311 608	10,41
de 100 à 199 travailleurs	2 410	1,20	95 720	45 390	141 110	110 301	84 730	195 031	336 141	11,23
de 200 à 499 travailleurs	1 432	0,71	121 827	50 074	171 901	149 633	110 804	260 437	432 338	14,45
de 500 à 999 travailleurs	433	0,22	85 686	30 444	116 130	109 788	64 306	174 094	290 224	9,70
1 000 travailleurs et plus	240	0,12	204 826	37 381	242 207	228 135	108 809	336 944	579 151	19,36
Total ...	**200 703**	**100,00**	**1 054 134**	**357 577**	**1 411 711**	**933 422**	**646 988**	**1 580 410**	**2 992 121**	**100,00**

(a) A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M. Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1979 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	32 235	201 621	57 195	258 816	157 214	97 204	254 418	513 234
Brabant	51 204	211 496	81 554	293 050	343 551	233 154	576 705	869 755
Flandre occidentale	25 418	123 360	50 717	174 077	75 871	51 565	127 436	301 513
Flandre orientale	24 827	129 739	56 045	185 784	85 373	63 545	148 918	334 702
Hainaut	20 778	133 442	39 233	172 675	88 629	71 996	160 625	333 300
Liège	20 872	113 430	33 347	146 777	87 636	65 900	153 536	300 313
Limbourg	11 993	87 925	24 625	112 550	49 080	29 788	78 868	191 418
Luxembourg	4 883	15 452	5 064	20 516	15 406	10 594	26 000	45 516
Namur	8 245	35 876	9 653	45 529	30 662	23 242	53 904	99 433
Région flamande	*108 816*	*618 830*	*212 950*	*831 780*	*441 399*	*286 187*	*727 586*	*1 559 366*
Région wallonne	*60 019*	*322 072*	*93 050*	*415 122*	*241 167*	*187 300*	*428 467*	*843 589*
Bruxelles-Capitale	*31 620*	*111 439*	*51 433*	*162 872*	*250 856*	*173 501*	*424 357*	*587 229*
Le Royaume ...	**200 455**	**1 052 341**	**357 433**	**1 409 774**	**933 422**	**646 988**	**1 580 410**	**2 990 184**

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ». A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M. et des bateliers.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1979 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	32 276	198 242	55 890	254 132	158 529	101 607	260 136	514 268
Brabant	50 727	206 332	80 195	286 527	344 562	238 973	583 535	870 062
Flandre occidentale	25 439	122 548	50 105	172 653	76 369	53 885	130 254	302 907
Flandre orientale	24 708	127 629	55 297	182 926	85 580	65 947	151 527	334 453
Hainaut	20 672	127 957	38 796	166 753	88 441	74 741	163 182	329 935
Liège	20 774	109 262	32 881	142 143	88 271	68 496	156 767	298 910
Limbourg	12 143	86 603	23 463	110 066	49 823	31 477	81 300	191 366
Luxembourg	4 854	14 870	5 278	20 148	16 209	11 180	27 389	47 537
Namur	8 285	34 285	9 879	44 164	30 827	24 156	54 983	99 147
Région flamande	*108 994*	*610 111*	*208 582*	*818 693*	*445 561*	*299 334*	*744 895*	*1 563 588*
Région wallonne	*59 877*	*309 298*	*92 446*	*401 744*	*243 339*	*195 156*	*438 495*	*840 239*
Bruxelles-Capitale	*31 007*	*108 319*	*50 756*	*159 075*	*249 711*	*175 972*	*425 683*	*584 758*
Le Royaume ...	**199 878**	**1 027 728**	**351 784**	**1 379 512**	**938 611**	**670 462**	**1 609 073**	**2 988 585**

(a) A l'exclusion des agents définitifs de la S.N.C.B., des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M. et des bateliers.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1969	53 115	32 228	85 343	30 645	7 072	37 717
1970	42 387	28 874	71 261	24 997	8 715	33 712
1971	42 368	28 508	70 876	31 830	7 792	39 622
1972	51 855	34 967	86 822	27 405	9 175	36 580
1973	48 608	43 094	91 702	25 511	8 774	34 285
1974	49 841	54 879	104 720	28 790	13 160	41 950
1975	85 158	92 209	177 367	59 536	23 005	82 541
1976	98 304	130 233	228 537	42 913	15 582	58 495
1977	106 286	157 998	264 284	47 814	21 163	68 977
1978	111 239	170 925	282 164	48 122	21 296	69 418
1979	110 006	184 410	294 416	49 581	19 826	69 407
1980	120 719	201 176	321 895	50 484	15 640	66 124

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières.
(c) L'arrêté ministériel du 14 février 1975 (*Moniteur belge* du 8 avril 1975) dispense (depuis le 1er mars 1975) les chômeurs partiels du contrôle communal.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1979	1980	1979/1978 en %	1980/1979 en %	Taux de chômage 1980 (b)
Anvers	43 053	46 210	+ 3,4	+ 7,3	10,6
Brabant	59 911	64 857	+ 5,6	+ 8,3	10,9
Flandre occidentale	27 386	29 969	+10,2	+ 9,4	11,1
Flandre orientale	38 255	42 033	+ 5,4	+ 9,9	12,0
Hainaut	44 354	47 760	+ 4,0	+ 7,7	15,2
Liège	40 285	42 312	+ 1,8	+ 5,0	16,1
Limbourg	28 640	33 273	+ 4,6	+16,2	17,4
Luxembourg	3 355	3 982	— 5,3	+18,7	9,9
Namur	9 977	11 499	+ 4,6	+15,3	13,7
Région flamande	*160 887*	*177 407*	*+ 5,6*	*+10,3*	*11,9*
Région wallonne	*103 363*	*111 814*	*+ 3,1*	*+ 8,2*	*14,5*
Bruxelles (c)	*30 166*	*32 674*	*+ 1,9*	*+ 8,3*	*11,7*
Le Royaume ...	**294 416**	**321 895**	**+ 4,3**	**+ 9,3**	**11,7**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport aux assurés contre le chômage.
(c) Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU REGION	1979	1980	1979/1978 en %	1980/1979 en %	Taux de chômage 1980 (b)
	HOMMES				
Anvers	15 279	16 449	+ 2,0	+ 7,7	5,7
Brabant	24 536	27 080	+ 1,8	+10,4	7,5
Flandre occidentale	10 595	11 602	+ 6,6	+ 9,5	6,7
Flandre orientale	14 398	15 891	— 1,8	+10,4	7,1
Hainaut	17 555	18 926	— 0,4	+ 7,8	9,3
Liège	15 591	16 183	— 5,6	+ 3,8	9,8
Limbourg	6 693	8 063	— 8,4	+20,5	6,5
Luxembourg	1 454	1 719	—23,3	+18,2	6,3
Namur	3 904	4 806	— 4,0	+23,1	9,0
Région flamande	*54 927*	*61 025*	*+ 0,6*	*+ 11,1*	*6,3*
Région wallonne	*40 494*	*44 079*	*— 3,6*	*+ 8,9*	*8,9*
Bruxelles (b)	*14 584*	*15 615*	*— 0,3*	*+ 7,1*	*9,7*
Le Royaume ...	**110 005**	**120 719**	**— 1,1**	**+ 9,7**	**6,9**
	FEMMES				
Anvers	27 773	29 761	+ 4,2	+ 7,2	20,4
Brabant	34 575	37 777	+ 6,5	+ 9,3	16,0
Flandre occidentale	16 791	18 367	+12,7	+ 9,4	18,9
Flandre orientale	23 857	26 142	+10,2	+ 9,6	20,4
Hainaut	26 799	28 834	+ 7,2	+ 7,6	25,8
Liège	24 695	26 129	+ 7,1	+ 5,8	26,4
Limbourg	21 948	25 210	+ 9,3	+14,9	36,9
Luxembourg	1 901	2 263	+15,4	+19,0	17,4
Namur	6 073	6 693	+11,1	+10,2	22,3
Région flamande	*105 960*	*116 382*	*+ 8,4*	*+ 9,8*	*21,8*
Région wallonne	*62 868*	*67 735*	*+ 8,0*	*+ 7,7*	*24,4*
Bruxelles (c)	*15 582*	*17 059*	*+ 4,0*	*+ 9,5*	*14,5*
Le Royaume ...	**184 410**	**201 176**	**+ 7,9**	**+ 9,1**	**20,1**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport aux assurés contre le chômage.
(c) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1979	1980	1979/1978 %	1980/1979 %	1980 (c)
	HOMMES				
Anvers	11 745	12 968	+ 5,3	+10,4	78,8
Brabant	21 813	24 474	+ 3,5	+12,2	90,4
Flandre occidentale	7 752	8 720	+10,3	+12,5	75,2
Flandre orientale	10 072	11 421	— 2,0	+13,4	71,9
Hainaut	15 527	17 019	+ 5,1	+ 9,6	85,8
Liège	10 545	11 640	— 3,4	+10,4	71,9
Limbourg	4 536	6 030	— 8,6	+32,9	74,8
Luxembourg	1 226	1 417	—23,3	+15,6	82,4
Namur	2 448	3 158	—22,7	+29,0	81,9
Région flamande	*40 806*	*46 910*	*+ 2,8*	*+ 15,0*	*76,9*
Région wallonne	*31 515*	*35 462*	*— 1,8*	*+ 12,5*	*80,4*
Bruxelles (b)	*13 344*	*14 475*	*+ 1,4*	*+ 8,5*	*92,7*
Le Royaume	**85 665**	**96 847**	**+ 0,8**	**+13,1**	**80,2**
	FEMMES				
Anvers	25 014	27 143	+ 6,2	+ 8,5	91,2
Brabant	31 377	34 618	+ 7,9	+11,0	91,6
Flandre occidentale	14 296	15 790	+13,2	+10,5	86,0
Flandre orientale	19 774	21 876	+11,8	+10,6	83,7
Hainaut	25 176	27 307	+13,1	+ 8,5	90,6
Liège	20 129	21 837	+10,0	+ 8,5	83,6
Limbourg	19 869	23 073	+10,0	+16,1	91,5
Luxembourg	1 719	2 060	+16,7	+19,8	91,0
Namur	4 336	4 801	— 7,4	+10,7	89,2
Région flamande	*93 147*	*103 352*	*+ 9,7*	*+ 11,0*	*88,8*
Région wallonne	*54 447*	*59 489*	*+ 10,2*	*+ 9,3*	*87,8*
Bruxelles (b)	*14 096*	*15 664*	*+ 5,1*	*+ 11,1*	*91,8*
Le Royaume	**161 690**	**178 505**	**+ 9,5**	**+10,4**	**88,7**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Part en % des chômeurs d'aptitude normale dans le total des chômeurs complets indemnisés.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1979	1980	$\frac{1979}{1978}$ %	$\frac{1980}{1979}$ %	1980 (c)
Anvers	36 760	40 111	+ 5,9	+ 9,1	86,8
Brabant	53 190	59 092	+ 6,1	+11,1	91,1
Flandre occidentale	22 048	24 510	+12,2	+11,2	81,8
Flandre orientale	29 846	33 297	+ 6,7	+11,6	79,2
Hainaut	40 703	44 326	+ 9,9	+ 8,9	88,7
Liège	30 674	33 477	+ 5,0	+ 9,1	79,1
Limbourg	24 405	29 103	+ 6,0	+19,3	87,5
Luxembourg	2 945	3 477	— 4,1	+18,1	87,3
Namur	6 784	7 959	—13,6	+17,3	86,2
Région flamande	*133 953*	*150 262*	*+ 7,5*	*+ 12,2*	*84,7*
Région wallonne	*85 962*	*94 951*	*+ 5,5*	*+ 10,5*	*84,9*
Bruxelles (b)	*27 440*	*30 139*	*+ 3,3*	*+ 9,8*	*92,2*
Le Royaume	**247 355**	**275 352**	**+ 6,3**	**+11,3**	**85,5**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Part en % des chômeurs d'aptitude normale dans le total des chômeurs complets indemnisés.

Evolution mensuelle des chômeurs complets indemnisés en 1980

Répartition par sexe et aptitude au travail

MOIS	Aptitude normale	Aptitude partielle	Aptitude très réduite	Total
	HOMMES			
Janvier	92 656	14 096	10 464	117 216
Février	88 516	13 866	10 322	112 704
Mars	86 416	13 627	10 141	110 184
Avril	85 981	13 480	10 028	109 489
Mai	84 719	13 433	9 990	108 142
Juin	82 929	13 470	9 994	106 393
Juillet	90 059	13 935	9 963	113 957
Août	92 563	13 824	9 882	116 269
Septembre	98 544	13 937	9 559	122 040
Octobre	111 529	14 189	9 572	135 290
Novembre	120 440	14 531	9 648	144 619
Décembre	127 809	14 835	9 686	152 330
Moyenne mensuelle ...	**96 847**	**13 935**	**9 937**	**120 719**
	FEMMES			
Janvier	174 678	17 690	4 812	197 180
Février	170 568	17 598	4 778	192 944
Mars	169 117	17 724	4 756	191 597
Avril	167 915	17 803	4 752	190 470
Mai	166 328	17 877	4 784	188 989
Juin	165 794	17 882	4 801	188 477
Juillet	176 171	18 341	4 795	199 307
Août	177 409	18 021	4 795	200 225
Septembre	181 882	17 889	4 846	204 617
Octobre	192 183	17 903	4 854	214 940
Novembre	197 902	17 883	4 829	220 614
Décembre	202 119	17 835	4 797	224 751
Moyenne mensuelle ...	**178 505**	**17 870**	**4 801**	**201 176**
	TOTAL			
Janvier	267 334	31 786	15 276	314 396
Février	259 084	31 464	15 100	305 648
Mars	255 533	31 351	14 897	301 781
Avril	253 896	31 283	14 780	299 959
Mai	251 047	31 310	14 774	297 131
Juin	248 723	31 352	14 795	294 870
Juillet	266 230	32 276	14 758	313 264
Août	269 972	31 845	14 677	316 494
Septembre	280 426	31 826	14 405	326 657
Octobre	303 712	32 092	14 426	350 230
Novembre	318 342	32 414	14 477	365 233
Décembre	329 928	32 670	14 483	377 081
Moyenne mensuelle ...	**275 352**	**31 805**	**14 738**	**321 895**

Source : Office National de l'Emploi.

Evolution mensuelle du chômage complet en 1979 et 1980

(données désaisonnalisées)

PÉRIODE	Chômeurs complets indemnisés						Chômeurs complets indemnisés, aptitude normale					
	Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total	
	Total	Variation (a)	Total	Variation (a)	Total	Variation (a)	Total	Variation (a)	Total	Variation (a)	Total	Variation (a)
1979 Janvier	111 120	—2,7	175 402	4,2	286 105	1,4	87 134	3,7	153 143	7,2	240 367	5,8
Février	113 268	—0,1	178 488	6,2	291 481	3,6	88 772	4,9	155 804	8,5	243 971	7,0
Mars	112 696	—0,3	179 666	6,3	292 201	3,6	87 957	3,3	156 766	7,9	244 720	6,2
Avril	111 183	—1,9	181 815	7,1	293 005	3,5	86 570	0,9	158 883	8,6	245 398	5,8
Mai	110 499	—2,4	183 338	7,1	294 487	3,3	85 866	—0,6	160 359	8,3	246 574	5,0
Juin	109 945	—0,9	184 411	8,0	294 572	4,6	85 386	0,6	161 575	9,4	246 781	6,2
Juillet	110 437	+0,9	185 873	8,9	296 515	5,8	85 947	2,3	163 101	10,4	248 832	7,4
Août	110 681	+1,5	187 437	9,1	298 267	6,2	86 259	2,6	164 669	10,4	250 722	7,6
Septembre	110 168	+1,5	188 178	9,6	298 405	6,5	85 868	2,4	165 499	10,9	251 192	7,9
Octobre	107 685	—1,6	188 512	9,4	296 158	5,1	83 611	—1,4	165 859	10,7	249 329	6,3
Novembre	106 300	—3,6	189 520	9,2	295 679	4,2	82 417	—4,2	166 928	10,4	249 241	5,1
Décembre	106 085	—3,5	190 285	9,5	296 119	4,4	82 190	—4,3	167 700	10,7	251 133	5,6
1980 Janvier	106 831	—3,9	191 199	9,0	297 620	4,0	83 243	—4,5	168 739	10,2	251 942	4,8
Février	105 982	—6,4	191 156	7,1	296 776	1,8	82 296	—7,3	168 526	8,2	249 763	2,4
Mars	107 996	—4,2	192 313	7,0	300 096	2,7	84 294	—4,2	169 655	8,2	253 946	3,8
Avril	110 226	—0,9	193 255	6,3	303 484	3,6	86 603	0,0	170 622	7,4	257 168	4,8
Mai	112 023	1,4	194 236	5,9	306 879	4,2	88 333	2,9	171 593	7,0	260 191	5,5
Juin	115 819	5,3	197 487	7,1	313 581	6,5	91 856	7,6	174 726	8,1	266 369	7,9
Juillet	119 653	8,3	201 148	8,2	321 056	8,3	95 589	11,2	178 361	9,4	273 689	10,0
Août	123 647	11,7	203 620	8,6	327 442	9,8	99 550	15,4	180 854	9,8	280 151	11,7
Septembre	129 359	17,4	208 183	10,6	337 605	13,1	105 345	22,7	185 415	12,0	290 546	15,7
Octobre	136 182	26,5	212 749	12,9	348 888	17,8	112 144	34,1	190 071	14,6	302 041	21,1
Novembre	138 833	30,6	213 226	12,5	351 925	19,0	114 814	39,3	190 594	14,2	305 271	22,5
Décembre	142 079	33,9	215 538	13,3	357 391	20,7	118 094	43,7	192 910	15,0	313 148	24,7

(a) Variation en % par rapport au même mois de l'année antérieure.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition par branche d'activité des chômeurs complets en 1980 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	1979	1980	1979 / 1978 %	1980 / 1979 %	1979	1980	1979 / 1978 %	1980 / 1979 %	1979	1980	1979 / 1978 %	1980 / 1979 %
Agriculture	862	948	— 4,6	+10,0	401	436	+14,2	+ 8,7	1 263	1 384	+ 0,6	+ 9,6
Forêt, Chasse	100	117	—10,7	+17,0	17	16	—19,0	— 5,9	117	133	—12,0	+13,7
Pêche	188	198	+10,6	+ 5,3	10	7	+66,7	—30,0	198	205	+12,5	+ 3,5
Mines	2 794	2 481	—10,0	—11,2	90	94	— 9,1	+ 4,4	2 884	2 575	— 9,9	—10,7
Pierre	455	507	— 5,2	+11,4	93	94	+ 8,1	+ 1,1	548	601	— 3,2	+ 9,7
Alimentation	5 567	5 733	— 1,7	+ 3,0	10 681	11 384	+ 3,4	+ 6,6	16 248	17 117	+ 1,6	+ 5,3
Tabac	99	88	+ 3,1	—11,1	2 427	2 580	+ 7,0	+ 6,3	2 526	2 668	+ 6,9	+ 5,6
Textile	4 018	3 930	— 3,4	— 2,2	12 037	12 280	+ 7,9	+ 2,0	16 055	16 210	+ 4,8	+ 1,0
Vêtement	945	928	— 0,3	— 1,8	24 412	25 501	+ 4,7	+ 4,5	25 357	26 429	+ 4,5	+ 4,2
Chaussure	201	180	— 9,5	—10,4	1 607	1 553	— 3,7	— 3,4	1 808	1 733	— 4,4	— 4,1
Bois	3 062	3 040	+ 7,9	— 0,7	2 611	2 677	+ 8,3	+ 2,5	5 673	5 717	+ 8,0	+ 0,8
Papier	923	962	— 8,8	+ 4,2	2 363	2 451	+ 2,9	+ 3,7	3 286	3 413	— 0,7	+ 3,9
Livre	1 439	1 518	—10,3	+ 5,5	2 246	2 358	+ 2,0	+ 5,0	3 685	3 876	— 3,2	+ 5,2
Cuirs et Peaux	418	420	— 1,4	+ 0,5	1 104	1 121	+ 3,7	+ 1,5	1 522	1 541	+ 2,2	+ 1,2
Caoutchouc	390	421	—11,6	+ 7,9	594	603	+ 2,9	+ 1,5	984	1 024	— 3,3	+ 4,1
Chimie	2 830	2 861	— 1,2	+ 1,1	5 126	5 369	+ 5,3	+ 4,7	7 956	8 230	+ 2,9	+ 3,4
Céramique, Briqueterie, Ciment	1 370	1 258	— 2,3	— 8,2	1 198	1 174	— 5,4	— 2,0	2 568	2 432	— 3,7	— 5,3
Verre	775	918	— 3,2	+18,5	1 386	1 385	+ 2,8	— 0,1	2 161	2 303	+ 0,6	+ 6,6
Métallurgie	2 774	2 802	—17,0	+ 1,0	609	632	— 3,0	+ 3,8	3 383	3 434	—14,8	+ 1,5
Construction métallique	8 741	8 286	— 9,8	— 5,8	5 627	5 639	0,0	+ 0,2	14 368	13 925	— 6,2	— 3,1
Construction mécanique	1 007	1 133	— 6,0	+12,5	709	761	+ 5,0	+ 7,3	1 716	1 894	— 1,9	+10,4
Construction électrique	1 925	2 133	— 1,8	+10,8	9 095	9 903	+ 4,4	+ 8,9	11 020	12 036	+ 3,3	+ 9,2
Construction de matériel de transport	3 873	4 081	— 5,7	+ 5,4	1 747	1 842	+ 5,3	+ 5,4	5 620	5 923	+ 2,6	+ 5,4
Diamant	547	547	+27,2	0,0	559	750	+52,7	+34,2	1 106	1 297	+38,9	+17,3
Industries manuf. diverses	767	917	+ 3,2	+19,6	1 756	1 899	+ 6,0	+ 8,1	2 523	2 816	+ 5,2	+11,6
Construction	26 372	31 467	— 3,6	+19,3	1 732	1 916	+ 5,0	+10,6	28 104	33 428	— 3,2	+18,9
Electricité, Eau, Gaz	262	264	+ 0,4	+ 0,8	117	139	+42,7	+18,8	379	403	+10,5	+ 6,3
Commerce	8 069	8 464	+ 2,9	+ 4,9	28 628	30 830	+ 9,7	+ 7,7	36 697	39 294	+ 8,1	+ 7,1
Banques, Assurances	810	858	+ 5,9	+ 5,9	2 078	2 287	+12,8	+10,1	2 888	3 145	+10,7	+ 8,9
Transport et Communications	4 440	4 813	+ 0,2	+ 8,4	2 041	2 168	+ 7,7	+ 6,2	6 481	6 981	+ 2,5	+ 7,7
Hôtels, Restaurants	2 959	2 952	+10,2	— 0,2	6 534	6 912	+12,0	+ 5,8	9 493	9 864	+11,5	+ 3,9
Services	12 163	15 554	+16,0	+27,9	37 934	44 876	+13,4	+18,3	50 097	60 430	+14,0	+20,6
Activités mal désignées ou non connues (b)	8 861	9 940	+ 0,5	+12,2	16 841	19 494	+ 9,3	+15,8	25 702	29 434	+ 6,1	+14,5
Total général	110 006	120 719	— 1,1	+ 9,7	184 410	201 176	+ 7,9	+ 9,1	294 416	321 895	+ 4,3	+ 9,3

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(b) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1980 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	FLANDRE				WALLONIE				BRUXELLES (b)			
	1979	1980	1979 / 1978 %	1980 / 1979 %	1979	1980	1979 / 1978 %	1980 / 1979 %	1979	1980	1979 / 1978 %	1980 / 1979 %
Agriculture	838	926	+ 3,2	+10,5	377	406	— 4,1	+ 7,7	48	52	— 4,0	+ 8,3
Forêt, Chasse	37	41	— 7,5	+10,8	75	89	—10,7	+18,7	5	3	—44,4	— 40,0
Pêche	191	199	+11,7	+4,2	5	6	0,0	+20,0	2	—	—	—
Mines	1 294	1 144	— 2,9	—11,6	1 543	1 384	—15,0	—10,3	47	47	—13,0	0,0
Pierre	137	151	+ 8,7	+10,2	403	442	— 6,7	+ 9,7	8	8	0,0	0,0
Alimentation	10 384	10 975	+ 2,8	+ 5,7	4 427	4 714	+ 1,7	+ 6,5	1 437	1 428	— 6,8	— 0,6
Tabac	2 191	2 314	+ 5,5	+ 5,6	269	281	+21,7	+ 4,5	66	73	0,0	+ 10,6
Textile	11 433	11 712	+ 5,7	+ 2,4	4 174	4 055	+ 2,9	— 2,9	448	443	+ 1,6	— 1,1
Vêtement	17 731	18 983	+ 5,0	+ 7,1	6 317	6 242	+ 4,2	— 1,2	1 309	1 204	+ 0,2	— 8,0
Chaussure	1 639	1 566	— 4,3	— 4,5	133	137	— 1,5	+ 3,0	36	30	—16,3	— 16,7
Bois	4 611	4 592	+ 8,1	— 0,4	744	788	+10,1	+ 5,9	318	337	+ 3,2	+ 6,0
Papier	1 706	1 761	+ 2,9	+ 3,2	1 155	1 219	— 5,1	+ 5,5	425	433	— 2,1	+ 1,9
Livre	1 803	1 793	— 3,4	— 0,6	1 113	1 274	— 1,2	+14,5	769	809	— 5,6	+ 5,2
Cuirs et Peaux	880	886	+ 0,6	+ 0,7	269	264	+ 1,5	— 1,9	373	391	+ 6,9	+ 4,8
Caoutchouc	529	568	— 2,4	+ 7,4	387	388	— 5,8	+ 0,3	68	68	+ 4,6	0,0
Chimie	4 426	4 608	+ 6,2	+ 4,1	2 317	2 399	+ 1,4	+ 3,5	1 213	1 223	— 4,9	+ 0,8
Céramique, Briqueterie, Ciment	1 297	1 149	— 3,9	—11,4	1 152	1 177	— 2,7	+ 2,2	119	106	—11,2	— 10,9
Verre	520	495	+ 8,3	— 4,8	1 609	1 771	— 2,0	+10,1	32	37	+18,5	+ 15,6
Métallurgie	699	701	— 9,0	+ 0,3	2 575	2 618	—16,6	+ 1,7	109	115	— 3,5	+ 5,5
Construction métallique	6 005	6 036	— 4,4	+ 0,5	6 990	6 530	— 6,7	— 6,6	1 373	1 359	—11,4	— 1,0
Construction mécanique	919	1 063	0,0	+15,7	637	652	— 2,9	+ 2,4	160	179	— 8,6	+ 11,9
Construction électrique	7 225	8 178	+ 2,2	+13,2	3 218	3 268	+ 7,9	+ 1,6	577	590	— 6,2	+ 2,3
Construction de matériel de transport	3 683	3 829	— 5,1	+ 4,0	1 382	1 476	+ 4,8	+ 6,8	555	618	— 1,8	+ 11,4
Diamant	1 085	1 274	+40,5	+17,4	15	11	0,0	—26,7	6	12	—33,3	+100,0
Industries manuf. diverses	1 144	1 264	+ 5,3	+10,5	987	1 082	+ 6,8	+ 9,6	392	470	+ 0,8	+ 20,0
Construction	13 466	16 751	— 1,8	+24,4	11 040	12 847	— 4,8	+16,4	3 598	3 830	— 3,0	+ 6,4
Electricité, Eau, Gaz	170	175	+34,9	+ 2,9	167	182	— 7,7	+ 9,0	42	46	+16,7	+ 9,5
Commerce	15 955	17 573	+12,8	+10,1	15 880	16 428	+ 6,1	+ 3,5	4 862	5 293	+ 0,5	+ 8,9
Banques, Assurances	1 425	1 524	+10,0	+ 6,9	933	1 045	+13,4	+12,0	530	576	+ 8,2	+ 8,7
Transport et Communications	3 455	3 707	+ 2,3	+ 7,0	2 116	2 249	+ 3,7	+ 6,3	900	1 025	+ 0,3	+ 13,9
Hôtels, Restaurants	4 917	5 208	+10,4	+ 5,9	2 822	3 000	+10,6	+ 6,3	1 754	1 656	+15,9	— 5,6
Services	24 944	30 161	+16,0	+20,9	17 862	21 618	+13,1	+21,0	7 291	8 651	+ 9,9	+ 18,7
Activités mal désignées ou non connues (c)	14 138	16 100	+ 3,8	+13,9	10 270	11 772	+ 8,6	+14,6	1 294	1 562	+13,1	+ 20,7
Total général ...	**160 887**	**177 407**	**+ 5,6**	**+10,3**	**103 363**	**111 814**	**+ 3,1**	**+ 8,2**	**30 166**	**32 674**	**+ 1,9**	**+ 8,3**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.
(b) Il s'ave Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens, n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Taux de chômage (a)

Répartition par branche d'activité et par sexe (b)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980
Agriculture	9,8	9,7	9,2	10,5	19,8	21,8	24,3	24,8	11,2	11,5	11,5	12,9
Forêt, Chasse	7,7	6,5	6,8	8,4	33,9	28,8	29,3	30,2	8,6	7,4	7,7	9,2
Pêche	13,2	12,6	14,7	15,9	26,6	30,0	52,6	33,3	13,3	12,9	15,3	16,1
Mines	9,9	11,0	10,5	9,8	37,8	41,9	41,1	48,0	10,1	11,3	10,7	10,1
Pierre	6,3	6,6	6,7	7,7	16,1	17,6	19,5	20,1	6,9	7,3	7,5	8,5
Alimentation	10,7	7,4	7,3	7,6	28,9	29,5	30,1	32,3	13,6	14,3	14,5	15,5
Tabac	3,0	3,2	3,0	2,6	28,6	30,2	31,8	34,0	21,1	22,4	23,0	24,2
Textile	6,6	7,6	8,0	8,3	19,7	22,4	25,4	27,6	12,7	14,6	16,4	17,6
Vêtement	9,5	10,2	11,0	11,1	28,0	30,7	33,7	36,1	25,9	28,4	31,3	33,5
Chaussure	12,0	10,9	10,9	9,5	36,4	38,9	41,0	33,4	28,4	29,9	31,4	26,5
Bois	6,3	6,6	7,5	7,9	23,4	26,2	29,4	32,5	9,2	10,0	11,4	12,2
Papier	5,5	5,9	5,6	5,7	26,0	28,1	29,6	30,5	11,9	13,1	13,4	13,7
Livre	6,3	5,9	5,3	5,7	19,5	19,6	19,8	21,1	10,0	9,9	9,6	10,3
Cuirs et Peaux	9,8	12,3	13,8	13,3	32,0	35,1	37,4	31,5	19,8	23,0	25,5	23,0
Caoutchouc	6,1	6,2	5,5	6,0	28,0	28,0	28,8	31,3	11,0	11,1	10,8	11,5
Chimie	3,9	4,2	4,1	4,2	23,0	24,8	25,6	26,8	8,2	8,8	9,0	9,3
Céramique, Briqueterie, Ciment	3,4	3,7	3,7	3,5	27,8	26,6	26,9	28,7	6,0	6,2	6,2	6,1
Verre	4,1	4,4	4,5	5,5	29,2	30,3	33,6	35,1	9,1	9,4	10,1	11,1
Métallurgie	2,7	3,1	2,8	2,9	11,9	12,6	13,2	14,6	3,1	3,5	3,2	3,5
Construction métallique Construction mécanique Construction électrique Construction de matériel de transport	5,5	5,4	5,1	5,2	20,1	20,9	22,1	23,5	8,5	8,5	8,5	8,9
Diamant	7,9	5,7	7,2	7,2	14,0	11,1	15,4	19,5	9,5	7,3	9,9	11,4
Industries manuf. diverses	5,2	5,7	5,9	7,0	23,8	26,1	27,2	27,4	11,2	12,4	13,1	14,0
Construction	9,3	10,2	9,9	11,7	16,7	17,7	17,5	20,0	9,5	10,4	10,1	12,0
Electricité, Eau, Gaz	0,9	1,2	1,2	1,2	4,5	5,2	7,0	7,2	1,2	1,5	1,6	1,7
Commerce	3,9	3,1	4,2	4,4	14,6	15,5	16,7	17,7	8,7	9,3	10,1	10,7
Banques, Assurances	0,7	0,7	0,7	0,7	2,2	2,4	2,5	2,7	1,3	1,4	1,5	1,5
Transport et Communications	4,0	4,3	4,3	4,6	8,6	9,1	9,3	9,6	4,8	5,2	5,2	5,5
Hôtels, Restaurants	9,7	10,4	11,4	11,0	19,3	20,2	21,9	22,5	14,7	15,6	17,0	17,2
Services	6,3	6,5	7,2	9,0	11,1	11,6	12,2	13,8	9,4	9,8	10,5	12,1
Activités mal désignées ou non connues (c)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total général ...	**6,0**	**6,3**	**6,3**	**6,9**	**17,3**	**18,1**	**19,0**	**20,1**	**9,8**	**10,4**	**10,9**	**11,7**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets indemnisés/assurés contre le chômage (Assurés contre le chômage : assujettis ONSS + chômeurs complets + frontaliers au 30 juin).

(b) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Taux de croissance (en %) du nombre de chômeurs complets indemnisés par secteur d'activité

SECTEURS D'ACTIVITE	Année 1979 / Année 1978	Année 1980 / Année 1979	Septembre 80 / Septembre 79	Novembre 80 / Novembre 79	Janvier 81 / Janvier 80	Mars 81 / Mars 80
Taux de croissance général moyen	**4,3**	**9,3**	**13,7**	**18,2**	**20,3**	**24,0**
I. Secteurs dont le taux de croissance est supérieur au taux général moyen :						
Services	14,0	20,6	22,7	27,5	31,9	35,3
Transports et communications	(2,5)	(7,7)	13,3	18,5	22,2	35,2
Banques - assurances	10,7	(8,9)	(11,5)	(16,2)	19,8	28,4
Construction	(—3,1)	18,9	31,5	42,3	41,8	47,8
Constr. mat. transport	(—2,3)	(3,2)	15,9	20,7	27,6	37,0
Construction mécanique			17,8	30,9	32,9	34,2
Diamant	38,9	17,3	18,9	17,3	(15,6)	28,6
Bois	8,0	(0,7)	(9,5)	(15,9)	19,6	28,6
Industries manuf. div.	5,2	11,6	12,7	19,4	18,6	25,9
Activités mal désignées (*)	6,1	14,5	29,0	27,6	31,8	36,2
II. Secteurs dont le taux de croissance est inférieur au taux général moyen :						
a) *1er groupe :*						
Métallurgie	—14,7	1,5	10,4	16,9	18,9	20,7
Chimie	2,9	3,4	8,1	10,2	12,3	13,3
Papier	— 0,7	3,9	1,5	13,0	13,9	16,7
Livre	— 3,2	5,2	8,7	16,0	11,5	15,6
Caoutchouc	3,3	4,1	8,4	9,8	9,4	42,7
b) *2e groupe :*						
Alimentation	1,6	5,3	7,4	10,0	10,0	14,3
Tabac	6,8	5,6	5,3	5,5	4,3	6,3
Textile	4,8	1,0	2,3	3,5	6,6	11,1
Vêtement	4,5	4,2	6,2	6,4	7,7	7,9
Chaussures	— 4,3	4,3	—3,0	0,0	0,7	1,1
Cuir et peau	2,2	1,2	3,2	7,2	11,5	8,3

(*) Sont compris en ordre principal les jeunes chômeurs qui n'ont pas encore travaillé.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Chômeurs complets (toutes catégories) au 31 décembre 1980 (a)

Par groupe d'âges, sexe et région linguistique

DÉSIGNATION	Région flamande				Région wallonne				Bruxelles (b)				Le Royaume			
	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1979	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1979	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1979	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1979	Taux de chômage (c)
Moins de 25 ans																
Hommes	37 124	36,5	+34,1	..	25 449	37,5	+23,1	..	6 554	28,0	+30,0	..	69 127	35,8	+29,4	..
Femmes	64 618	41,7	+10,5	..	39 525	41,8	+ 7,2	..	7 225	30,8	+14,8	..	111 368	40,8	+ 9,5	..
Total ...	*101 742*	*39,6*	*+ 18,1*	..	*64 974*	*40,0*	*+ 12,9*	..	*13 779*	*29,4*	*+ 21,6*	..	*180 495*	*38,7*	*+ 16,4*	..
De 25 à 50 ans																
Hommes	40 186	39,5	+31,1	..	29 176	43,0	+21,8	..	11 871	50,7	+18,4	..	81 233	42,1	+25,7	..
Femmes	80 310	51,8	+13,7	..	47 732	50,5	+10,4	..	13 203	56,3	+14,1	..	141 245	51,7	+12,6	..
Total ...	*120 496*	*47,0*	*+ 19,0*	..	*76 908*	*47,4*	*+ 14,4*	..	*25 074*	*53,5*	*+ 16,1*	..	*222 478*	*47,8*	*+ 17,0*	..
Plus de 50 ans																
Hommes	24 367	24,0	+13,4	..	13 242	19,5	+ 4,6	..	4 997	21,3	+12,1	..	42 606	22,1	+10,4	..
Femmes	10 089	6,5	+ 8,0	..	7 275	7,7	+ 4,6	..	3 036	12,9	+ 3,0	..	20 400	7,5	+ 6,0	..
Total ...	*34 456*	*13,4*	*+ 11,8*	..	*20 517*	*12,6*	*+ 4,6*	..	*8 033*	*17,1*	*+ 8,5*	..	*63 006*	*13,5*	*+ 8,9*	..
Total (hommes) ..	**101 677**	**39,6**	**+27,4**	**10,5**	**67 867**	**41,8**	**+18,5**	**13,8**	**23 422**	**50,0**	**+19,9**	**14,6**	**192 966**	**41,4**	**+23,2**	**11,9**
Total (femmes)	**155 017**	**60,4**	**+12,0**	**29,1**	**94 532**	**58,2**	**+ 8,6**	**34,0**	**23 464**	**50,0**	**+12,7**	**19,9**	**273 013**	**58,6**	**+10,8**	**29,4**
Total général ...	**256 694**	**100,0**	**+17,6**	**17,1**	**162 399**	**100,0**	**+12,5**	**21,0**	**46 886**	**100,0**	**+16,2**	**16,8**	**465 979**	**100,0**	**+15,6**	**18,3**

(a) Chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, autres chômeurs inscrits obligatoirement et demandeurs d'emploi libres inoccupés.
(b) Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Sur base des assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin 1979.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par grou

GROUPE D'AGES	DURÉE D									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à ans
	RÉGION FLAMANDE						RÉGIO			
	HO									
Moins de 25 ans :										
1977	5 134	1 965	2 667	862	279	10 907	3 529	2 035	2 741	1 3
1978	5 094	2 499	3 299	1 262	338	12 492	3 585	2 094	3 126	1 5
1979	4 891	2 142	3 314	1 376	506	12 229	3 457	1 764	2 640	1 4
1980	5 744	2 510	3 034	1 186	502	12 976	4 182	2 185	2 645	1 3
De 25 à moins de 40 ans :										
1977	3 712	1 759	2 059	1 571	1 281	10 382	2 830	1 640	1 948	1 9
1978	3 919	2 023	2 689	1 979	1 551	12 161	3 142	1 759	2 526	2 1
1979	3 603	1 800	2 500	2 085	1 911	11 899	2 796	1 438	2 214	2 0
1980	4 482	2 217	2 533	1 767	2 149	13 148	3 498	1 976	2 255	1 8
De 40 à moins de 50 ans :										
1977	1 570	845	1 221	1 430	2 099	7 165	1 135	644	972	1 3
1978	1 864	988	1 399	1 501	2 541	8 293	1 142	680	1 302	1 1
1979	1 589	905	1 458	1 520	2 848	8 320	1 048	573	975	1 2
1980	1 809	1 012	1 358	1 327	3 043	8 549	1 250	704	929	1 0
De 50 à 65 ans :										
1977	1 652	1 227	2 053	3 710	9 616	18 258	962	691	1 248	2 2
1978	1 751	1 173	1 959	2 648	7 584	15 115	913	711	1 477	1 8
1979	1 503	1 066	2 235	2 966	8 326	16 096	856	604	1 115	1 8
1980	1 814	1 248	1 871	2 737	9 224	16 894	1 001	638	1 022	1 5
Total en 1977 ...	**12 608**	**5 796**	**8 000**	**7 573**	**13 275**	**46 712**	**8 456**	**5 010**	**6 909**	**6 8**
Total en 1978 ...	**12 628**	**6 683**	**9 346**	**7 390**	**12 014**	**48 061**	**8 782**	**5 244**	**8 431**	**6 7**
Total en 1979 ...	**11 586**	**5 913**	**9 507**	**7 947**	**13 591**	**48 544**	**8 157**	**4 379**	**6 944**	**6 6**
Total en 1980 ...	**13 849**	**6 987**	**8 796**	**7 017**	**14 918**	**51 567**	**9 931**	**5 503**	**6 851**	**5 7**
	FE									
Moins de 25 ans :										
1977	4 246	4 469	8 907	8 202	4 467	32 291	2 949	2 399	4 900	4 8
1978	5 821	4 090	8 310	8 377	7 026	33 624	3 026	2 262	5 155	4 9
1979	6 218	4 235	8 111	7 544	8 587	34 695	3 256	2 284	5 290	4 8
1980	6 488	4 304	8 641	7 531	9 213	36 177	3 347	2 344	5 117	5 0
De 25 à moins de 40 ans :										
1977	3 929	3 265	5 973	10 441	8 834	32 442	1 975	1 580	2 655	4 5
1978	3 758	3 130	5 523	10 021	16 361	38 793	2 092	1 573	2 645	4 3
1979	4 227	3 104	5 384	8 694	22 189	43 598	2 225	1 852	2 913	4 1
1980	4 430	3 369	5 894	8 543	26 745	48 981	2 527	1 748	2 944	4 4
De 40 à 60 ans :										
1977	1 420	1 284	2 497	4 772	9 123	19 096	935	738	1 469	2 8
1978	1 477	1 284	2 264	3 902	10 584	19 511	882	706	1 414	2 3
1979	1 387	1 234	2 217	3 740	12 909	21 487	840	773	1 328	2 1
1980	1 463	1 143	2 215	3 527	14 885	23 233	753	618	1 139	2 1
Total en 1977 ...	**11 595**	**9 018**	**17 377**	**23 415**	**22 424**	**83 829**	**5 859**	**4 717**	**9 024**	**12 2**
Total en 1978 ...	**11 056**	**8 504**	**16 097**	**22 300**	**33 971**	**91 928**	**6 000**	**4 541**	**9 214**	**11 5**
Total en 1979 ...	**11 832**	**8 573**	**15 712**	**19 978**	**43 685**	**99 780**	**6 321**	**4 909**	**9 531**	**11 0**
Total en 1980 ...	**12 381**	**8 816**	**16 750**	**19 601**	**50 843**	**108 391**	**6 627**	**4 710**	**9 200**	**11 5**

(a) Recensement à la date du 30 juin.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

ges, durée et région linguistique (a)

ÔMAGE													
De ans e plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
ALLONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
ES													
500	10 162	1 041	571	581	296	92	2 581	9 704	4 571	5 989	2 515	871	23 650
672	11 055	1 079	636	736	373	139	2 963	9 758	5 229	7 161	3 213	1 149	26 510
721	10 074	855	539	781	591	239	3 005	9 203	4 445	6 735	3 459	1 466	25 308
726	11 074	989	619	666	453	277	3 004	10 915	5 314	6 345	2 975	1 505	27 054
377	9 716	1 243	833	913	809	466	4 264	7 785	4 232	4 920	4 301	3 124	24 362
016	11 544	1 307	891	1 100	943	695	4 936	8 368	4 673	6 315	5 023	4 262	28 641
255	10 781	1 033	682	1 033	1 141	975	4 864	7 432	3 920	5 747	5 304	5 141	27 544
327	11 858	1 168	873	964	860	1 134	4 999	9 148	5 066	5 752	4 429	5 610	30 005
208	6 103	546	367	462	568	571	2 514	3 251	1 856	2 655	3 322	4 698	15 782
413	6 724	576	402	525	594	816	2 913	3 582	2 070	3 226	3 282	5 770	17 930
478	6 323	432	285	468	681	999	2 865	3 069	1 763	2 901	3 450	6 325	17 508
575	6 487	438	419	410	478	1 198	2 943	3 497	2 135	2 697	2 834	6 816	17 979
300	11 490	415	380	557	949	1 414	3 715	3 029	2 298	3 858	6 948	17 330	33 463
732	10 667	391	324	516	715	1 418	3 364	3 055	2 208	3 952	5 197	14 734	29 146
147	10 597	352	271	504	778	1 707	3 612	2 711	1 941	3 854	5 619	16 180	30 305
427	10 676	359	363	442	654	1 967	3 785	3 174	2 249	3 335	4 979	17 618	31 355
0 205	**37 471**	**3 245**	**2 151**	**2 513**	**2 622**	**2 543**	**13 074**	**23 769**	**12 957**	**17 422**	**17 086**	**26 023**	**97 257**
0 833	**39 990**	**3 353**	**2 253**	**2 877**	**2 625**	**3 068**	**14 176**	**24 763**	**14 180**	**20 654**	**16 715**	**25 915**	**102 227**
1 601	**37 775**	**2 672**	**1 777**	**2 786**	**3 191**	**3 920**	**14 346**	**22 415**	**12 069**	**19 237**	**17 832**	**29 112**	**100 665**
2 055	**40 095**	**2 954**	**2 274**	**2 482**	**2 445**	**4 576**	**14 731**	**26 734**	**14 764**	**18 129**	**15 217**	**31 549**	**106 393**
ES													
3 908	19 000	823	518	798	816	380	3 335	10 018	7 386	14 605	13 862	8 755	54 626
5 394	20 772	733	529	768	785	605	3 420	9 580	6 881	14 233	14 097	13 025	57 816
6 214	21 876	759	544	710	763	793	3 569	10 233	7 063	14 111	13 139	15 594	60 140
6 647	22 468	792	646	842	741	802	3 823	10 627	7 294	14 600	13 285	16 662	62 468
7 522	18 236	817	619	945	1 475	1 340	5 196	6 721	5 464	9 573	16 420	17 696	55 874
0 713	21 337	754	579	935	1 300	2 133	5 701	6 604	5 282	9 103	15 635	29 207	65 831
2 853	23 970	725	558	908	1 248	2 643	6 082	7 177	5 514	9 205	14 069	37 685	73 650
4 487	26 167	858	702	908	1 224	3 086	6 778	7 815	5 819	9 746	14 228	44 318	81 926
8 262	14 279	514	421	748	1 367	2 478	5 528	2 869	2 443	4 714	9 014	19 863	38 903
8 854	14 157	416	357	627	1 038	2 699	5 137	2 775	2 347	4 305	7 241	22 137	38 805
9 795	14 836	405	353	569	931	3 262	5 520	2 632	2 360	4 114	6 771	25 966	41 843
0 519	15 140	420	432	519	844	3 495	5 710	2 636	2 193	3 873	6 482	28 899	44 083
9 692	**51 515**	**2 154**	**1 558**	**2 491**	**3 658**	**4 198**	**14 059**	**19 608**	**15 293**	**28 892**	**39 296**	**36 314**	**149 403**
4 961	**56 266**	**1 903**	**1 465**	**2 330**	**3 123**	**5 437**	**14 258**	**18 959**	**14 510**	**27 641**	**36 973**	**64 369**	**162 452**
8 862	**60 682**	**1 889**	**1 455**	**2 187**	**2 942**	**6 698**	**15 171**	**20 042**	**14 937**	**27 430**	**33 979**	**79 245**	**175 633**
1 653	**63 775**	**2 070**	**1 780**	**2 269**	**2 809**	**7 383**	**16 311**	**21 078**	**15 306**	**28 219**	**33 995**	**89 879**	**188 477**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère (a)

DÉSIGNATION	1979			1980		
	Nombre	En % du total	1979 / 1978 %	Nombre	En % du total	1980 / 1979 %
Belges						
Hommes	87 959	35,0	— 0,3	97 869	35,5	+11,2
Femmes	163 179	65,0	+ 7,8	178 035	64,5	+ 9,1
Total ...	*251 138*	*100,0*	+ *4,8*	*275 904*	*100,0*	+ *9,9*
Etrangères						
Hommes	22 047	50,9	— 4,2	22 850	49,7	+ 3,6
Femmes	21 231	49,1	+ 3,1	23 141	50,3	+ 5,0
Total ...	*43 278*	*100,0*	+ *1,7*	*45 991*	*100,0*	+ *6,3*
Total						
Hommes	**110 006**	**37,4**	— **1,1**	**120 719**	**37,5**	+ **9,7**
Femmes	**184 410**	**62,6**	+ **7,9**	**201 176**	**62,5**	+ **9,1**
Total ...	**294 416**	**100,0**	+ **4,3**	**321 895**	**100,0**	+ **9,3**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

Plan en vue de la résorption du chômage
(lois des 30 mars 1976 et 22 décembre 1977)

DÉSIGNATION	31 décembre 1978			31 décembre 1979			31 décembre 1980		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Stagiaires	18 101	13 370	31 471	17 556	13 222	30 778	15 596	12 693	28 289
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	19 770	11 235	31 005	22 261	13 991	36 252	21 056	14 466	35 522
Prépensions	38 443	10 023	48 466	46 122	13 516	59 638	56 034	15 787	71 821
— Prépension légale	*18 121*	*7 879*	*26 000*	*20 570*	*10 710*	*31 280*	*24 285*	*12 628*	*36 913*
— Prépension - Convention n° 17 (a)	*20 322*	*2 144*	*22 466*	*25 552*	*2 806*	*28 358*	*31 749*	*3 159*	*34 908*
Prépensions spéciales pour chômeurs âgés (b)	6 594	6 781	13 375	8 322	8 855	17 177	10 441	10 833	21 274
Cadre spécial temporaire	13 835	8 284	22 119	14 784	12 642	27 426	9 451	12 656	22 107
Total :	**96 743**	**49 693**	**146 436**	**109 045**	**62 226**	**171 271**	**112 578**	**66 435**	**179 013**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974; arrêté royal du 16 janvier 1975 (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975). Il s'agit de la prépension « après licenciement »; la prépension légale est attribuée « sur demande ».

(b) Il s'agit des personnes dont la demande de prépension spéciale est approuvée. Le nombre de personnes bénéficiant d'une prépension spéciale à la même époque se chiffrant à 9.526.

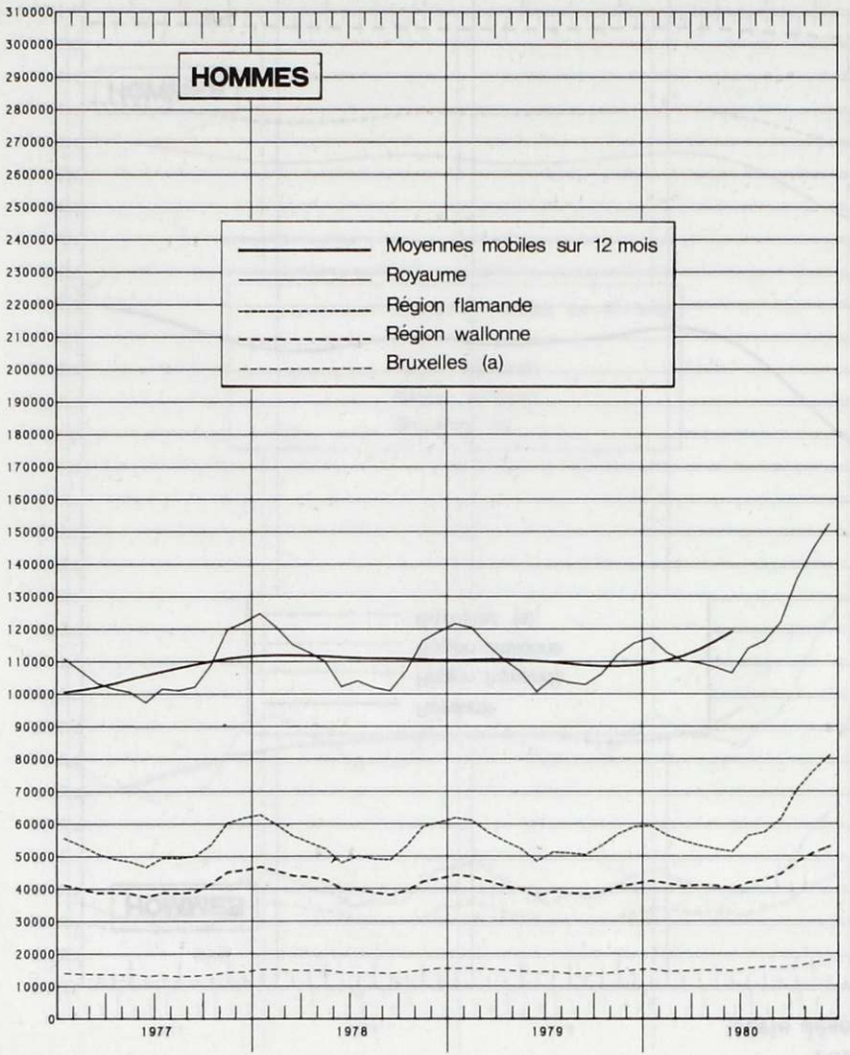
Fermetures d'entreprises en 1980

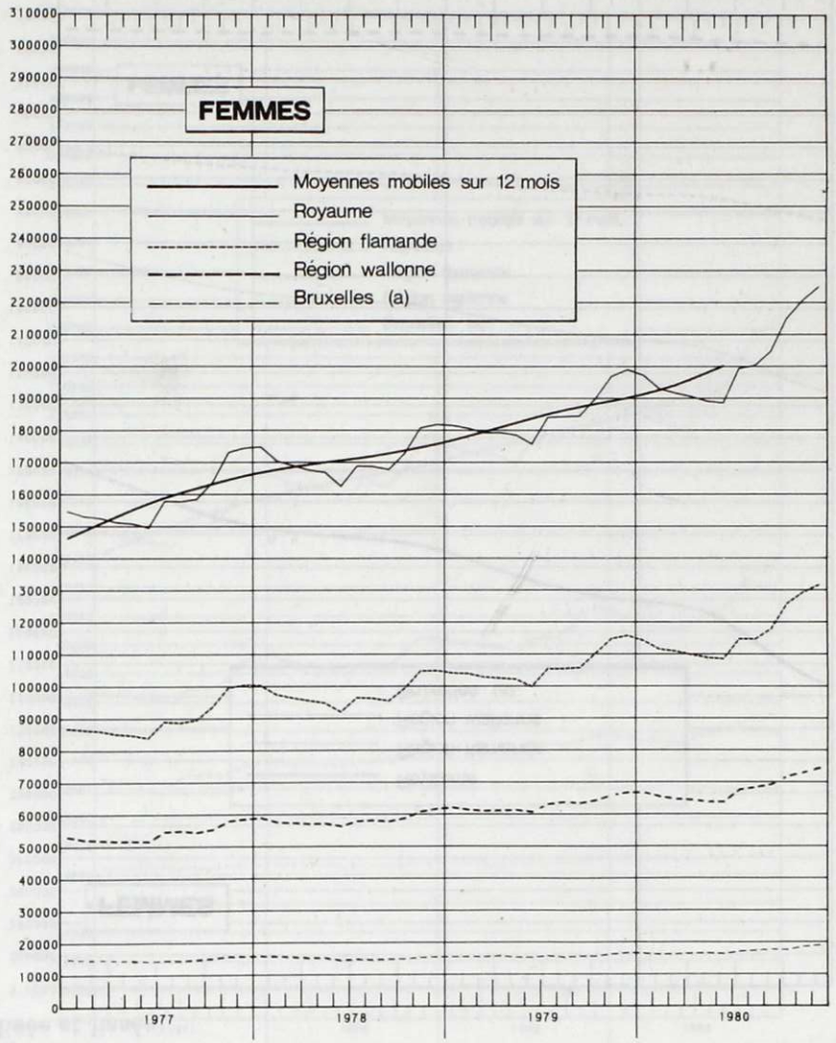
SECTEUR	Nombre de fermetures				Nombre de travailleurs touchés			
	Flandre	Wallonie	Bruxelles	TOTAL	Flandre	Wallonie	Bruxelles	TOTAL
Metall. mécan. élec.	73	49	28	150	3 543	877	1 545	5 965
Construction	129	48	84	261	2 119	2 770	2 630	7 519
Confection	36	19	4	59	1 848	193	135	2 176
Alimentation	53	17	23	93	621	171	710	1 502
Textile	31	3	6	40	1 422	11	145	1 578
Hôtels-restaurants	27	29	20	76	176	256	117	549
Peaux-cuirs	3	2	1	6	59	24	11	94
Imprimerie	10	8	8	26	83	211	180	474
Papeterie-carton	4	1	4	9	148	12	979	1 139
Bois	35	11	11	57	707	432	91	1 230
Verre	2	—	3	5	23	—	38	61
Chimie	8	6	2	16	257	89	22	368
Transports	26	10	17	53	263	116	106	485
Nettoyage	11	6	4	21	97	89	27	213
Publicité	8	1	—	9	31	5	—	36
Divers	166	146	90	402	1 801	1 467	775	4 043
	622	**335**	**326**	**1 283**	**13 198**	**6 723**	**7 511**	**27 432**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories





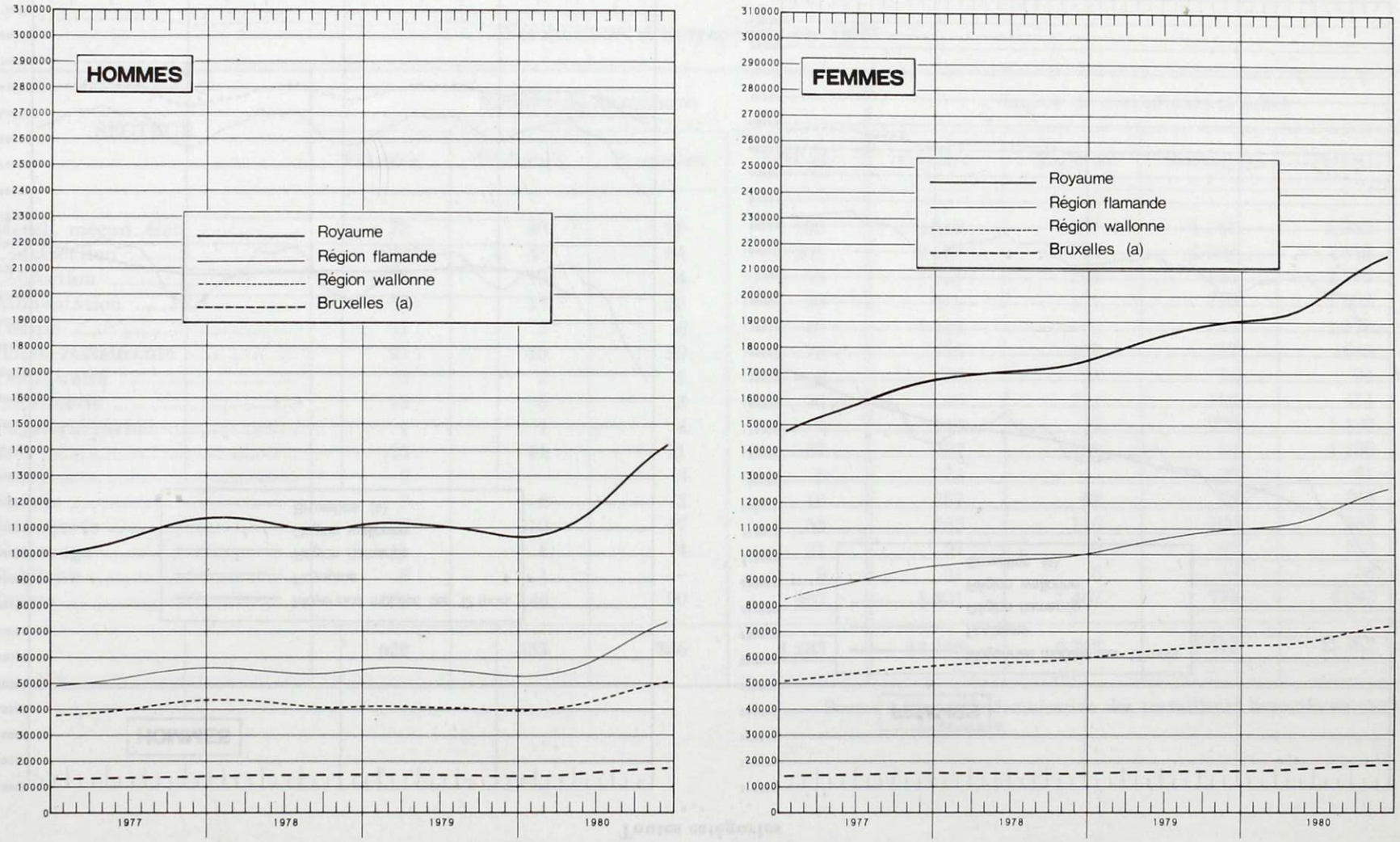
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

(série désaisonnalisée et lissée)

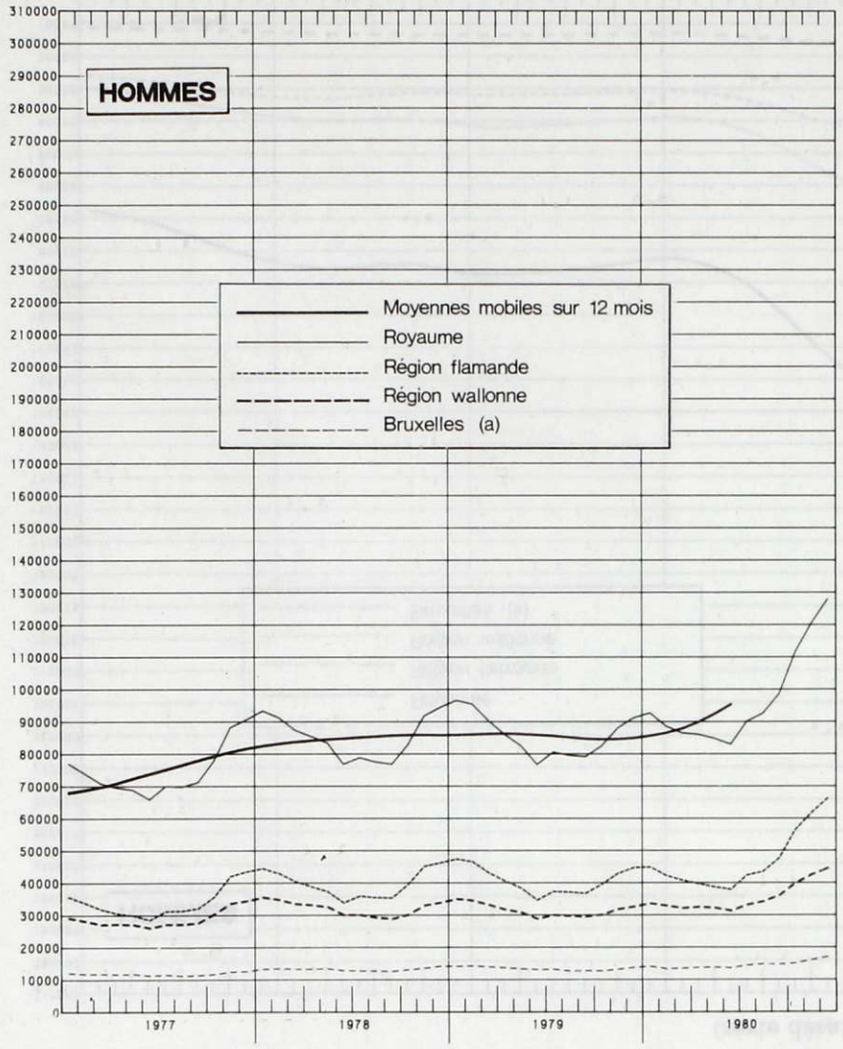


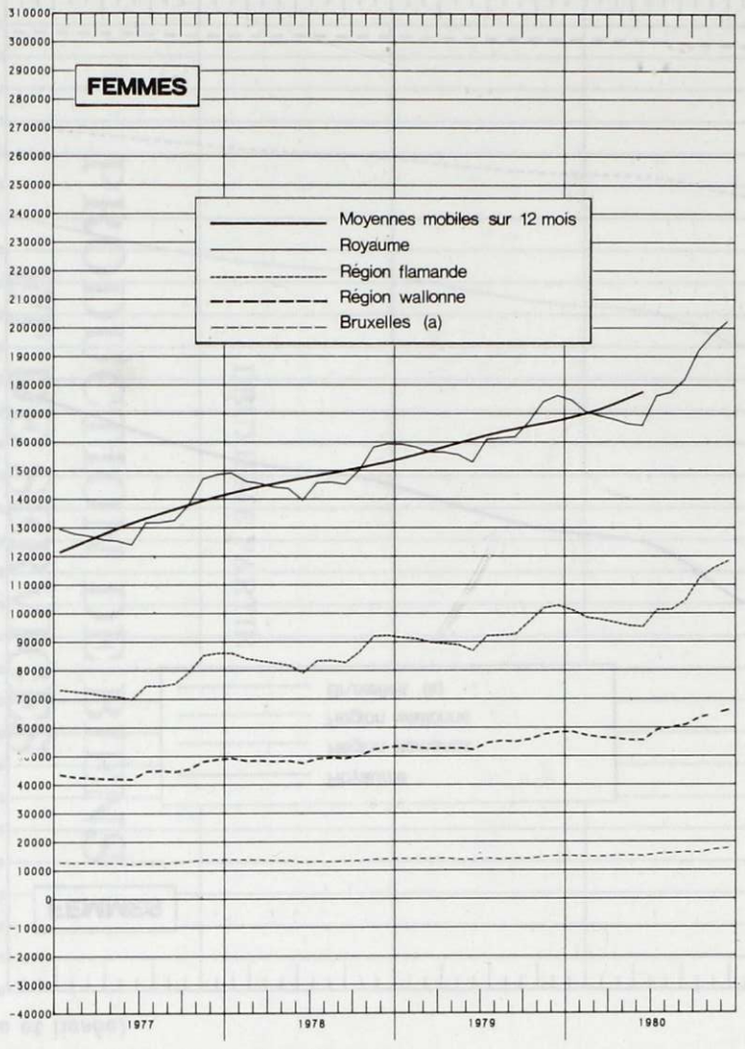
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale





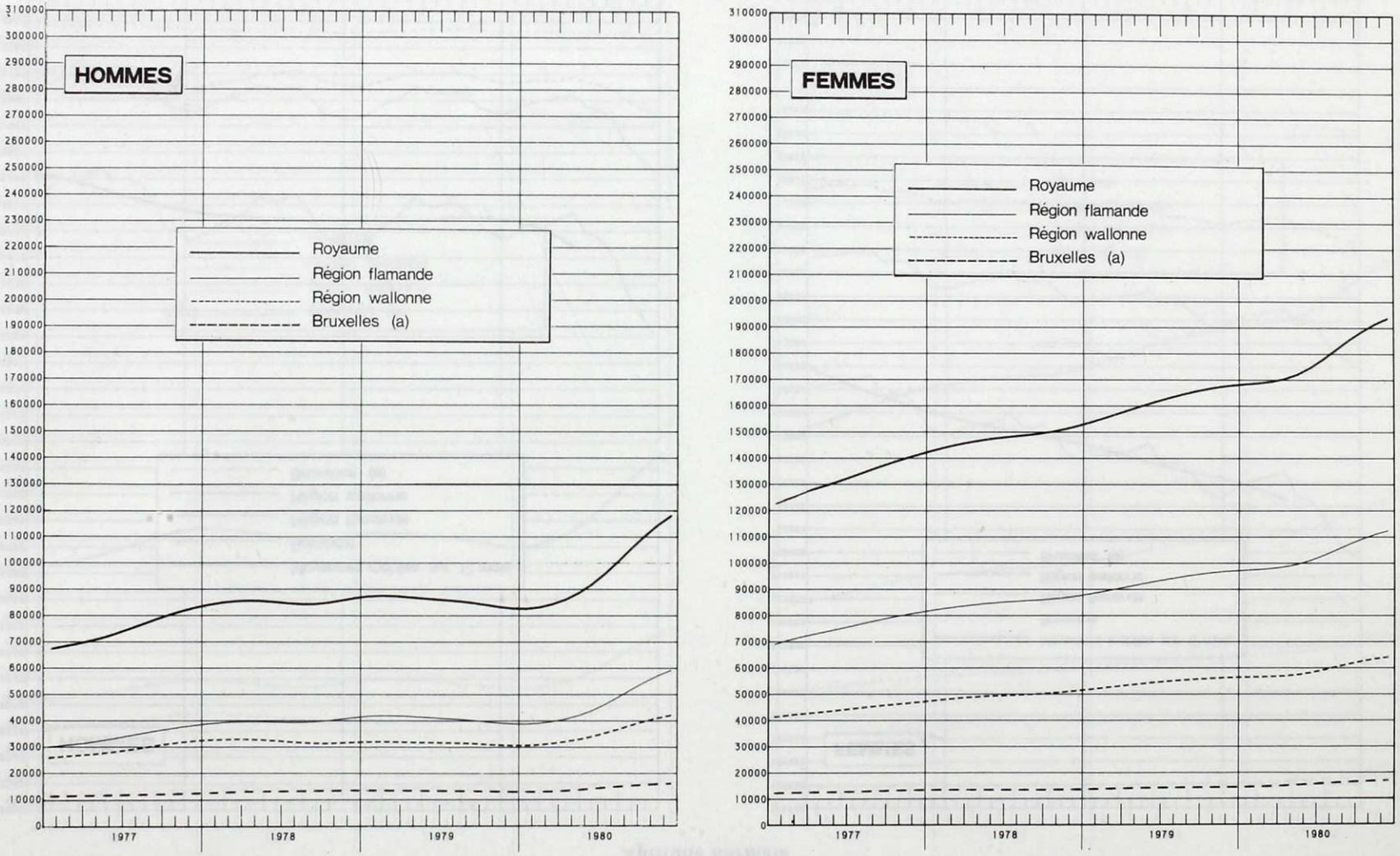
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale

(série désaisonnalisée et lissée)

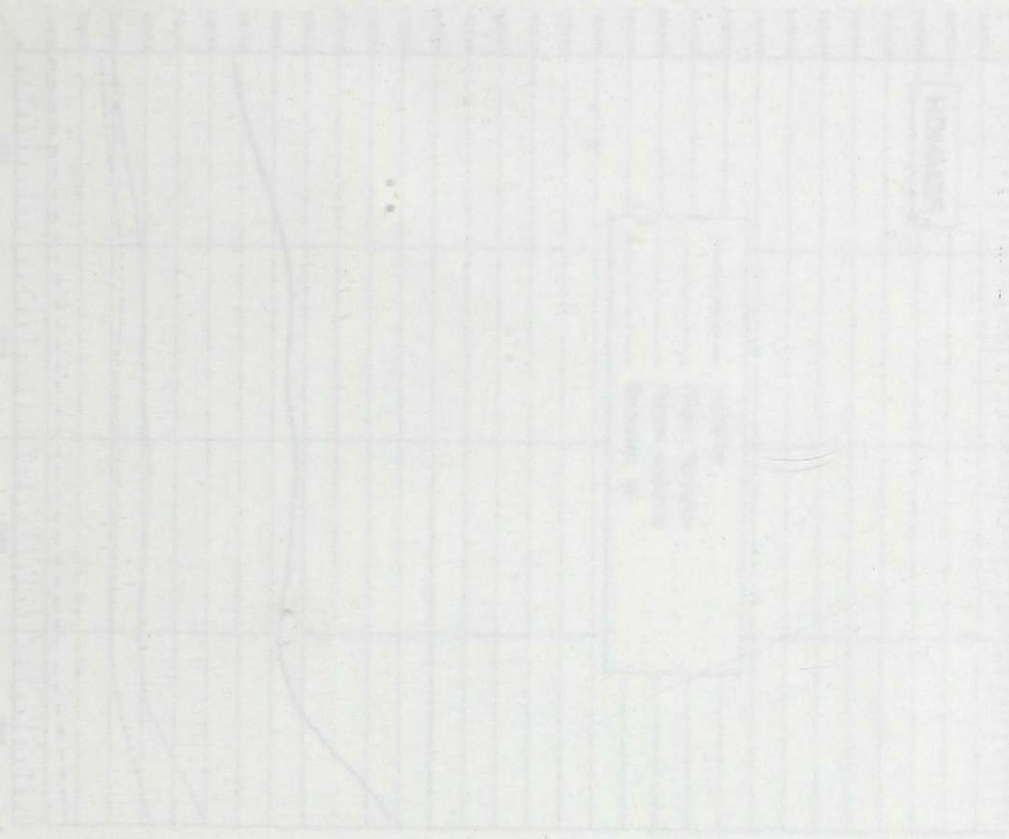


(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DEUXIEME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES





CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PECHE MARITIME

Nonobstant le ralentissement dans l'industrie de la construction, ainsi que dans les travaux d'infrastructure, le recul de la superficie agricole s'est révélé pratiquement aussi important en 1980 qu'en 1979 (respectivement 14 166 et 14 701 ha), à savoir un niveau nettement supérieur à la moyenne des années précédentes.

La répartition de la superficie agricole entre les différentes cultures n'a reflété, dans l'ensemble, que de légères modifications. Ainsi, la surface ensemencée de céréales a diminué de 1,9 % en 1980, alors qu'en 1979 elle est demeurée quasi inchangée. Les pâturages ont accusé une réduction de leur superficie de 1,1 %, celle des fourragères, par contre, a légèrement augmenté, bien que l'évolution de cette culture reflète une tendance à la stabilisation depuis 1977, en contraste avec la très forte croissance durant la première moitié de la décennie. Influencée par l'ensemencement toujours croissant des betteraves sucrières, la superficie de culture des plantes industrielles a continué à augmenter en 1979 et 1980 par rapport au niveau record de 1978.

Dans le secteur de l'horticulture, la culture fruitière de plein air a régressé en 1979 et en 1980, chaque fois de 5 % environ; cette évolution est due non seulement à la disparition accélérée des vergers à haute tige mais aussi à la diminution des vergers à basse tige. La culture maraîchère de plein air a subi une baisse de plus de 25 % en 1979, en raison surtout de l'ensemencement beaucoup plus réduit (—34,6 %) de légumes destinés à l'industrie des conserves et ce à la suite de la crise structurelle qui a frappé ce secteur; en 1980, un nouveau recul a encore été enregistré, bien que celui-ci soit resté limité à 4,5 %. La culture de légumes sous verre s'est légèrement accrue en 1979 pour régresser à nouveau en 1980. Le recul systématique enregistré par la culture fruitière sous verre a ralenti également en 1979, mais, en 1980 la baisse se monte à nouveau à 14,3 %. Dans le domaine des produits horticoles non comestibles, l'arboriculture connaît une hausse systématique tandis que la culture des fleurs de plein air est demeurée inchangée depuis 3 ans et que celle des fleurs sous verre en 1980 n'a pas pu se maintenir au niveau élevé atteint l'année précédente.

Le produit par hectare s'est révélé particulièrement élevé en 1979, à quelques exceptions près (dont les pommes de terre et les betteraves fourragères), de sorte qu'en général le produit global se situe pratiquement au même niveau ou dépasse celui de l'année précédente. Par suite de conditions atmosphériques moins

favorables, le rendement enregistré en 1980 a été inférieur sur presque toute la ligne à celui de 1979, de sorte que le produit global a été de moindre importance.

Les données concernant l'importance du cheptel au 1er décembre 1980 n'étaient pas encore disponibles lors de la rédaction de cet aperçu. Les données du recensement effectué le 15 mai 1980 ont fait apparaître que le nombre de bovidés équivalait à peu près à celui de l'année antérieure (—0,2 %); le nombre de vaches laitières a baissé de 0,5 % seulement. Le cheptel de porcs s'est à nouveau légèrement accru (+0,9 %), tandis que celui des volailles a accusé une diminution de 5 % environ.

En ce qui concerne les produits de l'élevage, seul un certain nombre de données étaient disponibles lors de la rédaction de cet aperçu. Sur base des résultats établis à partir des livraisons de lait aux laiteries, l'on peut constater que la production laitière en 1980 n'a guère dépassé celle de l'année précédente : l'augmentation se chiffrerait à 1 % maximum. Le pourcentage de lait de qualité (A + AA) dans les livraisons s'élèverait de 20 % en 1979 à 21 % en 1980 puisque celles-ci ont grimpé de plus de 4 %, tandis que les livraisons de lait ordinaire ont très faiblement baissé (—0,5 %). Pour la production de viande, l'on peut se baser sur les statistiques concernant les abattages, lesquelles renseignent également le nombre d'animaux importés, tandis que le nombre d'animaux vivants exportés n'y figure pas. Cette statistique traduit une augmentation croissante des abattages de bovidés (+7,8 % en poids abattu), ce qui a nettement mis fin à la tendance baissière enregistrée lors de la période comprise entre 1975-1978 et qui a permis, pour la première fois, de dépasser le seuil des 300 000 tonnes. De même l'abattage de porcs, en dépit d'une concurrence plus forte à l'étranger, a encore augmenté, si ce n'est que de 2 %.

Des données se rapportant aux onze premiers mois, l'on peut déduire que l'arrivage de poissons en 1980 a connu une nouvelle baisse de 10 % environ en volume, de sorte que les 30 000 tonnes n'ont même pas été atteintes. Il est vrai que le hareng recommence à apparaître sur le marché et que l'arrivage de crustacés et mollusques a pratiquement quadruplé mais la pêche des poissons de fond à baissé de plus de 13 %. La valeur totale de la pêche équivaudrait presque celle de l'année passée et ce à la suite d'une hausse globale des prix de quelque 10 %, plus particulièrement pour les poissons de fond.

*
* *

Superficies cultivées

Selon le recensement du 15 mai

(en hectares)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Céréales	420 616	406 589	399 771	398 397	390 690
Céréales panifiables	*218 470*	*202 942*	*202 548*	*202 979*	*197 709*
— froment	*195 397*	*176 928*	*178 354*	*182 479*	*179 160*
— froment d'hiver	*175 385*	*163 936*	*163 663*	*171 051*	*168 980*
Céréales secondaires	*202 146*	*203 649*	*197 223*	*195 418*	*192 981*
— orge	*139 327*	*151 679*	*153 239*	*155 670*	*152 732*
— orge d'hiver	*100 650*	*116 652*	*120 761*	*126 104*	*129 801*
— avoine	*48 420*	*38 875*	*32 331*	*28 091*	*28 284*
Légumes secs à cosse	3 520	2 302	2 063	2 081	1 737
Plantes industrielles	108 604	106 905	121 344	125 578	126 972
— betteraves sucrières	*96 189*	*93 561*	*109 799*	*115 716*	*117 165*
— lin	*8 999*	*9 987*	*8 548*	*7 282*	*7 257*
Pommes de terre	37 672	41 012	35 360	36 263	38 132
— hâtives	*3 609*	*4 117*	*3 918*	*3 605*	*3 121*
— mi-hâtives	*20 732*	*22 194*	*18 619*	*18 401*	*19 029*
— tardives	*13 331*	*14 701*	*12 823*	*14 257*	*15 982*
Racines fourragères	24 644	23 129	20 686	18 554	17 584
Herbages	734 832	727 638	720 916	710 183	702 452
Fourrages verts	84 375	96 701	94 669	97 162	98 390
— maïs à ensiler	*72 845*	*83 021*	*83 340*	*88 137*	*89 912*
Culture fruitière pour la vente	15 581	13 602	13 437	12 721	12 148
— plein air	*15 211*	*13 247*	*13 121*	*12 421*	*11 891*
— hautes tiges	*4 536*	*3 092*	*2 961*	*2 456*	..
— basses tiges	*9 785*	*9 403*	*9 443*	*9 299*	..
— fraises	*763*	*626*	*597*	*548*	..
— sous verre	*370*	*355*	*316*	*300*	*257*
— fraises	*138*	*144*	*128*	*126*	..
— raisins	*230*	*209*	*187*	*172*	..
Cultures maraîchères pour la vente	28 363	30 533	26 215	19 815	18 926
— plein air	*27 440*	*29 620*	*25 298*	*18 878*	*18 026*
— pour l'industrie	*15 596*	*17 114*	*13 091*	*8 561*	..
— sous verre	*923*	*913*	*917*	*937*	*900*
— tomates	*729*	*730*	*742*	*731*	..
Floriculture	1 272	1 303	1 242	1 269	1 263
— plein air	*797*	*826*	*759*	*763*	*766*
— sous verre	*475*	*477*	*483*	*506*	*497*
Pépinières	2 109	2 164	2 283	2 332	2 412
Non dénommés ailleurs	7 470	6 898	9 002	7 932	7 415
Total superficies cultivées	**1 469 058**	**1 458 776**	**1 446 988**	**1 432 287**	**1 418 121**

Source : Institut National de Statistique.

Rendements et production totale des principales cultures

CULTURE	Production par ha (100 kg)			Production totale (1000 t)		
	1978	1979	1980	1978	1979	1980
Froment d'hiver	54,6	52,9	48,2	893,6	904,9	814,5
Froment de printemps	42,8	42,5	37,6	62,9	48,6	38,3
Seigle	37,8	38,2	37,5	57,1	46,7	38,2
Escourgeon	52,5	51,7	56,7	634,0	652,0	738,0
Orge	40,3	38,8	31,0	130,9	114,7	71,1
Avoine	42,1	42,3	38,5	136,1	118,8	108,9
Maïs cultivé pour la graine	62,6	61,3	62,8	37,4	36,9	39,1
Pois secs	37,6	38,3	30,9	3,4	3,5	2,2
Betteraves sucrières	528,8	558,4	505,8	5 746,0	6 462,0	5 926,0
Lin (paille)	65,4	68,8	60,3	55,9	50,1	43,8
Chicorée à café	361,9	400,0	394,4	49,8	34,4	32,1
Pommes de terre tardives	393,0	355,4	331,9	609,1	506,7	530,4
Pommes de terre mi-hâtives	366,8	330,1	312,1	833,7	607,4	593,9
Pommes de terre hâtioves	191,3	179,5	183,1	92,9	64,7	57,1
Betteraves fourragères	959,6	937,1	892,5	1 953,7	1 710,0	1 541,9
Trèfle ordinaire (foin) (a)	48,4	49,8	49,0	16,5	14,8	15,6
Luzerne (foin)	55,5	56,5	56,5	36,5	32,2	28,6
Foin de prairies permanentes (b)	54,0	54,5	52,7	1 923,1	1 818,7	1 831,0
Maïs à ensiler	429,2	460,2	400,4	3 577,0	4 056,0	3 600,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) La production totale comprend la production de toutes les espèces de trèfles.
(b) La production totale comprend la production de tous les herbages.

Cheptel au 1er décembre

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
	En Unités				
Chevaux agricoles	31 498	28 006	24 958	21 936	
Bovidés	2 822 770	2 823 239	2 869 938	2 893 922	
— vaches laitières	986 326	973 872	981 376	978 203	
Porcs	4 813 287	4 934 564	4 991 661	4 987 212	
Moutons	82 003	84 052	90 817	84 097	
	En milliers d'unités				
Cheptel avicole	31 670	30 952	29 888	28 170	
— cheptel d'élevage	*1 250*	*1 188*	*1 265*	*1 336*	
— cheptel d'engraissement	*15 887*	*15 513*	*14 663*	*14 287*	
— cheptel de ponte	*14 533*	*14 251*	*13 960*	*12 547*	

Source : Institut National de Statistique.

Production indigène d'animaux destinés pour l'abattage

Poids en carcasse
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Bœufs	23,4	21,3	17,7	17,5	20,9	22,7
Torreaux	95,6	84,5	86,9	83,9	86,9	93,4
Vaches	76,6	81,2	80,0	78,7	89,4	100,1
Génises	60,2	52,2	48,5	45,8	47,2	51,9
Veaux	27,7	28,7	29,3	30,1	31,5	33,4
Total des bovidés ...	**283,5**	**267,9**	**262,3**	**256,0**	**275,8**	**301,5**
Porcs (a)	632,2	636,0	654,9	676,1	672,8	668,5
Moutons et chèvres (a)	2,8	3,2	3,3	3,5	4,2	4,4
Chevaux et poulains	3,2	4,0	4,4	4,1	4,1	4,7
Poules	105,7	109,8	106,7	103,5	104,7	106,9
Autres volailles (b)	8,8	7,4	7,5	7,1	7,3	6,9
Gibier et lapins (b)	8,6	9,1	8,8	9,3	8,9	10,6
Total général ...	**1 044,7**	**1 037,3**	**1 047,9**	**1 059,6**	**1 077,8**	**1 103,4**

Source : Institut économique agricole.

(a) Y compris les abattages clandestins et à domicile.
(b) Comprend les canards, oies, dindons, pintades, pigeons. Estimation.

Production de lait et d'œufs

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
	En milliers de tonnes				
Production de lait.					
Livraisons aux laiteries :					
— crèmes convertis en lait ..	101,2	87,7	76,6	66,1	
— lait	2 685,0	2 736,1	2 896,9	2 971,1	
Utilisations à la ferme	806,1	799,1	792,5	733,7	
Production totale de lait ...	**3 592,3**	**3 622,9**	**3 766,0**	**3 770,9**	
	En millions				
Production d'œufs	**3 869**	**3 809**	**3 753**	**3 420**	

Sources : Institut National de Statistiques.
Institut économique agricole.

Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. Produits végétaux	63 915	63 330	64 067	70 297	74 520	25 540	25 543	23 064	30 480	35 462
dont : 1. Froment, méteil, non moulus	*6 346*	*4 814*	*6 536*	*9 203*	*10 509*	*4 634*	*973*	*1 342*	*4 633*	*4 988*
2. Orge non mondé	*8 937*	*7 853*	*9 658*	*7 679*	*7 803*	*2 522*	*2 704*	*3 105*	*2 358*	*4 091*
3. Maïs non moulu	*11 207*	*12 443*	*11 582*	*13 774*	*13 821*	*3 140*	*7 503*	*5 568*	*8 654*	*10 324*
4. Autres céréales non moulues	*4 895*	*2 831*	*2 072*	*2 381*	*1 788*	*1 808*	*886*	*376*	*457*	*443*
5. Légumes, plantes potagères et pommes de terre frais	*9 727*	*8 738*	*7 548*	*9 632*	*10 583*	*6 723*	*6 474*	*5 916*	*7 014*	*7 257*
6. Plantes industrielles	*341*	*1 146*	*535*	*429*	*729*	*184*	*196*	*132*	*223*	*296*
7. Agrumes	*2 721*	*2 930*	*3 069*	*3 437*	*3 561*	*355*	*386*	*438*	*498*	*510*
8. Pommes	*1 454*	*2 354*	*2 387*	*1 881*	*2 188*	*780*	*990*	*1 045*	*855*	*1 338*
9. Autres fruits et fruits à coque	*2 603*	*3 362*	*3 428*	*3 766*	*4 306*	*979*	*971*	*893*	*1 091*	*1 161*
10. Foin et fourrage	*849*	*672*	*465*	*741*	*885*	*52*	*67*	*65*	*129*	*105*
11. Tabacs bruts et déchets de tabac	*3 907*	*3 792*	*3 645*	*3 939*	*4 176*	*726*	*579*	*224*	*232*	*258*
12. Graines, oléagineux	*7 897*	*8 887*	*9 217*	*9 059*	*9 196*	*403*	*402*	*357*	*479*	*512*
13. Bulbes, tubercules, boutures	*938*	*1 187*	*1 240*	*1 527*	*1 762*	*2 660*	*2 757*	*2 985*	*3 063*	*3 405*
14. Graines à ensemencer	*723*	*742*	*794*	*922*	*930*	*337*	*357*	*390*	*567*	*484*
B. Vin	4 210	5 339	5 745	6 868	7 195	275	371	503	417	510
D. Produits animaux de l'agriculture et de la										

D. *Produits animaux de l'agriculture et de la chasse*	11 853	11 886	12 944	14 208	14 182	11 951	12 418	11 886	10 033	11 181
dont : 1. Bovins	*2 950*	*3 425*	*3 785*	*3 161*	*2 495*	*1 235*	*1 309*	*1 307*	*1 712*	*1 923*
2. Porcins	*1 179*	*1 291*	*1 933*	*2 944*	*3 599*	*5 390*	*5 863*	*5 250*	*4 713*	*4 594*
3. Volailles de basse-cour	*870*	*824*	*659*	*1 030*	*1 130*	*303*	*272*	*365*	*331*	*387*
4. Autres animaux vivants	*805*	*904*	*1 092*	*923*	*1 015*	*625*	*662*	*892*	*709*	*924*
5. Pelleteries brutes	*1 219*	*1 275*	*1 315*	*1 288*	*1 657*	*301*	*329*	*451*	*381*	*459*
6. Laine et poils	*4 135*	*3 428*	*3 398*	*3 876*	*2 984*	*523*	*661*	*865*	*611*	*720*
7. Oeufs d'oiseaux en coquille	*207*	*222*	*262*	*336*	*474*	*3 474*	*3 229*	*2 553*	*2 001*	*2 189*
E. *Produits agricoles exclusivement importés*	14 624	18 057	15 055	16 015	17 144	345	374	537	1 134	752
dont : 1. Fruits frais ou secs	*959*	*1 170*	*1 106*	*1 230*	*1 546*	*24*	*25*	*36*	*78*	*109*
2. Café non torréfié	*8 268*	*11 192*	*8 729*	*9 303*	*9 490*	*82*	*166*	*280*	*849*	*473*
3. Cacao en fèves ou brisures	*1 015*	*2 058*	*2 108*	*1 996*	*2 364*	*35*	*34*	*48*	*50*	*27*
4. Caoutchouc naturel	*682*	*864*	*775*	*865*	*1 232*	*29*	*30*	*24*	*28*	*30*
5. Coton	*2 356*	*1 641*	*1 485*	*1 799*	*1 879*	*43*	*28*	*41*	*31*	*26*
F. *Produits de la sylviculture*	3 607	3 870	3 839	4 051	4 968	958	1 198	1 480	1 558	1 957
dont : — bois de trituration en rondins	*1 048*	*1 037*	*809*	*914*	*1 277*	*26*	*12*	*33*	*32*	*29*
G. *Produits de la pêche*	4 167	4 398	4 631	5 616	6 035	830	878	999	1 077	1 149
dont : 1. Poissons frais ou réfrigérés	*1 601*	*1 735*	*1 849*	*2 137*	*2 430*	*548*	*623*	*730*	*722*	*837*
2. Poissons congelés	*523*	*501*	*490*	*699*	*582*	*53*	*41*	*58*	*59*	*49*
3. Poissons séchés, fumés, salés	*186*	*164*	*176*	*145*	*140*	*121*	*55*	*43*	*46*	*12*
4. Crustacés et mollusques frais	*1 559*	*1 678*	*1 807*	*2 252*	*2 417*	*70*	*112*	*120*	*191*	*187*
Total général ...	**102 465**	**106 915**	**106 342**	**117 131**	**124 075**	**39 935**	**40 840**	**38 437**	**45 329**	**51 271**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Arrivages de poissons
Quantité
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	total
1973	37,0	2,3	2,9	42,2
1974	34,5	0,8	2,9	38,2
1975	30,4	2,3	3,4	36,1
1976	29,3	1,5	3,6	34,5
1977	31,2	—	2,7	34,0
1978	35,3	—	2,5	37,9
1979	29,8	—	2,3	32,1
1980 (a)	26,0	0,6	2,8	29,3

Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation.

Arrivages de poissons
Valeur
(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1973	1 043,0	22,7	116,5	1 182,2
1974	1 066,2	10,6	123,2	1 200,0
1975	1 013,4	22,8	152,1	1 188,3
1976	1 209,8	16,2	147,7	1 373,7
1977	1 356,7	1,0	157,8	1 415,5
1978	1 445,7	0,3	148,0	1 593,9
1979	1 446,6	0,4	131,4	1 578,4
1980 (a)	1 415,0	18,0	160,0	1 593,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I
PRODUCTION INDUSTRIELLE

La première véritable reprise conjoncturelle depuis le début de la crise économique en 1974 n'a pas duré au-delà du 1er trimestre 1980. Les signes précurseurs d'une amélioration, depuis l'été de 1976, après deux années d'une conjoncture de plafonnement extrême ont été enregistrés en automne 1978. Au cours du 1er semestre de 1979, la production industrielle a marqué une croissance rapide, se ralentissant cependant nettement pendant la deuxième moitié de l'année. Une relance plutôt inattendue de la production en janvier et février 1980 a eu pour conséquence que, pendant ces deux mois, un sommet conjoncturel a été atteint, suivi par une décélération rapide ramenant le niveau de production, en septembre, à celui du début de la conjoncture élevée des premiers mois de 1979. Pendant les trois derniers mois de l'année, la conjoncture industrielle semblait se stabiliser bien que certaines données posaient quelques problèmes d'interprétation.

Ces problèmes sont posés notamment par l'indice général désaisonnalisé de la production industrielle. Cette donnée a grimpé jusqu'à un sommet au cours du 1er trimestre de 1980, pour reculer systématiquement, par la suite, pendant les trois trimestres suivants. Toutefois, la chute au quatrième trimestre semble être quelque peu surestimée, étant la conséquence de variations accidentelles plutôt que d'une détérioration réelle. Ce facteur apparaît notamment de l'application de la moyenne Spencer de lissage des données incidentielles, les résultats de ce calcul indiquant un plafonnement de la conjoncture dès octobre 1980. En raison du caractère très provisoire tant des indices bruts au cours de la période considérée que des résultats de calcul, il ne se révèle cependant pas possible de tirer, avec certitude, des conclusions quant à ce problème.

Comme le recul en 1980 a été aussi important que la croissance de la production pendant l'année antérieure, la moyenne annuelle de l'indice général, sans la construction, n'a pratiquement pas présenté d'écart durant ces deux années. L'indice définitif de 1979 s'est fixé à 125,9 points, tandis que l'indice provisoire de 1980 a atteint 125,2 points. Il ne faut pourtant pas oublier que cette donnée peut être modifiée encore, le changement n'atteignant que bien exceptionnellement plus qu'un demi pour-cent vers le haut ou vers le bas. Puisque l'indice se situe actuellement à 0,5 % en dessous de celui de l'année antérieure, le chiffre définitif sera égal, dans le meilleur des cas, à celui de 1979 et ne marquera dans la position la plus défavorable qu'un recul de 1 % au plus.

L'évolution conjoncturelle décrite ci-avant est déterminée, dans une large mesure, par l'évolution des matières premières et des produits intermédiaires, constituant la plus grande part de la production belge. C'est surtout dans ce groupe de biens que la relance conjoncturelle s'est produite pendant le 1er trimestre, grâce en grande partie, aux chiffres élevés de production dans la sidérurgie, les métaux non ferreux et le secteur de l'énergie pendant la période sous revue. Pour les produits de consommation non durables, la production a augmenté encore considérablement durant les trois premiers mois de 1980, alors que pour les biens de consommation durables — et surtout pour les biens d'investissement — la croissance a été bien plus limitée.

Par rapport au 1er trimestre, le 2e a été caractérisé par un recul pratiquement général du niveau de production, exception faite du matériel de transport; partout ailleurs la production a reculé dans une mesure plus ou moins grande. Pour l'ensemble de l'industrie (construction exclue), la perte de production s'est montée à presque 4 %; pour les biens de consommation non durables, elle est limitée à 2 %, mais pour les autres groupes elle atteint presque 5 %.

Pendant le 3e trimestre, la chute s'est ralentie parce que dans un certain nombre de secteurs, la situation s'est améliorée par rapport au trimestre antérieur, notamment dans les charbonnages, le textile, la confection et la transformation du bois. L'évolution dans les trois derniers secteurs explique la croissance de 4 % des biens de consommation durables alors que dans les trois autres groupes de marchandises l'indice a continué à régresser, bien que dans une mesure moindre qu'au cours du 2e trimestre.

Le 4e trimestre a été caractérisé — considéré par secteur — par un profil plutôt erratique, ce qui est dû, en partie, au fait que les indices bruts concernant cette période, ne sont encore que largement provisoires, mais cela est lié aussi vraisemblablement à l'approche du revirement conjoncturel. Considéré par groupe de biens, il peut être constaté que le gain de production pendant le 3e trimestre a été annihilé complètement par une chute de presque 6 % pendant le 4e trimestre pour les biens de consommation durables. Par contre, le recul des biens de consommation non durables a été si faible (0,6 %) qu'il faut parler plutôt d'une stabilisation, alors que pour les matières premières et les produits intermédiaires le recul s'est limité à 1 % seulement. Mais pour les biens d'investissement (sans la construction), il a grimpé jusqu'à plus de 2 %, contrairement à ce qui se passe normalement au début d'une phase conjoncturelle descendante, caractérisée, généralement, par une chute plus forte dans les produits intermédiaires, tandis que, pour les biens d'équipement, l'affaiblissement de la production ne se traduit que bien plus tard.

Contrairement à ce qui s'est passé en 1979, le baromètre général de la conjoncture, établi par la Banque Nationale de Belgique, a poursuivi, en 1980, presque le même cours que la conjoncture industrielle. En 1979, il n'avait marqué, pendant les premiers mois de l'année, qu'une lente ascension lorsque les indices de la production augmentaient fortement, et ne s'est mis à croître intensément vers l'été, lorsque la production tendait vers un ralentissement. Marquant une légère décroissance, il a anticipé, durant le 4e trimestre, la récession escomptée, pour se maintenir pendant que culminait la production durant les premiers mois de 1980, à un niveau de quelque

3 % seulement au-dessous du sommet d'octobre 1979. Parallèlement à la production s'amenuisant, l'indicateur a diminué systématiquement et gravement pendant les 2e et 3e trimestres pour se stabiliser, au cours des derniers mois de l'année, à un niveau comparable à celui de la période de deux ans de stagnation rampante en 1977 et 1978.

La durée d'activité assurée a suivi, en 1980, elle aussi, assez strictement l'évolution de la production. Cette donnée n'avait pas montré, en 1977 et en 1978, de variations notables, mais en 1979 elle s'est accrue de mois en mois, passant de 2,99 mois en janvier à 3,63 mois en décembre. Pendant les trois premiers mois de 1980, elle faisait entrevoir encore un léger accroissement (jusqu'à 3,68 mois en mars) mais, par la suite, cet indicateur a rapidement régressé jusqu'à 3,3 mois en octobre, niveau qui a pu être maintenu jusqu'à la fin de l'année.

Pendant la reprise conjoncturelle de 1978-1979, le taux d'utilisation de la capacité de production est demeuré relativement faible. A la fin de décembre 1978, il n'était que de 73,6 % et, au sommet de mars 1980, il atteignait seulement 78,7 %. Nonobstant le recul de la production, cette donnée n'avait pas encore diminué notablement à la fin du 2e trimestre de 1980. Ce n'est qu'en automne et à la fin de l'année, que la capacité utilisée de production est tombée à un niveau comparable à celui des années 1977-1978 (73,7 à la fin de décembre 1980).

*
* *

Dans beaucoup de cas, les résultats par secteur en 1980 ne s'écartent que de peu de ceux atteints au cours de l'année antérieure; en général, la montée ou la chute se limitent à quelques pour-cents. On notera une exception positive à cet état des choses pour l'industrie du bois et les carrières, dont la production a progressé de 7,7 % et 9,7 % respectivement. Toutefois, il ne s'agit là que de deux secteurs relativement petits, dont la progression de la production ne peut être mise en balance avec le recul de plus de 5 % de deux secteurs de base de l'industrie, à savoir la métallurgie de base et le secteur chimique.

Pendant le 1er trimestre de 1980, la production a été remarquablement élevée dans la *métallurgie de base,* mais ensuite elle a reculé rapidement et systématiquement vers la fin de l'année; de ce fait, la moyenne annuelle a été de 5,4 % inférieure à celle de l'année antérieure. Le fléchissement le plus fort a été enregistré dans la sidérurgie, où le recul est allé jusqu'à 7,4 %, ramenant ainsi l'indice (101,1) à nouveau au niveau de 1979. Par rapport au point le plus bas de la crise de 1975, cela comporte, il est vrai, encore une avance de presque 16 %, mais représente aussi, par rapport au sommet de 1974, toujours un large retard de plus de 20 %.

Dans la première transformation, la production a stagné au bas niveau de l'année précédente, par l'effet combiné d'une amélioration dans les fonderies, surtout de l'aciérie de moulage, et d'un léger fléchissement dans la tréfilerie et le laminage à froid. Dans la troisième grande branche de la production métallique, les métaux non ferreux, l'année s'est clôturée par une réduction limitée de la production de 2,2 %; là également, la cause réside dans un recul systématique après un sommet élevé de production pendant le 1er trimestre.

L'industrie des fabrications métalliques a suivi, elle aussi, depuis le 2e trimestre, la régression conjoncturelle, mais celle-ci a été bien moins importante que dans la plupart des autres branches d'activité. La moyenne de l'indice de la production n'a pour ainsi dire pas changé en 1980 par rapport à l'année antérieure; l'augmentation de 0,4 % est bien plus faible que la marge d'erreur qui, dans cette branche, peut monter jusque 2 %, puisque dans la plupart des sous-secteurs, les données pour 1980 sont encore largement provisoires et qu'il y a régulièrement des écarts importants entre les données provisoires et définitives.

Un seul groupe de produits de l'industrie des fabrications métalliques a vu sa production augmenter en 1980 : la construction métallique non mécanique (+4,8 %). Dans la construction électrique, un recul limité s'est produit (—0,9 %), alors que la construction mécanique non électrique (y compris la mécanique fine) a marqué un fléchissement de plus de 2 %, à la suite, principalement, d'une forte régression pour les appareils destinés aux industries diverses et pour les appareils de tissage. Toutefois, cette détérioration a été largement compensée, par une progression limitée dans la plupart des autres sous-secteurs et par une très forte montée (+12,5 %) pour la mécanique fine, laquelle connaît à nouveau depuis 1978, une expansion, après plusieurs années de stagnation, voire de recul.

Pour le matériel de transport également, l'amenuisement n'est pas allé au-delà de 2 %. En effet, le matériel de chemin de fer a su se relever de la grave dépression de 1978, sa production augmentant de 20,4 %; la construction aéronautique enregistre une amélioration de presque 30 % et ce après la croissance explosive en 1977-1979, de sorte que l'indice de ce sous-secteur a décuplé par rapport à 1975. En revanche, la crise s'est amorcée dans l'industrie automobile et un malaise continue à persister dans la construction navale, ramenant la production dans ces sous-secteurs à respectivement —10,3 % et —9,3 % par rapport à 1979.

Selon des données encore provisoires, les commandes, qui avaient augmenté en 1979 de 15,7 % en valeur, ont décliné de 3,5 % en 1980. Compte tenu d'une hausse de prix estimée de presque 4 %, cela représente une régression en volume de quelque 7 %. L'évolution des commandes a suivi de très près la conjoncture industrielle générale; au cours du 1er trimestre, une croissance notable a été enregistrée encore, mais pendant le 2e trimestre, un recul sensible s'est fait jour, accentué encore par la diminution — bien que plus réduite — durant la deuxième moitié de l'année.

Pour les fournitures qui, dans cette branche à longue durée d'activité assurée, sont, dans une large mesure déterminées par les commandes de l'année antérieure, l'incidence conjoncturelle a été moins frappante. Pour l'ensemble de l'année, elles ont augmenté de 4,8 % en valeur, ce qui revient à une croissance de 1 % environ en volume. Dès le 1er trimestre cette donnée a commencé à fléchir par rapport au sommet extraordinairement élevé du 4e trimestre de 1979; ce fléchissement s'est poursuivi jusque dans le 3e trimestre et a été suivi par un léger redressement au cours des derniers mois de l'année.

L'industrie chimique et du caoutchouc —l'une des branches, jusqu'alors, des plus expansives, ayant enregistré en 1979 encore un accroissement de production de 8,1 % — a vu baisser son indice de production en 1980 de 5,6 % par rapport à 1979. La cause

principale doit en être attribuée à la très faible demande sur le marché international, surtout pour les produits de la chimie de base et les engrais chimiques. Cet état de choses a abouti à un recul de l'indice de presque 11 % pour la chimie de base et de 5 % environ pour la fabrication d'azote. La fabrication de plastiques n'a pas non plus noté d'amélioration (—0,5 %), en raison, notamment, des prix élevés du pétrole, les plastiques en tant que produits de substitution devenant de ce fait moins avantageux. La fabrication de savon, par contre, a continué à se redresser après le creux de l'année antérieure, sa production augmentant de plus de 10 %. Dans l'industrie du caoutchouc, l'indice est également monté de 8 % environ, nonobstant la crise naissante dans l'industrie automobile.

Déjà avant la crise de 1974-1975, *l'industrie textile* était un secteur à problèmes, ce qui ressort d'ailleurs des chiffres de croissance très bas entre 1960 et 1973. En 1973, une période de recul systématique s'est amorcée, mais elle s'est arrêtée en 1979, la croissance de la production se chiffrant alors à 8,3 %, ce qui dépassait de loin la moyenne de celle de l'industrie en général. En 1980, les prestations de cette branche ont été de nouveau supérieures à la moyenne, puisque son indice a encore augmenté de 2 % environ par rapport à 1979 et ce malgré la récession croissante.

Ce résultat a subi l'influence défavorable du recul persistant dans la transformation du lin, du jute et du chanvre, à la suite de la forte concurrence des produits de substitution. La transformation de coton n'a que de peu dépassé son niveau de l'année antérieure, avec un accroissement limité (+5 %) pour la filature et une stagnation dans le tissage. La progression de la filature et le tissage de laine a été comparable à celle de l'année antérieure (respectivement 4 % et 15 %), tandis que le tissage de tissus synthétiques s'est accru de plus de 5 %. Une croissance similaire a été enregistrée dans la bonneterie, mais la confection continue à s'amenuiser, bien qu'à un rythme très lent depuis 3 ans environ (de 0,5 % à 2 % par an).

L'industrie des produits alimentaires et des boissons ne subit que fort peu l'influence des variations conjoncturelles. Pendant l'année de crise 1975, la production n'y a baissé que de 1,4 % et depuis elle n'a cessé d'augmenter à un rythme de 2 % environ par an. En 1979, la progression de l'indice définitif était quelque peu plus élevée : 3 %, tandis que l'indice provisoire de 1980 montre un accroissement de 1,9 %, réparti pour ainsi dire également entre l'industrie des boissons et celle des produits alimentaires.

Dans la première de ces deux branches, le progrès modéré des brasseries n'a pas été annihilé entièrement par le recul de presque 25 % dans l'industrie, beaucoup moins importante, des alcools. Depuis quelque 3 ans, cette dernière est en très forte régression, tandis que la production des brasseries marque, à travers des variations d'année en année, depuis 1973, une tendance à la stabilisation.

En ce qui concerne la production de denrées alimentaires, le résultat le plus frappant est celui des minoteries, qui, pour la première fois depuis des années de stagnation, marque une avance de 11 %. Dans les sucreries, l'activité a reculé de 7,7 % par rapport au niveau extrêmement élevé de l'année antérieure, mais elle atteint encore une moyenne bien supérieure à celle des dix dernières années. Quant aux autres sous-secteurs, seules les données relatives aux dix premiers mois de 1980

étaient disponibles à l'époque de la rédaction du présent aperçu. Elles témoignent d'une nette augmentation dans la production des chocolateries et des vinaigreries, mais également dans la branche de la confiserie, qui depuis des années était en recul. Les biscuits, la margarine et le café n'enregistreraient que peu d'écart par rapport au niveau de l'année antérieure, mais une diminution sensible s'esquisse dans l'industrie de l'huile, les malteries et surtout dans les usines de conserves, où tant la conservation de viande que de légumes et de fruits semble régresser de plus de 20 %.

Contrairement à ce qui s'est produit dans la plupart des autres secteurs, la *construction* a connu un essor exceptionnel au cours des années de crises et jusqu'en 1976, notamment en raison d'une fuite vers l'immobilier à laquelle l'inflation n'était pas étrangère. Cette conjoncture a fléchi légèrement dans la période de 1977 à 1979, mais elle est demeurée bien au-delà du niveau enregistré au début de la décennie. Cette évolution a été déterminée principalement par l'activité très forte dans la construction résidentielle au cours de la période considérée, puisque la construction non résidentielle, en soi bien moins importante, est beaucoup plus sensible à la conjoncture générale et que, jusqu'à présent, les travaux publics se sont révélés un sous-secteur assez stable.

Cependant, en 1980, l'essor de la construction résidentielle a pris fin, comme il fallait s'y attendre après le déclin sensible du nombre d'autorisations de bâtir délivrées à partir de 1978. Selon des données encore incomplètes, le nombre de mises en chantier de logement aurait diminué d'un quart par rapport à 1979 et ne s'élèverait plus qu'à 50 000 unités, le niveau retombant ainsi à celui de 1972. Le nombre de permis de bâtir délivrés n'a cessé de tomber en 1980 et il faut en conclure du fléchissement de la demande réside dans la conjugaison d'une inflation faible et d'un taux d'intérêt très élevé, deux facteurs qui ne sont pas de nature à encourager les investisseurs en biens immobiliers et qui rendent impayable la construction par les moyens propres des ménages.

La construction utilitaire, qui avait atteint, en 1974, un sommet de 30,4 millions de m^3, mais était retombée à 21,9 millions de m^3 en 1977 déjà, a vu s'annihiler complètement, en 1980, la légère amélioration observée pendant les deux années antérieures. En effet, le volume construit diminuerait de quelque 20 %, de sorte que, pour la première fois depuis 1969, il se situerait au-dessous de 20 millions de m^3; ceci est dû, surtout, au moindre volume par bâtiment, le nombre de bâtiments ne reculant que de 15 %.

En ce qui concerne les matériaux de construction, l'activité des *carrières* (y compris le calcaire) a été supérieure de presque 10 % à celle de l'année antérieure, ce qui doit être imputé en partie au fait que, pendant le 1^{er} trimestre de 1979, la production avait été anormalement faible, suite aux circonstances atmosphériques; cela a fort pesé sur la moyenne annuelle.

Cette même influence accidentelle s'est fait sentir pour les minéraux non métalliques, donnant lieu notamment à des taux très élevés d'accroissement de l'indice au cours du 1^{er} trimestre 1980, relativisant ainsi quelque peu le fléchissement de cette donnée pendant le restant de l'année. La moyenne annuelle de cet indice

encore partiellement provisoire ne s'écarte pratiquement pas de l'indice définitif de 1979 (+0,4 %).

Le seul sous-secteur où la production a augmenté est celui de l'industrie du verre où, en 1980, la croissance a été nettement plus élevée qu'en 1979 (+6,1 % et + 4,7 % respectivement). La différence doit être attribuée aux meilleurs résultats du verre creux, dont la production a progressé de 8 %, contre 3,9 % seulement en 1979; pour le secteur du verre plat, la croissance est demeurée presque constante au taux de 5 % environ. La production de ciment a légèrement baissé (—1,1 %) et pour la céramique, le recul systématique s'est poursuivi, bien que moins rapidement qu'un an auparavant (—5,4 % contre —8,8 % en 1979). Lors de la rédaction du présent aperçu, les chiffres annuels complets n'étaient pas encore à la disposition quant aux secteurs de la terre cuite et de la chaux, de sorte que le volume de la contraction de la production ne peut encore être établi. Dans le secteur de la chaux, elle serait plutôt limitée, mais se situerait à 5 % dans celui de la terre cuite. En 1979, la régression dans ce sous-secteur a été bien plus importante encore (—14,6 %) et ainsi la production tomberait au-dessous du niveau le plus bas de ces dix dernières années (celui de 1972, lorsque l'indice avait décliné jusqu'à 85,6 %). Outre le fléchissement dans la construction, la cause doit en être cherchée dans l'utilisation croissante de produits de substitution demandant moins de travail.

Dans *l'industrie du papier et du carton,* la moyenne annuelle de la production a baissé de 1 % environ par rapport à l'année antérieure, lorsqu'elle avait grimpé de 7,1 % par rapport à 1978. En effet, la production de papier et de carton a continué à se redresser (+1,3 %), mais la transformation a reculé de 2 % environ.

Dans *l'industrie du cuir,* l'amenuisement systématique entamé en 1973 s'est poursuivi : la régression de 19 % en 1980 peut être comparée à celle des deux années antérieures et la production ne se monte plus qu'à un tiers de celle de 1972. Dans *l'industrie des chaussures et des pantoufles,* après de longues années de déclin, le creux semble être atteint, du moins provisoirement, puisque son indice s'est maintenu, entre 1978 et 1980, entre 27 et 27,7 avec de très faibles variations.

L'industrie transformatrice du bois a été pour ainsi dire, la seule branche d'activité où la récession est demeurée tellement limitée pendant le 2e semestre, que l'année a pu s'y clôturer par un accroissement de la production (+7,7 %). A cet égard, il y a lieu de noter qu'en 1979 déjà, ce secteur n'a pas suivi la conjoncture générale puisque, à cette époque, la production s'est légèrement amoindrie (—1,2 %). Pour tous les produits importants, les livraisons ont augmenté en volume : pour les meubles, la menuiserie et les panneaux comprimés, cette croissance a approché ou dépassé les 10 %; pour les sièges, elle s'est limitée à quelque 5 %. Pour les produits moins importants, se rapportant globalement à un peu plus de 11 % des ventes totales, la croissance moyenne en volume ne s'est chiffrée qu'à 2 % environ.

La transformation du *tabac* s'était sensiblement amplifiée en 1970-1974, mais semble, depuis 1975, s'orienter à la baisse, à travers des variations annuelles plutôt irrégulières; les changements dans l'habitude de fumer y sont probablement pour quelque chose. En 1980 également, l'indice de cette branche d'activité a diminué d'un peu plus de 1 %. La production de cigarillos a progressé, certes, de plus de 20 %, mais celle de cigares a décru dans la même mesure environ, tandis que pour les cigarettes et le tabac à fumer, un plus faible recul a été enregistré.

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle (a)

(1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1979				1980							
	Indice				Indice				Ecart procentuel par rapport au trimestre précédent			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général *(non compris la construction)* ..	**121,5**	**127,2**	**128,3**	**127,5**	**131,3**	**126,2**	**124,1**	**120,1**	**+ 2,9**	**— 3,9**	**— 1,7**	**— 3,2**
Indice général *(y compris la construction)*	**105,8**	**116,3**	**116,2**	**117,0**	**120,6**	**115,4**	**113,0**	**106,4**	**+ 3,1**	**— 4,3**	**— 2,1**	**— 5,8**
Indices par genre d'affectation de la production :												
Matières premières et biens intermédiaires	119,1	127,4	128,3	126,8	131,0	124,8	121,6	119,0	+ 3,3	— 4,7	— 2,6	— 2,1
Biens de consommation non durables	125,1	126,5	126,5	124,0	128,5	125,7	123,6	122,7	+ 3,6	— 2,2	— 1,7	— 0,6
Biens de consommation durables	117,1	121,9	122,9	125,8	127,9	122,1	127,0	119,5	+ 1,7	— 4,5	+ 4,0	— 5,9
Biens d'investissements (non compris la construction)	128,9	131,9	135,0	136,4	137,3	130,7	128,0	125,0	+ 0,7	— 4,8	— 2,1	— 2,4
Construction	**44,1**	**76,6**	**71,7**	**77,9**	**84,1**	**76,0**	**75,4**	**61,6**	**+ 7,9**	**— 9,7**	**— 0,8**	**—18,3**
Industries extractives	**52,5**	**54,4**	**53,8**	**53,6**	**57,1**	**53,2**	**58,7**	**53,5**	**+ 6,5**	**— 6,8**	**+10,3**	**— 8,8**
Charbonnages	42,4	40,1	38,6	37,5	38,7	38,6	44,5	40,8	+ 3,2	— 0,4	+15,3	— 8,2
Carrières (incl. calcaires)	76,3	117,3	119,1	121,5	133,6	128,1	123,6	108,0	+ 9,9	— 5,6	— 2,0	—12,6
Industries manufacturières (indice général) ...	**125,4**	**131,7**	**133,1**	**132,4**	**135,3**	**131,1**	**128,4**	**124,0**	**+ 2,2**	**— 3,2**	**— 2,0**	**— 3,4**
Industries alimentaires et fabrication des boissons	126,9	130,6	131,8	131,1	135,8	133,1	131,4	130,9	+ 3,6	— 2,0	— 1,3	— 0,4
Industrie du tabac	118,8	124,2	121,4	123,9	124,9	120,9	126,9	115,6	+ 0,8	— 3,2	+ 5,0	— 9,0
Industries textiles	83,5	87,6	89,5	91,0	92,8	90,3	92,5	83,0	+ 1,9	— 2,7	+ 2,5	—10,3
Industrie de la confection et de chaussures	93,9	95,0	96,3	98,8	97,2	90,5	102,7	88,6	— 1,7	— 6,9	+13,5	—13,7
Industrie du bois	149,3	168,2	170,0	176,4	181,5	177,5	181,7	175,0	+ 2,9	— 2,2	+ 2,4	— 3,7
Industrie du papier et du carton	117,0	121,8	129,0	126,6	131,2	126,0	119,2	114,4	+ 3,6	— 3,9	— 5,4	— 4,0
Industrie chimique et du caoutchouc	158,5	164,4	165,1	161,8	159,2	155,6	149,3	147,9	— 1,6	— 2,2	— 4,1	— 1,0
Raffineries de pétrole	109,0	113,3	110,1	112,0	122,5	109,8	101,8	95,0	+ 9,4	—10,4	— 7,2	— 6,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	95,8	115,4	115,5	117,8	122,1	115,0	111,0	101,8	+ 3,7	— 5,8	— 3,5	— 8,3
Industries métallurgiques de base	109,8	115,3	116,7	113,6	119,2	112,9	101,0	95,7	+ 4,9	— 5,3	—10,6	— 5,3
Industrie des fabrications métalliques	128,3	132,1	136,4	137,2	139,7	135,3	131,4	129,5	+ 1,8	— 3,2	— 2,9	— 1,4
Ouvrages en métaux non mécaniques	*117,4*	*124,5*	*127,3*	*130,4*	*134,6*	*128,8*	*127,8*	*133,2*	*+ 3,2*	*— 4,3*	*— 0,8*	*+ 4,2*
Machines non électriques et mécanique fine	*125,2*	*129,0*	*132,1*	*133,5*	*131,5*	*129,0*	*126,6*	*119,6*	*— 1,5*	*— 1,9*	*— 1,9*	*— 5,6*
Machines et appareils électriques	*127,8*	*127,7*	*131,8*	*130,9*	*136,0*	*127,5*	*123,5*	*125,7*	*+ 3,9*	*— 6,2*	*— 3,1*	*+ 1,7*
Matériel de transport	*174,6*	*175,4*	*182,5*	*183,8*	*184,5*	*188,2*	*168,5*	*161,9*	*+ 0,4*	*+ 2,0*	*—10,5*	*— 3,9*
Electricité	170,9	173,7	170,0	172,0	180,4	175,7	178,1	172,9	+ 4,9	— 2,6	+ 1,4	— 3,0

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices bruts de la production industrielle

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (a)	1980 (a)			
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**120,0**	**108,5**	**118,0**	**117,9**	**120,3**	**126,0**	**125,0**	**135,0**	**128,0**	**113,1**	**124,1**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**115,9**	**106,5**	**113,7**	**113,2**	**113,5**	**113,7**	**113,6**	**119,7**	**120,4**	**103,7**	**110,6**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	118,8	103,5	114,6	114,7	118,5	125,1	123,8	135,3	127,2	109,8	123,1
Biens de consommation non durables	119,4	112,4	118,4	121,6	121,1	125,5	125,2	129,0	128,0	117,2	126,4
Biens de consommation durables	122,7	116,4	124,8	119,8	118,0	121,6	122,1	136,0	120,6	111,1	120,8
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	122,5	118,5	125,0	124,9	129,0	132,8	129,7	142,0	126,8	118,1	131,8
Biens d'investissements (y compris la construction)	105,6	102,9	103,1	101,9	98,3	86,3	88,0	87,3	98,3	83,3	83,2
Construction	**98,6**	**97,0**	**94,9**	**93,3**	**86,8**	**69,9**	**73,3**	**68,8**	**87,0**	**70,8**	**66,3**

(a) Données provisoires.

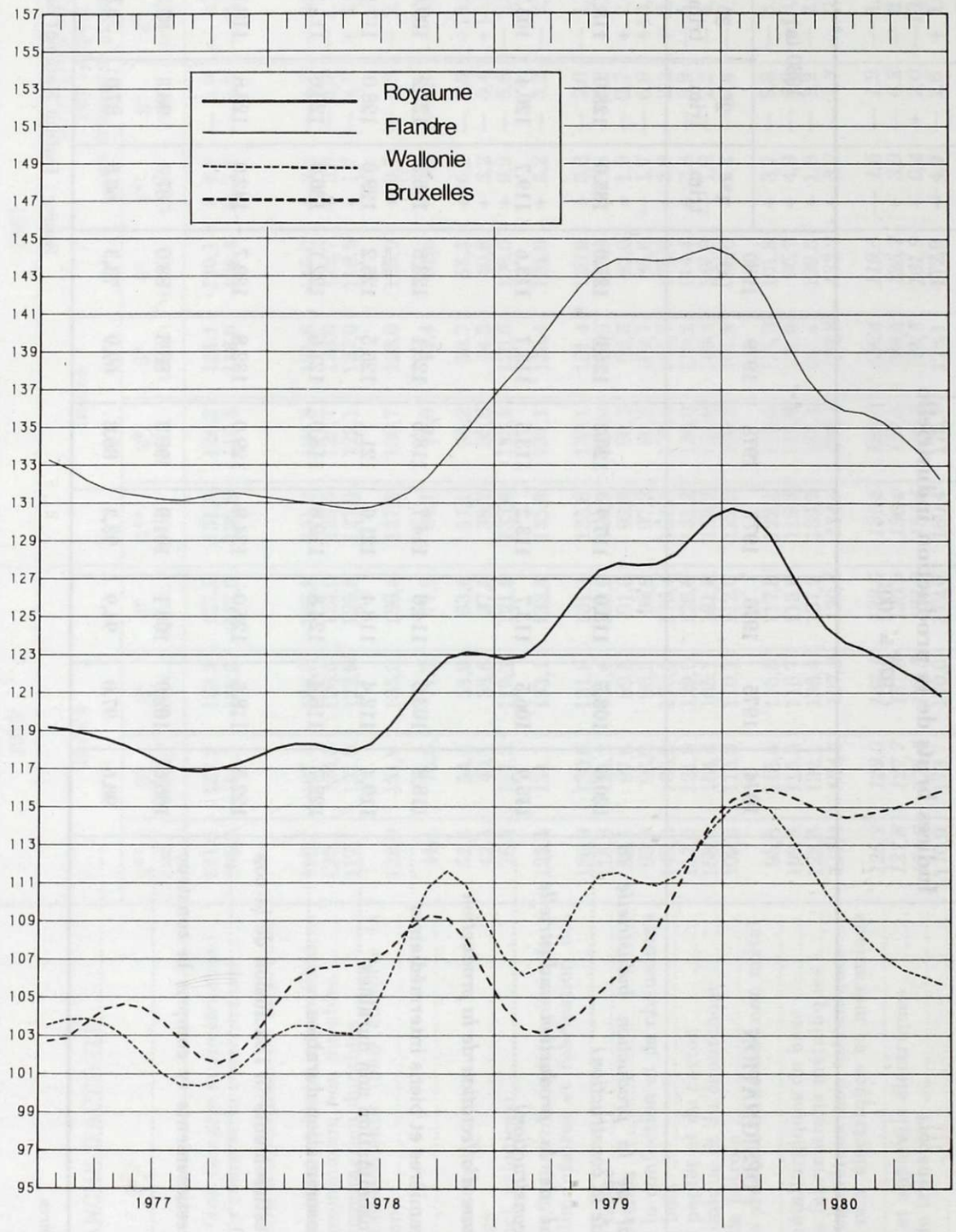
Source : Institut National de Statistique.

Production industrielle

Indice général, construction exclue

Désaisonnalisée et lissée

(indices bruts 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1979						1980					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**105,5**	**120,1**	**107,0**	**122,1**	**113,7**	**100,0**	**119,7**	**120,4**	**103,7**	**110,6**	**113,6**
Indice général (non compris la construction) (b)	**81,3**	**124,6**	**128,7**	**117,5**	**132,8**	**126,0**	**78,7**	**135,0**	**128,0**	**113,1**	**124,1**	**125,0**
Industries extractives	**2,7**	**55,0**	**57,0**	**44,9**	**56,0**	**53,2**	**2,7**	**60,0**	**55,7**	**49,1**	**56,6**	**55,4**
Charbonnages	*1,9*	*48,5*	*40,3*	*29,6*	*40,3*	*39,7*	*2,1*	*46,4*	*38,5*	*34,7*	*43,3*	*40,3*
Autres industries extractives	*0,8*	*68,6*	*133,0*	*117,2*	*126,1*	*111,2*	*0,6*	*110,9*	*143,9*	*119,7*	*110,7*	*121,3*
Carrières		63,6	134,4	117,8	130,1	111,3		108,2	149,9	121,7	114,4	123,6
de porphyre		36,6	71,8	63,5	76,2	62,2		64,2	83,6	74,2	80,3	75,6
de petit granit		86,5	188,2	174,1	212,1	165,3		184,4	273,0	215,6	209,5	220,6
de marbre		47,5	66,9	54,2	63,4	58,0		64,7	68,0	44,7	51,8	57,3
de grès		55,2	201,8	160,4	143,7	139,3		86,5	171,1	137,1	112,8	126,9
de sable		69,5	137,4	112,5	111,9	107,8		95,1	119,6	103,0	88,9	101,7
Calcaires et carbonates naturels		81,6	127,8	116,2	118,7	111,4		117,1	131,2	115,8	110,3	118,6
Industries manufacturières (b)	**78,6**	**129,0**	**132,7**	**122,0**	**137,7**	**130,5**	**76,0**	**139,6**	**132,4**	**117,2**	**128,3**	**129,4**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*6,3*	*117,7*	*129,9*	*128,3*	*144,5*	*130,2*	*7,2*	*125,8*	*132,8*	*129,2*	*142,0*	*132,4*
Industries alimentaires	4,5	125,1	131,0	135,9	165,9	139,7	5,1	131,9	136,4	136,4	163,7	142,1
Confitures et produits connexes		136,1	91,9	134,4	99,6	115,5		120,9	113,9	139,4	118,7	123,2
Meuneries		108,8	105,1	96,4	109,0	104,8		116,5	109,1	110,5	129,3	116,3
Sucre		34,1	44,1	24,7	482,2	146,3		44,0	39,2	27,2	429,4	135,6
Huiles végétales et animales		247,4	217,7	204,8	232,0	225,5		252,6	203,8	174,8	188,9	205,0
Margarine		115,6	108,0	103,6	113,4	110,1		118,8	104,9	113,1	128,9	116,5
Fabrication des boissons	1,8	102,0	126,4	112,0	100,5	110,2	2,1	112,3	123,7	113,6	99,3	112,2
Brasseries		99,8	124,9	111,6	99,9	109,1		112,9	124,5	113,8	98,6	112,4
Alcool		131,3	126,8	84,2	83,9	106,6		74,0	78,2	81,2	90,4	80,9
Industrie du tabac	*0,6*	*126,1*	*130,1*	*105,6*	*127,5*	*122,3*	*0,6*	*132,7*	*126,6*	*106,5*	*117,8*	*120,9*
Industries textiles	*5,4*	*89,9*	*88,7*	*75,7*	*95,7*	*87,6*	*4,6*	*100,0*	*91,3*	*78,1*	*91,6*	*90,3*
Filature et tissage		96,3	93,1	80,5	103,5	93,4		109,5	96,7	84,4	99,2	97,5
Préparation des fibres textiles		84,4	88,9	77,3	94,2	86,1		101,8	92,1	71,8	82,2	87,1
Filatures		69,6	66,4	58,1	73,6	67,1		76,3	68,4	58,6	67,8	67,8
Coton fin (c) / Cardes fileuses		61,9	59,2	57,8	69,6	62,1		68,3	62,4	56,2	59,6	61,6
Cocons		29,7	26,3	18,9	22,1	24,2		25,9	22,4	17,2	21,8	21,8
Laine cardée		160,7	148,7	118,0	157,0	146,1		171,5	150,4	137,3	163,2	155,6
Laine peignée		75,4	74,2	59,7	78,8	72,1		83,7	78,6	63,8	77,1	75,8
Lin et chanvre		78,2	81,7	70,5	88,8	79,9		97,5	89,2	61,3	65,5	78,4
Jute		25,0	22,3	17,3	23,0	21,9		22,8	15,9	15,5	19,8	18,5
Tissage		124,2	120,0	103,6	134,1	120,5		138,4	125,3	112,6	134,0	127,6
Tissus de coton		74,9	71,7	65,1	82,3	73,5		84,2	72,6	63,7	68,1	72,2
Tissus de lin		63,7	66,0	51,2	69,1	62,5		65,0	60,1	40,5	47,3	53,2
Tissus de laine		78,8	77,3	65,3	92,5	78,5		90,1	92,1	79,7	99,9	90,4
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		346,8	331,9	286,5	359,9	331,4		377,9	331,1	317,8	386,1	353,2
Tissus de jute		13,8	16,4	17,5	22,2	17,5		22,1	20,0	14,6	12,6	17,3
Bonneterie		68,7	70,6	58,9	71,0	67,3		78,3	74,5	59,3	66,6	69,7
Filatures et corderies de fibres dures		43,2	78,5	42,8	40,4	51,3		48,8	50,4	36,7	57,7	48,4
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		112,7	114,1	103,1	112,6	110,7		82,0	77,7	65,6	78,8	76,1

(suite page 64)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1979						1980					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ..	*3,1*	*105,2*	*91,2*	*92,0*	*94,9*	*95,8*	*2,9*	*108,7*	*86,5*	*96,2*	*84,6*	*94,0*
Articles d'habillement		128,7	109,8	112,1	111,5	115,4		131,0	103,2	116,9	101,8	113,2
Autres ouvrages en tissu		52,6	52,1	45,9	54,3	51,1		58,9	52,8	41,1	47,5	49,1
Chaussures et pantoufles		26,2	26,3	23,7	34,5	27,7		31,4	28,0	25,6	24,6	27,4
Industrie du bois et industries connexes	*3,9*	*158,2*	*174,5*	*142,6*	*186,6*	*165,7*	*3,9*	*191,9*	*184,5*	*152,0*	*182,2*	*177,7*
Industrie du papier et du carton	*2,3*	*121,7*	*124,6*	*117,6*	*129,4*	*123,3*	*1,7*	*136,6*	*128,2*	*108,7*	*116,1*	*122,3*
Production		116,2	113,1	110,3	121,9	115,3		129,6	123,5	104,4	109,9	116,5
Transformation		124,9	134,3	122,9	134,6	129,1		141,6	131,8	111,4	120,3	126,3
Industrie du cuir	*0,2*	*41,1*	*51,9*	*40,0*	*39,9*	*43,0*	*0,2*	*36,9*	*39,3*	*27,3*	*35,8*	*34,8*
Cuirs lourds		77,5	97,2	53,7	91,4	80,0		84,3	94,8	64,9	92,2	84,1
Cuirs légers		38,4	48,3	40,4	36,3	40,2		33,4	35,2	24,5	31,7	31,2
Industrie chimique et du caoutchouc	*10,3*	*164,7*	*169,4*	*150,1*	*164,3*	*162,2*	*10,1*	*164,9*	*161,0*	*135,5*	*148,8*	*152,6*
Industrie chimique	9,7	163,3	168,5	149,8	161,7	160,9	9,6	161,9	158,6	134,0	145,9	150,1
Chimie de base		154,2	155,0	141,6	145,8	149,2		142,7	143,0	116,3	135,1	134,3
Transformation des matières plastiques		252,2	277,7	228,6	275,6	258,5		274,2	270,3	224,2	243,3	253,0
Savon		164,8	178,2	154,7	166,6	166,1		190,5	185,4	185,6	172,1	183,4
Azote		99,5	88,3	105,5	107,2	100,0		100,4	88,3	106,8	99,4	98,7
Industrie du caoutchouc	0,6	171,8	168,7	144,8	186,4	168,3	0,5	203,0	192,6	148,3	183,7	181,9
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,9*	*70,4*	*73,0*	*70,0*	*75,2*	*72,2*	*0,4*	*78,6*	*70,4*	*66,7*	*63,4*	*69,8*
Raffineries de pétrole		106,1	111,0	111,5	114,7	110,8		121,3	107,7	102,4	97,5	107,2
Agglomérés de houille		24,6	20,7	13,7	23,3	20,6		14,0	10,6	8,7	10,7	11,0
Industrie des produits minéraux non-métalliques	*4,2*	*87,4*	*125,4*	*112,4*	*121,0*	*111,5*	*4,0*	*109,8*	*125,6*	*108,1*	*102,5*	*111,5*
Terre cuite		59,3	101,5	87,9	103,5	88,0		82,5	94,6	77,3	75,0	82,4
Verre		122,1	129,0	118,1	138,1	126,9		137,5	141,0	128,6	131,0	134,5
Verre plat		120,2	126,2	113,4	137,1	124,2		136,2	130,3	128,6	120,2	128,8
Verre creux		116,8	124,6	117,2	130,5	122,3		131,0	143,1	119,7	133,9	131,9
Ciment		61,2	144,6	128,2	124,7	114,7		100,3	135,8	114,7	94,9	111,4
Produits céramiques		72,7	76,9	67,2	72,6	72,2		74,1	74,2	59,5	66,1	68,4
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		117,4	132,8	119,2	133,6	125,9		139,3	137,8	108,6	105,2	122,8
Industries métallurgiques de base	*13,9*	*114,7*	*121,9*	*105,6*	*111,9*	*113,6*	*8,5*	*124,7*	*120,1*	*91,6*	*93,1*	*107,4*
Sidérurgie		109,6	119,3	100,8	106,7	109,1		121,0	118,1	82,5	84,7	101,6
Fonte		100,8	109,2	93,7	94,6	99,6		107,9	107,3	75,1	73,7	91,0
Acier brut		108,6	117,0	100,9	102,5	107,2		116,2	115,6	81,5	79,6	98,2
Produits finis		116,9	128,1	106,3	119,9	118,4		135,3	128,6	89,3	97,8	112,7

(suite page 65)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1979						1980					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage		89,5	87,0	86,0	92,5	88,8		94,4	90,0	78,2	88,9	87,9
Aciéries de moulage		71,8	75,5	78,0	86,8	77,6		92,4	81,3	72,3	89,7	83,9
Fonderies		63,3	62,8	62,0	69,6	64,0		67,5	68,0	62,8	64,8	65,8
Tréfileries, étirage et laminage		102,5	94,6	94,0	98,8	98,0		101,1	96,9	81,6	94,5	93,5
Industrie des métaux non-ferreux		164,1	167,7	142,5	151,4	156,5		177,1	163,2	131,5	144,6	154,3
Produits bruts		162,0	171,4	144,4	145,9	155,8		175,6	163,8	136,3	151,5	156,9
Cuivre		168,5	144,9	140,8	147,2	150,4		174,5	158,4	129,3	146,8	152,2
Zinc		123,1	125,9	101,9	84,7	108,9		108,2	108,8	95,9	101,8	103,7
Plomb		111,1	109,1	112,8	91,1	106,0		132,2	126,2	100,9	118,8	119,6
Etain		104,8	84,3	45,5	101,3	83,6		93,6	100,1	81,0	72,9	89,1
Demi-produits		168,8	161,2	139,7	162,7	158,0		179,7	162,8	129,6	137,3	152,2
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		112,5	119,7	112,0	109,2	113,4		113,0	116,4	101,0	92,5	105,9
Industrie des fabrications métalliques (b)	*22,2*	*132,1*	*129,1*	*127,4*	*144,3*	*133,2*	*25,1*	*143,8*	*132,3*	*121,8*	*136,1*	*133,5*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,3	120,1	122,9	121,2	136,0	125,3	5,6	136,9	126,6	121,0	138,2	130,7
Forge, estampage, gros emboutissage		119,2	118,7	97,4	118,5	113,5		126,3	121,6	102,7	103,2	113,4
Travail de la tôle		121,3	126,8	120,3	128,2	124,2		136,1	129,5	117,7	131,3	128,7
Accessoires métalliques du bâtiment		103,5	103,1	105,6	118,8	107,7		119,1	107,5	101,6	119,3	111,9
Ponts, charpentes, etc.		100,0	104,4	104,3	115,5	105,6		110,9	106,9	100,6	114,5	108,2
Armes et munitions		181,5	190,0	192,2	230,7	198,6		220,1	187,5	155,6	239,7	200,7
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,6	130,3	127,7	125,5	141,3	131,2	5,6	136,4	124,2	119,2	126,3	126,5
Machines motrices, etc.		142,8	138,7	139,7	166,1	146,8		156,0	154,6	141,8	159,9	153,1
Machines-outils, etc.		115,9	110,4	114,2	133,5	118,5		121,7	114,4	110,8	127,1	118,5
Constructions mécaniques diverses		131,0	136,1	129,4	139,3	133,9		147,8	136,2	125,1	139,8	137,2
Appareils de levage, pesage, etc.		143,0	149,6	150,8	159,3	150,7		157,5	152,4	155,7	146,1	152,9
Appareils pour diverses industries		127,0	118,0	112,9	126,6	121,2		122,5	103,2	93,8	98,2	104,4
Machines textiles et accessoires		100,1	96,7	93,1	111,4	100,4		98,8	89,1	90,2	100,8	94,7
Construction électrique	6,3	132,7	122,9	122,3	139,2	129,3	6,9	141,8	122,3	116,9	133,3	128,6
Machines rotatives et statiques		107,9	74,0	86,1	115,4	96,0		87,1	80,6	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		65,0	66,0	64,8	69,5	66,5		77,5	74,9	..	..	..
Autres produits		148,3	141,0	139,4	157,4	147,2		159,0	139,0	..	..	..
Construction de matériel de transport	4,8	181,0	170,9	167,8	196,2	178,9	6,8	191,6	184,1	154,0	172,8	175,6
Construction navale		121,7	117,6	112,6	114,3	116,5		107,4	115,8	97,4	112,9	108,4
Automobiles, cycles, etc.		168,7	152,6	146,9	175,7	161,0		173,0	143,9	119,6	135,7	143,1
Matériel chemin de fer et tramways		63,9	70,6	84,1	104,2	80,7		111,1	101,4	97,4	93,8	100,9
Constructions aéronautiques		996,2	1 192,6	1 266,7	1 440,9	1 223,9		1 460,9	1 621,1	1 537,9	1 785,3	1 601,3
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	104,8	98,0	105,1	124,4	108,1	0,2	127,0	131,2	130,1	107,8	124,0
Electricité	*4,2*	*184,8*	*166,3*	*147,4*	*187,4*	*171,5*	*5,4*	*195,7*	*167,9*	*153,7*	*187,5*	*176,3*
Distribution d'eau	*1,1*	*132,4*	*141,3*	*130,8*	*129,5*	*133,5*	*1,4*	*134,6*	*138,5*	*134,8*	*135,0*	*135,8*
Construction (a)	**18,7**	**40,5**	**87,2**	**69,1**	**82,7**	**69,9**	**21,3**	**68,8**	**87,0**	**70,8**	**66,3**	**73,3**

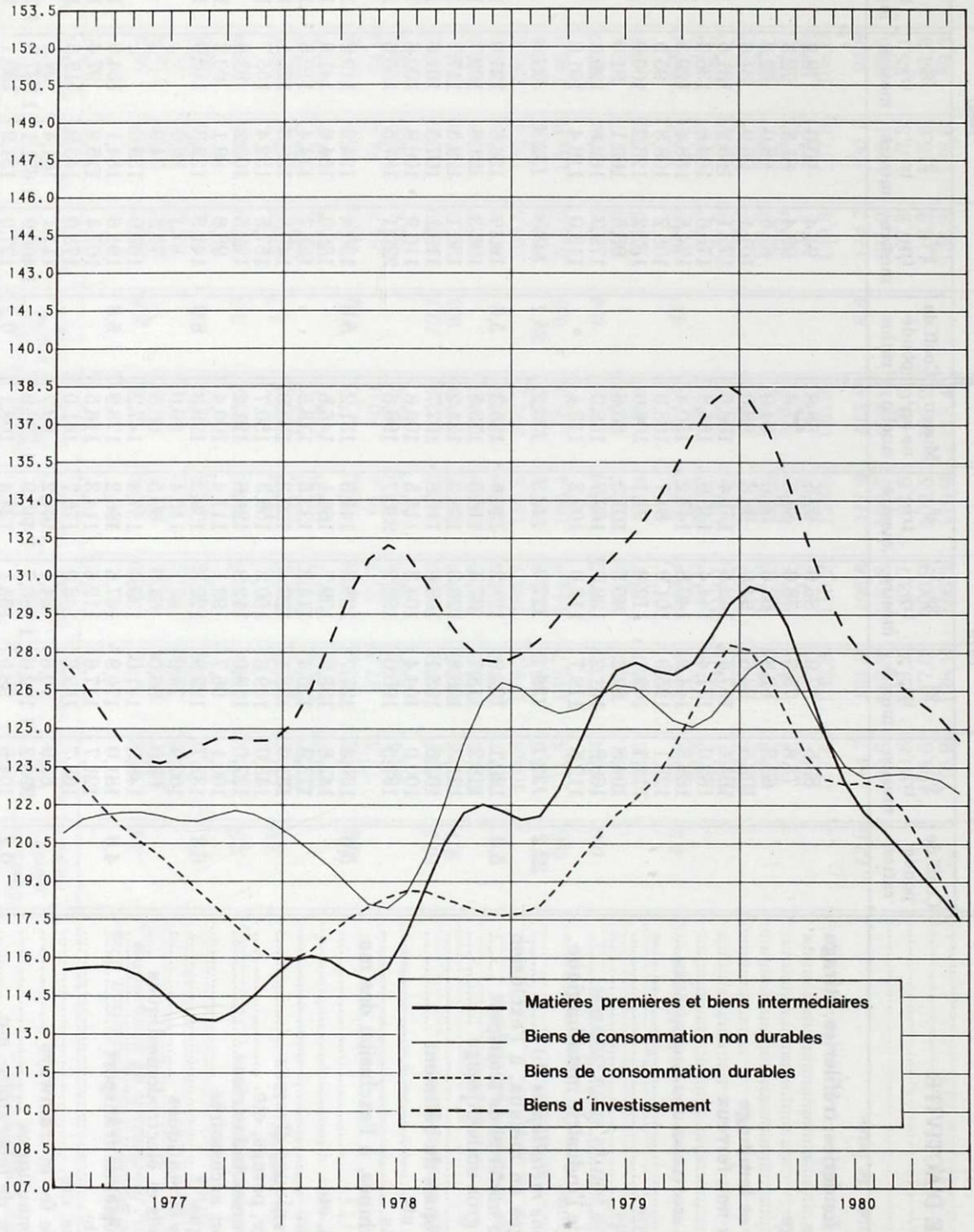
(a) Les données pour 1980 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1980.
(c) A partir de 1978 y compris les cardes fileuses.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Désaisonnalisée et lissée

(indices bruts 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée dans la C.E.E.

PAYS	Fonte brute (a)			Acier brut (b)		
	1978	1979	1980	1978	1979	1980
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)					
République Fédérale d'Allemagne	51 927	52 365	..	68 914	68 821	..
France	27 164	26 118	..	32 403	32 048	..
Pays-Bas	7 000	7 000	..	8 302	8 422	..
U.E.B.L. : Belgique	16 048	15 808	..	20 001	19 729	..
Luxembourg	5 430	5 440	..	7 550	7 250	..
Italie	16 965	17 140	..	35 734	37 026	..
Royaume Uni	16 599	16 676	..	27 945	28 903	..
Communauté européenne	141 133	140 547	..	202 119	203 469	..
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)					
République Fédérale d'Allemagne	30 148	35 167	33 873	41 253	46 040	43 838
France	18 497	19 415	19 157	22 837	23 360	23 172
Pays-Bas	4 613	4 813	4 330	5 583	5 801	5 269
U.E.B.L. : Belgique	10 206	10 884	9 905	12 601	13 422	12 319
Luxembourg	3 721	3 801	3 568	4 790	4 950	4 619
Italie	11 405	11 398	12 215	24 283	24 250	26 413
Royaume Uni	11 600	13 097	6 412	20 302	21 551	11 306
Communauté européenne	90 190	98 575	89 460	132 581	140 272	127 672
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible					
République Fédérale d'Allemagne	58,1	67,2	..	59,9	66,9	..
France	68,1	74,3	..	70,5	72,9	..
Pays-Bas	65,9	68,8	..	67,2	68,9	..
U.E.B.L. : Belgique	63,6	68,9	..	63,0	68,0	..
Luxembourg	68,5	69,9	..	63,4	68,3	..
Italie	67,2	66,5	..	68,0	65,5	..
Royaume Uni	69,9	78,5	..	72,6	74,6	..
Communauté européenne	63,9	70,1	..	65,6	68,9	..

Source : Office Statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Y compris spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.

Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie

(en milliers de tonnes)

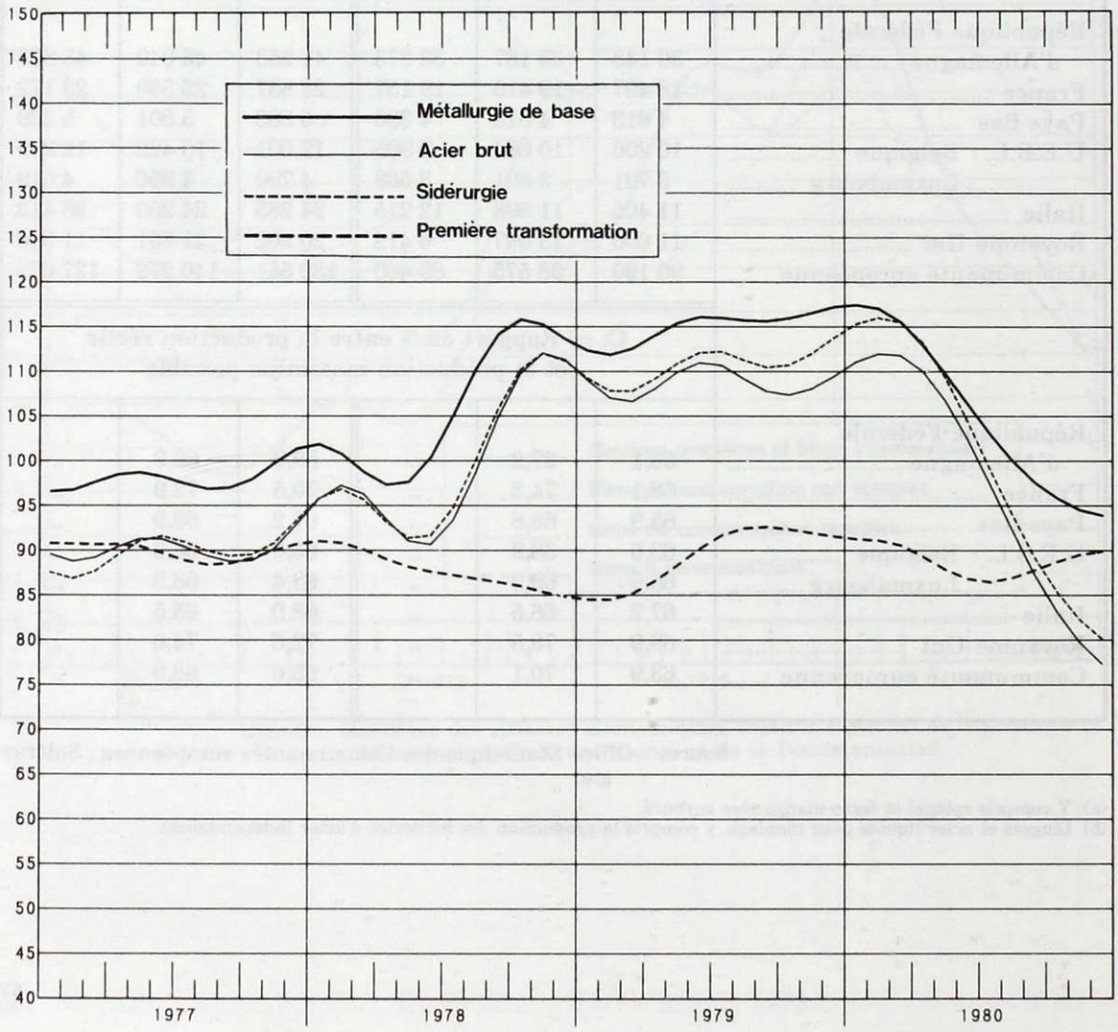
DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Produits finis.					
Aciers marchands	1 491,3	1 020,2	911,5	1 133,1	936,5
Profilés et zones	1 151,8	1 200,1	1 254,4	1 130,3	943,2
Fils machine	655,8	580,9	697,9	798,9	787,4
Tôles fortes (4,76 mm et plus)	1 054,2	1 224,9	1 591,9	1 730,3	1 788,1
Tôles moyennes (3 à 4,76 mm)	478,0	584,3	901,3	1 004,2	771,1
Tôles fines noires (a)	3 450,1	3 891,8	4 232,6	4 449,8	4 168,8
Autres	189,3	129,6	106,6	117,4	122,4
Total ...	**8 470,5**	**8 631,8**	**9 696,2**	**10 364,0**	**9 517,4**
Produits finals.					
Tubes d'acier (b)	249,3	199,4	283,7	294,8	225,2
Tôles galvanisées, plombées, étamées	1 070,9	1 066,1	1 129,7	1 242,9	1 265,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les tôles destinées à être étamées, galvanisées ou plombées.
(b) Y compris, outre les quantités produites par la sidérurgie, celles qui sont produites par les industries transformatrices.

Production dans la sidérurgie et première transformation

(1970=100; désaisonnalisée et lissée)



Source : Institut National de Statistique.

Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

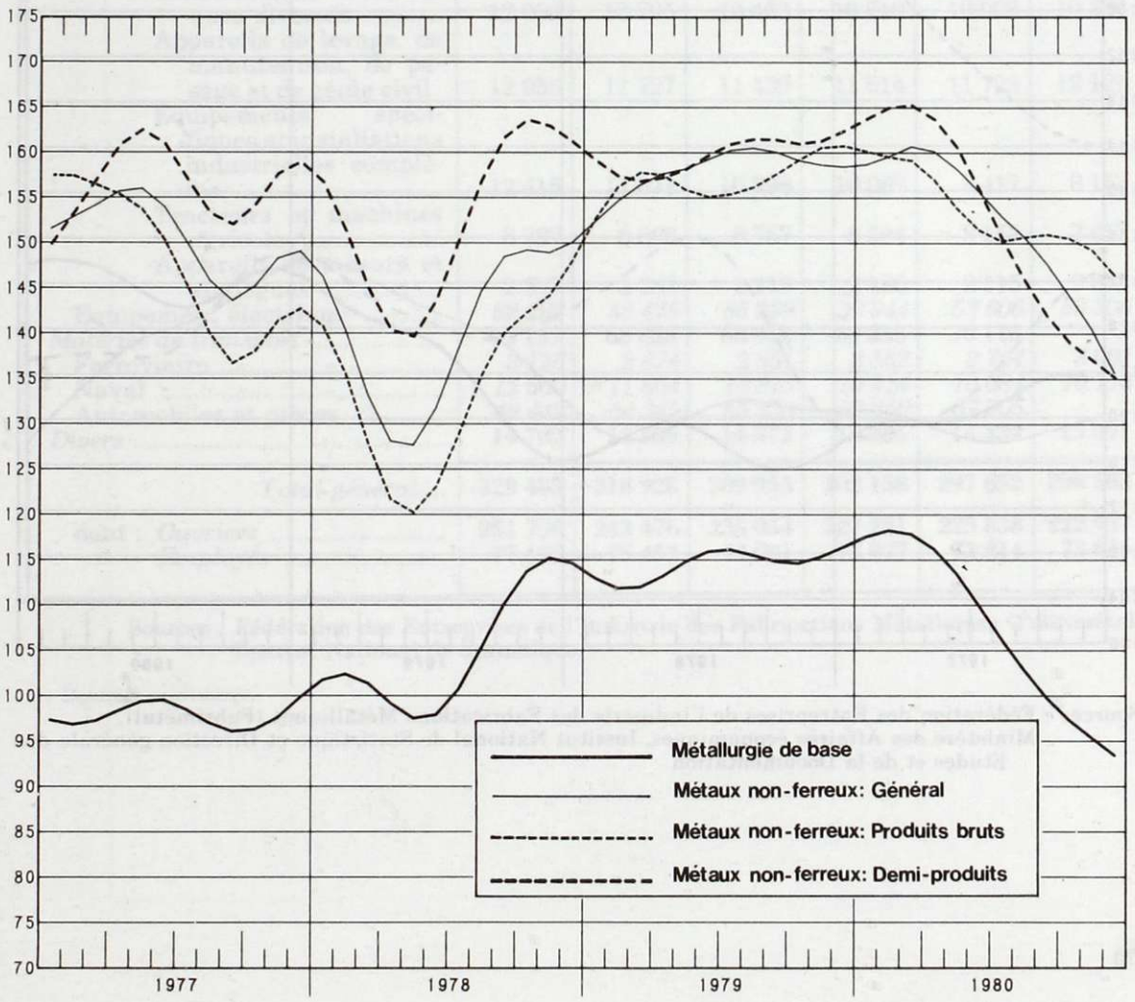
DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	281,1	293,6	225,0	241,2	258,2	240,5	261,7	249,2
Cuivre	378,0	388,3	357,0	481,8	563,3	504,9	519,9	526,3
Plomb	113,7	109,6	114,9	121,5	122,8	125,0	113,4	127,9
Etain	5,4	4,2	5,5	6,1	5,0	5,2	4,7	5,0
Cadmium	1,1	1,0	1,0	1,2	1,4	1,2	1,4	1,5
Aluminium et divers	11,8	11,1	8,2	8,6	7,0	3,6	4,6	4,1
Poussières de zinc	44,8	54,0	46,3	42,4	43,6	32,9	27,4	30,1
Total ...	**835,9**	**861,9**	**757,9**	**902,8**	**1001,4**	**913,3**	**933,2**	944,1
Demi-produits :								
Cuivre	212,0	226,4	217,7	274,2	338,5	327,6	340,0	341,2
Plomb	19,7	17,9	15,7	15,8	18,1	19,2	17,5	16,3
Aluminium	267,4	255,8	208,1	262,5	261,8	264,1	275,1	247,5
Zinc	47,6	50,4	29,6	36,7	34,1	32,3	32,4	33,4
Autres	1,3	1,2	1,1	1,5	0,7	0,4	0,4	0,3
Total ...	**548,0**	**551,7**	**472,3**	**590,7**	**653,2**	**643,6**	**665,4**	638,8

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des métaux non ferreux

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)

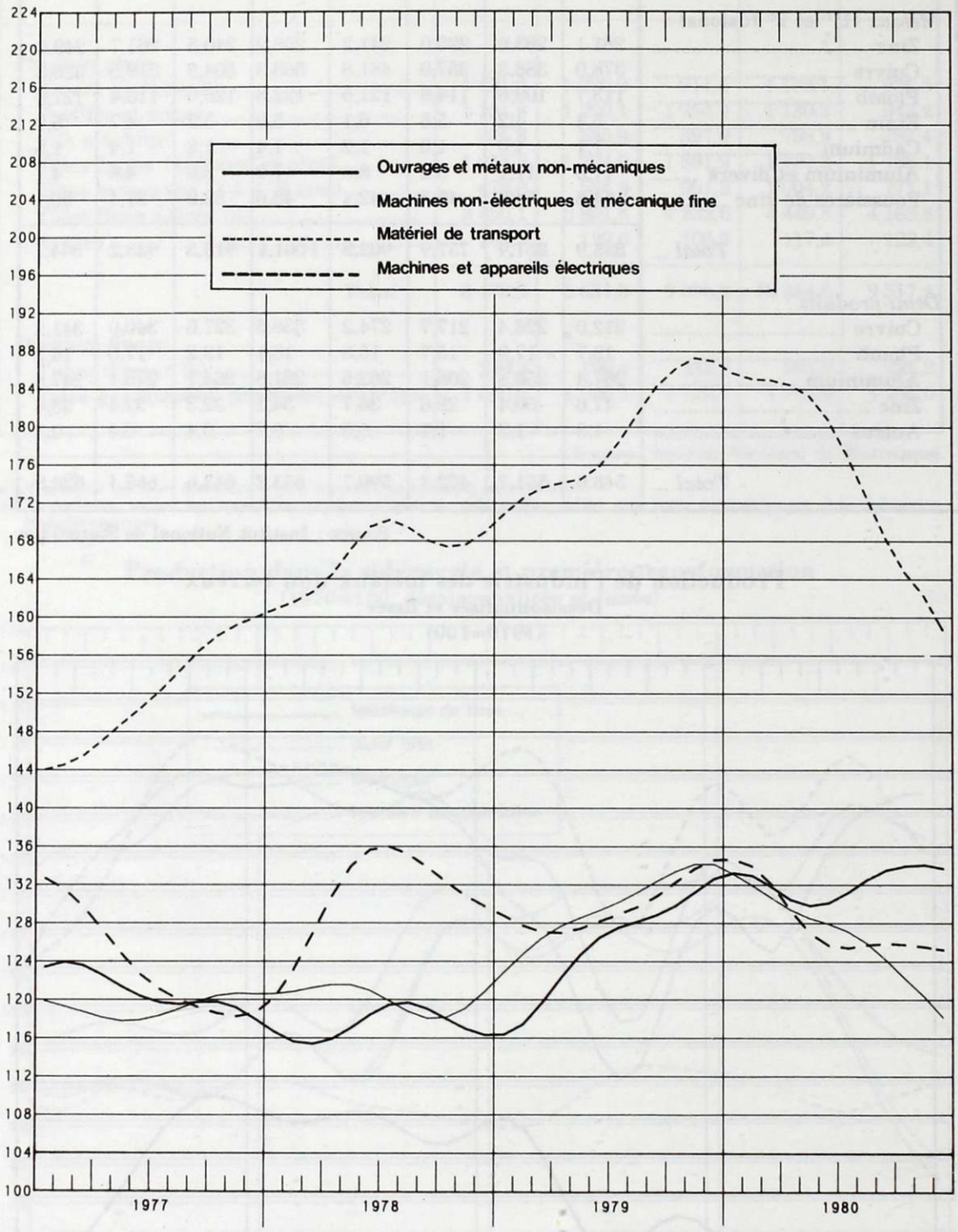


Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des fabrications métalliques

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits
(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (a)
Produits de première transformation	**31 950**	**30 423**	**30 221**	**27 843**	**25 638**	**25 199**
Fonderies	*10 034*	*9 142*	*9 717*	*8 749*	*7 694*	*7 793*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*16 351*	*15 664*	*14 986*	*14 163*	*13 326*	*12 835*
Forge, estampage, emboutissage	*5 565*	*5 617*	*5 518*	*4 931*	*4 618*	*4 571*
Biens de consommation durables	**64 997**	**60 969**	**58 886**	**56 645**	**54 340**	..
Articles hors tôles et divers	*15 852*	*12 775*	*12 519*	*12 387*	*11 689*	*11 772*
Accessoires métalliques du bâtiment	*22 440*	*21 573*	*20 872*	*19 962*	*19 099*	*19 527*
Motos, cycles et pièces	*1 879*	*1 823*	*1 914*	*1 302*	*1 354*	..
Electroménagers, radio, T.V.	*24 826*	*24 798*	*23 581*	*22 994*	*22 198*	*21 142*
Biens d'équipement	**152 589**	**143 904**	**134 524**	**134 491**	**132 522**	**131 594**
Construction métallique	*15 288*	*14 788*	*14 403*	*13 500*	*13 725*	*13 840*
Construction mécanique	*75 003*	*70 641*	*67 852*	*67 047*	*65 191*	*64 449*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	12 047	11 933	11 716	11 373	10 948	10 985
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	8 598	7 968	7 600	7 464	6 902	6 766
Matériel textile	5 898	5 660	5 524	5 143	5 010	4 755
Constructions mécaniques diverses	12 056	10 795	10 403	10 710	10 923	10 380
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	12 955	11 727	11 439	11 514	11 723	12 121
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	12 415	11 671	10 298	10 069	9 417	9 163
Tracteurs et machines agricoles	8 727	8 605	8 757	8 594	8 153	7 647
Appareils de mesure et analogues	2 307	2 282	2 115	2 180	2 115	2 632
Equipement électrique	*62 298*	*58 475*	*55 269*	*53 944*	*53 606*	*53 305*
Matériel de transport	**65 157**	**68 823**	**68 952**	**69 355**	**70 113**	..
Ferroviaire	*3 115*	*2 874*	*2 901*	*2 582*	*2 724*	*3 001*
Naval	*12 600*	*11 604*	*10 815*	*10 514*	*10 084*	*10 113*
Automobiles et pièces	*49 442*	*54 345*	*55 236*	*56 259*	*57 905*	..
Divers	**14 792**	**14 809**	**14 372**	**13 825**	**14 439**	**15 091**
Total général	**329 485**	**318 928**	**309 955**	**302 158**	**297 652**	**296 583**
dont : *Ouvriers*	**251 790**	**243 476**	**235 054**	**227 281**	**223 838**	**222 947**
Employés	**77 695**	**75 452**	**74 901**	**74 877**	**73 814**	**73 636**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1978	1979	1980 (a)	1978	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)
Produits de première transformation	*16 568*	*16 753*	*17 039*	*34 062*	*34 925*	*37 842*	*51 678*	*54 881*
Fonderies (a)	4 914	5 399	5 238	5 425	5 818	7 157	11 217	12 395
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 873	5 487	5 326	23 159	23 222	24 002	28 709	29 328
Forge, estampage, emboutissage	6 781	5 867	6 475	5 478	5 885	6 683	11 752	13 158
Biens de consommation durables	*42 552*	*42 647*	*43 877*	*43 863*	*47 702*	*45 489*	*90 349*	*89 366*
Articles hors tôles et divers	12 572	12 848	13 074	7 387	8 471	8 169	21 319	21 243
Accessoires métalliques du bâtiment	18 668	19 625	19 904	7 804	8 946	10 114	28 571	30 018
Motos, cycles et pièces	1 215	1 233	1 533	983	873	1 194	2 106	2 727
Appareils électroménagers, radio, télévision	10 097	8 941	9 366	27 689	29 412	26 012	38 353	35 378
Biens d'équipement	*92 872*	*102 488*	*104 772*	*128 946*	*150 298*	*145 238*	*252 786*	*250 010*
Construction métallique	17 039	19 389	18 021	5 670	6 266	8 222	25 655	26 243
Construction mécanique	37 079	40 236	44 727	81 030	94 947	89 580	135 183	134 307
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	8 991	9 717	9 579	16 983	18 110	19 485	27 827	29 064
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 876	2 925	2 759	7 076	7 498	8 054	10 423	10 813
Matériel textile	1 065	1 455	1 551	8 132	9 044	6 958	10 499	8 509
Constructions mécaniques diverses	7 203	8 628	9 582	5 115	6 102	5 957	14 730	15 539
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	7 682	7 771	10 502	16 696	17 989	19 052	25 760	29 554
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 945	6 595	6 918	7 830	12 206	9 042	18 801	15 960
Tracteurs et machines agricoles	2 296	2 214	2 079	17 575	22 304	16 926	24 518	19 005
Appareils de mesure et analogues	1 021	931	1 757	1 623	1 694	4 106	2 625	5 863
Equipement électrique	38 754	42 863	42 024	42 246	49 085	47 436	91 948	89 460
Matériel de transport	*33 804*	*45 778*	*34 408*	*145 630*	*172 255*	*163 513*	*218 033*	*197 921*
Ferroviaire	7 876	6 012	7 328	1 920	1 005	2 052	7 017	9 380
Naval	6 508	19 939	9 012	2 692	3 974	2 636	23 913	11 648
Automobiles et pièces	19 420	19 827	18 068	141 018	167 276	158 825	187 103	176 893
Divers	*2 426*	*3 336*	*4 828*	*15 743*	*27 306*	*24 253*	*30 642*	*29 081*
Total général ...	**188 222**	**211 002**	**204 924**	**368 244**	**432 486**	**416 335**	**643 488**	**621 259**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1978	1979	1980 (a)	1978	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)
Produits de première transformation	*14 825*	*15 514*	*16 562*	*32 271*	*33 673*	*35 900*	*49 187*	*52 462*
Fonderies	4 471	4 331	4 918	4 552	4 864	5 863	9 195	10 781
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 617	5 373	5 500	22 041	23 341	23 874	28 714	29 374
Forge, estampage, emboutissage	5 737	5 810	6 144	5 678	5 468	6 163	11 278	12 307
Biens de consommation durables	*43 168*	*42 756*	*45 254*	*43 393*	*45 594*	*47 230*	*88 350*	*92 484*
Articles hors tôles et divers	12 469	13 060	13 377	6 941	7 025	8 202	20 085	21 579
Accessoires métalliques du bâtiment	19 169	19 462	20 714	8 654	9 399	10 441	28 861	31 155
Motos, cycles et pièces	1 383	1 397	1 686	950	848	1 290	2 245	2 976
Appareils électroménagers, radio, télévision	10 147	8 837	9 477	26 848	28 322	27 297	37 159	36 774
Biens d'équipement	*87 231*	*90 019*	*112 072*	*126 319*	*131 322*	*141 362*	*221 341*	*253 434*
Construction métallique	15 419	15 870	27 546	6 347	6 010	4 617	21 880	32 163
Construction mécanique	36 814	38 346	42 754	79 707	85 145	90 970	123 491	133 724
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 410	9 318	9 441	17 460	16 900	20 862	26 218	30 303
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 725	2 939	3 007	6 837	7 438	8 033	10 377	11 040
Matériel textile	1 036	1 332	1 345	5 454	6 400	6 850	7 732	8 195
Constructions mécaniques diverses	7 422	8 075	9 436	5 526	6 118	6 280	14 193	15 716
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	7 375	7 696	9 639	16 385	17 512	18 500	25 208	28 139
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 446	5 687	6 461	8 732	7 550	9 404	13 237	15 865
Tracteurs et machines agricoles	2 387	2 303	2 111	17 839	21 716	17 058	24 019	19 169
Appareils de mesure et analogues	1 013	996	1 314	1 474	1 511	3 983	2 507	5 297
Equipement électrique	34 998	35 803	41 772	40 265	40 167	45 775	75 970	87 547
Matériel de transport	*41 156*	*33 404*	*31 474*	*145 579*	*171 361*	*166 370*	*204 765*	*197 844*
Ferroviaire	2 968	2 650	5 589	1 352	1 124	627	3 774	6 216
Naval	18 688	10 563	7 176	3 354	3 139	6 261	13 702	13 437
Automobiles et pièces	19 500	20 191	18 709	140 873	167 098	159 482	187 289	178 191
Divers	*2 576*	*3 203*	*3 288*	*14 313*	*17 618*	*20 819*	*20 821*	*24 107*
Total général ...	**188 956**	**184 896**	**208 650**	**361 875**	**399 568**	**411 681**	**584 464**	**620 331**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Production dans quelques branches de l'industrie chimique

DESIGNATION	Unité	1976	1977	1978	1979	1980
Produits en caoutchouc ...	t	130 527	120 266	123 694	132 649	142 361
dont : — pneus	t	(46 080)	(47 942)	(45 519)	(48 865)	(52 801)
Savons et détergents :						
Savons	t	30 339	31 080	29 446	28 607	..
Poudres à lessiver	t	115 152	117 695	129 485	114 574	..
Autres produits de lavage	t	108 716	118 713	127 700	131 910	..
Acide nitrique	1 000 t	711	986	1 048	1 055	1 167
Acide sulfurique et oleum (a)	1 000 t	1 891	2 011	2 112	2 299	2 148
Oxygène	en milliers m^3	1 079	951	1 008	1 077	961
Acétylène	t	2 605	2 704	2 760	2 443	2 343
Produits de la distillation de la houille :						
Benzène	1 000 t	42	43	39	46	39
Benzol brut	1 000 t	41	39	41	44	34
Goudron brut	1 000 t	230	209	164	203	188
Colles à froid, gélatines, osséine	t	..	23 727	21 234	20 215	17 826
Colles synthétiques	t	27 559	25 170	18 216	7 996	..
Peintures, émaux, vernis (b)	t	116 391	116 120	116 917	115 843	106 868
Produits d'entretien	t	47 898	55 997	55 130	55 786	..
Ammoniaque de synthèse et dérivés :						
N primaire	t-N	539 006	583 522	539 699	530 618	541 643
dont : — N engrais	t-N	(398 892)	(401 553)	(392 994)	(388 343)	(383 429)
— N produits techniques	t-N	(79 281)	(82 422)	(67 732)	(59 515)	(45 715)
Sulfate d'ammonium de récupération	t-N	119 316	121 267	129 941	147 508	121 204
Engrais phosphatés	1 000 t	573	648	599	627	695
Scories thomas moulues ..	1 000 t	972	841	928	1 052	893
Engrais composés :						
Produits par les producteurs des matières premières	1 000 t	1 260	1 404	1 553	1 647	1 694
Produits par les mélangeurs	1 000 t	406	304	333	301	373

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ramenés à 100 % monohydratés.
(b) Y compris les diluants et solvants d'accompagnement.

Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980 (a)
Consommation de matières premières ..	404 009	441 458	447 661	502 504	489 969
Livraisons :					
Demi-produits	177 076	181 800	211 906	245 799	249 348
Produits finis	189 158	195 636	187 674	202 111	193 757
Réservoirs, fûts, etc.	4 104	4 251	3 859	4 574	3 859
Articles d'emballage :					
— sacs	49 900	54 077	56 262	60 736	60 150
— bouteilles et flacons	14 144	17 415	16 015	19 997	16 877
— autres	41 871	38 261	33 800	38 233	37 234
Articles de ménage, de toilette, de camping, etc.	21 919	23 589	22 993	24 232	24 385
Accessoires pour le bâtiment, meubles	28 863	30 260	22 086	24 647	22 602
Articles de sport, jeux, jouets et disques	2 319	1 257	1 269	1 278	1 226
Pièces et équipement de l'industrie, pièces pour matériel de transport	23 525	23 386	27 691	25 040	23 689
Produits divers non dénommés ailleurs	2 513	3 140	3 699	3 374	3 736

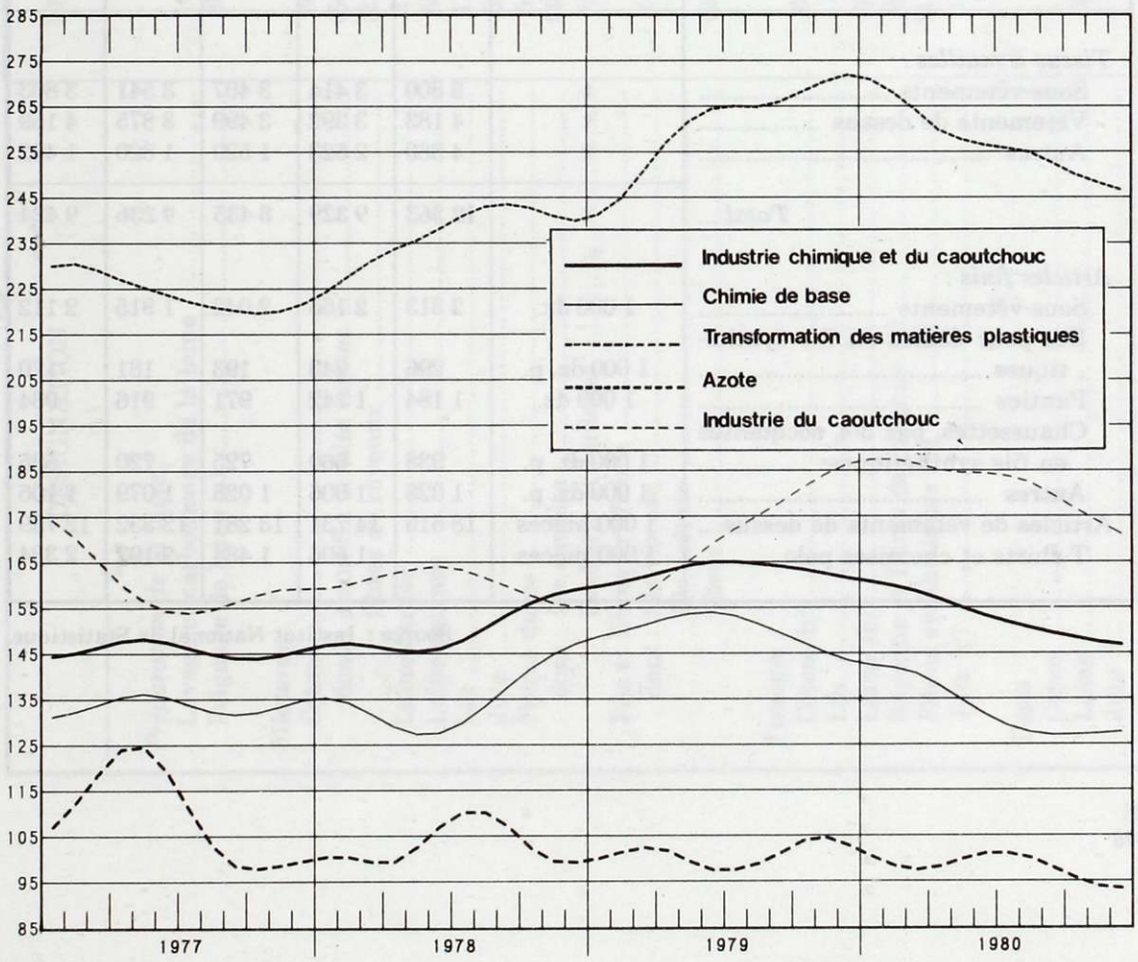
(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre
(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Coton	13 111	13 676	13 885	15 208	14 007	14 192	14 716
Lin	1 163	1 031	880	813	835	791	639
Laine	6 630	6 187	6 498	6 113	5 440	6 293	6 991
Rayonne et fibres de rayonne	4 505	4 863	4 610	4 732	4 316	3 919	3 892
Fibres synthétiques	16 664	17 624	19 493	22 546	20 277	19 654	22 121
Jute	1 638	1 068	637	567	384	582	546
Tapis de fibres dures	552	585	580	812	811	1 155	744

Source : Institut National de Statistique.

Production de la bonneterie

DÉSIGNATION	Unité	1976	1977	1978	1979	1980
Tissus à mailles :						
Sous-vêtements	t	3 800	3 414	3 407	3 541	3 803
Vêtements de dessus	t	4 183	3 392	3 499	3 875	4 159
Autres	t	4 380	2 523	1 529	1 820	1 462
Total	t	**12 363**	**9 329**	**8 435**	**9 236**	**9 424**
Articles finis :						
Sous-vêtements	1 000 dz.	2 313	2 165	2 042	1 915	2 112
Bas pour dames en fils synthétiques	1 000 dz. p.	296	243	193	181	170
Panties	1 000 dz.	1 184	1 142	971	916	934
Chaussettes, bas 3/4, socquettes en fils synthétiques	1 000 dz. p.	936	660	725	720	585
Autres	1 000 dz. p.	1 028	1 006	1 028	1 079	1 105
Articles de vêtements de dessus	1 000 pièces	18 510	14 731	13 281	12 332	12 739
T-shirts et chemises polo	1 000 pièces	..	1 506	1 484	2 192	2 334

Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	10 493	9 840	12 852	10 248	9 499	9 675	9 903
Peignage de laine (a)	28 495	24 586	37 639	35 913	35 986	35 616	34 600
Filatures :							
Coton	86 671	54 947	68 810	52 980	51 923	57 208	56 663
dont : coton fin et filés mixtes	(56 632)	(38 476)	(47 142)	(35 080)	(39 463)	(46 402)	(46 251)
fibres de rayonne	(21 946)	(10 642)	(15 263)	(12 277)	(11 212)	(9 494)	(9 229)
Laine cardée	27 728	25 474	30 850	29 599	32 385	35 232	37 470
Laine peignée	50 959	45 682	50 278	47 319	41 596	41 041	43 379
Lin	11 033	8 980	10 560	8 964	9 004	9 607	9 369
Jute	51 130	37 068	37 188	29 692	23 133	16 875	14 260
Fibres dures	54 564	41 539	38 561	27 215	27 668	29 426	27 766
dont : fils simples	(48 747)	(36 981)	(33 697)	(22 535)	(21 988)	(22 663)	(19 104)
ficellerie et cordages	(5 818)	(4 558)	(4 864)	(4 680)	(5 680)	(6 763)	(8 662)
Fils et fibres artificiels	..	..	..	..	..	..	..
dont : fils viscose	(4 923)	(3 055)	(4 043)	(3 210)	(3 929)	(4 076)	(4 504)
fils acétate	..	..	..	..	..	..	..
fibres	(24 114)	(10 308)	(21 402)	(23 025)	(24 579)	(26 836)	(22 029)
Tissages :							
Coton (b)	67 685	55 050	63 076	48 676	45 339	51 659	50 773
Lin	6 855	4 631	5 033	4 346	5 588	4 876	4 153
Laine (b)	30 518	30 140	33 972	27 365	27 609	30 691	35 716
Rayonne et fibres de rayonne (b)	32 622	27 640	30 823	32 030	33 218	33 972	33 668
Fibres synthétiques (b)	117 174	125 301	160 720	169 411	164 938	190 481	205 634
Jute (c)	14 991	8 343	5 826	5 171	4 485	5 986	5 922
Tapis :							
Coton	2 873	2 384	2 678	1 922	1 505	1 431	1 806
Laine	22 086	23 044	26 894	22 840	23 109	26 150	30 694
Jute	2 947	2 263	1 536	2 392	2 030	2 152	3 187
Couvertures (coton et laine) (d)	5 052	3 616	4 020	3 233	2 652	3 222	3 035
Tissus, velours et peluches d'ameublement (e)	40 870	35 550	43 107	40 287	39 889	39 498	38 369
dont : coton	(15 881)	(13 292)	(15 284)	(9 327)	(7 036)	(6 398)	(6 473)

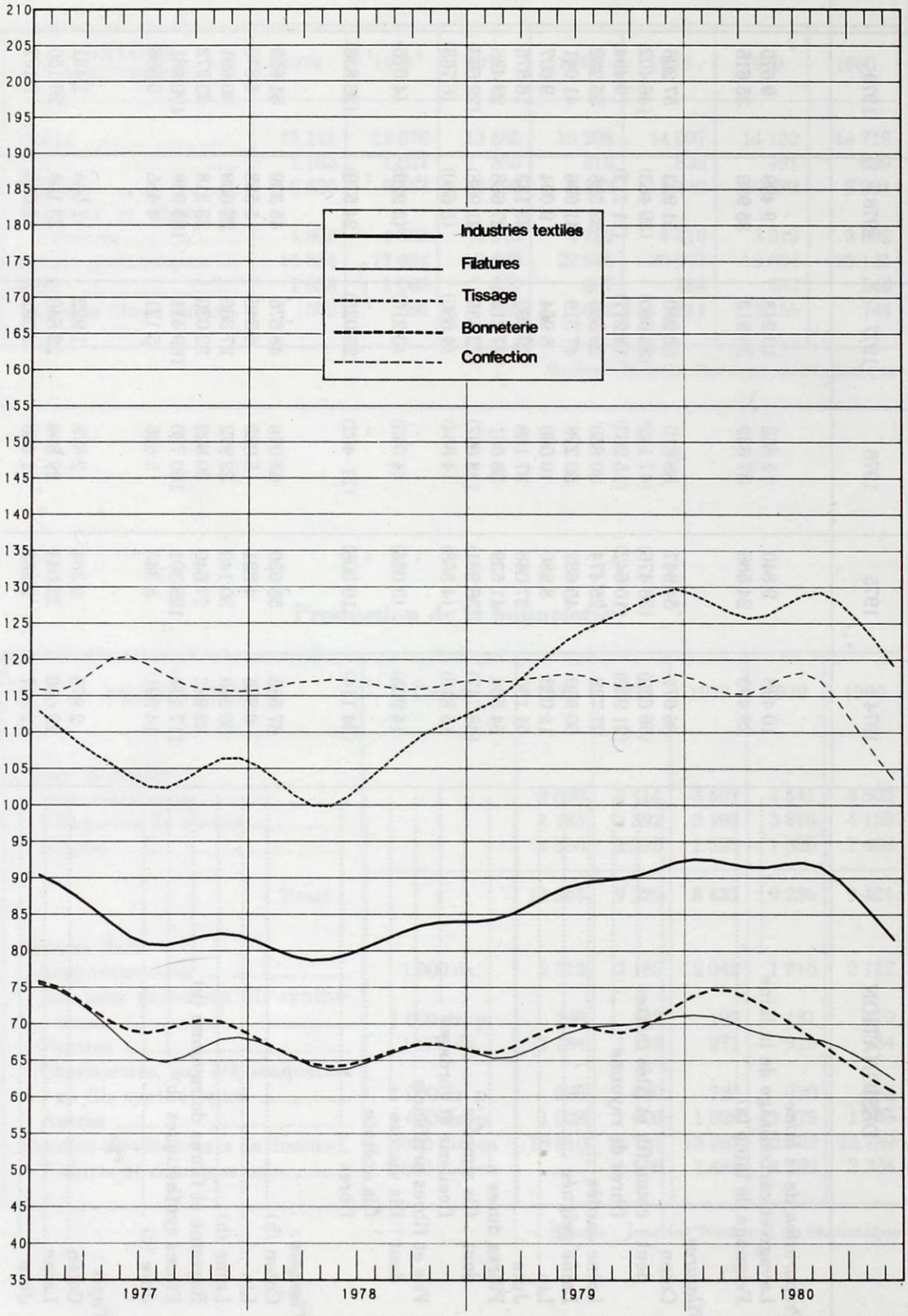
(a) Nouvelle série : y compris laines et poils, fibres synthétiques et artificielles et blouses.
(b) Y compris tapis et couvertures.
(c) Y compris les tapis.
(d) Y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.
(e) Y compris les tissus, velours et peluches d'ameublement en fibres de rayonne et synthétiques.

Source : Institut National de Statistique.

Industries textiles

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Production de farine	10^3 t	795,2	701,2	748,9	776,4	744,2	766,2	850,4
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^6 hl.	63,4	62,8	66,4	63,7	61,8	63,8	65,7
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15 °C) (b)	10^6 lit.	49,5	45,3	48,8	53,7	51,2	43,2	16,4
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	501,2	752,8	674,0	707,3	788,3	908,3	819,6
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	234,0	204,3	214,9	226,5	230,5	243,9	247,9
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	154,3	147,8	145,3	141,9	144,8	149,7	158,3
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	7,5	6,0	4,1	3,5	3,5	4,3	4,2
b) autres huiles brutes	10^3 t	140,8	133,9	181,3	154,7	186,3	193,9	177,0
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	276,7	280,4	312,4	307,9	318,2	345,9	372,0
d) tourteaux et schroots	10^3 t	603,3	562,4	754,0	703,0	858,7	860,3	716,4
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	62,9	53,9	54,3	50,0	54,7	49,3	52,1
Conserves de légumes	10^3 t	210,3	206,4	145,6	182,6	155,6	152,9	125,6
Conserves de viande	10^3 t	19,6	19,2	19,1	19,5	21,5	20,8	19,2
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	128,1	120,5	113,2	127,3	125,1	124,0	129,2
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	96,3	93,0	103,5	99,9	93,7	105,3	122,0
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	50,1	39,6	39,2	33,4	35,3	34,9	37,4
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	19,4	19,4	20,9	19,5	20,7	...	..
Production de chicorée	10^3 t	11,2	9,7	9,2	9,0	9,0	8,2	8,3
Production de café torréfié	10^3 t	58,8	59,6	61,1	45,2	51,8	54,9	56,6
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	14,8	15,0	14,6	13,6	12,4	12,6	14,0

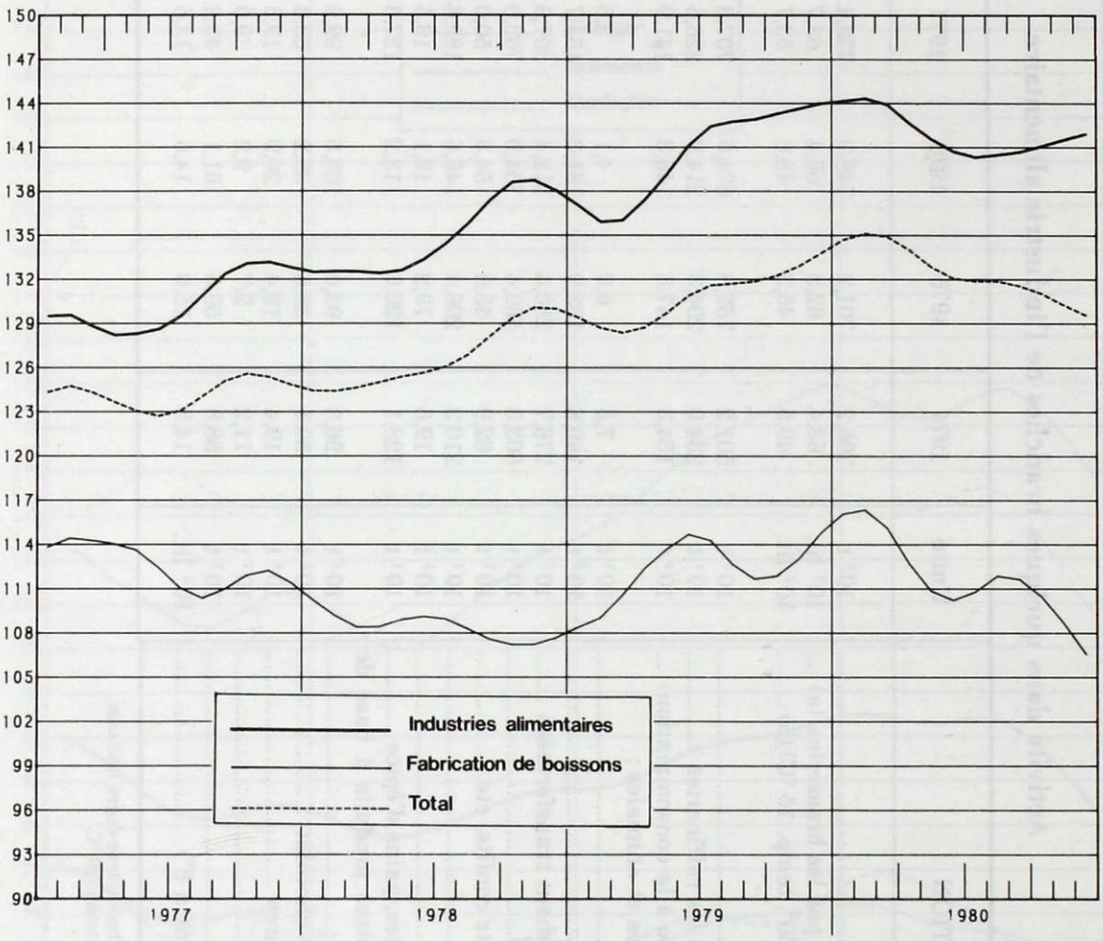
(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés.
(b) A partir de juin 1980 : alcool à 100 %, temp. 20 °C.

Source : Institut National de Statistique.

Alimentation

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Réception :								
Lait	10^3 lit.	2 580 621	2 579 364	2 610 873	2 663 267	2 818 465	2 888 041	2 904 388
Crème	tonnes	16 177	12 499	10 649	9 783	8 917	8 252	8 461
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	45 510	52 949	63 770	73 447	84 066	97 251	107 392
b) Lait ordinaire	10^3 lit.	454 088	449 132	460 370	434 480	414 093	406 026	405 044
c) Lait partiellement écrémé	10^3 lit.	53 080	52 416	61 896	74 255	78 868	92 670	107 247
d) Lait écrémé	10^3 lit.	51 210	59 395	71 606	76 645	73 542	71 560	71 897
e) Lait battu	10^3 lit	27 811	28 199	30 989	25 810	25 689	26 303	26 569
Crème	10^3 lit.	9 181	10 019	9 888	11 114	11 780	12 337	13 700
Fabrications :								
Beurre	tonnes	70 163	72 158	70 129	63 990	77 439	76 582	69 340
Fromages :								
a) Frais	tonnes	18 337	18 443	19 908	22 880	22 233	18 693	20 308
b) Autres (c)	tonnes	22 603	19 923	19 423	21 060	19 737	22 092	23 555
Poudre de lait	tonnes	141 712	137 866	136 292	146 142	154 692	163 013	164 273
Crème glacée	10^3 lit.	34 392	34 659	34 097	33 213	33 122	50 811	52 112
Yoghourt	10^3 lit.	34 550	35 606	34 944	33 303	35 025	38 421	40 813

Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Production de l'industrie du ciment
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Ciment portland	5 053,9	4 851,7	4 546,5	4 516,7	4 335,7
Ciment métallurgique	2 118,8	2 241,0	2 214,5	2 363,4	2 434,8
Klinker exporté	331,0	671,8	814,6	822,6	711,9
Total ...	**7 503,7**	**7 764,5**	**7 575,6**	**7 702,7**	**7 482,4**

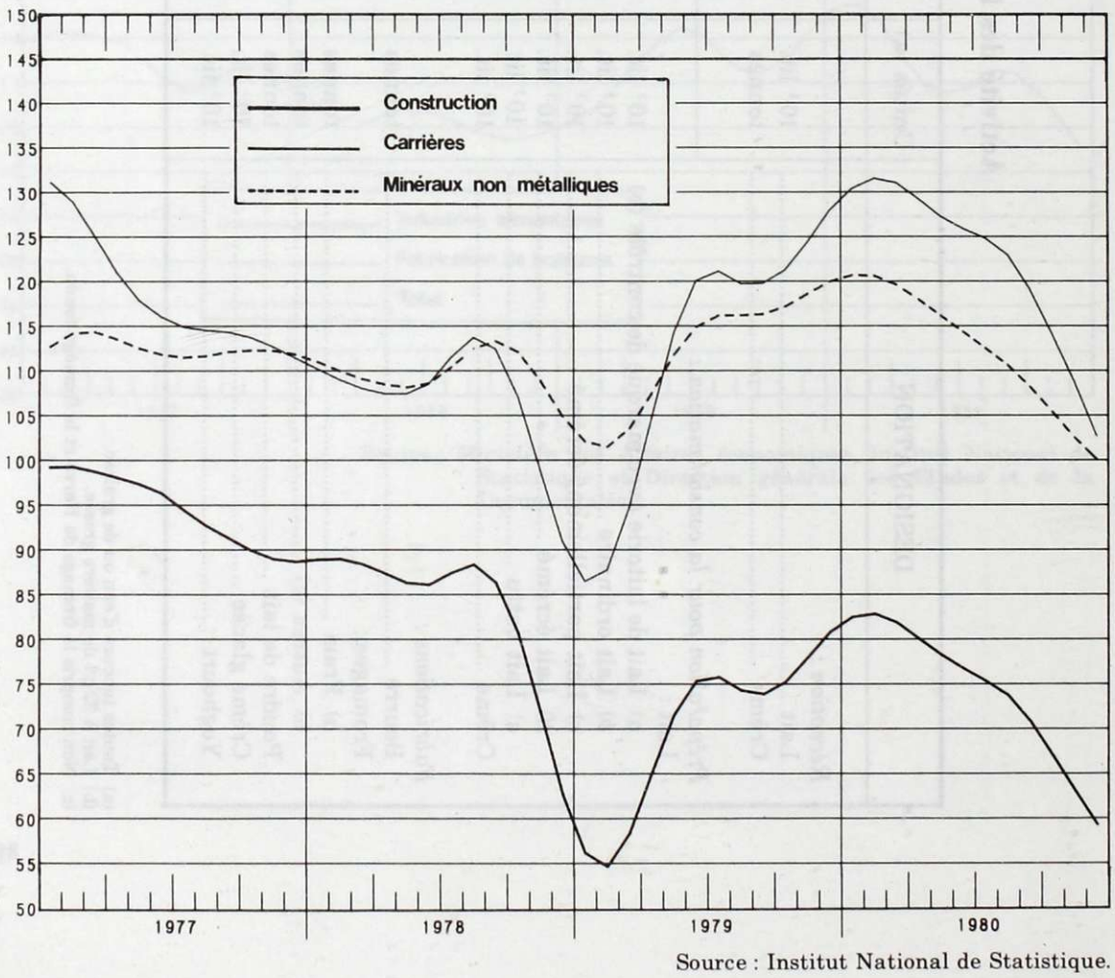
Source : Institut National de Statistique.

Activité dans l'industrie du verre
(1970=100)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Verre plat	93,8	111,9	118,1	124,2	128,8
Verre creux	121,2	125,1	117,5	122,3	131,9
Indice général ...	**105,5**	**120,1**	**121,1**	**126,9**	**134,5**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques
Production
(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Briques pour maçonnerie ordinaire	m^3	2 187 250	2 057 667	2 239 135	2 022 522	1 988 416	1 855 611
Briques de parement	m^3	458 591	500 245	568 756	691 108	647 410	623 344
Tuyaux de drainage et protège-câbles	t	24 394	13 782	9 081	2 345	..	..
Briques creuses pour hourdis	m^2	1 684 517	1 527 851	1 838 160	1 545 555	1 132 684	1 102 643
Autres produits en terre cuite (a)	t	12 109	7 771	8 470	17 450	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Autres que tuiles, céramique architecturale, poterie à fleurs, poterie colombophile, ménagère et artistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Chaux	10^3 t	3 232,2	2 520,0	2 304,2	2 310,8	2 301,1	2 480,7	2 325,8
Calcaire	10^3 t	23 777,4	22 860,0	24 155,4	29 084,3	27 051,6	27 461,5	29 658,7
Dolomies :								
crues	10^3 t	2 588,4	2 476,9	2 684,9	2 523,5	3 489,3	3 354,3	3 223,5
frittées	10^3 t	330,4	233,9	209,3	172,4	166,6	163,7	164,7
Plâtre	10^3 t	102,2	221,3	219,7	167,4	183,5	192,9	174,1
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	22 325,3	18 488,6	18 331,4	23 065,3	18 750,5	18 683,9	20 408,0
Carbonates naturels	10^3 t	359,1	367,0	351,5	441,4	427,4	400,2	326,9

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

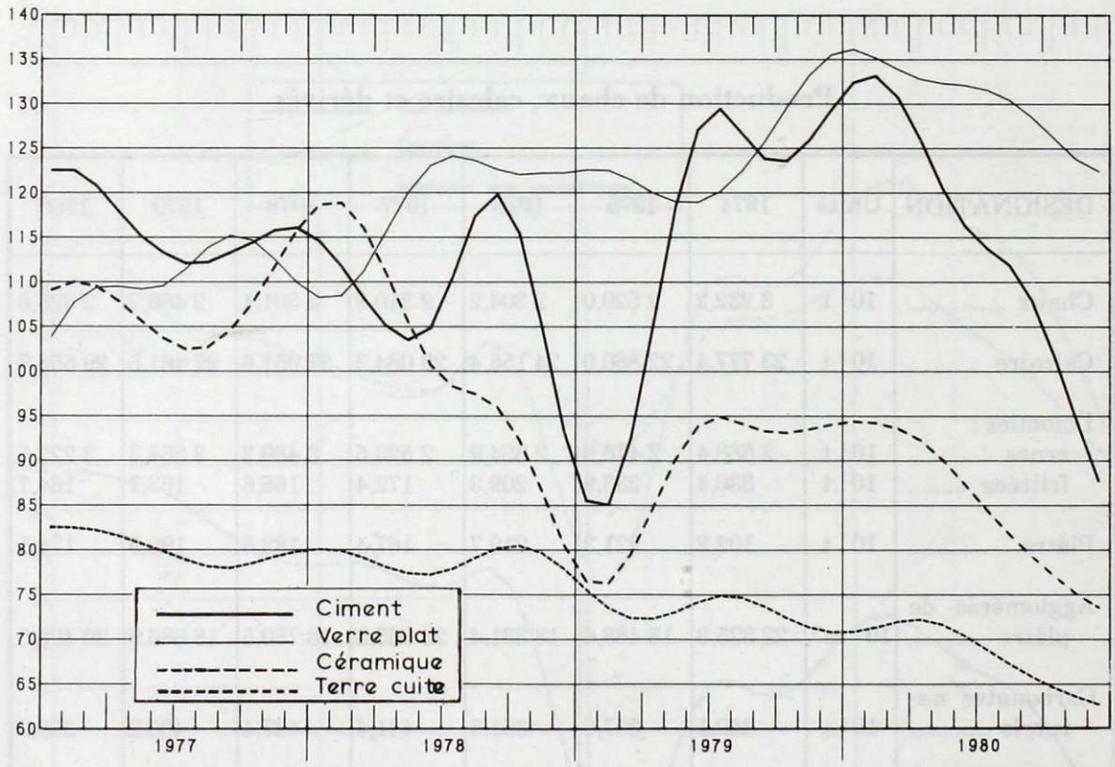
DÉSIGNATION	Unité	1978	1979	1980
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	9 567	8 941	8 761
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m2	1 753 176	568 410	649 718
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	146 697	134 110	124 969
Dalles d'usines	t	4 889	3 743	3 689
Tuiles et accessoires	t	80 107	103 764	105 401
Meules abrasives	t	546	520	751
Céramique architecturale	t	24 306	18 095	18 610
Poterie	t	28 163	24 120	26 481
Argiles	t	153 715	64 688	60 780
Quartz et quartzites	t	315 179	416 908	222 863
Silex (broyé et pavé)	t	1 748	2 290	107 104

Source : Institut National de Statistique.

Production des matériaux de construction

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Permis de bâtir et bâtiments commencés

DÉSIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Permis de bâtir :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	46 679	58 498	50 249	50 218	44 117
Volume	1 000 m³	40 028	48 252	40 346	40 285	35 040
Surface habitable	1 000 m²	7 374	8 714	7 453	7 437	6 538
Surface totale	1 000 m²	11 777	14 268	12 167	12 217	10 704
Logements	Nombre	75 480	94 713	76 821	74 883	62 081
Habitations unifamiliales ..	Nombre	*47 022*	*55 444*	*47 796*	*47 592*	*41 973*
Appartements	Nombre	*28 458*	*39 269*	*29 025*	*27 291*	*20 108*
Bâtiments non-résidentiels ...	Nombre	5 585	6 582	6 211	7 224	7 244
Volume	1 000 m³	28 343	25 008	25 226	27 148	28 448
Surface	1 000 m²	5 018	5 043	4 661	5 408	5 796
Bâtiments commencés :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	52 651	49 599	47 383	46 362	48 345
Volume	1 000 m³	41 097	40 009	37 959	36 176	34 338
Surface habitable	1 000 m²	7 519	7 267	6 904	6 650	6 866
Surface totale	1 000 m²	12 045	11 803	11 300	10 929	11 305
Logements	Nombre	77 377	76 176	72 382	65 910	68 407
Habitations unifamiliales ..	Nombre	*49 721*	*46 946*	*44 952*	*44 387*	*46 178*
Appartements	Nombre	*27 656*	*29 230*	*27 430*	*21 523*	*22 228*
Bâtiments non-résidentiels ...	Nombre	6 698	5 478	5 578	5 978	6 766
Volume	1 000 m³	29 829	25 020	21 899	29 298	24 063
Surface	1 000 m²	5 767	7 739	4 120	4 410	5 032

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

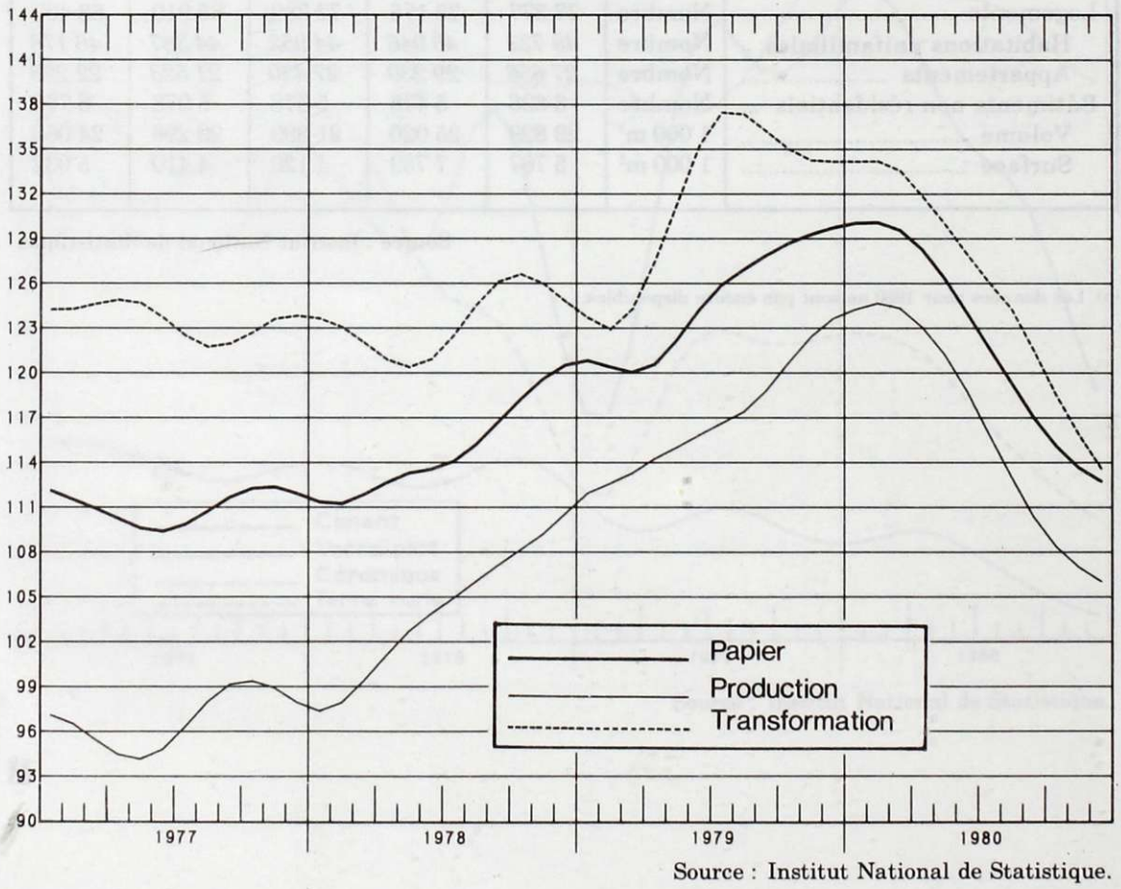
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Production :					
Pâtes à papier	353,3	371,6	329,5	365,7	389,3
Papiers et cartons graphiques	..	528,5	557,7	591,3	601,4
dont : — papier journal	(84,8)	(82,6)	(83,8)	(98,8)	(101,7)
— pour impression et écritures, couchés (a)	..	(209,6)	(227,0)	(252,5)	(252,2)
Papier d'emballage (b)	124,6	115,8	125,7	151,8	149,5
Cartons	79,0	58,1	58,1	56,8	55,5
Autres papiers	87,4	59,5	70,2	87,4	92,0
Total ...	**1 104,4**	**1 133,6**	**1 141,3**	**1 253,0**	**1 287,7**
Tronsformation :					
Par les producteurs	130,0	109,9	122,2	136,4	127,8
Par les industries transformatrices (c)	664,9	617,6	619,1	635,4	647,0
dont : — Emballages	(401,1)	(378,5)	(392,8)	(407,7)	(416,3)
— Papiers et cartons imprégnés	(242,8)	(183,4)	(176,5)	(182,3)	(163,2)
Total ...	**795,0**	**727,5**	**741,3**	**771,9**	**774,8**

(a) Y compris papiers dits « autocopiants » ou « papiers pour report autographique.
(b) Y compris les papiers et cartons pour cartons ondulés.
(c) A partir de 1979 : sans articles d'ameublement.

Production

(1970=100; désaisonnalisée et lissée)



Source : Institut National de Statistique.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

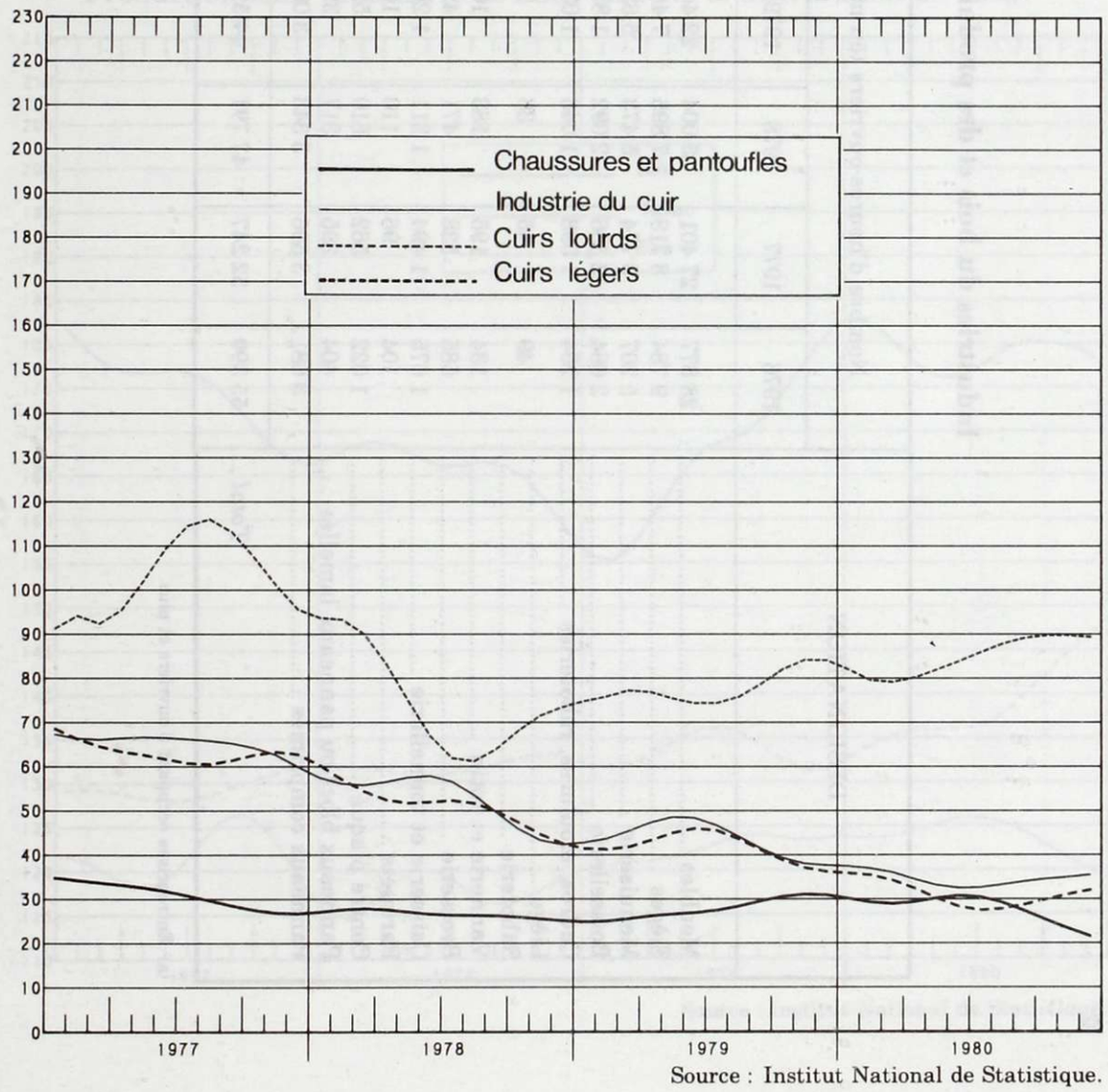
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1971	2 086	60 515	10 556	6 483
1972	1 857	59 736	9 914	6 707
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591
1979	1 563	22 643	3 617	2 451
1980	1 643	17 573	3 648	2 618

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
Meubles	28 877	27 401	25 004	22 448	21 700	23 578	24 536	24 395	24 036	27 493
Sièges	9 784	8 718	7 895	7 463	7 055	8 862	8 507	8 303	8 613	9 521
Menuiserie	5 207	5 774	5 473	5 826	5 948	5 142	6 058	5 626	7 166	8 247
Boissellerie	2 664	2 336	2 092	1 818	1 674	1 728	1 714	1 568	1 577	1 703
Cadres, moulures, raboteries	1 204	1 098	1 046	1 032	1 066	863	905	941	987	1 106
Liège	49	45	38	25	22	58	63	57	59	54
Saboterie										
Vannerie et rotin	134	195	183	169	157	203	271	241	238	286
Brosserie	585	538	471	424	387	489	536	530	549	571
Caisserie et tonnellerie	1 675	1 494	1 311	1 286	1 212	1 584	1 766	1 609	1 762	1 732
Parquets	104	96	110	109	108	93	110	135	143	140
Contre plaqué	1 022	562	510	524	497	914	706	677	707	699
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	404	395	317	398	469	439	428	408	579	817
Panneaux comprimés	3 681	3 596	3 343	3 069	3 024	8 009	8 204	7 932	8 847	10 385
Total ...	**55 390**	**52 247**	**47 791**	**44 591**	**43 320**	**51 961**	**53 803**	**52 423**	**55 264**	**62 754**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Institut National de Statistique.

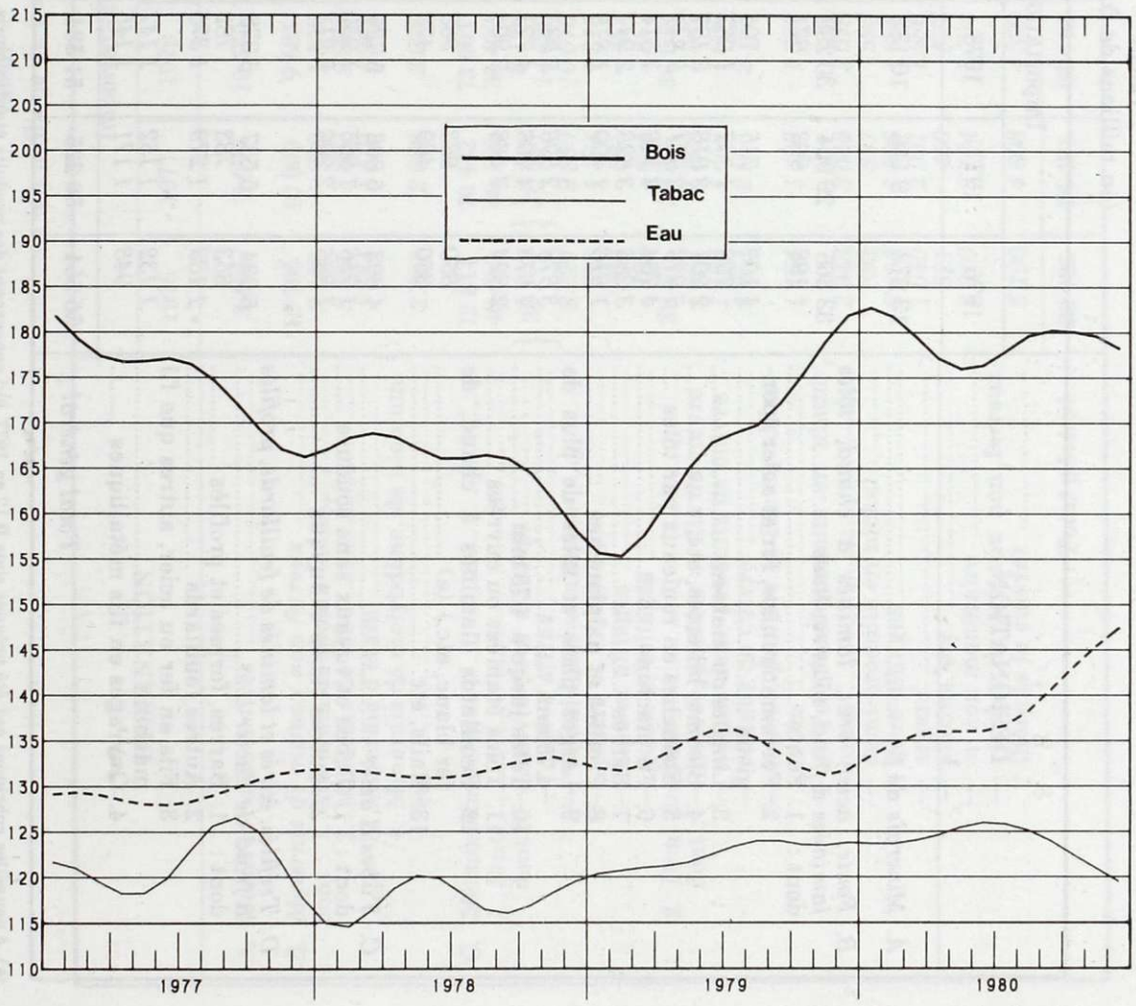
Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Cigares	4 519	4 637	3 550	3 840	3 852	4 355	3 123
Cigarillos	4 199	4 659	5 189	4 450	4 829	4 627	5 622
Cigarettes	26 514	25 636	25 184	25 102	23 429	24 684	24 576
Tabacs à fumer	4 831	5 055	5 225	6 097	5 482	5 576	5 470
Autres tabacs	26	29	22	16	16	5	2
Total ...	**40 090**	**40 017**	**39 170**	**39 506**	**37 609**	**39 247**	**38 793**

Source : Institut National de Statistique.

Production dans l'industrie de bois, tabac et la distribution de l'eau



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Minerais de fer*	13 272	9 116	10 182	12 830	11 722	102	120	87	70	116
B. *Fonte, acier brut, laminés à chaud, tôles laminées à froid, tôles revêtues*	33 365	29 964	30 298	33 576	35 847	127 803	116 512	130 429	156 647	157 940
dont : 1. Fonte	*1 198*	*863*	*671*	*599*	*601*	*205*	*302*	*217*	*136*	*89*
2. Ferromanganèse, fer et acier spongieux	*1 100*	*715*	*705*	*811*	*799*	*805*	*520*	*305*	*518*	*436*
3. Lingots ou masses	*708*	*1 337*	*1 067*	*1 316*	*1 205*	*108*	*108*	*103*	*225*	*89*
4. Blooms, billettes, etc.	*2 201*	*3 016*	*3 187*	*3 447*	*4 255*	*7 189*	*4 936*	*4 786*	*7 404*	*6 347*
5. Ebauches en rouleaux par tôles	*5 876*	*2 981*	*3 841*	*5 913*	*5 469*	*10 862*	*11 430*	*19 163*	*25 126*	*23 934*
6. Fil machine	*4 764*	*4 146*	*4 514*	*4 620*	*4 911*	*5 227*	*4 508*	*5 005*	*6 345*	*6 671*
7. Barres	*3 288*	*3 623*	*2 947*	*3 302*	*3 834*	*12 255*	*8 580*	*7 915*	*9 881*	*10 188*
8. Profilés et palplanches	*1 616*	*1 490*	*1 816*	*2 065*	*2 107*	*26 585*	*22 726*	*26 444*	*28 461*	*29 048*
9. Larges plats et tôles de plus de 4,75 mm	*3 878*	*2 596*	*2 245*	*2 449*	*2 885*	*12 086*	*10 119*	*12 574*	*14 420*	*16 745*
10. Tôles jusqu'à 4,75 mm	*4 678*	*4 466*	*4 771*	*4 436*	*4 990*	*30 834*	*32 072*	*32 108*	*39 363*	*38 472*
11. Tôles étamées ou ouvrées	*2 824*	*3 168*	*2 904*	*2 815*	*3 156*	*13 482*	*13 835*	*13 811*	*16 359*	*17 186*
12. Feuillards (laminés à chaud, de fer-blanc, etc.) (a)	*650*	*983*	*968*	*898*	*690*	*5 224*	*4 886*	*5 560*	*5 976*	*6 121*
13. Rails, etc.	*360*	*409*	*478*	*640*	*739*	*762*	*676*	*623*	*800*	*888*
C. *Tubes d'acier*	4 893	5 608	5 726	6 278	8 181	5 542	5 263	6 833	6 978	7 088
dont : 1. Tubes et tuyaux sans soudure	*1 756*	*1 865*	*1 950*	*1 967*	*2 546*	*1 380*	*1 088*	*1 634*	*1 372*	*1 593*
2. Autres tubes et tuyaux	*1 855*	*2 266*	*2 213*	*2 634*	*3 645*	*3 363*	*3 102*	*4 385*	*4 891*	*4 502*
D. *Tréfilés, étirés et laminés de feuillards, profilés à froid de l'acier*	5 034	5 537	5 378	6 040	7 035	26 108	26 331	27 798	29 147	30 797
dont : 1. Barres, formes et profilés	*653*	*783*	*782*	*969*	*1 217*	*1 413*	*1 329*	*1 117*	*864*	*982*
2. Autres feuillards	*1 188*	*1 279*	*1 375*	*1 397*	*1 446*	*4 040*	*4 179*	*4 481*	*5 117*	*5 180*
3. Fils en fer ou acier, autres que fil machine	*1 132*	*1 152*	*1 147*	*1 324*	*1 439*	*9 934*	*9 183*	*9 844*	*10 601*	*11 339*
4. Ouvrages en fils métalliques	*948*	*1 171*	*1 145*	*1 318*	*1 334*	*8 708*	*5 193*	*5 315*	*6 139*	*5 577*
Total général ...	**56 564**	**50 225**	**51 584**	**58 724**	**62 785**	**159 555**	**148 226**	**165 147**	**192 842**	**195 941**

(a) 4 nouvelles rubriques ont été prévues sous B 12 en 1977, qui concernent des produits étant compris sous D 2 pendant les années précédentes.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Matières radio-actives*	**3 466**	**3 979**	**10 750**	**9 531**	**8 277**	**2 628**	**2 463**	**7 984**	**8 953**	**7 329**
B. *Minerais de métaux non ferreux*	**12 705**	**10 060**	**9 685**	**14 287**	**16 580**	**1 238**	**1 196**	**1 452**	**2 560**	**3 223**
dont : 1. Minerais de plomb	*2 102*	*790*	*1 339*	*2 215*	*3 751*	—	—	—	*17*	*174*
2. Minerais de zinc	*5 131*	*3 827*	*2 993*	*3 718*	*2 986*	*247*	*232*	*61*	*387*	*348*
3. Minerais d'étain	*1 134*	*1 519*	*1 367*	*940*	*1 086*	*2*	—	*12*	*20*	—
4. Minerais de molybdène, de niobium, etc.	*2 287*	*2 686*	*3 075*	*6 020*	*6 992*	*873*	*852*	*1 264*	*2 062*	*2 588*
C. *Métaux non ferreux*	**72 814**	**70 442**	**73 005**	**96 872**	**147 498**	**68 355**	**72 131**	**71 017**	**98 074**	**132 964**
1. *Bruts*	40 413	40 105	36 402	45 954	55 880	26 004	24 791	21 097	26 670	30 163
dont : — cuivre pour affinage	*28 174*	*26 695*	*8 176*	*10 638*	*17 070*	*17 197*	*16 267*	*89*	*173*	*392*
— cuivre affiné			*14 622*	*18 569*	*20 111*			*13 439*	*16 715*	*19 840*
— aluminium et alliages	*8 920*	*9 850*	*10 076*	*11 031*	*13 152*	*456*	*469*	*372*	*492*	*1 072*
— plomb et alliages	*726*	*1 384*	*1 316*	*2 253*	*2 202*	*1 332*	*1 853*	*2 149*	*3 283*	*3 164*
— zinc et alliages	*807*	*661*	*457*	*1 084*	*903*	*5 669*	*4 775*	*3 671*	*4 540*	*3 800*
— étain et alliages	*733*	*804*	*857*	*1 171*	*1 359*	*973*	*987*	*955*	*1 014*	*1 399*
2. *Demi-produits*	32 401	30 337	36 603	50 918	91 618	42 351	47 340	49 920	71 404	102 801
dont : — barres, profilés et fils de cuivre	*1 285*	*1 062*	*1 383*	*1 667*	*1 654*	*8 898*	*11 356*	*10 991*	*13 688*	*15 874*
— autres demi-produits de cuivre ..	*1 153*	*1 458*	*1 606*	*1 811*	*2 118*	*3 993*	*4 146*	*3 688*	*4 865*	*5 285*
— résidus de cuivre	*3 264*	*2 883*	*2 778*	*4 486*	*6 324*	*499*	*613*	*665*	*1 089*	*1 148*
— barres, profilés et fils en aluminium	*1 154*	*1 432*	*1 355*	*1 411*	*1 880*	*3 476*	*3 747*	*3 410*	*4 087*	*5 201*
— autres demi-produits en aluminium	*2 943*	*3 044*	*3 075*	*3 851*	*4 269*	*6 909*	*8 884*	*9 069*	*10 221*	*10 267*
— demi-produits en nickel	*893*	*587*	*595*	*449*	*533*	*309*	*253*	*230*	*130*	*170*
— ferro-alliages	*2 653*	*1 886*	*1 886*	*2 932*	*2 579*	*2 633*	*2 748*	*3 216*	*4 320*	*4 821*
— argent	*1 640*	*2 991*	*1 886*	*4 840*	*15 155*	*4 046*	*3 746*	*3 461*	*6 048*	*30 422*
— platine, etc.	*821*	*450*	*577*	*732*	*1 082*	*268*	*320*	*508*	*593*	*1 177*
— or non monétaire	*5 210*	*3 184*	*3 794*	*6 578*	*14 705*	*1 706*	*2 008*	*2 623*	*6 284*	*15 709*
— résidus de métaux non ferreux (hormis le cuivre)	*5 190*	*4 608*	*4 390*	*7 271*	*20 457*	*1 570*	*1 864*	*1 593*	*2 406*	*3 162*
Total général ...	**88 985**	**84 481**	**93 440**	**120 691**	**172 355**	**72 221**	**75 790**	**80 453**	**109 587**	**143 516**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Matériaux de construction et argile*	3 423	3 535	3 656	4 147	4 849	3 154	3 123	2 949	3 204	3 844
1. Pierres naturelles, sable et gravier	*2 438*	*2 469*	*2 541*	*2 878*	*3 299*	*2 665*	*2 736*	*2 553*	*2 779*	*3 372*
2. Argile, craie, etc.	*985*	*1 066*	*1 115*	*1 269*	*1 550*	*489*	*387*	*396*	*425*	*472*
B. *Phosphates naturels*	3 137	3 015	2 539	2 714	4 017	19	12	13	15	18
C. *Sel*	864	969	947	1 271	1 147	166	219	230	277	299
D. *Autres minéraux, tourbe*	5 487	3 017	2 735	2 789	3 396	3 773	989	1 026	1 272	1 461
E. *Briques, tuiles, etc.*	1 059	1 295	1 486	1 585	1 263	283	473	615	496	555
F. *Ciment, chaux et plâtre*	591	567	879	781	776	2 452	3 346	3 854	4 388	5 016
G. *Matériaux de construction en béton, chaux et plâtre*	1 869	2 266	2 457	2 529	2 610	4 267	4 523	4 987	5 114	5 576
H. *Articles en amiante*	498	523	528	571	631	330	368	367	364	422
I. *Ouvrages en pierre, mica, etc.*	1 529	1 707	1 996	2 255	2 676	1 584	1 781	1 747	1 871	2 239
J. *Meules et autres produits abrasifs appliqués*	648	710	736	820	881	725	783	678	779	887
K. *Verre et ouvrages en verre*	6 836	8 044	7 896	8 342	9 658	16 532	17 761	18 490	19 078	22 281
dont : 1. Verre étiré ou soufflé	*238*	*219*	*179*	*131*	*128*	*1 800*	*1 575*	*1 499*	*1 220*	*870*
2. Verre coulé ou laminé	*424*	*617*	*702*	*927*	*1 239*	*4 575*	*5 143*	*6 132*	*6 582*	*8 200*
3. Glaces ou verres de sécurité	*302*	*437*	*407*	*497*	*546*	*1 347*	*1 351*	*1 525*	*1 507*	*1 407*
4. Ampoules, etc.	*941*	*1 340*	*1 141*	*881*	*430*	*1 567*	*1 982*	*1 570*	*1 471*	*1 087*
5. Ouvrages en verre	*2 922*	*3 375*	*3 375*	*3 594*	*4 413*	*3 622*	*3 692*	*3 589*	*4 052*	*5 180*
L. *Produits céramiques*	7 483	8 400	9 042	10 037	11 450	3 104	3 804	4 166	4 622	5 549
dont : 1. Matériaux réfractaires	*1 677*	*1 641*	*1 691*	*2 263*	*2 396*	*764*	*741*	*864*	*971*	*1 136*
2. Matériaux non réfractaires	*2 495*	*2 903*	*2 985*	*2 994*	*3 549*	*905*	*966*	*1 063*	*1 018*	*1 183*
3. Poterie	*1 696*	*2 086*	*2 352*	*2 479*	*3 078*	*584*	*837*	*1 018*	*1 234*	*1 488*
Total général ...	**33 424**	**34 048**	**34 897**	**37 841**	**43 354**	**36 389**	**37 182**	**39 122**	**41 480**	**48 147**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Produits en fonte*	5 017	5 063	5 458	7 101	7 024	3 904	3 954	3 578	3 669	4 239
dont : — produits en fonte bruts, coulés ou moulés	*851*	*1 087*	*1 074*	*1 459*	*1 554*	*490*	*507*	*439*	*493*	*401*
B. *Produits en métaux, forgés, estampés, emboutis, découpés, repoussés*	3 890	4 335	5 045	6 036	6 500	3 797	3 463	3 061	3 342	3 579
C. *Vis, boulons, écrous, clous, chaînes, ressorts, produits frittés, travail de la surface*	2 780	3 196	3 145	3 862	4 743	1 764	1 996	1 900	2 075	2 991
dont : — clous, vis boulons, etc.	*2 014*	*2 307*	*2 252*	*2 806*	*3 449*	*1 037*	*1 051*	*990*	*1 068*	*1 379*
D. *Produits de la construction métallique*	5 188	5 270	6 170	6 691	8 314	7 013	8 198	9 675	8 579	9 213
dont : 1. Constructions métalliques en fer ou acier	*4 286*	*4 221*	*4 875*	*5 275*	*6 703*	*5 967*	*6 520*	*7 836*	*6 866*	*6 811*
2. Constructions métalliques en aluminium	*729*	*839*	*919*	*1 107*	*1 321*	*881*	*1 315*	*1 517*	*1 438*	*2 017*
E. *Produits de la chaudronnerie*	2 332	2 118	2 608	2 381	2 698	2 225	2 023	2 879	2 908	2 905
F. *Outillage et articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique*	18 763	20 794	21 433	23 913	27 359	16 019	16 919	16 746	17 952	20 862
dont : 1. Articles de chauffage et de cuisson	*1 717*	*1 717*	*1 803*	*2 178*	*2 730*	*758*	*838*	*803*	*1 064*	*1 853*
2. Sièges	*941*	*1 137*	*1 085*	*1 157*	*1 360*	*749*	*884*	*791*	*796*	*910*
3. Autres meubles	*1 489*	*1 740*	*1 875*	*1 944*	*2 137*	*1 037*	*1 322*	*1 005*	*984*	*1 046*
4. Outils (scies, limes, tenailles, etc.)	*1 901*	*2 343*	*2 604*	*2 989*	*3 325*	*748*	*822*	*890*	*988*	*1 234*
5. Coutellerie	*1 007*	*1 097*	*1 025*	*1 075*	*1 296*	*104*	*118*	*93*	*88*	*150*
6. Articles de ménage, etc.	*2 461*	*2 510*	*2 681*	*2 757*	*3 116*	*688*	*715*	*761*	*811*	*1 003*
7. Articles d'hygiène	*562*	*674*	*660*	*667*	*721*	*302*	*306*	*275*	*217*	*245*
8. Serrures, coffres-forts, etc.	*2 355*	*2 654*	*2 679*	*2 945*	*3 455*	*689*	*765*	*760*	*855*	*836*
9. Ouvrages en métaux non ferreux	*1 051*	*1 168*	*1 219*	*1 521*	*1 766*	*1 546*	*1 483*	*1 612*	*1 635*	*2 020*
10. Fûts, boîtes, etc.	*1 526*	*1 655*	*1 866*	*2 395*	*2 866*	*2 759*	*3 511*	*3 625*	*3 585*	*4 536*
11. Tuyaux flexibles, bouchons métalliques, plaques indicatrices, fils et baguette pour soudure, etc.	*965*	*1 067*	*1 104*	*1 123*	*1 278*	*729*	*888*	*739*	*823*	*851*
Total général ...	**37 970**	**40 796**	**43 859**	**49 984**	**56 638**	**34 722**	**36 553**	**37 839**	**38 525**	**43 789**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits chimiques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. Produits de la pétrochimie et de la carbochimie	62 042	60 314	62 947	91 223	97 770	74 100	76 390	80 729	114 324	118 572
dont : 1. Hydrocarbures acycliques	*7 995*	*8 881*	*9 729*	*17 788*	*20 774*	*3 157*	*1 616*	*1 392*	*2 310*	*2 076*
2. Hydrocarbures cycliques	*7 977*	*6 509*	*6 245*	*11 703*	*11 699*	*1 465*	*1 136*	*1 196*	*2 602*	*2 186*
3. Dérivés halogènes, sulfones, nitres, nitroses	*1 692*	*1 455*	*1 691*	*1 883*	*2 119*	*2 953*	*3 365*	*3 435*	*1 011*	*1 185*
4. Alcools, phénols et dérivés	*2 417*	*2 194*	*2 208*	*3 715*	*4 267*	*2 992*	*2 187*	*2 231*	*3 224*	*2 842*
5. Composés à fonctions azotées	*4 393*	*4 498*	*4 751*	*6 401*	*5 584*	*1 954*	*1 975*	*2 670*	*3 573*	*3 290*
6. Acides carboxyliques	*3 943*	*3 841*	*3 675*	*5 202*	*5 229*	*4 864*	*4 609*	*4 129*	*5 444*	*5 912*
7. Composés organo-min. et hétérocycliques	*2 631*	*3 189*	*3 565*	*3 818*	*4 393*	*11 421*	*12 497*	*12 352*	*14 450*	*15 389*
8. Autres produits chimiques organiques	*3 240*	*3 532*	*3 784*	*5 825*	*5 587*	*3 272*	*3 608*	*2 909*	*4 243*	*4 614*
9. Matières colorantes org. synth. et luminophores	*2 489*	*2 086*	*1 982*	*2 159*	*2 011*	*1 316*	*1 330*	*1 185*	*1 010*	*1 016*
10. Caoutchouc synthétique	*2 596*	*2 532*	*2 769*	*3 472*	*4 052*	*3 145*	*3 724*	*3 836*	*4 686*	*5 034*
11. Phénoplastes et aminoplastes bruts	*1 475*	*1 305*	*1 397*	*1 493*	*1 693*	*645*	*587*	*647*	*721*	*822*
12. Polyesters, polyamides et polyuréthanes bruts	*1 573*	*1 770*	*1 888*	*2 650*	*2 297*	*1 331*	*1 569*	*1 816*	*1 874*	*1 976*
13. Résines époxydes bruts, silicones, échangeurs d'ions	*1 763*	*1 874*	*2 304*	*2 482*	*2 551*	*4 376*	*4 276*	*4 580*	*6 207*	*4 729*
14. Polyéthylène et polypropylène brut	*6 107*	*5 140*	*4 992*	*7 165*	*8 562*	*9 061*	*12 211*	*13 905*	*23 635*	*26 040*
15. Polystyrène et polyvinylchloride brut	*3 389*	*3 632*	*3 639*	*4 990*	*5 148*	*10 217*	*10 022*	*10 985*	*15 745*	*15 648*
16. Autres produits de polymérisation *(a)*	*2 886*	*2 960*	*2 944*	*3 628*	*4 225*	*2 979*	*3 137*	*3 207*	*3 852*	*4 320*
17. Nitrates et acétates de cellulose, etc. *(b)*	*954*	*927*	*1 062*	*985*	*1 174*	*585*	*223*	*247*	*233*	*244*
B. Autres produits chimiques de base	17 330	18 313	19 997	22 861	27 141	31 425	32 650	36 596	42 357	46 082
dont : 1. Eléments, oxydes, acides	*3 229*	*3 229*	*3 650*	*4 025*	*4 868*	*4 509*	*4 459*	*4 748*	*5 440*	*5 484*
2. Autres produits anorganiques,										
3. Produits médicinaux et pharmaceutiques	*1 630*	*1 375*	*1 748*	*2 125*	*1 926*	*959*	*874*	*949*	*791*	*854*

3. Produits médicinaux et pharmaceutiques										
4. Engrais manufacturés	*5 102*	*6 364*	*6 995*	*7 300*	*8 678*	*13 123*	*15 118*	*17 003*	*17 672*	*20 681*
C. Enduits, peintures, vernis et encres d'imprimerie	3 117	3 517	3 537	4 142	4 875	3 258	3 649	3 958	4 768	5 469
dont : — Vernis et peintures	*1 918*	*2 107*	*2 200*	*2 544*	*2 902*	*2 088*	*2 302*	*2 219*	*2 699*	*2 999*
D. Autres produits chimiques principalement destinés à l'industrie et à l'agriculture	15 640	16 515	19 973	23 579	26 022	19 172	21 217	22 470	27 867	35 443
dont : 1. Tensio-actifs, préparations pour lessives	*1 360*	*1 431*	*1 618*	*2 211*	*2 457*	*1 481*	*1 675*	*1 959*	*2 710*	*3 185*
2. Insecticides préparés, etc.	*3 345*	*3 705*	*4 409*	*4 587*	*4 207*	*6 411*	*5 946*	*4 812*	*6 899*	*11 206*
3. Matières albuminoïdes et colles	*986*	*1 069*	*1 229*	*1 529*	*1 505*	*994*	*1 213*	*1 291*	*1 449*	*2 142*
4. Additifs pour huiles minérales	*2 076*	*2 304*	*2 256*	*2 639*	*3 355*	*1 968*	*2 379*	*2 566*	*2 890*	*3 811*
E. Produits pharmaceutiques	13 271	13 089	14 718	15 992	17 499	11 867	13 666	15 013	16 104	18 691
dont : 1. Antibiotiques	*1 848*	*1 579*	*1 944*	*1 905*	*2 196*	*1 726*	*2 063*	*1 518*	*1 542*	*1 694*
2. Hétérosides, glandes, sérums	*507*	*800*	*682*	*843*	*1 013*	*311*	*375*	*332*	*403*	*517*
3. Préparations médicamenteuses	*10 130*	*9 788*	*11 153*	*12 196*	*13 057*	*9 480*	*10 874*	*12 712*	*13 741*	*16 009*
F. Savons, détergents synthétiques, autres produits d'hygiène corporelle, parfums	4 769	5 002	5 221	5 409	6 095	4 885	5 282	5 534	5 715	6 749
dont : — Produits de parfumerie et toilette	*2 640*	*2 981*	*3 110*	*3 268*	*3 760*	*2 166*	*2 354*	*2 562*	*2 727*	*3 065*
G. Autres produits chimiques principalement destinés à la consommation domestique et à l'administration	5 548	6 188	6 640	7 333	8 582	14 869	18 169	19 632	22 839	31 736
dont : 1. Produits photographiques	*2 809*	*3 140*	*3 470*	*3 857*	*5 045*	*12 989*	*14 109*	*14 788*	*16 940*	*24 949*
2. Supports non enregistrés	*906*	*1 162*	*1 198*	*1 192*	*1 098*	*840*	*1 073*	*1 150*	*1 227*	*972*
H. Fibres artificielles et synthétiques	13 230	11 951	10 885	13 048	15 138	7 805	7 172	7 606	8 138	7 856
dont : 1. Fibres synthétiques discontinues, brutes	*3 213*	*3 144*	*3 289*	*3 868*	*3 797*	*306*	*210*	*207*	*214*	*254*
2. Câbles pour discontinus synthétiques	*715*	*620*	*595*	*755*	*818*	*53*	*12*	*14*	*12*	*9*
3. Fibres textiles artificielles et déchets de fibres synthétiques ou artificielles	*928*	*703*	*567*	*770*	*941*	*780*	*899*	*997*	*1 145*	*1 050*
4. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, vente au détail exclue; catgut synthétique	*7 542*	*6 743*	*5 785*	*6 879*	*8 742*	*4 212*	*3 769*	*3 690*	*3 918*	*3 515*
Total général	**134 947**	**134 889**	**143 918**	**183 587**	**203 122**	**167 381**	**178 195**	**191 538**	**242 112**	**270 598**

(a) Comprend à l'exportation également les données confidentielles relatives à l'exportation figurant sous C5 du tableau « Commerce extérieur d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique ».
(b) Comprend à l'exportation également les données confidentielles relatives à l'exportation figurant sous C6 du tableau « Commerce extérieur d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information*	10 202	12 418	13 804	16 950	19 561	5 404	5 390	6 254	6 981	9 041
dont : 1. Machines de bureau	*2 226*	*2 067*	*2 245*	*2 408*	*2 354*	*703*	*483*	*533*	*718*	*766*
2. Machines pour le traitement de l'information	*5 977*	*8 026*	*8 436*	*10 564*	*11 924*	*3 163*	*3 322*	*3 622*	*4 308*	*5 405*
B. *Instruments de précision, appareils de mesure et de contrôle*	3 399	3 445	3 353	3 820	4 814	1 284	1 290	1 435	1 500	1 980
C. *Matériel médico-chirurgical, appareils orthopédiques*	2 077	2 593	2 968	3 377	3 762	1 795	2 173	2 717	3 120	3 421
D. *Instruments d'optique, matériel photographique*	5 006	5 806	5 868	6 160	6 455	1 905	2 338	2 133	2 094	2 248
dont : 1. Photographie	*1 993*	*2 203*	*2 392*	*2 481*	*2 381*	*705*	*800*	*806*	*816*	*822*
2. Eléments d'optique et lunetterie	*1 089*	*1 162*	*1 196*	*1 320*	*1 421*	*221*	*233*	*237*	*260*	*333*
E. *Montres, horloges*	2 225	2 297	2 517	2 682	3 062	349	377	497	571	807
Total général ...	**22 909**	**26 559**	**28 510**	**32 989**	**37 654**	**10 737**	**11 568**	**13 036**	**14 266**	**17 497**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Véhicules automobiles et moteurs automobiles*	125 993	129 918	143 596	160 875	173 956	123 815	134 943	143 662	164 827	158 945
dont : 1. Véhicules pour transport de personnes, non en commun	*43 589*	*46 824*	*52 787*	*63 295*	*63 910*	*103 853*	*111 924*	*126 365*	*141 251*	*132 228*
2. Véhicules pour transport en commun de personnes	*307*	*512*	*632*	*731*	*677*	*1 650*	*3 812*	*1 699*	*3 350*	*3 533*
3. Véhicules pour transport de marchandises	*7 509*	*8 910*	*9 026*	*12 097*	*14 610*	*16 023*	*16 333*	*12 891*	*17 463*	*19 742*
4. Véhicules à usages spéciaux	*819*	*1 142*	*1 323*	*1 127*	*1 207*	*1 432*	*1 270*	*1 099*	*1 002*	*1 124*
5. Tracteurs routiers et tracteurs à roues	*1 302*	*1 484*	*1 410*	*1 853*	*2 031*	*356*	*360*	*483*	*527*	*687*
6. Châssis avec moteur	*1 111*	*1 498*	*1 412*	*1 348*	*1 401*	*167*	*266*	*282*	*320*	*352*
7. Moteurs pour véhicules	*12 549*	*13 716*	*13 051*	*15 546*	*15 680*	*334*	*238*	*388*	*270*	*246*
B. *Carrosseries, remorques et bennes*	3 305	3 263	3 075	3 235	2 811	4 452	4 454	4 271	4 886	5 620
dont : 1. Carrosseries	*803*	*801*	*852*	*1 071*	*870*	*1 477*	*1 702*	*1 611*	*1 938*	*2 383*
2. Remorques pour habitation, etc.	*1 820*	*1 723*	*1 368*	*1 375*	*1 121*	*1 500*	*1 238*	*1 408*	*1 553*	*1 572*
3. Remorques pour transport de marchandises	*511*	*592*	*696*	*645*	*651*	*1 351*	*1 406*	*1 131*	*1 315*	*1 615*
C. *Equipement, accessoires et pièces détachées pour automobiles*	35 366	42 306	41 931	47 420	28 762	17 747	19 797	19 081	23 718	21 637
dont : parties et pièces pour véhicules (châssis et carrosseries exclus)	*34 167*	*41 138*	*40 829*	*45 859*	*27 233*	*17 037*	*18 973*	*18 329*	*22 884*	*20 705*
Total général ...	**164 664**	**175 487**	**188 602**	**211 530**	**205 529**	**146 014**	**159 194**	**167 014**	**193 431**	**186 202**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Machines et tracteurs agricoles*	5 265	6 462	7 140	8 214	6 957	14 289	15 217	12 523	14 237	12 698
dont : 1. Machines agricoles	*2 444*	*2 712*	*3 299*	*3 773*	*3 478*	*7 807*	*6 848*	*7 335*	*7 467*	*7 275*
2. Tracteurs agricoles	*2 413*	*3 334*	*3 330*	*3 888*	*2 968*	*6 197*	*8 093*	*4 876*	*6 411*	*5 026*
B. *Machines-outils pour le travail des métaux, outillages et outils pour machines*	6 395	6 808	8 303	9 057	12 998	7 823	7 859	8 238	8 756	9 754
dont : 1. Outils	*1 867*	*2 170*	*2 373*	*2 835*	*3 359*	*1 962*	*2 380*	*2 348*	*2 648*	*3 089*
2. Machines-outils	*3 653*	*3 903*	*4 683*	*5 185*	*8 189*	*5 126*	*4 505*	*4 436*	*4 782*	*5 463*
C. *Machines textiles et leurs accessoires, machines à coudre*	4 358	4 084	4 263	4 531	5 810	6 615	7 044	6 070	7 463	8 357
D. *Machines et appareils pour les industries alimentaires et chimiques, machines de conditionnement et d'emballage, machines pour le travail du caoutchouc et des matières plastiques*	10 493	10 026	10 831	11 491	14 045	10 708	10 678	11 141	9 761	11 257
dont : 1. Pour industrie alimentaire (y compris laiteries)	*1 132*	*1 417*	*1 751*	*1 760*	*1 865*	*1 857*	*1 246*	*1 262*	*1 228*	*1 204*
2. Centrifugeuses, appareils pour filtration et épuration, etc.	*1 369*	*1 187*	*1 235*	*1 367*	*1 864*	*998*	*1 031*	*1 564*	*1 429*	*1 462*
3. Machines pour nettoyer, remplir, emballer, etc.	*1 550*	*1 851*	*2 197*	*2 519*	*2 897*	*1 193*	*1 233*	*1 354*	*1 416*	*1 615*
E. *Matériel de mines, machines et matériel pour la métallurgie, la préparation de matériaux de construction, le bâtiment, le génie civil, le*										
dont : 1. [illegible]										
2. Machines pour d'autres industries	*1 944*	*2 301*	*2 166*	*2 444*	*2 867*	*2 857*				

3. Machines pour le travail des métaux	2 288	1 258	1 103	1 252	1 707	1 132	1 064	1 232	1 023	1 338
4. Equipement mécanique de manutention	8 749	8 993	9 667	9 849	11 385	4 480	4 910	4 768	4 587	5 213
F. Engrenages et autres organes de transmission, roulements	5 165	5 321	5 405	6 022	7 276	3 054	3 520	3 657	3 992	5 326
dont : — Roulements	1 581	2 042	1 853	2 253	2 902	165	356	493	593	1 049
G. Machines pour le travail du bois, du papier, du cuir, de la chaussure; matériel de blanchisserie et de nettoyage à sec	4 449	4 717	5 593	6 452	7 014	2 049	2 794	2 817	3 315	2 907
dont : 1. Machines pour le papier	1 281	1 161	1 126	1 293	1 375	510	381	680	472	440
2. Machines pour imprimerie, brochage, etc.	1 432	1 627	2 357	2 593	2 983	394	416	525	566	577
3. Machines-outils, autres machines n.d.a. et pièces	1 189	1 276	1 418	1 431	1 722	667	1 484	976	900	1 183
H. Autres machines et matériel mécanique	28 771	31 589	32 888	36 054	41 725	35 129	40 532	38 966	39 268	42 378
dont : 1. Machines à vapeur sans chaudières	866	973	916	1 149	1 019	559	732	525	491	302
2. Moteurs à explosion, combustion interne (avions et voitures exclus)	4 693	5 101	5 379	5 808	6 748	1 954	1 766	1 622	1 976	2 534
3. Turbines à gaz (à l'exclusion des turbo-propulseurs), autres moteurs et machines motrices	1 065	1 208	2 075	1 768	1 995	1 177	1 398	1 507	1 033	971
4. Machines pour le chauffage et la réfrigération (à l'exclusion des gazogènes)	3 485	3 890	3 216	3 565	4 295	1 375	1 921	1 754	1 761	2 065
5. Pompes	2 728	3 415	3 537	3 939	4 426	2 429	2 512	2 871	2 366	2 968
6. Compresseurs, générateurs, pompes à air, ventilateurs, etc.	3 324	3 553	3 689	3 659	4 501	2 572	3 121	3 008	3 194	3 628
7. Autres machines non-électriques (e.a. appareils à pesage, appareils à projeter)	1 793	2 030	2 208	2 522	2 948	948	981	951	1 120	1 141
8. Parties et pièces, non-électriques, n.d.a.	5 194	5 476	5 642	6 512	7 448	2 112	2 402	2 270	2 496	2 622
Total général ...	**83 757**	**88 381**	**94 108**	**103 017**	**119 875**	**100 647**	**111 383**	**109 375**	**113 290**	**121 525**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Fils et câbles électriques*	2 645	2 849	2 694	3 064	3 634	3 394	3 204	3 290	3 963	4 340
B. *Electromoteurs, générateurs et transformateurs, matériel électrique d'équipement*	12 405	12 914	12 116	13 167	15 010	11 988	12 426	13 588	13 922	15 538
dont : 1. Machines électriques rotatives pour courant alternatif	*1 915*	*2 134*	*2 125*	*2 254*	*2 391*	*1 790*	*1 737*	*1 869*	*1 496*	*1 686*
2. Autres machines électriques rotatives	*1 390*	*1 252*	*1 356*	*1 280*	*1 370*	*717*	*569*	*1 017*	*755*	*1 132*
3. Appareils électriques pour production et transformation, etc.	*2 434*	*2 534*	*2 359*	*2 503*	*2 971*	*4 172*	*3 537*	*3 809*	*3 646*	*4 524*
4. Appareillage électrique	*6 072*	*6 355*	*5 574*	*6 004*	*7 291*	*4 341*	*5 350*	*5 573*	*6 600*	*6 900*
C. *Matériel électrique d'utilisation, piles et accumulateurs*	7 466	8 360	9 266	10 174	11 751	8 894	9 480	10 436	11 777	13 635
dont : 1. Piles électriques et accumulateurs	*1 671*	*1 801*	*1 868*	*2 191*	*2 712*	*2 374*	*2 498*	*2 526*	*3 111*	*4 112*
2. Equipement électrique pour moteurs	*2 349*	*2 771*	*2 967*	*3 024*	*3 346*	*2 131*	*2 362*	*2 686*	*3 009*	*3 301*
3. Outils électromécaniques à moteur incorporé	*1 065*	*1 280*	*1 467*	*1 525*	*1 702*	*121*	*95*	*120*	*135*	*198*
4. Machines pour le soudage à l'électricité	*727*	*742*	*850*	*1 001*	*1 189*	*604*	*660*	*540*	*574*	*689*
D. *Matériel de télécommunication, compteurs, appareils de mesures, matériel électromédical*	17 280	17 678	21 243	23 594	26 515	20 337	18 914	19 331	19 173	25 113
dont : 1. Equipement télécommunication, etc.	*5 489*	*5 158*	*5 455*	*6 609*	*8 367*	*13 960*	*11 733*	*10 592*	*10 048*	*15 095*
2. Appareillage électrique	*2 163*	*1 936*	*3 566*	*3 953*	*4 079*	*1 496*	*1 340*	*2 145*	*2 728*	*2 670*
3. Appareils médicaux et radiolo-										

5. Condensateurs	1 324	1 248	1 139	1 196	1 075	191	202	183	177	223
6. Instruments de mesure ou d'analyse électroniques ou électriques, etc.	4 751	4 883	5 639	6 551	7 605	2 411	2 480	2 866	2 942	3 121
E. Appareils électroniques, de radio, de télévision, électro-acoustique, disques et bandes magnétiques enregistrés	20 530	21 082	22 481	23 238	26 583	20 824	22 737	24 911	26 164	26 873
dont : 1. Récepteurs de télévision	3 447	3 875	3 499	3 310	4 382	6 650	7 963	9 165	8 594	8 977
2. Récepteurs de radiodiffusion	3 106	3 285	3 599	3 531	3 497	3 751	3 661	4 028	4 995	5 039
3. Phonographes, etc.	2 174	2 078	3 090	3 752	4 766	2 798	2 778	2 815	3 168	4 295
4. Equipement pour télécommunication, etc.	4 821	4 853	5 133	5 139	6 370	4 261	4 729	5 326	5 506	6 102
5. Tubes cathodiques pour T.V.	3 271	3 281	3 544	2 844	3 048	1 886	1 914	2 195	1	2
6. Semi-conducteurs	1 836	1 587	1 461	2 153	1 703	644	653	486	1 347	620
F. Appareils électrodomestiques	12 819	12 703	11 923	12 542	13 568	1 912	2 194	2 130	2 563	2 942
dont : 1. Machines à laver et sécher	2 402	2 404	2 579	2 625	2 793	242	281	324	275	408
2. Réfrigérateurs et congélateurs	2 831	2 578	1 922	1 934	2 261	365	460	331	355	404
3. Appareils électromécaniques ménagers	2 250	2 332	2 178	2 225	2 299	258	296	329	316	429
4. Appareils électrothermiques n.d.a.	4 102	4 103	4 000	4 513	4 907	913	1 034	1 037	1 510	1 591
G. Lampes, matériel d'éclairage	4 471	4 562	4 719	4 877	5 652	3 779	4 475	4 914	5 429	6 028
dont : 1. Lampes et tubes électriques	1 959	1 883	2 011	1 866	2 297	1 849	2 431	2 925	3 249	3 486
2. Appareils d'éclairage	2 009	2 081	2 175	2 352	2 687	1 268	1 307	1 297	1 539	1 834
Total général	77 616	80 148	84 442	90 656	102 713	71 128	73 430	78 600	82 991	94 469

(a) Les données à l'exportation de la rubrique 85.21.160 sont confidentielles à partir de 1979.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Bateaux, paquebots, bateaux de guerre, remorqueurs, engins flottants, matériaux résultant du dépeçage de bateaux*	920	2 694	2 385	1 287	2 184	6 003	2 171	1 970	1 194	4 834
B. *Locomotives, autorails, automotrices, tramways, wagons et autre matériel ferroviaire tracté*	1 040	869	835	829	1 376	1 158	759	1 109	1 444	968
C. *Cycles, motocycles, fauteuils d'invalides*	2 569	3 010	2 717	2 727	3 611	855	1 143	1 073	932	1 289
dont : 1. Motocycles, etc. avec moteur	*1 213*	*1 392*	*1 251*	*1 183*	*1 377*	*428*	*621*	*650*	*494*	*582*
2. Vélocipèdes sans moteur	*352*	*443*	*447*	*567*	*802*	*105*	*113*	*73*	*60*	*136*
3. Parties et pièces	*891*	*1 050*	*961*	*923*	*1 324*	*319*	*404*	*348*	*375*	*560*
D. *Avions, hélicoptères, hovercraft, missiles, véhicules spatiaux et autres engins aéronautiques*	9 270	11 290	15 678	19 339	24 757	4 617	3 718	2 464	5 892	10 954
dont : 1. Propulseurs à réaction	*3 262*	*3 039*	*3 497*	*2 278*	*3 170*	*299*	*330*	*265*	*1 519*	*2 034*
2. Turbo-propulseurs et parties	*722*	*780*	*1 827*	*922*	*1 260*	*467*	*448*	*434*	*665*	*1 202*
3. Appareils aériens	*640*	*2 544*	*2 607*	*3 557*	*5 626*	*242*	*436*	*265*	*1 081*	*3 158*
4. Parties et pièces pour appareils aériens	*4 537*	*4 812*	*7 716*	*12 551*	*14 500*	*3 578*	*2 415*	*1 447*	*2 574*	*4 481*
E. *Voitures d'enfants et de malades, véhicules à traction animale*	431	193	179	242	253	180	31	40	44	46
Total général ...	**14 230**	**18 056**	**21 794**	**24 424**	**32 181**	**12 813**	**7 822**	**6 656**	**9 506**	**18 091**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Invoer					Uitvoer				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
1. *Viandes et déchets d'abattoirs*	*9 168*	*10 013*	*11 917*	*12 201*	*12 400*	*17 784*	*17 434*	*18 099*	*19 750*	*22 435*
dont : — viandes de bovins	*(3 160)*	*(3 651)*	*(4 823)*	*(4 642)*	*(3 652)*	*(2 550)*	*(2 669)*	*(3 194)*	*(3 587)*	*(4 967)*
— viandes ovines et caprines	*(878)*	*(1 065)*	*(1 288)*	*(1 448)*	*(1 693)*	*(32)*	*(21)*	*(30)*	*(29)*	*(46)*
— viandes porcines	*(799)*	*(509)*	*(498)*	*(578)*	*(815)*	*(12 010)*	*(11 484)*	*(11 862)*	*(12 804)*	*(13 674)*
— de volailles mortes de basse-cour	*(625)*	*(795)*	*(951)*	*(956)*	*(1 139)*	*(1 031)*	*(1 066)*	*(778)*	*(802)*	*(799)*
— de chevaux, etc.	*(1 972)*	*(2 231)*	*(2 480)*	*(2 549)*	*(2 769)*	*(221)*	*(305)*	*(364)*	*(342)*	*(437)*
2. *Préparations de viandes, extraits de poisson*	*1 649*	*1 871*	*2 101*	*2 415*	*2 759*	*5 359*	*5 227*	*5 815*	*6 547*	*7 243*
3. *Graisses de porc et de volaille*	*455*	*732*	*323*	*313*	*299*	*726*	*1 228*	*778*	*849*	*752*
4. *Cuirs et peaux bruts*	*1 277*	*1 131*	*1 018*	*1 500*	*957*	*1 380*	*1 366*	*1 507*	*2 140*	*1 285*
5. *Matières brutes animales*	*919*	*1 200*	*968*	*1 138*	*1 104*	*1 289*	*1 368*	*1 190*	*1 197*	*1 002*
dont : — os, ivoire, etc.	*(490)*	*(663)*	*(426)*	*(558)*	*(351)*	*(658)*	*(673)*	*(536)*	*(477)*	*(225)*
6. *Huiles et graisses animales*	*769*	*933*	*851*	*951*	*808*	*571*	*389*	*273*	*300*	*381*
Total général	**14 237**	**15 880**	**17 178**	**18 518**	**18 327**	**27 109**	**27 012**	**27 662**	**30 783**	**33 098**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur d'autres produits alimentaires

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Corps gras végétaux et animaux*	10 404	12 846	11 843	13 665	15 271	7 793	9 376	10 624	11 157	11 538
dont : 1. Tourteaux et résidus similaires	*4 970*	*6 585*	*5 801*	*5 984*	*7 808*	*2 807*	*3 633*	*4 084*	*3 934*	*3 981*
2. Huiles végétales fixes douces	*2 086*	*2 182*	*2 318*	*2 739*	*2 632*	*2 812*	*2 867*	*3 659*	*3 630*	*3 289*
3. Autres huiles végétales fixes	*1 906*	*2 275*	*1 897*	*2 527*	*2 468*	*798*	*1 034*	*915*	*1 122*	*1 368*
4. Huiles et graisses préparées, cires (animales et végétales)	*951*	*1 217*	*1 248*	*1 639*	*1 429*	*560*	*791*	*760*	*1 008*	*1 159*
B. *Conserves et jus de fruits et de légumes*	7 964	8 133	8 255	9 238	10 332	5 963	5 997	6 065	6 346	6 495
dont : 1. Légumes, racines, préparés, conservés	*3 248*	*3 157*	*3 068*	*3 349*	*3 604*	*3 514*	*3 134*	*2 878*	*2 938*	*2 877*
2. Raisins secs, figues, fruits à coque et autres fruits séchés	*574*	*724*	*849*	*957*	*1 133*	*18*	*25*	*21*	*30*	*28*
3. Préparations et conserves de fruits	*3 445*	*3 509*	*3 734*	*4 007*	*4 463*	*1 965*	*2 192*	*2 423*	*2 413*	*2 311*
C. *Conserves de poissons et d'autres produits de la mer, pour alimentation humaine*	3 840	4 232	4 546	4 992	5 170	741	799	833	866	941
dont : 1. Poissons, crustacés et mollusques préparés ou conservés	*2 864*	*3 076*	*3 361*	*3 693*	*3 780*	*288*	*428*	*448*	*467*	*551*
2. Poissons et filets de poisson, con-										

dont : 1. Riz (à l'exclusion de riz non décortiqué)	*1 291*	*1 341*	*1 703*	*1 851*	*2 321*	*850*	*867*	*1 348*	*1 990*	*2 652*
2. Sons, remoulages et similaires	*3 619*	*2 750*	*1 745*	*2 427*	*2 659*	*315*	*402*	*307*	*348*	*376*
3. Farines	*269*	*353*	*480*	*343*	*327*	*1 269*	*1 407*	*1 528*	*1 413*	*2 269*
E. Pâtes alimentaires	431	477	422	532	618	185	190	194	272	288
F. Produits amylacés	1 533	1 618	1 360	1 531	1 715	2 388	2 876	2 848	3 048	3 405
G. Pains, biscottes, biscuits, produits de la pâtisserie	2 035	2 298	2 601	2 862	3 254	3 561	3 739	3 974	4 106	4 959
H. Sucre	3 528	3 586	3 045	4 786	3 564	5 897	7 140	5 666	7 455	10 473
I. Produits à base de cacao, sucreries, glaces de consommation	5 231	6 386	7 127	7 146	7 853	4 932	5 871	5 925	7 104	8 461
dont : 1. Sucreries sans cacao	*1 152*	*1 152*	*1 235*	*1 354*	*1 311*	*978*	*956*	*1 003*	*1 028*	*1 215*
2. Cacao en poudre, beurre et pâte de cacao	*1 793*	*2 494*	*2 420*	*2 440*	*2 885*	*99*	*81*	*43*	*92*	*237*
3. Chocolat et préparations au chocolat	*2 209*	*2 574*	*3 206*	*3 228*	*3 528*	*3 289*	*4 283*	*4 239*	*5 060*	*6 262*
J. Produits pour l'alimentation des animaux	3 401	3 882	4 272	5 235	5 615	2 471	2 655	2 910	3 406	3 857
K. Autres produits alimentaires	5 631	6 647	6 671	7 470	8 318	4 910	5 495	5 853	6 588	7 963
dont : 1. Café et succédanés	*1 331*	*2 293*	*2 136*	*2 302*	*2 263*	*2 030*	*2 337*	*2 163*	*2 467*	*2 930*
2. Préparations pour soupes ou bouillons	*1 446*	*1 388*	*1 374*	*1 464*	*1 647*	*204*	*174*	*183*	*174*	*194*
Total général ...	**49 608**	**55 050**	**54 596**	**62 857**	**67 658**	**41 559**	**47 185**	**48 387**	**54 594**	**64 031**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de lait et de produits laitiers

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
1. Lait et crème	*2 756*	*2 887*	*2 828*	*3 097*	*3 927*	*4 228*	*4 822*	*6 158*	*7 709*	*8 730*
dont : — lait en poudre	*(1 796)*	*(1 895)*	*(1 628)*	*(1 483)*	*(2 075)*	*(2 844)*	*(3 260)*	*(4 516)*	*(5 803)*	*(6 402)*
— lait et crême, frais	*(247)*	*(291)*	*(336)*	*(495)*	*(567)*	*(1 295)*	*(1 465)*	*(1 480)*	*(1 660)*	*(1 897)*
2. Beurre	*6 648*	*8 568*	*10 971*	*10 944*	*11 898*	*4 305*	*6 643*	*9 798*	*11 435*	*12 768*
3. Fromage et caillebotte	*7 157*	*8 050*	*9 084*	*9 789*	*10 832*	*1 357*	*1 878*	*2 119*	*2 710*	*3 157*
4. Autres produits laitiers	*327*	*348*	*376*	*458*	*592*	*220*	*300*	*309*	*496*	*604*
Total général ...	**16 888**	**19 853**	**23 259**	**24 288**	**27 249**	**10 110**	**13 643**	**18 384**	**22 350**	**25 259**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs

Valeur
(en millions de francs)

DESIGNATION	Importation					Exportation				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. Levures, alcool éthylique, boissons distillées ...	2 185	2 638	3 079	3 596	4 196	246	200	371	432	426
dont : — eaux de vie, whisky	*1 104*	*1 396*	*1 631*	*1 853*	*2 153*	*10*	*18*	*32*	*34*	*38*
B. Champagne, vins mousseux, apéritifs à base de vin	1 884	2 135	2 425	2 827	3 140	135	237	391	368	426
1. Vins et moûts de raisin mutés à l'alcool	*1 422*	*1 619*	*1 699*	*2 033*	*2 297*	*42*	*79*	*47*	*61*	*79*
2. Apéritifs	*462*	*516*	*726*	*794*	*843*	*93*	*158*	*344*	*307*	*347*
C. Cidre et autres vins de fruits	36	33	38	40	50	41	55	61	64	61
D. Bière, malt	1 856	1 704	2 029	1 779	1 983	5 914	5 800	5 581	5 608	5 349
dont : 1. Bière	*1 335*	*1 204*	*1 269*	*1 271*	*1 314*	*1 791*	*1 677*	*1 758*	*2 142*	*2 464*
2. Malt	*504*	*455*	*726*	*483*	*663*	*4 119*	*4 070*	*3 816*	*3 456*	*2 870*
E. Eaux minérales, limonades	1 307	1 249	1 432	1 726	2 005	663	568	683	986	1 325
F. Produits à base de tabacs	1 891	2 379	2 323	2 571	2 562	3 983	4 428	5 079	5 535	6 012
dont : 1. Cigares et cigarillos	*946*	*1 154*	*1 101*	*1 340*	*1 237*	*2 205*	*2 113*	*2 562*	*2 772*	*3 198*
2. Cigarettes	*655*	*785*	*690*	*678*	*752*	*1 707*	*2 207*	*2 423*	*2 575*	*2 578*
Total général ...	**9 159**	**10 138**	**11 326**	**12 539**	**13 936**	**10 982**	**11 288**	**12 166**	**12 993**	**13 599**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Fibres textiles préparées, produits de filature, filterie, pelotonnage*	20 455	19 354	18 674	21 082	23 421	20 936	21 197	18 478	20 205	23 181
dont : 1. Lin traité, étoupes et déchets de lin	*1 571*	*1 275*	*1 209*	*1 272*	*1 028*	*2 453*	*2 732*	*2 176*	*2 446*	*2 191*
2. Fibres synthétiques discontinues travaillées	*882*	*814*	*701*	*711*	*764*	*124*	*140*	*144*	*110*	*66*
3. Laine (dégraissée, blanchie), poils, etc.	*3 075*	*3 007*	*2 681*	*2 947*	*3 438*	*2 193*	*1 908*	*1 940*	*1 944*	*2 089*
4. Fils de laine ou de poils	*3 667*	*3 966*	*3 485*	*3 993*	*4 618*	*6 204*	*6 537*	*5 300*	*5 889*	*7 292*
5. Fils de coton	*4 207*	*3 739*	*3 243*	*4 230*	*4 905*	*2 460*	*2456*	*1 976*	*2 524*	*3 122*
6. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, la vente au détail exclue	*2 002*	*2 021*	*2 429*	*2 723*	*3 024*	*2 162*	*2 284*	*1 970*	*2 138*	*2 740*
7. Fils moins de 85 % de fibres synthétiques	*1 290*	*1 145*	*1 274*	*1 449*	*1 488*	*1 862*	*1 694*	*1 761*	*1 871*	*1 999*
8. Fils de fibres artificielles, vente au détail exclue	*2 261*	*1 856*	*1 892*	*1 851*	*1 965*	*383*	*360*	*384*	*364*	*448*
B. *Tissus, velours*	16 991	17 919	18 934	20 347	20 744	24 613	24 508	25 065	27 371	28 295
dont : 1. Tissus de coton écrus	*667*	*799*	*504*	*672*	*976*	*741*	*676*	*568*	*996*	*947*
2. Velours	*1 013*	*1 901*	*2 790*	*3 356*	*2 878*	*1 391*	*1 928*	*2 722*	*3 102*	*2 196*
3. Autres tissus 85 % de coton ou plus	*4 888*	*4 745*	*3 963*	*3 938*	*4 628*	*3 772*	*3 805*	*3 355*	*3 865*	*5 052*
4. Autres tissus de coton travaillés	*331*	*481*	*823*	*831*	*867*	*579*	*535*	*796*	*1 073*	*802*
5. Tissus de fibres synthétiques continues	*1 918*	*2 083*	*2 068*	*2 391*	*2 535*	*1 395*	*1 548*	*1 527*	*2 017*	*2 563*
6. Tissus principalement de fibres synthétiques discontinues	*4 028*	*3 911*	*3 825*	*4 054*	*4 310*	*2 683*	*2 430*	*2 385*	*2 251*	*2 445*
7. Autres tissus de fibres artificielles continues ou de fibres artificielles										
C. *Produits de la bonnetterie*	13 163	13 882	16 896	18 110	21 221					
dont : 1. Etoffes de bonnetterie, sans élas-										

C. *Produits de la bonneterie*	15 153	15 882	16 598	18 110	21 227	6 554	5 869	5 634	6 409	7 350
dont : 1. Etoffes de bonneterie non élastiques	*3 154*	*2 881*	*3 188*	*3 496*	*3 568*	*2 225*	*1 804*	*1 843*	*2 361*	*2 527*
2. Chandails, vestes, blouses, etc.	*5 037*	*5 153*	*5 036*	*5 310*	*6 254*	*1 679*	*1 576*	*1 449*	*1 347*	*1 600*
3. Robes, jupes, costumes, tailleurs, etc.	*1 456*	*1 777*	*1 659*	*1 880*	*2 455*	*632*	*695*	*681*	*794*	*899*
4. Autres vêtements de bonneterie non élastiques	*1 566*	*1 839*	*1 831*	*1 935*	*2 319*	*599*	*560*	*408*	*455*	*612*
5. Sous-vêtements de bonneterie	*2 749*	*2 915*	*3 474*	*3 914*	*4 753*	*876*	*740*	*786*	*910*	*1 096*
6. Ganterie, bas, chaussettes, e.s.	*977*	*1 024*	*1 096*	*1 223*	*1 377*	*518*	*456*	*415*	*485*	*569*
D. *Tapis, tissus enduits, toiles cirées, linoleums, tapisseries*	4 831	5 390	6 123	6 555	7 076	23 638	25 616	27 604	29 457	34 830
dont : 1. Tissus imprégnés ou enduits	*966*	*980*	*912*	*986*	*1 102*	*1 323*	*1 274*	*1 264*	*1 531*	*1 664*
2. Tapis à points noués ou enroulés	*1 056*	*1 257*	*1 474*	*1 690*	*1 916*	*228*	*85*	*138*	*200*	*191*
3. Tapis de matières synthétiques ou artificielles	*1 410*	*1 586*	*2 221*	*2 227*	*2 217*	*13 079*	*15 450*	*17 461*	*18 469*	*21 102*
E. *Autres produits textiles*	3 486	3 911	4 026	4 726	5 375	8 715	9 145	8 986	10 350	11 685
F. *Articles d'habillement et accessoires d'habillement*	24 433	26 936	27 969	31 131	34 171	21 819	22 292	21 202	22 323	24 018
dont : 1. Costumes et complets	*2 440*	*2 399*	*1 907*	*1 981*	*2 163*	*1 037*	*892*	*600*	*679*	*972*
2. Pantalons et culottes	*4 031*	*5 680*	*4 848*	*6 031*	*6 589*	*6 238*	*9 303*	*9 411*	*9 995*	*11 048*
3. Vestes et vestons, pardessus, etc.	*1 760*	*1 515*	*1 557*	*1 460*	*1 613*	*1 457*	*1 358*	*1 028*	*947*	*1 062*
4. Autres vêtements pour hommes et garçonnets	*1 462*	*1 521*	*2 014*	*2 168*	*2 758*	*2 609*	*1 928*	*1 720*	*1 901*	*2 094*
5. Manteaux et vestes pour femmes, fillettes et enfants	*2 332*	*2 138*	*2 308*	*2 463*	*2 570*	*1 735*	*1 558*	*1 736*	*1 708*	*1 614*
6. Robes	*2 648*	*2 917*	*3 271*	*3 496*	*3 341*	*1 581*	*1 465*	*1 105*	*1 080*	*1 231*
7. Jupes	*926*	*1 105*	*1 271*	*1 159*	*1 386*	*1 186*	*849*	*965*	*923*	*1 023*
8. Blouses	*875*	*1 114*	*1 209*	*1 327*	*1 512*	*560*	*592*	*579*	*629*	*681*
9. Autres vêtements de dessus pour femmes, fillettes et enfants	*2 913*	*3 285*	*4 115*	*4 824*	*5 554*	*2 355*	*1 637*	*1 732*	*2 090*	*1 991*
10. Sous-vêtements, bonneterie exclue	*1 836*	*2 031*	*2 137*	*2 905*	*3 132*	*934*	*1 019*	*884*	*1 040*	*870*
11. Soutiens-gorge, corsets, gaines, etc.	*912*	*835*	*811*	*866*	*905*	*697*	*538*	*460*	*451*	*490*
G. *Linge de maison, articles de literie, d'ameublement, tentes, bâches, voiles, drapeaux, sacs*	2 977	3 516	4 031	4 336	5 422	4 841	5 163	5 247	5 688	6 696
dont : — Linge de lit, de table, etc.	*1 459*	*1 653*	*1 911*	*2 041*	*2 287*	*3 075*	*3 022*	*3 051*	*3 456*	*3 921*
H. *Articles en fourrure*	1 024	1 262	1 274	1 751	2 051	1 403	1 362	1 228	1 554	1 809
Total général ...	**89 360**	**94 170**	**97 629**	**108 039**	**119 487**	**112 519**	**115 143**	**113 504**	**123 357**	**137 864**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Cuirs, peaux, pelleteries tannées et autrement préparées*	2 100	2 260	1 957	2 296	2 163	2 435	2 492	2 116	2 543	2 226
1. Cuirs et peaux préparés	*1 652*	*1 604*	*1 459*	*1 754*	*1 553*	*2 148*	*2 113*	*1 757*	*2 169*	*1 910*
2. Cuirs et peaux bruts	*348*	*656*	*498*	*542*	*610*	*287*	*379*	*359*	*374*	*316*
B. *Articles en cuir et en peau*	2 540	2 832	2 942	3 303	3 778	709	639	641	776	871
dont : 1. Sacs à main	*800*	*871*	*875*	*953*	*1 052*	*136*	*102*	*115*	*112*	*133*
2. Articles de voyage et autres sacs	*1 162*	*1 314*	*1 381*	*1 581*	*1 733*	*391*	*364*	*371*	*503*	*546*
3. Ouvrages en cuir (chaussures excl.)	*195*	*225*	*231*	*246*	*301*	*90*	*82*	*54*	*68*	*76*
C. *Chaussures, pantoufles, en cuir ou partiellement*	9 650	11 483	11 768	14 600	16 034	1 321	1 496	1 437	1 843	2 055
dont : 1. Chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou plastique	*8 542*	*10 361*	*10 616*	*13 223*	*14 349*	*1 000*	*1 192*	*1 028*	*1 398*	*1 587*
2. Autres chaussures	*793*	*781*	*774*	*970*	*1 276*	*65*	*88*	*101*	*135*	*126*
Total général	**14 290**	**16 575**	**16 667**	**20 199**	**21 975**	**4 466**	**4 627**	**4 194**	**5 162**	**5 152**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de bois et de meubles en bois

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Bois sciés, rabotés, séchés, étuvés*	9 209	10 113	11 026	12 980	12 745	1 197	1 310	1 540	1 916	2 329
dont : 1. Traverses pour voies ferrées	*80*	*226*	*233*	*430*	*431*	*10*	*7*	*6*	*5*	*8*
2. Bois de conifères travaillés	*4 736*	*4 882*	*4 961*	*5 750*	*5 849*	*533*	*544*	*597*	*745*	*1 054*
3. Autre bois	*4 199*	*4 809*	*5 635*	*6 619*	*6 202*	*642*	*748*	*919*	*1 143*	*1 229*
4. Déchets de bois	*193*	*195*	*197*	*181*	*262*	*12*	*11*	*18*	*22*	*38*
B. *Bois plaqués, contreplaqués, panneaux de fibres et de particules, bois améliorés, bois traités*	3 467	3 464	4 001	4 755	4 974	6 538	6 744	6 867	7 769	9 399
dont : 1. Contre-plaqués	*1 462*	*1 346*	*1 832*	*2 244*	*2 205*	*531*	*551*	*699*	*978*	*1 110*
2. Bois améliorés et reconstitués	*638*	*786*	*728*	*883*	*880*	*4 505*	*4 726*	*4 660*	*5 155*	*6 210*
3. Bois simplement sciés	*504*	*569*	*659*	*716*	*787*	*626*	*871*	*1 036*	*1 241*	*1 463*
4. Plaqués pour constructions	*565*	*530*	*541*	*609*	*755*	*407*	*280*	*139*	*95*	*296*
C. *Charpentes en bois, constructions en bois, ouvrages de menuiserie de bâtiments, parquets*	2 188	2 902	3 349	3 672	3 648	777	793	667	807	1 020
D. *Caisses et autres emballages, ouvrages de tonnellerie*	302	334	352	348	408	174	220	195	207	199
E. *Articles en bois (autres que meubles), farine et laine de bois*	1 203	1 553	1 689	2 000	2 324	601	598	651	705	842
F. *Articles en liège, rotin, vannerie (autres que meubles), brosses, balais, pinceaux*	892	1 021	1 115	1 151	1 301	318	384	404	409	435
G. *Meubles en bois, en rotin, matelas*	9 520	12 045	13 578	14 487	15 507	14 338	14 412	15 297	15 683	18 020
dont : 1. Sièges	*1 673*	*2 726*	*3 152*	*3 509*	*3 938*	*4 473*	*4 631*	*4 687*	*4 832*	*5 253*
2. Autres meubles	*7 263*	*8 672*	*9 761*	*10 320*	*10 833*	*9 206*	*8 980*	*9 642*	*9 829*	*11 548*
Total général ...	**26 781**	**31 432**	**35 110**	**39 393**	**40 907**	**23 943**	**24 461**	**25 621**	**27 496**	**32 244**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Pâtes, papier, carton*	20 557	19 732	20 045	24 468	27 248	14 305	14 444	14 687	17 436	19 569
dont : 1. Pâtes mécaniques de bois	*498*	*446*	*453*	*517*	*635*	*5*	*13*	*12*	*4*	*11*
2. Pâtes chimiques de bois	*3 879*	*3 118*	*2 727*	*3 514*	*3 911*	*1 894*	*1 599*	*1 501*	*1 742*	*1 981*
3. Pâtes chimiques de bois bisulfite, etc.	*1 399*	*1 408*	*1 104*	*1 346*	*1 793*	*36*	*37*	*41*	*17*	*9*
4. Papier journal	*1 652*	*2 000*	*1 971*	*2 152*	*2 242*	*391*	*345*	*309*	*439*	*546*
5. Papier pour impression et écriture	*5 125*	*5 312*	*6 389*	*8 516*	*9 012*	*5 194*	*5 381*	*5 622*	*6 122*	*7 207*
6. Papier et carton craft	*2 872*	*2 554*	*2 767*	*3 220*	*3 451*	*409*	*404*	*427*	*382*	*331*
7. Autres papiers et cartons	*3 780*	*3 544*	*3 225*	*3 619*	*4 290*	*1 118*	*1 091*	*1 230*	*1 637*	*2 288*
B. *Articles en pâtes, papier, carton*	10 703	11 484	12 321	14 957	16 697	10 873	11 519	11 999	14 331	16 721
dont : 1. Papiers et cartons travaillés	*1 570*	*1 746*	*1 726*	*2 198*	*2 135*	*2 870*	*2 977*	*3 237*	*3 693*	*3 935*
2. Papiers et cartons transformés	*974*	*1 071*	*1 123*	*1 307*	*1 332*	*546*	*464*	*375*	*358*	*387*
3. Boîtes, sacs et autres emballages	*2 721*	*2 747*	*2 804*	*3 399*	*3 811*	*1 610*	*1 777*	*1 861*	*2 117*	*2 642*
4. Articles de correspondance, registres, cahiers, autres papiers et cartons découpés	*1 967*	*2 167*	*2 402*	*2 762*	*3 410*	*2 902*	*2 891*	*3 176*	*3 709*	*4 379*
5. Tambours, assiettes, mouchoirs, serviettes, etc.	*2 005*	*2 224*	*2 465*	*3 240*	*3 720*	*1 564*	*1 801*	*1 831*	*2 672*	*3 204*
C. *Journaux, produits de l'imprimerie, produits de l'édition*	8 728	9 816	11 090	12 553	13 484	8 083	8 305	8 695	9 835	10 767
dont : 1. Livres, ouvrages cartographiques	*3 531*	*3 999*	*4 506*	*5 163*	*5 575*	*3 337*	*3 504*	*3 909*	*4 365*	*5 013*
2. Journaux et périodiques	*2 641*	*2 956*	*3 222*	*3 627*	*3 781*	*2 375*	*2 331*	*2 311*	*2 565*	*2 788*
3. Imprimés publicitaires, etc.	*1 264*	*1 434*	*1 669*	*1 928*	*2 162*	*913*	*958*	*905*	*1 128*	*1 368*
Total général	**39 988**	**41 032**	**43 456**	**51 978**	**57 429**	**33 261**	**34 268**	**35 381**	**41 602**	**47 057**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Produits en caoutchouc*	10 892	11 171	11 334	12 401	14 968	10 516	11 922	12 423	13 502	15 845
dont : 1. Produits en caoutchouc (plaques, fils, tubes, ébonite)	*2 024*	*2 256*	*2 209*	*2 486*	*2 979*	*1 896*	*2 015*	*2 092*	*2 144*	*2 332*
2. Pneumatiques pour voitures	*3 093*	*3 290*	*3 632*	*3 687*	*4 449*	*3 712*	*3 940*	*3 982*	*4 482*	*5 410*
3. Pneumatiques pour autobus et camions	*2 128*	*1 901*	*1 815*	*2 037*	*2 768*	*1 366*	*1 935*	*2 376*	*2 728*	*3 298*
4. Autres pneus	*1 458*	*1 507*	*1 458*	*1 714*	*1 893*	*2 007*	*2 185*	*2 190*	*2 331*	*2 660*
5. Courroies, transporteuses, articles d'hygiène, etc.	*1 703*	*1 730*	*1 762*	*2 026*	*2 341*	*1 158*	*1 392*	*1 420*	*1 469*	*1 589*
B. *Pneumatiques rechapés*	380	390	396	434	494	414	411	458	435	510
C. *Produits en plastique* (à l'exclusion de produits bruts)	17 592	19 441	19 968	24 231	27 253	20 731	22 700	23 792	29 238	33 134
dont : 1. Produits de condensation, d'addition	*1 479*	*1 630*	*1 610*	*1 888*	*2 342*	*4 377*	*4 494*	*5 087*	*6 059*	*6 180*
2. Polyéthylène	*797*	*906*	*1 022*	*1 416*	*1 674*	*1 627*	*1 921*	*2 094*	*3 276*	*3 408*
3. Polypropylène et polystyrène	*819*	*1 066*	*819*	*1 044*	*1 301*	*1 016*	*973*	*1 109*	*1 669*	*2 177*
4. Polyvinylchloride	*2 440*	*2 382*	*2 437*	*2 852*	*3 140*	*2 860*	*2 874*	*2 735*	*3 450*	*3 950*
5. Autres produits de polymérisation *(a)*	*606*	*685*	*821*	*992*	*991*	*140*	*109*	*79*	*95*	*141*
6. Cellulose et dérivés, matières albuminoïdes *(b)*	*508*	*481*	*550*	*693*	*675*	*1 876*	*1 652*	*1 467*	*1 638*	*1 860*
7. Sièges en plastique	*444*	*473*	*450*	*515*	*623*	*96*	*92*	*95*	*102*	*364*
8. Articles de transport, emballages en plastique	*3 370*	*3 842*	*3 918*	*5 112*	*5 833*	*3 091*	*3 339*	*3 271*	*4 052*	*4 309*
Total général ...	**28 864**	**31 002**	**31 698**	**37 066**	**42 715**	**31 661**	**35 033**	**36 673**	**43 175**	**49 489**

(a) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A16 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

(b) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A17 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
1. Ferrailles	*2 802*	*1 947*	*3 191*	*4 812*	*3 978*	*1 815*	*1 356*	*1 604*	*2 064*	*1 927*
2. Friperie, drilles et chiffons	*467*	*487*	*557*	*562*	*684*	*1 028*	*1 048*	*1 084*	*1 050*	*1 233*
3. Déchets de papier et de carton	*76*	*93*	*69*	*109*	*255*	*544*	*521*	*366*	*505*	*645*
4. Véhicules :										
— pour transport de personnes, non en commun	*1 220*	*1 508*	*1 650*	*1 620*	*1 796*	*977*	*1 193*	*1 453*	*1 835*	*2 272*
— pour transport en commun de personnes	*106*	*118*	*258*	*292*	*222*	*96*	*113*	*175*	*188*	*204*
— pour transport de marchandises	*673*	*628*	*632*	*654*	*656*	*220*	*273*	*266*	*407*	*585*
5. Objets d'art et collections	*1 090*	*915*	*1 042*	*968*	*952*	*354*	*531*	*446*	*533*	*785*
6. Autres produits	*119*	*61*	*87*	*87*	*44*	*71*	*76*	*147*	*145*	*117*
Total général	**6 553**	**5 757**	**7 486**	**9 104**	**8 587**	**5 105**	**5 111**	**5 541**	**6 727**	**7 768**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Bijoux précieux et de fantaisie, produits d'orfèvrerie, lapidairerie, diamants taillés, monnaies, médailles*	55 637	76 892	98 848	110 205	146 222	50 298	71 293	92 137	102 437	119 573
dont : 1. Diamants triés	*31 658*	*42 695*	*51 740*	*55 635*	*63 009*	*19 827*	*27 765*	*34 764*	*38 864*	*43 003*
2. Diamants taillés	*18 007*	*27 528*	*39 423*	*41 975*	*46 583*	*28 236*	*38 516*	*51 366*	*54 912*	*64 888*
3. Autres pierres gemmes et perles fines	*424*	*433*	*434*	*829*	*775*	*415*	*304*	*272*	*487*	*502*
4. Bijouteries, orfèvrerie, etc.	*1 427*	*1 706*	*2 099*	*2 464*	*2 850*	*786*	*1 086*	*1 400*	*1 545*	*1 850*
5. Monnaies	*3 088*	*1 071*	*1 377*	*2 643*	*23 021*	*622*	*274*	*574*	*2 060*	*5 045*
B. *Instruments de musique*	658	667	800	819	966	478	273	210	203	213
C. *Produits du tirage de films cinématographiques et photographiques*	412	516	495	519	628	310	314	345	343	385
D. *Jeux, jouets, articles de sport*	3 973	4 684	5 327	5 549	6 331	1 491	1 546	1 773	2 090	2 528
dont : 1. Jouets	*2 708*	*3 065*	*3 336*	*3 500*	*3 838*	*428*	*494*	*662*	*962*	*1 056*
2. Articles pour jeux de société et articles pour divertissement	*498*	*676*	*773*	*824*	*921*	*462*	*489*	*464*	*483*	*554*
E. *Porte-plumes, stylos, tampons, cachets, autres produits n.d.a.*	1 484	1.659	1 754	1 957	2 790	1 200	1 350	1 252	1 336	1 870
dont : — porte-plumes, porte-mines, plumes à écrire, pointes, cachets, numéroteurs, etc.	*554*	*630*	*653*	*729*	*827*	*188*	*212*	*212*	*211*	*248*
Total général ...	**62 164**	**84 418**	**107 224**	**119 049**	**156 937**	**53 777**	**74 776**	**95 717**	**106 409**	**124 569**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION II. — EVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE

§ 1er. — POLITIQUE ENERGETIQUE

1. — *Résumé succinct des principaux objectifs de cette politique.*

a) *Objectif quantitatif.*

En ce qui concerne la détermination des besoins futurs en énergie, le gouvernement a, dans sa « note sur la politique énergétique » (du 19 juin 1979) dont le texte est repris dans la « communication du gouvernement relative à la politique énergétique » à la Chambre des Représentants (Doc. Chambre des Représentants, n° 279 - S.E., 1979 du 25 juill. 1979), tenu compte des considérations suivantes :

— pendant toute la période de l'après-guerre, le taux de croissance exponentiel de l'énergie primaire a atteint 3,5 % par an;

— le ralentissement possible de la croissance résultant de la basse conjoncture économique et des coûts énergétiques croissants;

— la mise en œuvre d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Les besoins énergétiques ont été fixés selon deux hypothèses de consommation c'est-à-dire une hypothèse haute de 57 Mtep en 1985, 64 Mtep en 1990 et une hypothèse basse de 58 Mtep en 1990.

Dans la première hypothèse, la croissance historique de la consommation d'énergie a été réduite de 10 % en 1985 et de 15 % en 1990, conformément aux résultats découlant d'une politique volontariste d'économies d'énergie. Dans la deuxième hypothèse, les gains en matière d'économies de l'énergie s'élevaient même à 25 %.

Une étude récente de la consommation sectorielle a démontré qu'une croissance globale de 1,5 % sur base de 1979 était, dans les circonstances actuelles, une estimation réaliste des besoins en 1990, se situant autour de 57 Mtep, ce qui correspond aux prévisions de croissance peu élevée, y compris la politique d'économies d'énergie de la note sur la politique énergétique.

b) *Assurer l'approvisionnement comme objectif qualitatif.*

La Belgique ne dispose pas de réserves d'énergie fossile économiquement exploitables par les techniques actuelles, aussi notre pays restera à l'avenir dépendant des importations d'énergie. Il importe donc d'assurer, à tout moment, l'approvisionnement, et ceci par une diversification aussi large que possible des sources d'énergies disponibles et leurs origines géographiques et par des contrats d'importations d'énergie à long terme.

La Belgique continuera par ailleurs à appuyer les actions entreprises au niveau des Communautés européennes et de l'Agence internationale de l'énergie relatives à la constitution de réserves et à l'élaboration de mécanismes de distribution. Ces actions doivent entrer en fonction en cas de crise d'approvisionnement.

c) *Mesures de soutien des objectifs susmentionnés.*

1) *Limitation de la consommation.*

La loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 prévoit en son article 184 la possibilité de mener une action globale sur le plan des économies d'énergie. En attendant que les dispositions légales et réglementaires découlant du programme d'action soient prises, diverses mesures et actions ont été réalisées : des mesures d'économies ont été imposées à tout le secteur public, le service de la conservation des énergies a été créé afin de mener une campagne de sensibilisation et d'informations relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie et quelques dispositions en matière d'économies d'énergie ont été stimulées sur le plan national et sur le plan régional.

2) *Conservation et développement de la production nationale d'énergie.*

Le gouvernement a décidé d'augmenter progressivement la production de charbon campinois en tenant compte, cependant, du caractère déficitaire de l'extraction. Cette politique doit permettre au pays de produire lui-même à l'avenir environ 5 Mtep de combustibles solides (4,2 Mtep en 1979).

Il a décidé par ailleurs d'exploiter les terrils de charbon, qui rapportent en ce moment quelque 1,5 à 2 millions de tonnes de schistes combustibles par an.

Les centrales nucléaires en fonction et en construction assureront en 1985 environ 50 % de notre production totale d'électricité. L'approvisionnement de ces centrales peut être assuré pour plusieurs années; l'équivalent énergétique de la puissance installée de 5 400 MW, 7 à 8 Mtep, peut être considéré pratiquement comme de l'autoproduction; ceci ramène la dépendance directe de l'importation (moins de 3 mois de consommation) de pays tiers de 90 à 80 %.

3) *Ventilation des porteurs énergétiques utilisés et leur origine.*

La part du pétrole brut dans la balance énergétique pourrait diminuer, jusqu'à environ 40 %, grâce à l'augmentation considérable de la consommation de charbon et de l'énergie nucléaire et à une croissance, mais faible encore, de la consommation de gaz naturel. Dès lors une consommation élevée de pétrole comme en 1973 (27,4 Mtep) ne sera plus atteinte.

De plus, l'importation de gaz naturel et d'uranium enrichi va de pair avec des contrats à long terme. Ceux-ci assurent la stabilité des livraisons et ils sont conclus avec des pays le plus souvent ou éventuellement différents des pays actuellement exportateurs de pétrole brut. L'importation la plus importante de charbon provient aussi d'autres régions d'approvisionnement, ce qui répond clairement à la réalisation de la plus grande diversification possible.

4) *Constitution des stocks.*

Suite à la politique mise en œuvre dans le cadre des Communautés européennes et de l'Agence Internationale de l'Energie, les importateurs de pétrole brut et de

produits pétroliers sont obligés de constituer un stock de produits importés égalant au moins 90 jours de consommation de l'année précédente.

Par ailleurs, les centrales électriques sont obligées de détenir un stock d'au moins 30 jours de consommation de combustibles fossiles afin de pouvoir assurer l'approvisionnement en électricité.

Le gouvernement a pris les dispositions nécessaires afin de rendre possible le stockage souterrain de gaz naturel. Cela doit permettre de mieux couvrir les périodes de demande de pointe en hiver et offre la possibilité de neutraliser l'offre excédentaire en été sans recourir à la combustion pure et simple de gaz naturel dans des centrales et/ou des installations industrielles importantes. Il a été décidé de construire un terminal de gaz naturel liquéfié à Zeebruges, qui permettra par ailleurs la constitution partielle de réserves pour de petites interruptions temporaires de l'approvisionnement, mais, qui, et c'est probablement le plus important, permettra de diversifier davantage l'importation (voir point 3).

5) *L'adaptation du cadre institutionnel de concertation et du secteur public dans la gestion du secteur de l'énergie.*

Le passage d'une période de développement spontané de la consommation énergétique à une période de production, de distribution et d'utilisation rationnelles exige un cadre institutionnel adapté, cohérent et efficace. Une politique énergétique volontariste pour l'avenir qui tient compte des besoins socio-économiques réels de la population, exige en outre une présence significative des pouvoirs publics dans les différentes branches du secteur énergétique et sur les différents marchés énergétiques qui présentent encore à ce jour un caractère d'oligopole et parfois de monopole. La loi précitée du 8 août 1980 (art. 168 à 185 et 189) permet de prendre désormais les arrêtés d'exécution nécessaires visant à établir et à appliquer dans les meilleures circonstances les principes d'une nouvelle politique par le biais de réformes institutionnelles dans le secteur de l'énergie et par des participations de l'Etat.

6) *Un programme de recherche, de développement et de projets de démonstration pour le développement de nouveaux vecteurs d'énergie.*

Par le développement d'un programme national de recherche en matière d'énergie et par la collaboration aux programmes de recherche au niveau de la C.E. et de l'A.I.E., la Belgique doit être en mesure de créer des possibilités pour mettre en œuvre des vecteurs d'énergie nouveaux dont le développement a été assez limité jusqu'à présent. Bien que la part de ces produits énergétiques dans la balance énergétique sera encore pratiquement négligeable en 1990 et ne représentera que quelques pourcents en 2000, les efforts en la matière doivent néanmoins être intensifés.

Deux programmes de recherche méritent une attention particulière. D'abord la recherche de la possibilité de mettre en valeur les réserves de charbons inexploitables par les procédés classiques du point de vue économique, par une technique de gazéification souterraine et ce dans le cadre d'un accord de coopération avec la République fédérale d'Allemagne. Ensuite, il y a la collaboration internationale dans

le cadre du développement d'une nouvelle génération de centrales d'énergie nucléaire à savoir les surrégénérateurs permettant de produire un équivalent énergétique 60 fois plus élevé que celui des centrales PWR actuelles.

7) La coopération internationale.

De ce qui précède, il ressort que la Belgique participe avec détermination aux programmes internationaux développés dans le cadre de la C.E. et de l'A.I.E. visant à réduire la consommation énergétique et par conséquent l'importation nette de produits pétroliers, à valoriser les sources énergétiques nationales, à développer les programmes de recherche pour aboutir à une plus grande indépendance à long terme et à augmenter les réserves afin de pouvoir faire face à des interruptions temporaires de l'approvisionnement.

Le pays doit continuer à participer, dans la mesure du possible, à tous les efforts pouvant conduire à atténuer les tensions sur les marchés énergétiques.

8) *Politique des prix.*

La politique des prix doit viser à ne pas mettre en danger la compétitivité de nos entreprises, notamment celles où le prix énergétique constitue un élément important du prix de revient du produit, sans pour autant donner lieu à des répercussions sur le prix pour les petits consommateurs d'énergie, en reportant, par compensation, la charge du premier sur ces derniers.

Toutefois, la politique des prix ne peut être en contradiction, ni avec la politique générale des prix, ni avec les objectifs essentiels de la politique d'économies d'énergie.

2. — *Principales mesures réalisées en 1980 pour soutenir les objectifs cités en matière de politique.*

a) *Restructuration du secteur de l'énergie.*

La loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, qui apporte des modifications de structure au secteur de l'énergie, prévoit que les autorités seront dorénavant représentées, entre autres au sein des grandes sociétés privées productrices d'électricité, par un délégué qui dispose d'un droit de véto pour chaque décision qui ne s'accorde pas avec l'intérêt général et avec la politique énergétique du gouvernement. Au secteur public de la production d'électricité sont offertes de plus grandes possibilités d'expansion.

La distribution d'électricité et de gaz sera rationnalisée par une homogénéisation plus poussée des sociétés de distribution.

Les « Kempische Steenkolenmijnen » passeront en gestion publique au fur et à mesure que la couverture des pertes d'exploitation sera convertie par les autorités en participations au capital social de l'entreprise. Le Ministre des Affaires économiques fixera dorénavant aussi annuellement le niveau de production des « Kempische Steenkolenmijnen » en fonction de la politique énergétique globale et compte tenu des pertes d'exploitation à amortir.

Dans le secteur nucléaire, le cycle de combustible sera géré par une société mixte privée/publique, et une société exclusivement publique se chargera de la gestion des déchets nucléaires.

Afin de mieux assurer l'approvisionnement du pays en pétrole et produits pétroliers, on prévoit la création d'une société publique pour l'achat et le stockage de ces produits.

La S.A. Distrigaz devient une société mixte dont le capital est détenu à concurrence d'au moins 50 % par le secteur public.

La loi octroie également le statut d'institution publique au Comité National de l'Energie et au Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz, de sorte que ces deux organismes soient institutionnalisés et participent à une concertation structurée entre toutes les parties intéressées de près à la production et à la consommation d'énergie.

Les nouvelles structures seront mises en place prochainement et constitueront, de même que les objectifs qui seront fixés par le débat parlementaire annoncé, la base d'une politique énergétique qui devra garantir notre bien-être économique et social futur.

b) *Mesures d'économies d'énergie.*

Le Comité Ministériel de Coordination Economique et Sociale a approuvé le 3 juillet 1980, douze mesures portant sur les économies d'énergie dans le secteur public, parmi lesquelles une température maximale de 19 °C dans tous les édifices publics de l'Etat, des provinces et des communes, des mesures de contrôle intensif des systèmes de chauffage, désignation d'un responsable par bâtiment pour tenir en main la consommation d'énergie, réduction de la consommation de 20 % par rapport à la période de chauffage 78-79, assortie d'une mesure de pénalisation sur le budget de fonctionnement en cas de dépassement du niveau de consommation réduite et l'établissement d'un inventaire énergétique pour le parc automobile et d'un cadastre énergétique pour les édifices publics.

Durant l'année 1980, un programme total de sensibilisation du public aux économies d'énergie a été mis sur pied. Pour ce qui concerne les objectifs de la campagne et les moyens de communication choisis, il a été décidé de recourir en ordre principal aux mass-média et de démarrer ensuite la distribution de brochures spécifiques. Ainsi donc, la radio et la télévision ont lancé des flashes portant sur la problématique énergétique en général, des aspects du mode de vie des familles, une conduite automobile prudente et l'utilisation des transports publics, l'information relative à l'isolation, à l'éclairage et au chauffage. Contrairement à l'année 1979, où avant tout il avait été fait appel à la presse quotidienne, l'année 1980 a vu un recours plus large aux revues et hebdomadaires. Deux thèmes ont été traités au moyen d'affiches sur la voie publique : le premier consistait en un appel général aux économies d'énergie rédigé dans un style lapidaire et le second mettait en évidence l'épargne qui en résulte pour les intéressés par la représentation d'une tirelire et/ou d'une bourse. On a tenté de toucher un public aussi large que possible en affichant dans les édifices publics et privés.

Des brochures contenant des conseils spécifiques et pratiques ont été tirées en grand nombre. Une première brochure donne des conseils généraux d'économies pour les ménages ainsi qu'une courte introduction à la problématique de l'énergie. Une deuxième brochure a pour but d'informer au mieux le public sur les possibilités d'économies d'énergie par l'isolation des habitations. Un guide de l'énergie, contenant des recommandations générales et des avis techniques a été publié à l'attention des P.M.E. Les besoins en informations techniques concrètes à propos des économies d'énergie sont en effet réels pour les P.M.E. car leur direction est souvent insuffisamment informée en la matière.

Fin décembre 1980, un accord a été conclu entre la Commission des Communautés européennes et l'Etat belge, en vertu duquel le Service de la Conservation de l'Energie du Ministère des Affaires économiques peut disposer du Programme européen de l'Energibus. Les deux Energibus pourront organiser, selon les prévisions, environ 400 consultations sur l'énergie dans les entreprises.

Le Ministre des Affaires économiques a en outre poursuivi ses travaux avec tous les départements concernés et avec les instances régionales, afin de réaliser, de commun accord, un programme global d'économies d'énergie dans les secteurs ménager et industriel et dans celui des transports. Ce programme est tellement avancé que 1981 s'annonce comme étant l'année qui verra la naissance du plan cohérent et global d'économies d'énergie attendu depuis longtemps.

§ 2. — EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE

La consommation d'énergie primaire a baissé de 3 % en 1980 pour atteindre 47,6 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) après avoir progressé en 1979 jusqu'à 49,1 Mtep, au-delà du niveau le plus élevé antérieur à la crise de l'énergie de 1974, à savoir les 47,2 Mtep de 1973.

La répartition de la consommation totale d'énergie primaire entre les différentes sources énergétiques ne se présente toutefois pas de la même façon qu'en 1973. La part du pétrole a baissé de 60 % environ à 50 %. Les combustibles solides dont la part dans le bilan énergétique a encore baissé juste après 1973 de 25 à 21 % en 1977, atteignent à nouveau pratiquement un quart de l'approvisionnement total. La production d'énergie d'origine nucléaire, qui étant encore pratiquement inexistante en 1973, se monte à 6 % et les importations de gaz naturel couvrent quelque 20 % de la demande d'énergie.

Seule une part minime de la consommation d'énergie est encore produite dans notre pays. La production de charbon, y compris les produits de récupération, se monte à 9,2 % de la demande d'énergie, l'énergie hydraulique et la production de gaz de mine représentant 0,5 % et l'énergie nucléaire, considérée statistiquement comme une production interne, 6 %; ces productions ne peuvent fondamentalement infléchir les importations massives d'énergie (84 à 85 %).

Les importations totales de pétrole et de gaz naturel consommés et la couverture de 60 % de la demande de combustibles solides par des importations, ont, en 1980,

coûté à l'Union économique belgo-luxembourgeoise un montant de 205,6 milliards de FB, soit une augmentation de 41,3 % par rapport à 1979. Seulement 49,5 milliards de FB ont été dépensés en 1973 pour une quantité environ équivalente d'énergie.

La production de charbon a de nouveau augmenté de 3,3 % et ce pour la première fois depuis 1964. Cette progression est toutefois insuffisante pour absorber l'augmentation de la demande de charbon, de sorte qu'il faut de plus en plus recourir aux importations de charbon (+5,4 %); celles-ci dépassent pour la première fois le cap des 10 millions de tonnes.

L'augmentation de 200 000 tonnes de la production interne est le résultat d'une progression de 334 000 tonnes en Campine, de sorte qu'on a de nouveau atteint dans ce bassin le niveau de production de 1978, soit 5,9 millions de tonnes et d'une baisse de 135 000 tonnes de la production dans le sud du pays.

Même en dépit d'une légère amélioration du rendement souterrain (la production moyenne par journée de travail et par ouvrier a en effet augmenté de 2 265 kg en 1979 à 2 297 kg en 1980), la subvention directe de l'Etat aux mines a augmenté de 11,9 milliards de francs en 1979 à 12,5 milliards de francs en 1980, soit 1 972 francs par tonne produite.

La consommation interne de charbon a augmenté de 2 % environ en raison d'une consommation supérieure de 20 %, soit +1 million de tonnes, dans les centrales électriques, et de 300 000 tonnes, soit +43 %, dans les secteurs industriels, à l'exception de l'industrie métallurgique; la progression des secteurs précités a été compensée dans une large mesure par une diminution de 0,5 million de tonnes, soit — 6,1 % des livraisons de charbon aux cokeries et de 300 000 tonnes, soit —17,2 %, au secteur du chauffage domestique.

La consommation globale d'électricité a baissé de 0,7 % en 1980, à l'opposé de la progression de 6,1 % en 1979. Un recul de la consommation d'électricité se produit rarement; il s'agit seulement de la deuxième fois et cette diminution fait chaque fois suite à une forte augmentation des prix mondiaux du pétrole.

L'industrie reste le plus grand consommateur d'énergie électrique (56,7 % du total) mais l'importance relative de la consommation diminue. Les secteurs domestiques et assimilés, y compris les services, consomment 41,20 % et la consommation d'électricité pour les transports ne se monte qu'à 2,1 %.

Le recul en 1980 de la consommation industrielle par rapport à 1979 (—3,9 %) est la conséquence des difficultés que connaissent les industries chimiques et métallurgiques.

Le rythme de croissance de la consommation de basse tension dans les secteurs domestiques et assimilés, pour lesquels ont avait déjà constaté un ralentissement (+5,9 %) en 1979, a une fois de plus baissé en 1980 (+4 %). La consommation de haute tension dans le secteur des services, qui jusqu'il y a deux ans avait connu une progression très rapide, s'est très sensiblement tassée, de sorte que l'augmentation n'a atteint que 3,5 % en 1980.

La consommation pour la traction a augmenté de 1,6 % en 1980, avec une croissance de 3,4 % pour les chemins de fer et un recul de 4,5 % pour les transports urbains.

La production nette d'électricité a augmenté en 1980 de 2,8 % par rapport à 1979.

La consommation de combustibles liquides a augmenté de 1,3 % en 1980 par rapport à 1979, elle reste toutefois inférieure de 20 % à celle de 1973.

La consommation de combustibles solides a augmentés de *grosso modo* 10 % en valeur calorique par rapport à 1979.

Les combustibles gazeux ont subi un net recul : la consommation de gaz naturel a baissé de 16,2 % et celle des gaz secondaires de 10,4 %.

La production d'énergie nucléaire a progressé de 10 %, celle de l'énergie hydraulique, en dépit du fait que la part prise par celle-ci n'a qu'une importance minime (0,5 % du total), a augmenté de 17,5 % en raison d'une meilleure hydraulicité, et à la suite de la mise en œuvre du deuxième stade de la centrale de pompage de Coo, la production des centrales de pompage a augmenté de 62 %, de sorte qu'1,1 % de la production totale a été atteint. Les ventes de gaz aux secteurs industriel et domestique se montent à 407 034 térajoules en 1980 par rapport à 428 907 térajoules en 1979 (—5,1 %). Les livraisons directes de gaz naturel que Distrigaz effectue à l'industrie, y compris aux centrales électriques, ont baissé de 9,2 % et ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1973. Le recul est la conséquence de la conjoncture industrielle et de la limitation sévère des livraisons de gaz naturel aux centrales.

Les ventes de gaz par Distrigaz aux entreprises de distribution sont estimées à 165 703 térajoules au lieu de 163 165 térajoules en 1979 (+1,6 %). Le rythme de croissance des consommations domestiques et assimilées semble baisser d'année en année, eu égard, d'une part, à une saturation progressive du marché désservi à l'heure actuelle par le réseau de distribution, et d'autre part, à la réalisation d'économies d'énergie par les utilisateurs.

La demande intérieure, ainsi qu les exportations vers le Luxembourg, sont principalement restées couvertes en 1980 par les importations de gaz naturel hollandais (80 %). En dépit de cela, les livraisons de gaz provenant de la Mer du Nord prennent d'année en année une ampleur plus grande et se montent déjà maintenant à 20 % de la couverture totale de la demande de gaz naturel, par rapport à 16 % en 1979 et 13 % en 1978.

La production, et par là également la consommation de gaz de cokerie et de haut fourneau, ont été en 1980 inférieures de 9,7 % à celles de 1979, considérant la diminution de 8,3 % de la production d'acier et la transformation réduite de charbon cokéfiable dans les fours à coke (—6,1 %).

Les livraisons intérieures de produits pétroliers ont baissé de presque 1,4 millions de tonnes (—5,9 %) et sont passées de 23,5 Mtep en 1979 à 22,2 Mtep en 1980. Ce recul a presqu'exclusivement été provoqué par une consommation réduite de gasoil et de fuel-oil léger (—1,2 million de tonnes). La consommation d'essence, elle aussi, a baissé

de 0,1 million de tonnes. Le gaz de pétrole et le naphte ont également connu des diminutions de consommation.

Considérant que la production intérieure des raffineries n'a que très légèrement diminué (—2,1 %), le solde d'exportation net, qui en 1979 se montait à 5,2 millions de tonnes, devait augmenter fortement (7,7 millions de tonnes, soit +46,5 %), ce qui a exercé un effet bénéfique sur le poste y afférent de la balance commerciale.

Après la baisse sévère en 1979 des quantités de produits pétroliers fournis pour la navigation maritime internationale (—0,3 million de tonnes, soit —11,1 %), ces livraisons ont à nouveau baissé d'environ 70 000 tonnes (—2,7 %) en 1980.

*
* *

Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1970	17,4	20,0	37,4	9,4	13,7	12,1	16,5	21,5	30,2
1971	14,9	20,1	35,0	8,0	11,8	11,6	16,0	19,6	27,8
1972	13,6	19,1	32,8	7,2	10,5	11,5	15,7	18,7	26,2
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978	3,4	18,7	22,1	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1
1979	2,7	18,6	21,3	1,2	1,8	10,6	13,7	11,7	15,5
1980 (b)	1,8	18,6	20,4	0,8	1,2	10,9	14,0	11,7	15,2

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1970	1 811	1 220	2 710	1 966	2 284	1 599
1971	1 820	1 214	2 612	1 883	2 282	1 591
1972	1 767	1 187	2 643	1 917	2 298	1 616
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704
1979	1 785	1 095	2 321	1 764	2 265	1 678
1980 (b) ..	1 804	1 165	2 338	1 794	2 297	1 738

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

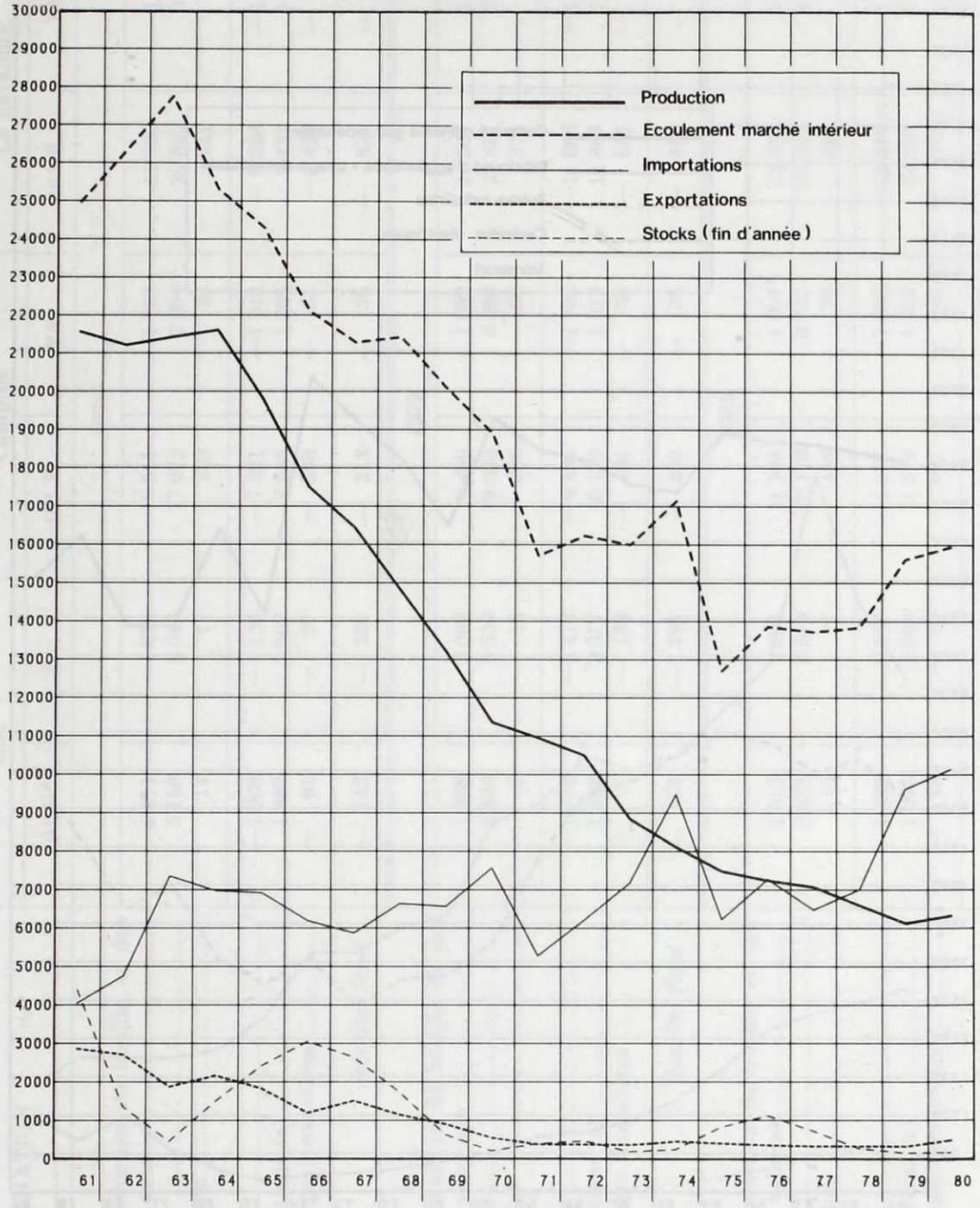
Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (f)
Production nette	8 111	7 479	7 238	7 068	6 590	6 125	6 324
Campine	*6 073*	*5 972*	*6 112*	*6 272*	*5 963*	*5 614*	*5 948*
Sud	*2 038*	*1 507*	*1 126*	*796*	*627*	*511*	*376*
Importations (a)	9 486	6 229	7 274	6 475	7 007	9 622	10 139
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	189	261	806	1 120	720	265	150
Charbon disponible	**17 786**	**13 969**	**15 318**	**14 663**	**14 317**	**16 012**	**16 613**
Consommation des mines (b)	75	32	16	12	12	9	11
Fabriques d'agglomérés	346	240	153	118	117	145	74
Cokeries et usines à gaz	10 468	7 401	8 468	7 257	7 220	8 463	7 948
Centrales électriques (c)	3 049	2 714	3 037	4 014	3 698	4 597	5 539
Sidérurgie (d)	195	152	194	147	169	121	79
Autres industries	226	147	289	555	988	672	964
Usages domestiques et équivalent	2 785	2 027	1 703	1 621	1 637	1 607	1 331
Ecoulement intérieur	**17 144**	**12 713**	**13 860**	**13 724**	**13 841**	**15 614**	**15 946**
Exportations (e)	450	398	351	324	226	319	480
Ecoulement total	**17 594**	**13 111**	**14 211**	**14 048**	**14 067**	**15 933**	**16 426**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	244	830	1 120	719	265	150	164
Erreurs et omissions	— 52	+ 28	— 13	—104	— 15	— 71	— 23

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

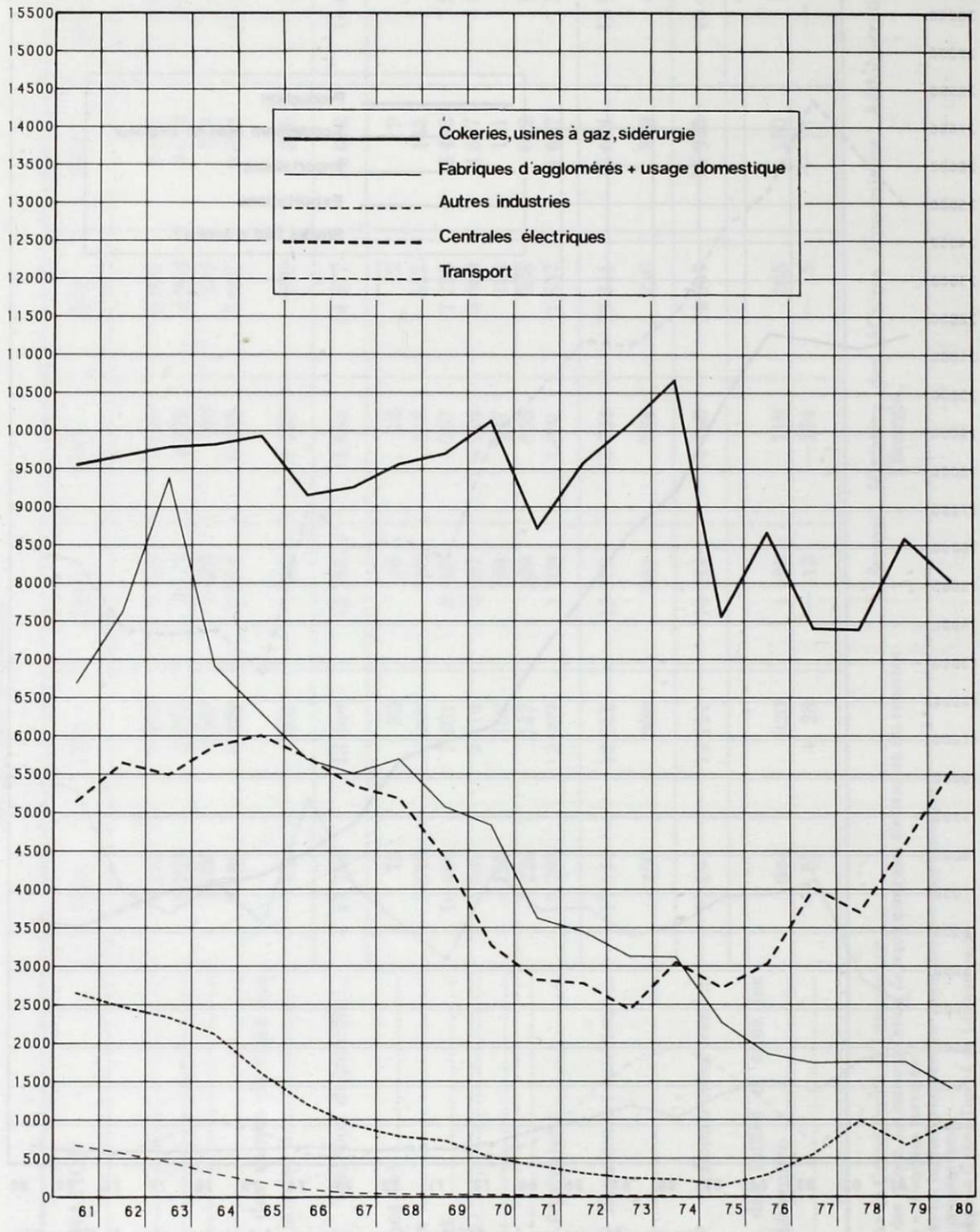
Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1978 à 1980

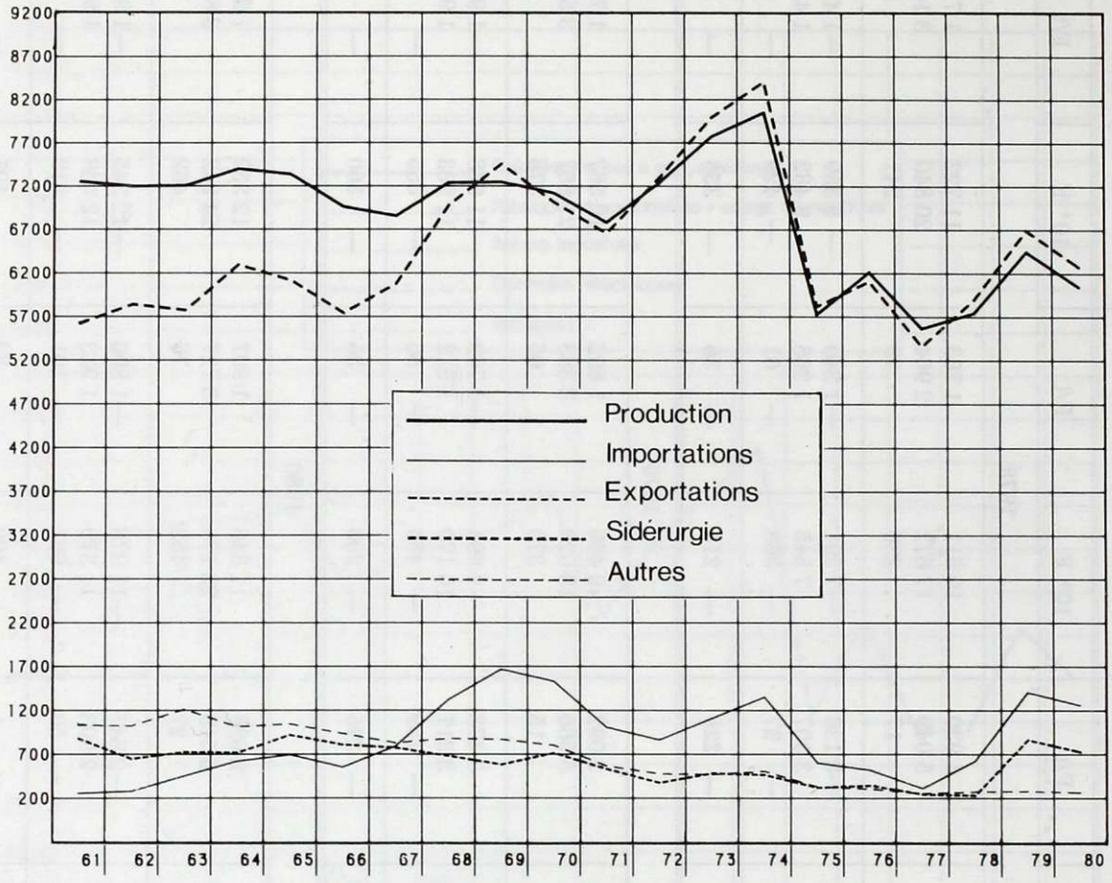
DÉSIGNATION	Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1978					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 211	1 930	10 511	1 763	11 722	1 778
Dépenses d'exploitation	3 168	5 049	17 672	2 964	20 840	3 162
Dépenses d'immobilisation	11	17	230	39	241	37
Résultat d'exploitation	—1 968	—3 136	—7 391	—1 240	— 9 359	—1 420
Subventions et rectifications (a)	1 887	3 007	7 545	1 265	9 432	1 431
Amortissements et charges financières	— 61	— 97	— 368	— 61	— 429	— 65
Résultat final ...	**— 142**	**— 226**	**— 214**	**— 36**	**— 356**	**— 54**
	1979					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 068	2 092	9 499	1 692	10 567	1 725
Dépenses d'exploitations	2 834	5 550	19 023	3 388	21 857	3 569
Dépenses d'immobilisation	8	15	370	66	378	62
Résultat d'exploitation	—1 774	—3 473	—9 894	—1 762	—11 668	—1 906
Subventions et rectifications (a)	1 693	3 317	10 170	1 812	11 863	1 937
Amortissements et charges financières	— 71	— 139	— 484	— 86	— 555	— 91
Résultat final ...	**— 152**	**— 295**	**— 208**	**— 36**	**— 360**	**— 60**
	1980					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 013	2 698	11 346	1 907	12 359	1 954
Dépenses d'exploitation	2 072	5 519	22 170	3 727	24 242	3 833
Dépenses d'immobilisation	10	27	452	76	462	73
Résultat d'exploitation	—1 069	—2 847	—11 276	—1 896	—12 345	—1 952
Subventions et rectifications (a)	1 090	2 903	11 379	1 913	12 469	1 972
Amortissements et charges financières	— 18	— 50	— 601	— 101	— 619	— 98
Résultat final ...	**+ 3**	**+ 6**	**— 498**	**— 84**	**— 495**	**— 78**

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Coke de four

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance du coke (a)

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (c)
Production	8 050	5 728	6 216	5 569	5 747	6 450	6 048
Importations	1 354	601	521	312	625	1 408	1 261
Apport total ...	**9 404**	**6 329**	**6 737**	**5 881**	**6 372**	**7 858**	**7 309**
Livraisons à la sidérurgie	8 405	5 820	6 108	5 360	5 900	6 695	6 277
Autres livraisons intérieures (b)	507	331	306	254	273	278	265
Livraisons intérieures totales ...	**8 912**	**6 151**	**6 414**	**5 614**	**6 173**	**6 973**	**6 542**
Exportations	464	320	344	245	230	864	768
Ecoulement total ...	**9 376**	**6 471**	**6 758**	**5 859**	**6 403**	**7 837**	**7 310**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Coke de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

Energie électrique disponible

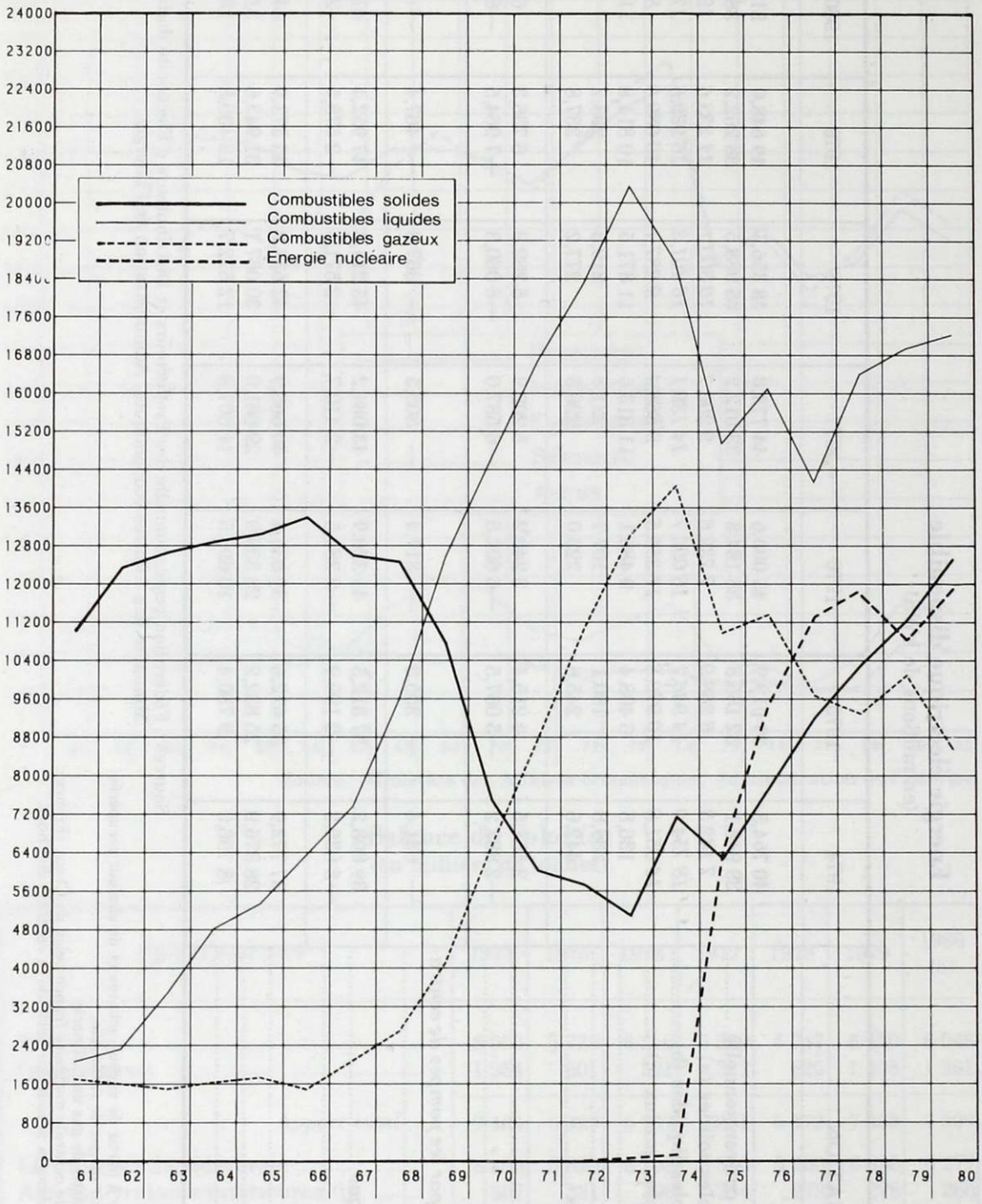
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (f)
Production nette	**40 764,3**	**39 019,9**	**45 000,6**	**44 773,8**	**48 356,5**	**49 648,0**	**51 015,4**
Production thermique conventionnelle	39 948,1	32 185,8	35 184,8	33 012,2	35 988,5	38 262,2	38 286,0
a partir de : combustibles solides (a)	*7 142,3*	*6 268,9*	*7 732,6*	*9 206,7*	*10 300,1*	*11 233,6*	*12 506,1*
combustibles liquides (b)	*18 754,0*	*14 946,1*	*16 096,7*	*14 139,1*	*16 401,3*	*16 939,6*	*17 228,2*
combustibles gazeux (c)	*14 051,8*	*10 970,8*	*11 355,5*	*9 666,4*	*9 287,1*	*10 089,0*	*8 551,7*
Energie nucléaire (d)	136,8	6 408,4	9 485,1	11 313,5	11 871,5	10 814,8	11 909,3
Hydraulique	236,8	180,1	107,7	221,8	219,3	233,2	274,3
Centrales de pompages	442,6	245,6	223,0	226,3	277,2	337,8	545,8
Importations (e)	2 557,5	4 215,4	3 240,2	5 202,9	5 282,9	6 736,3	6 284,5
Exportations	—2 882,2	—5 067,5	—6 602,5	—6 587,0	—8 060,3	—7 964,5	—8 919,8
Consommation d'énergie par les pompes de centrales de pompages	— 631,4	— 355,3	— 317,4	— 305,5	— 367,8	— 467,4	— 733,0
Energie appelée en Belgique	**39 808,2**	**37 812,5**	**41 320,9**	**43 084,2**	**45 211,3**	**47 952,4**	**47 647,1**
Pertes sur les réseaux	—2 035,3	—2 199,9	—2 284,5	—2 410,7	—2 571,5	—2 578,5	—2 713,8
Consommation nette	**37 772,9**	**35 612,6**	**39 036,4**	**40 668,9**	**42 634,8**	**45 373,9**	**44 933,3**
dont : Haute tension	28 976,9	25 832,2	28 339,9	29 061,0	30 067,1	31 943,6	31 096,9
Basse tension	8 796,0	9 780,4	10 696,5	11 607,9	12 572,7	13 430,3	13 836,4

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

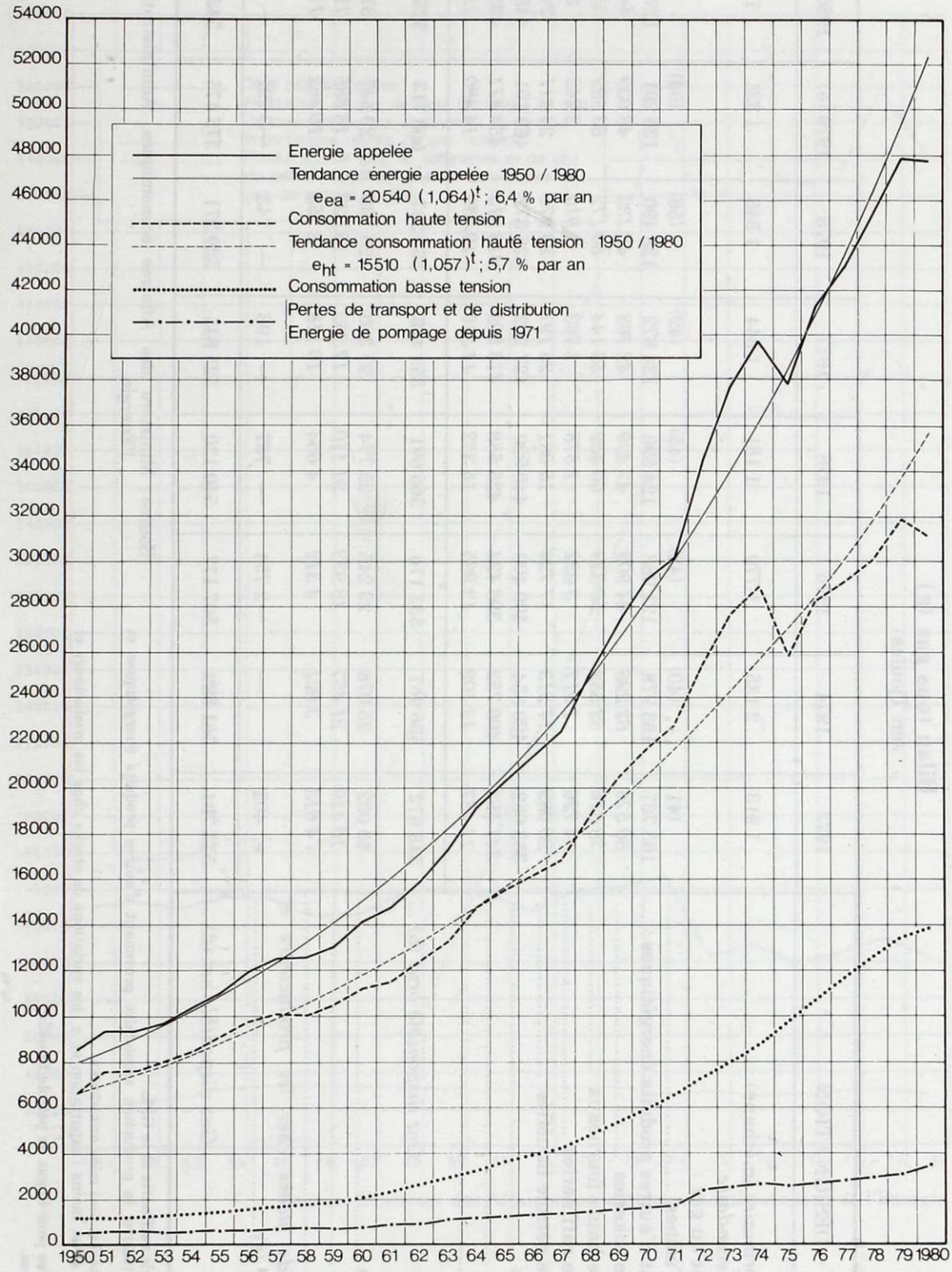
(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

Production nette d'électricité par source d'énergie
(en millions de kWh)



Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan tous gaz (a)
(en Tjoules)

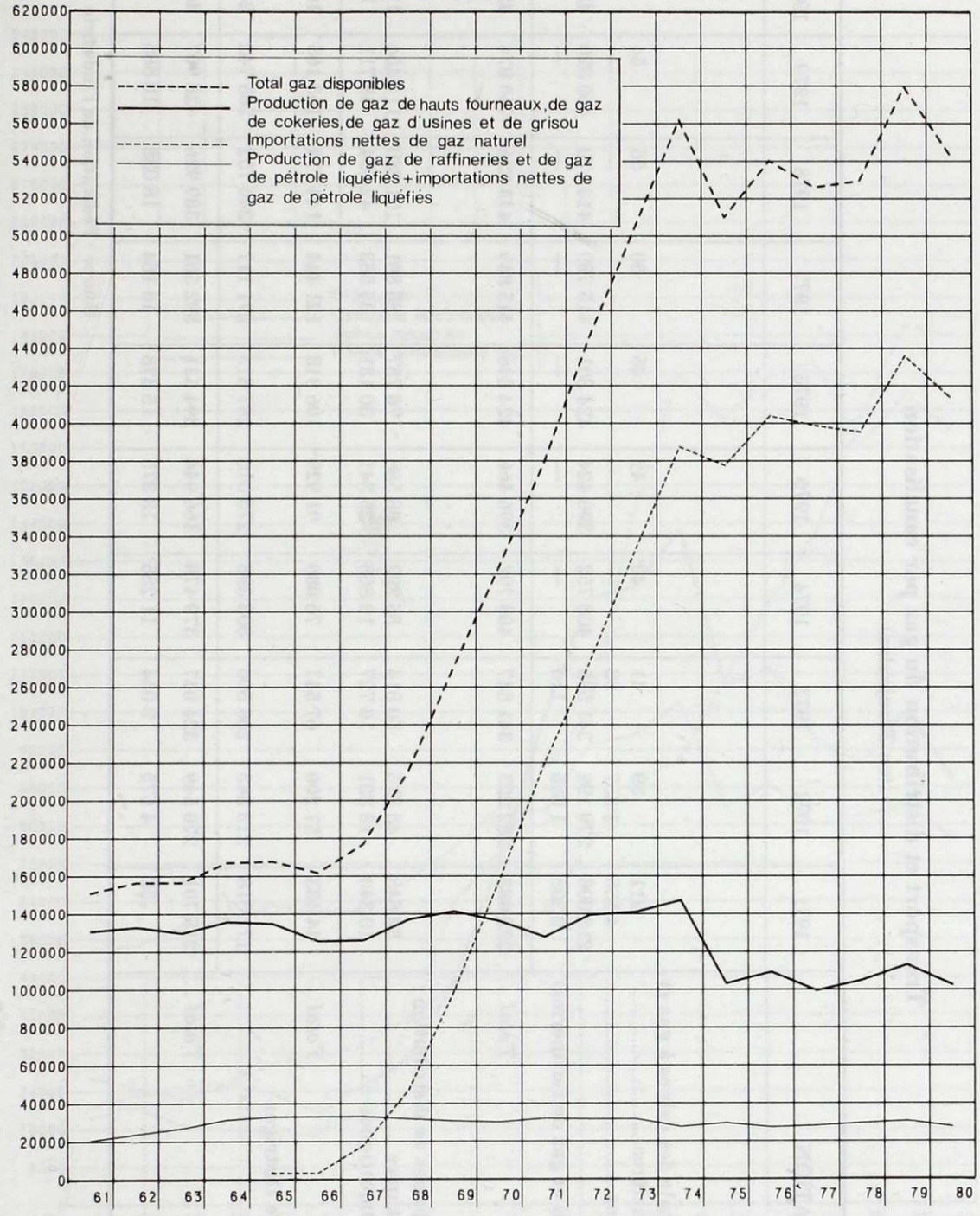
DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (e)	1980 (f)
1. *Production primaire* (méthane)	1 913	2 135	1 779	1 181	1 344	1 345	1 321	1 515
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant du gaz :								
— Gaz d'usines	(41)	(40)	(42)	(45)	(49)	(56)	(54)	(53)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	163 707	163 978	121 988	124 590	124 872	128 490	138 291	127 673
— Gaz de cokeries	*60 576*	*62 296*	*44 903*	*47 499*	*42 768*	*43 132*	*48 039*	*44 962*
— Gaz de hauts fourneaux	*78 316*	*82 552*	*56 339*	*60 432*	*55 144*	*60 172*	*63 599*	*55 800*
— Gaz de raffineries	*4 726*	*1 917*	*3 022*	*1 578*	*1 763*	*1 910*	*2 242*	*2 491*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*20 089*	*17 213*	*17 724*	*15 081*	*25 197*	*23 276*	*24 411*	*24 420*
3. *Importations*	353 052	420 854	409 409	440 920	427 202	426 372	469 101	445 985
Gaz naturel	*341 595*	*408 752*	*396 424*	*425 588*	*415 992*	*413 913*	*454 611*	*433 350*
G.P.L.	*11 457*	*12 102*	*12 985*	*15 332*	*11 210*	*12 459*	*14 490*	*12 635*
Gaz disponible brut (b)	**518 672**	**586 967**	**533 176**	**566 691**	**553 418**	**556 207**	**608 713**	**575 173**
4. *Exportations*	15 032	25 078	23 245	25 774	27 380	26 193	29 447	31 614
Gaz naturel	*10 419*	*21 457*	*18 933*	*21 110*	*17 262*	*18 038*	*18 885*	*19 668*
G.P.L.	*4 613*	*3 621*	*4 312*	*4 664*	*10 118*	*8 155*	*10 562*	*11 946*
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	+ 402	—	—2 754	— 787	— 193	— 743	—3 791	— 687
Gaz disponible net (d)	**533 704**	**561 889**	**507 177**	**540 130**	**525 845**	**529 271**	**575 475**	**542 872**

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires pour le gaz de pétrole liquéfié.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Gaz disponibles

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

(en Térajoules)

DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (a)
A. *Emissions de gaz :*										
1. Gaz de ville :										
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	211	39	41	40	42	45	50	56	54	53
— Gaz de cokeries	4 558	1 357	96	—	—	—	—	—	—	—
2. Gaz naturel	218 006	279 192	341 595	408 752	396 424	424 801	415 799	413 170	450 820	432 663
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries)	2 308	1 635	115	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	**225 083**	**282 223**	**341 847**	**408 792**	**396 466**	**424 846**	**415 849**	**413 226**	**450 874**	**432 716**
B. *Ventes de gaz :*										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	33 843	43 875	50 814	56 222	66 588	76 787	85 861	101 280	114 454	114 300
— Usages non-domestiques	10 340	13 331	16 727	19 858	25 341	30 131	35 583	42 894	48 711	51 403
Total ...	**44 183**	**57 206**	**67 541**	**76 080**	**91 929**	**106 918**	**121 444**	**144 174**	**163 165**	**165 703**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	171 518	213 343	256 506	303 398	275 015	287 613	271 117	245 752	265 742	241 331
Total ...	**215 701**	**270 549**	**324 047**	**379 478**	**366 944**	**394 531**	**392 561**	**389 926**	**428 907**	**407 034**
3. Exportation	52	4 575	9 054	11 255	13 375	15 478	16 164	18 038	18 885	19 668

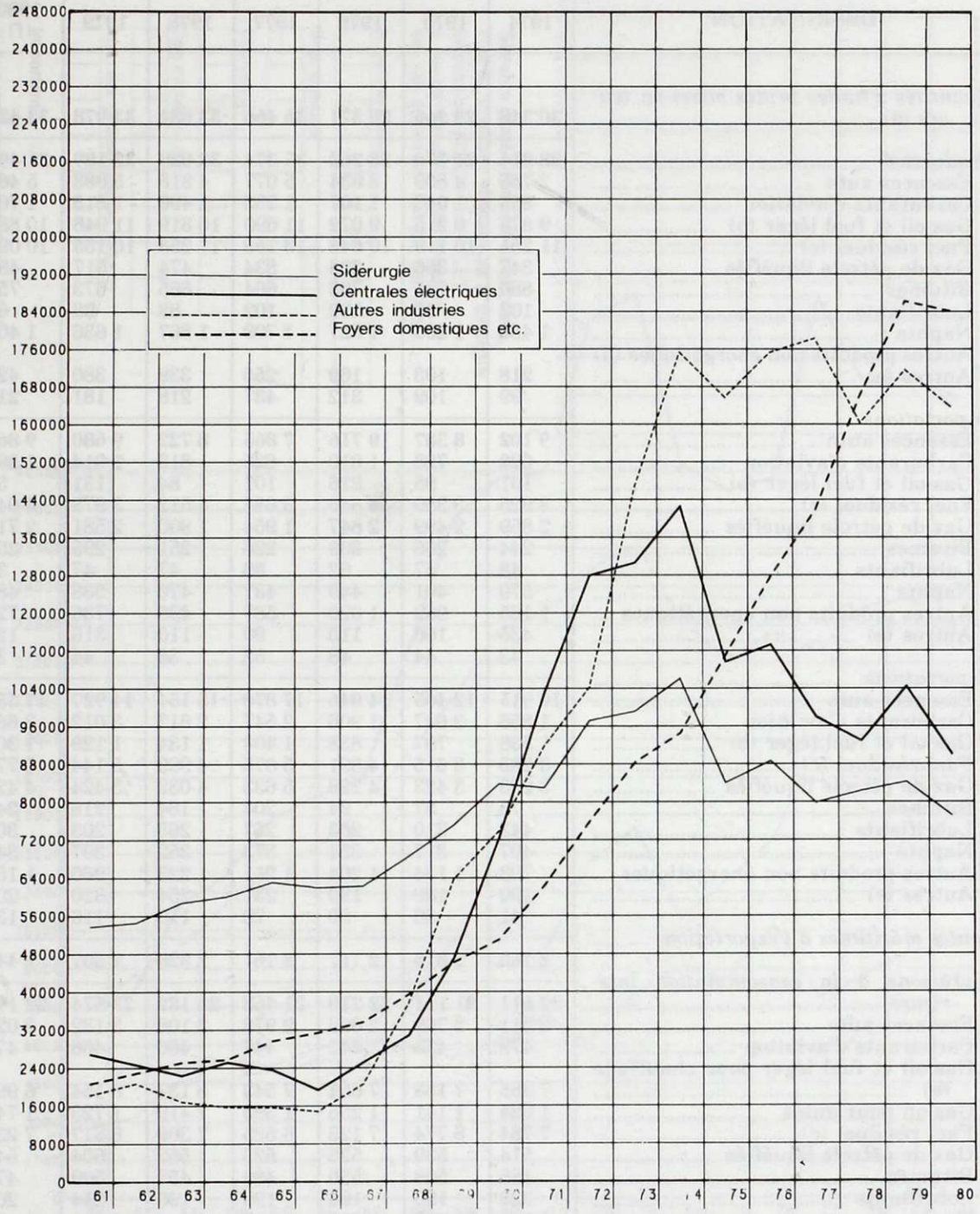
(a) Données provisoires.

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

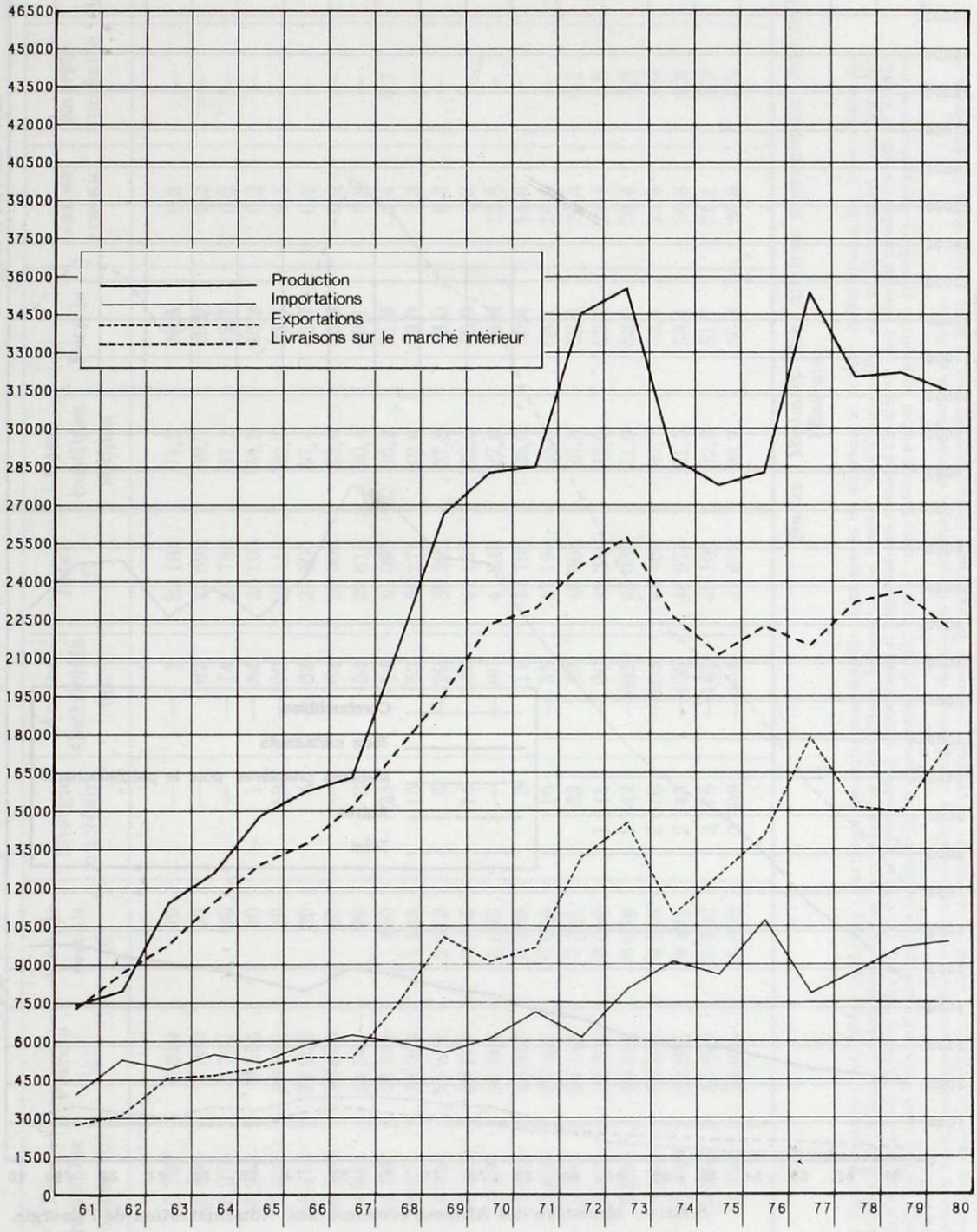
DESIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (f)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre (a)	**30 348**	**29 266**	**29 371**	**36 466**	**33 884**	**33 978**	**33 426**
Production	**28 814**	**27 770**	**28 262**	**35 374**	**32 029**	**32 189**	**31 499**
Essences auto	3 756	4 609	3 934	5 077	4 815	5 088	5 460
Carburants d'aviation	855	1 040	1 107	1 753	1 496	1 515	1 707
Gas-oil et fuel léger (b)	9 873	9 215	9 072	11 690	10 819	11 946	10 881
Fuel résiduel (c)	11 251	10 119	10 648	13 153	11 253	10 155	10 094
Gaz de pétrole liquéfiés	347	356	328	534	474	517	497
Bitumes	880	775	763	664	665	673	750
Lubrifiants	102	85	102	102	83	98	66
Naphta	1 433	1 269	1 827	1 709	1 867	1 636	1 403
Autres produits non énergétiques (d)	218	193	169	255	339	380	429
Autres (e)	99	109	312	437	218	181	212
Importations	**9 102**	**8 587**	**10 716**	**7 865**	**8 722**	**9 680**	**9 867**
Essences auto	622	728	1 010	625	813	1 014	1 396
Carburants d'aviation	191	95	216	101	84	131	58
Gas-oil et fuel léger (b)	2 925	3 359	4 645	3 684	4 512	3 978	4 045
Fuel résiduel (c)	2 859	2 499	2 847	1 954	1 900	2 581	2 716
Gaz de pétrole liquéfiés	244	266	309	226	251	295	258
Bitumes	48	47	62	59	47	47	31
Lubrifiants	570	401	449	437	470	538	482
Naphta	1 165	982	1 020	587	496	736	725
Autres produits non énergétiques	435	166	110	90	110	316	120
Autres (e)	43	44	48	52	39	44	36
Exportations	**10 915**	**12 465**	**14 046**	**17 870**	**15 154**	**14 927**	**17 552**
Essences auto	1 856	2 647	1 906	2 547	2 617	3 012	3 662
Carburants d'aviation	536	707	838	1 404	1 134	1 129	1 304
Gas-oil et fuel léger (b)	3 283	3 615	4 891	5 875	4 999	5 144	5 777
Fuel résiduel (c)	3 293	3 423	4 226	5 633	4 032	3 424	4 420
Gaz de pétrole liquéfiés	73	87	94	204	164	216	243
Bitumes	443	310	263	257	263	203	306
Lubrifiants	407	317	354	373	352	397	342
Naphta	793	1 134	1 204	1 211	1 223	966	1 158
Autres produits non énergétiques	190	189	190	237	254	320	202
Autres (e)	41	36	80	79	116	116	138
Soutes maritimes à l'exportation	**2 762**	**2 819**	**2 717**	**2 761**	**2 820**	**2 507**	**2 440**
Livraisons à la consommation intérieure	**22 611**	**21 111**	**22 210**	**21 468**	**23 182**	**23 574**	**22 191**
Essences auto	2 511	2 769	2 869	2 978	3 108	3 132	3 022
Carburants d'aviation	479	438	442	447	460	466	475
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (b)	7 385	7 168	7 654	7 543	8 137	8 154	6 998
Gas-oil pour autos	1 024	1 141	1 255	1 393	1 419	1 723	1 748
Fuel résiduel (c)	7 784	6 774	7 125	6 525	7 309	6 817	7 233
Gaz de pétrole liquéfiés	514	530	525	523	552	604	540
Bitumes	485	508	550	486	457	509	473
Lubrifiants	220	190	196	199	195	214	201
Naphta	1 649	1 327	1 399	1 127	1 248	1 413	1 133
Autres produits non énergétiques	456	157	105	91	208	464	281
Autres (e)	104	109	90	156	89	78	87

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.
(b) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
(c) Y compris le brai de pétrole résiduel.
(d) Principalement white spirit et essences spéciales.
(e) Y compris le gaz incondensable.
(f) Données provisoires au 20 mars 1981.

Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur

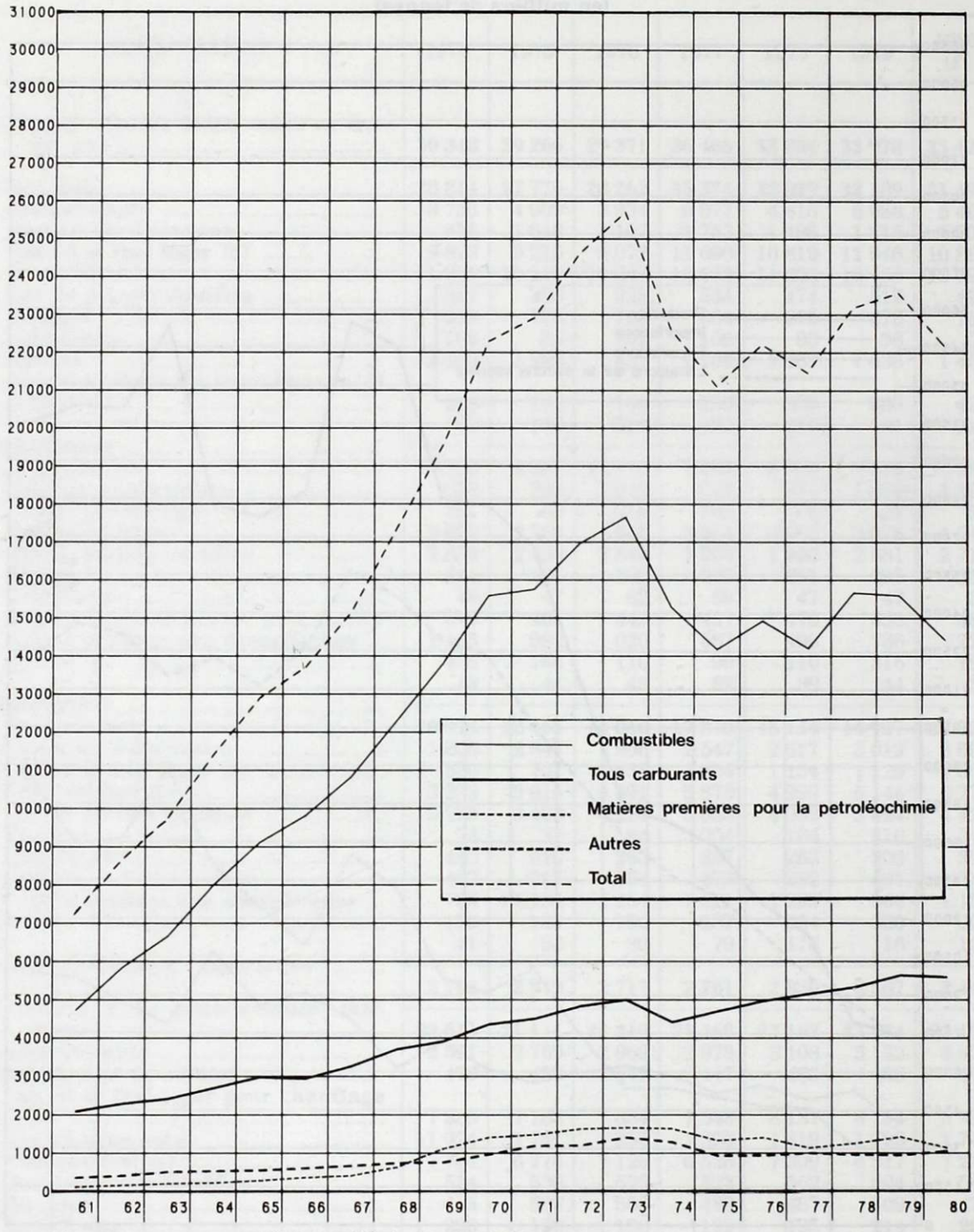
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNEE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Combustibles solides (b)	Pétrole (c)	Gaz de réseau (d)	Energie nucléaire	Autres électricités (e)	Total (f)	Combustibles solides	Pétrole	Gaz de réseau	Energie nucléaire	Autres électricités
1959	15 797	6 319	49	—	— 1	22 164	71,3	28,5	0,2	—	—
1960	16 505	7 089	36	—	62	23 692	69,7	29,9	0,2	—	0,2
1961	15 976	7 787	36	—	— 14	23 785	67,2	32,7	0,2	—	—0,1
1962	16 953	9 198	40	1	— 84	26 108	64,9	35,2	0,2	—	—0,3
1963	17 635	10 533	38	13	—100	28 119	62,7	37,5	0,1	—	—0,3
1964	16 418	12 202	39	4	— 63	28 600	57,4	42,7	0,1	—	—0,2
1965	16 100	13 690	49	—	64	29 903	53,8	45,8	0,2	—	0,2
1966	14 914	14 541	99	2	54	29 610	50,4	49,1	0,3	—	0,2
1967	14 360	16 148	450	23	114	31 095	46,2	51,9	1,4	0,1	0,4
1968	14 973	18 968	1 163	15	52	35 171	42,6	53,9	3,3	—	0,2
1969	14 522	21 482	2 412	5	— 29	38 392	37,8	56,0	6,3	—	—0,1
1970	13 312	23 869	3 815	14	147	41 157	32,3	58,0	9,3	—	0,4
1971	11 368	24 663	5 295	—	— 80	41 246	27,6	59,8	12,8	—	—0,2
1972	11 625	26 588	6 559	3	11	44 786	26,0	59,4	14,6	—	—
1973	11 808	27 443	7 956	18	— 31	47 194	25,0	58,1	16,9	—	—
1974	12 303	24 145	9 301	33	82	45 864	26,8	52,6	20,3	0,1	0,2
1975	9 312	22 530	9 059	1 541	— 96	42 346	22,0	53,2	21,4	3,6	—0,2
1976	9 859	23 896	9 670	2 342	—685	45 082	21,9	53,0	21,4	5,2	—1,5
1977	9 203	23 313	9 553	2 616	—204	44 481	20,7	52,4	21,5	5,9	—0,5
1978	10 032	24 925	9 471	2 745	—499	46 674	21,5	53,4	20,3	5,9	—1,1
1979	10 963	25 363	10 350	2 575	—147	49 104	22,3	51,7	21,1	5,2	—0,3
1980 (g)	11 288	24 021	9 902	2 809	—404	47 616	23,7	50,4	20,8	5,9	—0,8

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 29.930 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20.930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20.930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35.169 kjoules/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques : 41.860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.

(c) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

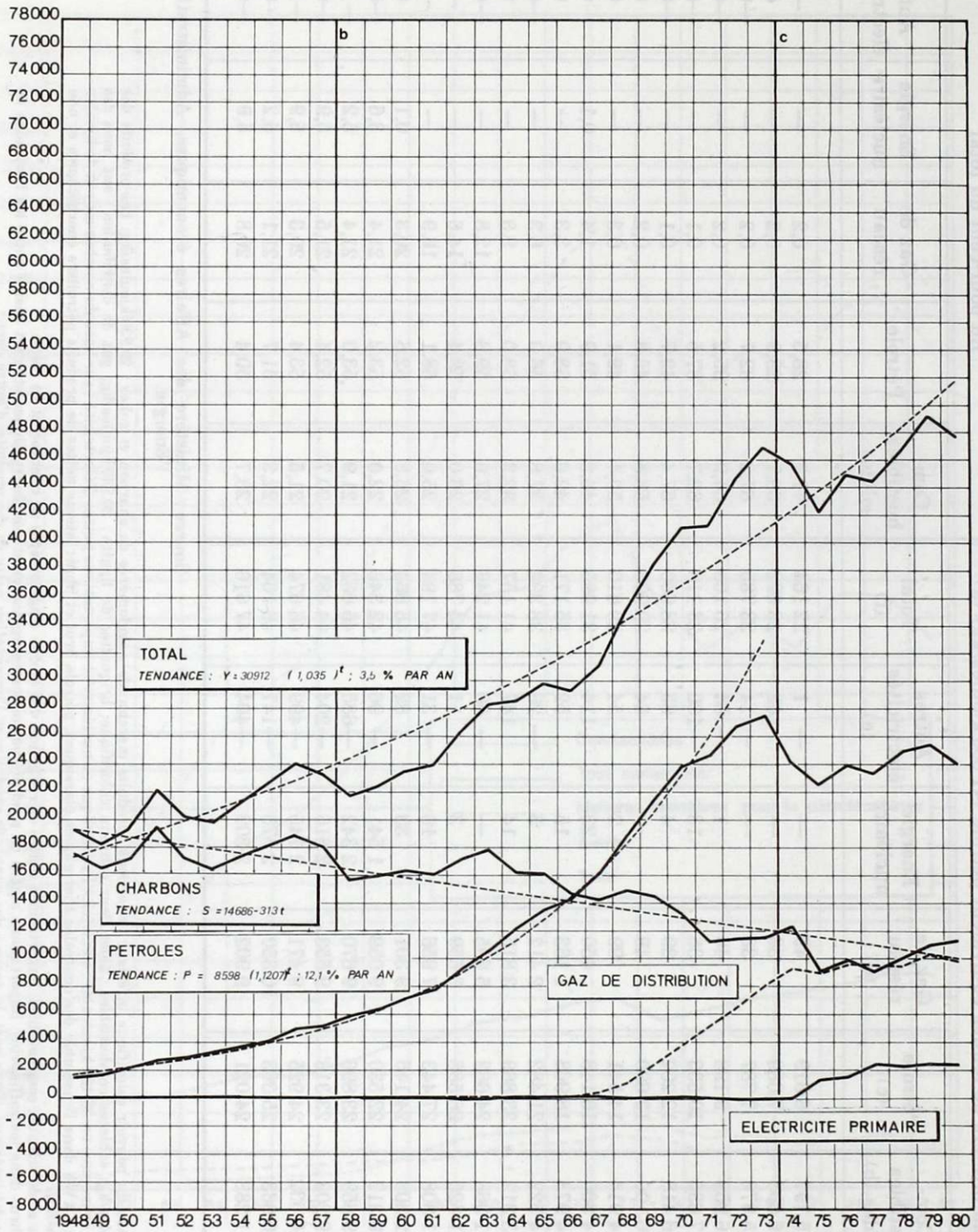
(e) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » du tableau « Bilan global de l'Energie ».

(g) Données provisoires.

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

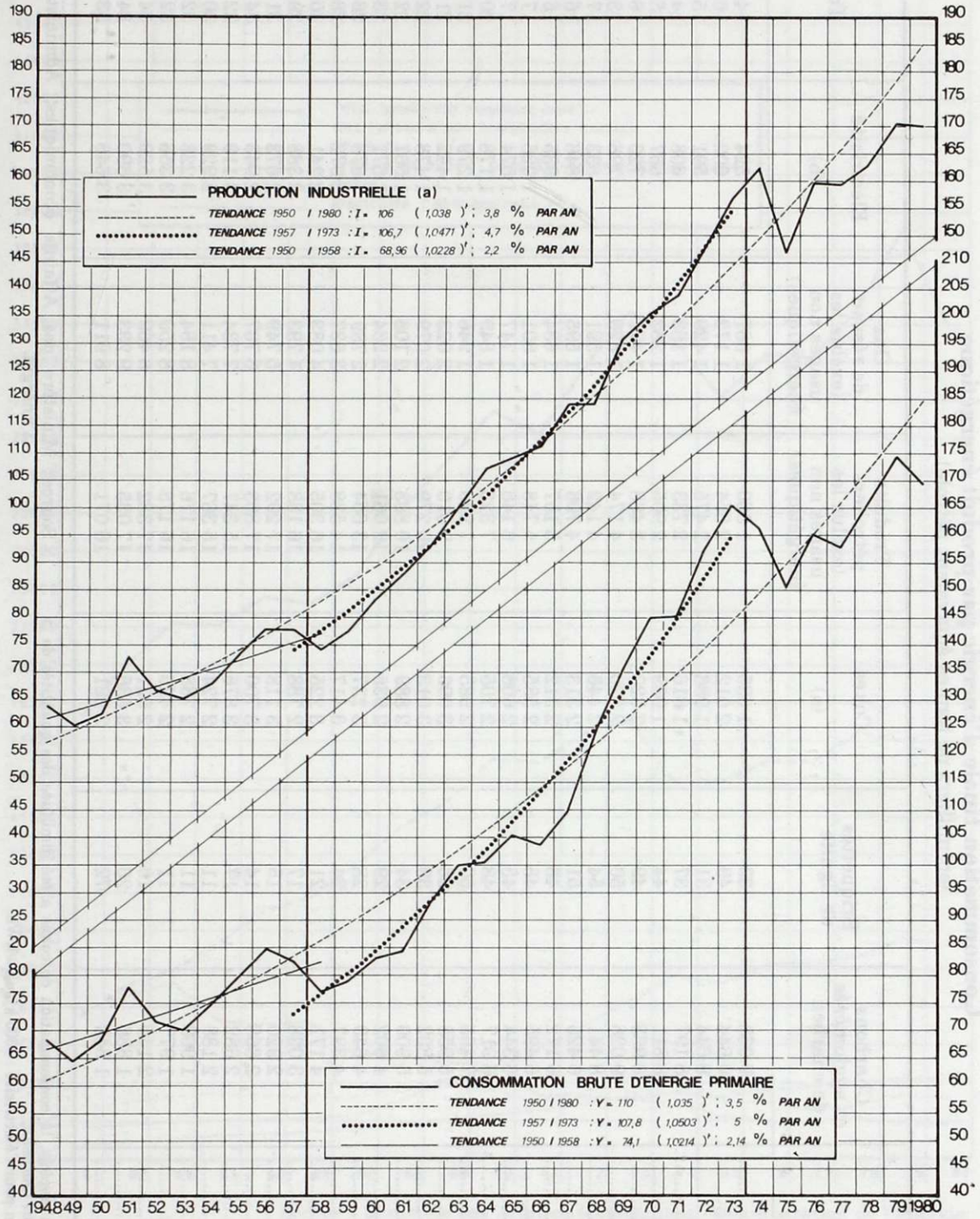


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Tendance 1950-1980.
(b) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.
(c) Fin 1973 : crise pétrolière — nouvelle politique énergétique.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Consommation finale d'énergie par produit énergétique

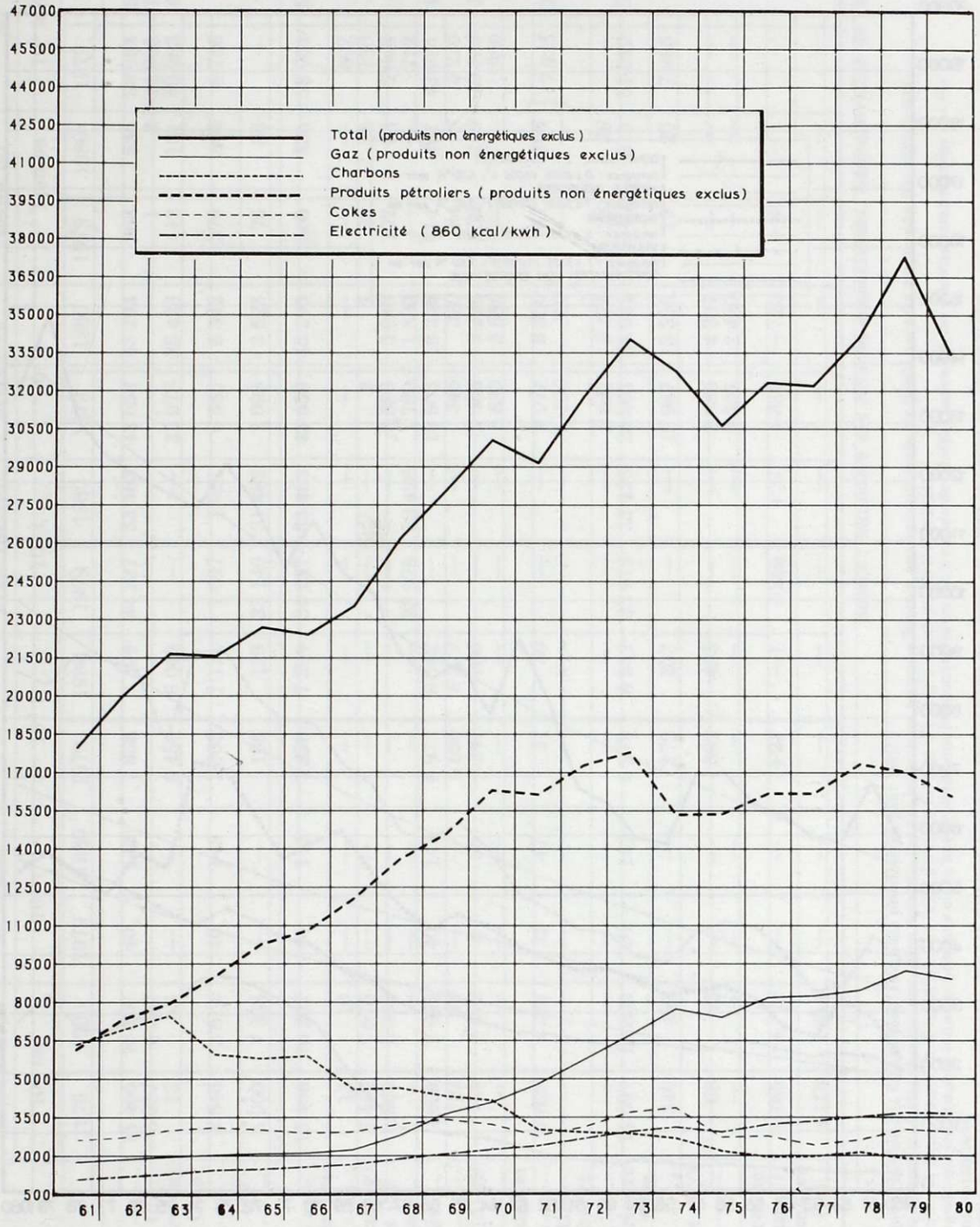
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

ANNÉE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (exclus les usages non énergétiques)	Gaz de réseau (exclus les usages non énergétiques)	Electricité (b)	Total
1950	9 068	33	1 635	1 860	1 067	524	14 187
1951	10 644	49	2 012	2 354	1 172	602	16 833
1952	8 644	31	1 986	2 475	1 429	591	15 001
1953	8 197	37	1 816	2 733	1 163	608	14 554
1954	8 811	44	1 989	2 905	1 282	667	15 698
1955	8 963	49	2 320	3 468	1 471	723	16 994
1956	9 026	50	2 520	4 174	1 620	796	13 183
1957	8 441	54	2 446	4 142	1 591	833	17 507
1958	6 425	51	2 313	4 796	1 595	846	16 026
1959	6 172	46	2 512	5 157	1 634	935	16 456
1960	6 495	48	2 585	5 748	1 801	1 026	17 703
1961	6 344	45	2 608	6 146	1 747	1 074	17 964
1962	6 917	48	2 705	7 323	1 849	1 178	20 020
1963	7 465	50	2 985	7 928	1 946	1 279	21 653
1964	5 958	38	3 096	9 010	2 023	1 442	21 567
1965	5 802	39	3 013	10 279	2 079	1 478	22 690
1966	5 900	34	2 889	10 803	2 108	1 567	22 410
1967	4 602	29	2 935	12 061	2 234	1 671	23 532
1968	4 649	28	3 237	13 604	2 789	1 878	26 185
1969	4 337	24	3 417	14 588	3 637	2 072	28 075
1970	4 171	21	3 225	16 305	4 083	2 241	30 046
1971	3 028	17	2 788	16 138	4 793	2 388	29 152
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 673	31 767
1973	2 868	14	3 700	17 803	6 707	2 943	34 035
1974	2 682	17	3 876	15 347	7 734	3 119	32 775
1975	2 188	11	2 724	15 367	7 411	2 929	30 630
1976	1 960	11	2 768	16 176	8 184	3 228	32 327
1977	1 977	11	2 425	16 178	8 250	3 356	32 197
1978	2 145	10	2 621	17 332	8 469	3 529	34 106
1979	1 886	20	3 036	17 035	9 233	3 690	34 900
1980 (c)	1 842	72	2 921	16 071	8 911	3 648	33 465

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.
(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.
(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

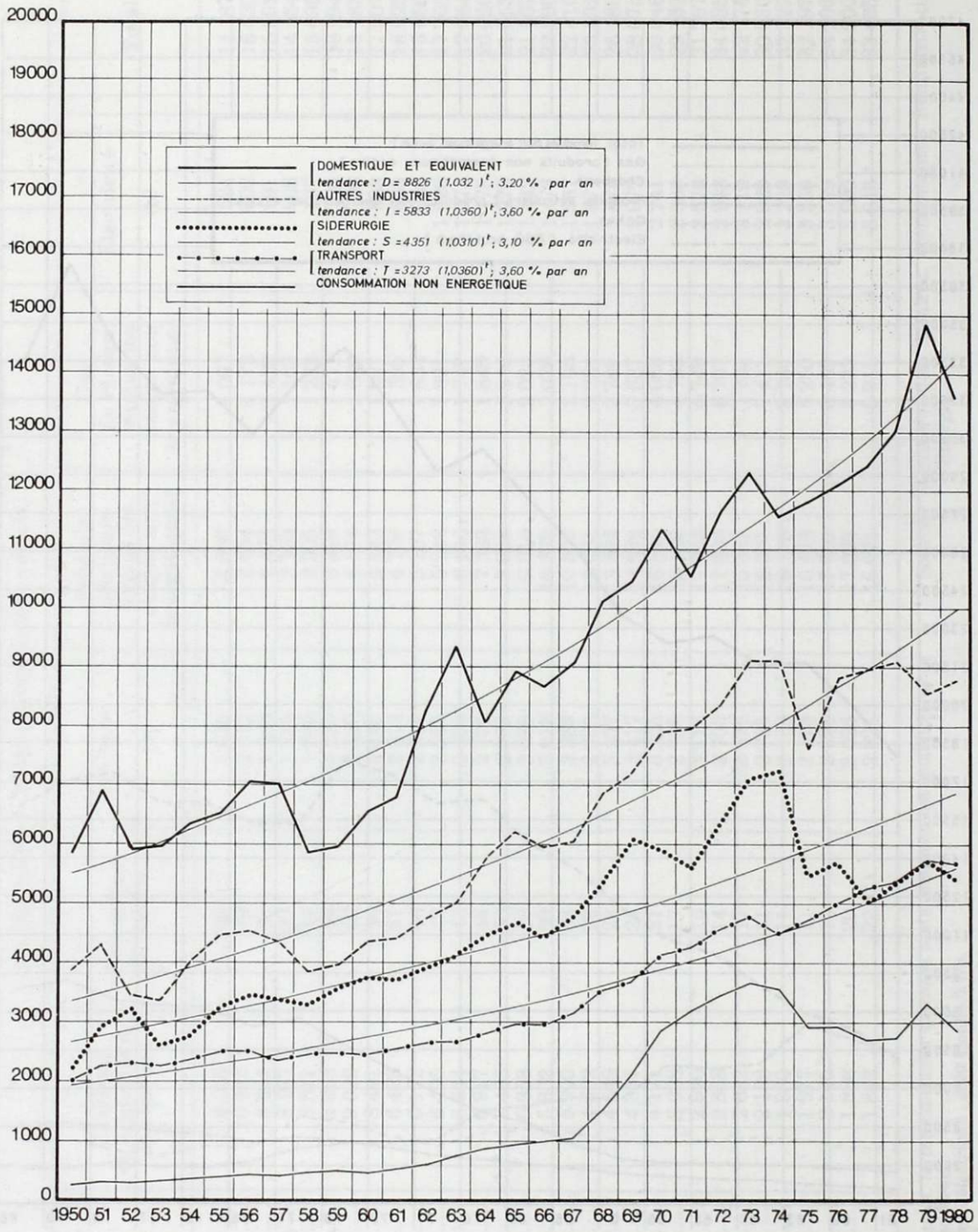


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.

Consommation finale d'énergie par secteur (a)

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Tendance 1950-1980.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 Tjoules		10^6 kWh	
	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980
Ressources	**15 466**	**16 207**	**40**	**142**	**7 858**	**7 309**	**34 237**	**33 463**	**43 658**	**43 293**	**568**	**536**	**58 984**	**59 928**
Production primaire (d)	6 007	6 249	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	11 985	13 379
Production secondaire (e)	13	6	—	—	6 450	6 048	—	—	33 978	33 426	112	101	40 263	40 264
Importations de la Communauté (f)	3 546	2 614	40	142	1 303	1 121	1 097	1 981	6 585	6 342	379	347	6 736	6 285
Importations des pays tiers	5 900	7 338	—	—	105	139	33 140	31 482	3 095	3 525	76	86	—	—
Emplois	**15 466**	**16 207**	**40**	**142**	**7 858**	**7 309**	**34 237**	**33 463**	**43 658**	**43 293**	**568**	**536**	**58 984**	**59 928**
Producteurs d'énergie primaire	13	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	607	634
Cokeries, usines à gaz (g)	8 442	7 875	—	—	—	—	—	—	2	2	29	26	130	125
Centrales électriques (h)	3 948	5 045	—	—	—	—	—	—	3 886	3 943	102	88	5 646	6 075
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	33 978	33 426	1 789	1 830	—	—	712	744
Consommateurs finals	2 694	2 632	40	142	6 973	6 542	—	—	19 686	18 246	414	401	43 924	43 430
Sidérurgie (i)	*121*	*79*	—	—	*6 695*	*6 277*	—	—	*345*	*320*	*84*	*78*	*5 226*	*4 907*
Autres industries (d) (j)	*744*	*1 072*	*8*	*95*	*247*	*235*	—	—	*2 886*	*3 116*	*139*	*129*	*19 823*	*18 932*
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	*5 633*	*5 585*	—	—	*950*	*965*
Secteurs domestiques et équivalents	*1 829*	*1 481*	*32*	*47*	*31*	*30*	—	—	*8 071*	*6 950*	*163*	*166*	*17 925*	*18 626*
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	*100*	*100*	—	—		
Produits non-énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 651*	*2 175*	*28*	*28*	—	—
Consommation intérieure	15 097	15 562	40	142	6 973	6 542	33 978	33 426	25 363	24 021	545	515	51 019	51 008
Exportations vers la Communauté (f) (k)	340	459	—	—	272	333	—	—	10 947	13 315	19	20	7 965	8 920
Exportations vers les pays tiers	68	62	—	—	592	435	—	—	3 980	4 237	—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 507	2 440	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	—165	+ 9	—	—	+21	—1	+259	+37	+861	—720	—4	—1	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	+118	+114	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1980.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 20.930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 15.110 kjoules/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

Bilan global de l'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (a)	1980 (b)
Ressources		**63 398**	**60 396**	**63 971**	**67 720**	**66 173**	**70 866**	**70 419**
Production primaire		5 812	7 062	7 678	7 667	7 498	6 951	7 410
— Houille	*0,70*	*5 573*	*5 380*	*5 233*	*4 920*	*4 611*	*4 214*	*4 379*
— Grisou		*51*	*43*	*28*	*32*	*32*	*32*	*36*
— Hydro-électricité	(i)	*155*	*98*	*75*	*99*	*110*	*130*	*186*
— Energie nucléaire (c)	(i)	*33*	*1 541*	*2 342*	*2 616*	*2 745*	*2 575*	*2 809*
Importations		57 586	53 334	56 293	60 053	58 675	63 915	63 009
— Houille et agglomérés	*0,70*	*6 609*	*4 388*	*5 079*	*4 446*	*4 679*	*6 612*	*6 966*
— Coke	*0,70*	*946*	*421*	*365*	*218*	*438*	*985*	*882*
— Briquettes de lignite	*0,495*	*17*	*11*	*10*	*11*	*10*	*20*	*72*
— Pétrole brut	*1,00*	*30 574*	*29 436*	*29 226*	*36 435*	*33 779*	*34 237*	*33 463*
— Produits pétroliers	*1,00*	*9 102*	*8 587*	*10 716*	*7 865*	*8 722*	*9 680*	*9 867*
— Gaz de réseau (d)		*9 763*	*9 534*	*10 165*	*9 938*	*9 888*	*10 860*	*10 352*
— Electricité (c)	(g)	*575*	*957*	*732*	*1 140*	*1 159*	*1 521*	*1 407*
Livraisons intérieures (e)		**45 864**	**42 346**	**45 082**	**44 481**	**46 674**	**49 104**	**47 616**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (f)		9 504	8 810	9 841	9 567	9 820	10 902	11 248

— Sidérurgie		*7 296*	*5 447*	*5 705*	*5 090*	*5 358*	*5 720*	*5 396*
— Autres industries		*9 148*	*7 660*	*9 105*	*8 962*	*9 272*	*8 569*	*8 769*
— Transports		*4 487*	*4 767*	*5 033*	*5 270*	*5 400*	*5 713*	*5 668*
— Secteurs domestiques et équival.		*11 610*	*11 850*	*12 131*	*12 447*	*13 736*	*14 788*	*13 591*
— Produits non-énergétiques		*3 585*	*2 906*	*2 914*	*2 717*	*2 748*	*3 312*	*2 844*
— Non ventilés		*234*	*906*	*353*	*398*	*340*	*100*	*100*
Ventes extérieures		**15 541**	**17 467**	**19 293**	**22 913**	**20 524**	**20 573**	**23 362**
Exportations		12 779	14 648	16 576	20 152	17 704	18 066	20 922
— Houille et agglomérés	*0,70*	*367*	*350*	*293*	*255*	*190*	*286*	*365*
— Coke	*0,70*	*336*	*230*	*241*	*172*	*161*	*604*	*538*
— Produits pétroliers	*1,00*	*10 915*	*12 465*	*14 046*	*17 870*	*15 154*	*14 927*	*17 552*
— Gaz de réseau		*513*	*452*	*504*	*412*	*431*	*451*	*470*
— Electricité	(g)	*648*	*1 151*	*1 492*	*1 443*	*1 768*	*1 798*	*1 997*
Soutes (h)		2 762	2 819	2 717	2 761	2 820	2 507	2 440
Variations stocks producteurs — importateurs — consommateurs		**+ 2 005**	**+ 568**	**— 388**	**+ 313**	**— 1 193**	**+ 1 193**	**— 582**
— Houille et coke	*0,70*	+ 178	+ 326	+ 310	— 48	— 653	— 18	+ 85
— Pétrole brut	*1,00*	+ 199	+ 137	— 145	— 31	— 153	+ 259	+ 37
— Gaz de réseau		—	+ 66	+ 19	+ 5	+ 18	+ 91	+ 16
— Produits pétroliers		+ 1 628	+ 39	— 572	+ 387	— 405	+ 861	— 720
Différence statistique		**— 12**	**+ 15**	**— 16**	**+ 13**	**+ 168**	**+ 4**	**— 23**

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires au 20 mars 1981.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(h) Soutage navigation maritime internationale.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Commerce extérieur du secteur énergétique

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Houille et agglomérés de houille*	17 489	14 656	15 679	19 173	20 985	872	779	607	1 224	1 483
1. Anthracite	*4 961*	*5 045*	*5 748*	*5 750*	*6 109*	*114*	*59*	*106*	*156*	*129*
2. Autres houilles	*12 233*	*9 227*	*9 575*	*12 980*	*14 482*	*712*	*694*	*425*	*864*	*1 250*
3. Agglomérés de houille	*295*	*384*	*356*	*443*	*394*	*46*	*26*	*76*	*204*	*104*
B. *Lignite et briquettes de lignite*	81	85	91	123	293	—	—	—	1	—
C. *Produits de la cokéfaction*	9 117	7 439	8 909	11 883	11 401	935	573	774	2 066	3 112
dont : Cokes, charbon de cornue	*9 092*	*7 414*	*8 881*	*11 873*	*11 394*	*903*	*541*	*737*	*2 015*	*3 095*
Combustibles solides (A+B+C)	**26 687**	**22 180**	**24 679**	**31 179**	**32 679**	**1 807**	**1 352**	**1 381**	**3 291**	**4 595**
D. *Pétrole brut*	102 602	125 583	99 593	126 337	192 870	1	—	221	—	—
E. *Produits pétroliers raffinés*	42 542	29 229	36 966	59 626	88 378	57 029	69 208	56 790	98 286	145 019
dont : 1. Essences et huiles légères	*12 536*	*8 607*	*8 303*	*16 759*	*25 394*	*17 962*	*20 399*	*18 873*	*35 496*	*51 635*
2. Huiles moyennes	*494*	*471*	*231*	*848*	*916*	*3 404*	*6 770*	*5 075*	*9 918*	*14 067*
3. Gas-oil	*14 910*	*7 320*	*10 018*	*19 585*	*23 884*	*14 783*	*14 728*	*11 490*	*28 756*	*39 246*
4. Fuel-oils	*9 750*	*7 800*	*13 509*	*15 551*	*29 154*	*15 083*	*20 560*	*14 825*	*16 515*	*29 594*
5. Huiles de graissage	*3 752*	*3 989*	*3 867*	*5 269*	*7 278*	*4 570*	*5 361*	*5 032*	*5 913*	*7 733*
F. *Energie électrique*	315	1 045	743	1 398	2 171	890	66	274	263	2 636
G. *Gaz naturel et gaz distribué*	21 388	24 651	26 937	32 205	44 527	694	1 345	1 138	1 375	2 706
1. Propane, butane, etc.	*2 496*	*2 137*	*2 126*	*2 687*	*3 364*	*652*	*1 154*	*1 023*	*1 374*	*2 401*
2. Gaz naturel	*18 876*	*22 456*	*24 733*	*29 473*	*41 093*	*42*	*191*	*114*	*1*	*305*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	*16*	*58*	*78*	*45*	*70*	—	—	*1*	—	—
Combustibles fluides (D+E+F+G)	**166 847**	**180 508**	**164 239**	**219 566**	**327 946**	**58 614**	**70 619**	**58 423**	**99 924**	**150 361**
H. *Vapeur, eau chaude, air comprimé*	—	—	—	—	1	1	1	3	1	3
I. *Eau, glace et neige*	3	2	2	4	4	2	2	3	1	1
Autres formes d'énergie (H+I)	**3**	**2**	**2**	**4**	**5**	**3**	**3**	**6**	**2**	**4**
Total général	**193 537**	**202 690**	**188 920**	**250 749**	**360 630**	**60 424**	**71 974**	**59 810**	**103 217**	**154 960**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Commerce extérieur du secteur énergétique
Quantité

DÉSIGNATION	Unité de quantité	Importations					Exportations				
		1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Houille et agglomérés de houille*	10^3 t	7 951	7 054	7 803	10 264	10 682	391	367	271	505	563
1. Anthracite		*1 855*	*1 919*	*2 192*	*2 222*	*1 808*	*48*	*29*	*49*	*65*	*48*
2. Autres houilles		*5 995*	*4 994*	*5 485*	*7 908*	*8 782*	*330*	*328*	*196*	*381*	*490*
3. Agglomérés de houille		*101*	*141*	*126*	*134*	*92*	*13*	*10*	*26*	*59*	*25*
B. *Lignite et briquettes de lignite*	10^3 t	57	57	55	71	180	—	—	—	—	—
C. *Produits de la cokéfaction*	10^3 t	2 727	2 122	2 663	3 735	3 614	323	157	204	647	873
dont : Cokes, charbon de cornue ..		*2 721*	*2 116*	*2 656*	*3 734*	*3 614*	*318*	*150*	*196*	*641*	*871*
Combustibles solides (A + B + C) ...	10^3 t	10 735	9 233	10 521	14 070	14 476	714	524	475	1 152	1 436
D. *Pétrole brut*	10^3 t	28 811	35 036	30 796	31 597	29 914	—	—	81	—	—
F. *Produits pétroliers raffinés*	10^3 t	10 117	6 978	9 704	10 865	11 576	13 577	16 799	14 163	14 217	17 076
dont : 1. Essences et huiles légères		*2 256*	*1 717*	*1 685*	*2 050*	*2 622*	*3 307*	*4 153*	*3 994*	*4 212*	*4 909*
2. Huiles moyennes		*101*	*95*	*43*	*96*	*88*	*752*	*1 451*	*1 134*	*1 296*	*1 459*
3. Gas-oil		*3 529*	*1 720*	*2 485*	*3 086*	*2 774*	*3 499*	*3 455*	*2 866*	*3 572*	*4 305*
4. Fuel-oils		*3 520*	*2 718*	*4 752*	*4 616*	*5 280*	*5 394*	*7 075*	*5 499*	*4 491*	*5 652*
5. Huiles de graissage		*480*	*495*	*501*	*612*	*542*	*317*	*356*	*333*	*372*	*359*
F. *Energie électrique*		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
G. *Gaz naturel et gaz distribué :*											
1. Propane, butane, etc.	10^3 t	*494*	*431*	*420*	*428*	*396*	*161*	*251*	*228*	*240*	*269*
2. Gaz naturel	10^6 m^3	*12 034*	*9 790*	*9 676*	*10 539*	*9 735*	*10*	*42*	*28*	—	*53*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	10^6	*7*	*18*	*18*	*13*	*12*	—	—	—	—	—
Combustibles fluides :											
— liquides (D+E+G1) ...	10^3 t	39 422	42 445	40 920	42 890	41 886	13 736	17 050	14 472	14 457	17 345
— gaz (G2+G3) ...	10^6 m^3	12 041	9 808	9 694	10 552	9 747	10	42	28	—	53

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.



CHAPITRE III

TRANSPORTS

§ 1. — TRANSPORT PAR CHEMINS DE FER

Alors que le transport de voyageurs par la S.N.C.B. s'est maintenu en 1980, une tendance baissière a été enregistrée pour le transport de marchandises.

Le nombre de voyageurs transportés s'est situé en 1980, à 163 millions environ, résultat qui équivaut pratiquement à celui de l'année précédente où une légère diminution avait été notée. Le nombre global de kilomètres parcourus a marqué une faible progression d'un peu plus de 0,1 %. Le nombre de voyageurs bénéficiant d'un tarif réduit s'est accru de 1,2 %, tandis que celui des voyageurs payant le tarif plein a augmenté de presque 2 %. Le transport intérieur des voyageurs a régressé d'environ 3 %, mais celui vers l'étranger a progressé de 3,3 %.

Bien que dans ce domaine les résultats soient assez satisfaisants, il y a lieu de supposer qu'ils ont été influencés par le chômage et la diminution du pouvoir d'achat. Par ailleurs, la crise de l'énergie a eu pour conséquence que les voyageurs font moins appel à l'avion et à la voiture en faveur des chemins de fer, de sorte que ce trafic a pu se maintenir. Surtout pour les excursions touristiques le public semble de plus en plus préférer le rail.

En 1980, le transport des marchandises par la S.N.C.B. a diminué d'un peu plus de 6 % par rapport à 1979 (7 999 millions t/km en 1980, contre 8 535 t/km en 1979). Au cours de l'année antérieure, la production s'était accrue de 20 % environ. Pendant la première moitié de l'année, les résultats avaient été assez favorables, mais un recul considérable au cours de la deuxième moitié de l'année en a annihilé les effets. Cette diminution peut s'expliquer par la récession dans la sidérurgie et dans l'industrie chimique.

En ce qui concerne le transport des minerais, une régression de 8 % environ a été enregistrée en 1980, ce qui se situe toutefois encore largement au-dessus du niveau des années 1975-1977. L'ensemble du secteur des combustibles solides marque un recul de 5 % environ.

La S.N.C.B. subit non seulement les effets de la détérioration de la conjoncture en ce qui concerne le transport de minerais et du coke, mais elle est affectée également par la mauvaise situation dans l'industrie chimique belge.

En 1979, le transport de produits chimiques a porté sur 5,7 millions de tonnes, ce qui représentait alors une progression de 22 % par rapport à 1978. En 1980, le

transport de ces produits est tombé à 5 millions de tonnes, soit une baisse de 10 %. Les produits agricoles ainsi que les denrées alimentaires ont également accusé une diminution.

En matière de travaux d'infrastructure, les lignes électrifiées Gand-Courtrai et Mons-La Louvière ont été mises en service en 1980. L'intensification du réseau électrifié et la nécessité de nouveau matériel roulant qui en découle pourraient profiter à l'économie nationale. Il faut cependant rappeler que selon une étude faite par Monsieur E. Claessens (Methods of official railways economis, the case of E.E.C., S.E.S.O., U.F.S.I.A.), la Belgique connaît le déficit le plus élevé en Europe en matière de chemins de fer et en raison de la structure du réseau belge, il ne faut plus escompter une forte augmentation du trafic. Le deuxième rapport annuel de la Communauté européenne — promulgué conformément au règlement du Conseil de l'Europe du 12 décembre 1977 concernant les mesures nécessaires en vue de rendre comparables les comptes annuels des sociétés européennes de chemins de fer — fait apparaître, en outre, que la S.N.C.B. est la société la plus subventionnée de la Communauté. De même, elle tient la tête de file lorsqu'il s'agit du coût du personnel par milliers d'unités/km.

La S.N.C.V. a transporté environ 306 millions de voyageurs en 1980, ce qui représente environ 1,5 % de moins qu'en 1979. Le recul du réseau électrique des tramways est du même ordre. Le transport par bus, qui avait enregistré en 1979 encore une légère progression, a également accusé une chute (environ 1,5 %). Le recul le plus important a été observé dans le transport des véhicules automobiles (environ 5,5 % de moins).

Le 6 novembre 1980 le Conseil de cabinet socio-économique a marqué son accord sur la fusion de la S.N.C.B. avec la S.N.C.V., laquelle deviendra vraisemblablement une réalité l'année suivante. Cette fusion a pour but, d'une part, l'extension de la part du marché des transports publics par une harmonisation horaire et l'uniformisation des tarifs, et d'autre part, l'amélioration de la portée financière par un accroissement de la rentabilité des transports publics. En 1980, la perte cumulée des deux s'est élevée à 6 milliards de francs.

§ 2. — TRANSPORT PAR ROUTE

En ce qui concerne le transport professionnel de marchandises par route (à l'échelon national), le recensement des entreprises de transports, sur base des autorisations délivrées, a porté sur un total de 8 719 au début de l'année 1980, ce qui représente 10 % de moins par rapport à 1979. Sur la période de 1979 à 1980, la diminution est de 25 % environ.

Selon le certificat de transport dont elles disposent, les entreprises peuvent être réparties en « entreprises P » et « entreprises V ». Les premières détiennent un certificat de transport valable pour le transport régional, tandis que les autres disposent d'un certificat de transport valable à l'échelon national.

D'une étude de l'I.T.R. (Institut pour le Transport Routier), il ressort qu'au début de 1980 les « entreprises P » étaient au nombre de 1 710, soit 32 % de moins qu'au

début de l'année 1979. Cette importante diminution en un an de temps peut s'expliquer du fait que, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5 septembre 1978, portant adaptation du Règlement général en matière de transport rémunéré de marchandises, un certificat de capacité professionnelle est exigé pour exercer la profession de transporteur de marchandises par route. En outre, cette même décision a eu pour conséquence que le transfert des autorisations est devenu plus difficile et que les entreprises opérant selon le système du leasing ont été éliminées des statistiques. Pour la période de 1970 à 1980 également, une diminution de 55 % a été observée pour laquelle différents facteurs explicatifs peuvent être avancés. En premier lieu les « entreprises P » — pour la plupart de petites entreprises — avaient encore d'autres activités outre celles du transport, comme par exemple le commerce de charbon, le commerce de matériaux de construction ou de produits pétroliers. Comme la rentabilité de cette activité de transport leur semblait devenue déficiente ces dernières années, elles ont donné celle-ci pour s'occuper principalement de leurs activités connexes. En dehors de leur propre transport, ces entreprises s'occupaient en grande partie de transports localisés et de ce fait elles étaient appelées à participer à l'exécution de grands travaux publics. En raison du recul de l'activité dans la construction, bon nombre de transporteurs par route ont dû mettre un terme à leurs occupations. Enfin, la situation en soi est telle qu'il n'est pas réellement possible d'accéder au marché international du transport tant qu'une licence de transport à l'échelle nationale (entreprise V) n'a pas été délivrée.

En ce qui concerne ces « entreprises V », force est de constater que, dans la période de 1970 à 1980, leur nombre a diminué de 9 % environ. Un recensement au 1er janvier 1980 révèle qu'elles étaient au nombre de 7 009, soit environ 3 % de moins qu'à la même époque de 1979. D'une manière générale, il peut être dit qu'au début de 1980, le nombre de ces entreprises n'atteignait que 75 % de celui enregistré au début de l'année 1970. Cette régression est due en grande partie à la forte diminution des entreprises P.

En répartissant les entreprises de transport en petites (1 à 4 véhicules), moyennes (5 à 20 véhicules) et grandes entreprises (plus de 21 véhicules), il est frappant de constater que le nombre des « moyennes » s'est accru de 32 % par rapport à il y a 10 ans tandis que celui des grosses entreprises a même doublé. Par contre, la force majeure numérique des petites entreprises a régressé de 35 % environ, ce qui est lié également au nombre décroissant « d'entreprises P ». En moyenne, le nombre de véhicules par entreprise a doublé entre 1970 et 1980 et le nombre de moyennes et grandes entreprises a triplé sur la même période.

Selon les résultats de l'enquête menée par l'I.T.R. (Institut pour le Transport par Route), l'activité internationale de transport des transporteurs belges par route s'est révélée relativement favorable pendant le premier semestre de 1980, mais elle a fléchi pendant la deuxième moitié de l'année, de sorte que dans son ensemble, elle a marqué un recul. Les petites et moyennes entreprises en particulier ont enregistré une nette diminution du tonnage. Le trafic entrant, surtout, a nettement baissé, ce qui pourrait signifier que la position concurrentielle s'est détériorée par rapport aux transporteurs étrangers. C'est ainsi que la part belge du transport par route entre la Belgique et les Pays-Bas a diminué pour n'atteindre plus que 35 %. L'aggravation de la position concurrentielle découle principalement des salaire trop élevés, des prix irréels, du manque d'investissements et du transport en fraude.

§ 3. — TRANSPORT PAR EAU

1. — *Navigation intérieure.*

Au cours du laps de temps s'écoulant entre 1971 à 1981, la flotte belge a diminué de 2 100 navires, soit 44 %; quant au tonnage pendant la même période le recul a pesé sur 783 422 tonnes (environ 32 % de moins).

En 1980, les effectifs de la flotte intérieure belge ont diminué de 3,48 % par rapport à l'année précédente, tandis que la capacité de chargement n'a baissé que de 0,98 %.

Dans le courant de l'année 1980, le nombre de remorqueurs a diminué de 11 unités par rapport à 1979, lorsque 12 unités ont été retirées de la circulation. La même tendance de recul se fait jour pour les navires à moteur (respectivement —94 et —191 navires). Pour les barges de poussage, par contre, le résultat est positif (+9 et +11 unités). Dans l'ensemble, il y a lieu de remarquer que, par rapport aux années précédentes, les effectifs de la flotte ont diminué un peu moins rapidement. Il ne faut cependant pas perdre de vue que, ces dernières années, le nombre de remorqueurs et de navires à moteur avait déjà régressé de manière telle qu'une diminution du même ordre était pratiquement exclue.

En 1980, le tonnage des navires à moteurs a baissé de 24 420 tonnes (—2 % environ). En réalité le résultat n'est pas négatif, puisque, en 1971, ce décroissement portait sur presque 6 %. La capacité de transport des remorqueurs a baissé de 12 % environ en 1979 et de 10 % en 1980. Au cours de l'année antérieure, le tonnage des barges de poussage s'est accru d'un peu plus de 12 % (+16 795 tonnes). En moyenne, la capacité de transport, qui avait augmenté de 1,5 % en 1979, est demeurée à peu près au même niveau en 1980 (environ 1 822 tonnes).

Depuis 1978, la part des barges de poussage dans l'ensemble de la flotte intérieure belge a proportionnellement plus augmenté, tant en nombre qu'en tonnage, que n'a diminué le nombre de remorqueurs et de navires à moteur.

Aux navires en exploitation, il faut encore ajouter au 1er janvier 1980, 364 bateaux-citernes totalisant un tonnage de 244 465 tonnes. Par rapport à l'année antérieure, ceci représente une diminution de 14 unités et d'un tonnage de 8 829 tonnes.

Au cours de l'année écoulée, environ 250 navires totalisant un tonnage de 120 000 tonnes ont été démolis en application de l'arrêté royal du 18 mai 1976. Pour 300 autres navires (130 000 tonnes), une demande de prime à la démolition a été présentée en vertu de l'arrêté royal du 3 février 1980, prime pour laquelle un montant de 20 millions de FB a été libéré. De ce fait, le montant global des primes de démolition a grimpé jusqu'à 44 millions de FB. Il est prévu que, lorsque les crédits actuellement disponibles seront utilisés, quelque 200 navires resteront à démolir.

En ce qui concerne l'emploi dans la flotte intérieure, l'on estime que le nombre des salariés a diminué d'environ 2,5 % l'année passée. Les causes de cette régression

résultent principalement des mesures d'assainissement ainsi que de l'augmentation des coûts d'investissement. L'incidence de la crise économique se fait sentir spécialement chez les armateurs : de janvier 1979 à janvier 1980, le nombre de grandes entreprises possédant 11 à 25 bateaux a diminué de moitié ce qui représente une perte d'environ 30 000 tonnes et 40 navires.

D'un point de vue global, il peut être constaté que le recul enregistré dans la constitution de la flotte intérieure a diminué. En ce qui concerne le développement ultérieur, il faut tenir compte surtout de l'évolution des relations entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole plutôt que de tout autre élément propre à l'exploitation de la flotte.

A signaler, finalement, que la flotte belge sur le Rhin comportait, au 1er janvier 1980, quelque 1 758 navires, soit 55 de plus qu'un an auparavant. Cet accroissement est la conséquence d'une mutation de navires de la navigation intérieure à la navigation internationale. Grâce à ces résultats, la Belgique demeure la troisième nation la plus importante de navigation rhénane.

2. — *Ports de mer.*

Le nombre de navires de haute mer faisant escale au *port d'Anvers* a diminué de 274 unités, ou 1,5 % environ, en 1980. Toutefois, le nombre de marchandises manipulées a progressé de 2,2 % environ (81,9 millions de tonnes) par rapport à l'année précédente, ce qui représente un nouveau record. Tant les arrivages (+0,9 % ou 46,5 millions de tonnes) que les départs (+4 % ou 35,3 millions de tonnes) de marchandises ont augmenté, mais cette augmentation est due surtout à un transbordement croissant de marchandises en vrac.

A la suite d'une diminution des départs de fer et d'acier, la part des marchandises de détail a régressé de 5 %, tandis que celle des marchandises en vrac a augmenté de 6,6 %. Cet accroissement important des marchandises en vrac s'explique surtout par la forte croissance dans le secteur du charbon et celui des céréales. Pour ces deux catégories de marchandises, de nouveaux records ont été établis : environ 31 % pour le charbon (6,8 millions de tonnes) et presque +36 % pour les céréales (8,3 millions).

Depuis 1976, le trafic direct pour l'importation d'huile du port d'Anvers est demeurée relativement stable : 3,5 millions de tonnes en 1976, 3,3 millions en 1977, 2,9 millions en 1978 et 3,9 millions en 1979 et 1980. Les arrivages et les exportations de dérivés du pétrole ont fortement grimpé (environ 33 % supplémentaires) de sorte que, dans l'ensemble et par rapport à l'année antérieure, 3,5 millions de tonnes supplémentaires de produits pétroliers ont été expédiées par eau. Le trafic des métaux non ferreux a augmenté de 20 % et celui des produits du bois (cellulose et papier) de 18 % (plus de 1,6 million de tonnes).

Alors qu'en 1979, plus de 8 633 dockers d'Anvers se trouvaient en chômage complet, en 1980, ce montant aurait diminué de 19 %.

L'année passée, la jonction entre le 5e dock du port et le dock d'Amérique a été réalisée. Cette jonction constitue pour la navigation intérieure et la navigation

fluviale, un trait d'union entre les anciens et les nouveaux docks et comporte également une amélioration pour les chemins de fer et le réseau routier. De plus, l'accès maritime au port d'Anvers sera amélioré par la réalisation rapide du programme « 48 pieds ». Ces travaux devront permettre aux navires d'un tonnage de 125 000 tonnes de gagner le port d'Anvers en une seule marée.

En raison des perspectives de croissance modérée de l'économie en Europe occidentale dans les vingt années à venir, la fédération du port d'Anvers met en garde contre le risque de surcapacité des ports d'Europe occidentale. A l'avenir, l'accent devrait être mis en particulier sur la valorisation optimale du potentiel portuaire existant beaucoup plus que sur l'élargissement de celui-ci.

En 1980, environ 14,1 millions de tonnes de marchandises ont été amenées par bateau dans le *port de Zeebrugge;* en comparaison avec l'année antérieure, le trafic de marchandises a diminué de 6 % environ. Cette diminution est due principalement à un recul des arrivages de près de 7 %, ou 797 069 tonnes (ensemble des arrivages : environ 10,08 millions de tonnes). Au total 4,1 millions de tonnes de marchandises ont été exportées, soit environ 2 % de moins par rapport à 1979.

Le transport de passagers est passé de 1,7 million d'unités en 1979 à 2,3 millions d'unités en 1980, ce qui constitue une progression de 622 000 unités environ, ou presque 37 %. Tandis que le nombre de passagers débarqués a augmenté de 35 %, celui des passagers embarqués a progressé de 326 000 unités environ, ou presque +40 %. Ces chiffres records peuvent s'expliquer par le blocage des ports français par les pêcheurs français en août 1980, lesquels protestaient contre l'absence de mesures de soutien réclamées aux autorités de leur pays.

Tandis que le transport de véhicules par la Manche s'est accru de 3 % en 1979, le rythme de croissance a grimpé jusqu'à presque 14 % en 1980 (environ 101 836 véhicules supplémentaires). Par contre, l'ensemble du trafic par container (155 958) a régressé de 3 % environ, diminution due en particulier à une baisse des arrivages de l'ordre d'un peu plus de 6 %.

9 550 navires ont accosté au port de Zeebrugge, soit 500 unités ou environ 5,5 % de plus. Le tonnage a atteint environ 48,2 millions de B.R.T., ce qui représente un supplément d'environ 7 % par rapport à l'année passée.

Les arrivages de pétrole brut d'outre-mer ont enregistré un recul de 4,5 millions de tonnes, soit environ —11 %. Contrairement à l'année précédente, le *trafic* train-ferry a connu une légère diminution (environ 7 %) alors que le *trafic* voiture-ferry a enregistré une stagnation. Le trafic du coke a régressé, de 380 000 tonnes en 1979 à 372 000 tonnes en 1980 (—2 % environ) et les transbordements de charbon ont même accusé une diminution de 94 % !

Il est à mentionner également que le gouvernement a décidé, le 1er août 1980, d'agrandir au maximum l'avant-port de Zeebrugge, de sorte qu'au 1er janvier 1986, un navire chargé de gaz naturel liquide en provenance d'Algérie puisse avoir accès au port en toute sécurité.

Au cours de l'année dernière, 18,4 millions de tonnes de marchandises ont été transportées dans le *port de Gand*, soit environ 100 000 tonnes de plus que l'année antérieure. Etant donné la basse conjoncture économique et l'affaiblissement du commerce mondial, ce résultat signifie une nouvelle année record pour ce port.

3 260 navires totalisant un tonnage brut de 15,7 millions de tonnes ont fait escale dans le port de Gand. En 1979, le port avait accueilli 127 navires en moins et le tonnage brut avait enregistré une baisse de 3 % environ. En moyenne, le tonnage par navire a régressé, de 4 876 B.R.T. en 1979 à 4 816 B.R.T. en 1980, soit une diminution d'un peu plus de 1 %.

Alors qu'en 1979, le trafic du minerai de fer enregistrait encore une augmentation de 10 %, le nombre de débarquements relatif à ce trafic a baissé de 17 % en 1980. Ce recul est lié étroitement aux difficultés auxquelles doit faire face la sidérurgie en Europe. Les arrivages de céréales et de dérivés ont progressé de 8 %, ceux des combustibles de 53 %.

La volonté des autorités portuaires de Gand de diversifier le trafic a été couronnée de succès en 1980. La preuve en est l'arrivée et le départ de 27 000 animaux vivants par des installations de l'avant-port. Ces transports de bétail, ainsi que les nouveaux trafics de céréales ont entraîné un trafic ferroviaire supplémentaire de 1 300 wagons environ.

Les résultats favorables enregistrés par le port de Gand doivent également être mentionnés à la lumière de la nouvelle mise en chantier d'une des entreprises d'emmagasinage des céréales, d'une mise en opération d'un abattoir pour animaux ainsi que de l'augmentation des arrivages de charbon en Europe.

Pour la période comprise entre 1960 et 1980, l'emploi dans la zone du canal de Gand s'est accru, passant de 10 000 à 22 000 postes. De 1968 à 1980, le transport maritime de marchandises a augmenté de 2,8 millions de tonnes à 18,4 millions de tonnes. C'est la raison pour laquelle la participation de Gand dans l'ensemble du trafic maritime de marchandises des ports belges a progressé de 5 à 17 %.

Mentionnons encore que selon le rapport Anselin, cette zone portuaire de Gand ne sera concurrentielle dans 10 ans que si le canal existant entre Gand-Terneuzen est agrandi et qu'une nouvelle écluse est construite.

3. — *Marine marchande belge.*

Au 1er janvier 1981, la marine marchande belge se composait de 100 navires d'un tonnage brut de 1 771 170 tonnes et d'une capacité de chargement de 2 794 170 tonnes, ce qui représente un supplément de 2 navires et 22 460 tonnes de tonnage brut supplémentaires par rapport au 1er janvier 1980.

En 1980, une demande de constructions neuves a été établie. A l'heure actuelle, 30 navires de marine marchande sont à l'achat ou en commande. Il s'agit principalement de bulk-carriers, navires container, navires combinés pour marchandises en vrac, et navires de transport. Dans les arsenaux et entreprises de

réparations maritimes, l'emploi a diminué de 15 % (environ 9 500) entre 1973 et 1979; dans les arsenaux et entreprises de réparations pour la flotte intérieure, par contre, l'emploi, s'est accru de 18 % (environ 700). Les entreprises de démolition de navires ont occupé 63 % de personnes en moins pour la même période (de 120 en 1973 à 45 en 1979).

§ 4. — TRAFIC AERIEN

Les résultats concernant le trafic en 1980 font apparaître que la Sabena également doit faire face à la stagnation du marché. En ce qui concerne les lignes en services, le nombre de tonnes-kilomètre offertes (T.K.O.) a augmenté de 2,4 %, celui des tonnes-kilomètre transportées (T.K.T.) a progressé de 1,1 %. La capacité d'utilisation a légèrement régressé, de 60 % en 1979 à 59,4 % en 1980. Le transport de marchandises a augmenté de 1,5 % et le trafic postal a enregistré une progression de 1,9 %. Le transport des passagers n'a augmenté que de 0,7 %.

Si l'on considère toutes les lignes, l'on peut constater que l'aéroport national n'a pu que présenter 0,7 % en moins de tonnes-kilomètre offertes et 3,5 % en moins de tonnes-kilomètre transportées. En ce qui concerne les marchandises, une régression de 7 % environ a été observée.

Au sujet du réseau relatif à l'Amérique du Nord, un accroissement de 9 %, ainsi qu'une capacité d'utilisation de 70,2 % a été enregistrée en ce qui concerne les voyageurs transportés en tonnes-kilomètre. Deux nouvelles aires d'atterrissage ont été ouvertes sur ce réseau l'été dernier, à savoir Détroit et Chicago, réseau où l'on a observé les progrès les plus importants.

Le réseau africain a enregistré une augmentation de 5 % en ce qui concerne le nombre de passagers transportés en tonnes-kilomètre, alors que le réseau d'Extrême-Orient a connu un certain recul. En dépit du système des bas prix en Europe, le réseau européen également a enregistré une régression.

*
* *

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1971 (a)	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119
1979	18 180	22 107	15 584	18 008	73 879	8 535
1980	19 008	..	..	..	71 063	7 999

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chiffres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Produits agricoles et alimentaires	342	236	263	306	327	423	413
Combustibles solides	1 730	1 255	1 230	1 205	1 280	1 524	1 451
Minerais	2 700	1 923	1 868	1 522	1 786	2 256	2 055
Produits métallurgiques	2 380	1 718	1 653	1 582	1 761	2 045	1 782
Matériaux de construction et produits de carrières	593	454	446	401	425	464	493
Produits textiles	36	28	33	22	17	19	18
Produits chimiques	716	565	595	570	600	753	684
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	398	389	370	476	456	486	514
Divers	251	189	190	401	467	565	589
Total ...	**9 146**	**6 757**	**6 648**	**6 485**	**7 119**	**8 535**	**7 999**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1972	240	8 168	2 966	3 675	1 527
1973	237	8 093	2 951	3 490	1 652
1974	237	8 279	3 104	3 479	1 696
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317
1979	163	6 955	3 128	2 484	1 343
1980	163	6 963	3 133	2 515	1 314

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.
(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.F.V. au 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

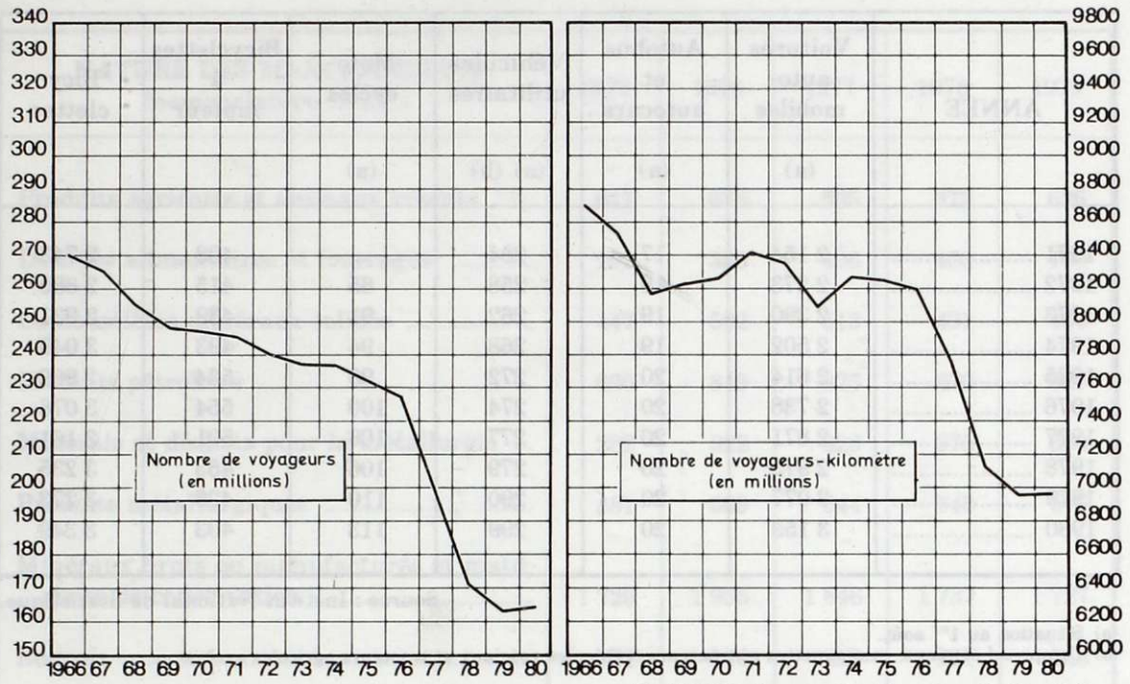
ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1972	240 601	27 190	236	205 057
1973	241 102	25 892	272	214 938
1974	238 317	22 857	253	215 205
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707 (a)
1978	312 219	17 506	301	294 412
1979	310 233	14 364	277	295 592
1980	306 014	14 125	262	291 627

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

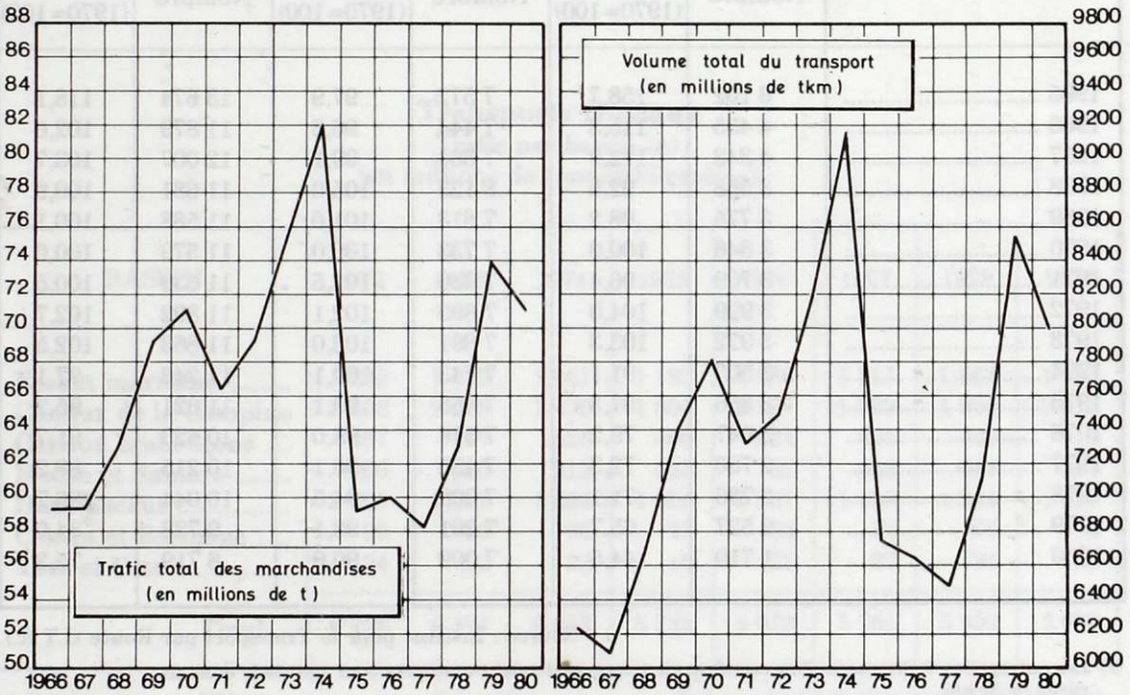
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Parc de véhicules routiers
(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Véhicules utilitaires (a) (b)	Motocycles (a)	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
1971	2 154	17	254	..	403	2 743
1972	2 273	18	258	65	415	2 880
1973	2 390	19	262	91	439	2 931
1974	2 502	19	268	94	493	3 049
1975	2 614	20	272	95	534	2 969
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 161
1978	2 973	20	279	106	453	3 235
1979	3 077	20	290	110	428	3 273
1980	3 159	20	299	113	403	3 349

Source : Institut National de Statistique.

(a) Situation au 1er août.
(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route (a)

Au 1er janvier :	Entreprises P		Entreprises V		Total	
	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)
1965	6 102	158,7	7 572	97,9	13 674	118,1
1966	4 435	115,3	7 444	96,3	11 879	102,6
1967	4 343	112,9	7 664	99,1	12 007	103,7
1968	3 558	92,5	8 123	105,0	11 681	100,9
1969	3 775	98,2	7 813	101,0	11 588	100,1
1970	3 846	100,0	7 733	100,0	11 579	100,0
1971	3 709	96,4	7 930	102,5	11 639	100,5
1972	3 999	104,0	7 893	102,1	11 892	102,7
1973	3 972	103,3	7 891	102,0	11 863	102,5
1974	3 503	91,1	7 743	100,1	11 246	97,1
1975	3 356	87,3	7 665	99,1	11 021	95,2
1076	3 047	79,2	7 576	98,0	10 623	91,7
1977	2 780	72,3	7 435	96,1	10 215	88,2
1978	2 736	71,1	7 308	94,5	10 044	86,7
1979	2 527	65,7	7 201	93,1	9 728	84,0
1980	1 710	44,5	7 009	90,6	8 719	75,3

Source : Institut pour le Transport par Route (I.T.R.).

(a) Les entreprises P disposent d'un certificat de transport lequel est valable pour une zone dans un rayon de 25 km.
Les entreprises V ont une autorisation de transport valable à l'échelon national.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1975	1976	1977	1978	1979
Produits agricoles et animaux vivants	617	675	525	672	626
Denrées alimentaires et fourrages	292	389	406	433	450
Combustibles minéraux solides	447	562	513	491	454
Produits pétroliers	696	849	825	870	927
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	282	322	320	375	390
Produits métallurgiques	481	659	644	643	575
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	1 726	1 955	1 846	1 737	1 727
Engrais	167	140	226	227	253
Produits chimiques	378	477	394	445	458
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	35	45	61	46	47
Total ...	**5 123**	**6 072**	**5 761**	**5 939**	**5 908**

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Escaut maritime	1 242	1 435	1 461	1 186	1 480	1 517	1 562	1 609
Canaux de la Campine	2 603	2 269	2 470	1 804	2 107	1 980	1 998	2 017
Canaux brabançons	467	477	528	405	424	401	400	412
Meuse et Sambre	956	885	912	635	757	643	644	557
Haut-Escaut	1 368	1 297	1 364	1 004	1 201	1 116	1 224	1 223
Centre et Borinage	99	110	96	73	83	77	67	62
Yser et Côte	24	22	22	16	21	27	24	28
Total ...	**6 758**	**6 494**	**6 853**	**5 123**	**6 072**	**5 761**	**5 939**	**5 908**

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Composition de la flotte fluviale belge

Situation au 1er janvier

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes
1971	4 310	2 026,0	408	318,2	37	48,3	4 755	2 392,5
1972	4 545	2 166,8	349	260,9	45	58,1	4 939	2 485,8
1973	4 460	2 167,7	331	247,9	52	66,6	4 843	2 482,2
1974	4 278	2 149,4	278	209,1	59	85,9	4 615	2 444,4
1975	3 929	2 065,3	206	177,5	51	78,6	4 186	2 321,4
1976	3 548	1 814,4	206	177,5	51	78,6	3 805	2 070,5
1977	3 025	1 609,6	138	107,6	59	100,9	3 292	1 818,1
1978	2 994	1 594,8	136	106,0	59	100,9	3 189	1 801,7
1979	2 763	1 499,8	117	88,8	63	112,7	2 943	1 701,3
1980	2 572	1 412,3	105	78,3	74	134,4	2 751	1 625,0
1981	2 478	1 387,8	94	70,0	83	151,2	2 655	1 609,0

Sources : Ministère des Communications.

Transports fluviaux

Marchandises transportées (a)

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1970	31 237	35 638	20 272	4 418	91 565	6 734
1971	29 413	39 096	21 456	5 401	95 366	6 729
1972	28 092	39 615	22 995	5 713	96 410	6 758
1973	24 925	42 610	29 038	5 212	101 785	6 494
1974	26 133	46 486	28 800	5 459	106 878	6 853
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761
1978	20 112	44 230	31 370	4 536	100 248	5 935
1979	21 080	45 198	30 813	4 309	101 400	5 908

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Situation de la marine marchande belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1980		1er janvier 1981	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-containers	23	753 323	25	779 131
Cargos	19	184 780	18	184 037
Navires polyvalents	4	52 198	3	39 483
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	4	73 216	4	73 216
Pétroliers	7	274 449	7	274 449
Bateaux citernes pour produits résiduaires	1	1 178	1	1 178
Navires de combinaison	2	45 046	2	45 046
Containers	3	110 009	3	110 009
Navires frigorifiques	4	23 822	5	32 991
Minéraliers	1	38 765	1	38 765
Allèges de mer	9	29 355	9	29 355
Paquebots	2	7 745	2	7 745
Car-ferries	8	37 714	8	37 714
Bateaux citernes pour le gaz	3	80 138	3	80 138
Plateformes de forage	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « off-shore »	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers	4	10 871	4	10 871
Navires pour le transport du bétail	—	—	1	941
Total	**98**	**1 748 710**	**100**	**1 771 170**

Sources : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

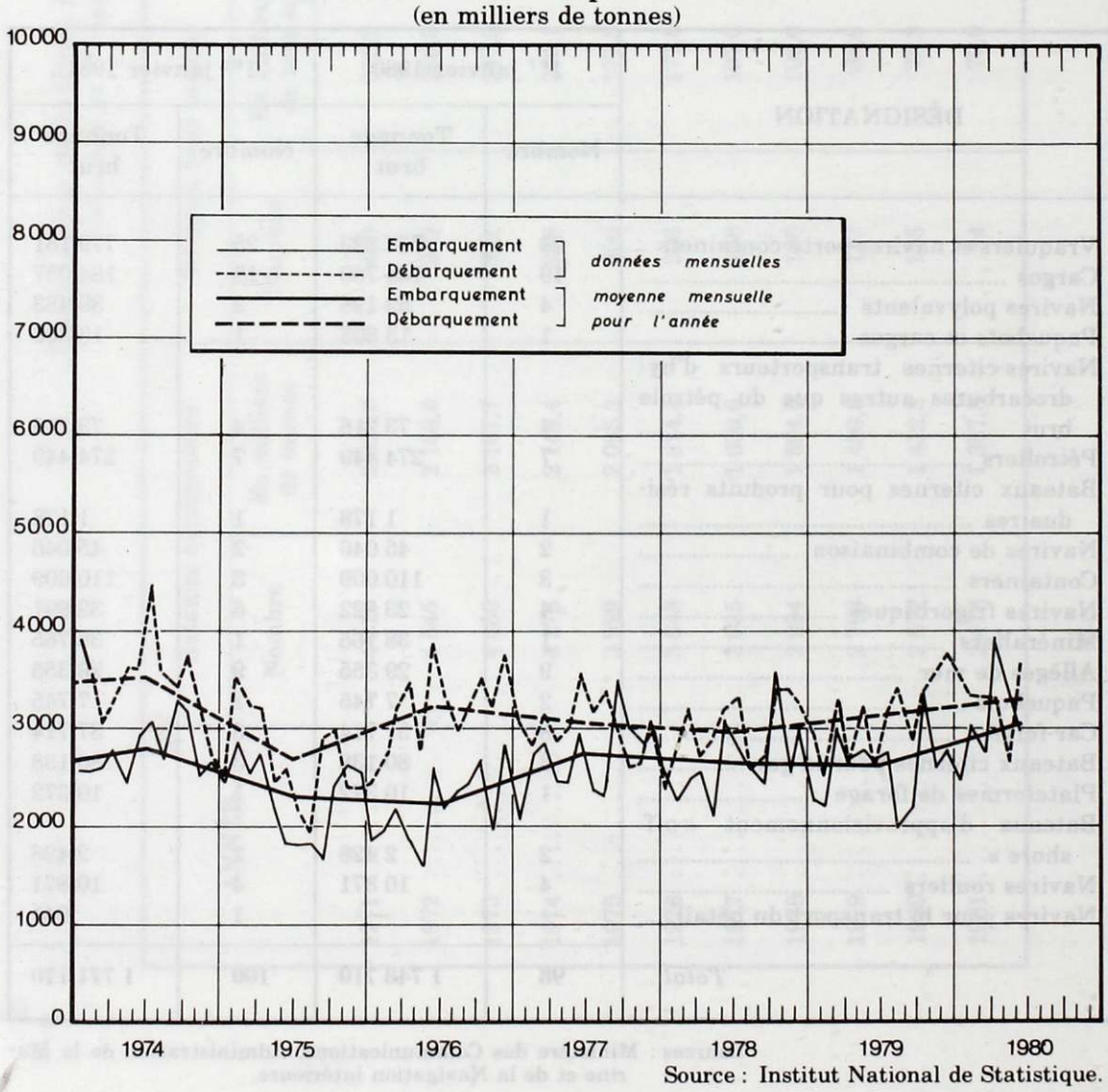
Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNEE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Débar-quement	Embar-quement	Total
1972	18 631	88 689	39 054	28 161	67 215
1973	18 708	87 686	41 303	30 234	71 537
1974	18 755	87 963	42 550	33 307	75 857
1975	17 376	84 002	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	91 384	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	94 028	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	98 260	39 000	33 100	72 100
1979	17 425	103 542	46 100	33 990	80 090
1980	17 151	102 696	46 549	35 387	81 935

Source : Ville d'Anvers.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir le B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

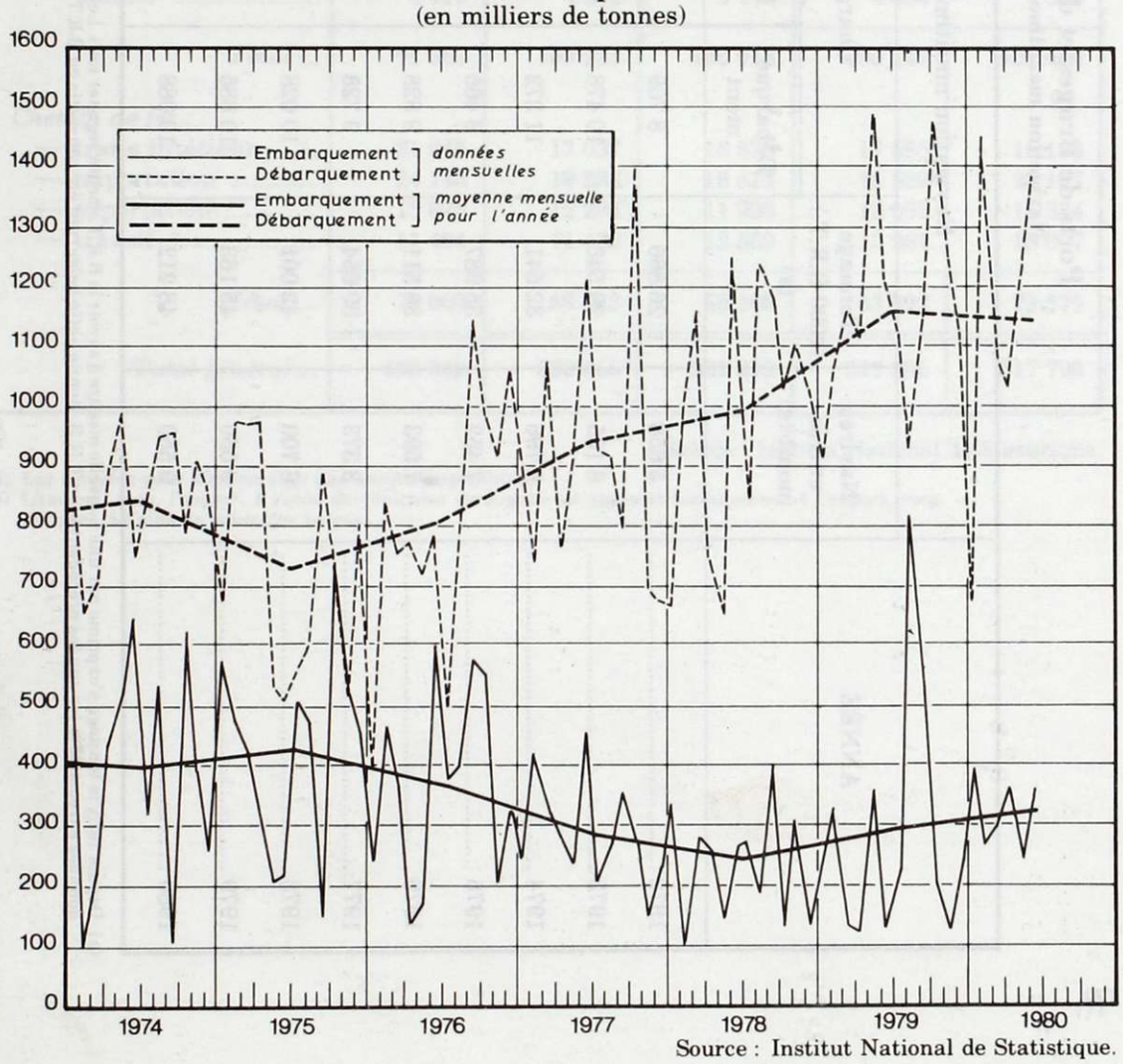
Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Débarquement	Embarquement	Total
1972	4 093	11 014	9 129	4 614	13 743
1973	3 789	10 818	9 715	4 980	14 695
1974	4 093	12 233	10 286	5 564	15 850
1975	3 398	10 508	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	12 365	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	11 796	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	12 889	12 308	3 179	15 487
1979	3 133	15 278	14 293	4 027	18 320
1980	3 260	15 701	15 147	3 277	18 424

Source : Port de Gand.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir la B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNÉE	Navigation maritime					Navigation fluviale		Total général (1000 t)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Chargement (1000 t)			Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 t)	
			Débarquement	Embarquement	Total			
1972	5 658	26 866	8 769	1 767	10 536	1 497	471	11 007
1973	6 105	29 546	10 478	2 217	12 695	1 626	544	13 239
1974	6 796	32 541	11 272	2 772	14 044	1 748	592	14 636
1975	7 452	35 987	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520
1976	7 593	36 511	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151
1977	8 373	39 654	9 728	3 183	12 911	1 531	502	13 413
1978	8 700	42 001	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017
1979	9 050	45 163	10 885	4 191	15 076	1 802	756	15 832
1980	9 550	48 212	10 088	4 101	14 189	1 856	830	15 019

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure à savoir le B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été convertis en B.R.T.

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen ».

Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1970	1976	1977	1978	1979 (a)
Transport routier :					
— trafic intérieur	298 763	308 851	292 081	300 954	286 494
— importation (b)	16 499	22 658	21 997	22 846	24 845
— exportation (b)	16 499	22 658	21 997	22 846	24 845
— transit	4 187	6 293	6 614	7 371	6 335
Total ...	**335 948**	**360 460**	**342 689**	**354 017**	**342 519**
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	31 237	21 936	21 743	20 113	21 080
— importation	35 638	42 576	41 729	44 229	45 198
— exportation	20 272	31 128	33 671	31 370	30 813
— transit	4 418	4 644	3 775	4 534	4 309
Total ...	**91 565**	**100 284**	**100 918**	**100 247**	**101 400**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	21 646	17 037	16 838	17 585	18 181
— importation	24 143	19 253	16 814	18 529	22 107
— exportation	13 676	12 204	11 996	12 993	15 584
— transit	11 404	11 430	12 559	13 981	18 007
Total ...	**70 869**	**59 922**	**58 208**	**63 092**	**73 879**
Total général ...	**498 382**	**520 666**	**501 815**	**517 356**	**517 798**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'import, resp. l'export, à l'aide de véhicules étrangers est assimilé forfaitement à l'export, resp. l'import, à l'aide de véhicules belges.

Comparaison en tkm des trois principaux modes de transport
(en milliers de tkm)

DÉSIGNATION	1970	1976	1977	1978	1979 (a)
Transport routier :					
— trafic intérieur	9 194	9 300	9 250	9 909	9 861
— importation (b)	1 419	2 103	1 931	2 131	2 288
— exportation (b)	1 419	2 103	1 931	2 131	2 288
— transit	837	1 259	1 323	1 474	1 267
Total ...	**12 869**	**14 765**	**14 435**	**15 645**	**15 704**
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	2 702	1 740	1 706	1 609	1 662
— importation	2 095	2 268	2 098	2 255	2 202
— exportation	1 382	1 476	1 484	1 502	1 501
— transit	556	588	475	569	543
Total ...	**6 734**	**6 072**	**5 763**	**5 935**	**5 908**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	1 182	1 051	1 066	1 105	1 132
— importation	3 108	2 355	2 018	2 207	2 489
— exportation	1 404	1 404	1 387	1 506	1 787
— transit	2 084	1 825	1 996	2 288	3 127
Total ...	**7 777**	**6 636**	**6 468**	**7 105**	**8 535**
Total général ...	**27 380**	**27 473**	**26 666**	**28 685**	**30 147**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'import, resp. l'export, à l'aide de véhicules étrangers est assimilé forfaitement à l'export, resp. l'import, à l'aide de véhicules belges.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Vols (unités)			
1972	82 480	8 845	91 325
1973	81 935	13 498	95 433
1974	74 163	13 911	88 074
1975	71 281	14 821	86 102
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
1979	86 013	15 716	101 729
1980	84 550	15 789	100 339
Passagers (unités)			
1972	3 245 524	502 385	3 747 909
1973	3 394 030	836 695	4 232 625
1974	3 343 348	895 996	4 239 344
1975	3 387 404	962 311	4 349 715
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
1979	4 104 051	1 247 540	5 351 591
1980	4 046 643	1 222 596	5 269 239
Fret (tonnes)			
1972	116 148	7 394	123 542
1973	111 899	7 205	119 104
1974	113 110	6 639	119 749
1975	119 171	10 182	129 353
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
1979	146 190	19 795	165 985
1980	158 795	20 012	178 807
Courrier (tonnes)			
1972	6 572	62	6 634
1973	6 173	130	6 303
1974	5 459	50	5 509
1975	5 818	60	5 878
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362
1979	6 933	94	7 027
1980	7 765	205	7 970

Source : Régie des Voies Aériennes.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	En millions de tonnes-kilomètre offertes	Voyageurs transportés (milliers)	En millions de voyageurs-kilomètre	Fret (en millions de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	En millions de tonnes-kilomètre transportées	Coefficient de chargement (en pourcent)
1971	898,5	1 510,8	3 201,1	208,4	8 838,0	512,9	57,1
1972	907,6	1 484,8	3 276,7	234,3	8 616,7	540,1	59,5
1973	946,6	1 649,9	4 211,9	240,3	8 972,2	635,5	67,1
1974	1 137,6	1 693,4	4 535,8	287,1	8 589,9	711,8	62,6
1975	1 197,4	1 680,6	4 581,1	286,8	7 953,1	719,2	60,1
1976	1 280,3	1 764,0	4 453,3	366,7	9 130,7	784,2	61,3
1977	1 306,4	1 954,7	4 495,7	371,4	8 551,4	789,6	60,4
1978	1 310,5	2 027,1	4 500,1	375,8	10 248,9	791,1	60,4
1979	1 448,8	2 043,1	4 822,2	504,2	11 066,3	949,3	65,5
1980	1 438,3	1 974,5	4 853,7	467,9	11 277,7	916,1	63,7

Source : SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Les dépenses des ménages — examinées plus en détail dans le chapitre « consommation » — se sont ralenties pendant l'année 1980, après une forte croissance au premier trimestre. Ce profil se retrouve naturellement dans l'activité du commerce de détail : dans toutes les formes de distribution, on relève un fort accroissement des ventes au premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1979, suivi d'un tassement qui s'est accentué en fin d'année. D'après les données les plus récentes, ce mouvement s'est poursuivi au cours des trois premiers mois de 1981.

L'analyse détaillée des ventes par catégories de biens se heurte à l'aspect provisoire des statistiques d'une part et à l'incohérence de certaines données d'autre part, qui se manifeste parfois dans des différences entre le résultat total et l'addition des ventes de toutes les formes de distribution. En outre, pour arriver à des résultats réels, il est fait appel à des indices de prix déflateurs dont la construction est délicate; ce dernier problème se pose surtout pour la rubrique des « autres articles ».

Quoiqu'il en soit, et quelques puissent être les erreurs d'approximation, on retrouve la forte croissance des dépenses en biens durables et en articles textiles et d'habillement dans la plus grande partie de la distribution au premier trimestre. La demande en biens durables diminuera fortement par après, et cela se ressentira partout, tandis que les articles textiles et d'habillement continuent à connaître une croissance relativement élevée tout au long de l'année. Le mouvement dans ces deux rubriques semble avoir profité au petit et moyen commerce de détail, ainsi qu'aux grands magasins pour le textile et l'habillement.

La croissance, limitée certes mais régulière, des dépenses d'alimentation s'est faite encore une fois surtout sentir chez les succursalistes. La grande distribution continue à élargir sa part de marché dans l'alimentation, dans un contexte globalement plus difficile qu'auparavant. Enfin, on l'a déjà mentionné, la rubrique des « autres articles » pose un problème par sa composition et par les indices de prix à utiliser pour estimer l'évolution des ventes en volume; les ventes du petit commerce de détail pour ce type d'article, comprennent des produits énergétiques dont la consommation a régressé, ainsi qu'une part du marché automobile, en régression lui aussi. Cependant la consommation d'autres articles divers semble avoir connu une croissance non négligeable, que ce soit dans le petit commerce de détail, ou les grands magasins : pour ces derniers, on relèvera d'ailleurs la forte augmentation des ventes de jeux, jouets, sports, et articles de voyages.

Les quantités vendues par les coopératives de consommation ont encore régressé en 1980, plus particulièrement dans les articles textiles et d'habillement et la boulangerie.

Le tableau des ventes à la consommation par secteur et catégories d'articles (1970 = 100) permet de voir où sont les points forts du commerce intégré, que ce soit sur base d'un marché en expansion ou sur base d'une croissance faible ou moyenne de la consommation des produits considérés. Alors qu'en 1970 l'alimentation se trouvait à l'indice 100, elle atteint, en valeur, l'indice 225 actuellement : les coopératives sont à 72, le petit commerce de détail à 185, les grands magasins à 242, les supermarchés d'indépendants à 295 et les succursalistes à 499; les supermarchés de ceux-ci sont à 579. C'est aussi le succès du libre-service, puisque les ventes en supermarchés sont à 475. Les ventes totales d'articles textiles et d'habillement atteignent l'indice 256 : elles sont à 266 pour le petit commerce de détail, 199 dans les grands magasins, 271 chez les succursalistes et 36 pour les coopératives. On voit ici la bonne position du petit et moyen commerce de détail; ce phénomène se retrouve aussi pour les articles d'ameublement et de ménages, au sein desquels la grande distribution ne semble pas faire de percée déterminante : pour un indice global 294 en 1980, les ventes du petit et moyen commerce de détail (1) atteignent 317 cette même année, celles des succursalistes sont à 294, soit dans la moyenne, et celles des grands magasins à 187.

Les autres articles de cette rubrique composite, atteignaient l'indice moyen de 337 en 1980. Les ventes des grands magasins s'y élevaient à 432, celles du petit commerce de détail à 340, celles des succursalistes à 266 et celles des coopératives à 157. Au sein de cette rubrique, outre les postes relatifs à l'énergie — on n'en connaît pas le détail — dont la croissance est avant tout celle des prix, on relèvera le fort accroissement de la consommation en articles de jeux, de jouets; de sports et de voyage, comme en témoigne l'évolution de ces postes au sein des ventes des grands magasins.

Compte tenu de ces informations, on peut penser que la répartition des parts de marché selon les différentes formes de distribution a probablement suivi, en 1980, une évolution très proche du schéma des années précédentes : la part du marché alimentaire détenue par le commerce intégré continue à s'accroître régulièrement, tandis que cette pénétration est apparemment plus malaisée et stagnante pour les ventes non alimentaires. Après avoir atteint 19,2 % du total des ventes au détail en 1979, les ventes totales du commerce intégré devraient approcher les 20 % en 1980. On remarquera que cette croissance semble se faire au détriment autant du commerce indépendant associé que du non-associé. Elle repose essentiellement sur les entreprises à succursales. Quelque peu freinées dans leur expansion à la fois par la crise et par une réglementation plus restrictive, depuis 1975, en matière d'implantation, celles-ci ont fortement recouru à la rationalisation, la mécanisation, l'évolution de la productivité de la surface de vente existante et l'accroissement maximum de celle-ci par une meilleure gestion des stocks, à une politique commerciale et des prix agressifs, aux produits « blancs », etc... On mentionnera ce passage d'une étude consacrée à Delhaize : « Dans un climat de concurrence de plus en plus âpre,

(1) Il y a, dans cette rubrique, des magasins qui seraient improprement désignés comme « petit » commerce de détail, même s'ils ne relèvent pas d'autres catégories de la statistique.

l'expansion des ventes a dû être soutenue par une politique de prix très agressive : malgré la pression que sa puissance d'achat lui a sans doute permis d'exercer sur ses fournisseurs, la Société a dû abaisser de 2 points sa marge brute commerciale entre 1975 et 1979 (1). Malgré ces rétrécissements de marge, la rentabilité reste élevée dans la grande distribution puisque le rapport des bénéfices nets aux fonds propres tourne entre 15 et 25 % selon les sociétés, autour des 20 % en moyenne, performance la plus élevée de tous les secteurs.

On trouvera également dans les tableaux des données relatives à l'évolution de l'appareil commercial en Belgique.

Un tableau fait le bilan de l'application de la loi relative aux implantations commerciales, pour la période allant de la mi-1975 à la fin de 1980. Les données détaillées relatives à l'année 1980 sont publiées dans le rapport d'activité annuel de la Commission Nationale pour la Distribution. Pour les quatre premières années, le pourcentage le plus élevé de décisions favorables se retrouve pour les supermarchés, les discounts et les magasins spécialisés, mais pour lesquels les demandes introduites sont aussi bien sûr les plus nombreuses. Les hypermarchés et centres commerciaux, qui sont des décisions d'investissement plus amples et donc moins nombreuses, connaissent un taux de refus plus élevé. Dans les grandes lignes, l'année 1980 confirme ces tendances; on notera aussi la part importante prise par les aménagements, c'est-à-dire des extensions et des déplacements, dans les dossiers traités en 1980 : environ 60 %.

Un autre tableau livre quelques résultats du recensement annuel, réalisé par le Comité Belge de la Distribution au 1er janvier 1980, des magasins d'alimentation générale en libre-service. La croissance nette de 6 unités est le résultat d'une augmentation de 19 unités relevant d'entreprises à succursales, de la disparition de 12 points de vente appartenant aux coopératives de consommation, et d'un point de vente chez les indépendants. On note également une diminution du nombre des plus petits magasins en libre-service (jusqu'à 200 m²) et un accroissement assez important pour les surfaces moyennes, entre 200 et 400 m².

Le recensement Nielsen, relatif aux magasins de détail en alimentation générale fait apparaître que le nombre de ceux-ci était de 19 037 au 1er janvier 1980 contre 20 200 au 1er janvier 1979, soit une diminution de 1 163 unités, qui est dans la logique de la tendance de ces dernières années. La densité commerciale reste encore élevée dans ce secteur : 517 habitants par magasin contre 1 220 aux Etats-Unis, 961 aux Pays-Bas, 615 en Allemagne, 568 en France, 515 en Grande-Bretagne et 326 en Italie.

Les données de la T.V.A. permettent d'examiner l'évolution des investissements dans le secteur du commerce. Un ralentissement sensible se remarque dans le commerce de détail ainsi que dans le commerce de gros. Alors que l'année 1979 avait enregistré une croissance de 8,3 %, on enregistre un retrait de 5,2 %, en 1980, des investissements dans le commerce de détail, contrairement d'ailleurs à la tendance relevée pour l'ensemble des entreprises non-industrielles (+6,5 %); le recul a été particulièrement fort aux troisième (12,6 %) et quatrième (—19,7 %) trimestres. Par

(1) Etude de Sociétés, par la Banque Bruxelles Lambert, avril 1981.

contre, les investissements ont été assez élevés dans le secteur de la restauration et de l'hébergement (+16,1 %).

Les statistiques de l'O.N.S.S. montrent que l'emploi salarié a stagné dans le secteur du commerce entre le 30 juin 1979 et le 30 juin 1980. A cette date, le commerce de gros comptait 173 671 travailleurs salariés, soit 18 personnes de moins que l'année précédente, et le commerce de détail 159 497, soit 400 personnes en moins.

La moyenne du nombre de chômeurs dans ce secteur s'élevait à 39 294 en 1980 contre 36 697 en 1979, soit une croissance de 7,1 %, quelque peu inférieure à celle du total du chômage complet, qui est de 9,3 %. A fin décembre 1980 on enregistrait 42 195 chômeurs complets indemnisés contre 37 919 à fin décembre 1979, soit un accroissement de 4 276 personnes ou 11,3 %.

*

* *

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1980 :																	
Anvers	2 895	67	361	10	1 771	38	906	42	197	5	164	6	2 019	62	8 313	230	8 543
Brabant	3 194	473	509	77	2 355	94	1 626	207	158	20	245	17	1 613	165	9 700	1 053	10 753
Hainaut	1 696	244	238	47	2 464	400	1 139	334	231	56	157	34	1 516	484	7 441	1 599	9 040
Liège	139	22	14	10	1 512	188	111	25	46	6	43	3	202	56	2 067	310	2 377
Limbourg	499	29	43	1	915	83	247	11	121	6	134	8	1 086	49	3 045	187	3 232
Luxembourg	109	5	29	6	460	5	117	4	45	1	30	2	300	14	1 090	37	1 127
Namur	258	14	86	4	834	18	288	27	78	7	66	5	498	44	2 108	119	2 227
Fl. Orientale	2 878	44	336	12	2 174	13	1 035	19	299	10	398	7	2 175	33	9 295	138	9 433
Fl. Occidentale	919	8	167	2	1 641	13	421	8	185	1	219	2	1 303	5	4 855	39	4 894
Pays étrangers	4	61	—	3	13	134	1	19	7	8	1	28	23	105	49	358	407
Le Royaume ...	**12 591**	**967**	**1 783**	**172**	**14 139**	**986**	**5 891**	**696**	**1 367**	**120**	**1 457**	**112**	**10 735**	**1 017**	**47 963**	**4 070**	**52 033**
1er janvier 1976 : *Le Royaume* ...	**12 148**	**583**	**2 008**	**136**	**14 972**	**922**	**4 801**	**397**	**1 423**	**121**	**2 026**	**85**	**11 625**	**842**	**49 003**	**3 052**	**52 055**
1er janvier 1978 : *Le Royaume* ...	**11 246**	**802**	**1 530**	**134**	**19 708**	**1 296**	**4 676**	**534**	**1 231**	**119**	**1 680**	**105**	**10 471**	**970**	**50 542**	**3 960**	**54 502**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1977		1978 (b)		1979		1980		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	11 456	8 060	3 012	11 072	8 414	2 692	11 106	7 616	2 872	10 488
Anvers	9 911	7 687	2 467	10 154	7 880	2 313	10 193	7 115	2 234	9 349
Mons	5 449	4 696	837	5 533	4 636	685	5 321	4 710	693	5 403
Liège	7 364	6 287	1 256	7 543	6 340	1 141	7 481	5 944	1 207	7 151
Gand	10 088	7 878	2 102	9 980	8 105	2 093	10 198	7 710	2 032	9 742
Total ...	**44 268**	**34 608**	**9 674**	**44 282**	**35 375**	**8 924**	**44 299**	**33 669**	**9 205**	**42 874**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	6 947	6 523	703	7 226	6 345	683	7 028	6 489	818	7 307
Anvers	7 612	6 663	489	7 152	6 176	550	6 726	6 526	532	7 058
Mons	4 090	4 042	149	4 191	4 010	170	4 180	4 220	159	4 379
Liège	5 183	4 973	189	5 162	4 670	261	4 931	4 941	267	5 208
Gand	8 376	7 404	376	7 780	7 397	387	7 784	7 594	434	8 028
Total ...	**32 208**	**29 605**	**1 906**	**31 511**	**28 598**	**2 051**	**30 649**	**30 217**	**2 242**	**32 459**
Différence	**+12 060**	**5 003**	**+7 768**	**+12 771**	**+6 777**	**+6 873**	**+13 650**	**+ 3 452**	**+6 963**	**+10 415**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.
(b) La ventilation en 5 Cours d'Appel débute en 1978.

Evolution des magasins en libre service au 1er janvier

DESIGNATION	1977		1978		1979		1980	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution							
Indépendants	2 802	68	2 745	66	2 598	62	2 597	62
Coopératives de consommation	499	12	602	14	653	16	641	15
Grands magasins et maisons à succursales	841	20	835	20	940	22	959	23
Total	**4 142**	**100**	**4 182**	**100**	**4 191**	**100**	**4 197**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m^2)							
1 - 99	1 308	32	1 379	33	1 400	33	1 376	33
100 - 199	1 030	25	1 010	24	953	23	950	22
200 - 399	731	18	713	17	722	17	744	18
400 et plus sans viande fraîche	165	4	174	4	191	4	194	4
400 - 799	438	10	430	10	405	10	408	10
800 - 999	105	2	105	3	110	3	111	3
1 000 - 2 499	289	7	295	7	333	8	337	8
2 500 et plus	76	2	76	2	77	2	77	2
Total	**4 142**	**100**	**4 182**	**100**	**4 191**	**100**	**4 197**	**100**

Source : Comité Belge de la Distribution.

Ventes à la consommation (a)

(1970 = 100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises à succursales	Ventes en supermarchés (c)	Total du commerce de détail	
						Valeur	Quantité
1972	123	122	101	135	129	124	115
1973	140	136	98	157	155	141	123
1974	164	157	97	188	185	165	129
1975	179	170	98	220	217	181	127
1976	206	189	98	258	236	208	135
1977	216	205	93	295	254	221	136
1978	226	219	85	323	260	232	139
1979	243	234	84	358	275	250	145
1980 (b)	261	249	82	387	295	268	145

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Entreprises à succursales ».

Ventes à la consommation en 1980 (a)

(évolution en %)

MOIS	Petit commerce de détail (b)		Grands magasins à rayons multiples		Coopératives de consommation		Magasins à succursales		Ventes en supermarchés (c)		Total du commerce de détail			
											1979		1980 (b)	
	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)
Janvier	15,7	8,5	13,0	8,0	4,9	—1,3	8,4	10,5	8,9	6,0	5,8	..	14,2	8,5
Février	15,2	9,5	12,2	8,3	5,3	—0,5	12,3	10,7	10,5	6,4	4,9	..	14,4	9,3
Mars	8,0	9,8	2,2	7,8	— 2,3	—0,5	4,3	9,8	0,0	5,9	5,3	..	7,0	9,5
Avril	9,4	10,1	6,8	7,7	4,9	0,3	10,6	9,8	8,5	6,3	6,4	..	9,6	9,7
Mai	4,2	9,6	11,8	8,1	3,6	1,0	7,4	9,1	11,0	6,6	10,0	..	5,7	9,4
Juin	3,8	9,3	1,2	7,6	— 7,9	0,5	3,3	8,5	1,0	6,2	7,3	..	3,4	9,1
Juillet	9,9	9,4	10,3	8,1	2,5	0,9	15,1	9,2	12,1	6,8	7,8	..	10,4	9,2
Août	1,6	8,7	3,9	7,5	— 4,8	0,6	6,1	8,5	6,0	6,6	11,3	..	3,0	8,6
Septembre	7,4	8,8	2,2	7,6	— 4,9	0,3	1,7	8,3	4,4	7,1	4,6	..	6,4	8,7
Octobre	6,2	8,4	7,4	7,2	— 1,2	0,0	13,2	8,3	11,0	7,2	11,8	..	7,2	8,3
Novembre	0,8	7,6	0,0	6,1	— 2,5	—0,3	4,4	7,6	5,0	6,8	10,5	..	1,2	7,5
Décembre	6,7	7,2	6,8	6,4	—19,4	—1,9	9,8	8,0	8,7	7,2	8,5	7,8	7,2	7,3
L'année ...	**7,2**		**6,4**		**— 1,9**		**8,0**		**7,2**		**7,8**		**7,3**	

(a) Calculé à partir de l'indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969 (1966=100).
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation et des magasins à succursales.
(d) Indice en valeur par rapport aux mois correspondant de l'année précédente.
(e) Moyenne mobile sur douze mois.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1970 = 100)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980 (b)
Grands magasins :				
Indice général	**205**	**219**	**234**	**248**
Alimentation	*209*	*218*	*229*	*242*
périssable	204	213	225	236
non-périssable	235	249	262	278
restaurant	134	133	132	140
Textile et articles d'habillement	*158*	*171*	*187*	*199*
aunages	44	38	40	31
dessus hommes et garçonnets	149	162	177	187
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	162	179	182	187
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	166	180	200	214
mercerie, rubans, patrons	147	159	179	190
chaussures, pantoufles	203	231	256	268
articles divers de parure	130	132	153	181
Ameublement	*188*	*188*	*190*	*189*
textiles	219	225	235	244
meubles, lustrerie, ornementation	161	157	152	142
Ménage	*171*	*175*	*178*	*185*
articles de ménage	179	187	198	215
appareils ménagers et électroménagers	159	155	145	135
Tabacs, articles pour fumeurs	*310*	*329*	*355*	*364*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*204*	*218*	*234*	*248*
librairie	337	377	430	456
papeterie	154	161	167	179
articles de photographie et de cinématographie	264	277	293	303
Parfumerie, toilette	*214*	*232*	*257*	*282*
Jeux, jouets, sports, voyages	*557*	*642*	*738*	*825*

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980 (b)
Ventes en libre service :				
Indice général	**354**	**384**	**420**	**454**
Ventes en supermarchés	*371*	*402*	*440*	*475*
petites et moyennes entreprises de supermarchés	254	260	275	295
supermarchés des grandes entreprises de distribution	436	482	534	579
alimentation périssable	364	395	433	469
alimentation non-périssable et produits divers	376	407	445	480
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*275*	*302*	*325*	*356*
Coopératives de consommation :				
Indice général	**93**	**85**	**83**	**82**
Boulangerie	*101*	*97*	*91*	*72*
Alimentation (sauf boulangerie)	*80*	*73*	*72*	*72*
Habillement	*81*	*56*	*40*	*36*
Ameublement	*36*	*26*	*19*	*18*
Articles de ménage	*87*	*62*	*66*	*71*
Tabacs	*112*	*100*	*67*	*59*
Appareils ménagers	*71*	*54*	*28*	*22*
Parfumerie, articles de luxe	*33*	*27*	*17*	*11*
Restaurant, tea-room	*35*	*32*	*35*	*32*
Divers	*155*	*164*	*176*	*179*
Entreprises à succursales :				
Indice général	**295**	**323**	**358**	**387**
Alimentation générale	*367*	*408*	*451*	*499*
Produits non-alimentaires	*202*	*213*	*238*	*243*

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

(b) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(valeur, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980
Alimentation	3,8	4,2	4,9	5,6	10,5	10,6	— 1,8	— 3,7	(5,8)	(7,2)	(10,8)	(8,4)
Textiles et habillement ..	7,4	9,0	8,2	6,1	14,5	3,9	—29,4	—10,0	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	6,0	2,4	0,9	1,7	— 7,5	—24,7	— 8,1	3,6	..	..	..	..
Autres articles	14,1	10,3	12,9	9,2	14,5	5,8	3,1	0,7	..	..	..	..
Total ...	**7,6**	**7,2**	**7,0**	**6,3**	**11,0**	**8,0**	**— 2,0**	**— 2,1**	**5,8**	**7,2**	**10,8**	**8,4**

(a) Données provisoires pour 1980.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(quantité, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980
Alimentation	3,2	0,6	4,3	1,9	9,9	6,7	— 2,3	— 7,3	(5,3)	3,5	10,2	4,6
Textiles et habillement ..	3,8	6,9	4,5	4,0	10,6	1,9	—33,0	—12,0	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	— 4,1	0,6	— 1,0	..	— 9,0	—26,5	—10,0	1,9	..	..	..	..
Autres articles (d)	4,7	— 5,2	4,2	2,1	..	— 1,0	..	— 5,8	..	..	..	..
Total (d) ...	**1,0**	**0**	**2,9**	**2,1**	**9,3**	**4,0**	**— 4,8**	**— 6,5**	**5,3**	**3,5**	**10,2**	**4,6**

(a) Données provisoires pour 1980.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.
(d) On a tenu compte de la hausse des prix de l'énergie pour construire des indices de prix les plus adéquats possibles à ces deux rubriques.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des ventes au détail par formes de distribution (a)

(en %)

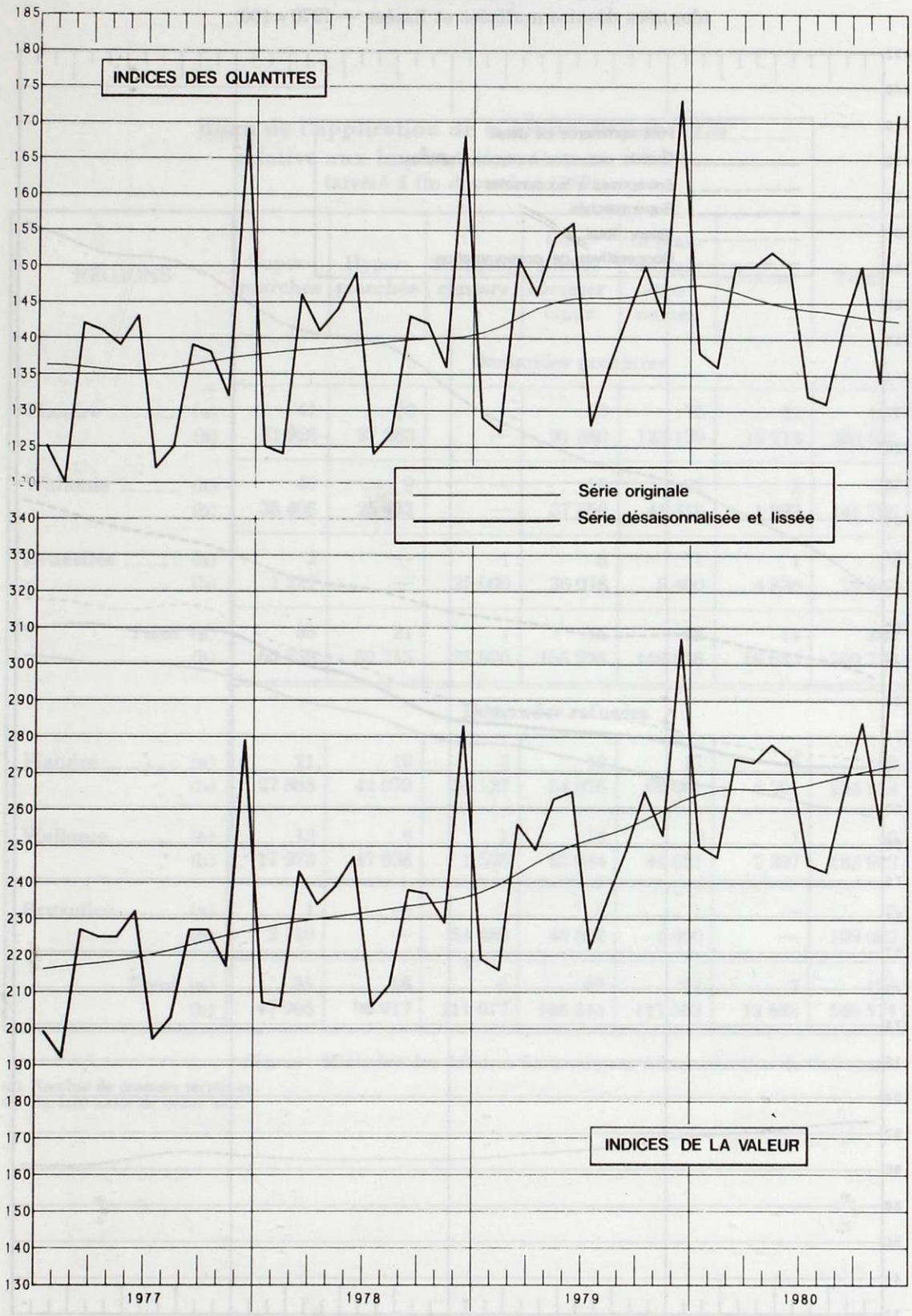
DÉSIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non-alimentaires			Ventes totales		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Coopératives de consommation	1,4	1,2	1,1	0,6	0,5	0,5	0,9	0,8	0,7
Entreprises à succursales multiples	21,5	22,7	23,8	5,0	5,2	5,4	11,1	11,6	12,0
Grands magasins à rayons multiples	5,2	4,8	5,1	6,2	6,1	6,1	5,7	5,6	5,7
Ventes par correspondance	—	—	—	1,2	1,3	1,2	0,7	0,8	0,8
Ventes totales du commerce intégré	**28,1**	**28,7**	**30,0**	**12,9**	**13,1**	**13,2**	**18,4**	**18,8**	**19,2**
dont : supermarchés (b)	(24,3)	(25,5)	(26,9)						
Indépendants affiliés à :									
— coopératives d'achat de détaillants	4,3	4,3	4,2	0,8	0,8	0,9	2,1	2,1	2,0
— chaînes volontaires	7,6	4,9	4,4	0,3	0,3	0,3	2,9	2,0	1,8
— entreprises du commerce intégré et franchisseurs spécialisés	5,7	5,5	5,4	1,5	1,6	1,6	3,0	3,0	3,0
Ventes totales du commerce indépendant associé	18,0	14,7	14,0	2,6	2,7	2,8	8,2	7,1	6,8
Ventes du commerce indépendant non associé	53,9	56,6	56,0	84,5	84,2	84,0	73,3	74,1	74,0
Ventes totales du commerce indépendant	**71,9**	**71,3**	**70,0**	**87,1**	**86,9**	**86,8**	**81,5**	**81,2**	**80,8**
dont : supermarchés	(9,5)	(9,3)	(9,3)						
Ventes totales du commerce de détail	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les ventes alimentaires des hypermarchés.

Source : Comité Belge de la Distribution.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

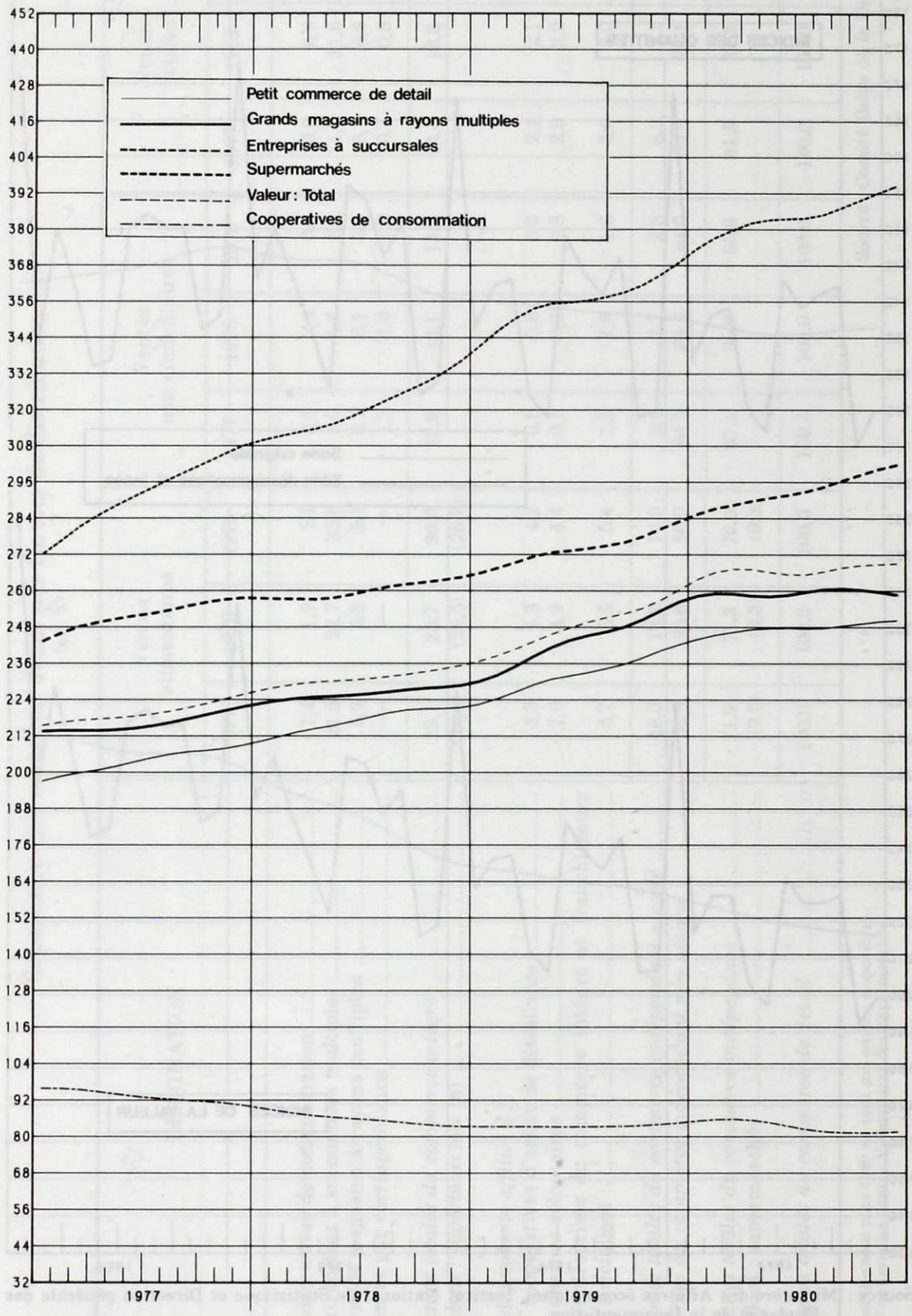
(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

(données désaisonnalisées et lissées — 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

(arrêté à fin décembre 1980)

RÉGIONS		Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Com-plexes commer-ciaux	Implan-tations auto-nomes	Autres	Total
		Demandes acceptées						
Flandre	(a)	41	12	—	23	75	11	162
	(b)	31 925	27 283	—	91 960	123 139	12 214	286 521
Wallonie	(a)	40	9	—	15	22	2	88
	(b)	35 406	25 432	—	37 556	41 319	1 993	141 706
Bruxelles	(a)	2	—	1	8	1	1	13
	(b)	1 227	—	25 000	36 078	5 400	4 838	72 543
Total	(a)	**83**	**21**	**1**	**46**	**98**	**14**	**263**
	(b)	**68 558**	**52 715**	**25 000**	**165 594**	**169 858**	**19 045**	**500 770**
		Demandes refusées						
Flandre	(a)	21	10	3	12	17	6	69
	(b)	27 883	42 079	55 127	54 078	69 061	6 291	254 519
Wallonie	(a)	13	8	1	14	9	1	46
	(b)	17 973	47 938	1 500	63 644	44 521	7 397	182 973
Bruxelles	(a)	1	—	2	3	1	—	7
	(b)	2 110	—	54 450	48 522	4 000	—	109 082
Total	(a)	**35**	**18**	**6**	**29**	**27**	**7**	**122**
	(b)	**47 966**	**90 017**	**111 077**	**166 244**	**117 582**	**13 688**	**546 574**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente (m^2).

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

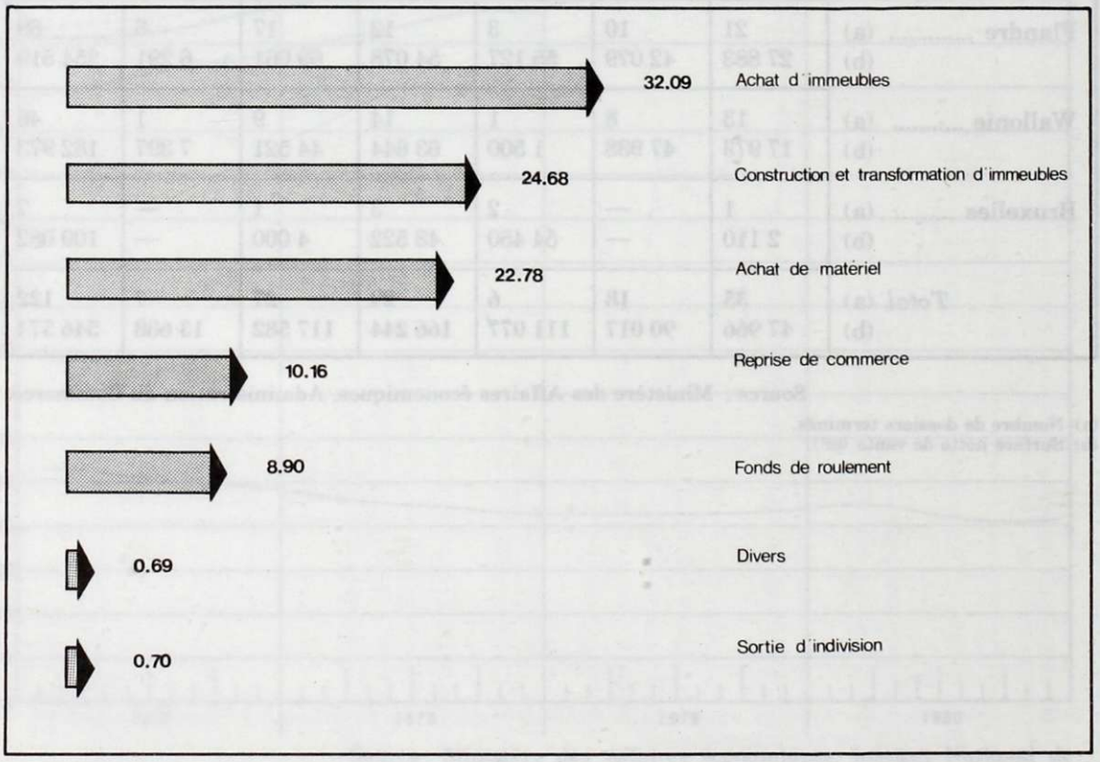
ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1969	12 174	5 592 032	459,3
1970	11 968	4 901 377	409,5
1971	11 540	5 047 860	437,4
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2
1979	13 372	15 089 707	1 128,5
1980	8 750	10 117 083	1 156,2

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés en 1980 d'après leur destination

(en % du montant total)



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE V

TOURISME

En 1980, sur base des données provisoires disponibles à la Banque Nationale, les recettes en provenance du tourisme, c'est-à-dire les dépenses effectuées par les touristes et voyageurs à l'intérieur de la Belgique se sont élevées à 52,9 milliards contre 47,9 milliards en 1979, soit un accroissement des recettes de 5 milliards à prix courants. Les dépenses du fait de résidents en Belgique effectuées à l'étranger, s'élèvent quant à elles à 95,6 milliards contre 87,1 milliards en 1979.

Le déficit de la balance touristique s'est donc accru de 3,5 milliards en 1980 par rapport à 1979 soit de 8,93 %. Sur près de dix ans, de 1971 à 1980, le déficit de la balance touristique s'est accru de 30,5 milliards. Le déficit ne manque pas d'être préoccupant, quant bien même il est notoire que la Belgique a chaque année un déficit touristique (1958, année de l'exposition universelle de Bruxelles est l'exception qui confirme la règle dans ce domaine) si on le rapproche de celui enregistré en 1980 au sein de la balance générale des services (—1,1 milliards).

Depuis 1978, la balance des services ne cesse de voir ses résultats s'amoindrir alors qu'il y a une amélioration constante pendant les sept premières années de la décennie. Comment s'expliquer le déficit de la balance touristique ? Chaque année les recettes s'améliorent quant bien même l'offre de services touristiques (remarquable dans les parties wallonne et allemande du pays) diminue légèrement.

Certes, les clients les plus fidèles, les Allemands et les Français, voient leur nombre diminuer. Si l'on considère l'évolution de la répartition des nuitées par pays de provenance, maints Américains et Britanniques viennent plus volontiers en Belgique (signe probable du succès que rencontre la promotion touristique de notre pays aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne). Il n'en demeure pas moins que malgré des efforts non négligeables tant au niveau national que régional, tant au niveau public que privé, le pouvoir d'attraction de notre pays se dégrade au fil des ans.

Après une mauvaise année en 1979, le tourisme à la côte belge se serait amélioré de 6,8 % aux dires du « West-Vlaams Economisch Studiebureau ». Si l'on se réfère à une enquête de l'I.N.S. (1978), 40,1 % des habitants de la Belgique sont partis en vacances. Pour 30,9 % des cas, c'est en Belgique qu'ils les ont passées. Ce fait rapporté au pourcentage des nuitées par région touristique et par pays de provenance permet de dire que 20 % des Belges, qui constituent le gros de la clientèle de la côte belge (62,8 %), ont le littoral comme lieu de vacances privilégié. Quant aux villes d'art, leur clientèle privilégiée demeure les étrangers.

C'est plutôt du côté du comportement de la demande de produits touristiques des résidents en Belgique qu'il convient de chercher la cause de l'accroissement du déficit touristique. Nous disposons pour ce faire de l'enquête de 1978 de l'I.N.S. et d'une enquête faite par le professeur Van Hove à la demande de l'U.P.A.V. (Union Professionnelle des Agences de Voyage).

La proportion de départ est plus importante chez les émigrés (45,1 %) qui retournent dans leur pays d'origine que chez les Belges (39,6 %). Parmi ceux-ci la proportion à partir en vacances est d'autant plus forte que le revenu est élevé (les vacances dans notre « société de loisirs » restent un bien de luxe), et que le taux d'urbanisation de la région habitée est élevé (les habitants du Brabant et de la région flamande partent davantage que les habitants de Wallonie).

La France reste le pays étranger privilégié par les Belges. La conjoncture en baisse, les impôts élevés, la hausse du carburant ont fini par pousser le Belge à dépenser moins pour ses vacances. Toutefois, il ne semble guère avoir épargné sur ses grandes vacances (saison), c'est plutôt pour les séjours courts hors saison que le comportement change. On se rend moins chez les parents, on part moins en week-end.

Pour les séjours à l'étranger on part moins loin, pour des séjours plus courts mais plus fréquemment. La voiture reste le moyen de transport privilégié. En effet pour une famille de 4 personnes, la voiture reste le moyen de transport le plus économique.

Le Belge manifeste son comportement individuel en recourant peu aux agences de voyage, y compris pour les réservations à l'étranger.

*
* *

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	1 089	204	952	178	1 100	206	1 003	187	877	164	823	154	836	156	825	154
France	995	200	945	190	976	196	934	188	892	179	726	146	600	121	628	126
Pays-Bas	662	197	730	217	786	234	829	247	941	280	885	263	878	261	847	252
Allemagne (Occident.)	1 167	695	1 216	724	1 279	761	1 233	734	1 246	742	1 079	642	975	580	923	549
Italie	176	238	185	250	190	257	177	239	182	246	181	245	183	247	187	253
Grand-Duché de Luxembourg	155	323	154	321	156	325	149	310	126	262	105	219	116	242	88	183
Suisse	75	136	81	147	81	147	78	142	77	140	78	142	70	127	76	138
U.S.A.	508	269	569	301	490	259	511	270	543	287	487	258	510	270	464	246
Autres pays	1 049	343	1 098	359	1 127	368	1 063	347	1 114	364	1 064	348	1 085	356	1 084	355
Total ...	5 876	266	5 931	269	6 185	280	5 977	271	5 998	272	5428	246	5 257	238	5 122	232
Belgique	14 351	207	14 197	205	14 395	208	14 251	206	14 503	209	12 650	183	11 734	169	10 322	149
Total général ...	20 227	221	20 128	220	20 580	225	20 228	221	20 501	224	18 078	198	16 991	186	15 444	169

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.
(c) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1980 (a)

(en pour-cent)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	62,8	19,5	88,9	11,1	100,0
Villes d'art	2,2	45,8	11,0	89,0	100,0
Ardennes-Meuse	19,6	12,3	80,1	19,9	100,0
Campine	6,5	10,4	61,5	38,5	100,0
Autres régions	8,9	12,0	65,4	34,6	100,0
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**71,8**	**28,2**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.

Répartition des nuitées par saison

(en pour-cent)

PERIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9
1972	25,2	74,8	42,6	57,4	29,8	70,2
1973	20,2	79,8	35,2	64,8	24,2	75,8
1974	19,0	81,0	36,3	63,7	26,9	73,1
1975	22,5	77,5	37,5	62,5	26,6	73,4
1976	21,3	78,7	36,4	63,6	25,3	74,7
1977	22,6	77,4	38,1	61,9	26,6	73,4
1978	23,2	76,8	40,3	59,7	27,6	72,4
1979	22,7	77,3	40,9	59,1	27,6	72,4
1980 (c)	26,8	73,2	43,4	56,6	31,5	68,5

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Données provisoires.

Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance (a)

PAYS	Saison 1976	Saison 1977	Saison 1978	Saison 1979	Saison 1980 (b)	Ecart en pour-cent	
						de 1979 par rapport à 1978	de 1980 par rapport à 1979
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	171 955	140 919	183 713	133 610	181 071	—27,3	+35,5
France	103 533	84 005	79 246	80 776	80 311	+ 1,9	— 0,6
Pays-Bas	1 237 323	987 444	982 337	1 017 395	865 342	+ 3,6	—14,9
Allemagne (Occidentale)	157 782	141 054	134 858	133 798	126 804	— 0,8	— 5,2
Italie	20 977	19 294	16 435	15 807	15 030	— 3,8	— 4,9
Grand-Duché de Luxembourg	11 584	8 796	9 770	9 053	7 080	— 7,3	—21,8
Etats-Unis d'Amérique	6 730	6 932	6 164	5 385	3 688	—12,6	—31,5
Autres pays	58 557	65 753	57 545	70 889	52 944	+23,2	—25,3
Total ...	**1 768 441**	**1 454 197**	**1 470 068**	**1 466 713**	**1 332 270**	**— 0,2**	**— 9,2**
Belgique	**6 319 737**	**5 692 743**	**5 548 720**	**5 723 504**	**4 954 199**	**+ 3,1**	**—13,4**
Total général ...	**8 088 178**	**7 146 940**	**7 018 788**	**7 190 217**	**6 286 469**	**+ 2,4**	**—12,6**

(a) La saison va de juin à septembre inclus.
(b) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs
(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services (a)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1972	19,5	31,9	—12,4	177,7	164,1	+13,6
1973	25,1	41,7	—16,6	226,9	218,1	+ 8,8
1974	27,8	45,7	—17,9	344,4	328,8	+15,6
1975	31,8	51,9	—20,1	365,1	337,0	+28,1
1976	33,0	55,7	—22,7	397,5	354,4	+43,1
1977	41,8	67,9	—26,1	478,6	432,8	+45,8
1978	42,9	71,3	—28,4	526,7	496,7	+30,0
1979	47,9	87,1	—39,2	668,4	656,4	+ 8,0
1980 (b)	52,9	95,6	—42,7	935,0	936,1	— 1,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de 1977, la série a été modifiée par des postes supplémentaires.
(b) Données provisoires.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)
Société Nationale des Chemins de Fer Belges
(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1972	5 307	6 041	114	211	281	133	238 969	310 963	130
1973	5 296	5 681	107	213	270	127	259 879	313 461	121
1974	5 396	5 995	111	220	295	134	266 588	335 458	126
1975	5 410	6 161	114	226	305	135	280 109	358 517	128
1976	5 570	5 751	103	237	292	123	294 135	360 483	123
1977 (d)	4 892	5 070	104	230	279	121	306 150	352 511	115
1978	4 126	4 641	112	219	284	130	313 606	393 498	125
1979	4 148	4 382	106	222	296	133	321 593	410 461	128
1980	4 223	4 629	110	229	283	124	361 222	44 802	122

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement. Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.
(d) Non compris le trafic autobus repris par la S.N.C.V. au 1 juillet 1977.

Etablissements de tourisme social

Maisons et centres de vacances

DÉSIGNATION	Année	Région flamande	Région wallonne	Total
Nombre d'installations	1973	20	11	31
	1974	22	10	32
	1975	19	11	30
	1976	23	12	35
	1977	22	12	34
	1978	27	15	42
	1979	29	15	44
	1980	29	17	46
Nombre de lits	1973	12 870	4 297	17 167
	1974	12 578	4 919	17 497
	1975	13 662	4 918	18 580
	1976	13 980	4 932	18 912
	1977	14 262	5 078	19 340
	1978	15 817	6 138	21 955
	1979	15 090	6 555	21 645
	1980	14 188	6 591	20 779
Nombre de nuitées (chiffres absolus)	1973	1 150 000	327 574	1 477 574
	1974	1 195 830	349 733	1 545 563
	1975	1 195 570	364 285	1 559 855
	1976	1 201 778	352 060	1 553 838
	1977	1 254 883	345 371	1 600 254
	1978	1 300 681	345 793	1 646 504
	1979	1 365 214	372 193	1 737 407
	1980	1 379 902	446 803	1 826 705
Nombre de nuitées (importance relative)	1973	77,8	22,2	100
	1974	77,4	22,6	100
	1975	76,6	23,4	100
	1976	77,3	22,7	100
	1977	78,4	21,6	100
	1978	79,0	21,0	100
	1979	78,6	21,4	100
	1980	75,5	24,5	100

Source : Commissariat général du Tourisme.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CREDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

L'année 1980 a été caractérisée par l'influence prépondérante de la politique poursuivie à l'étranger. Aux Etats-Unis d'Amérique comme en Grande-Bretagne, celle-ci fut axée surtout sur la jugulation de la croissance des agrégats monétaires. A cet effet, la politique des taux d'intérêt a été mise en œuvre, ce qui a provoqué de très importantes fluctuations dans le taux à court terme, principalement aux U.S.A. C'est ainsi que dans des périodes où les taux d'intérêt à court terme étaient élevés, ces pays ont connu une importation de capital sans rapport avec leurs besoins, résultant des échanges courants avec l'étranger. De ce fait, les pays européens ont été obligés de relever leurs taux d'intérêt parce que leurs échanges courants accusaient de plus grands déficits et qu'ils en étaient par conséquent réduits à importer également des capitaux. Certains pays, tels la République fédérale allemande et la Belgique, ont connu une inflation modérée relativement à celle de leurs partenaires commerciaux, de sorte que les taux d'intérêt élevés dans ces pays représentaient un apport réel important. Cela n'était, à son tour, pas en concurrence avec la récession qui s'est amorcée en 1980. L'augmentation des taux d'intérêt a alourdi les charges financières des entreprises en général, ainsi que celles des particuliers qui, par des emprunts, ont voulu acquérir des biens immobiliers.

La politique monétaire menée à l'étranger de même que la situation interne du marché financier belge ont été à l'origine du fait que le franc belge a dû être fortement soutenu au cours de l'année écoulée. Le déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements, ainsi que le besoin de financement des pouvoirs publics ont joué un rôle principal dans cette évolution. Tant le déficit des échanges courants avec l'étranger que le déficit financier des pouvoirs publics se sont agrandis par rapport à 1979.

Dès lors la politique monétaire poursuivie en Belgique était axée entièrement sur la défense de la position du franc sur les marchés des changes. La Banque nationale de Belgique a mis en application deux mesures. En premier lieu, celle-ci a procédé à des achats de soutien pour un montant de 123 milliards de francs, dont plus de la moitié au cours du premier trimestre, période de la plus forte faiblesse du franc en 1980; en février et en mars, le franc a même dépassé le seuil de divergence au sein du Système Monétaire Européen.

Pour l'ensemble de la Communauté européenne, la Commission européenne a déploré que les interventions se soient faites le plus souvent encore en dollars même si les interventions en monnaies de la C.E.E. sont devenues plus importantes que dans l'ancien « serpent ». En outre, celles-ci n'étaient pas suffisamment coordonnées de sorte que, à certains moments, la tension entre les monnaies du S.M.E. s'est accru. En Belgique, la Banque nationale est cependant intervenue principalement en valeurs communautaires, à savoir pour 80 milliards de francs, d'une part par l'utilisation de son avoir en Ecu et d'autre part par l'emploi immédiat des devises empruntées à l'étranger par les pouvoirs publics.

En deuxième lieu, la Banque nationale a relevé ses taux d'intérêt. Le taux d'intérêt pondéré moyen de la Banque nationale a augmenté de 11,53 % fin 1979 à 14,13 % fin avril 1980.

Au cours de la deuxième moitié de 1980, la pression sur le franc s'est allégée. Aux U.S.A., les taux d'intérêt ont diminué et durant le troisième trimestre, c'est le cours du DM qui a été l'objet d'une pression. C'est ainsi que le franc belge a acquis sa position la plus solide au sein du S.M.E. depuis son instauration le 13 mars 1979.

Durant un certain temps, la Banque nationale n'a effectué que peu d'achats de soutien, voire aucun et a pu rabaisser ses taux d'intérêt, bien que ceux-ci demeurassent encore au-dessus du niveau atteint en 1979. Le taux d'intérêt pondéré moyen de la Banque nationale a diminué pour atteindre 12 % à la fin du mois d'août 1980 et est demeuré inchangé jusqu'à la fin de l'année.

Les taux d'intérêt des crédits à court terme ont suivi les modifications du taux d'escompte. Ils ont connu une augmentation au cours du premier trimestre pour baisser ensuite progressivement tout en restant au-dessus du niveau atteint en 1979. Le 20 mars 1980, le taux d'intérêt de base pour les crédits de caisse a atteint 18,75 % contre 13 % durant le troisième trimestre de 1979. Après la baisse du taux d'escompte, ce taux d'intérêt a diminué jusqu'à 15,75 % le 1er août 1980. De même, les taux d'intérêt créditeurs ont suivi cette évolution; à ce sujet, il faut faire remarquer que, sur la majeure partie de l'année, les taux d'intérêt à court terme ont dépassé ceux à long terme, ce qui s'est manifesté le plus nettement au cours des périodes de tensions sur les marchés des changes.

Lorsque les taux d'intérêt du marché monétaire ont à nouveau baissé, les taux à long terme sont demeurés au même niveau, ce qui résultait de la précédente structure inversée, mais également du déficit financier de l'Etat.

Dans le domaine des finances publiques, l'on s'est trouvé confronté en 1980 avec un accroissement rapide du déficit budgétaire. Le déficit de l'encaisse du Trésor a grimpé de 211,8 milliards en 1979 à 300,7 milliards en 1980, dont 4 milliards de fluctuations du cours du change dans la dette publique. En pourcentage du produit national brut aux prix du marché (1), le déficit est passé de 6 % en 1978 à 6,5 % en 1979 et à 8,7 % en 1980. Le solde à financer a nécessité à maintes reprises le recours à des emprunts énormes sur le marché des capitaux. En outre, une partie sans cesse

(1) Estimation retenue pour l'élaboration du budget 1981.

croissante de ce solde a été financée par un appel aux institutions financières ce qui fut une cause supplémentaire de création d'argent. Au total, la dette publique directe et indirecte en francs belges a grossi de 69,6 milliards pour la dette consolidée et de 134,8 milliards pour la dette flottante. En même temps, la dette consolidée en monnaies étrangères s'est accrue de 71,7 milliards et la dette en devises à court terme de 24,6 milliards. Il faut remarquer que la ligne directe de crédit auprès de la Banque nationale est demeurée constamment au plafond de 37 milliards, alors que le plafond de la ligne indirecte de crédit, via le Fonds des Rentes, a été relevé deux fois.

C'est surtout à la suite de la diminution de l'activité économique que l'ensemble des recettes budgétaires est resté inférieur aux estimations. Si on les compare avec la croissance nominale du produit national brut, elles ont augmenté un peu moins rapidement (5,2 % contre 6,8 %). En ce qui concerne les recettes d'impôts directs, un accroissement de 4,5 % a été observé; celles relatives aux impôts indirects ont augmenté de 4,3 %. Le total des sorties de caisse a par contre grimpé de 11,8 %. Il convient cependant d'attirer l'attention sur le fait que les accroissements les plus importants se sont produits dans certaines rubriques de dépenses, à savoir les dépenses en matière d'intérêt et de coûts de la dette publique, celles relatives aux transferts de revenus en raison du nombre croissant des bénéficiaires d'allocations sociales ainsi que les dépenses en capital.

Le marché des capitaux a présenté quatre caractéristiques durant l'année 1980. Premièrement, le déficit financier important des pouvoirs publics a épongé le marché des capitaux au détriment des taux d'intérêt croissants. Néanmoins, le montant prélevé est demeuré inférieur à celui des années 1978 et 1979.

Deuxièmement, l'augmentation du taux d'intérêt des coupons pour les obligations des pouvoirs publics a influencé les autres taux d'intérêt à long terme, tant débiteurs que créditeurs. En effet, la collecte des bons de caisse à long terme subit une concurrence importante de la part des obligations de l'Etat, notamment du fait de l'utilisation des emprunts à charnière obligataires.

Troisièmement, il y a eu peu d'augmentations de capitaux. Les augmentations de capitaux appliquées ont été difficilement assimilées par le marché.

Quatrièmement, il y a eu l'effritement des cours des valeurs belges à la Bourse de Bruxelles. En 1980, la Bourse de Bruxelles a connu une évolution beaucoup plus défavorable qu'à l'étranger. Une augmentation des cours a été observée aussi bien sur les Bourses italienne, japonaise, canadienne, anglaise, américaine que française. Seules les Bourses suisse, néerlandaise et allemande ont accusé une évolution moins favorable de leurs cours. Mais la Bourse de Bruxelles a été incontestablement la lanterne rouge avec un indice général tombé même en-dessous du niveau enregistré en 1974.

*
* *

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT

En 1980, les finances publiques ont été caractérisées par une forte augmentation du solde net à financer. Le financement du déficit du Trésor a été réalisé de façon croissante par l'émission de certificats du Trésor et par des emprunts en monnaies étrangères. Le financement traditionnel par le biais d'emprunts à long terme sur le marché intérieur connaît de moins en moins de succès. En outre, les amortissements et les remboursements ont englouti toujours davantage de capitaux.

Comme ceux des années précédentes, le budget de 1980 reflète la précarité de la situation économique et son impact croissant sur les finances publiques. En 1980, le déficit a atteint 147,4 milliards pour les opérations courantes et 144,6 milliards pour les opérations en capital. L'impasse dans son ensemble s'est chiffrée à 292,1 milliards, contre 204,8 milliards en 1979. Le déficit net à financer du Trésor s'est accru, passant de 211,8 milliards fin 1979 à 300,7 milliards fin 1980, soit en pourcentage du produit national brut, de 6,5 % en 1979 à 8,7 % en 1980 (1).

Les recettes de l'Etat, à l'exclusion des impôts cédés aux Communautés européennes, qui avaient été initialement estimées à 1 036,2 milliards, ont produit, en fin de compte, 1 005 milliards soit 3 % de moins que prévu. Cette évolution s'explique par le revirement fondamental de la conjoncture durant le deuxième trimestre de 1980. En outre, elle est le reflet de certaines mesures gouvernementales. Conformément à l'accord de gouvernement et la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, un système de décumul des revenus, de séparation de ceux-ci et d'allocations familiales a été progressivement introduit. L'instauration de ces mesures représentait pour l'Etat un manque à gagner assez considérable. De même, les entreprises ont été soumises à un système fiscal plus sélectif. La suppression des 5 % restants de T.V.A. sur les investissements des contribuables a servi de stimulant pour les investissements productifs tandis que l'ajustement de la structure fiscale sur les produits énergétiques, de par le glissement des droits d'accises vers la taxe sur la valeur ajoutée, devait permettre à l'entreprise d'améliorer ses coûts de production. La tendance qui se poursuit depuis des années, selon laquelle la part des impôts directs dans l'ensemble des recettes fiscales s'accroît, a été ralentie consciemment par une

(1) Estimation retenue pour l'élaboration du budget 1981.

augmentation de la fiscalité indirecte sur des produits spécifiques à l'effet de freiner les achats de marchandises de luxe, importées en majeure partie de l'étranger. Un certain nombre de mesures ont été prises afin d'améliorer la situation de secteurs spécifiques, notamment pour stimuler le secteur de la construction, encourager les économies d'énergie et promouvoir la recherche et le développement au sein des entreprises.

L'ensemble des *recettes fiscales* perçues au profit des pouvoirs publics s'est chiffré à 965,4 milliards de francs, dépassant ainsi de 4,8 % le montant des recettes obtenu en 1979. Les impôts directs, lesquels se composent pour plus de 60 % du précompte professionnel et pour 20 % des paiements anticipés ont atteint 593 milliards de francs soit 29 milliards ou 5,2 % de plus qu'en 1979. Les impôts indirects ont produit 372,4 milliards (+4,3 %), dont 81,2 milliards de douanes et accises, 253,9 milliards de taxe sur la valeur ajoutée, 22,4 milliards de droits d'enregistrement et 11,3 milliards de droits de succession. Il est frappant de constater à propos de l'évolution des impôts indirects une décroissance de la part des accises. Comme celles-ci sont perçues généralement sur base d'une unité physique, leur produit n'augmente pas automatiquement à la suite d'une hausse des prix. La part de la T.V.A. s'est légèrement accrue au cours des dernières années, à la suite notamment d'un relèvement des taux d'imposition. Les droits d'entrée ont complètement disparu à présent de l'ensemble des recettes perçues au profit de l'autorité centrale, puisqu'ils doivent être versés aux Communautés européennes. Au total, les recettes fiscales cédées se sont élevées à 31,1 milliards, contre 27,8 milliards en 1979.

Les *recettes non fiscales* ont produit 46,9 milliards de francs, contre 37,2 milliards en 1979. Les recettes courantes non fiscales ont atteint 45,5 milliards. Il s'agit ici principalement d'encaissements réalisés par le Ministère des Finances (la part de l'Etat dans les bénéfices de la Banque nationale et les recettes provenant des bureaux d'enregistrement et des contributions, des douanes, ainsi que de l'administration du cadastre) de même que les taxes sur les téléviseurs et les radios.

Le budget des *dépenses courantes* a été approuvé à concurrence de 1 104,6 milliards. Des amendements l'ont porté à 1 105,3 milliards. Les crédits supplémentaires accordés pour les dépenses d'années antérieures ont ajouté 9,5 milliards aux opérations courantes. Celles-ci se classent en volume de la manière suivante : 3,3 milliards pour l'Education nationale (2,2 milliards pour le secteur francophone et 1,1 milliard pour le secteur néerlandophone); 2,3 milliards pour la Prévoyance Sociale (principalement des subventions I.N.A.M.I.), 1,8 milliard pour la dette publique, 0,7 milliard pour la Santé publique (subvention au Fonds des Handicapés) et 0,6 milliard pour les Pensions (subvention spéciale à l'Office national des pensions au profit des travailleurs salariés afin de couvrir les mesures spéciales prises en faveur des ouvriers mineurs). Pour l'année en cours, une augmentation nette de 5,4 milliards est prévue au feuilleton d'ajustement, de sorte que le montant final des dépenses courantes pour l'année 1980 est porté à 1 110,7 milliards, soit une hausse de 7,6 % par rapport au budget ajusté de 1979 (1). Les dépenses pour la Prévoyance sociale, l'Emploi et le Travail et la Santé publique ont représenté 18,5 % de l'ensemble des

(1) En 1979, cette augmentation atteignait 7,8 %; en 1978, celle-ci était de 11,3 %.

dépenses et celles pour l'Education nationale et la Culture, 19 % environ. Les dépenses en matière de Justice, de Défense nationale et de Gendarmerie ont atteint 8 % de l'ensemble du total; ce montant a été de 12,7 % pour les dépenses relatives à la dette publique. Il faut remarquer que les crédits non séparés ainsi que les ordonnancements ont atteint 1 036,4 milliards dans le budget national; ce chiffre s'est élevé à 39,6 milliards pour le budget des communautés et à 15,7 milliards pour le budget des régions.

En ce qui concerne les *dépenses en capital,* 156,7 milliards ont été prévus dans les propositions initiales. Après amendements, les dépenses approuvées ont atteint 157,1 milliards. Les crédits supplémentaires des années précédentes se sont élevés à 15,2 milliards, tandis que les suppléments de l'année en cours (crédits non séparés et crédits d'ordonnancement) ont porté sur des diminutions de l'ordre de 4,1 milliards. Les dépenses selon le budget ajusté n'ont atteint finalement que 153,1 milliards. Il faut remarquer que l'ensemble des crédits a été diminué à la suite de la décision gouvernementale de ne libérer que 77,6 % seulement du programme d'investissement. Il convient de mentionner le fait que les dépenses en capital se sont réparties comme suit : 119,9 milliards pour les budgets nationaux, 6,7 milliards pour les communautés et 26,5 milliards pour les régions.

A la fin de l'année 1980, les *opérations budgétaires* sur base de caisse (1) se sont soldées par un déficit de 292,1 milliards de francs contre 204,8 milliards en 1979. Le déficit des opérations courantes a grimpé jusqu'à 147,4 milliards, contre —91,2 milliards en 1979, ce qui explique 50,4 % du déficit budgétaire (2). Le déficit des opérations en capital s'est chiffré à 144,6 milliards, contre 113,6 milliards en 1979, soit 49,6 % du déficit budgétaire (3). Les opérations effectuées par le Trésor en tant que dépositaire de fonds de tiers, dont les fonds de l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de l'administration des postes, du Fonds monétaire, des Communautés européennes, du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, ainsi que les taxes perçues par l'Etat au profit des administrations locales et les opérations au profit des amortissements des intercommunales pour autoroutes, ont abouti à un excédent de recettes de 13 milliards, tandis que l'encaisse et les opérations du Trésor ont enregistré des dépenses pour un montant de 12 milliards (respectivement +1,8 et —2,4 milliards en 1979). Les ajustements résultant des variations de la dette publique, à savoir les corrections de la dette indirecte et les différences d'émission, d'amortissement et de change ont atteint 9,6 milliards de francs. L'ensemble des opérations de trésorerie a abouti en fin de compte à une dépense de 8,6 milliards.

Le *découvert net à financer* du Trésor, y compris les opérations de trésorerie, a dépassé cette année de 42 % celui enregistré en 1979, pour atteindre 300,7 milliards de francs. En 1978, celui-ci s'élevait à 182,8 milliards et en 1974 à 57,3 milliards. En pourcentage du produit national brut, le déficit a grandi de 2,7 % en 1974 à 6,5 % en

(1) Il s'agit des recettes ainsi que des dépenses réelles du Trésor qui résultent des opérations budgétaires des pouvoirs centraux.

(2) En 1979, cette donnée était de 44,5 %.

(3) En 1979, cette donnée était de 55,5 %.

1979 et à 8,7 % en 1980 (1). Si l'on tient compte des amortissements contractuels de la dette publique et des remboursements hors budget, le déficit brut à financer par le Trésor s'est élevé à 418,4 milliards, contre 332,3 milliards en 1979.

La *dette réelle de l'Etat* (2) a atteint 1 919,8 milliards de francs à la fin de l'année et se composait pour 73,3 % de dette consolidée. La dette constituée en francs belges s'élevait à 1 322,5 milliards et celle en monnaies étrangères à 84,4 milliards. La dette flottante s'est chiffrée à 513 milliards, à savoir 443,9 milliards de dette en francs belges et 69,2 milliards de dette en monnaies étrangères. La croissance a atteint 300,7 milliards, portant ainsi la dette par habitant de 164 298 francs en 1979 à 178 000 francs en 1980 (3). Le rapport entre la dette publique et le P.N.B., calculé au prix du marché et en prix réels, a été longtemps orienté vers la baisse : en 1964, la part de la dette a été inférieure à 60 %, en 1970 à 50 % et en 1974 elle était tombée en dessous du plancher des 40 %; depuis lors, la part dans le P.N.B. a sans cesse augmenté. En 1978, le rapport a atteint 46 %, en 1979 49,8 % et en 1980, il a grimpé jusqu'à 55,3 % (4).

L'augmentation de la dette publique réelle a été réalisée pour 68 % seulement par le placement d'emprunts en francs belges. Le solde, de l'ordre de 32 % (96,3 milliards), a été emprunté par le biais de placements de titres de créance en monnaie étrangère, à savoir 24,6 milliards de gonflement de la dette à court terme et 71,7 milliards à long terme. L'accroissement de la dette en francs belges se composait pour 52,7 milliards d'accroissement de la dette directe à long terme et pour 17,1 milliards d'accroissement de la dette indirecte à long terme. Alors que la dette à moyen terme a été amortie davantage, celle à court terme s'est augmentée de 49,3 milliards et celle à très court terme de 85,6 milliards, par le placement de certificats du Trésor auprès des banques (+99,2 milliards) et des institutions financières parastatales (+7,8 milliards) et par des avances perçues par le Fonds des rentes (+24,7 milliards). Par les avoirs des particuliers sur leur compte de chèque postal, le Trésor disposait, en solde, d'un montant supplémentaire de 3,5 milliards par rapport à fin 1979. Il faut remarquer que la part d'accroissement de la dette consolidée sur l'ensemble de l'endettement a atteint 47 %; pour la dette flottante, l'on a enregistré le chiffre de 53 %. La part de l'augmentation de la dette étrangère dans le gonflement global de la dette s'est élevée à 23,8 % pour la dette consolidée et 8,2 % pour la dette à court terme; pour la dette en FB, l'on enregistrait respectivement 23,2 % et 44,8 %.

*
* *

(1) Estimation pour le P.N.B. en 1980 : 3 474,7 milliards, ce qui représente une hausse en valeur de 6,8 %, soit 1,4 % en volume et 5,3 % en prix. Cette estimation a été effectuée pour le budget de 1981.

(2) Les certificats de Trésorerie en portefeuille du Fonds monétaire international n'ont pas été pris en considération. Les certificats cédés au titre de versement partiel de la quote part belge de participation ne représentent qu'un engagement à concurrence duquel la Belgique doit éventuellement mettre des francs belges à la disposition du F.M.I. et n'influencent en rien la situation du Trésor. Selon un accord entre le Trésor et la Banque nationale, c'est cette dernière et non le Trésor qui prête des francs belges de ses propres moyens lorsque le F.M.I. met en circulation les certificats du Trésor qu'il possède. Lorsque dans le cas contraire, le F.M.I. rembourse des francs belges, la créance de la B.N. sur le F.M.I. diminue. Le F.M.I. reçoit de nouveaux certificats du Trésor. La dette publique s'accroît sans que le Trésor ait reçu de nouveaux fonds. Les causes des variations de valeur des certificats de Trésorerie du F.M.I. (+17,2 milliards) résultent soit des tirages en FB par les Etats membres du Fonds, soit des remboursements en FB par ces mêmes Etats, soit d'une modification des participations belges.

(3) Donnée provisoire.

(4) Estimation sur base du P.N.B., laquelle est reprise lors de la constitution du budget de 1981.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins

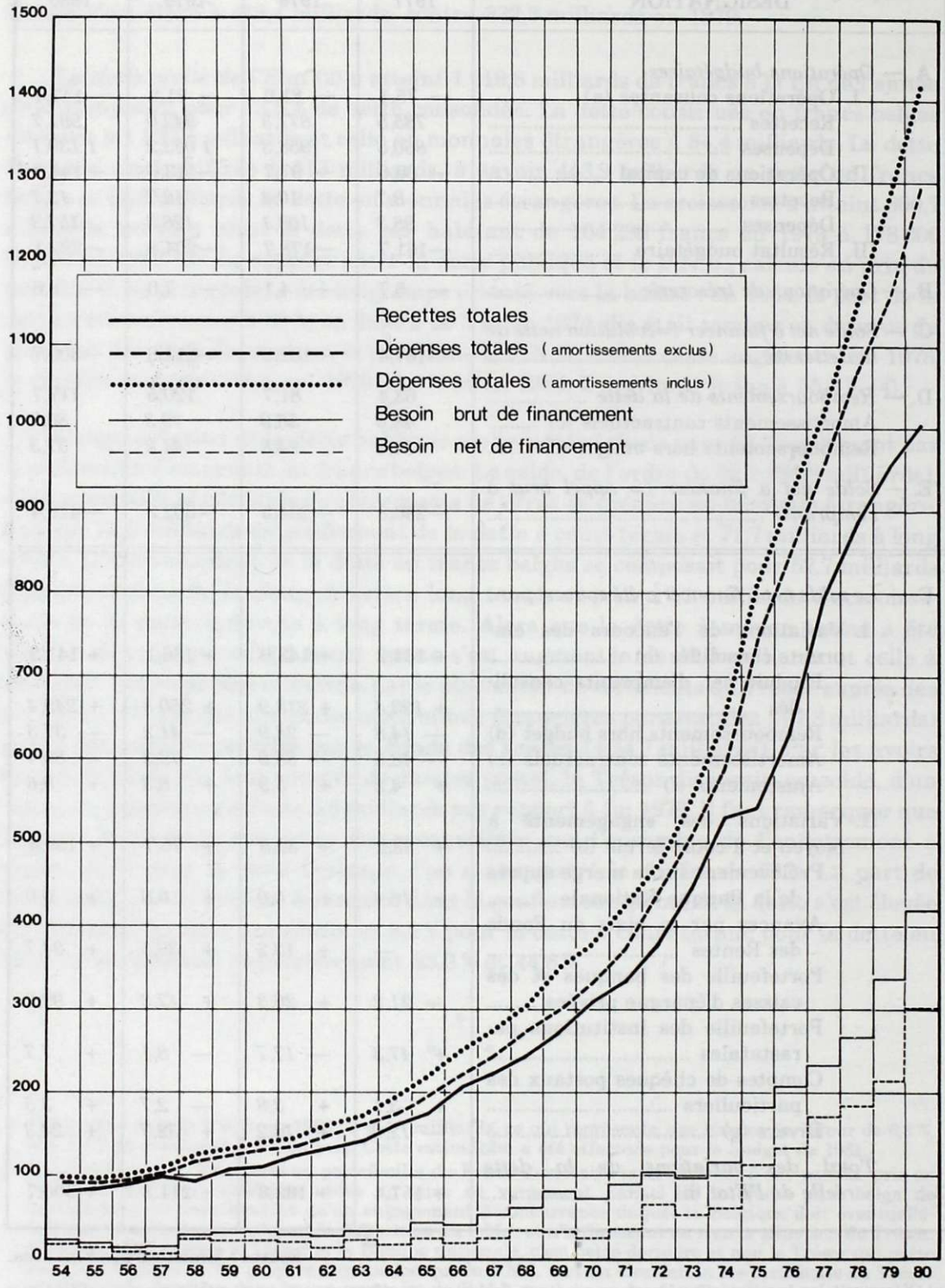
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
A. — *Opérations budgétaires*				
I. Opérations courantes (a)	— 75,1	— 81,0	— 91,2	—147,4
Recettes	*785,5*	*877,3*	*942,0*	*991,7*
Dépenses	*860,6*	*958,3*	*1 033,2*	*1 139,1*
II. Opérations de capital	— 86,6	— 97,7	—113,6	—144,6
Recettes	*8,7*	*10,4*	*12,7*	*12,7*
Dépenses	*95,3*	*108,1*	*126,3*	*157,3*
III. Résultat budgétaire	—161,7	—178,7	—204,8	—292,1
B. — *Opérations de trésorerie*	— 5,7	— 4,1	— 7,0	— 8,6
C. — *Solde net à financer (=évolution nette de la dette)* (b)	—167,4	—182,8	—211,8	—300,7
D. — *Remboursements de la dette*	63,4	81,7	120,5	117,7
Amortissements contractuels (c)	*48,6*	*56,9*	*79,3*	*80,4*
Remboursements hors budget (d)	*14,8*	*24,8*	*41,2*	*37,3*
E. — *Solde net à financer (= appel brut à l'emprunt)*	—230,8	—264,5	—332,3	—418,4
F. — *Le solde net à financer a été couvert par :*				
I. Variations de l'encours des emprunts consolidés (e)	+ 134,2	+ 143,0	+ 136,1	+ 141,3
Produit net d'emprunts consolidés	+ *193,4*	+ *218,9*	+ *250,3*	+ *249,4*
Remboursements hors budget (d)	— *14,8*	— *24,9*	— *41,2*	— *37,3*
Amortissements contractuels (c)	— *48,6*	— *56,9*	— *79,3*	— *80,4*
Ajustements (f)	+ *4,2*	+ *5,9*	+ *6,3*	+ *9,6*
II. Variations des engagements à moyen et à court terme (b)	+ 33,2	+ 39,8	+ 75,7	+ 159,4
Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	+ *16,4*	+ *0,0*	+ *0,0*	+ *0,0*
Avances par le biais du Fonds des Rentes	—	+ *13,2*	+ *36,5*	+ *24,7*
Portefeuille des banques et des caisses d'épargne privées	— *21,2*	+ *26,3*	+ *17,3*	+ *99,2*
Portefeuille des institutions parastatales	+ *47,3*	— *17,7*	— *8,1*	+ *7,7*
Comptes de chèques postaux des particuliers	+ *3,1*	+ *3,8*	— *2,7*	+ *3,5*
Divers (g)	— *12,0*	+ *14,2*	+ *32,7*	+ *24,3*
Total des variations de la dette réelle de l'Etat (b)	+ 167,4	+ 182,8	+ 211,8	+ 300,7

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées et un montant équivalent en dépenses; non compris les recettes cédées aux Communautés Européennes.
(b) Les certificats repris par le F.M.I non compris.
(c) Amortissements à charge du Trésor et du Fonds des Routes; effectués par tirage au sort ou par rachat en Bourse durant le terme de l'emprunt.
(d) Il s'agit des remboursements à échéance intermédiaire ou à échéance finale.
(e) Il s'agit des variations de l'encours de la dette consolidée directe et indirecte, en francs belges et en monnaie étrangère.
(f) Comprenant, entre autres, les différences d'émissions et d'amortissements.
(g) Il s'agit notamment à partir de 1978 de la dette à court terme en monnaie étrangère.

Situation du Trésor
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978 (a)	1979 (b)
Recettes courantes	**708,9**	**800,5**	**903,6**	**962,3**
Recettes courantes pour biens et services	5,0	5,3	7,1	6,3
Intérêts et profits d'entreprises	12,4	14,7	9,7	12,3
Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	690,0	778,7	884,4	941,4
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	1,3	1,6	1,6	1,5
Divers	0,2	0,3	0,8	0,9
Recettes de capital	**10,0**	**11,2**	**15,3**	**17,3**
Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs	7,7	8,5	10,7	12,6
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	0,4	0,4	0,5	0,5
Investissements civils	0,5	0,4	1,7	1,1
Remboursements et liquidations de participations	1,4	1,9	2,5	3,1
Divers	0,1	—	—	—
Total des recettes courantes et de capital	**718,9**	**811,7**	**918,9**	**979,6**
Dépenses courantes	**761,5**	**867,0**	**990,0**	**1 049,6**
Dépenses courantes pour biens et services	214,9	236,4	269,1	287,7
Intérêts et pertes d'entreprises	81,7	97,6	115,8	137,5
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	147,5	168,9	191,2	188,1
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	317,2	363,9	409,7	434,1
Divers	0,2	0,2	4,2	2,2
Dépenses de capital	**109,3**	**119,3**	**151,3**	**169,5**
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	15,7	17,9	25,9	26,2
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	11,6	13,3	16,4	19,6
Investissements civils	55,2	62,2	66,6	79,1
Octrois de crédits et participations	26,7	25,9	41,0	43,7
Divers	0,1	—	1,5	0,9
Total des dépenses courantes et de capital	**870,8**	**986,2**	**1 141,3**	**1 219,1**
Solde des opérations courantes	**— 52,6**	**— 66,5**	**— 86,4**	**— 87,3**
Solde des opérations de capital	**— 99,3**	**—108,1**	**—136,0**	**—152,2**
Solde global	**—151,9**	**—174,6**	**—222,4**	**—239,5**

Source : Ministère des Finances.

(a) Données ajustées.
(b) Données initiales. Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Réalisations annuelles des engagements relatifs aux investissements publics

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Secteur budgétaire	74,2	86,6	104,3	108,0	127,9
Secteur débudgétisé	29,2	26,0	29,6	28,3	24,5
Organismes d'intérêt public	45,2	46,1	55,9	51,8	50,9
Total général ...	**148,6**	**158,7**	**189,8**	**188,1**	**203,3**
Evolution annuelle (%)	+10,7	+6,8	+19,6	—0,9	+8,1

Source : Ministère des Finances.

Engagements par type de dépenses du secteur budgétaire (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980 (b)
A. — **Départements**					
Travaux publics	15,5	22,6	26,1	28,2	28,8
Fonds des Routes	14,1	13,6	17,6	14,7	16,1
Communications	13,3	16,7	18,9	21,2	22,0
Education nationale	13,9	13,5	16,2	15,9	18,7
Santé publique	1,9	1,5	2,1	2,3	4,7
Agriculture	0,3	0,4	0,4	0,5	—
Affaires économiques	0,2	—	—	—	0,2
Intérieur	0,3	0,4	0,2	0,6	0,5
Affaires étrangères	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Finances	—	0,8	—	..	..
Gendarmerie	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3
Défense nationale	0,1	0,1	0,1	—	0,1
Total des départements ...	**59,7**	**70,2**	**82,1**	**83,8**	**90,3**
B. — **Communautés**					
Néerlandaise	1,4	1,4	1,6	1,8	6,0
Française	1,2	1,5	1,8	1,8	5,3
Allemande	—	0,1	0,1	0,1	0,2
Total des communautés ...	**2,6**	**3,0**	**3,5**	**3,7**	**11,5**
C. — **Régions**					
Flandre	6,5	7,2	8,5	10,2	7,9
Wallonie	4,6	5,5	8,6	7,9	13,8
Bruxelles	0,6	0,6	1,6	2,4	4,4
Total des régions ...	**11,7**	**13,4**	**18,7**	**20,5**	**26,1**
D. — **Total général**	**74,2**	**86,6**	**104,3**	**108,0**	**127,9**
E. — **Evolution annuelle (%)**	12,3	16,9	20,6	3,4	18,4

(a) Réalisations.
(b) Programme autorisé.

Source : Ministère des Finances.

Engagements par type de dépenses du secteur débudgétisé et des organismes d'intérêt public (a)

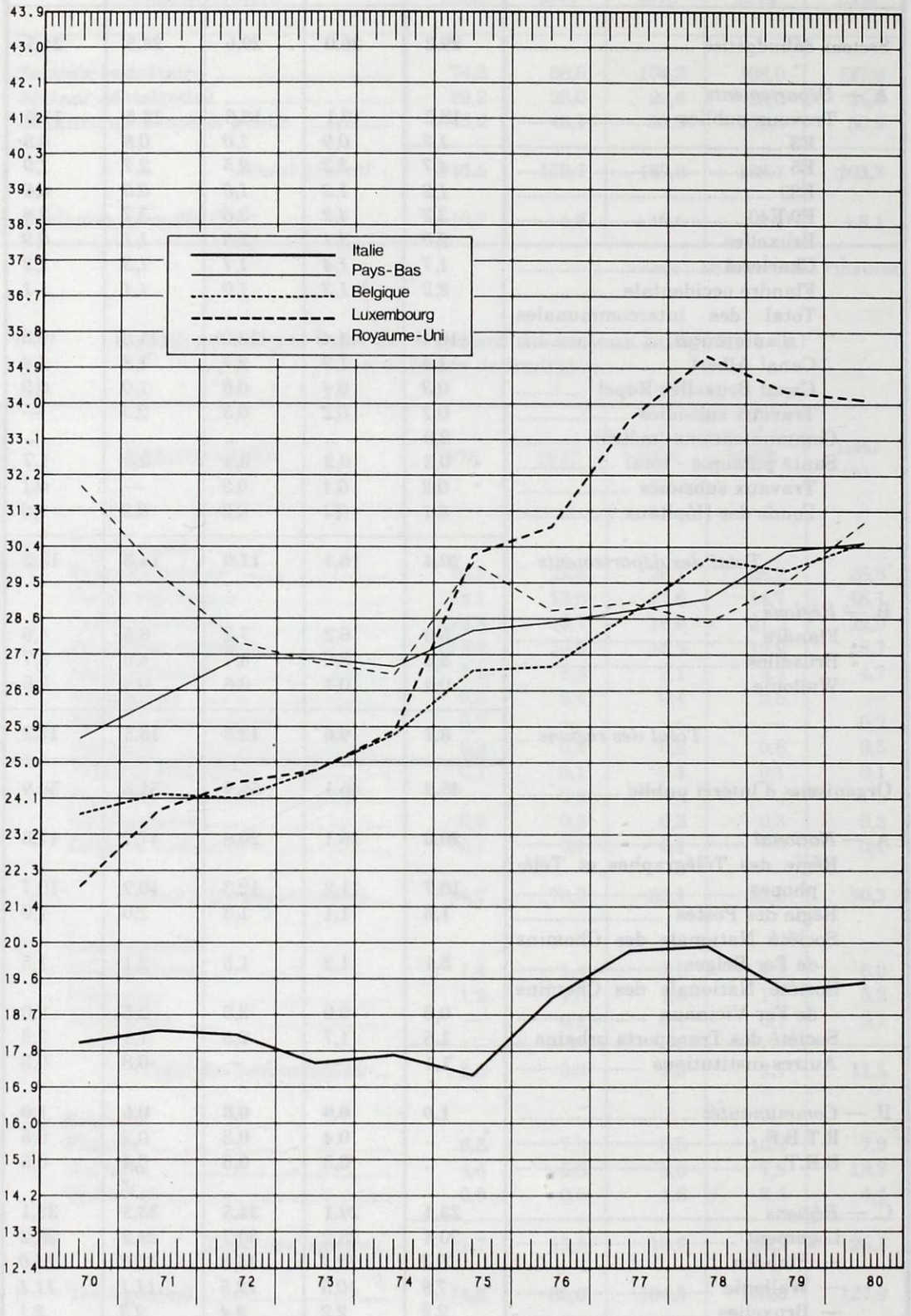
(en milliards de francs)

DESIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980 (b)
Secteur débudgétisé	**29,2**	**26,0**	**29,6**	**28,3**	**24,5**
A. — *Départements*					
Travaux publics	18,2	16,1	16,6	14,5	11,5
E3	*1,3*	*0,9*	*1,0*	*0,8*	*0,9*
E5	*4,7*	*3,3*	*2,5*	*2,7*	*1,9*
E39	*1,2*	*1,2*	*1,0*	*0,6*	*0,6*
E9/E40	*3,2*	*4,2*	*3,6*	*3,7*	*2,8*
Bruxelles	*2,0*	*2,1*	*2,3*	*1,1*	*0,9*
Charleroi	*1,7*	*1,4*	*1,7*	*1,3*	*1,2*
Flandre occidentale	*2,2*	*1,3*	*1,0*	*1,1*	*1,1*
Total des intercommunales d'autoroutes	(16,4)	(14,4)	(13,0)	(11,3)	(9,3)
Canal Albert	*1,4*	*1,2*	*2,7*	*1,8*	*1,4*
Canal Bruxelles-Rupel	*0,3*	*0,4*	*0,6*	*1,0*	*0,9*
Travaux subsidiés	*0,1*	*0,2*	*0,3*	*0,3*	—
Communications (métro)	2,0	..	..	..	..
Santé publique - total	0,3	0,2	0,4	0,3	1,7
Travaux subsidiés	*0,2*	*0,1*	*0,2*	—	*0,1*
Fonds des Hôpitaux	*0,1*	*0,1*	*0,2*	*0,2*	*1,6*
Total des départements ...	**20,4**	**16,4**	**17,0**	**14,8**	**13,2**
B. — *Régions*					
Flandre	5,0	6,2	7,2	8,5	4,6
Bruxelles	3,3	3,0	4,7	4,5	3,7
Wallonie	0,4	0,4	0,6	0,5	3,0
Total des régions ...	**8,7**	**9,6**	**12,5**	**13,5**	**11,3**
Organismes d'intérêt public	**45,2**	**46,1**	**55,9**	**51,8**	**50,9**
A. — *National*	**20,8**	**16,1**	**20,6**	**17,7**	**17,8**
Régie des Télégraphes et Téléphones	10,7	11,2	12,3	10,2	10,7
Régie des Postes	1,6	1,1	1,3	1,0	1,0
Société Nationale des Chemins de Fer Belges	5,1	1,2	1,5	2,1	1,5
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux	0,8	0,9	3,0	2,5	2,0
Société des Transports urbains ..	1,5	1,7	2,5	1,1	2,3
Autres institutions	1,1	—	—	0,8	0,3
B. — *Communautés*	**1,0**	**0,9**	**0,8**	**0,6**	**1,0**
R.T.B.F.	..	0,4	0,3	0,2	0,5
B.R.T.	..	0,5	0,5	0,4	0,5
C. — *Régions*	**23,4**	**29,1**	**34,5**	**33,5**	**32,1**
Logement	20,4	25,2	30,7	29,2	28,2
— Flandre	*10,4*	*12,7*	*15,8*	*15,8*	*15,0*
— Wallonie	*7,8*	*10,3*	*12,5*	*11,1*	*11,1*
— Bruxelles	*2,2*	*2,2*	*2,4*	*2,3*	*2,1*
Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses	3,0	3,9	3,8	4,3	3,9
— Flandre	*1,7*	*2,2*	*2,0*	*2,8*	*2,0*
— Wallonie	*1,2*	*1,5*	*1,5*	*1,2*	*1,5*
— Bruxelles	*0,1*	*0,2*	*0,3*	*0,3*	*0,4*

Source : Ministère des Finances.

(a) Réalisations.
(b) Programme autorisé.

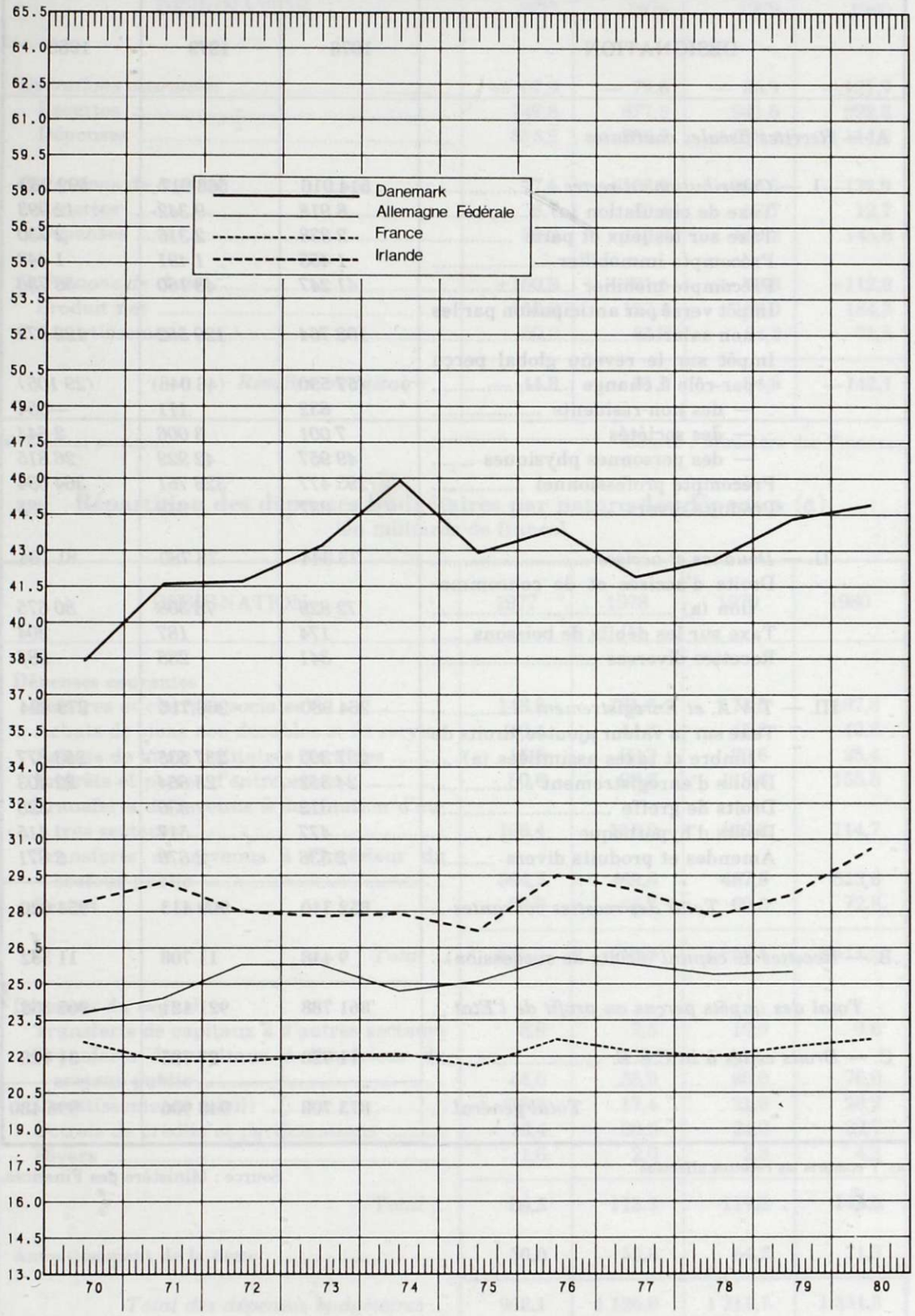
Charge fiscale dans les pays membres des communautés européennes
(en % du P.I.B.)



(suite à la page suivante)

Charge fiscale dans les pays membres des communautés européennes (suite)

(en % du P.I.B.)



Sources : O.C.D.E., Comptes nationaux.
Commission des Communautés européennes.

Situation en matière des recettes fiscales

(en millions de francs)

DESIGNATION	1978	1979	1980
A. — *Recettes fiscales courantes :*			
I. — *Contributions directes*	514 016	563 917	592 962
Taxe de circulation (a)	*8 918*	*9 342*	*12 993*
Taxe sur les jeux et paris	*2 338*	*2 316*	*2 730*
Précompte immobilier	*1 455*	*1 491*	*1 443*
Précompte mobilier	*41 247*	*48 160*	*58 736*
Impôt versé par anticipation par les non-salariés	*108 764*	*129 552*	*122 979*
Impôt sur le revenu global perçu par rôle à change	*(57 590)*	(46 046)	*(29 105)*
— des non-résidents	*632*	*111*	*—354*
— des sociétés	*7 001*	*3 006*	*2 644*
— des personnes physiques	*49 957*	*42 929*	*26 815*
Précompte professionnel	*293 477*	*326 761*	*364 694*
Produits divers	*227*	*249*	*285*
II. — *Douanes et accises*	73 344	78 780	81 164
Droits d'accises et de consommation (a)	*72 829*	*78 308*	*80 675*
Taxe sur les débits de boissons	*174*	*187*	*204*
Recettes diverses	*341*	*285*	*285*
III. — *T.V.A. et Enregistrement*	264 980	266 716	279 894
Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées (a)	*237 303*	*237 535*	*253 877*
Droits d'enregistrement	*24 352*	*25 664*	*22 403*
Droits de greffe	*312*	*330*	*328*
Droits d'hypothèque	*477*	*517*	*415*
Amendes et produits divers	*2 536*	*2 670*	*2 871*
Total des recettes courantes	**852 340**	**909 413**	**954 020**
B. — *Recettes de capital* (droits de succession)	**9 448**	**11 708**	**11 332**
Total des impôts perçus au profit de l'Etat	**861 788**	**921 121**	**965 352**
C. — *Droits cédés à la C.E.E.*	**11 920**	**27 785**	**31 128**
Total général	**873 708**	**948 906**	**996 480**

(a) Y compris les recettes affectées.

Source : Ministère des Finances.

Exécution du budget (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Opérations courantes	— 67,9	— 79,6	— 86,9	—121,9
Recettes	747,8	877,3	941,5	992,3
Dépenses	815,7	956,9	1 028,4	1 114,2
Opérations de capital	77,6	—102,9	—106,5	—132,9
Recettes	8,7	10,4	12,7	12,7
Dépenses	86,3	113,3	119,2	145,6
Opérations de dette	+100,8	+101,6	+ 98,8	+112,8
Produit net	150,8	157,4	162,9	184,3
Amortissement	50,0	55,8	64,2	71,5
Résultat budgétaire ...	— 44,8	— 81,0	— 94,6	—142,1

(a) Résultat provisoire.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses (a)

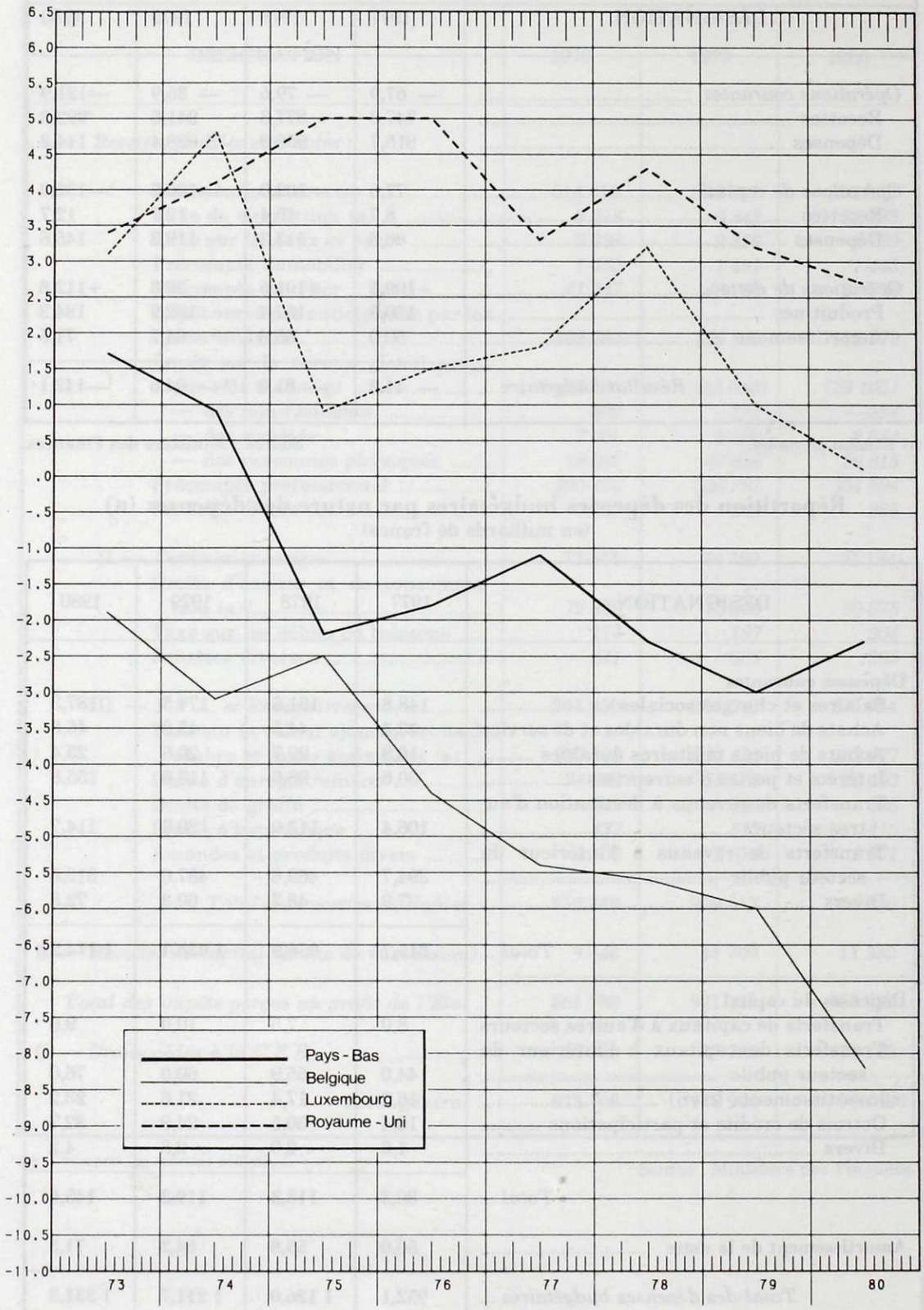
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Dépenses courantes				
Salaires et charges sociales	148,8	161,6	174,5	187,3
Achats de biens non durables et de service	40,4	44,8	45,8	46,6
Achats de biens militaires durables	16,8	20,7	20,6	23,4
Intérêts et pertes d'entreprises	80,6	98,6	118,6	155,8
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	106,4	113,0	120,9	114,7
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	394,7	469,6	487,6	513,6
Divers	27,9	48,7	60,3	72,8
Total ...	**815,7**	**956,9**	**1 028,4**	**1 114,2**
Dépenses du capital				
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	8,0	7,5	10,0	9,6
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	44,0	55,9	60,0	76,0
Investissements (civil)	16,3	17,4	21,6	23,2
Octrois de crédits et participations	16,4	30,5	24,9	32,7
Divers	1,6	2,0	2,8	4,2
Total ...	**86,3**	**113,3**	**119,2**	**145,6**
Amortissement de la dette	**50,0**	**55,8**	**64,2**	**71,5**
Total des dépenses budgétaires ...	**952,1**	**1 126,0**	**1 211,7**	**1 331,3**

(a) Résultat provisoire.

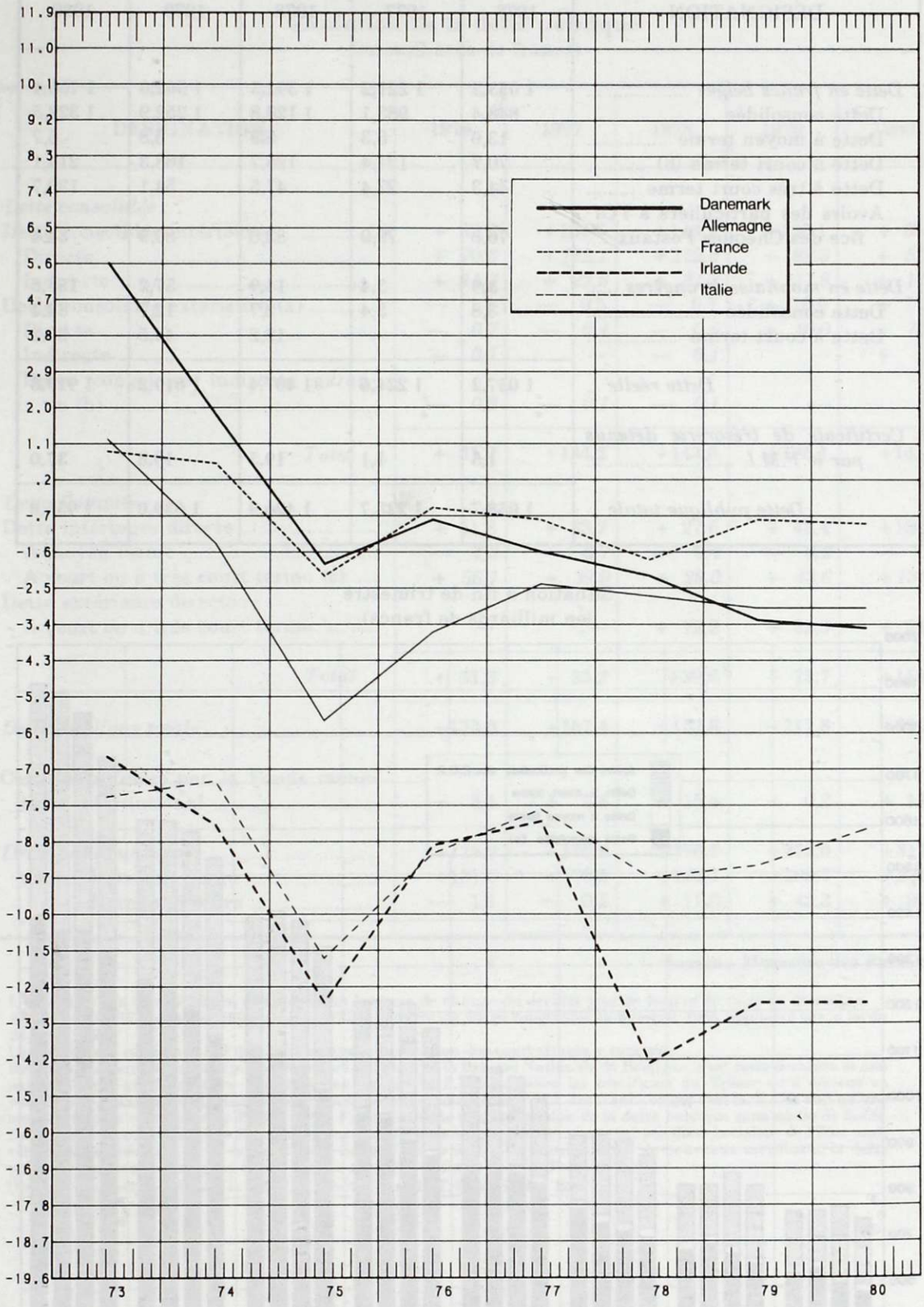
Source : Ministère des Finances.

Résultat de caisse de l'Etat en pourcent du produit intérieur brut



(Suite à la page suivante)

Résultat de caisse de l'Etat en pourcent du produit intérieur brut (suite)



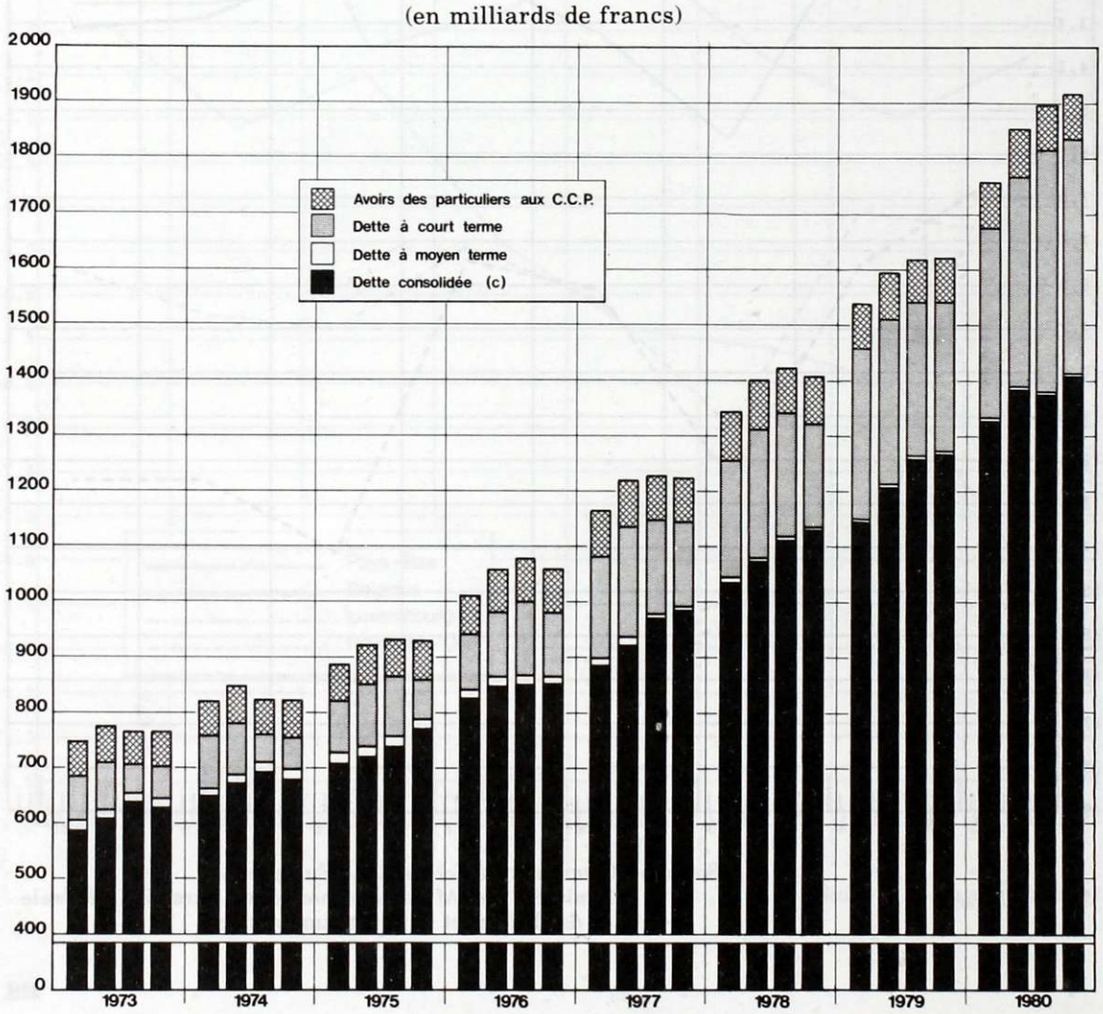
Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Dette en francs belges	**1 053,3**	**1 221,2**	**1 392,5**	**1 562,0**	**1 766,4**
Dette consolidée	848,4	983,1	1 126,8	1 252,9	1 322,5
Dette à moyen terme	13,0	6,3	5,9	5,8	5,7
Dette à court terme (b)	70,7	124,4	128,7	168,3	214,1
Dette à très court terme	44,3	27,4	47,5	54,1	139,7
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux	76,8	79,9	83,6	80,9	84,4
Dette en monnaies étrangères	**3,9**	**3,4**	**14,9**	**57,2**	**153,6**
Dette consolidée	3,8	3,4	2,7	12,7	84,4
Dette à court terme	—	—	12,2	44,5	69,2
Dette réelle ...	**1 057,2**	**1 224,6**	**1 407,4**	**1 619,2**	**1 919,8**
Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.	**1,5**	**4,1**	**19,5**	**19,8**	**37,0**
Dette publique totale ...	**1 058,7**	**1 228,7**	**1 426,9**	**1 639,0**	**1 956,8**

Situation à fin de trimestre
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.
(b) Les certificats repris par le F.M.I. non compris.
(c) Y compris la dette garantie suite à la Convention belgo-congolaise du 5 février 1965.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980
Dette consolidée :					
Dette consolidée intérieure	+ 82,3	+134,7	+143,7	+126,1	+ 69,6
Directe	+ *70,6*	+ *112,1*	+ *112,0*	+ *88,3*	+ *52,5*
Indirecte	+ *11,7*	+ *22,6*	+ *31,7*	+ *37,8*	+ *17,1*
Dette consolidée extérieure (a)	— 1,1	— 0,5	— 0,7	+ 10,0	+ 71,7
Directe	— *0,7*	— *0,4*	— *0,5*	+ *10,0*	+ *70,1*
Indirecte	— *0,1*	—	— *0,1*	—	+ *1,6*
Dette congolaise indirecte garantie (b)	— *0,3*	— *0,1*	— *0,1*	—	—
Total ...	**+ 81,2**	**+134,2**	**+143,0**	**+136,1**	**+141,3**
Dette flottante :					
Dette intérieure directe	+ 51,8	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,4	+134,8
A moyen terme	— *4,3*	— *6,7*	— *0,4*	— *0,2*	— *0,1*
A court ou à très court terme (c)	+ *56,1*	+ *39,9*	+ *28,0*	+ *43,6*	+ *134,9*
Dette extérieure directe :					
A court ou à très court terme	—	—	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,6
Total ...	**+ 51,8**	**+ 33,2**	**+39,8**	**+ 75,7**	**+159,4**
Dette publique totale	**+133,0**	**+167,4**	**+182,8**	**+211,8**	**+300,7**
Certificats tenus par le Fonds monétaire international	— 3,1	+ 2,6	+ 15,4	+ 0,2	+ 17,1
Dette publique totale	**+129,9**	**+170,0**	**+198,2**	**+212,0**	**+317,8**
dont : dette intérieure	+131,0	+170,5	+186,7	+169,7	+221,5
dette extérieure	— 1,1	— 0,5	+ 11,5	+ 42,3	+ 96,3

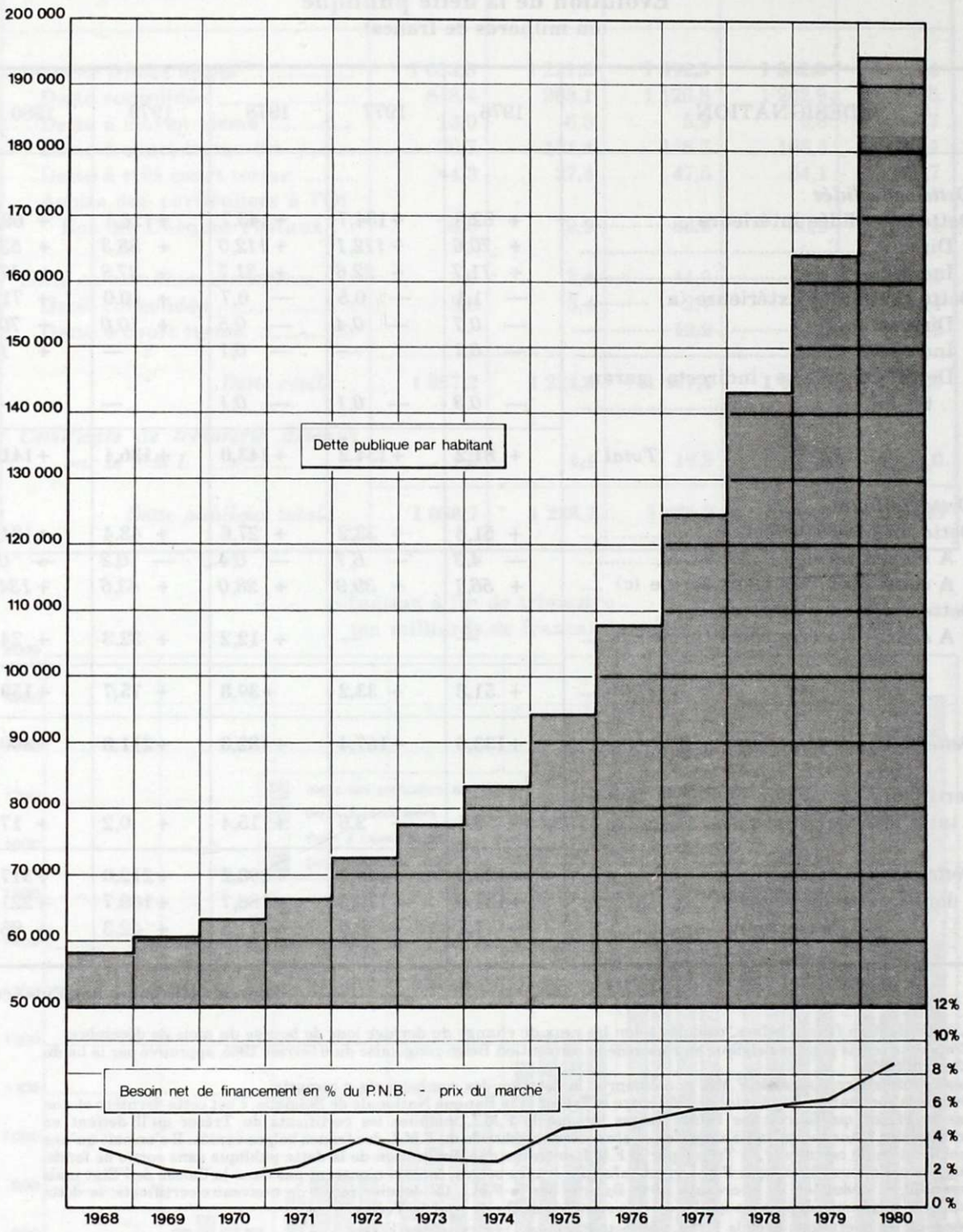
Source : Ministère des Finances.

(a) L'équivalent en francs belges, calculés selon les taux de change du dernier jour de bourse du mois de décembre.

(b) Emprunts repris pour la Belgique en raison de la convention Belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvé par la loi du 23 avril 1965.

(c) Les certificats repris par le F.M.I. non compris; la dotation des combattants y compris.
Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectent pas la Trésorerie de l'Etat.

Evolution de la dette de l'Etat
(en francs)



Source : Ministère des Finances.

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

Les données relatives aux finances communales montrent un recul généralisé de la situation financière des administrations locales. Tout comme dans le passé, les difficultés des communes, au déficit le plus important, se sont encore aggravées. D'autre part, les excédents des communes non déficitaires sont en régression. Dans l'ensemble, le nombre de communes déficitaires a augmenté.

Les *crédits inscrits aux budgets* pour un montant de 113,3 milliards, et qui ont profité directement ou indirectement aux provinces, communes et autres institutions locales, ont été inscrits pour plus de la moitié au budget du Ministère de l'Intérieur (62,9 milliards). Les autres crédits (50,4 milliards) accordés de manière directe ou indirecte, ont été répartis sur divers budgets ou ont été imputés à des budgets régionaux ou communautaires.

Le volume du transfert du Ministère de l'Intérieur au profit du *Fonds des Communes,* est indubitablement le plus important. La dotation initiale pour 1980 s'élevait à 54,3 milliards de francs; dans le cadre des économies budgétaires, ce montant a été abaissé à 53 milliards par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1975-1980, soit un montant presque identique à celui de 1979. En chiffres réels, les communes reçoivent à peu près 3,5 % de moins.

A la suite de la régionalisation du Fonds des Communes, cette évolution générale ne pouvait être retrouvée en tant que telle dans chacune des régions. Les causes de ce phénomène résident dans les règles transitoires établies par la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976. A la suite de cette réglementation, le Fonds des Communes pour les années 1977 à 1980 a été réparti sur les régions selon 2 clés de répartition : d'une part, la clé de répartition générale, fixée par l'article 7 des lois portant création d'institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1979; d'autre part les pourcentages attribués à toutes les communes de chaque région en 1975 lors de la répartition du Fonds des Communes. Comme la part du Fonds accordée selon la clé de 1975 diminue d'année en année, il s'ensuit automatiquement que la part des communes dont la clé de répartition régionale est plus favorable, augmente plus rapidement. La région francophone a profité davantage que la région flamande de la réduction de la part de la région bruxelloise. La part de la région flamande s'est accrue plus rapidement que la dotation nationale du Fonds des Communes. Depuis 1977, le critère « rendement de l'impôt des personnes physiques » a pris le plus d'importance. En 1980, la dotation pour la Flandre s'est élevée à 27,5 milliards, celle pour la Wallonie à 20,2 milliards et celle pour Bruxelles à 7,4 milliards. La variation en pourcentage par rapport à l'année antérieure était de +1,2 pour la Flandre, +3,4 pour la Wallonie et —11,7 pour Bruxelles. Pour Bruxelles, il faut remarquer que la dotation particulière de la capitale a été reprise dans ces chiffres.

Pour la répartition entre les communes de chaque région, on applique des critères établis par arrêtés royaux, et pris sur proposition des ministères régionaux. Ces critères s'appuient sur trois éléments : la population, la superficie, ainsi que

divers éléments, différents suivant les régions et les catégories de régions et qui sont considérés comme l'explication de la variation des charges des administrations locales.

Tout comme la dotation du Fonds des Communes, la dotation du *Fonds des Provinces* a enregistré une hausse ralentie. La dotation pour 1980 avait été fixée dans le budget à 6,6 milliards pour être abaissée à 6,5 milliards en vertu de la loi du 8 août 1980 concernant les propositions budgétaires 1979-1980. L'accroissement par rapport à 1979 n'a donc atteint, en fin de compte que 0,7 milliard, soit un peu plus de 0,1 % contre 3 % en 1979 et 13,6 % en 1978. Depuis 1977, la part relative du Fonds des Provinces sur l'ensemble des recettes a continué à baisser, à savoir de 24,7 % en 1977 à 23,6 % en 1979 et 21,8 % en 1980.

Outre les dotations susmentionnées, 3,3 milliards de crédits ont encore été inscrits au budget de l'Intérieur comme transferts de revenus aux provinces et aux communes.

Un *crédit spécial* d'un montant de 700 millions de francs a été affecté au profit de la *Région bruxelloise* afin de lui permettre de faire face aux problèmes financiers des administrations subordonnées. Un crédit de 293,4 millions a été alloué comme subvention de l'Etat aux communes ayant perdu une partie de leurs moyens d'existence en raison d'une diminution des recettes fiscales à la suite de l'exonération de précompte immobilier accordée à des biens immobiliers qui sont propriété, soit d'une puissance étrangère, d'une organisation internationale de droit public ou d'une organisation de droit européen, soit de l'Etat ou d'une institution parastatale dont l'activité s'étend à l'ensemble du pays.

Afin de permettre aux communes issues d'une fusion de supporter les charges financières des emprunts de consolidation contractés en vertu de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 et afin d'apurer les déficits enregistrés sur le service ordinaire de leur compte, un crédit de 535,1 millions de francs (ajusté) a été inscrit au profit du Fonds de Consolidation pour les déficits des communes fusionnées. Les modalités de fonctionnement du Fonds sont précisées par l'arrêté royal du 11 mai 1976 relatif au Fonds et aux mesures de consolidation de déficits des communes fusionnées.

La loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 a abrogé, à partir du 1er janvier 1977, les articles 5, 6 et 7 de la loi du 23 juillet 1975 sur la fusion des communes et des modifications de leurs limites. Cependant, les communes qui ont déjà fait l'objet d'une fusion ou d'une modification de limites et qui ont bénéficié de l'aide supplémentaire prévue à l'article 5 de la loi précitée du 23 juillet 1971, conservent, en vertu de l'article 81, le droit à cette aide complémentaire pour un délai de 10 ans, sauf si elles ont été l'objet d'une nouvelle fusion en application de la loi du 23 juillet 1971. Les communes bénéficiant de cette mesure ont reçu des compléments de recettes durant la période comprise entre 1972 et 1977. Elles ont reçu de nouveaux compléments entre 1978 et 1981 à concurrence de 10 % des parts dans le Fonds des Communes autres que celles allouées dans le Fonds d'Aide. Pour l'année 1980, un crédit spécial à concurrence de 174,3 millions a été prévu pour couvrir les besoins des agglomérations et des fédérations.

Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 26 juillet 1971 portant organisation des agglomérations et fédérations des communes, un crédit de 195,6 millions a été prévu pour aider *l'agglomération bruxelloise* à pourvoir à ses besoins et pour intervenir dans les frais de liquidation des fédérations limitrophes.

Le reste des interventions financières à charge du budget du Ministère de l'Intérieur porte sur la contribution de l'Etat aux frais de la ville de Bruxelles pour l'organisation de la cérémonie du souvenir sur la place des Martyrs (0,1 million), sur les subventions accordées aux centres d'entraînement et d'instruction pour les agents de police et les gardes-champêtres (5,5 millions), sur les subventions versées aux communes pour la démolition de certains abris publics se trouvant sur leur territoire (0,4 million), ainsi que sur la subvention accordée à l'Institut Administration-Université, en vue d'organiser des colloques et séminaires destinés aux mandataires et fonctionnaires chargés de la direction des administrations provinciales et communales (0,1 million). Pour le remboursement aux communes des frais de fonctionnement des centres de secours du 900, 108 millions de francs ont été prévus.

Les crédits destinés aux provinces et aux communes, inscrits aux autres budgets nationaux, se sont chiffrés, d'après les estimations, à 50,4 milliards, soit 42,6 milliards de crédits ajustés pour des transferts de revenus et 7,9 milliards pour les transferts de capitaux.

Un aperçu des budgets des communes fait apparaître que 526 communes ont enregistré un boni de 2,5 milliards au total et que 70 communes ont connu un déficit de 27 milliards. Si l'on divise l'ensemble des bonis et des malis par le nombre de communes qui accusent respectivement un excédent ou un déficit, il ressort que le déficit moyen est plus important que le surplus moyen.

Bien que le nombre de communes déficitaires soit en recul, le déficit global n'en a pas pour autant diminué. Le nombre de communes ayant enregistré un boni a, par contre, augmenté, tandis que l'importance des excédents a grossi également. Selon les budgets de 1980, 11,7 % des communes ont accusé un déficit moyen de 385,1 millions, c'est-à-dire que 67 communes ont été responsables d'un déficit moyen de 200,1 millions et que 3 grandes villes ont enregistré un déficit moyen de 4 517 millions. Il s'ensuit qu'un grand nombre de communes rencontre des problèmes financiers et que quelques grandes villes prennent à leur compte une très grande part du déficit global. La grande majorité des communes enregistre cependant un léger boni sur leur budget : 88,3 % des communes ont enregistré un surplus moyen de 4,8 millions, répartis comme suit : un surplus moyen de 4,3 millions pour 524 communes et un boni moyen de 445,5 millions pour 2 villes.

Grâce à l'enquête menée à la fin de l'année par le Crédit Communal auprès des administrations locales, les résultats probables des *comptes communaux* pour l'exercice peuvent être appréciés. Une comparaison des budgets, des prévisions des comptes selon l'enquête du Crédit Communal ainsi que des comptes définitifs font apparaître que l'enquête cerne de plus près la réalité dans les comptes définitifs que dans les statistiques du budget. Les données relatives aux budgets initiaux ont, en effet, été modifiées maintes fois dans le courant de l'exercice, en raison notamment, de nouvelles mesures ou de faits imprévus.

Globalement selon l'enquête, les comptes se clôturaient comme suit : 382 communes marqueraient un excédent global de 2 964 millions et 209 communes auraient à faire face à un déficit de 5 799 millions. Pour quelques unes de ces communes, le déficit ne représenterait qu'une petite partie de leurs dépenses : pour 7 communes, le déficit serait inférieur à 100 francs par habitant, pour 68 communes, il s'élèverait de 100 à 500 francs par habitant, pour 56 communes, le rapport serait de 500 à 1 000 francs par habitant et pour 75 communes, il fluctuerait entre 1 000 et 5 000 francs. Trois communes de l'agglomération bruxelloise ont dépassé le niveau de 5 000 francs de déficit par habitant.

Si l'on établit une comparaison avec les chiffres fournis par les enquêtes de ces dernières années, il ressort que le nombre de communes déficitaires a diminué, mais que le déficit lui-même a enregistré un accroissement. Cette tendance s'est inversée. Les perspectives portent sur 209 cas déficitaires, contre 95 l'année précédente. Le solde net défini comme solde des excédents et des déficits a été négatif en 1980 à concurrence de 2 835 millions, alors que celui enregistré les 3 années précédentes était chaque fois positif. L'on peut en inférer que la situation financière des communes a continué à se détériorer. Le montant des boni est en diminution. Le nombre des communes déficitaires augmente. Les communes enregistrant le déficit plus important doivent faire face à des difficultés de plus en plus grandes.

Un aperçu des *dépenses communales* suivant la répartition économique montre que les dépenses de fonctionnement ont continué à fluctuer régulièrement aux alentours des 14 %. Les transferts, dont à peu près la moitié est constituée d'interventions au profit des C.P.A.S., ont grimpé de 9 % en 1976 à 10 % en 1979 et sont demeurés au même niveau en 1980, bien que les communes ne soient pas toujours en mesure de prévoir l'importance des interventions dans le déficit des hôpitaux publics. La part de l'endettement a grossi de 26,9 % en 1976 à 27,4 % en 1977 pour se stabiliser ensuite au même niveau. En 1980, cette part semble s'accroître quelque peu sous l'influence des taux d'intérêts élevés et de l'importance de la dette. Le 31 décembre 1979, la dette globale des communes a dépassé plus de 302 milliards. Celle-ci peut être répartie en dette obligataire (51 milliards), dette en devises (3 milliards) et engagements envers le Crédit Communal (248 milliards). Suivant la classification par fonction, les dépenses sont destinées en particulier à l'enseignement, aux communications, à l'administration générale, à la culture et à l'art.

Les données relatives aux *finances provinciales* font apparaître que la situation financière de l'ensemble des provinces peut être considérée comme étant favorable. Les résultats généraux montrent que, pour la plupart des provinces, l'équilibre règne non seulement pour les comptes mais également pour les budgets. En ce qui concerne la fiscalité provinciale, il est rappelé que, en vertu du nouveau texte de l'article 113 de la Constitution, la fiscalité à l'échelon provincial n'a pas été maintenue en vigueur. En application de ces principes, la loi relative aux réformes institutionnelles du 9 août 1980 a stipulé qu'à partir du 1er janvier 1982, les provinces ne pouvaient plus imposer de taux ou percevoir des impôts. A partir de cette date, les recettes fiscales seront remplacées annuellement dans chaque province, par des substituts à concurrence

d'un montant identique au produit de leurs impôts en 1981. Ce montant sera même ajusté à l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année antérieure. Le remplacement des impôts provinciaux par d'autres moyens sera réglementé par une loi devant être approuvée avant le 31 juillet 1981.

*
* *

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire - Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1970 (a, c)	7 716	7 764	— 48	9 158	8 090	+1 068
1971 (b, c)	9 197	9 066	+ 131	10 705	9 851	+ 854
1972 (b, c)	10 879	10 456	+ 423	12 172	11 215	+ 957
1973 (d)	14 018	14 425	— 407	14 859	14 910	— 51
1974 (e)	14 661	15 013	— 352	15 329	15 426	— 97
1975 (e)	16 949	16 402	+ 547	17 441	17 203	+ 237
1976 (e)	21 220	21 234	— 14	21 888	22 590	— 702
1977 (e)	23 850	24 054	— 204	24 895	25 207	— 312
1978 (e)	26 189	26 749	— 560	27 652	28 490	— 838
1979	27 608	28 885	—1 277	29 747	30 100	— 353
1980	29 706	31 711	—2 005	32 766	33 527	— 761

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales »

(en millions de francs)

SECTIONS	1976 (a)	1977 (a)	1978 (a)	1979	1980
Quote-parts dans le Fonds des Provinces	4 523	5 288	6 177	6 497	6 469
Centimes additionn. au précompte immobilier	5 207	5 777	6 341	6 230	6 664
Impositions directes et indirectes ..	2 052	2 071	2 004	2 033	2 292
Total ...	**11 782**	**13 136**	**14 522**	**14 760**	**15 425**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales - Service ordinaire

Classification économico-fonctionnelle (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Exercices	Recettes					Dépenses					
		Prestations	Transferts	Dette	Facturations internes	Total	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Facturations internes	Total
Opérations non imputables ...	1979	9	14 762	164	—	14 935	99	163	48	221	—	531
	1980	10	15 427	251	—	15 688	96	170	53	213	—	532
Adm. générale, relations avec l'étranger et aide aux pays en voie de développement	1979	201	27	11	114	353	2 030	694	62	192	52	3 030
	1980	211	40	10	142	403	2 191	766	70	215	54	3 296
Ordre et sécurité publique	1979	1	31	—	—	32	25	6	8	25	—	64
	1980	1	34	—	—	35	25	6	9	21	—	61
Communications et régime des eaux	1979	153	364	154	—	671	636	542	113	1 289	—	2 580
	1980	173	399	153	—	725	675	564	126	1 418	—	2 783
Commerce et industrie	1979	2 045	4	215	—	2 264	107	1 748	510	395	—	2 760
	1980	2 317	23	235	—	2 575	140	1 933	557	405	—	3 035
Agriculture et pêche	1979	26	7	—	—	33	151	47	120	57	2	377
	1980	26	17	—	—	43	180	49	124	60	2	415
Enseignement, culture et loisirs	1979	457	7 213	22	—	7 692	10 606	1 624	529	2 168	56	14 983
	1980	475	7 906	29	—	8 410	11 442	1 824	665	2 452	81	16 464
Interventions sociales et santé publique	1979	667	223	84	—	974	1 397	425	658	999	4	3 483
	1980	710	264	89	—	1 063	1 513	449	844	1 054	4	3 864
Logement et aménagement du territoire	1979	—	117	536	—	653	—	26	210	840	—	1 076
	1980	—	90	674	—	764	—	27	180	1 054	—	1 261
Total propre à l'exercice ...	**1979**	**3 559**	**22 748**	**1 186**	**114**	**27 607**	**15 051**	**5 275**	**2 258**	**6 186**	**114**	**28 884**
	1980	**3 923**	**24 200**	**1 441**	**142**	**29 706**	**16 262**	**5 788**	**2 628**	**6 892**	**141**	**31 711**
Soldes des exercices antérieurs	1979					2 108						244
	1980					3 012						383
Prélèvements	1979					31						972
	1980					48						1 433
Total général ...	**1979**					**29 746**						**30 100**
	1980					**32 766**						**33 527**

(a) Application d'une classification économico-fonctionnelle à partir de l'exercice 1975.
Budgets initiaux approuvés par arrêté royal; donc, non compris les modifications en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1975	2 414	2 285	+129	2 585	2 550	+ 35
	1976	2 936	2 880	+ 56	3 380	3 379	+ 1
	1977	3 263	3 225	+ 38	3 707	3 707	—
	1978	3 665	3 688	— 23	3 996	3 996	—
	1979	4 151	4 269	—118	4 576	4 575	+ 1
	1980	4 700	4 748	— 48	5 173	5 173	—
Brabant	1975	2 855	2 897	— 42	3 000	2 982	+ 18
	1976	3 977	3 934	+ 43	4 009	4 039	— 30
	1977	4 811	4 344	+467	4 914	4 428	+486
	1978	4 886	5 036	—150	5 229	5 204	+ 25
	1979	5 072	5 284	—212	5 550	5 461	+ 89
	1980	5 285	5 768	—483	6 033	6 013	+ 20
Hainaut	1975	3 645	3 536	+109	3 674	3 565	+109
	1976	4 794	5 153	—359	4 794	5 483	—689
	1977	5 052	5 867	—815	5 052	5 868	—816
	1978	6 066	6 319	—253	6 066	6 958	—892
	1979	6 100	6 516	—416	6 100	6 576	—476
	1980	6 502	7 131	—629	6 502	7 328	—826
Liège	1975	3 388	3 361	+ 27	3 388	3 381	+ 7
	1976	3 947	3 939	+ 8	3 966	3 954	+ 12
	1977	4 364	4 421	— 57	4 481	4 467	+ 14
	1978	4 493	4 696	—203	4 747	4 736	+ 11
	1979	4 655	4 887	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Limbourg	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	1976	1 307	1 318	— 11	1 351	1 351	

	1977	1 535	1 551	— 16	1 647	1 647	—
	1978	1 704	1 793	— 89	1 934	1 934	—
	1979	1 880	2 024	—144	2 215	2 215	—1
	1980	2 072	2 252	—180	2 432	2 429	+ 3
Luxembourg	1975	480	488	— 8	488	488	—
	1976	634	634	—	635	634	+ 1
	1977	747	756	— 9	756	756	—
	1978	878	903	— 25	903	903	—
	1979	962	1 067	—105	1 067	1 067	—
	1980	1 131	1 182	— 51	1 187	1 187	—
Namur	1975	774	649	+125	774	710	+ 64
	1976	933	929	+ 4	933	931	+ 2
	1977	1 113	1 116	— 3	1 125	1 122	+ 3
	1978	1 274	1 279	— 5	1 309	1 284	+ 25
	1979	1 349	1 428	— 79	1 434	1 433	+ 1
	1980	1 428	1 573	—145	1 600	1 581	+ 19
Flandre orientale	1975	1 240	1 206	+ 34	1 294	1 294	—
	1976	1 486	1 438	+ 48	1 545	1 545	—
	1977	1 728	1 604	+124	1 878	1 775	+103
	1978	1 749	1 741	+ 8	1 878	1 886	— 8
	1979	1 875	1 967	— 92	2 122	2 122	—
	1980	2 230	2 150	+ 80	2 521	2 521	—
Flandre occidentale	1975	1 025	841	+184	1 059	1 054	+ 5
	1976	1 206	1 009	+197	1 265	1 264	+ 1
	1977	1 237	1 170	+ 67	1 335	1 437	—102
	1978	1 474	1 294	+180	1 590	1 589	+ 1
	1979	1 564	1 443	+121	1 715	1 715	—
	1980	1 608	1 593	+ 15	1 945	1 945	—

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Aperçu général des budgets communaux

Service ordinaire

(en millions de francs)

ANNÉE	Opérations de l'exercice			Résultats globaux		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1967 (a)	41 750	42 794	— 1 044	51 936	52 790	— 854
1968 (a)	48 375	46 651	+ 1 724	61 127	56 982	+ 4 145
1969 (b)	49 806	53 808	— 4 002	53 370	60 993	— 7 623
1970 (b)	54 085	59 546	— 5 461	60 195	63 817	— 3 622
1971 (b)	60 678	66 944	— 6 266	68 199	71 308	— 3 109
1972 (b)	68 515	75 689	— 7 174	76 423	79 964	— 3 541
1973 (b)	79 002	86 333	— 7 331	87 198	92 209	— 5 011
1974 (b)	88 545	96 500	— 7 955	97 921	101 750	— 3 829
1975 (b)	104 501	117 909	—13 408	116 626	125 629	— 9 003
1976 (b)	120 565	136 872	—16 307	135 568	149 744	—14 176
1977 (b)	144 316	157 863	—13 547	155 800	180 157	—24 357
1978 (b)	158 146	177 068	—18 922	172 593	193 653	—21 060
1979 (c)	164 618	182 088	—17 470	178 519	201 488	—22 969
1980 (c)	176 473	196 093	—19 620	194 594	219 016	—24 422

Sources : Crédit Communal de Belgique,
Institut National de Statistique.

(a) Source : I.N.S.; droits constatés et engagements.
(b) Source : I.N.S.; évaluations budgétaires approuvées par les députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications au cours d'exercice.
(c) Estimation établie par le Crédit Communal.

Evolution des principales recettes communales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Fonds de communes (a)	47 045	53 457	55 077	55 141
Autre transfert de revenus (a)	896	852	1 120	64
Total ...	**47 941**	**54 309**	**56 197**	**55 205**
Impositions communales (b)	42 537	48 387	53 660	59 098
Total ...	**90 478**	**102 696**	**109 857**	**114 303**
Recettes ordinaires propres à l'exercice	**144 316**	**158 146**	**164 618**	**176 473**

Sources : Ministère de l'Intérieur.
Crédit Communal de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Source : Ministère de l'Intérieur-budget.
(b) Etablie suivant les budgets par l'I.N.S. pour les années 1976 à 1978; par le Crédit Communal pour 1979 et 1980.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CREDIT

SECTION I. — MARCHE MONETAIRE

1. — *Le cours du change.*

L'évolution du marché monétaire en 1980 a été principalement déterminée par les fluctuations du cours du franc belge, ainsi que par le déficit financier de l'autorité centrale.

La Banque nationale a effectué sur les marchés du change des achats de soutien pour un montant de 123 milliards et ce par l'utilisation de son avoir en Ecus et de ses devises étrangères. Cet avoir en Ecus a subi quatre ajustements en 1980 à la suite des changements de valeur de l'or ainsi que des devises étrangères. C'est ainsi que le poste « Ecus à fournir au Fonds Européen de Coopération Monétaire » a grimpé de 86 349 millions de francs début 1980 à 162 357 millions de francs au 31 décembre 1980. Le poste « Ecus » à l'actif de la situation hebdomadaire de la Banque nationale s'est accru de 61 112 millions de francs à 110 675 millions de francs. La différence entre les deux postes a augmenté de 25,2 milliards à 51,7 milliards, ce qui montre que la Banque nationale a utilisé des Ecus pour soutenir le franc. Elle a utilisé en fait plus d'Ecus qu'il ne peut paraître si l'on considère l'accroissement de la différence, étant donné que le poste de l'actif en Ecus s'est agrandi du fait qu'une partie des emprunts des pouvoirs publics à l'étranger a été réalisée en Ecus.

Afin de ne pas créer un trop grand déséquilibre entre le niveau croissant des taux à l'étranger et le niveau des taux belges, ce qui pourrait engendrer une exportation nette de capitaux et affaiblir le cours du franc, la Banque nationale a relevé son taux d'escompte (sous-plafond A), de 10,50 % à 12 % le 28 février 1980 et à 14 % le 20 mars 1980. Au début de l'année 1979, le taux d'escompte atteignait 6 %. Le taux d'escompte du sous-plafond B a été augmenté aux mêmes dates de 12,50 % à respectivement 13,50 % et 15 %. Cette subdivision du taux d'escompte, laquelle remonte au 29 juin 1979, prévoit que les deux tiers des plafonds de réescompte des institutions financières relèvent du sous-plafond B. Les effets du sous-plafond B devraient être réescomptés via L'Institut de Réescompte et de Garantie où le taux d'intérêt a dépassé de 0,25 % celui de la Banque nationale entre le 29 janvier et le 27 mai. De même, les autres taux d'intérêt de la Banque nationale ont été augmentés systématiquement jusqu'au 20 mars 1980, le taux spécial des avances en compte courant atteignant 18 % le 14 mars 1981.

La diminution qui a atteint les taux d'intérêt à l'étranger au cours du deuxième trimestre, a allégé la pression sur le franc belge, de sorte que la Banque nationale a pu rabaisser systématiquement ses taux d'intérêt. Le 5 juin, le taux d'escompte (sous-plafond B) a subi une première diminution de 0,50 %. Le 26 juin 1980, les sous-plafonds ont été supprimés et le taux d'escompte porté uniformément à 13 %. C'était la première fois depuis le 30 mars 1978 qu'une baisse du taux d'escompte était appliquée; le taux d'escompte atteignait alors 5,50 %. Le 31 juillet 1980, celui-ci a encore enregistré une nouvelle diminution de 1 % pour tomber à 12 %. Depuis le mois d'août 1980, les institutions financières n'ont fait appel qu'à leurs plafonds de réescompte : depuis ce moment, et jusqu'à la fin de l'année, le taux d'intérêt pondéré moyen de la Banque nationale s'est élevé à 12 %, c'est-à-dire autant que le taux d'escompte lui-même.

2. — *L'évolution des taux d'intérêt.*

Le taux d'intérêt à court terme a grimpé sensiblement durant le premier trimestre de 1980, principalement sous l'influence des augmentations des taux à l'étranger. Le taux de l'Eurodollar à 3 mois s'est accru de 14,6 % fin décembre 1979 à 20,4 % au 1er avril 1980. Le taux de l'Eurofranc a toutefois moins fortement augmenté, à savoir de 14,7 à 17,8 %. Au deuxième trimestre, le taux de l'argent à 3 mois en Eurodollars a subi une très forte baisse pour tomber au-dessous de 10 % à la fin du mois de mai et durant les mois de juin et juillet. Le taux de l'Eurofranc a diminué moins fortement pour atteindre son point le plus bas en octobre. L'accroissement important du taux de l'Eurodollar qui a suivi n'a relevé que très modérément le taux de l'Eurofranc. Le taux de l'Eurodollar à 3 mois a toutefois atteint en décembre un niveau de 1 % supérieur à celui observé au début du mois d'avril 1980. Du 11 au 18 décembre, plus de 21 % ont été observés, contre un sommet unique de 20,4 % le 1er avril 1980.

L'évolution des autres taux créditeurs à court terme a été parallèle à celle des taux précités. Sur le marché inter-banques à 30 jours, les taux d'intérêt ont subi jusqu'en avril un accroissement maximum de 18 % environ pour tomber en octobre au seuil minimum de 11,50 %.

Le taux des certificats du Trésor à 3 mois a grimpé de 14,4 % fin 1979 à un maximum de 17,50 % fin mars et début avril 1980. A partir de cette période, le taux a subi une diminution jusqu'à 12,10 % en octobre pour augmenter à nouveau jusqu'à 12,75 % vers la fin décembre. Le taux d'attribution pour les certificats du Fonds des Rentes à 4 mois s'est accru de 14,50 % début 1980 à 17,50 % en avril, pour baisser ensuite jusqu'à 12,45 % vers la mi-novembre. En 1979, le taux d'attribution le plus élevé atteignait 14,45 % fin décembre. La moyenne pondérée des pourcentages des attributions hebdomadaires a dépassé de plus de 4 % en 1980 celle enregistrée en 1979. De 10,07 %, cette moyenne a augmenté jusqu'à 14,18 % en 1980. Le prix coûtant de ce financement des pouvoirs publics a grimpé par conséquent de façon considérable en 1980.

Le taux d'intérêt du marché de l'argent au jour le jour a connu une évolution croissante entre la fin du mois de février et le mois d'avril 1980. La moyenne pondérée des pourcentages journaliers moyens des taux a accusé une augmentation allant

jusqu'à 14,83 % en avril avec une pointe de 19 % le 17 avril 1980. Par la suite, l'on a observé une tendance baissière jusqu'à octobre avec un taux d'intérêt moyen de 9,50 %. Si l'on considère l'ensemble de l'année 1980, ce taux d'intérêt moyen a atteint 11,11 %, soit 3,15 % de plus qu'en 1979.

Les autres taux d'intérêt créditeurs, tels ceux des dépôts ordinaires à terme et des dépôts d'épargne à terme ont accusé une mobilité beaucoup moins importante. Les dépôts d'épargne ordinaires auprès de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite n'ont enregistré qu'une augmentation de leur taux de 0,25 % pour atteindre 6,25 % au 1er janvier 1980, y compris la prime de fidélité. Il est vrai qu'une nouvelle prime a été introduite à partir du 1er avril 1980, attribuée aux montants versés dans le courant de l'année et restés sur le compte jusqu'à son terme. Le taux d'intérêt pour les dépôts à terme (maximum 12 mois) s'est accru le 17 mars 1980 de 1 % à 2 % et l'augmentation la plus importante est survenue pour les dépôts à un et à trois mois. Afin de pallier la concurrence des taux élevés à l'étranger, les banques ont abaissé le seuil des dépôts importants et ont désormais accordé également des tarifs spéciaux pour les dépôts de 1 à 3 et de 3 à 5 millions de francs. Auparavant, seuls les dépôts de plus de 5 millions de francs pouvaient, en principe, bénéficier d'un taux d'intérêt spécial. Durant le premier trimestre, la différence entre les taux spéciaux et les taux enregistrés pour les dépôts à 3 mois a même augmenté jusqu'à 7 %. Vers la fin de l'année, cette différence a été ramenée à 2 % maximum suivant l'importance du dépôt.

Les taux d'intérêt débiteurs ont suivi la même évolution. Le 20 mars 1980, la fourchette conseillée pour les crédits d'escompte et d'acceptation a été relevée jusqu'à 17-18,75 %. Pour les crédits de caisse, elle a augmenté jusqu'à 17,25-19,50 %. Pour les clients les plus solvables, cela signifiait un taux d'intérêt de 18,75 % pour les crédits de caisse, soit 5,75 % de plus par rapport au troisième trimestre de 1979. Les clients moins solvables devaient cependant tenir compte de taux d'intérêt dépassant 20 %. Après les baisses du taux d'escompte, le taux d'intérêt de base pour les crédits de caisse est tombé à 15,75 % le 1er août 1980. Le taux relatif aux crédits d'escompte et d'acceptation a baissé jusque 14 à 14,25 % vers la mi-octobre 1980.

Les taux d'intérêt à long terme ont suivi une évolution fondamentalement différente. Ils ont connu une tendance à la hausse sur l'ensemble de l'année 1980. Le rendement brut fourni par les emprunts d'Etat a continué à progresser : de 11 % en janvier à 12,81 % en septembre. Les taux d'intérêt des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit ont grimpé de respectivement 1 %, 2,50 % et 1,62 % pour les placements à 1, 5 et 10 ans.

3. — *Elargissement du marché monétaire.*

La quantité de monnaies étrangères en possession de la Banque nationale a grossi considérablement à partir du 17 mars 1980 : de 44,7 milliards à 114,8 milliards au 31 décembre 1980. Cette hausse ne résulte pas d'un achat conscient de valeurs étrangères après la période d'intervention du début de l'année 1980, comme tel a été le cas les années précédentes, mais du produit des emprunts à l'étranger des pouvoirs publics et des parastataux.

Le produit de ces emprunts en devises (148 milliards de francs) ainsi que la création de moyens de trésorerie au profit du Trésor pour un montant de 25 milliards

de francs, porte la création de liquidités pour les besoins des pouvoirs publics et des parastataux à 173 milliards de francs, ce qui dépasse largement la suppression de liquidités résultant des interventions de soutien du franc.

Toutefois, l'année 1980 dans son ensemble n'a pas été caractérisée par une augmentation des liquidités sur le marché monétaire. C'est dans le premier trimestre que s'est effectuée la plus grande partie des achats de soutien au profit du franc belge de même qu'un appel du Trésor aux avances indirectes, lequel a été inférieur à la moyenne annuelle. Durant le premier trimestre, les institutions financières ont fait un appel pour 102,2 milliards de francs à leurs possibilités de mobilisation auprès de la Banque nationale (moyenne hebdomadaire des postes, effets de commerce et avances sur nantissement à partir de la situation hebdomadaire). Le rétrécissement des liquidités du marché monétaire au premier trimestre a représenté la continuation du même phénomène qui s'est produit en 1979.

A partir du mois d'avril, le marché monétaire s'est progressivement élargi et a conservé cette tendance jusqu'à la fin de l'année 1980. Cet élargissement a résulté des emprunts effectués à l'étranger par les pouvoirs publics, ainsi que d'un appel accru au plafond des avances du Trésor auprès de la Banque nationale. La moyenne hebdomadaire de « l'assistance spéciale au Fonds des Rentes » dans les situations hebdomadaires de la Banque nationale a grimpé de 52,5 milliards de francs durant le premier trimestre à 71,6 milliards de francs au cours du dernier trimestre de l'année 1980.

L'appel des institutions financières à la Banque nationale, par contre, a diminué de plus de la moitié : la moyenne hebdomadaire des postes « effets commerciaux » et « avances sur nantissement » du quatrième trimestre ne s'est plus élevée qu'à 45,2 milliards de francs.

La Banque nationale n'a freiné en aucun cas cet élargissement du marché monétaire. Au contraire, elle a relevé son plafond de réescompte de 10,4 milliards de francs au total, réparti en quatre ajustements trimestriels. Le montant global des plafonds de réescompte s'est chiffré, par conséquent, à 108,3 milliards de francs au 31 décembre 1980. En outre, elle n'a pris en 1980 aucune mesure de réglementation ou de restriction concernant l'octroi de crédit par les institutions financières. En février 1980, la Banque nationale a également augmenté de 10 à 13 milliards de francs le crédit spécial qu'elle avait accordé à l'Institut de Réescompte et de Garantie. Ce dernier devait utiliser ce crédit en particulier durant le premier semestre, avec une pointe de 7,7 milliards au début de mars, mais il a pu presque toujours éviter l'utilisation de celui-ci au deuxième trimestre, étant donné qu'il a pu financer une part croissante de ses activités en dehors de la Banque nationale, de juillet à novembre 1980.

Les activités de l'Institut de Réescompte et de Garantie reflètent d'ailleurs l'élargissement progressif du marché monétaire. En 1980, l'offre des effets accordés par l'I.R.G. a atteint 436 milliards de francs, soit un peu moins qu'en 1979 où l'on enregistrait 451,6 milliards. Comme en 1979, la part des effets non-bancaires s'est chiffrée à un peu plus d'un quart du total. Dans le courant de 1980, une baisse s'est produite d'un trimestre à l'autre : durant le premier trimestre 29,4 % ont été prélevés de l'offre d'effets accordés en 1980 par l'I.R.G., contre 19,4 % au quatrième trimestre.

En contrepartie, les effets placés ou vendus par l'I.R.G. atteignent un montant de 119,3 milliards, soit 3,2 milliards de plus qu'en 1979; de ce montant, la part d'effets bancaires s'est élevée à 25,1 milliards de francs, soit presque 5 milliards de plus qu'en 1979.

L'I.R.G. a dû faire un appel presqu'aussi important à la Banque nationale qu'en 1979 afin de financer ses activité. L'Institut a pu financer ses activités pour 28 % en dehors de la Banque nationale, contre 27 % en 1979, mais 41 % en 1978. Une amélioration fondamentale s'est toutefois produite dans le courant de l'année. Le pourcentage de financement réalisé en dehors de la Banque nationale a grimpé de 19 % en janvier à 44 % en novembre. Cette amélioration résulte du fait qu'au cours des quatre derniers mois de 1980 l'Institut a pu faire un appel beaucoup plus large à des emprunts sur le marché inter-banques.

Sur le marché de l'argent au jour le jour, la moyenne journalière des transactions de capitaux s'est chiffrée à 11 milliards de francs, soit un peu moins que pendant les quatre années précédentes. Février et décembre ont été les mois record avec une moyenne journalière de 13,4 milliards de francs. Avril et juillet ont connu les moyennes journalières les plus basses avec respectivement 9,4 et 8,9 milliards de francs. L'I.R.G. a profité du mois record de février pour financer ses activités sur le marché de l'argent au jour le jour. En février, l'I.R.G. a prélevé 7,5 milliards de francs (moyenne journalière). Les taux d'intérêt élevés ainsi que l'offre limitée des autres mois ont fait que pour l'ensemble de l'année 1980 la moyenne annuelle des effets prélevés par l'I.R.G. n'a atteint que 4,4 milliards de francs, contre 4,7 milliards de francs en 1979.

4. — *Evolution de la masse monétaire.*

L'ensemble de la masse monétaire et des autres engagements des organismes principalement monétaires a progressé plus lentement en 1980 qu'en 1979. En 1979, l'accroissement s'élevait encore à 116,3 milliards de francs, en 1980, il n'atteint plus que 98,4 milliards de francs. Le ralentissement de la croissance s'est manifesté en particulier dans l'évolution de la masse monétaire proprement dite (+2 milliards de francs en 1980, contre +19,8 milliards en 1979) et dans les engagements à 1 an au maximum (+34,1 milliards de francs en 1980, contre +62,8 milliards de francs en 1979). Les engagements de plus d'un an consistant en bons de caisse, obligations et dépôts ont connu, par contre, une croissance plus forte qu'en 1979 (+45,9 milliards de francs contre 25,7 milliards de francs).

Deux postes, en contrepartie de l'évolution considérée, se sont agrandis dans une large mesure. L'évolution défavorable du poste « transactions avec l'étranger » (solde courant, transactions de capitaux des entreprises et particuliers) a totalisé en 1980 —190,5 milliards de francs contre —168,3 milliards de francs en 1979. Le poste « création d'argent au profit des pouvoirs publics » est passé de +185,5 milliards en 1979 à +267,9 milliards de francs en 1980, soit plus du double par rapport à 1978 (+124,7 milliards de francs).

Un poste est tombé, par contre, très au-dessous du niveau atteint en 1979. L'octroi de crédits aux entreprises et particuliers a connu une évolution comparable à

celle observée en 1978, et donc très en deçà de celle de 1979 : +75,4 milliards de francs en 1980, contre +142,6 milliards de francs en 1979 et +71,8 milliards de francs en 1978. Ce poste comprend surtout les montants employés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation, à l'exception des traites destinées à mobiliser les créances commerciales à l'étranger, accordées initialement par les organismes principalement monétaires.

5. — *Les actifs financiers.*

En 1980, le rythme de croissance de la consommation privée a été inférieur à celui du revenu disponible. Par rapport au revenu disponible, le taux d'épargne des particuliers a, par conséquent, légèrement augmenté pour atteindre 21,5 % environ.

Les actifs financiers aux mains des entreprises et des particuliers, à l'exclusion des institutions financières, ont progressé de 449,6 milliards de francs, soit 12,2 milliards de moins par rapport à l'accroissement de 1979. Cette évolution est à imputer à l'accroissement moins important des actifs financiers à moins d'un an.

L'accroissement de l'ordre de 6,4 milliards de francs des encaisses monétaires a été beaucoup moins important qu'en 1979 et 1978, lorsqu'il se chiffrait respectivement à 26,5 et 48,2 milliards de francs. Cette situation résulte des taux d'intérêt élevés, ce qui incite les agents économiques à réduire autant que possible leurs encaisses monétaires avec un très petit taux d'intérêt voire aucun. Parallèlement, la fréquence d'utilisation de l'argent a accusé une hausse en 1980.

L'accroissement des autres actifs en francs belges d'une durée d'un an au maximum a été avec 115 milliards de francs, de 33 milliards environ inférieur à celui de 1979. Les placements sur les livrets d'épargne ordinaires ont représenté un élément important, étant donné que leur rendement a progressé beaucoup moins que celui des autres placements. Les livrets d'épargne ordinaires ont encore accusé, en 1978 et 1979, un rendement réel positif lequel a été absorbé en 1980 par le taux croissant de l'inflation.

En contraste, il y avait plus d'empressement pour les actifs financiers exprimés en monnaie étrangère ainsi que pour les actifs à plus d'un an. En 1980, les actifs financiers en valeur étrangère ont marqué une avance de 75,5 milliards de francs, soit plus du double de l'accroissement de 1979 : +31,6 milliards de francs. De même, la part en pourcent de l'accroissement global a augmenté considérablement : 16,8 % en 1980 et respectivement 6,8 % et 4,9 % en 1979 et 1978. La montée des actifs en monnaie étrangère s'est produite principalement au cours du premier et du dernier trimestre de l'année 1980 — périodes qui ont connu des taux d'intérêt croissants à l'étranger — et surtout pour les actifs à 1 an au maximum.

Les actifs financiers aux mains des entreprises et des particuliers auprès des institutions financières nationales ont progressé de 259,5 milliards, contre 262,8 milliards de francs en 1979, ce qui porte le taux d'accroissement à 7,75 % en 1980, contre 8,5 % en 1979.

La tendance de 1979 visant à constituer relativement plus d'actifs à plus d'un an s'est poursuivie d'une manière tout aussi spectaculaire en 1980. En 1978, les actifs à

plus d'un an ne sont intervenus que pour 25 % de l'accroissement; en 1979, leur part s'élevait à 48 % pour atteindre presque 75 % en 1980. Pour l'ensemble des actifs financiers détenus par les institutions financières nationales, cette situation se reflète dans une augmentation de la part des actifs à plus d'un an, de 27 % en 1978 et 28 % en 1979 à 32 % en 1980.

Il est frappant de constater, à cet égard, deux sortes d'évolution. La part des actifs à plus d'un an dans l'accroissement des actifs auprès des banques nationales a atteint 48,5 %, alors qu'elle ne s'élevait qu'à 29 % (en 1977) maximum au cours des années antérieures. Dans les caisses d'épargne privées, les actifs à 1 an maximum ont accusé une baisse de 1,2 milliard de francs.

La constitution d'actifs financiers par les sociétés s'est révélée moins importante par rapport à 1979. Cette situation découle tant de l'évolution des actifs financiers en Belgique en francs belges que de celle des actifs à l'étranger.

6. — *Les obligations financières.*

L'ensemble des obligations financières des entreprises et des particuliers a progressé de 263 milliards de francs en 1980, contre 306 milliards en 1979. Les obligations financières des entreprises ont grimpé cependant de 175 milliards de francs, soit un résultat se rapprochant du niveau de 1979 (+180 milliards de francs). A cet égard, il est à remarquer que les obligations financières à court terme n'ont augmenté que de 70 milliards de francs, soit 20 milliards de moins qu'en 1979. L'appel plus important aux obligations financières à long terme découle probablement des taux d'intérêt à court terme lesquels ont connu un accroissement très important au début de l'année, tandis que les taux d'intérêt des crédits à long terme ont progressé moins brutalement et plus tardivement dans l'année.

Les obligations financières des particuliers, tant à court qu'à long terme, ont grimpé moins fortement qu'en 1979 et sont même demeurées au-dessous du niveau de croissance de 1978 avec respectivement +6 milliards de francs et +82 milliards de francs. Les sombres perspectives économiques, tant sur le plan macro-économique que dans le domaine de l'évolution des revenus personnels, ont incité les particuliers à se montrer circonspects avant de contracter des obligations financières. Le taux hypothécaire élevé est lui aussi responsable de l'accroissement moins important des obligations financières à long terme aux mains des particuliers.

Les obligations financières des entreprises et des particuliers auprès des institutions financières belges ont accusé un ralentissement plus important que la décélération de la constitution des obligations financières globales : +193,9 milliards de francs en 1980, contre +266,8 milliards de francs en 1979.

De ce fait, l'accroissement est resté inférieur au niveau des quatre années antérieures. Ce sont surtout les obligations auprès des institutions financières, des caisses d'épargne privées et de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite qui ont connu la croissance la moins élevée. Les obligations contractées à l'égard des institutions publiques de crédit, spécialisées en crédit professionnel et crédit de logement, ont enregistré une avance plus forte qu'en 1979.

Les obligations financières des sociétés, par contre, se sont plus fortement accrues qu'en 1979 et là également les obligations à long terme l'ont emporté. Cette évolution doit être attribuée à l'augmentation du besoin net de financement des sociétés, en pourcentage du produit national. L'ensemble des moyens propres des sociétés en pourcentage du produit national brut aurait quelque peu diminué par rapport à 1979, tandis que la formation intérieure brute de capital par les sociétés, exprimée en pourcent de ce produit, se serait légèrement accrue. Afin d'obvier à cette situation, les sociétés ont diminué d'une part, leur constitution d'actifs financiers et augmenté d'autre part, leurs obligations. L'accélération de croissance des obligations à long terme s'est faite aussi bien au détriment des institutions financières belges que des institutions étrangères, ces dernières en grande partie du chef d'un certain nombre d'entreprises publiques. L'appel des sociétés aux secteurs belges non financiers s'est révélé extrêmement faible, en particulier parce que les entreprises d'utilité publique n'ont fait aucune émission publique d'actions en 1980.

*

* *

Actifs financiers (a)

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (c)	Total général
	A un an au plus	A plus d'un an	Total	Dépôts	Valeurs mobilières (b)	Total		
1972	+168,0	+ 64,0	+232,0	— 2,0	+ 33,0	+ 31,0	+ 13,0	+276,0
1973	+171,0	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	— 7,1	+277,2
1974	+174,6	+ 96,3	+270,9	+ 13,2	+ 13,8	+ 27,0	— 12,9	+285,0
1975	+216,5	+112,9	+329,4	+ 7,5	+ 32,5	+ 40,0	— 8,2	+361,2
1976 (d)	+237,5	+151,0	+388,5	+ 10,0	+ 14,2	+ 24,2	+ 28,2	+440,9
1977 (d)	+185,6	+222,9	+408,5	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	— 0,6	+443,5
1978 (d)	+221,2	+169,0	+390,2	+ 1,3	+ 20,2	+ 21,5	+ 29,1	+440,8
1979 (d)	+174,4	+207,4	+381,8	+ 20,3	+ 11,3	+ 31,6	+ 48,4	+461,8
1980 (d)	+121,4	+258,3	+379,7	+ 53,9	+ 21,6	+ 75,5	— 5,6	+449,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1976 : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

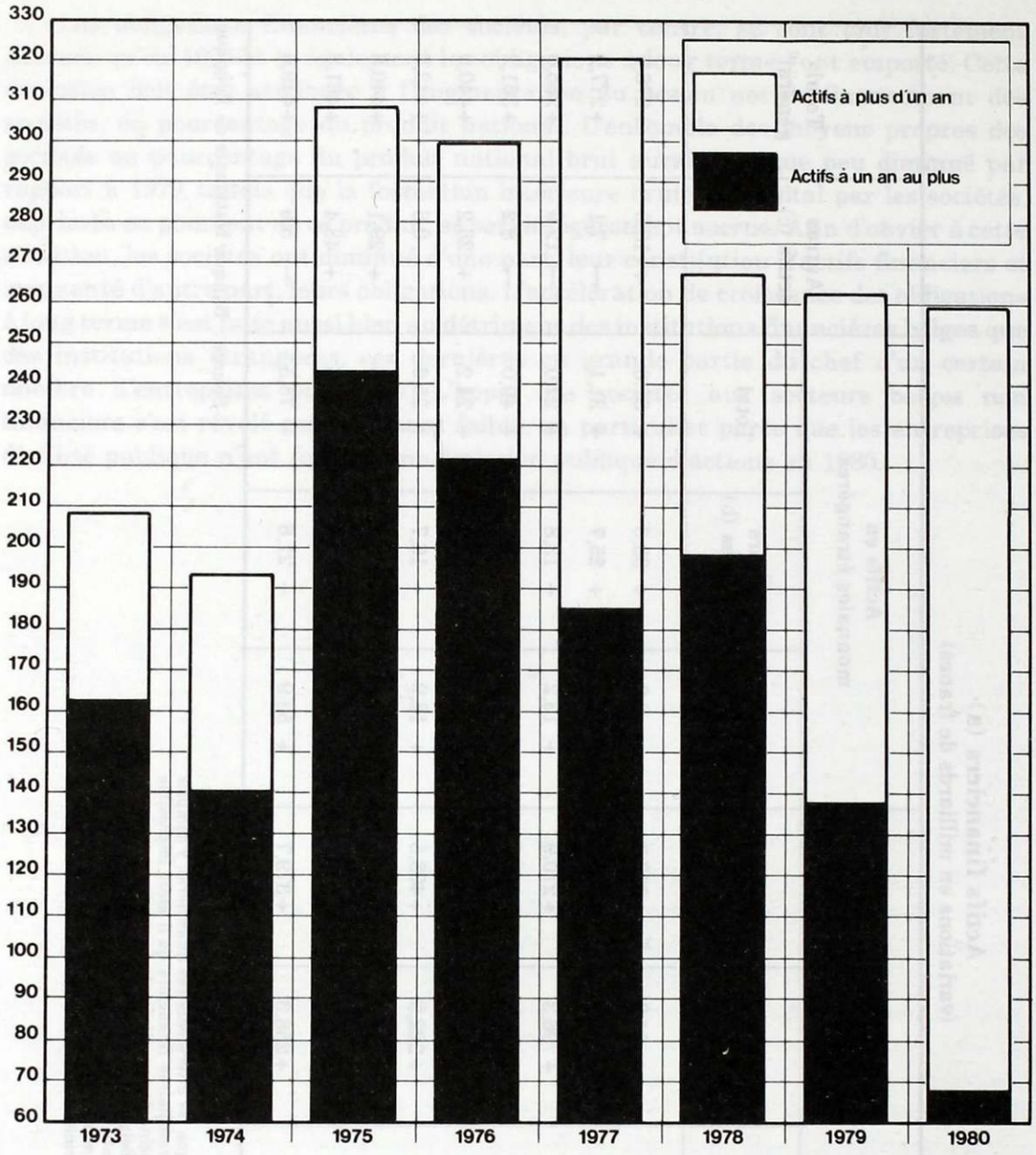
(b) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

(c) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

(d) Données provisoires.

Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)

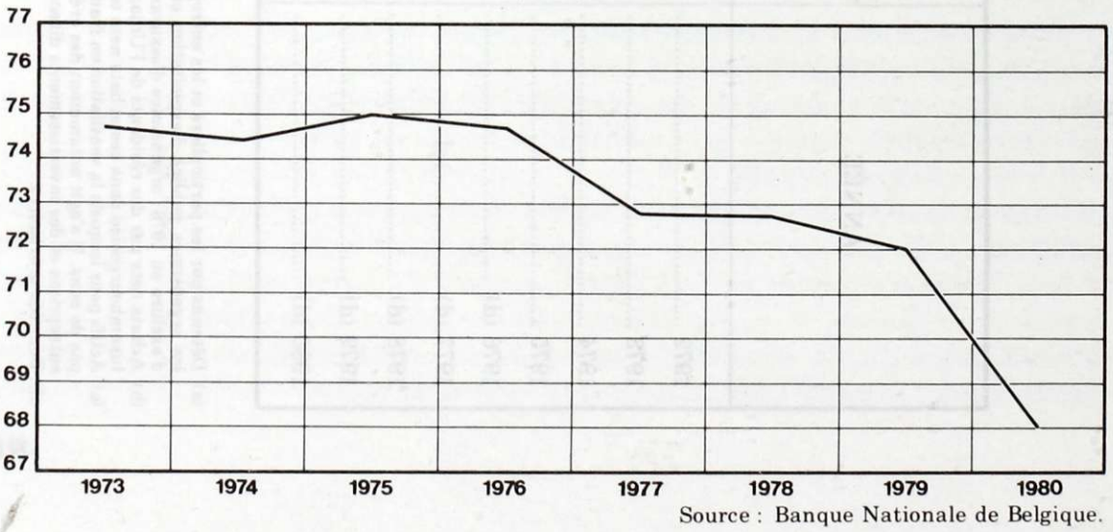
(variation en milliards de francs)



Source : Banque Nationale de Belgique.

Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)

(en %)

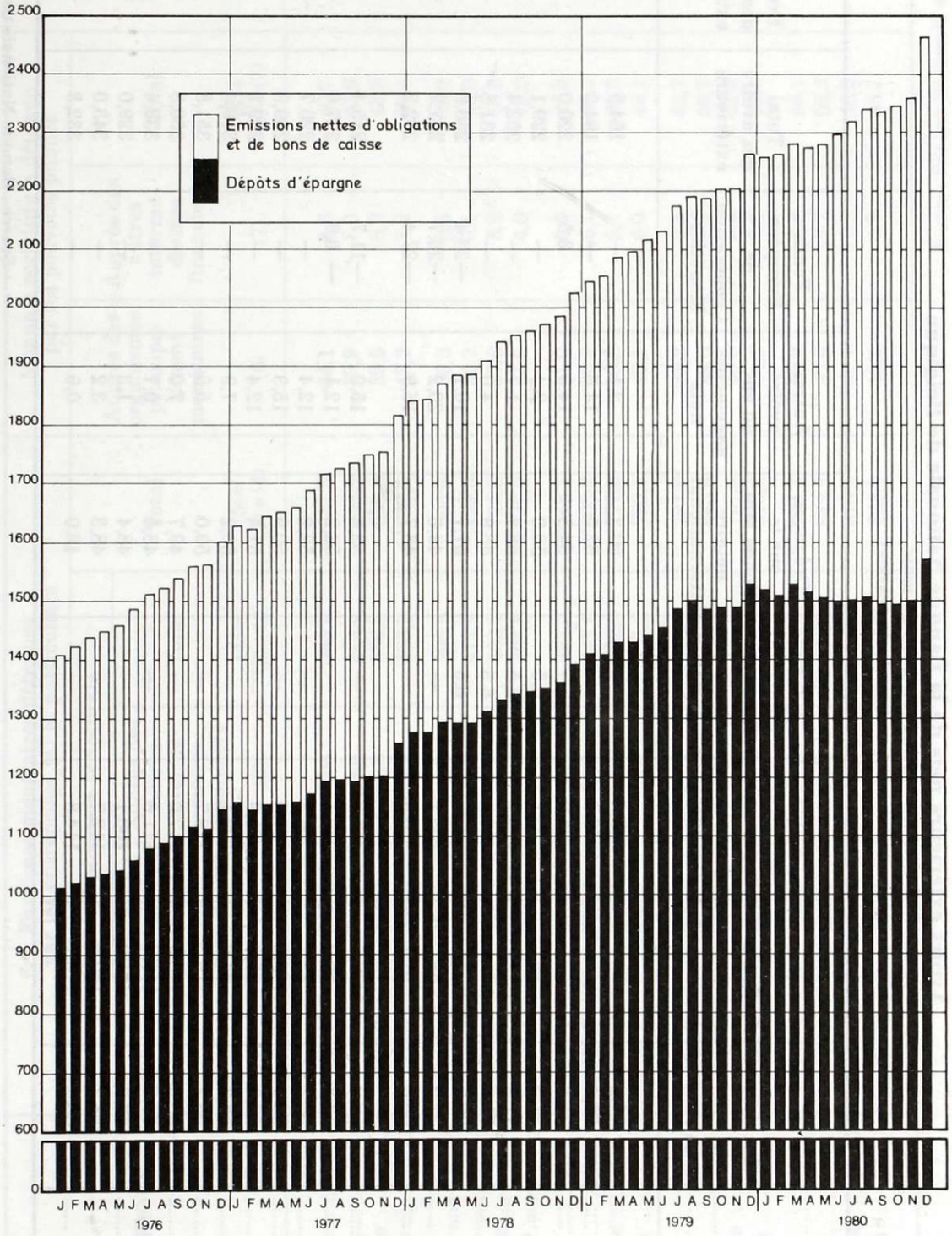


Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux, autres que les organismes d'assurance-vie, accidents de travail et fonds de pension.

Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse (a)

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances

(a) — *Dépôts d'épargne* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des Banques.
— *Emissions nettes d'obl. et bons de caisse* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Ecu's	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1971 Décembre	77,2	—	35,0	—	50,2	2,1	—	164,5	+21,4
1972 Décembre	75,4	—	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+29,8
1973 Décembre	71,8	—	75,9	—	54,5	14,3	3,5	220,0	+25,7
1974 Décembre	71,8	—	95,1	6,5	53,3	2,4	—	229,1	+ 9,1
1975 Décembre	71,8	—	113,7	6,5	58,7	1,7	—	252,4	+23,3
1976 Décembre	71,8	—	90,6	6,5	58,9	4,0	—	231,8	—20,6
1977 Décembre	72,3	—	107,7	6,5	57,7	10,1	—23,4	230,9	— 0,9
1978 Décembre	72,5	—	106,1	—	49,6	20,2	—26,7	221,7	— 9,2
1979 Décembre	58,3	61,1	75,5	—	48,7	16,0	—27,4	232,2	+10,5
1980 Janvier	58,2	72,5	58,6	—	52,6	15,2	—11,7	245,4	+13,2
Février	58,2	56,9	49,1	—	52,2	12,1	— 0,9	227,6	—17,8
Mars	58,2	43,7	54,2	—	52,2	12,4	—	220,7	— 6,9
Avril	58,2	77,6	57,9	—	50,9	15,3	—	259,9	+39,2
Mai	58,2	85,3	81,9	—	51,4	12,4	—	289,2	+29,3
Juin	58,2	94,0	109,1	—	50,2	7,9	—	319,4	+30,2
Juillet	58,2	119,3	118,7	—	50,0	5,6	—	351,8	+32,4
Août	58,2	118,9	117,0	—	49,7	7,0	—	350,8	— 1,0
Septembre	58,2	119,4	111,6	—	48,5	0,7	—	338,4	—12,4
Octobre	58,2	121,0	100,1	—	48,4	1,3	—	329,0	— 9,4
Novembre	58,2	120,6	112,7	—	48,3	3,2	—	343,0	+14,0
Décembre	58,2	110,7	114,8	—	48,0	0,6	—	332,3	—10,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire total

(en milliards de francs)

FIN DE PERIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) + (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
1976 Mars	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	6,6	40,7	668,2
Juin	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728,7
Septembre	299,0	314,0	40,8	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6
Décembre	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Mars	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778,6
Septembre	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	791,4
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	41,0	6,0	47,0	795,1
Juin	355,6	386,4	61,2	447,6	803,2	30,2	16,1	46,3	849,5
Septembre	344,7	375,2	57,1	432,3	777,0	36,8	8,7	45,5	822,5
Décembre	354,9	380,3	54,9	435,2	790,1	40,1	6,0	46,1	836,2
1979 Mars	351,4	383,8	59,7	443,5	794,9	35,3	7,4	42,7	837,6
Juin	374,5	405,8	65,3	471,1	845,6	38,0	12,7	50,7	896,3
Septembre	356,5	374,0	66,8	440,8	797,3	33,8	9,0	42,8	840,1
Décembre	364,5	384,5	67,7	452,2	816,6	44,5	7,6	52,1	868,7
1980 Mars	352,5	369,4	62,6	432,0	784,5	39,3	8,8	48,1	832,6
Juin	371,6	397,7	72,9	470,6	842,2	37,6	15,7	53,3	895,5
Septembre	359,2	377,3	76,7	454,0	813,2	37,1	11,8	48,9	862,1
Décembre (c)	371,4	380,6	71,0	451,6	823,0	42,4	5,7	48,1	871,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.
(c) Données provisoires.

Origines des variations du stock monétaire aupr

(en milliards d

PÉRIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Créance entrepr parti
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)		(5) = (1) à (4) = (6) à (16)		(d)
	(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	+110,7	— 5,9	+101,9
1978	+43,4	+64,9	+19,3	— 6,0	+121,6	— 63,2	+ 71,8
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	+116,3	—168,3	+142,6
1980 (k)	+ 1,6	+33,0	+45,9	+16,3	+ 96,8	—190,2	+ 79,7
1977 1er trimestre	+ 5,4	+ 8,8	+15,3	+ 5,7	+ 35,2	+ 1,6	+ 8,5
2e trimestre	+42,7	+ 2,1	+ 5,0	— 6,4	+ 43,4	— 0,6	+ 30,9
3e trimestre	— 9,5	+11,0	+ 7,7	— 1,9	+ 7,3	— 15,1	+ 10,3
4e trimestre	+26,2	+17,6	+ 4,0	+ 7,0	+ 54,8	+ 8,2	+ 52,2
1978 1er trimestre	+ 6,1	+27,0	+ 4,0	— 3,5	+ 33,6	— 8,1	— 17,1
2e trimestre	+34,2	— 2,4	+ 8,1	— 0,9	+ 39,0	— 14,4	+ 38,6
3e trimestre	—16,8	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	+ 6,9	— 35,2	+ 20,7
4e trimestre	+19,9	+21,1	+ 3,4	— 2,3	+ 42,1	— 5,5	+ 29,5
1979 1er trimestre	— 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	+ 31,2	— 40,1	+ 1,5
2e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	+ 63,8	— 26,7	+ 54,0
3e trimestre	—56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	— 32,2	— 51,2	+ 25,4
4e trimestre	+31,6	+14,0	+ 6,5	+ 1,4	+ 53,6	— 50,3	+ 61,7
1980 1er trimestre	—32,2	+32,2	+ 6,5	+ 9,1	+ 15,6	— 59,4	+ 0,7
(k) 2e trimestre	+44,9	—14,5	+12,4	+ 3,1	+ 45,9	— 41,5	+ 31,2
3e trimestre	—33,8	+ 4,6	+16,8	+ 1,2	— 13,6	— 59,9	+ 3,0
4e trimestre	+22,7	+10,7	+10,2	+ 5,3	+ 48,9	— 29,4	+ 44,8

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
(d) Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
(g) Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
(h) Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
(i) Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
(j) Nouvelle série depuis 1978.
(k) Données provisoires.

organismes principalement monétaires
cs)

les (c) et ers	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires	Divers
Obligations (e) (8)	de créances commerciales sur l'étranger (9)	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers (10)	Etat (g) (11)	Autres pouvoirs publics (h) (12)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires (13)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (14)	(i) (15)	(j) (16)
+10,2	— 9,2	— 2,8	+ 41,0	+14,7	—21,0	+ 0,8	+30,6	—19,6
+ 6,0	+ 1,4	—10,5	+111,0	+13,7	—26,5	+ 4,9	+ 2,1	— 8,9
— 0,2	— 7,7	— 1,0	+153,7	+31,8	—44,5	+ 5,8	— 0,5	+ 3,6
+ 6,8	—13,4	— 4,0	+264,9	— 1,6	—30,1	—14,8	+12,5	—13,0
+ 0,7	— 0,9	— 5,1	+ 41,7	— 2,8	— 2,8	— 6,6	+ 7,4	— 6,5
+ 1,7	— 2,5	+ 2,8	+ 26,6	+ 7,4	— 2,7	—	— 0,3	—19,9
+ 6,1	— 5,2	+ 3,9	— 12,0	— 0,5	— 2,7	—	+11,2	+11,3
+ 1,7	— 0,6	— 4,4	— 15,3	+10,6	—12,8	+ 7,4	+12,3	— 4,5
+ 2,9	— 2,7	+ 1,3	+ 60,5	+ 6,6	— 6,2	—10,4	+ 2,0	+ 4,8
+ 3,3	+ 1,9	— 6,9	+ 46,1	—16,0	— 7,7	+ 8,1	— 2,9	—11,1
— 0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 3,2	+15,2	— 5,6	— 1,1	+ 5,1	— 1,7
+ 0,4	— 3,1	+14,6	+ 1,2	+ 8,0	— 7,0	+ 8,2	— 2,0	— 1,0
— 1,5	— 1,4	— 3,1	+ 81,9	— 1,1	— 5,0	—11,8	+ 5,7	+ 6,2
—	— 4,0	— 3,9	+ 55,4	+13,6	—17,4	+ 2,3	— 2,3	— 7,2
+ 0,7	— 0,2	— 2,4	+ 10,1	— 3,0	—10,0	+ 2,8	— 0,4	— 4,0
+ 0,6	— 2,1	+ 8,4	+ 6,5	+22,3	—12,1	+12,4	— 2,1	+ 8,2
— 1,1	— 2,9	— 1,8	+112,8	— 9,7	— 9,0	+ 4,9	+ 0,4	— 9,5
+ 3,3	— 3,3	— 1,4	+ 66,8	+ 1,2	— 3,6	— 4,0	+ 1,7	— 4,5
+ 2,0	— 2,8	— 5,8	+ 59,5	+ 0,3	—10,6	— 6,1	+ 5,9	+ 0,9
+ 2,6	— 4,4	+ 5,0	+ 25,8	+ 6,6	— 6,9	+ 0,2	+ 4,5	+ 0,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total		
	Billets et pièces du Trésor (b) (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire (c) (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique (d) (4)	Auprès des organismes publics (e) (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(f) (9)	(10) = (8) + (9)
1976 Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,7	284,9	375,1	706,6	41,0	747,6
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,7	303,1	390,5	751,5	30,2	781,7
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	36,8	765,0
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	784,9
1979 Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,9	298,5	387,8	744,2	35,3	779,5
Juin	12,4	380,1	381,6	1,0	97,4	312,0	410,4	792,0	38,0	830,0
Septembre	12,5	358,9	361,3	0,7	87,1	290,2	378,0	739,3	33,8	773,1
Décembre	12,6	371,8	371,8	0,7	90,9	296,8	388,4	760,2	44,5	804,7
1980 Mars	12,7	357,6	359,0	0,8	91,6	281,7	374,1	733,1	39,3	772,4
Juin	13,8	377,6	378,8	1,2	99,1	300,8	401,1	779,9	37,5	817,4
Septembre	14,6	361,0	365,0	1,2	90,1	290,6	381,9	746,9	36,7	783,6
Décembre (h)	14,6	376,1	378,9	0,3	91,3	293,3	384,9	763,8	42,4	806,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.
(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.
(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(g) Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur rencensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. (colonne 9).
(h) Données provisoires.

Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée

(variations en milliards de francs)

ANNEE	Entreprises			Particuliers			Total général
	Court terme	Long terme	Total	Court terme	Long terme	Total	
1974	+ 58	+ 81	+139	+ 5	+ 41	+ 46	+185
1975	+ 75	+ 84	+159	+ 9	+ 46	+ 55	+214
1976	+ 62	+109	+171	+ 26	+ 74	+100	+271
1977	+ 83	+ 94	+177	+ 23	+ 80	+103	+280
1978	+ 43	+123	+166	+ 16	+ 96	+112	+278
1979	+ 90	+ 88	+178	+ 21	+107	+128	+306
1980	+ 70	+105	+175	+ 6	+ 82	+ 88	+263

Source : Banque Nationale de Belgique.

Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges

(variations en milliards de francs)

ANNEE	Institutions monétaires	Autres institutions financières						Total général
		Institutions publiques de crédit spécialisées dans		C.G.E.R.	Caisse d'épargne privée	Divers	Total	
		le crédit professionnel	le crédit à l'habitation					
1974	+ 52,4	+ 28,6	+ 9,6	+ 18,6	+ 21,9	— 0,3	+ 78,4	+130,8
1975	+ 74,4	+ 29,5	+ 12,3	+ 20,9	+ 25,8	+ 0,2	+ 88,7	+163,1
1976	+ 89,7	+ 35,6	+ 18,7	+ 31,7	+ 36,1	+ 0,1	+122,2	+211,9
1977	+111,0	+ 32,8	+ 24,9	+ 28,3	+ 27,3	— 0,2	+113,1	+224,1
1978	+ 76,1	+ 41,1	+ 26,9	+ 33,6	+ 37,5	+ 0,6	+139,7	+215,8
1979	+138,8	+ 37,7	+ 24,5	+ 32,4	+ 32,8	+ 0,6	+128,0	+266,8
1980	+ 84,5	+ 38,5	+ 36,4	+ 20,2	+ 14,9	— 0,6	+109,4	+193,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Synthèse de l'activité de l'I.R.G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Effets à nourrir par l'I.R.G.	15,3	21,7	24,8	21,0	44,2	38,9	54,9	73,2	67,2
dont réescomptés à la B.N.B.	*9,9*	*16,5*	*26,3*	*9,1*	*38,6*	*32,8*	*48,6*	*67,4*	*60,3*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	*5,5*	*4,8*	*4,2*	*10,4*	*4,6*	*5,5*(a)	*4,7*	*4,8*	*4,4*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	17,8	15,5	14,1	23,3	20,9	25,8	27,4	19,6	16,4
Encours total des effets traités par l'I.R.G.	33,1	37,2	38,9	44,3	65,1	64,7	82,2	92,8	83,7

(a) Y compris les emprunts interbancaires pour un montant de 1,1 milliard de francs.

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

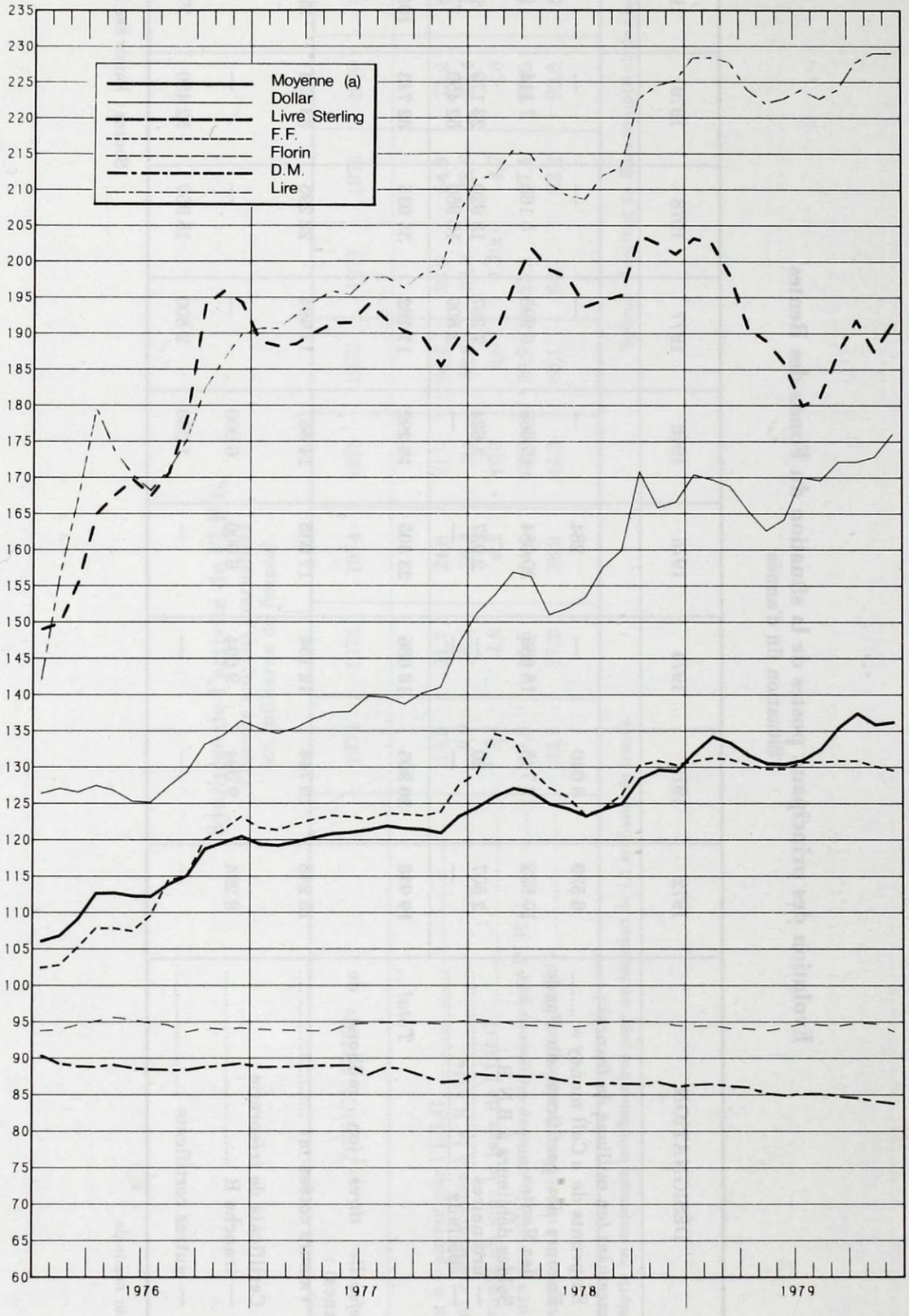
DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Financement (en millions de francs) :									
— Emprunts de « Call money »	6 539	8 040	—	284	—	—	—	—	—
— Encours des certificats du Fonds des Rentes	10 892	12 745	18 086	20 084	15 668	6 995	5 165	7 114	18 342
— Soldes débiteurs à B.N.B. :									
— ordinaires	2 507	20	—	2 937	3 624	7 387	13 920	23 179	9 859
— spéciaux	—	—	—	—	—	2 800	15 950	52 450	77 125
Total ...	**19 938**	**20 805**	**18 086**	**23 305**	**18 292**	**17 182**	**35 035**	**82 743**	**105 326**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Valeurs cotées (a)	15 248	15 744	12 154	17 935	14 867	17 494	22 295	33 134	29 726
— Certificats de trésorerie :									
— tranche B	8 294	9 094	9 094	6 000	6 000	—	—	—	—
— autres certificats	—	—	—	—	1 350	2 800	15 950	52 450	77 125

(a) Valeur nominale.

Source : Fonds des Rentes.

Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles

(fin 1970 = 100)

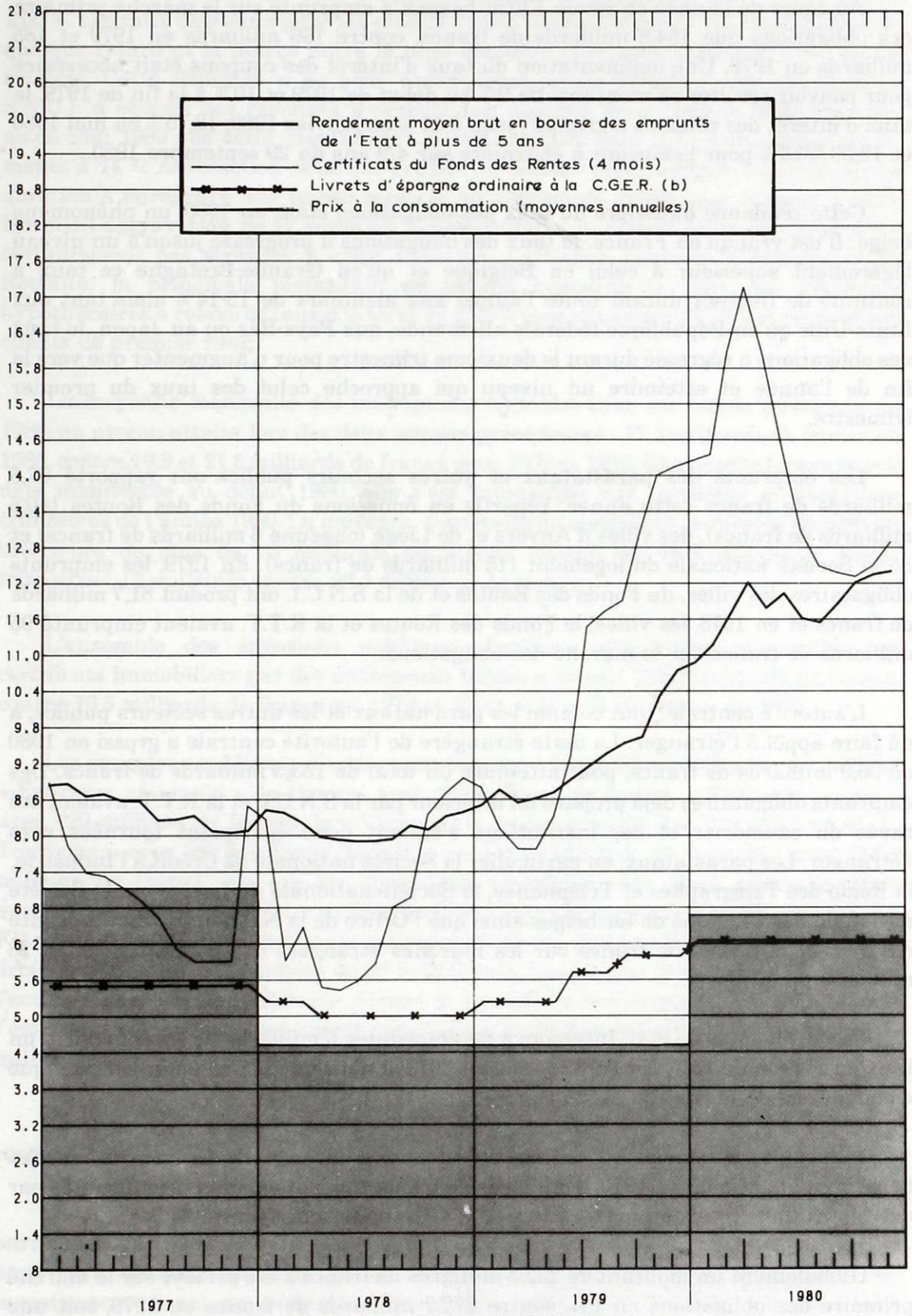


Source : Commission de la Bourse.

(a) Les indices individuels des cours sont calculés sur base des moyennes mensuelles des cours officiels de change, suivis du calcul de la valeur correspondante d'un franc belge pour chaque unité monétaire. L'indice moyen des cours est déterminé sur base de la part des importations en provenance des pays concernés et compte tenu des unités monétaires suivantes : le dollar, le franc français, la livre sterling, le florin, le franc suisse, le D.M., la lire, la couronne suédoise, la couronne danoise, l'escudo, le peseta, le zaïre, le dollar canadien.

Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation (a)



Sources : Commission de la Bourse;
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
Ministère des Finances;
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.

(b) Taux bonifiés sur les sommes jusqu'à 500.000 francs à partir du 1er janvier 1967. Ils comprennent la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre. Du fait qu'à concurrence d'un certain montant (15.000 francs par an actuellement), les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes.

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX

Au cours de l'année en revue, l'Etat belge n'a emprunté sur le marché primaire des obligations que 154,8 milliards de francs, contre 196 milliards en 1979 et 185 milliards en 1978. Une augmentation du taux d'intérêt des coupons était nécessaire pour pouvoir récolter ce montant. De 9 % au début de 1979 et 10 % à la fin de 1979, le taux d'intérêt des coupons a grimpé jusqu'à 11 % en janvier 1980, 12,75 % en mai 1980 et 12,50 %-13 % pour l'emprunt à charnière sur 4/9 ans du 29 septembre 1980.

Cette tendance haussière du taux des obligations était, en 1980, un phénomène belge. Il est vrai qu'en France, le taux des obligations a progressé jusqu'à un niveau légèrement supérieur à celui en Belgique et qu'en Grande-Bretagne ce taux a continué de fluctuer durant toute l'année aux alentours de 13-14 % mais tant aux Etats-Unis qu'en République fédérale allemande, aux Pays-Bas ou au Japon, le taux des obligations a régressé durant le deuxième trimestre pour n'augmenter que vers la fin de l'année et atteindre un niveau qui approche celui des taux du premier trimestre.

Les emprunts des parastataux et autres secteurs publics ont rapporté 67,6 milliards de francs cette année, répartis en émissions du Fonds des Routes (40,5 milliards de francs), des villes d'Anvers et de Liège (chacune 6 milliards de francs) et de la Société nationale du logement (15 milliards de francs). En 1979, les emprunts obligataires des villes, du Fonds des Routes et de la S.N.C.I. ont produit 81,7 milliards de francs et en 1978, les villes, le Fonds des Routes et la R.T.T. avaient emprunté 95 milliards de francs sur le marché des obligations.

L'autorité centrale, tout comme les parastataux et les autres secteurs publics, a dû faire appel à l'étranger. La dette étrangère de l'autorité centrale a grossi en 1980 de 96,3 milliards de francs, pour atteindre un total de 153,5 milliards de francs. Des emprunts obligataires déjà projetés à l'intérieur par la S.N.C.I. et la R.T.T. avaient été rayés du calendrier et ces institutions s'étaient donc également tournées vers l'étranger. Les parastataux, en particulier la Société nationale de Crédit à l'Industrie, la Régie des Télégraphes et Téléphones, la Société nationale du Logement, la Société nationale des Chemins de fer belges ainsi que l'Office de la Navigation ont emprunté environ 47 milliards de francs sur les marchés étrangers des capitaux, contre 28 milliards en 1979.

Durant le mois de mai, Intercom a pu emprunter 5 milliards de francs contre un taux de coupon de 13 %. En 1978 comme en 1979, il n'y a eu aucune émission publique d'obligations de la part du secteur privé.

L'Euratom a emprunté 2 milliards de francs à un taux de 13 % sur le marché belge des obligations. En 1979, 4 milliards de francs avaient encore été empruntés par des institutions internationales et en 1978 4,5 milliards de francs.

Globalement un montant de 222,3 milliards de francs a été prélevé sur le marché primaire des obligations en FB, contre 277,7 milliards de francs en 1979, soit une baisse de 55,4 milliards de francs. En 1978, un montant plus élevé encore était enregistré, à savoir 280,0 milliards de francs.

L'augmentation du taux des coupons des emprunts obligataires a eu une répercussion sur les taux d'intérêt des autres placements à long terme. Au cours des 4 premiers mois de 1980, les taux d'intérêt des bons de caisse à 5 ans ont grimpé de 2,50 %. Les taux débiteurs pour les crédits à long terme ont suivi cette évolution avec quelque retard et la marge entre le taux débiteur et le taux créditeur s'est même rétrécie. Cette situation a eu pour conséquence qu'au point de vue technique la S.N.C.I. a obtenu des résultats d'exploitation négatifs pour l'année 1980. Ce n'est qu'en mai 1980 que cette institution a porté son taux pour les crédits d'investissements à 14 %. Abstraction faite des crédits au secteur sidérurgique, l'institution en question a enregistré une baisse sensible du nombre de crédits par rapport à 1979. Hormis l'aggravation de la situation conjoncturelle, le niveau élevé des taux n'est certainement pas étranger à cette situation. La Caisse générale d'Epargne et de Retraite, la principale institution en ce qui concerne le taux des emprunts hypothécaires a relevé ce taux d'intérêt de 2,75 % pour atteindre 13,75 % et ce, pour ses clients de premier rang.

La moyenne mensuelle des inscriptions hypothécaires est restée inférieure en 1980, au niveau atteint lors des deux années précédentes : 17,3 milliards de francs en 1980, contre 19,9 et 21,5 milliards de francs pour 1978 et 1979. Bien que la baisse se soit déjà manifestée au début 1980, elle s'est intensifiée aux troisième et quatrième trimestres de l'année 1980. La moyenne mensuelle du quatrième trimestre de 1980 est inférieure de plus de 10 milliards au niveau obtenu en 1979 durant le même trimestre : 13 milliards contre 23,3 milliards de francs.

L'ensemble des émissions publiques d'actions, obligations convertibles et certificats immobiliers par des entreprises belges a atteint 2,083 milliards de francs, contre 10,5 milliards de francs en 1979 et 10,44 milliards de francs en 1979.

Les émissions publiques d'actions ont totalisé 1,544 milliard de francs en 1980. La « Fabrique nationale » de Herstal avec 435 millions de francs, « Delhaize-le-Lion » avec 420 millions de francs, la « Compagnie internationale des Wagons-Lits et du Tourisme » avec 389,6 millions de francs et « le Crédit S.A. de Banque » avec 298,9 millions de francs ont été les principaux émetteurs. Les deux autres sociétés émettrices ont été « UBELL » et la « Société d'Hypothèque et de Capitalisation ». La FN prouve que le placement de ces augmentations de capitaux s'est révélé difficile : le droit d'inscription a été baissé de 90 à 40 francs, tandis que la cotation du cours de l'action a régressé sensiblement durant la période de souscription. En 1978 et 1979, l'émission d'actions par les entreprises belges a totalisé respectivement 9,54 et 5,59 milliards de francs.

En 1980, il n'y a pas eu une seule émission publique d'obligations convertibles, contre 2,5 milliards de francs en 1979 mais aucune émission également en 1978.

Le montant inférieur enregistré dans les émissions publiques d'actions est dû en particulier aux perspectives pessimistes concernant l'évolution de la conjoncture ainsi qu'à un autre facteur qui en découle, à savoir le doute de la part des investisseurs quant au rendement futur des entreprises. D'autre part, les taux d'intérêt élevés défavorisaient les placements de capitaux à risques par rapport aux placements sous forme d'obligations ou de dépôts.

La Bourse de Bruxelles a connu une mauvaise année, du moins en ce qui concerne les valeurs belges. Le marché secondaire des obligations est resté calme. Le montant des achats et ventes de fonds publics poursuit son mouvement à la hausse avec un taux de croissance annuel moyen de 15 % pour la période 1974-1980.

Sur le marché des actions, une différence fondamentale a été observée dans l'évolution des cours des valeurs cotées belges et étrangères. L'indice général en bourse (1963 = 100) des valeurs belges sur le marché au comptant est tombé de 101,95 au 2 janvier 1980 à 84,19 au 31 décembre 1980, soit une baisse de 17,42 %. La différence entre l'indice le plus élevé et l'indice le plus faible sur l'ensemble de l'année s'est chiffrée à 23,13 points, contre 11,14 points en 1979. Sur le marché à terme par contre, où prédominent les valeurs étrangères, l'indice a grimpé de 139,81 à 182,95, soit une hausse de 30,86 %. Les deux indices ont accusé une évolution divergente au cours de l'année. L'indice des valeurs belges sur le marché au comptant a atteint son point culminant le 11 février (105,75) et son point le plus bas le 11 décembre (82,62). Sur le marché à terme, le point culminant a été observé le 5 novembre (201,77) après avoir enregistré 137,96 le 4 janvier. Le recul des valeurs belges se reflète également dans les données sur les titres et capitaux négociés. Sur le marché au comptant, 21,7 millions de titres ont été négociés en 1980, contre 23,2 millions en 1979 pour un montant pratiquement similaire : 16,658 milliards de francs en 1979 et 16,747 milliards de francs en 1980. Sur le marché à terme, par contre, l'on a assisté à une hausse sensible d'une part, du nombre de titres négociés, lesquels ont progressé de 41,3 millions en 1979 à 49,8 millions en 1980, d'autre part, du capital négocié, lequel a grossi de 37,9 milliards de francs à 48,1 milliards de francs.

Le monde des investisseurs a marqué une nette préférence pour les valeurs étrangères, étant donné que l'investisseur, en période conjoncturelle moins favorable, recherche des titres spécialisés qui sont mieux représentés dans les valeurs étrangères.

D'un point de vue global, l'on peut énoncer trois causes au recul enregistré par les cours des valeurs belges. En premier lieu, la tendance baissière de la conjoncture au cours de la deuxième moitié de 1980; en deuxième lieu, les taux d'intérêt élevés sur le marché monétaire et le marché des capitaux, défavorisant aussi l'investissement dans le capital à risques; en troisième lieu, la limitation de dividende imposée par les pouvoirs publics. Cette mesure était surtout d'ordre psychologique, étant donné qu'elle est seulement entrée en vigueur au cours du troisième trimestre et que, si elle n'avait pas été prise, les dividendes, pour la plupart des entreprises, ne se seraient pas accrus plus fortement, compte tenu de la situation économique, que ce que les pouvoirs publics auraient décidé.

Deux autres initiatives publiques ont exercé une pression sur les cours de deux autres secteurs spécifiques en bourse. La mesure qui a modifié la réglementation établie antérieurement en matière de liquidation des charbonnages de telle sorte qu'aussi à l'avenir, 50 % des montants libérés par la liquidation doivent être investis obligatoirement dans la région, a fait chuter les cours de ce secteur en bourse.

Les perspectives d'une modification éventuelle du statut fiscal des intercommunales mixtes — affaiblies il est vrai par l'introduction dans l'accord gouvernemental

du principe de non-discrimination entre les intercommunales mixtes et intercommunales pures — ont fait baisser sensiblement le cours des actions du secteur électricité-gaz et eau : —26,19 % en 1980. La perte de confiance de la part de l'investisseur représente un handicap important pour ces sociétés, étant donné que celles-ci ont fait appel dans le passé à des augmentations de capitaux afin de financer leurs investissements.

Seuls trois secteurs belges ont enregistré une augmentation de leur cours à la Bourse de Bruxelles : les plantations, les usines de sucre ainsi que le secteur chimique. Les secteurs des plantations (+19,13 %) et les fabriques de sucre (+12,06 %) sont toutefois si limités en importance que même de petites transactions suffisent à entraîner des modifications importantes de leur cours. En ce qui concerne la tendance haussière des cours du secteur chimique, il faut tenir compte de changements de cours très fortement divergents pour les entreprises envisagées séparément : U.C.B. —36,8 %, Tessenderlo Chemic —20,4 % contre Gevaert +35,1 %.

La sidérurgie l'emporte sur les secteurs dont les cours sont en baisse (—54 %). Les difficultés à accumuler le capital nécessaire, le marché saturé pour bon nombre de produits sidérurgiques belges ainsi que l'incertitude quant à la portée des plans de restructuration belges et européens ont joué un rôle à ce sujet.

Les cours des trusts ont connu un recul de 30,4 %, ce qui résulte notamment des cours en baisse des compagnies d'électricité. La diminution du cours du secteur bancaire (—27,6 %) reflète l'aggravation des perspectives de rentabilité, due au rétrécissement des marges entre les taux d'intérêt débiteurs et les taux créditeurs, ainsi que l'accroissement des pertes de crédit à la suite de la dépression conjoncturelle.

En dépit de la mauvaise année qu'a traversée la Bourse de Bruxelles, un point favorable a subsisté : le revenu actualisé — c'est-à-dire la différence du cours d'une action sur 1 an, augmentée du dividende et actualisée par rapport au mois de référence et qui est calculée par mois pour « les valeurs de croissance » — a accusé, depuis avril 1980, une stabilisation pour refléter même un léger redressement vers la fin de l'année.

*
* *

Principales émissions du secteur public en francs belges

(en millions de francs)

ANNEE	Montant	MOIS	Montant
1972	141 240	1980 (a)	
1973	151 200	Janvier	60 000
1974	139 500	Février	—
1975	175 100	Mars	—
1976	196 000	Avril	40 500
1977	270 300	Mai	44 200
1978	280 000	Juin	—
1979	277 700	Juillet	—
1980	222 300	Août	—
		Septembre	62 600
		Octobre	—
		Novembre	15 000
		Décembre	—
		Total ...	222 300

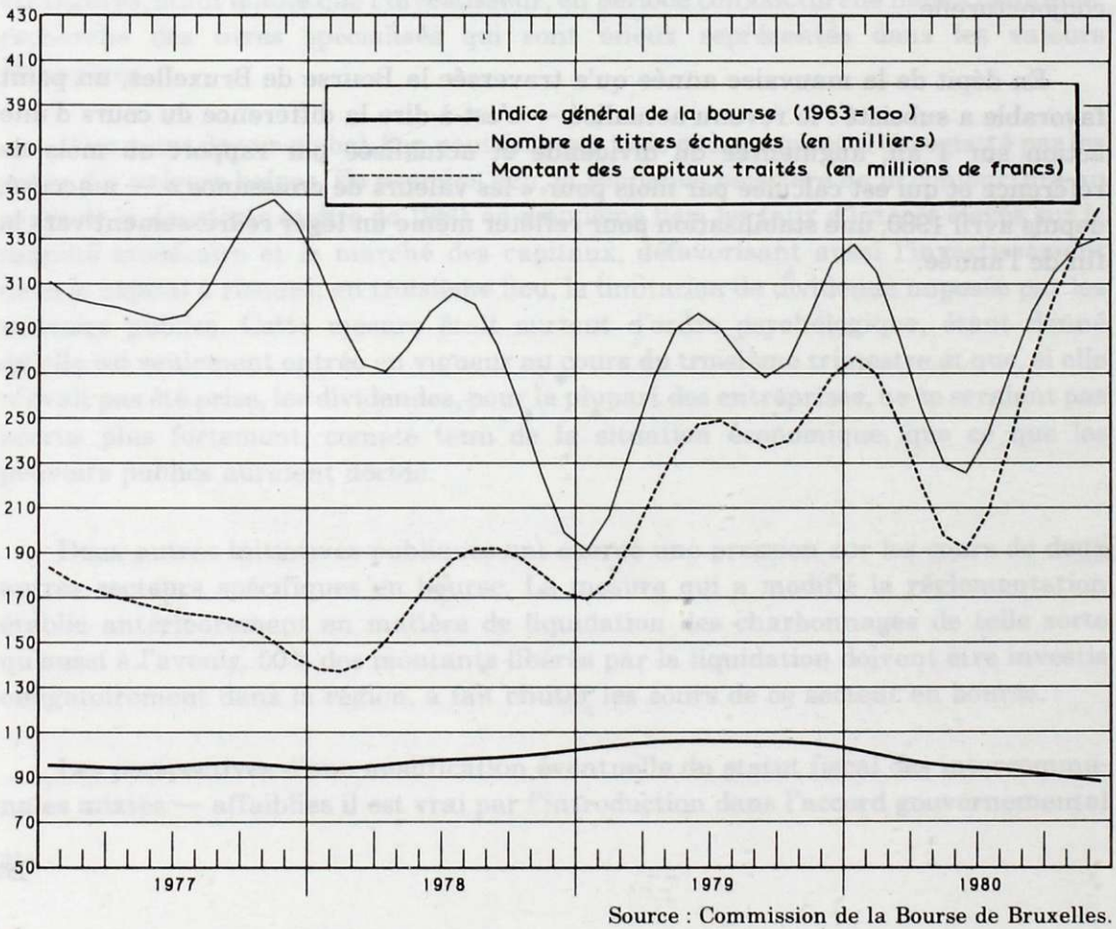
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des communes et des organismes d'utilité publique : le Fonds des Routes (avril) et la Société Nationale pour le Logement (novembre) (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b) (c)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1958	648	3 049	3 697	9 601	13 298
1959	897	2 440	3 337	8 086	11 423
1960	1 510	5 035	6 545	5 907	12 452
1961	1 213	2 918	4 131	8 466	12 597
1962	2 193	4 521	6 715	8 067	14 782
1963	1 092	4 192	5 284	6 511	11 795
1964	1 444	8 331	9 775	4 376	14 151
1965	1 425	5 809	7 234	11 025	18 259
1966	1 343	8 382	9 725	6 997	16 722
1967	1 955	8 160	10 115	13 938	24 053
1968	2 202	15 469	17 671	19 259	36 930
1969	2 853	14 058	16 911	13 289	30 200
1970	2 814	12 923	15 737	26 129	41 866
1971	2 782	11 421	14 203	30 166	44 369
1972	4 166	13 800	17 966	30 421	48 387
1973	4 525	12 485	17 010	22 303	39 314
1974	4 701	14 890	19 591	25 423	45 014
1975	5 225	12 455	17 680	42 186 (d)	59 866 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les Sociétés belges dont l'activité principale se situe à l'étranger. Les données pour 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.

(b) Depuis 1972, la S.N.C.I. et la Sabena ne sont plus comprises.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

(c) Il s'agit des émissions nettes.

(d) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d

(en mill

SECTEUR	1973			
	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)
	Actions	Obligations (b, c)		
1. *Secteur primaire :*				
Agriculture et pêche	31 820	— 388	26 947	58 3
2. *Secteur secondaire :*				
Energie (pétrole, gaz naturel et autres sources)	3 066 000	5 054 904	—	8 120 9
Extraction des minerais et minéraux	63 892	— 1 000	1 315	
Production des métaux	177 000	— 364 253	300	— 186 9
Industrie de la terre cuite, ciment et industries connexes et industrie du verre	159 461	924 105	10 260	1 093 8
Industrie des autres minéraux non métalliques	64 661	285 250	3 359	
Industrie chimique	718 282	981 062	6 967	1 706 3
Industrie des fabrications métalliques	1 168 779	— 125 074	79 210	1 122 9
Industrie des produits alimentaires et tabac	902 409	185	32 191	934 7
Industrie textile	260 983	— 12 125	20 136	412 6
Industrie du cuir et de l'habillement	111 398	..	32 303	(e
Industrie du bois	180 982	961	38 035	219 9
Industrie du papier, imprimerie et éditions	116 299	895 047	29 581	1 040 9
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	128 678	..	12 034	
Autres industries	21 485	— 2 080	12 674	
Bâtiment et génie civil	404 415	349 679	258 740	1 012 8
3. *Secteur tertiaire :*				
Commerce de gros	1 174 229	23 336	280 962	1 478 5
Récupération et intermédiaires du commerce	150 003	..	31 177	
Commerce de détail	221 261	— 95 337	263 429	389 3
Restauration et hébergement	113 339	..	73 575	
Réparations	155 643	..	30 904	
Transports et communications	431 216	— 9 397(f)	78 368	500 1
Banques, entreprises financières et assurances (d)	3 497 324	14 005 834(f)	9 000	17 512 1
Intermédiaires (services aux entreprises)	1 659 349	..	152 482	
Location	420 528	..	2 525	
Autres services	74 113	..	50 341	
4. Non compris ailleurs	..	392 757	..	3 897 0
Total général ...	**15 473 549**	**22 303 466**	**1 536 815**	**39 313 8**

(a) Les Sociétés belges, dont l'activité principale se situe à l'étranger, sont comprises dans cette statistique. — Les données pour 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980 ne sont pas disponibles.

(b) Comme ce tableau est établi conformément à la nouvelle « nomenclature des secteurs » adoptée depuis 1971 et que les données rapportant au poste « Obligations » n'ont pas encore été alignées sur cette nouvelle nomenclature, les secteurs où la comparaison n' pas possible sont repris au poste 4 « Non compris ailleurs ».

(c) Il s'agit des émissions nettes, donc déduction faite des remboursements.

(d) Pour ce secteur, les émissions nettes d'obligations comprennent aussi les émissions continues.

(e) Pour les raisons exposées au (b), il y a lieu de comparer l'ensemble de ces 2 secteurs.

(f) Depuis 1972, les émissions et remboursements de la S.A.B.E.N.A. et de la S.N.C.I. ne sont plus compris.

(g) Données provisoires.

ons des sociétés belges (a)
ncs)

1974				1975			
ociétés anonymes t en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b, g)
tions	Obligations (b, c)			Actions	Obligations (b, c, g)		
24 409	— 388	24 304	48 325	51 475	— 389	22 821	73 907
555 240	8 730 045	—	11 285 285	121 400	9 191 323	—	9 312 723
267 587	..	3 534	..	62 255	595 000	6 349	663 604
61 546	—718 031	500	—655 985	214 987	78 422	500	293 909
86 610	— 37 151	23 955	73 414	220 450	214 565	7 870	442 885
27 870	63 001	7 266	..	2 000	589 251	4 875	596 126
432 519	34 915	2 080	469 514	750 329	2 268 875	3 650	3 022 854
767 056	525 002	77 110	2 369 168	958 509	—112 063	58 722	905 168
920 093	— 16 554	31 807	935 346	890 646	448 909	25 950	1 365 505
395 530	— 46 741	33 027	536 433	395 135	5 807	34 975	435 917
124 280	— 1 500	31 837	(e)	252 665	— 2 865	34 304	284 104
244 514	36 820	52 721	334 055	333 508	— 6 000	59 037	386 545
163 083	— 96 575	29 629	96 137	170 921	73 054	24 880	268 855
160 259	..	7 988	..	208 572	..	6 947	..
19 150	— 2 185	8 377	..	2 525	— 2 295	9 162	9 392
240 853	33 206	261 327	535 386	390 056	365 583	347 574	1 103 213
861 866	32 798	295 756	3 190 420	2 374 071	840 062	338 314	3 552 447
126 250	..	21 485	..	21 972	..	24 570	..
568 338	—131 409	324 363	761 292	412 769	— 97 676	366 525	681 618
622 129	..	74 801	..	237 768	..	75 308	..
11 733	..	37 739	..	40 109	..	33 336	..
573 280	67 387	79 492	720 159	629 199	841 300	96 059	1 566 558
503 167	16 532 334	3 800	20 039 301	5 159 700	25 185 585	—	30 345 285
835 785	..	176 331	..	1 447 479	..	163 851	..
245 322	..	4 419	..	465 386	..	12 070	..
86 391	..	52 745	..	57 421	..	50 809	..
..	418 208	..	4 276 185	..	1 709 421	..	4 555 019
924 860	**25 423 182**	**1 666 393**	**45 014 435**	**15 871 307**	**42 185 869**	**1 808 458**	**59 865 634**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

PERIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1973						
1er semestre	13 719 298	360 505	14 079 803	15 219 314	861 329	16 080 643
2e semestre	11 111 742	306 061	11 417 803	11 025 283	653 910	11 679 193
Total ...	**24 831 040**	**666 566**	**25 497 606**	**26 244 597**	**1 515 239**	**27 759 836**
1974						
1er semestre	13 919 369	353 452	14 272 821	9 445 347	709 558	10 154 905
2e semestre	7 884 777	298 565	8 183 342	5 585 542	545 883	6 131 425
Total ...	**21 804 146**	**652 017**	**22 456 163**	**15 030 889**	**1 255 441**	**16 286 330**
1975						
1er semestre	13 024 356	262 978	13 287 334	7 702 493	557 409	8 259 902
2e semestre	13 259 477	293 078	13 552 555	7 781 577	712 797	8 494 374
Total ...	**26 283 833**	**556 056**	**26 839 889**	**15 484 070**	**1 270 206**	**16 754 276**
1976						
1er semestre	14 932 748	333 000	15 265 748	10 132 913	811 106	10 944 019
2e semestre	15 870 059	314 029	16 184 088	8 388 074	807 973	9 196 047
Total ...	**30 802 807**	**647 029**	**31 449 836**	**18 520 987**	**1 619 079**	**20 140 066**
1977						
1er semestre	15 785 504	289 497	16 075 001	6 576 719	787 696	7 364 415
2e semestre	10 118 161	288 586	10 406 747	6 251 556	832 061	7 083 617
Total ...	**25 903 665**	**578 083**	**26 481 748**	**12 828 275**	**1 619 757**	**14 448 032**
1978						
1er semestre	13 624 822	260 656	13 885 478	6 533 981	796 324	7 330 305
2e semestre	9 965 370	281 771	10 247 141	7 148 030	926 535	8 074 565
Total ...	**23 590 192**	**542 427**	**24 132 619**	**13 682 011**	**1 722 859**	**15 404 870**
1979						
1er semestre	12 935 005	262 355	13 197 360	7 505 504	852 338	8 357 842
2e semestre	9 745 069	276 447	10 021 516	7 403 689	896 784	8 300 473
Total ...	**22 680 074**	**538 802**	**23 218 876**	**14 909 193**	**1 749 122**	**16 658 315**
1980						
1er semestre	11 598 705	275 742	11 874 447	7 548 708	867 224	8 415 932
2e semestre	9 594 880	240 131	9 835 011	7 512 776	818 339	8 331 115
Total ...	**21 193 585**	**515 873**	**21 709 458**	**15 061 484**	**1 685 563**	**16 747 047**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la bourse de Bruxelles (a)

Emprunts émis après le 1er décembre 1965

MOYENNE ANNUELLE OU TRIMESTRIELLE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées
1968 (b)	5,55	5,27	5,55	5,66	..
1969 (b)	6,48	6,08	5,95	6,17	..
1970 (b)	6,90	6,86	5,97	6,55	..
1971 (b)	5,98	5,91	5,48	6,07	..
1972	6,11	5,96	6,44	6,32	6,76
1973	7,09	7,08	7,44	7,42	8,00
1974	8,49	8,65	8,68	8,95	10,44
1975	8,21	8,42	8,54	8,72	10,16
1976	8,91	9,02	9,47	9,25	11,23
1977	8,92	8,75	8,80	9,09	10,39
1978	8,55	8,41	8,45	8,71	9,51
1979	9,20	9,22	9,51	9,59	10,21
1980	11,55	11,81	12,03	11,91	11,93
1980 1er trimestre	11,12	11,23	11,49	11,39	11,99
2e trimestre	11,81	12,09	12,24	12,25	—
3e trimestre	11,40	11,69	11,89	11,78	— (c)
4e trimestre	11,86	12,26	12,53	12,23	— (c)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

(b) Emprunts émis avant le 1er décembre 1962.

(c) Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la Bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements

(en millions de francs)

DESIGNATION	Encours fin 1979	Levées en 1980	Remboursées en 1980	Encours fin 1980
A. — Placements à moyen et à long terme				
Pouvoirs publics				
Dette belge	96 899,1	7 242,1	5 475,5	98 665,7
Provinces, villes, communes	5 408,5	83,9	162,6	5 329,8
Autres (a)	21 369,7	829,9	2 181,4	20 018,2
Organismes publics d'exploitation				
Société Nationale des chemins de fer belges	4 353,3	—	341,4	4 011,9
Régie des Télégraphes et Téléphones	11 940,9	—	445,2	11 495,7
Office de la Navigation	9 181,7	575,0	703,3	9 053,4
Radio-Télévision belge	5 519,6	—	508,1	5 011,5
Fonds des Routes	16 218,0	70,0	415,4	15 872,6
Autoroutes	7 790,5	—	323,1	7 467,4
Société Nationale des chemins de fer vicinaux	801,4	—	67,9	733,5
Autres (b)	358,7	—	8,6	350,1
Société Nationale de distribution d'eau	1 404,2	—	102,5	1 301,7
Autres sociétés de distribution d'eau	886,3	—	43,6	842,7
Regie des bâtiments	1 045,5	—	89,3	956,2
Autres services publics	1,5	—	—	1,5
Logement				
Logement social	125 210,2	11 196,3	8 685,5	127 721,0
Autres logements	165 001,8	22 593,9	9 951,7	177 644,0
Entreprises				
Industrie, commerce, artisanat :				
Crédit direct	44 546,5	4 182,2	4 612,6	44 116,1
Crédit export	9 475,6	4 192,1	1 460,0	12 207,7

Institutions publiques de crédit :				
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	18 898,5	2 455,6	2 896,4	18 457,7
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	10 719,8	587,3	1 381,4	9 925,7
Société Nationale d'Investissement	1 617,4	442,0	86,3	1 973,1
Agriculture	14 684,0	2 107,2	1 662,2	15 129,0
Armement maritime et batellerie	2 027,3	—	240,8	1 786,5
Sciences, Enseignement, Culture :				
Universités	25 586,8	3 725,9	263,8	29 048,9
Fonds national pour le financement de la recherche scientifique	605,0	—	—	605,0
Fonds des études de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique	113,9	10,0	18,3	105,6
Organismes à caractère socio-culturel	43,7	—	2,3	41,4
Bâtiments scolaires	1 638,4	266,0	56,5	1 847,9
Soins de santé				
Hôpitaux universitaires	4 934,1	591,9	27,4	5 498,6
Organismes médico-sociaux	4 246,3	869,4	548,8	4 566,9
Autres crédits (prêts à tempérament, prêts personnels, prêts sur nantissement, etc.)	9 410,1	5 282,8	5 498,1	9 194,8
Total ...	**621 938,3**	**67 453,5**	**48 260,0**	**641 131,8**
B. — **Placements à vue et à court terme**				
Placements à court terme (⩽ 1 an)	10 859,2	61 021,7	39 891,1	31 989,8
Certificats de Trésorerie et du fonds des Rentes, acceptations bancaires, call-money	24 187,8	—	—	34 222,4
Total ...	**35 047,0**	—	—	**66 212,2**
Total général ...	**656 985,3**	—	—	**707 344,0**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, financement des pensions des assurés libres, Fonds Belgo-Congolais d'amortissement et de gestion, Caisse autonome des dommages de guerre 1921-1923, Caisse publique de prêts de la Ville de Bruxelles, Institut national d'assurance-maladie-invalidité, Fonds de compensation de sécurité d'existence des dockers du port d'Anvers, Fonds de sécurité d'existence des entreprises de réparation de navires du port d'Anvers, Fonds de compensation d'existence au port de Gand, Communauté européenne, Banque européenne d'investissement.

(b) Sabena, Canal maritime, installations du port de Bruxelles.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers

(en milliers de francs)

PERIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1972			
1er semestre	7 654 054		
2e semestre	11 212 804		
Total ...	**18 866 858**	5 915 431 (c)	202 914 702 (c)
1973			
1er semestre	7 056 704		
2e semestre	8 395 187		
Total ...	**15 451 891**	7 077 174 (c)	225 443 767 (c)
1974			
1er semestre	3 028 037		
2e semestre	10 029 630		
Total ...	**13 057 667**	10 037 066 (c)	248 538 500 (c)
1975			
1er semestre	11 568 820		
2e semestre	15 897 685		
Total ...	**27 466 505**	11 506 553 (c)	287 511 558 (c)
1976			
1er semestre	10 036 069		
2e semestre	9 258 537		
Total ...	**19 294 606**	12 684 717 (c)	319 490 881 (c)
1977			
1er semestre	7 015 311		
2e semestre	8 573 992		
Total ...	**15 589 303**	13 795 539 (c)	348 875 723 (c)
1978			
1er semestre	11 856 668		
2e semestre	5 536 629		
Total ...	**17 393 297**	13 988 989 (c)	380 258 009 (c)
1979			
1er semestre	10 977 604		
2e semestre	567 533		
Total ...	**11 545 137**	16 764 496 (c)	408 567 643 (c)
1980			
1er semestre	5 137 548		
2e semestre	—13 953 400		
Total ...	**— 8 815 852**	19 402 012 (c)	419 153 803 (c)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Précompte déduit.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Répartition par secteurs économiques (a)
(en pour-cent)

DÉSIGNATION	En-cours des crédits d'investissements (b)			
	1977	1978	1979	1980
Industrie chimique	16,85	15,14	14,03	12,72
Industrie métallurgique de base	22,74	26,44	25,14	29,24
Fabrications métalliques	12,35	11,87	12,90	12,01
Energie	6,40	5,79	5,60	5,68
Minéraux non métalliques	4,21	4,05	4,65	4,90
Industrie alimentaire	5,39	4,96	5,19	4,32
Industrie textile	4,74	4,50	4,90	4,63
Transports, entrepôts, magasins	7,97	8,23	8,39	7,95
Commerce	5,55	5,50	5,67	5,55
Autres secteurs	13,80	13,52	13,53	13,00
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
	Crédits d'investissements consentis (c)			
	1977	1978	1979	1980
Fabrications métalliques	13,98	14,27	20,32	10,82
Industrie chimique	11,36	12,36	9,49	3,82
Transports, entrepôts, magasins	12,50	5,67	10,08	7,40
Industrie métallurgique de base	30,58	26,34	19,99	56,49
Minéraux non métalliques	2,89	7,42	4,02	5,92
Industrie alimentaire	6,38	7,02	2,71	1,62
Industrie textile	4,64	5,11	4,44	2,67
Commerce	5,21	6,61	6,97	3,81
Autres secteurs	12,46	15,20	21,98	7,45
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

Source : Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(a) Les secteurs ayant bénéficié le plus largement de l'aide de la S.N.C.I.
(b) Situation à fin de période.
(c) Crédits consentis pendant l'année.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1979	1980
		Commerce de gros et de détail	20,59	18,71
1964	2 738	Artisanat de l'alimentation	13,97	16,60
1965	3 075	Industrie textile	0,40	0,50
1966	3 546	Industrie de la confection	1,00	0,84
1967	4 043	Industrie du bois	2,57	3,00
1968	5 081	Industrie de la construction	13,50	11,51
1969	5 592	Industrie des fabrications métalliques	3,81	4,85
1970	4 901	Industrie du cuir	0,23	0,16
1971	5 048	Industries diverses	3,79	3,45
1972	6 545	Transports	9,64	10,34
1973	8 494	Professions libérales	8,37	8,23
1974	6 107	Agriculture, élevage et pêche	2,25	2,36
1975	8 750	Services	3,11	3,04
1976	11 903	Tourisme	9,63	10,60
1977	14 029	Autres secteurs	7,14	5,81
1978	16 239			
1979	15 090	*Total* ...	**100,00**	**100,00**
1980	10 117			

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

La généralisation du contrôle sur les compagnies d'assurance a entraîné, depuis le début de l'année 1977, un recul non négligeable du nombre de ces entreprises, allant même jusque 80 unités à un certain moment. Depuis 1980, la situation dans le monde des assurances semble évoluer à nouveau positivement étant donné qu'au 31 décembre dernier, le nombre existant de sociétés agréées s'est élevé à 322 unités, contre 317 l'année antérieure. De ces cinq nouvelles sociétés, une seule est belge, les quatre autres étant étrangères. En même temps, l'on constate que certaines sociétés ont tendance à s'intéresser à un nombre de branches plus élevé.

Comme c'est le cas également pour les autres entreprises commerciales et industrielles, les résultats des compagnies d'assurance sont publiés en moyenne 6 mois après clôture de l'exercice, de sorte que les données concernant l'exercice 1980 ne sont, actuellement, pas encore disponibles. A partir de cette année, toutes les sociétés doivent instaurer le nouveau plan comptable, imposé par l'A.R. du 12 novembre 1979. Les normes comptables qui y sont reprises, dérivent, en une très large mesure de la quatrième directive européenne en la matière. Ainsi, la Belgique sera vraisemblablement le premier pays du marché commun où les comptes des assureurs seront en harmonie avec la réglementation communautaire en matière de comptabilité. Lorsqu'une directive spécifique concernant les assurances sera promulguée à l'échelon communautaire, la Belgique ne sera donc pas dans l'obligation de modifier fondamentalement son arrêté relatif aux comptes annuels des compagnies d'assurance.

En 1979, l'encaisse global des sociétés a atteint 130,6 milliards de francs, contre 120,3 milliards l'année antérieure; ne sont pas comprises dans ce montant, les primes d'assurance contre les accidents de travail émises en Belgique, lesquelles ont atteint 18 milliards de francs et qui relèvent de la compétence du Ministère de la Prévoyance sociale. Il est constaté que l'augmentation de l'encours global régresse d'année en année : 15 % en 1977, 10,6 % l'année suivante et, en 1979, l'encours n'a plus guère augmenté que de 8,6 %. Toutefois, cette augmentation dépasse encore quelque peu celle du PNB, laquelle n'a atteint cette année que 6,2 % à prix courants.

Selon le rapport annuel de l'Office National de la Sécurité Sociale, le secteur des assurances occupait, au 30 juin 1979, 28 231 personnes contre 27 702 l'année antérieure, soit une augmentation de 2 % environ. Les effectifs de personnel se sont donc bien maintenus, puisque l'emploi global dans l'ensemble des branches d'activités a progressé encore de 1 %. Les cinq employeurs les plus importants du

secteur considéré occupent ensemble 8 550 personnes environ, soit presqu'un tiers des effectifs totaux. C'est également chez eux que le nombre de postes de travail a augmenté le plus. Bien que la capitale demeure toujours en tête des lieux d'assurance du pays, sa part du marché de l'emploi n'en a pas moins régressé de 68 % à 63 % en 3 ans de temps, alors que celles de la région flamande et de la région wallonne ont progressé, passant respectivement de 21 à 23 % et de 11 % à 14 %. Cette évolution ne résulte pas seulement du processus de régionalisation qui s'accomplit dans le pays, mais également du souci constant des assureurs d'entretenir des relations aussi étroites que possible avec leur réseau de vente et leur clientèle.

Le rapport récent du Service de Contrôle des Assurances fait apparaître que l'encaissement global (130,6 milliards de francs) provient pour 41,7 % de la branche « tous risques », pour 30,9 % de l'assurance-vie et pour 27,4 % de l'assurance-automobile (sans ses garanties complémentaires). Comme en 1978, la part procentuelle de l'assurance R.C. en matière de véhicules automobiles a régressé en 1979.

En ce qui concerne les assurances « tous risques », dont l'encours est de 54,4 milliards de francs, 38 % provenaient de l'assurance-incendie, 16,4 % des garanties complémentaires de l'assurance-automobile et 11,6 % des assurances RC (comprenant également « l'assurance familiale »). Les autres 34 % ont été produites par les branches « accidents individuels », « maladie », « crédit et caution », « transport » et « divers ».

Avec un encours de 20,6 milliards de francs, l'assurance-incendie a enregistré une hausse de 11,4 % par rapport à 1978. Etant donné, comme on le sait, que les capitaux assurés sont liés, dans la plupart des polices d'assurance, à l'indice A.B.E.X., lequel reflète l'évolution des prix à la construction, cette augmentation résulte principalement de l'évolution de cet indice en question lequel a augmenté de 7 % de juillet 1978 à juillet 1979. Le reste de l'augmentation de l'encours découle en majeure partie d'un ajustement des capitaux assurés ainsi que de la conclusion de nouveaux contrats. Pour les risques simples, la charge sinistres a atteint 50,4 % des primes acquises. Par charge sinistres, l'on entend le montant du dédommagement des sinistres pour l'exercice, lequel a atteint 4,3 milliards de francs, augmenté de la réserve des sinistres pour ce même exercice qui se monte à 3,3 milliards de francs. En ce qui concerne les risques industriels et les risques spéciaux, la charge sinistres a atteint 72,9 % des primes reçues, soit une amélioration sensible par rapport à l'année 1978 où l'on enregistrait 83 %. La charge demeure néanmoins très lourde. Dans le domaine des risques industriels, l'encours a progressé de 7,2 % durant l'année de référence, alors que la progression pour les risques ordinaires s'est élevée à 12,8 %.

Le chiffre d'affaires des assurances-vie a augmenté de 10 %, atteignant 40,4 milliards de francs. Par rapport à l'accroissement du coût de la vie, lequel n'atteignait que 4,5 % en 1979, les progrès dans l'assurance-vie peuvent être considérés comme satisfaisants. Les sociétés belges ont enregistré une croissance un peu plus importante que les sociétés étrangères. Le chômage élevé, l'insécurité pesant sur l'emploi, la tendance haussière des taux d'intérêt hypothécaires, ainsi que, d'une manière plus générale, la situation économique moins favorable ont tout de même entraîné un certain fléchissement, lequel s'est fait jour surtout dans l'assurance-vie

individuelle. C'est ainsi que l'encours des « assurances individuelles » n'a augmenté que de 6,0 %, contre 10,5 % douze mois auparavant. La répartition de l'encaissement entre les assurances-vie individuelles et les assurances de groupe se situe dans un rapport de trois à deux. Les réserves mathématiques de la branche vie se sont accrues de 11 % environ au cours de l'année de référence, pour atteindre presque 262 milliards de francs. La croissance des réserves mathématiques des sociétés étrangères a été quelque peu inférieure à celle enregistrée par les sociétés belges. La part de ces dernières s'est élevée à 89 % de l'ensemble des réserves mathématiques et 88 % du montant global des primes perçues. En comparaison avec les entreprises étrangères concurrentes, les compagnies belges occupent une position plus solide qu'il y a 4 ans, lorsque leur part du montant global des réserves mathématiques, ainsi que des primes perçues a atteint respectivement 81 % et 82,4 %.

L'assurance de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, dans laquelle l'encours de primes a atteint 35,8 milliards de francs, n'a enregistré qu'un accroissement de 4,5 % par rapport à 1978. Compte tenu d'une augmentation de 2,6 % (1) du parc automobile et d'une hausse de 4,5 % de l'indice des prix à la consommation qui, en 1979, ont été pris en considération pour 80 % lors des ajustements tarifaires trimestriels, l'encaissement aurait dû être plus important dans ce groupe d'assurances. Cet accroissement réduit doit être imputé plus spécialement à deux facteurs :

— d'une part, la diminution de la puissance moyenne des véhicules laquelle est indubitablement à attribuer à la hausse du prix de l'essence, mais également à l'achat, par de nombreuses familles, d'un deuxième véhicule dont la puissance est généralement de beaucoup inférieure à celle du premier;

— d'autre part, l'importance croissante de la masse des bonis octroyés aux assurés n'ayant pas encore encouru d'accident dans le courant de l'année. Il semblerait que de plus en plus d'automobilistes bénéficient d'un boni, alors que de moins en moins sont pénalisés par un mali. Une étude entreprise au sujet d'un groupe de 10 000 véhicules a permis de constater que le nombre d'automobilistes, se situant au niveau 1 et n'ayant, par conséquent, payé que 60 % de la prime de base en 1979, a quadruplé en 4 ans de temps, et représentent presque 40 % du total. La relation entre les sinistres et les primes perçues est resté défavorable, surtout pour les deux-roues.

L'augmentation de 10 % des tarifs de base pour les deux-roues d'une cylindrée de 50 cc ou moins, et de 28 % pour les moteurs à cylindrée supérieure, n'est entrée en vigueur que le 1er janvier 1980. Elle n'a donc pas encore eu d'influence sur les résultats de 1979.

En ce qui concerne l'assurance contre les accidents de travail, dont la gestion est confiée au Ministère de la Prévoyance Sociale, l'ensemble des primes a rapporté 18 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 1,7 % à peine par rapport à l'année précédente. Ce fléchissement découle de la régression de l'emploi, d'un plafonnement relatif du niveau général des rémunérations et d'une baisse de presque 5,5 % des taux de primes appliqués généralement dans l'assurance contre les accidents de travail. Le faible accroissement de l'encours (de 1,7 %) est lié directement

(1) Excepté les vélomoteurs, qui enregistrent un recul, l'accroissement du parc automobile s'élève à 3,5 %.

au montant annuel des traitements et salaires assurés, lequel n'a augmenté que de 1,9 % par rapport à 1978. La charge globale des sinistres, par contre, a progressé de 10,7 %, tandis que le coût moyen d'un accident mortel a augmenté de 22 % et celui d'accidents entraînant une incapacité permanente s'est accru de 8,8 %. Ces derniers accidents enregistrent la part la plus importante de la charge globale des sinistres.

*
* *

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1980

DÉSIGNATION	Belges	C.E.E.	Autres	Total
Groupes :				
Accidents et Maladie	120	52	20	192
Assurance automobile	98	86	21	205
Assurance maritime et transport	71	83	22	176
Assurance aviation	36	63	15	114
Incendie et autres dommages aux biens	114	101	20	235
Responsabilité civile	115	94	25	234
Crédit et Caution	30	5	4	39
Vie	75	14	5	94

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Ventilation des sociétés au 31 décembre 1980

DÉSIGNATION	Nombre	En % du total	En % du total général
Selon le droit belge :			
Sociétés anonymes	135	80	42
Sociétés coopératives	9	6	3
Mutuelles	20	12	7
Divers	4	2	1
Total ...	**168**	**100**	**53**
Selon le droit étranger :			
Etat membres de la C.E.E.	125	81	38
Pays tiers	29	19	9
Total ...	**154**	**100**	**47**
Total général ...	**322**		**100**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurances sur la vie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1976	1977	1978	1979	1976	1977	1978	1979
Sociétés belges	23 082	29 008	32 257	35 521	145 929	189 475	209 852	233 629
Sociétés étrangères	4 046	3 948	4 445	4 880	25 810	23 628	25 670	28 319
Total ...	**27 128**	**32 956**	**36 702**	**40 401**	**171 739**	**213 103**	**235 522**	**261 948**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1976	1977	1978	1979
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées (b)	33 323	48 067	50 858	57 055
Obligations de sociétés belges	27 062	28 695	27 852	30 555
Actions de sociétés belges	9 258	10 753	13 287	14 796
Emprunts d'organismes internationaux	1 009	1 008	965	943
Obligations de sociétés étrangères	594	310	278	297
Actions de sociétés étrangères	2 170	2 396	2 853	3 537
Prêts sur polices	4 795	3 492	6 141	6 791
Immeubles	21 694	23 134	22 795	25 232
Prêts hypothécaires	42 392	60 304	70 840	80 693
Espèces	1 168	2 820	520	2 588
Fonds communs de placement	197	186	160	219
Divers	5 979	9 931	12 272	15 093
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées	9 249	9 348	10 934	10 975
Obligations de sociétés belges	2 468	2 165	2 026	1 566
Actions de sociétés belges	1 399	929	1 107	1 155
Emprunts d'Etats étrangers	} 166	113	84	93
Emprunts d'organismes internationaux				
Obligations de sociétés étrangères	87	195	159	11
Actions de sociétés étrangères	333	234	238	291
Prêts sur polices	668	418	491	593
Immeubles	2 835	2 615	2 047	2 782
Prêts hypothécaires	8 680	7 687	8 495	9 191
Espèces	309	212	362	451
Fonds communs de placement	121	22	33	36
Divers	1 410	1 219	1 392	2 055

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Opérations de capitalisation

(en millions de francs) (a)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979
Nombre d'entreprises	**17,0**	**17,0**	**17,0**	**17,0**
Primes encaissées	**84,2**	**66,2**	**74,6**	**65,7**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure - total	1 689,0	1 402,0	1 314,0	1 297,5
— Capitalisation pure - prime unique	*190,0*	*197,0*	*221,0*	*237,8*
— Capitalisation pure - prime périodique	*1 499,0*	*1 205,0*	*1 093,0*	*1 059,7*
Capitalisation - prêt	—	524,0	693,0	611,1
Total	**1 689,0**	**1 926,0**	**2 007,0**	**1 908,6**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	369,0	371,0	391,0	395,2
Capitalisation - prêt	—	8,7	12,4	14,0
Cautionnements	13,0	12,9	12,3	12,7
Total	**382,0**	**392,6**	**415,7**	**421,9**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	0,4	0,4	—	0,1
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat				
Obligations institutions parastatales	94,3	106,1	104,3	132,4
Obligations provinces et communes				
Obligations sociétés belges	7,3	6,7	2,5	2,5
Actions sociétés belges	1,4	1,4	1,8	0,5
Immeubles	28,2	21,1	25,7	25,7
Prêts hypothécaires	307,5	315,8	328,4	321,9
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,4	0,4
Espèces	12,5	1,6	1,5	1,5
Total	**452,2**	**453,7**	**464,6**	**485,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 557**	**1 657**	**1 639**	**1 411**
Fonds de reconstitution	329,0	366,9	369,0	341,1
Cautionnements	6,3	5,0	5,8	5,2
Total ...	**335,3**	**371,9**	**374,8**	**346,3**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**269 533**	**308 388**	**368 855**	**437 206**

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles. Source : Office de Contrôle des Assurances.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979
Fonds publics belges (b)				
Obligations institutions parastatales	63,7	73,1	56,9	64,7
Obligations provinces et communes				
Organismes internationaux	0,1	0,1	0,4	0,6
Obligations de sociétés belges	0,4	0,4	0,4	—
Immeubles	20,1	25,8	38,9	25,5
Prêts hypothécaires	284,6	297,8	294,2	284,3
Total ...	**368,9**	**397,2**	**390,8**	**375,1**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)		Accroissement depuis l'année précédente en % (e)	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Affaires directes :														
Nombre de véhicules assurés (b)	16,4	16,5	7,6	7,7	39,3	39,3	405,5	413,7	3 023,5	3 137,7	528,3	510,9	+ 3,2	+ 3,6
Primes émises	389,5	381,1	168,5	176,5	1 498,3	1 554,6	3 511,4	3 675,1	27 771,0	29 035,2	882,8	954,8	+ 8,8	+ 4,6
Montant des sinistres payés (c)	188,6	174,8	118,6	133,8	760,2	875,5	1 753,5	2 058,1	13 394,7	14 431,8	525,3	535,6	+ 9,9	+ 8,9
Evaluation des sinistres en suspens	731,9	763,4	351,7	372,5	2 775,6	2 863,7	5 767,7	6 185,8	41 251,3	45 121,5	2 602,5	2 884,6	+14,8	+ 9,1
Réserves pour risques en cours	121,7	115,6	64,9	70,0	621,0	661,6	1 512,6	1 596,9	11 843,3	12 388,0	308,1	320,6	+10,0	+ 4,7
Commissions payées	38,2	37,1	14,5	14,7	150,6	156,0	466,9	486,1	4 436,0	4 608,6	145,1	156,9	+ 7,0	+ 3,9
Frais généraux	72,8	67,8	36,1	38,5	208,2	219,9	686,8	737,4	5 735,7	5 961,1	481,7	464,4	+ 6,8	+ 4,3
Affaires cédées en réassurance :														
Primes cédées	72,5	72,2	22,1	20,4	161,3	162,6	392,4	406,0	3 429,0	3 548,4	92,8	99,5	— 9,5	+ 3,5
Commissions reçues	16,9	15,8	4,6	4,0	36,2	37,5	75,7	78,5	666,0	698,0	18,3	19,8	—14,3	+ 4,7
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	37,3	40,1	16,2	23,1	104,3	125,7	229,3	322,0	2 035,9	2 064,7	75,7	49,3	— 5,2	+ 5,4
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	190,4	211,2	95,3	61,5	494,8	437,8	965,0	901,9	6 431,6	6 643,0	278,8	377,6	+10,0	+ 2,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	10,3	9,3	1,9	1,5	32,5	27,6	82,3	80,5	553,8	549,9	13,1	14,4	—10,6	— 0,9
Affaires acceptées en réassurance :														
Primes acceptées	31,7	23,3	1,6	0,9	17,6	18,0	95,5	89,6	697,1	779,9	12,5	18,6	—16,7	+ 9,7
Commissions payées	6,2	3,5	0,4	0,2	4,2	4,0	20,0	19,3	154,2	170,5	2,9	4,0	—37,2	+ 9,0
Quote-part dans sinistres réglés	14,8	7,2	1,3	1,2	6,9	13,0	52,8	59,0	382,5	415,9	14,0	9,4	—15,8	+ 9,1
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	81,0	82,4	14,8	14,6	44,0	34,7	153,5	152,7	1 121,9	1 237,0	30,5	29,6	—12,8	+ 9,0
Quote-part dans réserve pour risques en cours	7,4	5,4	0,4	0,3	7,2	6,8	34,8	33,3	252,2	282,0	4,2	6,6	—22,1	+44,7

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).
(e) Il s'agit de l'ensemble des « Transports de choses pour compte propre » et des « Voitures ».

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

Valeurs représentatives
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979		
					Sociétés belges	Sociétés étrangères	Total
Fonds publics belges (b)							
Parastataux	19 275,0	19 179	23 062	26 139	23 187	4 948	28 135
Parastataux de crédit							
Provinces et communes							
Valeurs étrangères	1 987,4	1 679	1 454	1 699	1 645	105	1 750
Immeubles	6 918,2	8 186	8 365	7 543	6 543	1 822	8 365
Prêts hypothécaires	5 074,0	5 745	7 788	8 588	9 764	402	10 166
Obligations de sociétés belges	9 396,0	9 914	10 853	12 204	12 016	761	12 777
Actions de sociétés belges	4 461,3	5 371	5 802	6 706	6 162	984	7 146
Espèces	67,0	1 008	968	1 382	1 792	360	2 152
Créances sur intermédiaires	—	1 203	1 283	1 016	810	127	937
Intérêts courus et non échus sur les valeurs affectées	—	991	1 357	1 671	1 618	302	1 920
Fonds communs de placement	14,4	50	75	89	93	2	95
Organismes internationaux	532,0	692	681	544	428	34	462
Divers	307,3	1 429	1 291	1 710	2 869	130	2 999
Total ...	**47 720,3**	**55 447**	**62 979**	**69 291**	**66 927**	**9 977**	**76 904**

(a) Les données relatives à 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Source : Office de Contrôle des Assurances.

QUATRIEME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

Au cours des premiers mois de 1980, les hausses de prix sur les marchés des matières premières étaient dues principalement aux tensions croissantes dans le domaine international (l'intervention soviétique en Afghanistan, le conflit entre les Etats-Unis et l'Iran). Fin février-début mars, un revirement s'est fait jour lorsque, en raison du niveau élevé des intérêts, les spéculateurs estimaient opportun de réaliser des bénéfices. Pour l'industrie, le même motif prévalait pour réduire ses stocks. Jusque vers la fin de l'année, l'évolution des prix des matières premières était faible, mais, par la suite, des grèves dans l'industrie américaine du cuivre, des informations pessimistes quant aux récoltes de 1980-1981, de même que la guerre entre l'Iran et l'Iraq, ont été de nature à faire redresser quelque peu les prix. A partir d'octobre, la tendance ascentionnelle de l'indice des prix des matières premières (Reuter et Moody) ne s'est plus poursuivie et le marché est demeuré assez calme.

En 1980, l'indice général des prix de gros (sans T.V.A.) a augmenté de 5,8 % en moyenne. La hausse des prix de gros des produits industriels a grimpé, en moyenne, de 6,8 %. L'indice des prix de gros des produits agricoles s'est situé, en moyenne, à un niveau de 1,8 % supérieur à celui de 1979.

Dans l'industrie de la construction, la hausse des prix a été modérée en 1979. Selon les calculs du Ministère des Affaires économiques, les prix des matériaux de construction ont monté, en 1980, de 3,8 % en moyenne. L'indice de l'A.B.E.X., c'est-à-dire un indice semestriel du coût de la construction (coût des études, gros-œuvre et finition, bénéfice de l'entrepreneur et impôts) a connu, du 1er novembre 1979 au 1er novembre 1980, une croissance de 6,6 %.

Une légère accélération du rythme d'augmentation des prix à la consommation s'est produite à partir du milieu de 1979 et elle s'est affirmée encore en 1980. L'accroissement moyen de l'indice a été de 6,6 % en 1980. Par rapport au même mois de l'année antérieure, l'accélération est passée de 5,1 % en décembre 1979 à 7,5 % en décembre 1980.

En 1980, l'indice des prix des produits alimentaires est monté de 3,6 % en moyenne, contre 0,5 % en 1979. Pour les produits non alimentaires, l'augmentation des prix est passée de 6 % en 1979 à 9 % en 1980. Pour les services, le rythme d'accélération de l'indice n'a pratiquement pas changé (5,5 % en 1979, 5,7 % en 1980), tandis que l'indice des loyers a haussé de 6 % en 1979 à 7,6 % en 1980.

Dans les produits alimentaires, la rubrique « pain et produits de céréales » a augmenté de 3,6 % (3,3 % en 1979). La viande est devenue de 3,6 % plus chère (1,2 % en 1979). La rubrique « lait, fromage et œufs » a haussé de 3,4 % (0,7 % en 1979), les huiles et graisses de 2,4 % (1,6 % en 1979), les légumes frais de —1,9 % (7,3 % en 1979), les fruits frais de 8,5 % (—10,5 % en 1979), les conserves de légumes et de fruits 0,4 % (—3 % en 1979), les pommes de terre de 3 % (34 % en 1979), le sucre de 2,8 % (+1,3 % en 1979), le café de 2,3 % (—13,9 % en 1979), les confiseries et autres produits alimentaires de 2,8 % (—0,3 % en 1979). Les boissons non alcooliques ont marqué une progression de 5,1 % (2,3 % en 1979) et les boissons alcooliques de 3,3 % (0,4 % en 1979). Dans la rubrique « tabac et produits de tabac », l'avance est de 2,7 %. La rubrique « articles d'habillement » montre, en 1980, une hausse de 1,6 % et celle des chaussures de 5 %.

Pour le chauffage et l'éclairage, les évolutions se révèlent divergentes. La plus forte progression a été celle des combustibles liquides (40,3 % en 1980, 38,5 % en 1979). Les combustibles solides, eux aussi, ont enregistré une forte hausse de prix : 17,7 %, contre 6,4 % en 1979. Les prix du gaz se sont accrus de 20,7 % par rapport à ceux de 1979, tandis que le prix de l'électricité a monté de 8,6 %.

Dans la catégorie des meubles, appareils domestiques et outils, le rythme de la hausse des prix a été de 3,1 % (3 % en 1979). Dans la rubrique des soins corporels et dépenses sanitaires, l'avance des prix s'est légèrement accélérée, soit de 4,2 % en 1979 à 4,8 % en 1980. La hausse des prix des voitures s'est chiffrée, en 1980, à 5,6 % et l'évolution des dépenses pour l'utilisation de voitures personnelles (dont essence) marque une progression de 7,1 % en 1979 à 14,3 % en 1980. Dans les restaurants, cafés et hôtels, l'augmentation des prix est de 3,8 % en 1980, contre 2,3 % en 1979.

Une comparaison, sur base internationale, des prix à la consommation fait apparaître qu'en 1980, l'avance moyenne a été plus élevée qu'en 1979. Dans les pays du Benelux, l'on a assisté à une légère accélération de la hausse. Dans ces pays, la hausse moyenne a été quasiment pareille (6,6 % en Belgique, 6,5 % aux Pays-Bas, 6,3 % au Luxembourg). Dans la République fédérale, le taux de progression des prix à la consommation s'est limité à 5,5 %. En France, au Danemark et aux Etats-Unis, le rythme d'inflation s'est chiffré à 13 % environ. Les hausses des prix les plus fortes ont été observées au Royaume-Uni (18 %) et en Italie (21,2 %).

*
* *

Indices des prix de gros
(1953=100)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1976 Moyenne (a)	206,7	222,3	181,5	204,2	219,0	184,9	181,7	221,1	215,9	207,3
1976 Moyenne (b)	183,7	210,4	172,2	193,1	190,7	165,1	164,1	189,8	187,6	181,4
1977 Moyenne (a)	211,7	222,0	204,5	213,5	225,2	182,8	182,7	223,8	222,8	211,2
1977 Moyenne (b)	188,1	210,1	194,1	201,9	196,0	163,2	165,0	192,2	193,6	184,8
1978 Moyenne (a)	206,4	210,7	185,7	198,6	224,6	176,8	178,8	217,6	223,0	208,3
1978 Moyenne (b)	184,6	199,4	176,3	187,8	196,9	159,2	162,6	188,7	195,3	183,7
1979 Moyenne (a)	219,4	228,4	193,5	212,9	233,3	199,4	194,6	230,6	232,8	220,9
1979 Moyenne (b)	196,2	216,1	183,7	201,3	204,6	179,6	176,9	200,0	203,9	194,9
1980 Moyenne (a)	232,0	238,3	188,6	216,8	249,0	217,6	207,9	251,5	245,1	235,6
1980 Moyenne (b)	207,5	225,5	179,0	204,9	218,4	195,9	189,1	218,1	214,7	208,1
1980 (b) Janvier	205,1	231,3	181,9	210,2	212,6	193,8	183,8	214,3	210,5	203,8
Février	207,8	228,4	186,4	210,1	214,5	199,1	188,1	220,0	211,8	207,2
Mars	208,8	227,9	190,8	211,3	215,6	200,7	189,9	219,7	212,8	208,1
Avril	207,3	224,6	181,4	205,0	216,9	198,9	189,0	217,5	214,2	207,7
Mai	205,6	221,1	178,1	201,8	217,2	193,2	185,8	216,8	214,0	206,5
Juin	205,4	219,1	177,5	200,2	217,4	193,0	186,3	215,9	214,5	206,6
Juillet	205,8	219,4	174,4	199,0	219,1	191,6	187,2	217,8	214,5	207,4
Août	204,4	214,6	160,1	191,2	219,1	192,1	188,8	217,9	213,9	207,7
Septembre	207,4	225,7	173,7	203,0	219,7	193,3	190,1	218,8	214,3	208,5
Octobre	208,9	225,3	177,1	203,8	221,5	195,5	191,3	219,2	217,0	210,1
Novembre	211,6	233,5	180,9	210,2	222,7	199,8	193,9	219,4	219,1	211,8
Décembre	212,3	234,6	185,7	213,0	223,9	199,8	194,5	219,6	219,2	212,1

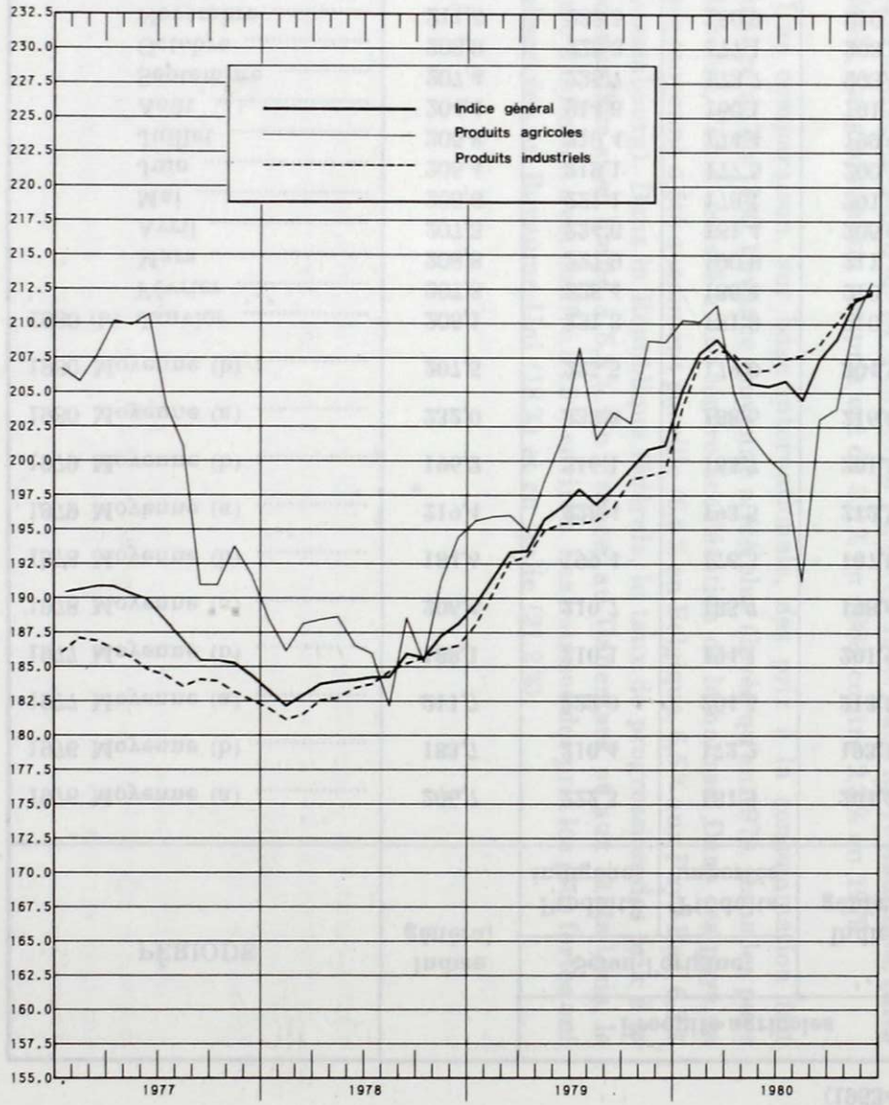
(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

T.V.A. exclue

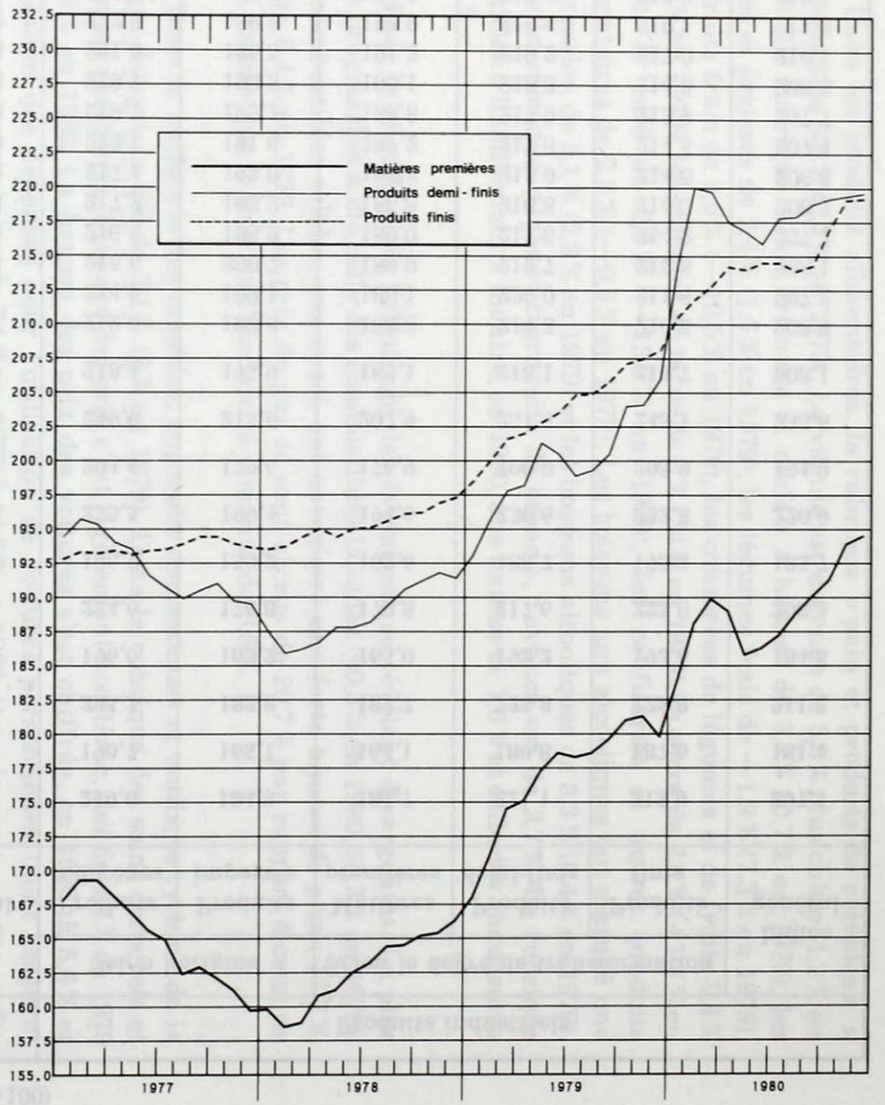
(1953=100)



Indices des prix de gros des produits industriels

T.V.A. exclue

(1953=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices particuliers des prix de gros

(1953=100)

PÉRIODE	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1976 Décembre (a)	212	190	168	198	161	163	126	184	210	149	262	184
1976 Décembre (b)	224	201	188	222	182	190	133	217	242	166	309	214
1977 Décembre (a)	227	163	158	194	158	166	118	179	195	146	276	188
1977 Décembre (b)	240	172	176	217	180	195	125	212	224	162	325	218
1978 Décembre (a)	215	177	186	199	161	172	139	183	198	146	283	192
1978 Décembre (b)	228	186	206	220	181	200	148	212	225	165	327	220
1979 Décembre (a)	231	189	198	232	167	182	156	197	205	152	290	204
1979 Décembre (b)	245	199	219	258	187	211	165	228	232	170	336	234
1980(a) Janvier	234	190	229	235	181	183	197	197	209	154	290	206
Février	231	192	235	244	182	183	201	211	210	155	293	208
Mars	231	194	231	248	182	183	181	213	213	157	293	207
Avril	228	186	231	248	182	175	168	213	217	157	301	205
Mai	226	181	226	244	183	175	152	213	215	157	301	204
Juin	223	181	223	244	183	174	170	213	214	157	301	203
Juillet	220	181	226	245	186	179	155	207	214	158	304	204
Août	218	169	224	244	186	179	172	207	215	158	304	204
Septembre	222	186	216	248	187	178	174	207	215	159	304	205
Octobre	217	192	220	256	187	178	179	207	215	160	304	204
Novembre	226	196	232	261	190	178	187	207	219	162	304	205
Décembre	227	200	234	263	191	179	179	197	221	162	306	204
1980 Décembre (b)	241	211	260	292	215	207	189	228	250	182	354	234

(a) T.V.A. exclue.
(b) T.V.A. incluse.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation
(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Catégories d'articles							
	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, ustensiles de ménage et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Pondération (‰)	**264,20**	**96,10**	**151,40**	**104,60**	**39,80**	**142,10**	**76,10**	**125,70**
1977 Moyenne	**126,05**	**118,09**	**121,70**	**115,08**	**124,10**	**122,43**	**117,56**	**126,51**
1978 Moyenne	**128,54**	**125,61**	**128,37**	**118,76**	**131,54**	**128,37**	**122,56**	**135,87**
1979 Moyenne	**129,36**	**130,57**	**143,13**	**122,28**	**137,08**	**136,04**	**125,76**	**142,69**
1980 Moyenne	**133,97**	**133,75**	**165,54**	**126,04**	**143,62**	**150,43**	**130,70**	**149,75**
1980 Janvier	132,28	132,07	158,01	124,31	141,84	144,71	127,57	144,74
Février	132,76	132,14	160,58	124,43	142,00	147,46	127,97	145,49
Mars	132,44	132,25	161,35	124,57	142,78	147,95	128,33	146,08
Avril	131,31	132,29	163,36	124,59	142,86	147,93	128,64	147,14
Mai	131,06	132,78	164,92	125,09	143,00	148,50	129,22	147,25
Juin	131,19	133,30	164,36	125,86	143,01	149,27	129,66	148,15
Juillet	133,37	133,60	164,70	126,40	144,09	151,51	130,71	152,09
Août	135,35	134,13	163,00	126,58	144,17	151,24	130,76	152,68
Septembre	137,24	134,50	163,48	126,95	144,20	151,66	133,11	152,63
Octobre	136,80	135,22	170,50	127,25	144,39	153,21	133,86	152,73
Novembre	136,85	136,09	175,91	127,96	145,82	155,31	134,42	153,45
Décembre	136,99	136,57	176,31	128,54	145,23	156,37	134,19	154,54

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Groupes				Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non-alimentaires	Services	Loyer	
Pondération (‰)	**251,50**	**427,90**	**270,60**	**50,00**	**1 000,00**
1977 Moyenne	**125,46**	**166,00**	**129,94**	**118,92**	**122,30**
1978 Moyenne	**127,28**	**119,87**	**140,75**	**127,52**	**127,77**
1979 Moyenne	**127,90**	**127,04**	**148,52**	**135,14**	**133,48**
1980 Moyenne	**132,53**	**138,51**	**157,01**	**145,36**	**142,35**
1980 Janvier	130,87	134,32	152,50	140,37	138,68
Février	131,37	135,69	153,43	142,32	139,73
Mars	131,03	136,24	153,83	142,29	139,99
Avril	129,84	136,90	154,35	143,18	140,16
Mai	129,57	137,64	154,93	143,33	140,57
Juin	129,71	137,82	155,67	143,88	140,91
Juillet	131,99	138,65	158,17	144,75	142,56
Août	134,03	137,55	159,03	146,81	142,94
Septembre	135,89	137,81	159,80	148,66	143,82
Octobre	135,29	141,00	160,16	149,35	145,16
Novembre	135,33	143,94	160,89	149,57	146,64
Décembre	135,45	144,57	161,41	149,76	147,09

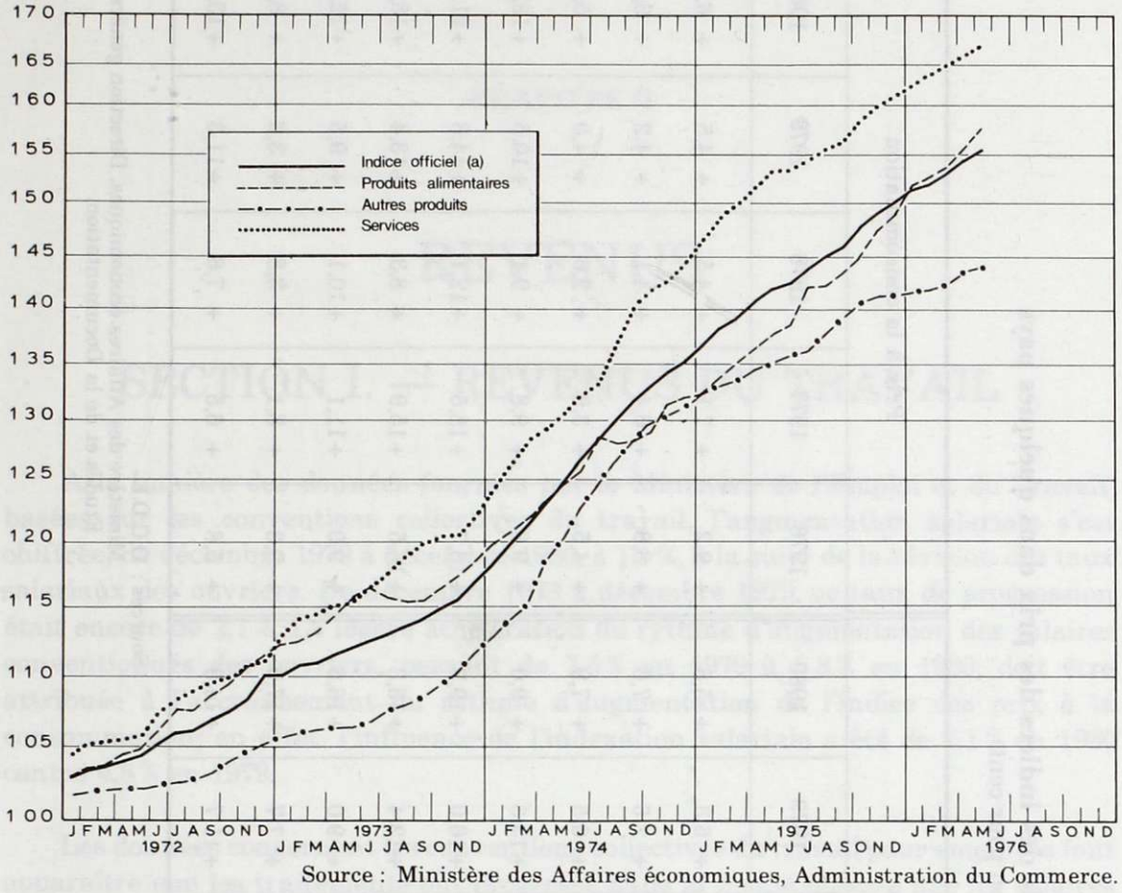
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du commerce.

Indices des prix à la consommation

PÉRIODE	Indice général			Produits alimentaires (Boissons compris.)	Produits non alimentaires	Services
	Base juill. 1974 juin 1975 =100	Base 1971=100	Base 1966=100	Base 1971=100		
1972	76,97	105,45	125,37	106,62	102,81	107,63
1973	82,32	112,78	134,09	115,15	107,58	117,28
1974	92,76	127,08	151,09	125,94	122,69	134,02
1975	104,60	143,31	170,38	140,07	136,55	154,07
1976	114,19	156,44	185,99	..	..	..
1977	122,30	167,55	199,20	..	..	..
1978	127,77	175,04	208,11	..	..	..
1979	133,48	182,86	217,41	..	..	..
1980	142,35	195,03	231,86	..	..	..
1980 Janvier	138,68	189,99	225,88	..	..	..
Février	139,73	191,43	227,59	..	..	..
Mars	139,99	191,78	228,01	..	..	..
Avril	140,16	192,02	228,29	..	..	..
Mai	140,57	192,58	228,96	..	..	..
Juin	140,91	193,05	229,51	..	..	..
Juillet	142,56	195,31	232,20	..	..	..
Août	142,94	195,83	232,82	..	..	..
Septembre	143,82	197,03	234,25	..	..	..
Octobre	145,16	198,87	236,43	..	..	..
Novembre	146,64	200,90	238,84	..	..	..
Décembre	147,09	201,51	239,58	..	..	..

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

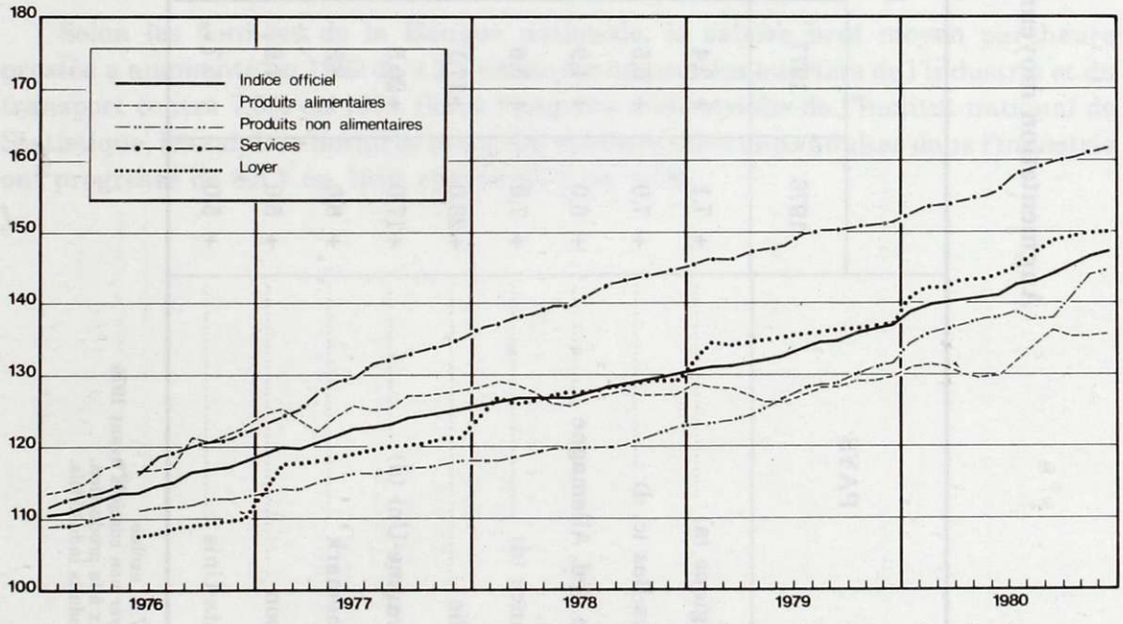
Indices des prix à la consommation
(1971 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Avant mars 1972 l'indice officiel établi sur la base 1966 = 100, a été converti sur la base 1971 = 100.

Indices des prix à la consommation de 1976 à 1980 (a)
(base juillet 1974 - juin 1975 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nouveaux indices à partir du 1er juin 1976.

Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

(en pour-cent)

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
Belgique (a)	+ 7,1	+ 2,4	— 1,9	+ 6,3	+ 5,8	+ 9,2	+ 7,1	+ 4,5	+ 4,5	+ 6,6
Pays-Bas (c, d)	+ 7,0	+ 6,5	+ 1,8	+ 2,6	+ 7,6	+ 8,8	+ 6,4	+ 4,1	+ 4,2	+ 6,5
Rép. féd. Allemagne	+ 6,0	+ 1,9	— 0,9	+ 6,5	+ 7,9	+ 4,5	+ 3,9	+ 2,6	+ 4,0	+ 5,5
France (d)	+ 7,0	+ 5,6	+ 4,4	+13,6	+ 9,0	+ 9,6	+ 9,8	+ 9,1	+10,5	+13,3
Italie	+23,0	+17,1	+ 8,3	+16,0	+19,9	+16,7	+18,5	+12,1	+14,8	+21,2
Royaume-Uni (d)	+17,0	+20,5	+ 8,5	+12,4	+16,3	+16,5	+15,9	+ 8,3	+13,4	+18,0
Danemark	+ 8,0	+ 8,3	+ 4,3	+ 9,0	+16,5	+ 9,0	+11,1	+10,1	+ 9,5	+12,4
Japon	+ 5,0	+ 1,9	— 2,8	+ 7,7	+17,9	+ 9,3	+ 8,1	+ 3,8	+ 3,6	+ 8,0
Etats-Unis	+ 5,0	+ 5,7	+ 8,1	+11,7	+14,9	+ 5,8	+ 6,5	+ 7,6	+11,3	+13,5

(a) T.V.A. exclue.
(b) Loyer non compris avant 1976.
(c) Prix à la production.
(d) Produits industriels.

Sources : O.C.D.E.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL

A la lumière des données fournies par le Ministère de l'Emploi et du Travail, basées sur les conventions collectives du travail, l'augmentation salariale s'est chiffrée, de décembre 1979 à décembre 1980, à 1,1 %, à la suite de la révision des taux salariaux des ouvriers. De décembre 1978 à décembre 1979, ce taux de progression était encore de 2,1 %. La légère accélération du rythme d'augmentation des salaires conventionnés des ouvriers, passant de 7,5 % en 1979 à 8,8 % en 1980, doit être attribuée à l'accroissement du rythme d'augmentation de l'indice des prix à la consommation; en effet, l'influence de l'indexation salariale a été de 7,1 % en 1980 contre 4,8 % en 1979.

Les données concernant les conventions collectives du travail pour employés font apparaître que les traitements ont progressé dans la même mesure que les salaires des ouvriers : 8,7 % de décembre 1979 à décembre 1980. L'influence de la révision des taux salariaux s'est chiffrée à 0,8 %, tandis que l'échelle mobile a relevé les traitements de 7,9 %.

Selon les données de la Banque nationale, le salaire brut moyen par heure prestée a augmenté en 1980 de 9,3 % en moyenne pour les ouvriers de l'industrie et du transport contre 7,5 % en 1979. Selon l'enquête trimestrielle de l'Institut national de Statistique, les salaires horaires bruts des ouvriers masculins adultes dans l'industrie ont progressé de 8,5 % en 1980, contre 6,7 % en 1979.

*
* *

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes
(1975=100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1979				1980			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	154,4	156,8	159,3	162,9	166,7	168,5	171,8	176,1
Energie et eau	135,4	135,7	138,3	143,5	147,6	149,8	150,7	158,2
Industries manufacturières	134,4	136,7	139,7	142,5	145,4	149,0	152,0	155,5
dont : produits alimentaires	141,6	144,3	146,5	151,1	153,4	157,3	159,2	163,5
textiles	131,9	131,6	136,9	138,6	139,0	147,7	149,5	152,5
confection, chaussures	131,9	134,4	136,1	138,6	141,4	144,2	150,3	152,1
chimie	139,1	139,1	143,3	143,3	149,0	149,0	152,0	155,1
métallurgie	130,3	133,5	134,9	138,0	140,8	144,2	146,8	149,6
fabrications métalliques	132,0	135,2	139,0	142,0	145,0	147,9	150,7	153,8
Construction	148,9	150,9	151,8	154,4	156,5	162,2	163,5	166,3
Commerce	140,8	144,4	146,7	149,8	152,6	156,4	158,8	162,1
Transports	141,0	141,6	144,5	149,3	152,2	153,5	156,2	159,8
Services	142,5	142,9	146,3	147,6	154,0	154,5	157,6	160,1
Indice général ...	**137,9**	**140,2**	**142,7**	**145,7**	**148,7**	**152,5**	**155,1**	**158,5**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires
(1970=100)

PERIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1975	216	205	214	225	223	211	216	202	199	195
1976	240	227	239	246	246	241	254	224	221	216
1977	262	249	263	267	270	269	285	245	241	235
1978	281	265	281	285	289	288	311	262	257	250
1979	302	285	301	308	312	308	338	281	275	266
1980 (c)	330	311	328	344	340	..	..	300	293	283
1979 Mars	290	277	293	299	299	283	314	271	265	258
Juin	302	283	299	300	312	292	324	283	276	266
Septembre	301	287	302	306	310	287	321	281	275	268
Décembre	316	292	308	329	326	380	393	289	282	274
1980 Mars (c)	316	301	317	335	325	312	336	288	282	274
Juin (c)	326	309	325	340	336	..	..	298	290	281
Septembre (c)	331	314	331	340	341	..	..	302	295	285
Décembre (c)	346	321	338	361	357	..	..	312	304	294

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1980 (a)

(en francs)

DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**265,25**	**259,46**	**(b)**
Electricité et gaz	**(b)**	**(b)**	**(b)**
Industrie manufacturière	**204,14**	**228,05**	**199,91**
Sidérurgie	(b)	(b)	(b)
Industrie des métaux non ferreux	254,29	245,94	(b)
Industrie des produits minéraux non métalliques	227,40	223,09	(b)
Raffinage de pétrole	345,50	—	(b)
Industrie chimique	260,08	238,75	189,30
Construction d'automobile et pièces détachées	247,99	241,06	228,20
Construction et assemblage de véhicules automobiles, et construction des moteurs pour ceux-ci	257,42	—	230,81
Chantiers navals	241,12	205,14	(b)
Construction électrique	215,67	220,03	201,61
Industrie du bois et du meuble	195,50	187,05	204,74
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	213,79	223,38	241,49
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	202,89	210,50	(b)
Industrie du cuir	167,90	196,88	145,17
Industrie du textile	174,94	165,36	146,45
Industrie de l'habillement	138,87	142,44	152,91
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	201,98	201,44	201,01
Construction	**225,63**	**227,54**	**229,77**
Ensemble de l'industrie	**209,13**	**230,10**	**211,18**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.
(b) Les données n'existent pas où la moyenne couvre moins de quatre entreprises.

Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée

(en francs)

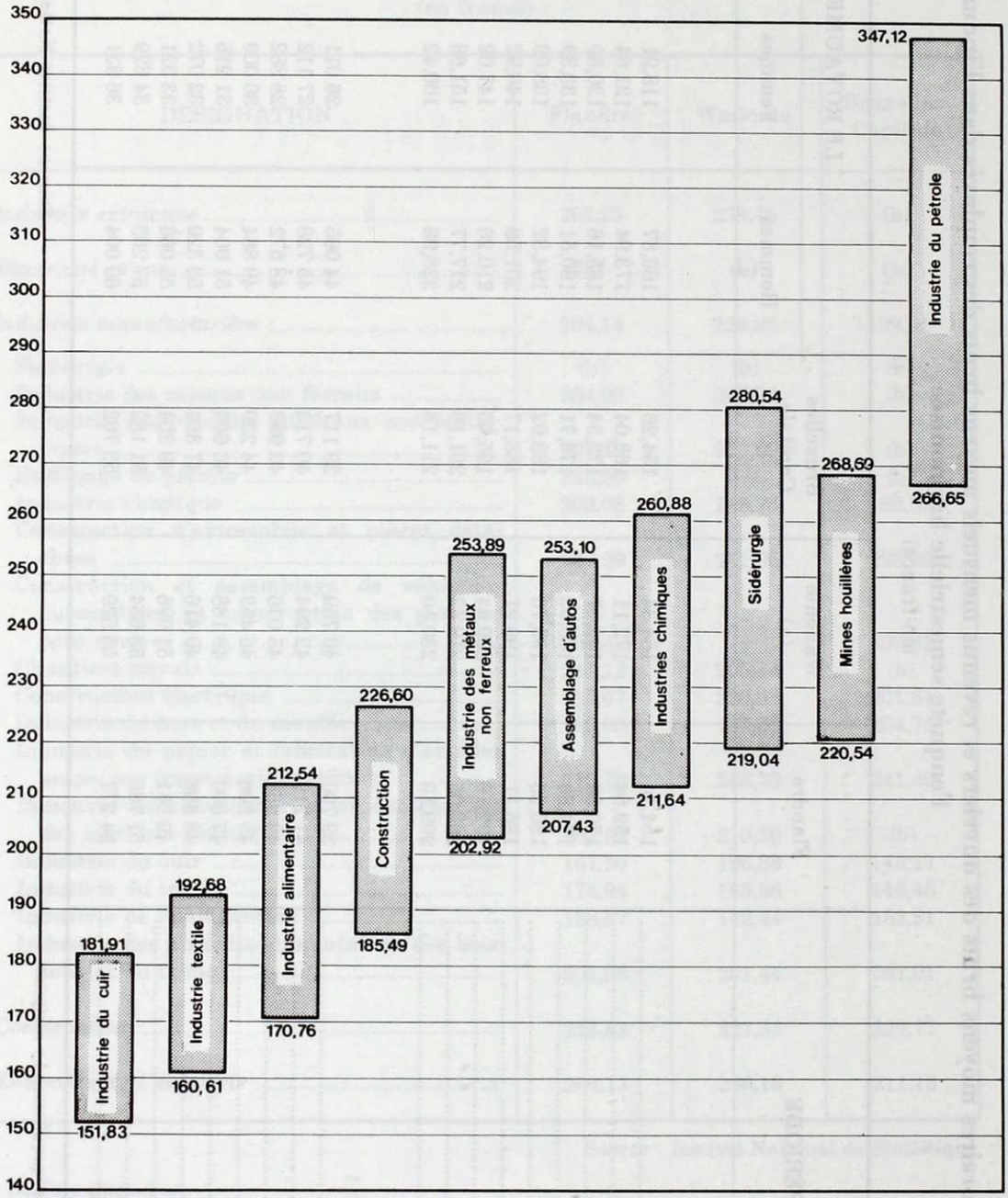
PÉRIODE	Flandre	Wallonie (a)	Bruxelles Capitale	LE ROYAUME		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Avril 1976	154,14	164,34	154,26	166,87	118,91	157,05
Octobre 1976	159,54	172,11	162,04	173,94	121,84	163,28
Avril 1977	170,38	182,27	172,34	185,16	130,60	173,98
Octobre 1977	174,83	188,62	176,71	190,51	133,39	178,88
Avril 1978	180,55	193,76	183,02	194,82	138,09	182,84
Octobre 1978	185,11	199,21	188,17	201,59	140,92	189,23
Avril 1979	192,19	209,64	195,60	210,26	147,02	197,33
Octobre 1979	198,05	219,49	201,16	217,77	151,68	204,27
Avril 1980	209,13	230,10	211,18	228,98	160,42	214,97
Employés :						
Avril 1976	39 700	40 759	39 117	44 065	26 011	39 886
Octobre 1976	41 219	42 294	40 713	45 728	27 112	41 422
Avril 1977	43 968	45 076	42 996	48 572	28 882	44 018
Octobre 1977	45 206	46 453	44 239	49 884	30 009	45 288
Avril 1978	47 000	48 188	46 600	51 964	31 216	47 166
Octobre 1978	48 308	49 416	47 384	53 320	32 072	48 406
Avril 1979	49 961	51 096	49 204	55 066	33 321	50 037
Octobre 1979	51 766	53 684	51 182	57 263	34 629	52 028
Avril 1980	54 277	55 529	53 702	60 004	36 331	54 529

(a) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

Source : Institut National de la Statistique.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries

(avril 1977 à avril 1980)



Source : Institut National de Statistique.

Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1968	269,3	94,6	35,2
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	422,4	134,2	31,8
1971 (c)	478,2	153,8	32,2
1972 (c)	543,7	174,3	32,1
1973 (c)	632,7	202,2	32,0
1974 (c)	773,6	243,2	31,4
1975 (c)	897,1	296,1	33,0
1976 (c)	1 008,5	330,8	32,8
1977 (c)	1 110,0	365,8	33,0
1978 (c)	1 179,8	385,5	32,7
1979 (c)	1 269,9	412,7	32,5

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.
(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)
(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1976 (b)	1977 (b)	1978 (b)	1979 (b)
Cotisations de sécurité sociale :				
Retraite et survie	106 268	115 291	122 290	130 399
Maladie-invalidité	77 732	84 964	90 447	96 878
Chômage	17 932	19 169	20 144	21 263
Allocations familiales	59 734	65 415	69 524	74 659
Vacances annuelles	48 571	53 656	56 075	58 374
Maladies professionnelles	4 915	5 379	5 764	6 251
Accidents du travail	—	3 338	3 587	3 856
Cotisations spéciales :				
Sécurité d'existence — construction	9 338	10 718	11 049	11 429
Sécurité d'existence — autres secteurs	2 034	2 685	2 868	2 956
Fermeture d'entreprises	1 303	1 518	2 138	2 331
Crédit d'heures	14	3	1	327
Total ...	**327 839**	**362 133**	**383 887**	**408 723**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIETES

Comme en beaucoup de domaines, il convient de déplorer l'hétérogénéité des données pour apprécier la rentabilité des entreprises et les délais nécessaires à leur mise à disposition de l'analyse. Les statistiques de 1976 de l'I.N.S. parviendront après la mise sous presse du présent article. Quant aux données recueillies par la centrale des bilans, c'est l'année 1978 qui sera prochainement mise à la disposition du public. Pour 1979 et 1980, c'est à d'autres sources qu'il faut faire appel.

Dans un but de continuité, et afin de permettre l'étude des observations sur une période de temps relativement longue nous recourons comme par le passé aux échantillons d'entreprises établis par les services d'études de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Kredietbank.

L'échantillon retenu par la Banque de Paris et des Pays-Bas représente une part importante des fonds propres des sociétés belges soumises à la réglementation comptable, sa continuité dans le temps permet de tracer l'évolution des entreprises cotées depuis 1970.

Pour 1979, les motifs de satisfaction ont été tangibles avec le redressement de la rentabilité à 5,9 % des fonds propres (8,2 % sidérurgie exclue). La ventilation sectorielle des résultats déclarés en 1979 met en évidence la réduction des pertes en sidérurgie, le doublement de la rentabilité des sociétés pétrolières et le vif redressement de l'industrie chimique. En 1979, 157 des 204 sociétés analysées ont déclaré un résultat net positif.

Cependant, au vu de la comptabilité d'inflation, on constate que si le redressement fut réel, le taux de rentabilité réelle reste bien en deçà des chiffres publiés, pour être même négatif. Le recul notable des bénéfices dans les fabrications métalliques est dû à la diminution des bénéfices de Bekaert après l'année record 1978 et aux mauvais résultats des A.C.E.C. qui ont été affectés par une grève prolongée.

Il y a un rapport, déjà signalé dans ces pages l'année dernière, entre le volume de la production et la rentabilité. En 1979, tant la croissance de la demande intérieure que celle de l'extérieur ont eu un effet positif sur l'activité économique.

Si pendant les premiers mois de 1980, l'activité ne souffrait pas trop du ralentissement conjoncturel discernable fin 1979 en raison de carnets de commande bien garnis, la hausse du prix du pétrole et la hausse du dollar ont eu une influence sensible sur les coûts extérieurs des entreprises. En conséquence la croissance des bénéfices s'avère modérée pour le nombre d'entreprises quand elles ne sont pas en perte. Si l'on recourt à trois éléments particulièrement déterminants de la rentabilité des entreprises : la marge bénéficiaire, le taux de rotation de l'actif et l'effet de levier, on relève que l'amélioration de la marge explique près de la moitié du redressement en pétrole et en chimie, le taux de rotation de l'actif restant assez stable d'une année à l'autre et l'effet de levier ne se marquant qu'en matériel électrique.

En 1979, pour la seconde fois depuis 1970, l'endettement des entreprises s'est allégé. Le coefficient de dettes à long terme sur fonds propres n'était que de 31 % en 1970; il a franchi le cap des 50 % en 1975 et s'est stabilisé depuis trois ans aux alentours de 75 %. Dans sept des vingt et un secteurs cités, les dettes à plus d'un an dépassent le montant des fonds propres.

Néanmoins, l'allègement des dettes de 1979 ne fut qu'un feu de paille. Pour 1980, vu l'effet du retrécissement des marges d'autofinancement, le taux de l'endettement des entreprises se dégrade. Dans un tel contexte, le renchérissement du crédit rend difficile le financement des stocks et de l'investissement pour avoir comme conséquence première une dégradation de la rentabilité des entreprises et comme conséquence seconde une diminution de la propension à investir, ce qui aura bien évidemment comme conséquence une diminution de l'activité des entreprises satisfaisant la demande d'équipement.

Si l'on se réfère aux ratio de rentabilité des fonds propres, des entreprises industrielles retenues dans l'échantillon de la Kredietbank, la rentabilité des entreprises se serait améliorée en 1979 (+4,8 %) après les années négatives 1977 (—2,6 %) et 1978 (—1,1 %). Toutefois, 1980 serait une année médiocre.

La Banque nationale, quant à elle, considère le revenu brut des sociétés c'est-à-dire leur excédent brut d'exploitation y compris les impôts directs à payer, les dividendes et tantième à distribuer et les amortissements. Si pour elle, les revenus des sociétés se seraient légèrement améliorés en 1980, à prix constants toutefois, il y aurait eu recul dû à la diminution des marges. Ce recul est moindre dans les entreprises de commerce et de services que dans les entreprises industrielles.

*
* *

Rentabilité et endettement des entreprises belges (a)

DÉSIGNATION (b)	1978					1979				
	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10^6 F)	% (d)	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10^6 F)	% (d)
1. Divers	8 847	2 485	28,1	356	4,0	5 955	2 017	33,9	137	2,3
2. Pétrole	55 133	55 259	100,2	6 132	11,1	56 873	51 097	89,8	14 381	25,3
3. Electricité	70 216	82 284	117,2	7 067	10,1	75 887	89 646	118,1	7 791	10,3
4. Distribution	8 257	8 396	101,7	1 347	16,3	8 527	9 124	107,0	1 189	13,9
5. Trusts	21 263	2 098	9,9	1 553	7,3	23 650	2 331	9,9	2 012	8,5
6. Banques	48 109	—	—	3 696	7,7	53 628	—	—	3 668	6,8
7. Chimie	48 841	16 002	32,8	292	0,6	49 522	15 477	31,3	4 516	9,1
8. Transport	5 261	5 868	111,6	88	1,7	3 579	5 372	150,1	— 29	— 0,8
9. Holdings	49 065	11 719	23,9	2 385	4,9	48 511	12 070	24,9	1 672	3,4
10. Fabrications métalliques	13 692	13 862	101,2	1 001	7,3	14 153	14 321	101,2	426	3,0
11. Matériel électrique	4 992	5 557	111,3	166	3,3	4 453	8 316	186,8	— 493	—11,1
12. Construction	13 413	12 016	89,6	117	0,9	11 959	8 427	70,5	586	4,9
13. Immobilier	3 821	2 121	55,5	40	1,1	3 703	18 921	511,0	182	4,9
14. Alimentation	4 395	579	13,2	165	3,8	3 686	883	24,0	58	1,6
15. Textile	3 615	843	23,3	21	0,6	3 833	943	24,6	76	2,0
16. Verre	12 493	3 804	30,4	— 2 179	— 17,0	13 403	3 606	26,9	— 476	— 3,6
17. Plantation	1 446	2	0,1	29	2,0	1 243	2	0,2	— 282	—22,7
18. Non-ferreux	37 872	6 973	18,4	— 1 468	— 3,9	36 772	6 153	16,7	— 98	— 0,3
19. Papier	2 730	2 690	98,5	— 170	— 6,2	2 812	2 280	81,1	123	4,4
20. Sidérurgie	21 565	51 635	239,4	—12 150	— 56,3	33 925	48 455	142,8	—7 719	—22,8
21. Charbonnages	808	121	15,0	— 1 591	—196,6	938	68	7,2	— 594	— 63,3
Total avec charbonnages	**435 834**	**284 315**	**73,3(e)**	**6 897**	**1,6**	**457 012**	**299 509**	**74,2(e)**	**27 126**	**5,9**
Total sans charbonnages	**435 026**	**284 194**	**73,5(e)**	**8 488**	**2,0**	**456 074**	**299 441**	**74,4(e)**	**27 720**	**6,1**
Total sans sidérurgie	**414 269**	**232 680**	**63,5(e)**	**19 047**	**4,6**	**423 087**	**251 054**	**68,0(e)**	**34 845**	**8,2**

(a) Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Classés d'après le pourcentage des bénéfices nets recalculés par rapport aux fonds propres en 1976.
(c) Dettes à long terme par rapport aux fonds propres en %.
(d) Bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.
(e) Non compris le secteur bancaire.

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique, Notes économiques, septembre 1980.

Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes

(en % par rapport à l'année précédente)

ANNÉE (a)	Bénéfices nets			Dividendes			Impôt sur les sociétés (c)
	(b)	(c)	(d)	(b)	(c)	(d)	
1968	27,9	30,6	—	12,0	11,1	11,0	23,0
1969	17,8	19,9	35,9	18,4	19,1	23,7	19,0
1970	14,1	17,8	3,0	11,3	11,7	8,5	17,3
1971	— 6,6	—10,6	—11,5	1,1	1,7	— 4,3	14,7
1972	25,9	23,5	17,5	15,2	17,5	15,1	31,2
1973	28,6	22,0	40,2	25,7	26,1	19,6	19,4
1974	—	4,9	— 6,6	—	—14,8	6,0	10,2
1975	—	—49,3	—58,0	—	9,7	—19,7	5,4
1976	—	55,8	55,1	—	6,3	—	3,2
1977	—	—	—51,2	—	3,4	+ 5,9	—
1978	—	—	86,7	—	—	6,0	—
1979	—	—	..	—	—	..	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Années réelles, et non de publication.
(b) D'après la statistique des rendements, établie par l'Institut National de Statistique, et complété jusqu'à l'année de publication 1974.
(c) D'après la Comptabilité nationale; données provisoires de 1974 à 1978.
(d) D'après la Kredietbank, Bulletins hebdomadaires.

Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs (a)

SECTEURS	Place			Rentabilité d'ensemble		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Distribution	1	1	..	13,0	16,3	..
Pétrole	4	2	..	8,2	11,1	..
Electricité	2	3	..	11,3	10,1	..
Banques	3	4	..	9,4	7,7	..
Fabr. métall.	9	5	..	3,2	7,3	..
Trusts	5	6	..	7,0	7,3	..
Holdings	7	7	..	4,5	4,9	..
Divers	8	8	..	4,0	4,0	..
Alimentation	12	9	..	2,1	3,8	..
Mat. électrique	9	10	..	3,5	3,3	..

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas.

(a) Classés d'après la rentabilité en 1978. Les données pour 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.
Rentabilité : bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.

Rendement des sociét

Sociétés ayant leur princip
(évoluti

DÉSIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière
Nombre de sociétés recensées (unités) :													
1970	54	158	1 982	651	3 675	1 336	90	81	919	713	332	631	55
1971	48	157	2 078	692	3 743	1 356	88	92	901	699	339	635	54
1972	49	156	2 122	790	3 924	1 391	87	92	898	693	363	644	53
1973	45	160	2 141	825	4 059	1 425	86	93	915	696	373	653	49
1974	47	160	2 220	888	4 209	1 512	85	93	938	716	394	662	47
1975	50	159	2 304	971	4 391	1 562	81	86	940	729	410	711	45
Capitaux et réserves (en millions de francs) :													
1970	30 193	13 020	90 137	10 166	39 000	54 502	44 010	7 289	26 416	29 005	4 271	71 165	8 758
1971	32 467	14 296	94 859	11 096	44 685	60 981	47 178	14 615	26 840	27 751	4 190	77 931	9 336
1972	35 683	15 567	101 367	11 592	51 453	70 713	48 597	14 368	28 109	32 317	4 846	85 783	9 566
1973	33 370	16 675	105 427	12 723	56 171	76 915	49 122	15 087	28 245	35 095	4 921	88 197	13 658
1974	37 151	17 927	114 882	12 850	59 163	84 125	47 748	15 747	29 932	38 212	5 355	94 407	13 339
1975	39 599	19 045	129 487	13 583	71 067	90 537	51 095	16 659	31 150	41 872	7 082	101 040	9 822
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :													
1970	3 438	1 622	5 730	879	2 766	4 336	3 020	356	1 270	2 170	— 78	4 972	763
1971	4 112	1 769	6 156	661	4 095	5 866	3 151	1 418	325	1 342	104	5 485	722
1972	4 329	2 010	6 133	—174	3 085	6 331	1 128	561	1 142	2 421	—156	6 371	620
1973	3 703	2 102	8 161	440	5 442	7 452	869	925	1 442	2 574	383	6 579	1 372
1974	4 026	2 185	8 920	432	9 518	7 639	3 997	1 561	1 431	2 971	677	9 956	1 416
1975	2 495	2 268	10 081	476	6 557	3 778	4 957	1 717	43	1 659	—213	13 353	— 32
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) (e) :													
1970	1 935	1 047	3 745	390	1 267	1 790	1 472	298	423	904	42	2 752	410
1971	2 271	1 102	4 170	508	1 302	1 720	1 793	823	368	714	19	3 350	398
1972	2 442	1 237	4 521	217	1 565	1 979	578	348	368	1 080	22	3 960	379
1973	2 272	1 323	5 230	269	2 011	2 895	956	548	439	1 427	33	4 367	617
1974	2 538	1 583	6 616	445	2 179	3 880	2 068	790	539	1 428	64	5 423	817
1975	1 963	1 670	7 467	602	2 959	3 525	2 482	967	593	1 222	51	7 354	296
Dette obligataire (en millions de francs; fin année) (f) :													
1970	25 089	7 904	132 173	2 365	990	2 451	3 585	51	267	828	109	1 058	345
1971	29 749	7 588	152 921	2 261	1 076	2 313	2 779	47	288	822	134	4 011	311
1972	34 895	7 774	167 386	2 380	2 065	5 488	2 328	349	317	847	175	4 370	294
1973	40 435	7 294	64 177	2 284	2 120	5 363	1 951	634	315	818	178	5 351	335
1974	47 614	7 026	74 925	2 293	1 966	5 901	1 233	697	268	776	214	5 661	79
1975 (g)	56 655	6 800	91 238	2 196	2 806	5 789	1 312	1 286	274	1 225	260	7 930	73

ıractions belges (a)
g d'exploitation en Belgique
ır ecteur)

Electricité (c)	Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
18	5	108	352	673	355	1 036	543	24	85	143	119	43	34	31	233	181	589	15 605
18	5	111	358	696	369	1 137	558	24	82	149	121	43	32	28	246	172	604	15 992
17	6	107	372	748	397	1 305	570	22	90	152	120	42	32	27	249	173	638	16 696
17	5	102	382	782	427	1 440	573	21	90	152	121	44	27	31	261	177	658	17 205
17	5	101	405	805	459	1 750	630	22	87	164	124	43	33	29	262	187	680	18 177
17	4	97	415	883	501	2 026	670	16	86	163	124	41	35	28	273	190	739	19 170
644	2 551	1 024	9 817	12 206	1 633	3 062	11 194	5 845	2 349	10 200	2 789	1 638	1 235	2 187	3 891	413	2 597	541 182
891	2 546	1 132	11 205	13 223	1 713	4 007	12 379	5 652	2 395	10 601	2 988	1 791	879	2 204	4 469	438	2 820	588 220
136	3 300	1 113	11 200	15 046	1 940	4 611	13 703	5 309	2 552	10 965	3 189	1 637	1 194	2 233	4 606	487	3 153	641 838
532	3 548	1 074	12 762	15 583	2 310	5 090	15 490	5 209	2 625	11 360	3 434	1 973	951	2 385	5 099	513	3 221	677 221
842	3 595	1 024	13 020	16 512	2 758	6 067	17 657	4 889	2 752	11 529	3 679	2 148	1 099	2 795	5 229	606	3 687	723 318
218	5 685	983	13 856	19 530	3 139	7 253	20 407	4 036	2 758	12 270	3 765	2 438	1 284	2 936	6 057	612	3 972	790 550
028	143	42	575	206	67	267	1 009	—100	46	721	305	186	—	160	552	9	133	38 747
060	274	—	803	334	45	296	1 463	— 26	102	822	376	203	—29	153	425	24	188	44 206
060	247	47	492	93	33	357	1 583	—246	—5	928	417	129	—80	142	477	39	71	41 270
836	279	80	265	1 011	— 23	450	2 144	—368	57	985	356	171	60	155	471	66	220	51 948
855	343	—11	771	1 067	—171	627	2 335	—439	191	919	297	174	26	92	467	—	210	66 786
406	390	—33	1 347	1 699	—339	417	2 092	170	203	911	260	155	60	56	149	—18	305	60 774
537	149	6	203	313	39	100	252	162	27	539	176	70	30	112	221	6	34	21 601
015	186	5	191	388	41	117	286	75	28	583	191	81	20	118	219	4	32	24 184
255	213	5	152	407	43	167	344	22	16	636	207	72	33	85	157	8	34	24 632
552	264	13	145	440	34	169	379	10	34	678	203	72	32	108	211	11	46	28 885
519	276	2	229	633	32	192	544	37	30	736	170	108	32	132	185	11	40	36 415
994	288	2	474	735	54	251	567	85	37	673	167	127	10	115	106	10	133	40 095
1 399	1 638	27	137	1 852	22	53	533	8	24	829	6	12	40	2	47	4	67	198 512
2 319	2 076	27	250	1 092	48	63	615	4	27	766	21	12	40	2	36	3	65	229 864
2 029	3 012	27	401	2 158	239	62	717	3	44	729	26	6	40	2	43	3	79	265 408
3 166	2 931	27	1 296	94	238	148	1 067	1	43	1 630	25	5	24	—	43	3	81	173 598
4 982	2 846	26	1 209	172	303	621	1 100	—	55	1 570	25	5	43	—	42	3	72	199 655
4 663	3 358	23	1 282	1 023	302	1 142	1 465	—	55	1 792	20	5	42	—	43	—	63	240 638

(Suite à la page 304).

Rendement des sociétés p
Sociétés ayant leur princi
(évoluti

DÉSIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière
Soldes bénéficiaires nets rapportés aux capitaux et réserves (en %) :													
1970	11,39	12,46	6,36	8,65	7,09	7,96	6,86	4,88	4,81	7,48	—1,83	6,99	8,
1971	12,67	12,37	6,49	5,96	9,16	9,62	6,68	9,70	1,21	4,84	2,48	7,04	7,
1972	12,11	12,91	6,05	—1,50	6,00	8,95	2,32	3,90	4,06	7,49	—3,22	7,43	6,
1973	11,10	12,61	7,74	3,46	9,69	9,69	1,77	6,13	5,11	7,33	7,78	7,35	10,
1974	10,83	12,18	7,76	3,36	16,08	9,08	8,37	9,91	4,78	7,77	12,64	10,54	10,
1975	6,30	11,91	7,79	3,50	9,23	4,17	9,70	10,31	0,14	3,96	—3,01	13,22	—0,
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :													
1970	6,40	8,04	4,15	3,04	3,25	3,28	3,34	4,00	1,62	3,12	0,98	3,87	4
1971	6,99	7,70	4,39	4,57	2,91	2,82	3,80	5,63	1,37	2,67	0,45	4,29	4
1972	6,84	7,95	4,46	1,87	3,04	2,80	1,19	2,42	1,31	3,34	0,45	4,61	3
1973	6,81	7,93	4,96	2,11	3,58	3,76	1,95	3,63	1,55	4,07	0,67	4,95	4
1974	6,83	8,83	5,75	3,46	3,68	4,61	4,33	5,01	1 80	3,73	1,19	5,74	6
1975	4,96	8,77	5,77	4,43	4,16	3,89	4,86	5,80	1,90	2,92	0,72	7,28	3
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :													
1970	56,30	64,50	65,40	44,4	45,8	41,3	48,7	83,7	33,7	41,7	—	55,3	5
1971	55,20	62,30	67,70	76,9	31,8	29,3	56,9	58,0	113,2	55,2	18,3	61,1	5
1972	56,40	61,50	73,70	—	50,7	31,3	51,2	62,0	32,2	44,6	—	73,7	6
1973	61,40	62,90	64,10	61,1	37,0	38,8	110,0	59,2	30,4	55,4	8,6	66,4	4
1974	63,00	72,40	74,10	103,0	22,8	50,7	51,7	50,6	37,6	48,0	9,4	54,4	5
1975	78,68	73,63	74,07	126,5	45,1	93,3	50,1	56,3	1 379,1	73,7	—	55,1	

(a) Les données reprises dans cette statistique se rapportent aux exercices dont les dividendes ont été payés dans l'année « t ». Ces exercices se répartissent donc sur les années « t-1 » et « t ». Les données relatives à 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1973, les montants concernant la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA ne sont plus repris dans cette statistique.
(c) La rubrique « Electricité » comprend les entreprises privées de production, de la coordination de la production et de distribution d'énergie électrique.
(d) Quoique non détaillés dans ce tableau, les montants se rapportant aux secteurs suivants : « Eau; Déchets et récupération; Diamant; Agriculture, horticulture, pêche et élevage » et quelques autres non dénommés, sont cependant inclus dans les totaux.
(e) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents), une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(f) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.
(g) Données provisoires.

ons belges (suite) (a)
d'exploitation en Belgique
ecteur)

Électricité (c)	Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
38	5,61	4,10	5,86	1,69	4,10	8,72	9,01	—1,71	1,95	7,07	10,94	11,36	—	7,32	14,19	2,18	5,12	7,16
34	10,76	—	7,17	2,53	2,63	7,39	11,82	—0,46	4,26	7,75	12,58	11,33	—3,30	6,94	9,51	5,48	6,67	7,52
77	7,48	4,22	4,39	0,62	1,70	7,74	11,55	—4,63	—0,20	8,46	13,08	7,88	—6,70	6,36	10,36	8,00	2,25	6,43
52	7,86	7,44	2,08	6,48	—1,00	8,84	13,84	—7,06	2,17	8,67	10,37	8,67	6,30	6,50	9,24	12,74	6,83	7,67
96	9,54	—1,07	5,92	6,46	—6,20	10,33	13,22	—8,97	6,94	7,97	8,07	8,10	2,36	3,29	8,93	—	5,69	9,23
1 27	6,86	—3,36	9,72	8,70	10,80	5,75	10,25	4,21	7,36	7,42	6,91	6,36	4,67	1,91	2,46	—2,94	7,68	7,69
30	5,84	0,59	2,07	2,56	2,39	3,27	2,25	2,77	1,15	5,28	6,31	4,27	2,43	5,12	5,63	1,45	1,31	3,99
75	7,30	0,44	1,70	2,93	2,39	2,91	2,31	1,32	1,16	5,49	5,89	4,52	2,28	5,35	4,90	0,91	1,13	4,11
80	6,45	0,44	1,36	2,70	2,22	3,60	2,51	0,41	0,63	5,80	0,49	4,04	2,76	3,81	3,41	1,64	1,08	3,84
89	7,44	1,21	1,14	2,82	1,47	3,32	2,45	0,19	1,30	5,97	5,91	3,65	3,36	4,53	4,14	2,12	1,43	4,27
27	7,67	0,19	1,75	3,83	1,16	3,16	3,08	0,75	1,09	6,38	4,62	5,02	2,91	4,72	3,53	1,81	1,08	5,03
49	5,07	0,20	3,42	3,76	1,72	3,46	2,78	2,11	1,34	5,48	4,44	5,21	0,78	3,92	1,75	1,63	3,35	5,07
7,1	104,2	14,3	35,3	151,9	58,2	37,5	25,0	—	58,7	74,8	57,7	37,6	—	70,0	40,0	66,7	25,6	55,7
9,7	67,9	—	23,0	116,2	91,1	39,5	19,5	—	27,5	70,9	50,8	39,9	—	77,1	51,5	16,7	17,0	54,7
8,9	86,2	10,6	30,9	437,6	130,3	46,8	21,7	—	—	68,5	49,6	55,8	—	59,9	32,9	20,5	47,9	59,7
2,6	94,6	16,3	54,7	43,5	—	37,6	17,7	—	59,6	68,8	57,0	42,1	53,3	69,7	44,8	16,7	20,9	55,6
3,0	80,4	—	29,7	59,3	—	30,6	23,2	—	15,7	80,0	57,2	62,0	123,0	143,4	39,6	—	19,0	54,5
2,4	73,8	—	35,2	43,3	—	60,2	27,1	50,0	18,2	73,9	64,2	81,9	16,7	205,4	71,1	—	43,6	66,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1970	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1970
Nombre de sociétés recensées	15 605	15 992	16 696	17 205	18 177	19 170	24
dont : en bénéfice	11 635	11 733	11 980	12 605	13 270	13 478	18
en perte	3 970	4 259	4 716	4 600	4 907	5 692	6
Moyens d'action propres	541182	588 826	641 838	677 221	723 318	790 550	71 14
dont : capital versé	346 018	373 904	397 300	419 511	440 504	470 402	41 45
réserves	195 164	214 922	244 538	257 710	282 814	320 148	29 69
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	38 747	44 206	41 270	51 948	66 786	60 774	3 80
Bénéfices	48 404	54 492	54 809	62 555	78 482	84 094	6 40
Pertes	9 657	10 286	18 539	10 607	11 696	23 320	2 59
Dividendes bruts mis en paiement (c)	21 601	24 184	24 632	28 885	36 415	40 095	3 64
Dette obligataire (d)	198 512	229 864	265 408	173 598	199 655	240 638	3 74
Coupons d'obligations bruts	10 385	13 060	16 004	10 349	12 095	14 527	2
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	25,44	26,63	28,25	26,74	26,99	29,69	25,
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,16	7,51	6,43	7,67	9,23	7,68	5,
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	3,99	4,11	3,84	4,27	5,03	5,07	5,
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	44,63	44,38	44,94	46,18	46,39	65,97	57,
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	5,23	5,68	6,03	5,96	(e) 6,07	6,03	7
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	36,68	39,04	41,35	25,63	(e) 27,54	30,40	5

(a) Les données relatives à 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les données concernant la B.N.B. - S.N.C.I. et SABENA ne sont plus incluses dans les montants ci-dessous.
(c) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents) une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(d) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.
(e) Données provisoires.

oitant en Belgique et à l'étranger (a)

A l'étranger					Total					
71	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1970	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)
Unités										
235	**229**	**212**	**193**	**188**	**15 846**	**16 227**	**16 925**	**17 417**	**18 370**	**19 358**
184	168	146	122	116	11 815	11 917	12 148	12 751	13 392	13 594
51	61	66	71	72	4 031	4 310	4 777	4 666	4 978	5 764
En millions de francs										
2 069	**78 653**	**76 815**	**78 898**	**80 047**	**612 325**	**660 895**	**720 491**	**754 036**	**802 217**	**870 596**
2 971	46 775	44 716	45 789	45 485	387 469	416 875	444 075	464 227	486 293	515 886
9 098	31 878	32 099	33 109	34 562	224 856	244 020	276 416	289 809	315 924	354 710
6 862	**5 094**	**5 179**	**6 737**	**10 305**	**42 553**	**51 068**	**46 364**	**57 127**	**73 523**	**71 078**
7 126	5 297	5 576	7 942	11 073	54 805	61 618	60 106	68 130	86 424	95 166
264	203	397	1 204	768	12 252	10 550	13 742	11 003	12 901	24 088
3 907	**3 757**	**3 824**	**4 708**	**5 505**	**25 250**	**28 091**	**28 389**	**32 709**	**41 123**	**45 600**
2 329	**4 903**	**4 805**	**4 727**	**6 525**	**202 255**	**232 193**	**270 311**	**178 403**	**204 383**	**247 163**
225	**148**	**349**	**351**	**345**	**10 672**	**13 285**	**16 152**	**10 698**	**12 446**	**14 873**
En pour-cent										
21,70	26,64	31,13	36,78	38,29	25,44	26,56	28,22	26,79	27,09	29,77
9,52	6,48	6,74	8,53	12,87	6,95	7,73	6,43	7,58	9,16	8,16
5,42	4,78	4,98	5,96	6,87	4,12	4,25	3,94	4,34	5,12	5,23
54,83	70,93	68,58	59,27	53,42	46,07	45,59	47,23	48,01	47,58	64,15
9,66	3,02	7,26	7,42	5,28	5,28	5,72	5,98	6,01	6,08	6,01
3,23	6,23	6,26	5,99	8,15	33,03	35,13	37,52	23,60	25,47	28,39

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des résultats de certaines entr

(en % par rapport

DÉSIGNATION	1971		1972		1973			
	Amortissement	Bénéfice net	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut
Soc. financières	14,9	0,4	—10,3	13,0	26,7	63,4	13,4	—15,
Banques	8,0	0,6	19,7	12,0	27,1	62,8	4,2	8
Soc. à portefeuille	24,2	— 5,2	—46,4	13,4	29,7	124,1	14,8	4
Soc. industrielles	— 8,0	—19,8	10,8	22,4	42,5	37,3	53,3	14
Sidérurgie	—43,2	—76,2	32,3	—93,1	130,1	82,5	de—0,3 M à +2 M	43
Fabrications métalliques	10,2	3,9	4,6	8,6	13,9	18,9	7,8	—11
Métaux non ferreux	2,7	—67,0	18,7	132,0	26,8	15,2	50,5	3(
Chimie	6,5	—29,8	15,0	68,5	32,0	25,9	45,9	1
Verreries	— 6,3	—11,1	..	..	75,5	121,5	49,8	
Construction	11,6	9,9	—7,7	11,7	— 8,0	— 8,2	11,7	(
Textiles	..	99,1	..	..	— 4,6	— 8,8	20,3	8
Alimentation	6,6	31,0	..	..	15,3	14,0	17,2	
Papier	5,8	de +0,1 M à —2,6 M	..	..	53,9	1,0	de—0,1 M à +0,2 M	6
Pétrole	26,5	11,4	..	..	38,2	47,9	28,3	3
Soc. de distribution	33,3	de +0,5 M à — 0,3 M	7,7	de +0,2 M à —0,1 M	40,9	— 5,7	466,1	—
Soc. d'utilité publique	14,2	8,1	11,8	+ 2,2	18,7	9,6	32,8	
Total (sans les charbonnages) ...	**— 1,4**	**—11,5**	**8,6**	**17,5**	**36,7**	**34,3**	**40,2**	

(a) Il s'agit d'un échantillon limité de grandes entreprises.
(b) Il s'agit des années réelles et non pas de publication.
(c) M = Milliards de francs.
(d) Les données relatives à 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.

is s belges d'après la Kredietbank (a)

n ée précédente) (b)

1974		1975			1976			1977			1978 (d)	
nor-isse-nt	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Amortissement	Bénéfice net
4,7	—32,2	18,9	—11,5	46,5	13,7	42,1	—2,0	2,9	— 3,7	8,5	8,8	24,1
0,9	6,9	10,8	6,2	15,6	..	..	..	..	..	..	..	..
3,6	— 8,1	— 6,5	—44,6	12,0	..	..	..	..	..	..	..	..
9,2	5,6	—46,3	—20,1	de 26 M à —2 M (c)	20,6	— 0,4	8 M	—17,0	17,7	de 8M à —6,6 M	7,9	de—6,6 M à 0
2,1	49,1	de +12 M à —3 M	—72,0	de +2 M à—6 M	..	..	..	—185,4	35,7	98,2	..	..
8,2	—45,5	—11,2	3,9	—46,2	..	..	..	15,8	56,0	—37,7	..	..
5,4	— 3,4	—23,1	16,7	—95,6	..	..	..	—28,6	2,3	..		
5,0	26,0	—24,9	—	—74,7	..	..	..	— 4,6	7,0	—32,2	..	..
..	..	} —13,2	17,2	—84,4	..	..	..	10,2	1,9	43,3	..	..
9,5	—13,1											
2,4	532,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
6,1	78,7	de —1,2 M à —0,3 M	—19,7	de+0,3 M à —1,1M	..	..	..	3,8	8,2	—15,0	..	..
9,4	34,2	+ 0,2	+ 7,9	— 7,0	..	..	..	—12,1	18,0	—48,5	..	..
2,9	— 6,6	—25,1	+ 6,0	—88,2	29,1	11,8	221,1	11,3	12,5	9,9	—5,8	26,6
5,5	5,9	27,4	42,7	7,4	2,1	0,3	4,9	3,4	6,3	0,8	11,0	11,7
17,5	**— 6,6**	**—28,1**	**—12,2**	**—58,0**	**15,5**	**4,6**	**55,1**	**— 7,4**	**12,7**	**—51,2**	**7,9**	**86,7**

Source : Bulletins hebdomadaires de la Kredietbank.

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Les données de la comptabilité nationale relatives à la formation de capital constituent à n'en pas douter une source d'informations précieuses pour l'appréciation des investissements dans l'économie nationale. Malheureusement ces données ne sont disponibles qu'avec un retard important qui empêche leur prise en considération pour l'année faisant l'objet de la présente publication. Il apparaît néanmoins très utile d'en faire l'analyse même avec le décalage ainsi encouru. Aussi la première partie de ce chapitre a-t-elle trait aux investissements dans l'économie belge en 1979 d'après lesdites données de la comptabilité nationale tandis que la seconde partie se fixe pour objectif de cerner la tendance à investir en 1980, telle qu'elle peut être dégagée d'un ensemble d'indicateurs partiels.

En 1979, malgré une progression sensible des dépenses d'équipement dans un certain nombre de secteurs et en raison de l'importante diminution des investissements en immeubles d'habitation, la formation intérieure brute de capital fixe a été de peu inférieure à celle de l'année antérieure. Le recul se monte à 0,6 % en volume par rapport à 1978. Si l'on ne tient pas compte des immeubles d'habitation, c'est une progression de 5,6 % qui peut être observée. Ceci souligne le poids qu'a pris la construction résidentielle dans la formation de capital de la nation du fait de son développement particulièrement intense ces dernières années mais aussi, comme il apparaîtra ultérieurement, la faiblesse des investissements productifs des industries manufacturières depuis la récession de 1975.

Le taux d'investissement (1) dans l'économie est ainsi passé de 21 % en 1978 à 20,5 % en 1979 (sur base des prix de 1975); en 1974, il se montait encore à 22 %. Cette évolution n'est par ailleurs pas propre à la seule Belgique puisqu'un mouvement analogue de baisse du taux d'investissement est observé dans la plupart des pays industriels occidentaux et résulte en grande partie de la diminution des investissements dans les industries manufacturières.

En Belgique, alors que le volume des investissements productifs de ces dernières années atteignait un niveau 100 en 1974, il n'était plus que de 60 en 1979 après avoir été de 88 en 1975, 74 en 1976, 62 en 1977 et 59 en 1978. A une croissance annuelle moyenne de 3,6 % des dépenses d'équipement des industries manufacturières entre 1965 et 1974, a succédé depuis 1975 une décroissance moyenne de 9,5 % l'an; en 1975,

(1) Rapport entre la formation intérieure brute de capital fixe et le produit national brut au prix du marché.

année du renversement de la tendance passée, le recul s'est élevé à près de 12 % par rapport à 1974.

L'augmentation en 1979 (+1,6 % en volume par rapport à 1978) des investissements des industries manufacturières, bien qu'elle apparaisse de faible ampleur et limitée pour l'essentiel aux secteurs des fabrications métalliques et à la métallurgie, ne peut nullement être considérée comme le premier pas d'une reprise de la phase ascendante du cycle d'investissement mais représente avant tout une réaction d'ajustement à un niveau plus normal après la forte baisse des années antérieures.

Depuis 1975 pratiquement aucune branche de l'industrie manufacturière n'a retrouvé le niveau sommet des dépenses d'équipement en volume de 1974. Font cependant exception la chimie dont les investissements ont encore progressé en 1975 et 1976 pour fléchir par la suite et les industries du papier, de l'impression et de l'édition lesquelles ont retrouvé dès 1978 un volume d'investissement identique à celui de 1974.

A la tendance progressive des années 1965-1974 a succédé pour la majorité des branches d'activité manufacturières une évolution régressive (1) dont le terme semble toutefois être apparu pour quelques unes d'entre elles en 1979; d'autres tels le textile, les industries du vêtement, de la chaussure, du bois et des meubles en bois, de la terre cuite, de la céramique, du verre et du ciment la connaissent encore.

Cette dégradation des investissements dans les industries manufacturières apparaît, rétrospectivement, inscrite dans l'évolution prise par ceux-ci dès le milieu des années soixante. C'est ainsi que le taux d'investissement tendanciel des industries manufacturières (2), après être passé par un sommet entre 1963 et 1965, connaît un lent déclin qui s'accélérera dès le début des années septante. La récession de 1975 rendra manifeste ce qui n'était qu'à l'état latent et jusqu'alors.

Pour l'ensemble de l'industrie (c'est-à-dire les industries manufacturières, les industries extractives, la construction, l'eau, le gaz et l'électricité) la baisse des dépenses productives est moins accusée entre 1975 et 1979 que pour les seules

---

(1) Accroissement annuel moyen (AAM) en % calculé par régression linéaire selon la méthode des moindres carrés; le chiffre entre parenthèses représentant le coefficient de détermination (R2) permet de vérifier la qualité de l'ajustement ainsi opéré. Le nombre par trop limité d'observations, notamment entre 1975 et 1979, et/ou des variations importantes de sens contraire affecte(nt) lourdement dans certains cas la qualité de l'ajustement.

Alimentation, boisson et tabac	AAM 65-74 : + 5,8 (.800); AAM 75-79 : + 4,5 (.277)
Textiles	AAM 65-74 : + 2,7 (.371); AAM 75-79 : —15,2 (.923)
Vêtements et chaussures	AAM 65-74 : + 0,02 (—); AAM 75-79 : — 6,0 (.695)
Bois et meubles	AAM 65-74 : +10,8 (.890); AAM 75-79 : — 3,8 (.296)
Papier, impression, édition	AAM 65-74 : + 1,2 (.503); AAM 75-79 : + 20,1 (.903)
Chimie et activités connexes	AAM65-74 : + 3,6 (.163); AAM 75-79 : —19,9 (.892)
Terre cuite, céramique, verre et ciment	AAM 65-74 : + 0,5 (—); AAM 75-79 : — 3,8 (.134)
Fer, acier, métaux non ferreux	AAM 65-74 : + 4,9 (.178); AAM 75-79 : —28,4 (.657)
Fabrications métalliques et constructions navales	AAM 65-74 : + 3,0 (.264); AAM 75-79 : + 1,5 (.066)
Activités diverses n.d.a.	AAM 65-74 : + 3,4 (.634); AAM 75-79 : — 7,5 (.307)

(2) Rapport entre la tendance estimée de la formation intérieure brute de capital fixe à la tendance estimée de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière.

industries manufacturières, le recul affectant celles-ci étant partiellement compensé par une avance et le maintien d'un niveau élevé d'investissement dans les secteurs de la construction et surtout des utilités publiques (eau, gaz, électricité); le taux moyen de diminution de ces dépenses se monte pour l'ensemble des industries à 5,4 % l'an contre une progression de 3,3 % l'an au cours des dix années antérieures.

A la différence de la plupart des branches d'activité du secondaire, les utilités publiques ont connu un développement important de leurs investissements depuis 1974; chaque année le volume de ceux-ci est demeuré élevé et en 1979 une croissance appréciable (+8,1 %) pouvait être observée. Le développement des centrales électriques nucléaires n'est pas étranger à cette évolution.

La bonne conjoncture qui a régné durant quelques années dans la construction a entraîné le maintien d'un niveau élevé des investissements de ce secteur même si aucune progression n'y a plus été notée depuis 1977 année au cours de laquelle se manifestaient les signes du renversement de conjoncture jusqu'alors favorable.

Moins exposé aux aléas de la conjoncture que l'industrie mais en outre objet d'un développement plus récent, le secteur tertiaire n'en a pas moins connu depuis 1975 un fléchissement dans certaines de ses branches d'activité, de sa tendance à investir. Pour l'ensemble des services (commerces, banques, assurances, transports et communications, services) le rythme d'augmentation annuel moyen de ses investissements est passé de 6,5 % entre 1965 et 1974 à 3,5 % entre 1975 et 1979. Jusqu'en 1978, le secteur du commerce, des banques et des assurances a même connu un volume de dépenses d'équipement inférieur à celui de 1974; en 1979, il n'était que de peu supérieur à celui-ci (indice 102 contre 100 en 1974). Entre 1965 et 1974, la croissance annuelle moyenne y était de quelque 8 %.

Les investissements des transports et communications se sont particulièrement développés en 1978 et 1979 encore qu'au cours de cette dernière année ils soient légèrement en retrait (—1,9 %) par rapport à 1978 où l'augmentation avait été élevée (+14,8 %). Les services des professions médicales et autres services aux ménages et entreprises enregistrant en 1979 une forte poussée de leurs dépenses d'équipement (+18,4 % par rapport à 1978) lesquelles, entre 1976 et 1979, ont toujours été supérieures à ce qu'elles étaient en 1974. La croissance annuelle moyenne des investissements de ces services est demeurée relativement élevée sur la période 1975-1979 (+9,8 %) quoiqu'en léger retrait par rapport à la période de 1965 à 1974 (+11,2 %).

L'enseignement est le seul domaine de l'économie où les équipements se sont accrus entre 1975 et 1979 à un rythme plus rapide (+5,7 % l'an en moyenne) qu'entre 1965 et 1974 (+2,7 %). D'une façon générale d'ailleurs les investissements publics (administrations et entreprises publiques) ont depuis 1975 compensé la faiblesse ou la baisse des dépenses d'équipement du secteur privé de l'économie. Leur poids dans l'économie s'en est sensiblement accru puisqu'en 1979 ils interviennent pour un tiers de la formation intérieure brute de capital fixe contre 26 % en 1974. Leur augmentation (+9,1 %) est spécialement marquée en 1979.

De 1972 à 1978 (et sauf en 1975) la construction d'immeubles d'habitation aura connu un développement exceptionnel. En 1978 où leur croissance se montait à 6,5 %

par rapport à 1977, les immeubles d'habitation contribuaient pour près de 34 % au total des investissements fixes du Royaume. Aussi le brusque recul de 12,5 % en 1979 par rapport à l'année précédente, apparaît-il à bien des égards déconcertant. Il faut remonter à 1971 pour trouver un tel renversement (encore que nettement plus important : —21 % par rapport à 1970). Certes les explications d'une telle évolution ne manquent pas (notamment la faible croissance et le vieillissement de la population, le coût élevé — y compris du crédit hypothécaire — de la construction d'habitation, la modeste croissance de l'économie, détérioration des perspectives financières d'une partie significative des ménages, le rendement concurrentiel des placements alternatifs) mais le poids respectif des différents facteurs explicatifs reste difficile à apprécier. Il demeure que la conjonction de ceux-ci a exercé une pression croissante qui ne pouvait qu'entraîner une rupture d'autant plus marquée que la tendance passée avait été des plus favorable.

En conclusion, 1979 aura été en matière d'investissements une année de consolidation du redressement intervenu en 1978 en dépit d'une légère baisse, par rapport à celle-ci, de la formation intérieure brute de capital fixe, conséquence de la forte réduction de la construction d'immeuble d'habitation. A l'exception de l'une ou l'autre branche d'activité, les investissements dans l'industrie, et crucialement dans l'industrie manufacturière, sont demeurés limités tandis que les services, entre autres sous l'impulsion des pouvoirs publics, ont engendré un développement appréciable de nouveaux équipements.

La propension à investir globalement quelque peu plus favorable de 1979 s'est maintenue en 1980. Elle présente des caractéristiques proches de celles de l'année antérieure à savoir la concentration dans un nombre limité de secteurs d'activité et l'absence de variations importantes en volume (1) sauf en ce qui concerne la construction d'immeubles d'habitation.

Selon les données provenant des déclarations mensuelles à la T.V.A., l'augmentation en 1980 des investissements des entreprises industrielles et non industrielles se monte à 10,1 % (en valeur nominale, par rapport à 1979); cette progression globale résulte d'une hausse de 10,8 % des dépenses d'équipement dans l'industrie et de 9,3 % dans les branches d'activité non industrielles.

Comme en 1979, le secteur des utilités publiques (électricité, eau et gaz) a connu un accroissement sensible de ses dépenses productives tandis que dans les industries manufacturières le développement des investissements est demeuré limité aux fabrications métalliques (+21,1 %) et à la métallurgie de base (+34,8 %) auxquels se sont ajoutés en 1980 les industries du bois (+17,9 %) et le textile (+34,4 %). Les industries de l'alimentation (+7,2 %), du caoutchouc et du plastique (+8,9 %) n'enregistrent qu'une augmentation modérée de leurs équipements tandis qu'ils stagnent ou régressent dans les industries du papier (production, impression, édition, +0,4 %) et de la chimie (—0,5 %).

De nombreuses branches d'industrie du secteur des fabrications métalliques ont connu une progression sensible de leurs investissements (construction de machines,

(1) Sauf mention contraire, les valeurs monétaires des grandeurs économiques reprises dans cette seconde partie du chapitre sont en prix courants.

industries électrotechniques, ouvrages non mécaniques en métaux) avec un développement prédominant dans la construction automobile.

En 1980, l'augmentation des investissements des entreprises non industrielles est pour l'essentiel le fait des institutions financières, de services aux entreprises et de location de biens mobiliers (+21,6 %) sans que puisse être néanmoins négligée la progression des équipements du secteur des transports et moyens de communication (+6,9 %). Par contre les investissements dans les branches d'activité du commerce de gros et de détail et de la réparation ont baissé sensiblement (—6,0 %); à l'inverse il faut noter une croissance appréciable des équipements de la branche horeca (+67,6 %) encore qu'elle porte sur des montants limités.

Le développement sensible des investissements en 1980 est reflété par l'augmentation appréciable (+17,1 % par rapport à 1979) des importations de biens d'équipement. La plus grande part de celles-ci (près des deux tiers) est constituée d'équipements productifs (machines diverses, moteurs...) dont la progression par rapport à l'année antérieure se monte à 17,6 %. Les importations de matériel de transport ont connu également une avance marquée par rapport à 1979 (+14 % dont matériel de chemin de fer +115,5 %, voitures, camions et tracteurs +4,6 %, matériel aéronautique +58,4 %, navires et bâtiments nautiques +75,3 %); de même les appareils scientifiques et médicaux (+12,9 % dont appareils médicaux +5,3 %, appareils scientifiques +8,4 %, instruments scientifiques et d'optique +25,2 %). Enfin la rubrique composite des « autres biens d'équipement » n'est pas demeurée en reste avec une croissance de 19,3 % par rapport à l'année précédente.

En 1980 tout comme en 1979, la construction d'immeubles d'habitations a accusé un nouveau recul important. Le nombre de logements nouveaux commencés au cours de cette année est en effet inférieur d'un tiers à l'année antérieure. Les explications d'une telle évolution sont connues. Plus particulièrement convient-il de mentionner le niveau élevé du coût global de la construction d'habitations dans lequel l'importance des intérêts hypothécaires apparaît non négligeable. Les mesures prises par le gouvernement (primes compensant partiellement la T.V.A.) n'exerceront leur effet stimulant qu'en 1981.

Le volume des bâtiments non résidentiels commencés a lui aussi baissé en 1980 d'un cinquième par rapport à l'année antérieure. Ceci mis en relation avec le développement des équipements productifs constatés ci-dessus à partir des données de la T.V.A. et des importations de biens d'équipement constitue une indication de l'orientation préférentielle au renouvellement et à la modernisation des équipements productifs des entreprises plutôt qu'à leur expansion.

En 1980, le total général des programmes autorisés (budgétaires, débudgétisés et organismes d'intérêt public, nationaux, régionaux et communautaires, y compris hors-plafond) en matière d'investissement public se montait à 203,6 milliards. A la fin de l'année, les réalisations de ceux-ci (soit les engagements) étaient de 182,6 milliards, soit en diminution de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Cependant, et ceci seul importe pour le montant effectif des investissements publics de 1980, les décaissements (budgétaires et débudgétisés) de l'année ont atteint 116,5 milliards

soit 18,7 % de plus qu'en 1979. Cette forte croissance résulte exclusivement de celle de l'encours (192,5 milliards au 1er janvier 1980) dont la croissance au terme de l'année était par ailleurs nettement moindre que lors des années antérieures.

Le montant des investissements ayant bénéficié des avantages de l'Etat au titre des lois d'expansion économique (voir tableau en fin de chapitre) a été particulièrement faible en 1980 : 51,7 milliards de francs soit une diminution de 31,7 % par rapport à l'année antérieure. Le recul est marqué pour les secteurs qui traditionnellement présentaient au bénéfice de telles aides des investissements à réaliser importants : la métallurgie, les fabrications métalliques et la chimie. Mais d'autres nombreux secteurs dont le textile, le papier, l'impression, l'édition, les matériaux de construction et l'industrie alimentaire n'ont soumis au bénéfice de ces lois que des projets de valeur moindre à l'année antérieure. Ceci témoigne à suffisance de l'atonie générale des investissements manufacturiers même si, ci et là, comme observé dans l'analyse des données tirées des déclarations à la T.V.A., des développements d'équipement productif ont été enregistrés. En outre, les montants repris dans la statistique des investissements aidés concernent autant l'avenir que l'année en cours dans la mesure où nombre de ces dépenses peuvent s'échelonner sur plus d'une année. En quelque sorte, ils constituent un signe avant-coureur de l'évolution des investissements en 1981.

Les aides accordées en vertu desdites lois se montent en 1980 à 6 535 millions de francs soit 3 170 millions sous forme de bonifications d'intérêt et 3 565 millions de francs en primes ou subventions en capital. Depuis 1979, la part des primes en capital est équivalente ou de peu supérieure à celle des bonifications d'intérêt. Ceci représente une évolution des comportements tant du côté de l'Administration que des investisseurs lesquels, en raison notamment de l'évolution haussière des taux d'intérêt et de la fragilisation de l'entreprise que constitue un endettement à long terme important, préfèrent recourir au financement de l'investissement par fonds propres.

De 1962 à 1980, le coût pour l'Etat des aides accordées selon ces deux modalités s'élève à 85 977 millions de francs soit 56 295 millions en bonifications d'intérêt et 29 682 millions en primes et subventions en capital.

En 1980, les nouvelles implantations étrangères ou mixtes (c'est-à-dire avec participation d'intérêts belges) ont été particulièrement peu élevées (6.424 millions de francs contre 10 701 millions en 1979) (voir tableau en fin de chapitre). Comme par le passé, ces investissements prévus se portent en majeure partie dans l'industrie mais, d'année en année, la part prise par les services et le commerce va croissant. Au sein du secteur industriel, la branche des métaux constitue en 1980 une fraction non négligeable de ces projets d'investissement nouveaux. Si la majorité des implantations nouvelles est le fait d'entreprises appartenant aux pays membres des Communautés européennes, la place que tiennent les seuls investissements américains demeure toujours la plus importante tandis que l'importance relative des implantations japonaises s'est sensiblement accrue.

Dans un petit pays ouvert au commerce mondial comme la Belgique, la présence d'investissements étrangers demeure à bien des égards une nécessité. Certes, les

critiques n'ont pas manqué à leur égard et une redéfinition de leur place dans l'économie générale du pays s'impose, tâche à l'ordre du jour de la Table ronde sur la nouvelle politique industrielle. Mais ils constituent une richesse et une promesse de développement économique qu'il serait particulièrement extravagant de ne pas promouvoir.

Au terme des diverses réformes de sa loi organique et de ses statuts, la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) exerce trois fonctions principales : institut de développement d'intérêt public, initiative économique publique et accomplissement de missions pour le compte de l'Etat.

Ses activités propres (1) lui ont permis de dégager un solde bénéficiaire net de 330,7 millions de francs (plus du triple de l'exercice précédent 1978-1979). Les revenus globaux de l'exercice ont atteint 984,9 millions contre 682,9 millions pour l'exercice antérieur, soit une hausse de 44,2 %. Ces revenus proviennent de recettes d'investissements (747,2 millions de francs), de produits de placements (232 millions) et d'autres opérations et divers (5,7 millions). Le solde disponible entre recettes et dépenses (en résultat bénéficiaire brut) s'est monté à 744,1 millions duquel différentes réductions, amortissements et provisions ont été déduites pour dégager le bénéfice net ci-dessus mentionné.

Les investissements de l'exercice pour compte propre (dans 41 entreprises) se sont montés à 3.185 millions de francs (en augmentation de 21,4 % par rapport à l'exercice précédent) soit 1 954,7 millions (1 223,7 en actions et 731 en obligations convertibles) au titre d'institut de développement et 1 230,3 millions de francs (1 169,3 en actions et 61 en obligations convertibles) au titre d'initiative économique publique. A la demande et pour le compte des pouvoirs publics, des décisions d'intention dans 5 entreprises ont été prises sous forme d'acceptation en dépôt de 302,4 millions de francs d'actions à souscrire par l'Etat (contre 839 millions l'exercice précédent).

Le tableau en fin de chapitre donne une image de la répartition sectorielle du portefeuille propre à la clôture de l'exercice.

*
* *

(1) S.N.I. Rapports 1979-1980 présentés à l'assemblée générale des actionnaires le 10 février 1981.

Investissements dans l'ensem

Défense natio
(en milli

DÉSIGNATION	1975	1976	En pr 1977
1. Agriculture, sylviculture et pêche	10 909	12 740	13 195
2. Industries extractives	2 088	1 783	1 897
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*419*	*432*	*508*
b) Autres industries extractives	*1 669*	*1 351*	*1 389*
3. Industries manufacturières	106 409	89 493	74 453
a) Alimentation, boissons, tabac	*12 718*	*9 989*	*11 623*
b) Textiles	*5 562*	*4 120*	*4 022*
c) Vêtements et chaussures	*1 170*	*1 190*	*1 034*
d) Bois et meubles	*2 896*	*3 477*	*3 153*
e) Papier, impression, édition	*2 860*	*4 138*	*4 069*
f) Chimie et activités connexes	*31 356*	*33 004*	*19 369*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*6 821*	*4 401*	*4 774*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*23 085*	*13 397*	*7 304*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*17 401*	*14 164*	*17 342*
j) Activités diverses n.d.a.	*2 540*	*1 613*	*1 763*
4. Construction	7 917	10 577	11 573
5. Electricité, gaz et eau	35 692	31 544	34 061
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	194 339	220 089	224 705
a) Commerce, banque et assurances	*49 500*	*52 478*	*54 138*
b) Immeubles d'habitation	*144 839*	*167 611*	*170 567*
7. Transports et communications	56 693	54 268	54 764
a) Transports par voie ferrée	*14 435*	*18 115*	*17 516*
b) Transports par route	*2 881*	*3 090*	*3 637*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*17 077*	*15 759*	*16 516*
d) Transports aériens	*4 481*	*499*	*267*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*17 819*	*16 805*	*16 828*
8. Services	97 881	106 835	110 954
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	*52 999*	*56 709*	*54 569*
b) Enseignement (officiel et libre)	*26 082*	*27 966*	*30 430*
c) Autres	*18 800*	*22 160*	*25 955*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**511 928**	**527 329**	**525 602**
9. Variations de stocks	—12 636	9 463	7 370
a) Cheptel	*— 2 136*	*563*	*— 30*
b) Autres stocks	*—10 500*	*8 900*	*7 400*
Total (de 1 à 9)	**499 292**	**536 792**	**532 972**
Ajustement statistique	512	995	2 227
Formation intérieure brute de capital	**499 804**	**537 787**	**535 199**

(a) Données adaptées aux résultats du tableau « Entrées-Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les données pour 1980 ne sont pas encore disponibles.

l'économie (a)

lu

ir(cs)

95		A prix courants				
978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
5 138	13 326	10 909	13 471	14 683	17 231	15 924
2 229	2 825	2 088	1 848	2 036	2 462	3 206
789	*1 027*	*419*	*442*	*553*	*878*	*1 177*
1 440	*1 798*	*1 669*	*1 406*	*1 483*	*1 584*	*2 029*
1 249	72 420	106 409	93 468	81 194	79 417	83 418
3 903	*13 444*	*12 718*	*10 463*	*12 732*	*15 423*	*15 472*
3 554	*2 621*	*5 562*	*4 285*	*4 340*	*3 910*	*2 968*
1 106	*898*	*1 170*	*1 249*	*1 139*	*1 265*	*1 068*
3 020	*2 560*	*2 896*	*3 650*	*3 490*	*3 426*	*3 022*
5 807	*6 043*	*2 860*	*4 292*	*4 405*	*6 437*	*6 912*
6 978	*14 430*	*31 356*	*34 527*	*21 104*	*18 919*	*16 616*
5 391	*5 085*	*6 821*	*4 601*	*5 192*	*6 073*	*5 954*
4 154	*7 801*	*23 085*	*13 868*	*7 879*	*4 558*	*8 774*
5 939	*17 686*	*17 401*	*14 843*	*18 933*	*17 824*	*20 455*
1 397	*1 852*	*2 540*	*1 690*	*1 980*	*1 582*	*2 177*
1 029	11 319	7 917	11 081	12 665	12 522	13 296
33 348	36 062	35 692	33 736	38 379	39 820	45 385
33 998	214 471	194 339	241 055	264 555	290 975	280 340
52 599	*55 790*	*49 500*	*56 400*	*61 800*	*62 300*	*69 100*
81 399	*158 681*	*144 839*	*184 655*	*202 755*	*228 675*	*211 240*
32 880	61 677	56 693	57 634	61 667	71 248	72 673
19 023	*19 762*	*14 435*	*19 597*	*19 967*	*22 456*	*24 197*
3 625	*4 249*	*2 881*	*3 327*	*4 150*	*4 294*	*5 223*
23 581	*20 633*	*17 077*	*16 710*	*19 171*	*26 164*	*24 097*
633	*2 121*	*4 481*	*572*	*360*	*800*	*2 428*
16 018	*14 912*	*17 819*	*17 428*	*18 019*	*17 534*	*16 728*
05 808	120 559	97 881	116 224	127 979	128 449	153 575
50 610	*59 229*	*52 999*	*61 860*	*62 541*	*61 125*	*74 629*
30 980	*32 652*	*26 082*	*30 464*	*35 538*	*38 324*	*42 846*
24 218	*28 678*	*18 800*	*23 900*	*29 900*	*29 000*	*36 100*
35 679	**532 659**	**511 928**	**568 517**	**603 158**	**642 124**	**667 817**
5 664	8 766	—12 636	9 960	7 917	6 797	11 312
664	*— 234*	*— 2 136*	*460*	*— 83*	*697*	*— 188*
5 000	*9 000*	*—10 500*	*9 500*	*8 000*	*6 100*	*11 500*
41 343	**541 425**	**499 292**	**578 477**	**611 075**	**648 921**	**679 129**
1 023	6 249	512	— 259	2 876	607	3 592
42 366	**547 674**	**499 804**	**578 218**	**613 951**	**649 528**	**682 721**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Total (a)
Mines et carrières	237	42	442	571	137	592	358	6 409
Energie	112	675	104	48	239	124	200	2 426
Métallurgie	2 430	2 002	37 236	17 599	2 511	4 266	1 785	173 501
Sidérurgie	*624*	*1 364*	*33 261*	*15 509*	*2 140*	*1 319*	*120*	*149 380*
Métaux non-ferreux	*1 805*	*639*	*3 975*	*2 090*	*372*	*2 947*	*1 665*	*24 121*
Fabrications métalliques	11 331	5 467	15 855	6 575	15 480	19 148	13 167	202 596
Industries chimiques	10 058	15 761	21 078	23 536	14 827	20 557	9 548	254 097
Chimie proprement dite	*7 082*	*11 379*	*19 342*	*18 367*	*11 198*	*16 458*	*6 352*	*175 215*
Pétrole	—	—	—	*2 850*	—	*238*	*583*	*29 501*
Caoutchouc	*207*	*987*	*220*	*341*	*304*	*255*	*422*	*8 161*
Papier et impression	*2 769*	*3 394*	*1 516*	*1 977*	*3 326*	*3 606*	*2 191*	*41 220*
Industries du textile et de la confection	3 760	1 878	4 045	3 820	4 607	6 240	4 102	59 372
Industrie alimentaire	5 285	4 280	4 293	5 821	6 274	9 292	5 579	69 304
Industrie du bois	2 275	1 127	2 033	2 081	2 177	1 226	2 058	22 841
Matériaux de construction, etc.	3 634	1 454	3 360	4 216	3 558	7 263	5 991	61 405
Matériaux, verre	*3 090*	*746*	*1 765*	*2 975*	*2 362*	*5 358*	*3 777*	*46 969*
Industrie de la construction	*544*	*708*	*1 595*	*1 241*	*1 196*	*1 906*	*2 214*	*14 436*
Divers	3 705	3 693	4 052	5 986	4 474	7 076	8 961	59 827
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*1 029*	*923*	*1 100*	*461*	*617*	*963*	*1 026*	*13 750*
Total ...	**42 826**	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**75 783**	**51 749**	**911 778**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1976	1977	1978	1979	1980		Total de 1959 à 1980	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	644	1 941	2 865	1 075	2 128	33,1	60 540	26,2
Industrie chimique, pétrole et papier	7 391	1 969	4 137	5 752	781	12,2	105 506	45,7
Industrie textile	616	555	151	28	62	1,0	10 207	4,4
Autres industries	1 909	4 731	5 003	3 846	3 453	53,7	54 705	23,7
Total	**10 560**	**9 196**	**12 156**	**10 701**	**6 424**	**100,0**	**230 958**	**100,0**
dont :								
industrie	*8 600*	*5 877*	*7 454*	*7 488*	*3 263*	*50,8*	*192 812*	*83,5*
commerce	*759*	*2 395*	*2 122*	*1 093*	*1 290*	*20,1*	*14 818*	*6,4*
services	*1 201*	—	*2 580*	*2 120*	*1 871*	*29,1*	*23 328*	*10,1*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1976	1977	1978	1979	1980		Total de 1959 à 1980	
					Données absolues	%	Données absolues	%
R.F. d'Allemagne ...	1 779	234	1 030	246	996	15,5	25 477	11,0
France	385	1 430	366	422	768	12,0	24 160	10,5
Italie	2 277	36	65	7	62	0,9	3 594	1,6
Luxembourg	105	64	167	1 319	73	1,1	2 256	0,9
Pays-Bas	2 751	952	1 924	624	872	13,6	23 729	10,3
Grande-Bretagne ...	279	910	358	3 339	507	7,9	15 515	6,7
Danemark	8	—	21	14	25	0,4	187	0,1
Irlande	—	—	—	—	1	—	3	—
C.E.E. ...	**7 584**	**3 627**	**3 931**	**5 971**	**3 304**	**51,4**	**94 921**	**41,1**
Etats-Unis	1 783	2 674	5 140	3 115	1 766	27,5	105 017	45,5
Japon	649	320	559	46	680	10,6	4 524	1,9
Suède	109	59	41	6	41	0,6	2 552	11,0
Suisse	208	390	277	279	248	3,9	4 064	1,8
Autres pays	227	2 127	2 208	1 284	385	6,0	19 880	8,6
Total ...	**10 560**	**9 196**	**12 156**	**10 701**	**6 424**	**100,0**	**230 958**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1976	1977	1978	1979	1980	
					Données absolues	%
Anvers	1 528	952	3 165	5 478	1 359	21,1
Flandre occidentale	—	10	37	78	53	0,8
Flandre orientale	1 752	700	686	2 153	1 174	18,3
Limbourg	455	49	930	255	171	2,7
Brabant flamand	80	876	781	602	108	1,7
*Région flamande	*3 815*	*2 587*	*5 559*	*8 566*	*2 865*	*44,6*
Hainaut	4 254	958	1 282	477	231	3,6
Liège	24	1 806	1 248	247	729	11,3
Luxembourg	—	452	1 225	4	30	0,5
Namur	165	60	184	116	170	2,6
Brabant wallon	172	14	260	286	25	0,4
*Région wallonne	*4 615*	*3 290*	*4 199*	*1 130*	*1 185*	*18,4*
*Bruxelles-Capitale	*170*	—	*2 358*	*1 005*	*2 374*	*37,0*
Le Royaume ...	**8 600**	**5 877**	**12 156**	**10 701**	**6 424**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle du portefeuille propre au 30 septembre 1980

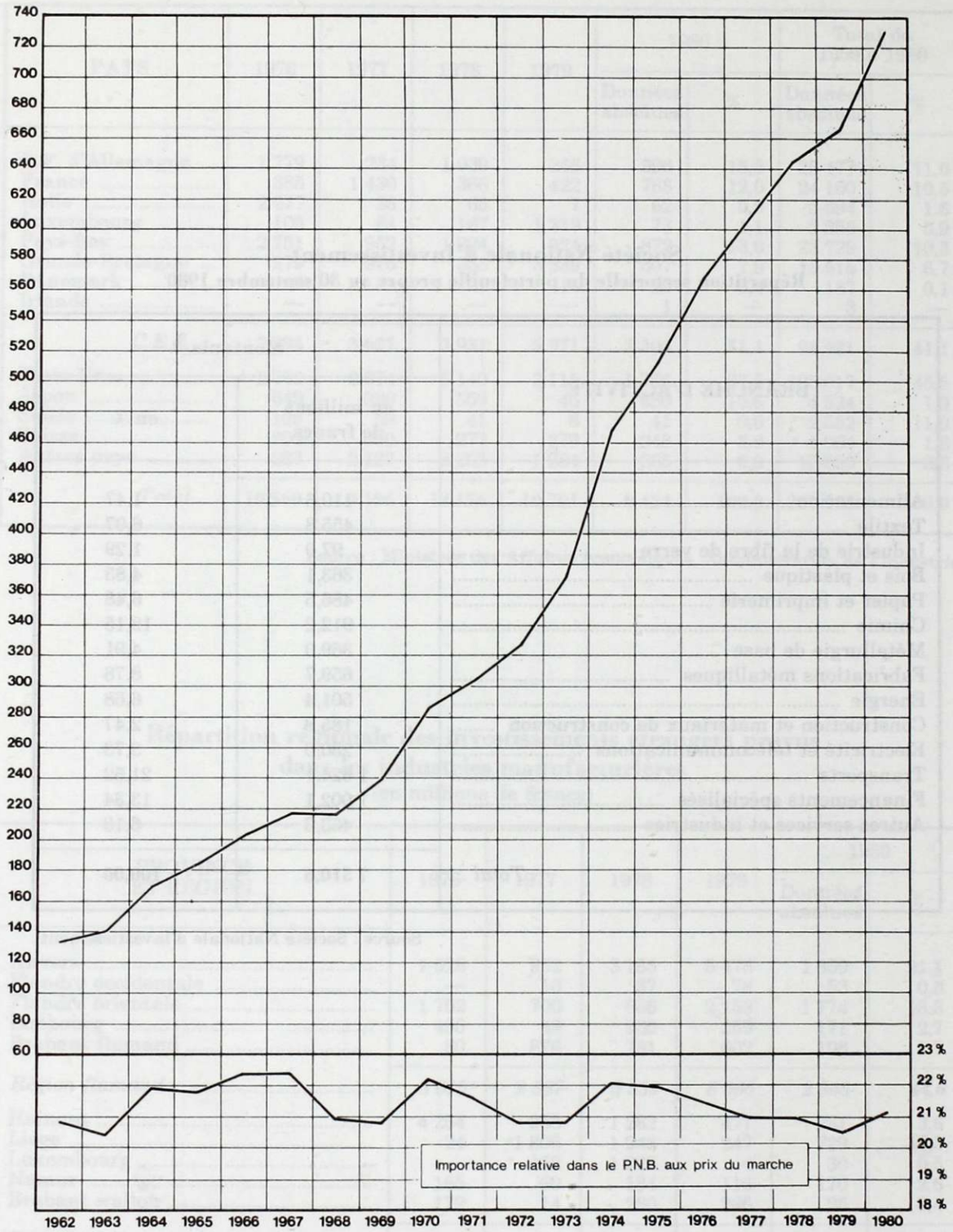
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Montants	
	en millions de francs	en %
Alimentation	110,6	1,47
Textile	455,8	6,07
Industrie de la fibre de verre	97,0	1,29
Bois et plastique	363,1	4,83
Papier et imprimerie	486,5	6,48
Chimie	912,2	12,15
Métallurgie de base	369,0	4,91
Fabrications métalliques	659,7	8,78
Energie	501,4	6,68
Construction et matériaux de construction	185,8	2,47
Electricité et télécommunications	280,0	3,73
Transports	1 624,1	21,62
Financements spécialisés	1 002,1	13,34
Autres services et industries	463,3	6,18
Total ...	**7 510,6**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)

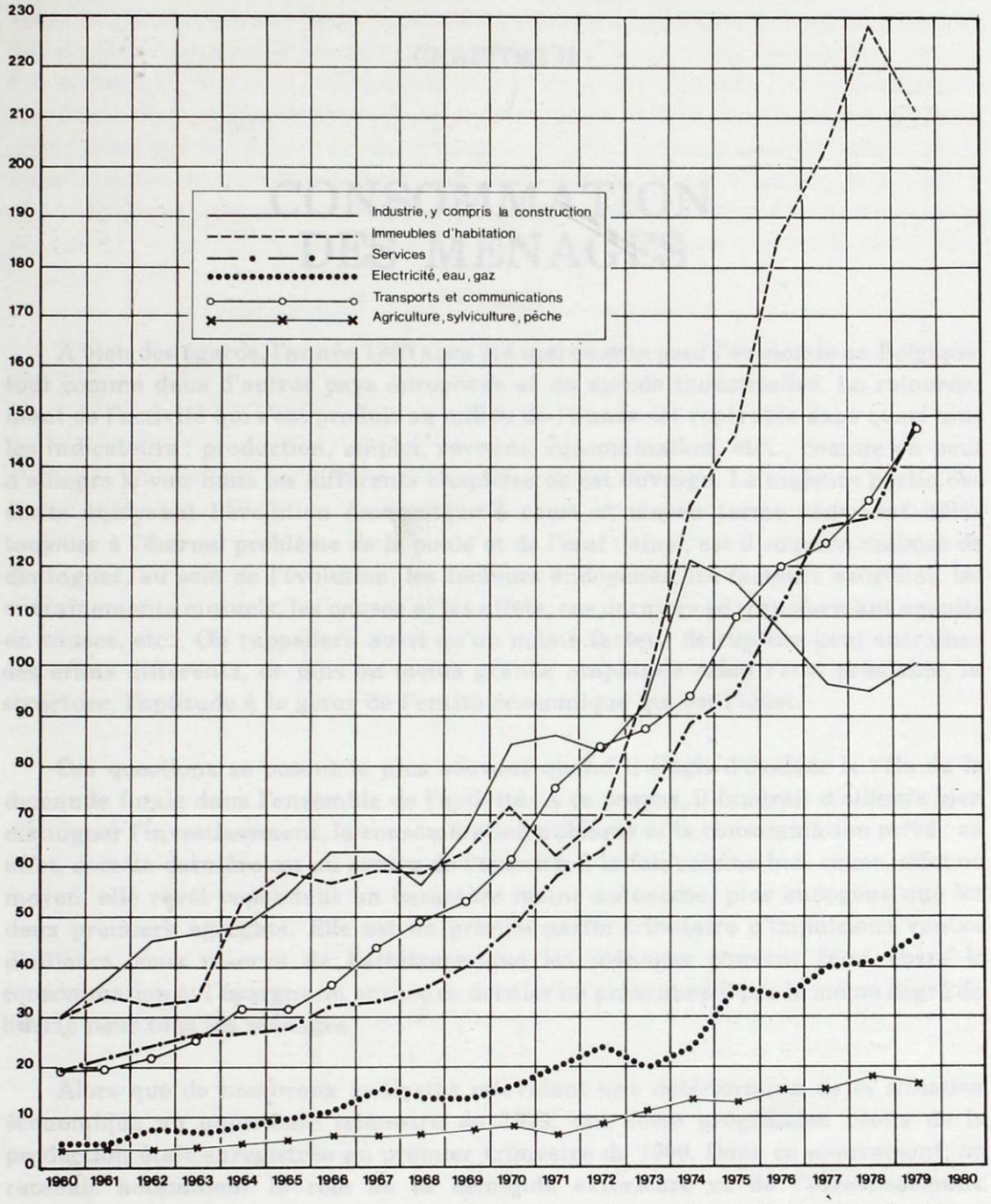


Source : Institut National de Statistique.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

Défense nationale et variations de stocks exclues

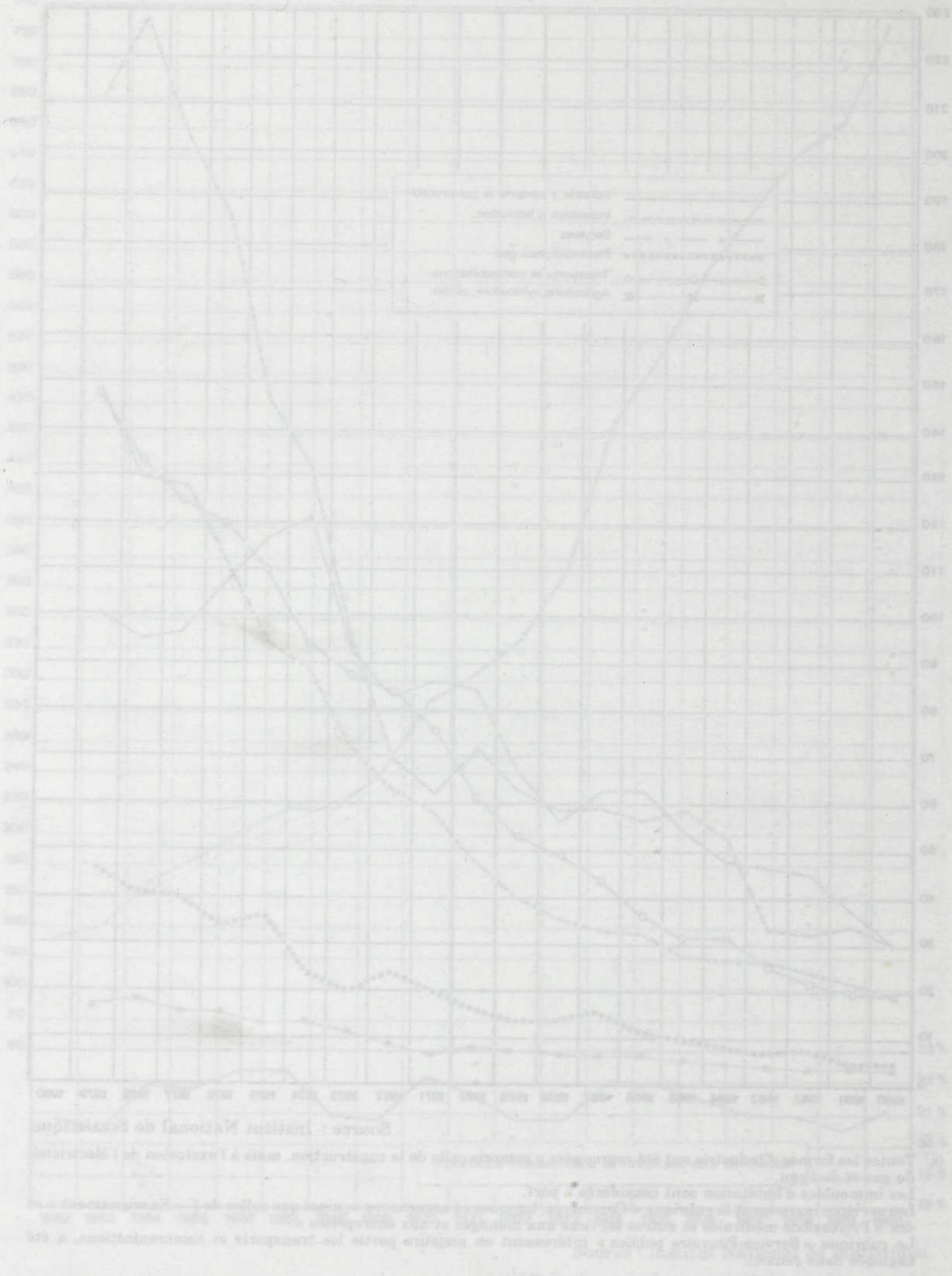
(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l' « Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.

Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MENAGES

A bien des égards, l'année 1980 aura été marquante pour l'économie en Belgique, tout comme dans d'autres pays européens et du monde industrialisé. Le retournement de l'activité qui s'est produit au milieu de l'année est repérable dans quasi tous les indicateurs : production, emploi, revenus, consommation, etc..., comme on peut d'ailleurs le voir dans les différents chapitres de cet ouvrage. La majeure partie des écrits analysant l'évolution économique à court et moyen terme renvoient hélas toujours à l'éternel problème de la poule et de l'œuf : ainsi, est-il souvent malaisé de distinguer, au sein de l'évolution, les facteurs endogènes, les facteurs exogènes, les entraînements mutuels, les causes et les effets, ces derniers se transformant ensuite en causes, etc... On rappellera aussi qu'un même facteur de rupture peut entraîner des effets différents, de plus ou moins grande amplitude selon l'état préalable, la structure, l'aptitude à le gérer de l'entité économique qui est l'objet.

Ces questions se posent le plus souvent quand il s'agit d'évaluer le rôle de la demande finale dans l'ensemble de l'activité. A ce propos, il faudrait d'ailleurs bien distinguer l'investissement, la consommation publique et la consommation privé : en effet, si cette dernière est au centre de l'activité, à la fois comme but, cause, effet ou moyen, elle revêt cependant un caractère moins autonome, plus endogène que les deux premiers agrégats. Elle est en grande partie tributaire d'impulsions venues d'ailleurs, sous réserve de l'arbitrage que les ménages peuvent faire entre la consommation et l'épargne, et encore ce dernier ne présente-t-il pas le même degré de liberté pour tous les ménages.

Alors que de nombreux analystes relevaient une détérioration de la situation économique au quatrième trimestre de 1979, une forte progression réelle de la production était enregistrée au premier trimestre de 1980. Dans ce mouvement, on retenait notamment le rôle de la demande extérieure et de l'investissement. Cependant, la fragilité de la première et la grande part qui relevait d'une programmation à long terme dans le second, autorisent à penser que la très forte croissance réelle de la consommation (entre 4 et 7 % selon les sources) a joué un rôle important pendant ces trois premiers mois.

Deux raisons sont probablement à la base de cette forte poussée des dépenses privées. La première est de type « spéculatif », ou plutôt « anticipatif » : le dernier trimestre de 1979 et le premier de 1980 ont enregistré une reprise de la croissance des prix, après un an de baisse tendancielle de leur taux d'accroissement. Cette reprise

s'est surtout manifestée dans les prix de l'énergie, à travers lesquels les consommateurs sont souvent tentés, à tort ou à raison, d'apprécier l'évolution économique future. La seconde raison est un comportement de rattrapage pour certaines catégories de biens, dont la demande s'était sérieusement ralentie les deux années précédentes : les biens durables (sauf les voitures) et les articles textiles et d'habillement. Les deux sources principales disponibles, à savoir l'évolution des ventes au détail d'après l'I.N.S. d'une part, et les données de la T.V.A. (traitées par l'I.N.S.) d'autre part, montrent que la croissance de la consommation au premier trimestre a essentiellement reposé sur ces deux catégories de biens : elles enregistrent toutes deux des augmentations en volume se situant entre 11 et 15 %, tant dans l'une statistique que dans l'autre.

La corrélation avec le mouvement de la production industrielle est bien marquée par les statistiques de la production industrielle, qui enregistrent une croissance réelle de 12,3 % dans le secteur des biens de consommation durables au premier trimestre de 1980 par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que le secteur des vêtements et des chaussures a connu une augmentation, pour la même période, de 10 % de sa production. L'impulsion que les dépenses des ménages ont ainsi apportée à l'activité économique au début de l'année paraît indubitable, même si elle n'a joué qu'un rôle partiel.

Si le retournement de l'activité qui s'est produit à la mi-1980 peut compter notamment le ralentissement de la consommation parmi ses causes, il est en tout cas certain qu'il l'a considérablement accentué, bien plus que l'inverse. La très forte montée du chômage au second semestre a produit ses effets, à la fois réels par la diminution de revenus qu'il implique, et psychologiques, dans le sens de méfiance et constitution d'épargnes de précaution.

Deux facteurs paraissent avoir exercé une influence importante, à la fois sur la production et la consommation et à travers l'une sur l'autre et vice-versa : le deuxième choc pétrolier et le niveau élevé des taux d'intérêt. Alors que la première hausse des prix de l'énergie a été plus ou moins rapidement digérée entre 1974 et 1978, entre autres par la baisse du dollar, la seconde semble avoir été plus fortement ressentie par les ménages; en témoignent la baisse réelle des consommations de produits énergétiques alors que les politiques d'économie d'énergie ne sont encore guère développées en Belgique, ainsi que les incertitudes du marché de l'automobile, sur lequel on a enregistré un recul de plus de 5 % des immatriculations en 1980. Ce dernier phénomène nous amène au second point, c'est-à-dire l'influence du niveau élevé des taux d'intérêt sur les dépenses des ménages : elle est notoire en ce qui concerne les logements et les biens durables.

On va aborder maintenant une description plus détaillée de l'évolution de la consommation des ménages en 1980. Deux sources statistiques principales sont, à l'heure actuelle, disponibles pour l'ensemble de l'année 1980. La statistique de la T.V.A. relève les montants des opérations soumises à la T.V.A. dans le commerce de détail et ses différents sous-secteurs; les résultats du quatrième trimestre sont encore provisoires, mais les corrections apportées ne devraient être guère importantes. L'autre source, la statistique du chiffre d'affaire du commerce de détail est établie par l'I.N.S., sur base d'une enquête auprès des commerçants. Cette enquête est

exhaustive pour toute la partie de la distribution qui n'est pas le petit commerce, tandis que les données relatives à ce dernier sont établies à partir d'un échantillon. Tant pour la T.V.A. que pour l'autre source, les données en valeur sont déflatées, pour le total et pour chaque rubrique, par des indices des prix correspondants, construits de la manière la plus précise possible par la D.G.E.D.

Pour l'essentiel, les données de l'I.N.S. et de la T.V.A. se confirment mutuellement, en tout cas dans les rubriques « alimentation », « textile et habillement » et « autres articles »; de légères différences apparaissent pour les biens durables, mais elles sont imputables aux compositions des rubriques. Au total, le taux de croissance des ventes au détail en volume est de 0,6 % pour les données de l'enquête et de 1,9 %, selon la T.V.A.

Cette divergence est fréquente entre les deux statistiques; la réalité doit se situer entre les deux et probablement plus près du chiffre de la T.V.A. qui est plus sûr et plus complet. En outre, le profil de l'évolution est identique dans les deux séries.

Pour l'ensemble de l'année 1980, le volume des ventes au détail devrait ainsi s'être accru d'un peu moins de 2 %. Les biens durables (sauf les voitures) et les articles textiles et d'habillement (sauf les chaussures) sont les rubriques dont les résultats se sont le plus accrus. Cependant cette croissance est essentiellement imputable à un fort et massif courant d'achats qui s'est produit en début d'année. L'évolution s'est dégradée par après, surtout au second semestre et surtout pour les biens durables. L'année 1980 doit ainsi être clairement divisée en deux périodes : un résultat global cache le mouvement.

Les postes qui ont marqué un net recul sont ceux liés à l'énergie, à savoir les carburants et huiles et les combustibles divers. L'hiver doux de 1980, suivant celui de 1979 très rude, explique quelque peu cela. Mais on retiendra aussi une baisse, volontariste ou obligée, de la consommation d'énergie des ménages. La forte hausse des prix de l'énergie, la détérioration sérieuse de l'emploi, et donc des budgets de nombre de ménages en 1980, ainsi que le pessimisme croissant des consommateurs (cf. plus loin) a dû entraîner des efforts prioritaires sur ce poste, dont on répète d'ailleurs depuis suffisamment longtemps qu'il est compressible. La baisse des ventes d'automobiles, les innovations en la matière, ainsi que la baisse du kilométrage moyen fait aussi diminuer la consommation de carburant.

L'alimentation et quelques autres postes ont connu une croissance moyenne, s'affaissant quelque peu au second semestre.

Le retrait des dépenses des ménages, qui s'affirme dès l'été, s'est accentué en fin d'année : les résultats du quatrième trimestre montrent un recul, par rapport au trimestre correspondant de 1979, qui affecte pratiquement toutes les rubriques.

L'intérêt des données de la T.V.A. réside aussi dans l'approche qu'elles permettent de la consommation des services. Pour l'ensemble des services, on a retenu les postes « horeca », « réparations des biens de consommation et de voitures », « services récréatifs et culturels », « services personnels »; ce n'est là qu'une partie des services, mais suffisante pour qu'on puisse en inférer une

estimation précise. Pour l'ensemble de l'année, la consommation de services devrait avoir connu une croissance réelle d'environ 3 %. L'évolution en cours d'année est la même que pour la consommation de biens : on assiste aussi à une décroissance nette au quatrième trimestre.

La croissance de l'ensemble de la consommation des ménages devrait ainsi se situer entre 2 et 2,5 % en 1980. Ce résultat peut paraître quelque peu surprenant, au regard de la situation économique générale qui a prévalu pendant cette année. Il ne faut pas oublier qu'il a cependant été essentiellement déterminé par la brève et forte croissance enregistrée en début d'année. Au second semestre, tous les postes de la consommation de biens et services ont connu une détérioration.

La baisse des ventes d'automobiles et celle, assez forte en 1980, des constructions d'habitations résidentielles sont imputables aux difficultés financières accrues des ménages, au chômage croissant, des jeunes notamment, au niveau élevé des taux d'intérêt. Les achats d'autres biens durables sont aussi influencés par ces facteurs, et la baisse des constructions accentue ce phénomène (constructions moins nombreuses impliquant moindres achats d'équipements destinés à les meubler). Néanmoins, les forts achats du premier trimestre ont contribué à faire remonter en 1980, le taux d'équipement des ménages belges en biens durables, tel qu'il est relevé par l'I.N.S. Ces données sont publiées dans un tableau.

Les estimations, de diverses sources, en matière de revenus disponibles et d'épargne, semblent convergentes. Notamment le Conseil Central de l'Economie et l'I.R.E.S. estiment la croissance du revenu disponible réel à 3 % en termes réels. L'accroissement, inférieur à ce dernier chiffre, de la consommation est ainsi corrélé à une élévation du taux d'épargne; cette dernière n'a pas été consacrée à la formation intérieure brute de capital, comme en témoigne la baisse des investissements en logements entre autres, mais à une plus grande formation d'actifs financiers, surtout à plus d'un an, tandis que moins de dettes étaient contractées par les particuliers; « la formation de dettes à court terme, surtout en matière de crédits à la consommation, a diminué de 21 milliards de francs en 1979 à 6 milliards de francs, tandis que l'accroissement des dettes à long terme s'amenuisait de 105 à 82 milliards de francs. Il faut signaler par ailleurs que la partie de l'accroissement du revenu réel non épargné par les particuliers a servi dans une plus large mesure qu'auparavant à payer des dépenses croissantes en matière d'énergie » (1).

On dispose, par ailleurs, des résultats de l'enquête effectuée, en janvier, mai, octobre 1980 et janvier 1981, par la C.E.E. auprès des consommateurs. Toutes les réponses aux questions posées relèvent une détérioration profonde et assez générale de la perception de la conjoncture par les personnes interrogées (4 800 en octobre et 2 500 les autres moments).

Les réponses jugeant « beaucoup moins bonne » la situation économique générale sont en forte augmentation depuis octobre 1979 et la perception de l'avenir de l'emploi s'est fort détériorée en 1980 (la crainte d'une forte augmentation du chômage s'étendant de 22 à 44 % des personnes interrogées). Les indicateurs relatifs à

(1) Source : Conseil Central de l'Economie.

la situation financière et aux possibilités d'épargne accusent aussi une dégradation, plus limitée cependant.

Une croissance moyenne de 2 % de la consommation en 1980 a dû recouvrir des situations très différentes d'après les catégories sociales ou de revenus. L'enquête de la C.E.E. étant divisible par classes de revenus, c'est un des rares indicateurs, partiels hélas, qui offre une possibilité de rechercher ces évolutions différentes. D'un examen des données, à travers deux questions, l'une relative à l'évolution de la situation financière des ménages et l'autre à la possibilité de mettre de l'argent de côté, on peut tirer les premières conclusions suivantes :

— les catégories de revenus les plus basses (jusqu'à 18 000 F nets) sont dans une situation très difficile. Leur situation s'est détériorée légèrement, partant d'un point de départ déjà extrêmement bas;

— les catégories de revenus se situant entre 18 000 et 35 000 F nets sont celles qui montrent la détérioration la plus forte de leur situation (financière et capacité d'épargne), surtout pendant l'année 1980;

— les catégories de revenus entre 35 000 et 50 000 F nets accusent aussi une forte détérioration de leur situation, partant d'un point de départ quelque peu plus favorable;

— les catégories de revenus au-delà de 50 000 F nets connaissent aussi une détérioration : elle est comparable à la précédente pour ce qui est de la situation financière, mais quasiment inchangée pour ce qui est des possibilités d'épargne. La variable patrimoniale doit probablement jouer un plus grand rôle ici.

Au regard de ces données, qui demanderaient à être plus fouillées et qui, rappelons-le, reposent sur un échantillon, il apparaît que la crise accentue les inégalités. L'année 1980 pourrait avoir été marquante à cet égard.

*

* *

Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée (a)

(croissance en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1979		1980									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre (b)		L'année (b)	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Commerce de détail	8,5	3,5	14,8	7,1	8,0	1,0	7,9	1,6	5,3	—1,1	8,8	1,9
Horeca	*7,1*	*4,6*	*13,1*	*10,3*	*9,8*	*6,9*	*7,4*	*2,4*	*6,9*	*1,8*	*9,0*	*5,0*
Réparation de biens de consommation	*14,5*	*10,3*	*20,4*	*15,5*	*5,3*	*—0,4*	*2,7*	*—4,6*	*—0,5*	*—8,0*	*6,7*	—
Services récréatifs et culturels	*9,4*	*3,2*	*18,3*	*13,2*	*4,6*	—	*10,7*	*5,2*	*14,5*	*8,9*	*11,9*	*6,7*
Services personnels	*8,2*	*2,8*	*13,3*	*9,7*	*9,1*	*4,9*	*6,0*	*1,9*	*4,3*	*1,2*	*8,0*	*4,2*
Total services (c)	10,0	6,2	..	..	..	..	..	..	..	..	8,1	3,0
Total consommation des ménages en biens et services (c)	**8,9**	**4,1**	..	..	..	..	..	..	..	..	**8,6**	**2,0 à 2,5**

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Données provisoires.
(c) Estimations.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail (a)

(croissance par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1979		1980									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre (b)		L'année (b)	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Alimentation	4,7	4,1	7,1	4,8	7,0	4,3	6,4	1,6	6,1	1,3	6,6	2,9
Produits de beauté et d'entretien	6,2	6,8	8,6	8,0	4,6	3,5	4,1	1,3	3,8	0,4	5,4	3,3
Habillement	5,8	2,2	17,3	15,4	6,2	4,9	8,2	6,4	6,8	4,5	9,0	6,3
Chaussures	11,5	5,5	14,9	10,6	6,3	2,7	5,9	0,8	2,0	— 5,0	6,7	1,6
Textile d'ameublement	5,3	2,5	23,9	21,0	6,5	4,1	7,7	5,3	4,4	1,7	10,1	7,5
Equipement du foyer	5,7	3,6	16,4	15,5	8,0	6,7	4,7	2,8	2,0	— 0,2	7,2	5,6
Autos, cycles, accessoires	10,3	..	22,8	..	4,2	..	6,2	..	1,8	..	8,8	..
Carburants et lubrifiants	18,9	5,5	34,7	—	23,8	— 5,0	15,9	— 9,0	5,3	—15,0	19,0	— 8,0
Papiers, livres, fournitures	14,0	5,6	15,9	10,9	14,6	12,1	18,7	13,7	9,9	3,2	14,3	9,5
Autres commerces de détail (c)	16,1	0,8	17,8	— 8,0	12,1	—11,0	12,9	— 1,0	4,7	—12,7	11,5	— 8,5
Commerce à assortiment varié	8,7	3,7	9,7	4,5	9,3	4,1	8,8	3,6	8,3	3,1	9,0	4,0
Total	**8,5**	**3,5**	**14,8**	**7,1**	**8,0**	**1,0**	**7,9**	**1,6**	**5,3**	**— 1,1**	**8,8**	**1,9**

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Données provisoires.
(c) Comprend le commerce de détail en : articles pour la photo et l'optique, horlogerie et bijouterie, jouets, articles de sport, armes, fleurs et plantes, semences et engrais, articles de cadeaux, divers et les combustibles qui prennent une part majeure dans cette rubrique.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail (a)

(croissance en % par rapport à la même période de l'année précédente)

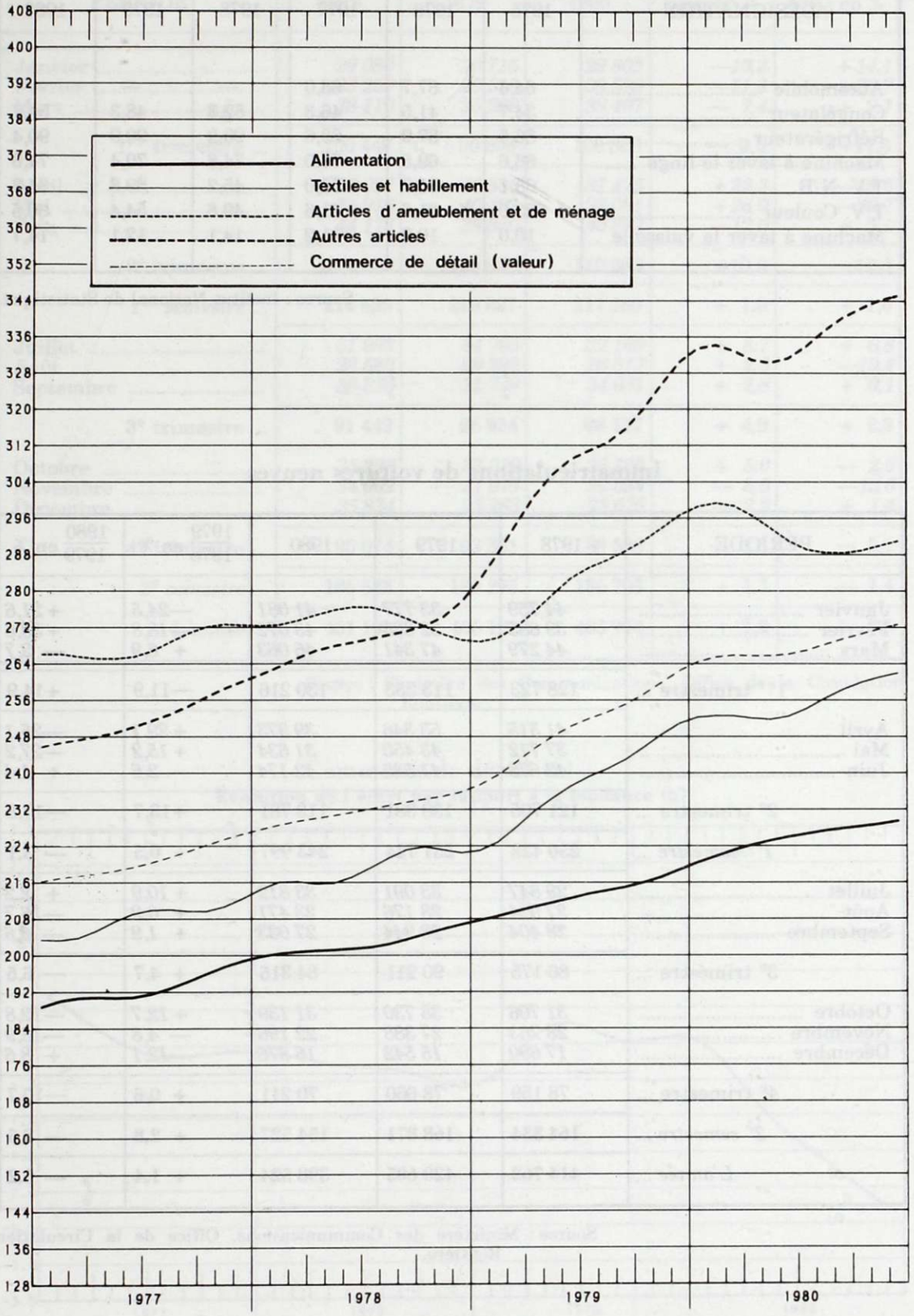
DÉSIGNATION	1979		1980									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre		L'année	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
Alimentation	5,4	4,8	5,3	3,0	5,8	3,1	6,6	1,8	6,1	1,3	5,9	2,2
Textile et habillement	8,4	4,7	13,2	11,2	5,7	4,0	6,1	3,9	6,9	4,1	7,7	5,6
Ameublement et ménage	2,9	1,1	12,6	11,5	4,6	3,0	1,1	—1,0	0,9	—1,6	4,4	2,6
Autres articles	13,9	3,3	18,0	—1,0	7,0	—9,5	9,5	—2,3	5,9	—8,3	9,9	—5,3
Total ...	**7,9**	**3,2**	**11,6**	**4,1**	**6,2**	**—0,7**	**6,5**	**0,3**	**5,3**	**—1,1**	**7,3**	**0,6**

(a) Enquête I.N.S. Données provisoires.
Les résultats en quantité pour les catégories de biens sont obtenus en déflatant les résultats en valeur par des indices de prix correspondants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

Répartition par type de biens — indices en valeur
(données désaisonnalisées et lissées — 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Taux d'équipement des ménages belges en biens durables

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Automobile	64,6	67,7	68,0	—	—	—
Congélateur	34,7	41,5	46,3	52,3	48,3	54,7
Réfrigérateur	86,5	87,9	89,6	90,2	90,9	90,4
Machine à laver le linge	66,6	69,5	73,0	74,8	70,4	74,6
T.V. N/B	68,1	61,9	52,0	45,2	39,8	34,3
T.V. Couleur	23,0	31,6	41,6	49,8	54,4	60,5
Machine à laver la vaisselle	10,0	10,9	11,2	14,1	12,1	14,7

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations de voitures neuves

PÉRIODE	1978	1979	1980	$\frac{1979}{1978}$ en %	$\frac{1980}{1979}$ en %
Janvier	*44 759*	*33 777*	*41 081*	*—24,5*	*+ 21,6*
Février	*39 685*	*32 235*	*43 072*	*—18,8*	*+ 33,6*
Mars	*44 279*	*47 341*	*46 063*	*+ 6,9*	*— 2,7*
1er trimestre	128 723	113 353	130 216	—11,9	+14,9
Avril	*41 315*	*53 346*	*39 973*	*+ 29,1*	*—25,1*
Mai	*37 712*	*43 450*	*31 634*	*+ 15,2*	*—27,2*
Juin	*42 678*	*41 585*	*42 174*	*— 2,6*	*+ 1,4*
2e trimestre	121 705	138 381	113 781	+13,7	—17,8
1er semestre	**250 428**	**251 724**	**243 997**	**+ 0,5**	**— 3,1**
Juillet	*29 847*	*33 091*	*33 812*	*+ 10,9*	*+ 2,2*
Août	*27 924*	*28 176*	*23 471*	*+ 0,9*	*—16,7*
Septembre	*28 404*	*28 944*	*27 033*	*+ 1,9*	*— 6,6*
3e trimestre	86 175	90 211	84 316	+ 4,7	— 6,5
Octobre	*31 706*	*35 730*	*31 139*	*+ 12,7*	*—12,8*
Novembre	*28 763*	*27 388*	*22 196*	*— 4,8*	*—18,9*
Décembre	*17 690*	*15 542*	*16 876*	*—12,1*	*+ 8,6*
4e trimestre	78 159	78 660	70 211	+ 0,6	—10,7
2e semestre	**164 334**	**168 871**	**154 527**	**+ 2,8**	**— 8,5**
L'année	**414 762**	**420 605**	**398 524**	**+ 1,4**	**— 5,2**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

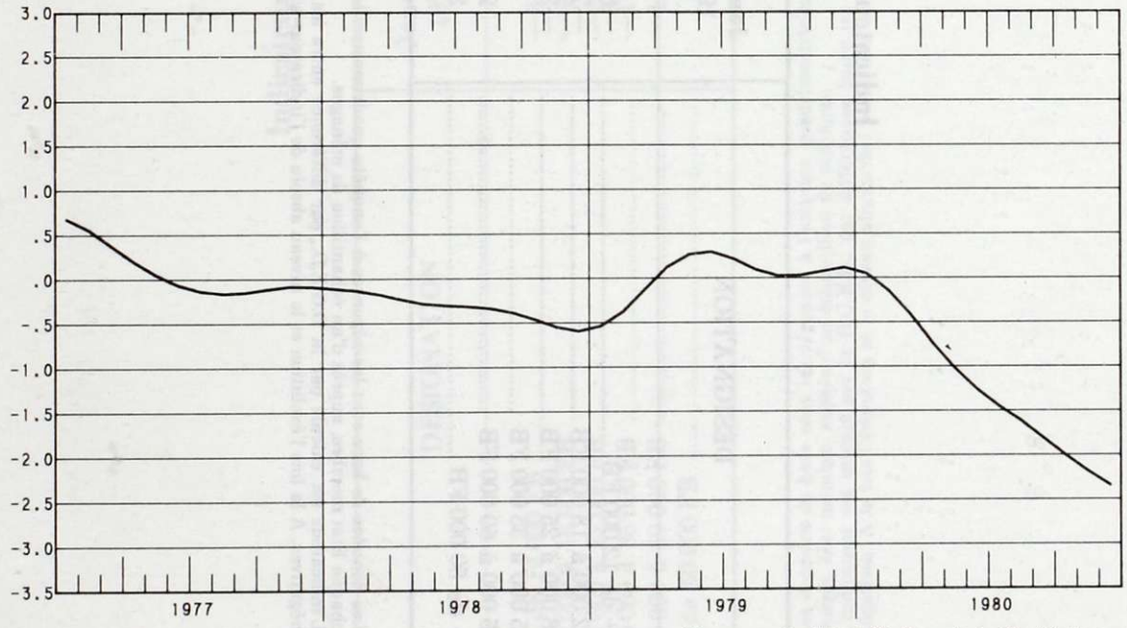
Immatriculations de voitures usagées

PÉRIODE	1978	1979	1980	$\frac{1979}{1978}$ en %	$\frac{1980}{1979}$ en %
Janvier	*29 080*	*26 115*	*29 803*	*—10,2*	*+ 14,1*
Février	*33 259*	*29 516*	*38 586*	*—11,2*	*+ 30,7*
Mars	*38 110*	*35 268*	*38 497*	*— 7,4*	*+ 9,1*
1er trimestre	100 449	90 899	106 886	— 9,5	+17,6
Avril	*38 087*	*46 586*	*37 475*	*+ 22,3*	*—19,5*
Mai	*31 916*	*40 492*	*32 091*	*+ 26,9*	*—20,7*
Juin	*44 173*	*38 850*	*40 817*	*—12,0*	*+ 5,1*
2e trimestre	114 176	125 928	110 383	+10,3	—12,3
1er semestre	**214 625**	**216 827**	**217 269**	**+ 1,0**	**+ 1,0**
Juillet	*31 993*	*34 793*	*37 169*	*+ 8,7*	*+ 6,8*
Août	*28 580*	*29 393*	*26 317*	*+ 2,8*	*—10,4*
Septembre	*30 876*	*31 748*	*34 631*	*+ 2,8*	*+ 9,1*
3e trimestre	91 449	95 934	98 117	+ 4,9	+ 2,3
Octobre	*35 238*	*37 019*	*36 108*	*+ 5,0*	*— 2,5*
Novembre	*34 002*	*31 079*	*26 854*	*— 8,6*	*—13,6*
Décembre	*25 834*	*25 263*	*25 626*	*— 2,2*	*+ 1,4*
4e trimestre	95 074	93 361	88 588	— 1,8	— 5,1
2e semestre	**186 523**	**189 295**	**186 705**	**+ 1,5**	**— 1,4**
L'année	**401 198**	**406 122**	**403 974**	**+ 1,2**	**— 0,5**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

Commerce de détail (a)

Evolution de l'écart par rapport à la tendance (b)



(a) Sur base de l'indice des quantités.
(b) Série standardisée.

Source : Institut National de Statistique.

Indicateur de capacité d'épargne des ménages (a)

Evolution par classes de revenus nets

DÉSIGNATION	Janvier 1979	Mai 1979	Octobre 1979	Janvier 1980	Mai 1980	Octobre 1980	Janvier 1981
— de 12 000 FB	—82,3	—84,0	—78,6	—80,7	—70,8	—86,3	—83,0
12 000 à 18 000 FB	—73,5	—71,4	—70,2	—74,2	—78,6	—82,3	—76,5
18 000 à 25 000 FB	—37,0	—36,0	—42,0	—45,0	—51,0	—58,0	—65,0
25 000 à 35 000 FB	1,6	— 0,2	— 7,9	—16,6	—21,6	—22,8	—27,8
35 000 à 50 000 FB	28,5	29,1	22,2	4,9	20,0	8,8	3,6
+ de 50 000 FB	34,2	47,0	38,0	31,8	29,7	27,3	27,0

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisées par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indicateur de situation financière des ménages (a)

Evolution par classes de revenus nets

DÉSIGNATION	Janvier 1979	Mai 1979	Octobre 1979	Janvier 1980	Mai 1980	Octobre 1980	Janvier 1981
— de 12 000 FB	—31,0	—40,0	—38,5	—43,7	—43,9	—41,9	—42,4
12 000 à 18 000 FB	—38,0	—25,0	—33,0	—39,0	—34,0	—33,0	—32,0
18 000 à 25 000 FB	—28,0	—23,5	—28,9	—33,4	—36,1	—38,0	—46,2
25 000 à 35 000 FB	—18,0	—12,0	—24,0	—21,0	—34,0	—29,0	—34,0
35 000 à 50 000 FB	—12,0	— 4,0	—11,0	—15,0	—18,0	—19,0	—24,0
+ de 50 000 FB	4,2	— 0,1	— 3,1	— 9,7	— 2,9	—14,0	—11,7

Sources : Communautés Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différences entre les réponses classées positives et négatives. A la lois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

SIXIEME PARTIE

APERÇU DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

Cette partie analyse habituellement l'évolution économique des trois régions du pays aussi bien sous l'angle structurel que conjoncturel.

Toutefois, comme les séries statistiques relatives à la comptabilité régionale n'étaient pas disponibles au moment où les textes ont été rédigés, il n'a pas été possible de fournir les indications concernant l'évolution structurelle des régions.

SECTION I. — BRUXELLES

§ 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'indice général de la production industrielle sans la construction a augmenté à Bruxelles de 8,4 % en 1980; un an auparavant, il avait fléchi de 1,7 %. Dans le pays, ce même indice a stagné après avoir crû en 1979. Cette hausse de l'indice bruxellois s'est manifestée durant les premiers mois de l'année écoulée : le taux de croissance au 1er trimestre atteint 16 % par rapport à la même période un an auparavant. Par la suite un ralentissement s'est produit, la hausse se réduisant de moitié; d'octobre à décembre, l'accroissement a été inférieur à 2 %.

De 1970 à 1980, l'indice de la production industrielle sans la construction a augmenté de 15 %. Une première période d'expansion a duré jusqu'en 1974 : la croissance atteignait cette année là 11,5 % par rapport au début de la décennie. En 1975, un recul de 11,2 % de l'indice se produisait, le conduisant à un niveau inférieur de 1 % à ce qu'il était en 1970. Depuis cette année médiane, l'expansion se réalise par saccades : à une année de croissance succède une année de contraction. En 1980, le taux de croissance de l'indice est le plus élevé depuis plus de dix ans.

Le sommet que l'indice de la production, sans la construction, avait atteint durant le quatrième trimestre de 1974 (123,0) l'a été à nouveau durant le premier trimestre de 1980. Il s'agit là de la meilleure performance depuis cette période. En 1979, l'indice le plus favorable ne s'était élevé qu'à 116,1.

L'indice incluant la construction hausse également de manière importante. Après avoir reculé de plus de 23 % en 1979, l'activité dans la construction a augmenté de près de 15 % l'an dernier de sorte que l'indice de la production incluant cet agrégat a haussé de 8,1 % alors qu'il avait diminué de 7,5 % en 1979.

L'indice de la production dans les industries manufacturières a augmenté de 8,6 % en 1980 après avoir reculé de 1,3 % un an auparavant. La hausse, tout comme pour ce qui concerne l'indice général, s'est produite principalement durant le premier trimestre de l'année; elle atteignait alors 15,6 % par rapport au trimestre correspondant de 1979. Le taux de croissance s'est ralenti par la suite pour se fixer, au cours des trois derniers mois, à 4,4 % seulement.

Les industries alimentaires et les boissons n'ont pas connu d'expansion rapide en 1980 malgré leur stagnation un an auparavant. Après avoir fortement augmenté sa production en 1979, l'industrie du tabac régresse sensiblement en 1980.

La chute de la production dans l'industrie textile se poursuit. A une baisse de plus de 15 % en 1979 en succède une nouvelle voisine de 6 % amenant l'indice à son niveau le plus bas (49,2). En dix ans, la perte de production dépasse 50 %. L'industrie du vêtement et de la chaussure suit une évolution similaire mais moins accentuée; le recul de la production atteint 10 % en 1980 mais moins de 30 % depuis le début des années 70.

Un recul assez sensible s'est produit dans l'industrie du bois : l'indice régresse de plus de 8 % en un an. Dans l'industrie du papier et du carton, l'on assiste à une stagnation de la production qui suit une baisse importante en 1979; en dix ans l'indice a diminué de près de 25 % dans cette branche.

Les industries chimiques et du caoutchouc ont accru leur production de 13 % durant l'année écoulée. Ce résultat favorable succède à une baisse d'ampleur quasi identique un an auparavant de sorte que l'indice se trouve à un niveau inférieur à celui qui était le sien en 1978. L'indice de cette branche n'est que de 8,5 % supérieur à son niveau de 1970.

Le recul de la production dans l'industrie des minéraux non métalliques a repris après une accalmie d'un an. L'indice se trouve 18,6 % plus bas qu'un an auparavant. Depuis 1970, la diminution de l'activité dans cette branche atteint 40 %. Le marasme se poursuit également dans la métallurgie de base : aucune baisse nouvelle n'est certes enregistrée en 1980 mais la contraction atteint en dix ans près de 30 %.

Après avoir augmenté assez modestement les trois dernières années, la production dans les fabrications métalliques s'est accrue de manière rapide en 1980. La hausse dépasse 13 %; l'indice a augmenté de 40 % depuis 1970. Les ouvrages en métaux non mécaniques ont poursuivi sur leur lancée de 1979 mais à un rythme de moitié inférieur; par contre, la fine mécanique et les machines non électriques régressent. Les machines électriques et le matériel de transport s'assurent des taux de croissance élevés en augmentation sensible par rapport à 1979.

La production d'électricité a poursuivi son redressement entamé un an auparavant tandis que la distribution d'eau a stagné.

En 1979, l'activité industrielle à Bruxelles avait fléchi alors que dans le pays l'inverse se produisait. En 1980, la situation s'est à nouveau retournée. Dans de nombreux secteurs, l'activité s'est plus rapidement développée dans la capitale que

dans le reste du pays. Cependant, l'indice de la production sans la construction du Royaume dépasse celui de Bruxelles de 8,7 %; un an auparavant, l'écart était plus important (18,8 %). Malgré ce résultat apparemment favorable, le malaise industriel bruxellois ne s'estompe pas : l'activité dans la capitale continue de souffrir de trop nombreuses entraves aussi bien administratives qu'économiques qui rendent difficile le maintien et plus encore l'implantation d'entreprises d'une certaine taille dans la région.

§ 2. — EMPLOI ET CHOMAGE

La moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés s'est élevée à 32 674 unités dans la région, en accroissement de 8,3 % par rapport à 1979; pour le pays, la hausse atteint 9,3 %. L'accroissement s'élève à 7,1 % pour les hommes (9,7 % dans le pays) et à 9,5 % pour les femmes (9,1 % dans le pays). A l'échelon national, l'on recense 62,5 % de chômeurs; cette proportion n'est que de 52,2 % dans la capitale.

Le taux de chômage (1) à Bruxelles est inférieur à celui des deux autres régions. Cette différence provient essentiellement du taux de chômage féminin qui ne s'élève qu'à 18,1 % dans la région alors qu'il atteint 26,8 % en Flandre et 31,9 % en Wallonie. Par contre, le taux de chômage masculin est le plus élevé du pays.

En 1979, le nombre de demandeurs d'emplois, chômeurs complets indemnisés, avait augmenté de 1,9 % à Bruxelles et de 4,3 % dans le pays; ces taux sont passés à 8,3 % et 9,3 % respectivement au cours de l'année écoulée.

La part de chômeurs à aptitude normale dans le total du chômage est très importante à Bruxelles. Cette part relative s'élève à 92,3 % pour les hommes (77,9 %) dans le pays, à 91,4 % pour les femmes (88 %) et au total, à 91,8 % (84,4 %). Certains phénomènes statistiques et la structure du chômage régional expliquent cette différence.

Le recensement des chômeurs indemnisés à fin juin 1980 indique que la proportion de chômeurs de moins de vingt-cinq ans est plus faible à Bruxelles que dans le pays, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Plus de 53 % du chômage masculin provient de trois secteurs : la construction, le commerce et les services (47 % pour le pays). 61 % des chômeuses travaillaient dans trois branches : le vêtement, le commerce et les services (51 % pour le pays).

Au 30 juin 1980, 584 758 travailleurs assujettis à la sécurité sociale étaient recensés à Bruxelles; 27,2 % étaient considérés comme manuels et 72,8 % comme intellectuels. Parmi les premiers, l'on comptait 68,1 % d'hommes et 31,9 % de femmes; parmi les seconds, 58,7 % d'hommes et 41,3 % de femmes.

---

(1) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, les autres chômeurs inscrits obligatoirement, les demandeurs d'emploi libres inoccupés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente.

§ 3. — FERMETURES D'ENTREPRISES

Trois cent trente cinq entreprises ont fermé leurs portes dans la région au cours de 1980. Le nombre de fermetures, qui avait baissé de 4,6 % en 1979, s'est accru de 6,7 % l'an dernier. Relativement à l'évolution nationale, le nombre de fermetures a régressé dans la capitale passant de 27,2 % du total en 1979 à 26,1 % en 1980.

Le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures s'élève à 6 723; il est en hausse de 24,7 % par rapport à 1979; il représente 24,5 % du nombre de travailleurs frappés par cette mesure au niveau du pays (19 % en 1979).

Les entreprises classées sous la rubrique « divers » ont été les plus nombreuses à fermer leurs portes. Le secteur de la construction, celui des hôtels-restaurants et de la mécanique ont été également atteints dans une large mesure.

Les pertes d'emploi les plus importantes se situent, outre les divers et la construction, dans les secteurs de la mécanique, du bois, de l'hôtellerie-restauration et de l'imprimerie.

§ 4. — INVESTISSEMENTS

Au cours de l'année écoulée, les investissements bénéficiant des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 se sont élevés pour Bruxelles à 2,2 milliards et pour le Royaume, à 51,7 milliards. La part de Bruxelles dans le total est passée de 5,4 % en 1979 à 4,2 % en 1980. Depuis la mise en vigueur de ces lois en 1959 et jusqu'en 1980, les investissements aidés ont atteint un montant de 24,2 milliards, soit 2,6 % du montant national.

En 1980, les fabrications métalliques ont reçu près de 40 % des investissements aidés dans la région (53 % en 1979) et les secteurs divers, 34,3 % (32,1 % en 1979). L'industrie chimique a obtenu 17,2 % du total (5 % en 1979), les matériaux de construction, 3,9 % (4 % en 1979), l'industrie alimentaire 3,0 % (1,4 % en 1979) et la métallurgie, 2,2 % (3,5 % en 1979).

Les bonifications d'intérêt ont atteint 101 millions de francs en 1980 représentant 3,2 % de leur total pour le pays. Cette part a augmenté de près de 50 % en un an. Pour la période 1962-1980, elles atteignent un montant de 897 millions soit 1,6 % de celles attribuées à l'ensemble du pays. Les primes et/ou subventions en capital attribuées à la région se sont élevées à 110 millions, soit 3,3 % du total accordé au Royaume. En théorie pour la période 1962-1980 mais en fait pour les trois dernières années puisqu'elles ne sont accordées à Bruxelles que depuis 1978, elles se montent à 425 millions, soit 1,4 % du total. Le coût total pour l'Etat de ces opérations en faveur de Bruxelles n'atteint que 3,2 % en 1980 et 1,5 % de 1962 à 1980 de celui pour l'ensemble du pays.

Les investissements étrangers prévus à Bruxelles dans les industries manufacturières ont atteint 2 374 millions de francs en 1980, soit 37 % de ceux prévus dans le

pays; cette part s'élevait à 9,4 % en 1979. Plus de 60 % d'entre eux sont répertoriés dans la rubrique « autres » ce qui empêche toute considération à leur propos; 31 % étaient prévus dans le secteur du métal et assimilé.

§ 5. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. permet d'appréhender dans une certaine mesure l'évolution du secteur sous rubrique. En effet, elle reprend les déclarations mensuelles et trimestrielles à la T.V.A. des entreprises y assujetties. Comme il s'agit de données à prix courants, les mouvements de prix et les variations de quantité sont mélangés.

Le chiffre d'affaire du commerce de gros en 1980 dépasse de 8,6 % celui atteint un an auparavant; cette augmentation est inférieure à celle enregistrée entre 1978 et 1979 (19 % environ). La croissance du chiffre d'affaire du commerce de détail s'élève à 12 % en 1980, supérieure à ce qu'elle fut en 1979 (8,7 %); elle est principalement due aux postes tels que : équipement du foyer, automobiles, cycles et accessoires, carburants et livres, papeteries et fournitures de bureaux. Par contre, les produits alimentaires, boissons et tabacs ne croissent que lentement.

La croissance du chiffre d'affaire des entreprises de service varie suivant le secteur considéré : elle est importante pour la location de biens immobiliers et la recherche et développement qui avaient connu des baisses en 1979 et plus faible notamment pour les services aux entreprises ainsi que les services récréatifs et culturels. Une diminution est enregistrée pour les réparations de biens de consommation.

SECTION II. — FLANDRE

§ 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Tout comme en 1979, la production industrielle a continué de progresser au cours du premier semestre de 1980 pour connaître un fléchissement par la suite.

L'indice général de la production industrielle (sans la construction - base 1970 = 100) qui avait progressé de 7,2 % en 1979 a dès lors baissé de 3 % en 1980 par rapport à l'année précédente; il demeure néanmoins largement au-dessus du dernier sommet conjoncturel de 1974.

Le ralentissement de la production globale s'explique par la diminution de la production dans les industries des fabrications métalliques et de la chimie et la faible croissance dans l'industrie textile.

L'industrie de la chimie et du caoutchouc qui montrait encore une croissance de près de 11 % en 1979 enregistre en 1980 un recul de près de 9 %. Une évolution

semblable caractérise les industries des fabrications métalliques (baisse de près de 6 % en 1980 contre une hausse de 9 % en 1979).

Dans ce dernier secteur une diminution de la production est surtout notée pour le matériel de transport (—15,9 %) après une augmentation de 17 % en 1979. L'activité a également décru dans les secteurs des machines non électriques et la mécanique de précision (—3,0 %) ainsi que des machines électriques (—2,5 %).

Une augmentation de la production est observée dans l'industrie du bois (+7,6 %) et surtout les industries du papier et du carton (+15,5 %). Ces deux derniers secteurs dépassent le niveau de production atteint au dernier sommet de 1974.

Les productions des secteurs des minéraux non métalliques et de la métallurgie de base baissent en 1980 de respectivement 5,7 % et 3,8 %. En 1979, ils montraient encore une croissance de respectivement 1,1 % et 10,1 %.

En ce qui concerne les autres secteurs des industries manufacturières, apparaît surtout la faible position des industries de l'habillement et chaussure lesquelles demeurent stationnaires depuis 1978. L'industrie du cuir connaît en 1980 une baisse de 29 %, mais son record de baisse se situe en 1978 avec 33,3 %.

En dépit de sa baisse de 2,7 % en 1980, la production du secteur manufacturier demeure encore largement au-dessus du niveau de 1974.

Dans le secteur énergétique quelques résultats peuvent être relevés : la production charbonnière qui en 1978 et 1979 avait diminué de respectivement 5,8 % et 9,8 % s'est accrue de 9,7 % en 1980. Après une hausse de 4,7 % en 1979, la production du secteur pétrole et combustibles liquides a diminué de 7,5 % en 1980. Il en a été de même pour la production d'électricité (de +7,8 % en 1979 à —0,8 % en 1980).

§ 2. — EMPLOI

Au 30 juin 1980, la Flandre comptait 1 563 588 travailleurs assujettis à la sécurité sociale contre 1 559 365 un an auparavant. Par rapport à 1979, l'emploi progresse de 1,0 % dans le Brabant flamand, les autres provinces ne connaissant qu'une légère avance (Anvers +0,2 %, Flandre occidentale +0,5 %) ou un recul minime (Flandre orientale et Limbourg). Par rapport à 1974 les croissances les plus marquées de travailleurs assujettis à la sécurité sociale ont été le fait du Limbourg (+9,3 %) et des arrondissements de Hal-Vilvorde et Louvain (+3,1 %), les gains à Anvers et en Flandre occidentale étant beaucoup moindres (respectivement +0,6 % et +0,8 %) tandis qu'un léger recul (—1,2 %) est observé en Flandre orientale.

Selon ces statistiques de l'O.N.S.S. (1), les postes d'emploi proportionnellement les plus importants en Flandre sont localisés dans l'industrie transformatrice des métaux et la mécanique de précision, le commerce, la construction, les transports et communications, le textile, l'alimentation, la chimie et la chaussure et l'habillement.

(1) La répartition sectorielle régionale de l'emploi au 30 juin 1980 n'étant pas disponible au moment de la rédaction de ces notes, l'analyse qui suit porte sur les données au 30 juin 1979.

Au cours de la période 1974-1979, les industries manufacturières ont été particulièrement affectées par la crise : pas moins de 75 000 (—23 %) postes de travail y ont été perdus. L'industrie textile (—26 000 ou 33 %), l'industrie du cuir (1 324 ou 41 %), les chaussures et vêtements (—22 000 ou 34 %) ont été spécialement touchées. En 1979, la plupart des branches manufacturières ont encore enregistré un recul de l'emploi, quoique minime. Seuls les secteurs du papier et de l'impression créent quelques nouveaux postes de travail (respectivement +123 ou +1,2 % et +189 ou +1,2 %).

En Flandre 185 905 travailleurs étaient occupés en 1979 dans le secteur des transformations métalliques et la mécanique de précision. Par rapport à 1974 ceci représente une perte de 22 000 emplois. Au sein de ce groupe, les diminutions de postes de travail se répartissent comme suit : construction électrique et électronique —11 000 (ou —18,1 %), machines —5 000 (ou —14,6 %) ouvrages en métaux —7 000 (ou —19,5 %). Par contre, le matériel de transport (+1 879 ou +3,3 %) et les instruments de précision et d'optique (+23 ou +1 %) y ont accru l'emploi.

Globalement la suppression d'emploi dans un certain nombre de secteurs d'industrie s'est poursuivie en 1979.

A l'inverse sur la période 1974-1979, la construction (+11 000), le commerce, le secteur horeca et la réparation (+20 000), les transports et communications (+6 000) ainsi que le secteur des institutions de crédit, des assurances et la location (+9 000) ont contribué fortement à la création d'emploi. Le déplacement de l'emploi vers le secteur tertiaire est surtout illustré par la croissance des « autres services » (+81 000 postes de travail).

Alors qu'en 1974, 23,4 % de l'emploi dépendant de Flandre était localisé dans les « autres services », en 1979 ce pourcentage montait à 28,3 %. De même une importance accrue était observée pour la construction (de 8,3 % à 9,0 %), les transports et communications (de 6,8 % à 7,0 %), le commerce, la restauration et l'hébergement ainsi que la réparation (de 12,0 % à 13,2 %), les institutions de crédits, assurances et location (de 3,8 % à 4,4 %).

Si la part relative de l'emploi dépendant dans l'agriculture et l'énergie et l'eau se maintient (respectivement 0,5 % et 2,6 %), elle baisse fortement dans l'industrie transformatrice des métaux (de 13,5 % à 11,9 %), les industries manufacturières diverses (de 21,5 % à 16,3 %) ainsi que les minéraux non énergétiques et dérivés et l'industrie chimique (de 7,6 % à 6,7 %).

§ 3. — CHOMAGE

Fin 1980, la Flandre comptait 212 657 chômeurs complets indemnisés soit 37 780 ou 21,6 % de plus qu'un an auparavant. Le chômage a cette année davantage augmenté en Flandre qu'en Wallonie (+17,7 %) et à Bruxelles (+17,6 %) et son rythme de progression est dès lors supérieur à celui du Royaume. Le taux de chômage (1)

(1) Rapport entre la moyenne mensuelle des chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage A.M.I., au 30 juin 1979.

(11,9 % ou 6,3 % pour les hommes et 21,8 % pour les femmes) demeure néanmoins inférieur à celui du pays.

A la différence de 1979 lorsque le chômage complet se manifestait surtout chez les femmes, ce sont les hommes qui en 1980 ont été les plus touchés : +11,1 % contre +0,6 % en 1979. Cette progression plus vive du chômage masculin en Flandre renvoie à la détérioration croissante de la conjoncture en 1980.

Le nombre de femmes au chômage en Flandre depuis deux ans et plus s'est accru de 16,4 %. Au 30 juin 1980, elles représentaient près de 47 % du total des chômeuses contre près de 44 % en 1979. Par contre le nombre d'hommes au chômage depuis deux ans et plus a progressé d'environ 1 % (de 28 % du total à 28,9 %).

Les hommes ont surtout perdu leur emploi dans la construction (27,4 % du total des chômeurs en Flandre en 1980), les services (11,6 %), le commerce (6,3 %), les constructions métalliques (6,1 %) et l'alimentation (5,8 %). Pour les femmes les secteurs les plus sensibles quant au chômage sont les services (18,5 %), l'industrie du vêtement (près de 17 %) et le commerce (environ 12 %).

La croissance du chômage a été la plus vive en 1980 dans le Limbourg (de +4,6 % en 1979 à +16,2 % en 1980) où le taux de chômage (17,4 %) est le plus élevé du pays.

§ 4. — FERMETURE D'ENTREPRISES

En 1980 on a compté en Flandre 622 fermetures d'entreprises soit 116 de plus qu'un an auparavant. Malgré cette forte augmentation le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures n'a progressé que de 265, ce qui indique qu'il s'agit surtout de petites et moyennes entreprises qui ont été victimes de la mauvaise situation économique.

C'est en Flandre occidentale que le nombre de ces fermetures a le plus augmenté passant de 34 à 116. Les quatre cinquièmes de celles-ci concernent des entreprises de moins de 20 personnes, mais le nombre de fermetures d'entreprises de 20 à 50 travailleurs est également remarquablement élevé. Ce sont les secteurs du textile, de la confection, de la construction et, mais dans une mesure moindre, de la chaussure qui ont été les plus touchés.

Dans les branches de la confection, du textile et de l'alimentation 3 891 postes de travail ont été perdus en Flandre soit près de 24 % en plus qu'en 1979. Le nombre d'hôtels et restaurants ainsi fermés a augmenté de 25 à 27 mais le nombre d'emplois ainsi perdus y a été moindre que l'année précédente (176 en 1980 contre 233 en 1979). De même, dans l'industrie du bois le nombre des fermetures a augmenté de 29 à 35 mais le nombre d'emplois supprimés est nettement moins élevé (707 contre 1 600 en 1979).

Tandis qu'en 1979, 139 entreprises de la construction ont fermé leur porte, en 1980 leur nombre se montait à 129; le nombre d'emplois perdus est revenu de 3 400 en 1979 à 2 119 en 1980.

Si le secteur du bois semble encore le plus touché par ces fermetures, la situation apparaît des plus alarmante pour le bloc métal-construction électrique dont le nombre de fermetures d'entreprises est passé de 49 en 1979 à 73 en 1980; pas moins de 3 543 travailleurs en furent touchés soit près de 27 % du total des emplois perdus de Flandre en 1980 en suite de fermetures d'entreprises.

§ 5. — INVESTISSEMENTS

En Flandre en 1980, 37,5 milliards d'investissements ont été aidés dans le cadre des lois d'expansion soit 72,6 % du total des investissements aidés du Royaume. En dépit d'une baisse desdits investissements pour l'ensemble du pays de 24 milliards et de 11,7 milliards pour la Flandre la part relative de la Flandre dans ces investissements a augmenté de 7,5 %. De même ont crû les parts relatives de toutes les provinces de Flandre à l'exception du Limbourg. Anvers demeure le chef de file suivi par la Flandre orientale, la Flandre occidentale et le Brabant flamand.

Sur la période 1959-1980, 539,4 milliards d'investissements ont bénéficié des lois d'expansion : 191 se sont localisés à Anvers, 148,5 en Flandre orientale, 84,1 dans le Limbourg, 73,1 en Flandre occidentale et 42,6 en Brabant flamand. 21 % des investissements aidés du Royaume sont allés à Anvers.

En Flandre c'est surtout la loi de 1959 qui a exercé un effet favorable laquelle a permis la création de 117 000 emplois contre 70 000 pour la loi de 1970.

On constate néanmoins, qu'en Flandre à peu près tous les secteurs ont connu une forte diminution desdits investissements. Cette baisse est la plus marquée pour l'industrie chimique (6,4 milliards de francs contre 14,6 milliards en 1979). Ces investissements se montent à 1,6 milliard (contre 2,3 milliards un an auparavant) dans la métallurgie, à 3,9 milliards (soit environ 1 milliard de moins) dans le secteur textile, à 4,9 milliards (environ 2 milliards en moins) dans le secteur de l'alimentation et à 2,6 milliards (—1,6 milliard) dans la construction métallique.

Dans l'industrie du bois par contre ils ont augmenté de 1,1 milliard en 1979 à 1,9 milliard en 1980.

Le coût des aides se monte à 4,5 milliards en 1980; environ la moitié de celles-ci sont allouées sous forme de bonifications d'intérêt et l'autre moitié en primes ou subventions de capital. Pour la période 1962-1980, la région flamande a reçu pour 44,9 milliards d'aides en vertu des lois d'expansion dont 28,6 milliards en bonifications d'intérêt et 16,3 milliards en primes en capital.

Tandis qu'en 1979 plus de la moitié des investissements étrangers prévus avait trait à la chimie, la part de ceux-ci est redescendue à 29 % ou 389 millions. Sauf dans les secteurs du métal, les investissements étrangers ont fortement baissé, revenant de 8,5 milliards en 1979 à seulement 2,8 milliards en 1980.

§ 6. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations (chiffres d'affaires) déclarées dans le cadre de la T.V.A. (déclarations mensuelles et trimestrielles) fournit une indication de l'évolution de l'activité dans le secteur tertiaire. Cependant, l'absence dans certains cas de coïncidence entre lieu d'exploitation et lieu de déclaration peut induire quelques distorsions entre régions conduisant à une sous-estimation ou une surestimation suivant le cas, de l'activité effectivement développée dans une région. Dans le cas du commerce de détail cet inconvénient apparaît limité.

En 1980, les ventes du commerce de détail de Flandre ont augmenté de 6,4 % en valeur contre 8,2 % en 1979. Cependant de bons résultats ont été notés pour les livres, le papier et les fournitures de bureau (+12,4 %), l'habillement (+9,5 %), les tissus d'ameublement (+7,6 %); comme attendu les ventes dans le commerce de l'automobile, du cycle et de leurs accessoires n'ont augmenté que de 2,1 % à prix courants.

La croissance du chiffre d'affaires des entreprises de réparation se monte à 8,5 % contre 14 % en 1979; pour les services personnels la progression du chiffre d'affaires s'élève à 13 % et pour le secteur horeca à près de 11 % (+10,6 % pour les restaurants et +8,5 % pour les hôtels).

Les ventes du commerce de gros ont progressé de 7,8 % en valeur en 1980 contre 7,3 % en 1979 et ce après seulement 3,2 % en 1978. Une augmentation de même 14 % y a été observée pour le textile et les chaussures.

Les résultats étaient également favorables pour les entreprises de services aux entreprises (+10,4 %) et de location de biens mobiliers (+18,9 %).

SECTION III. — WALLONIE

§ 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

La production industrielle a poursuivi en 1980 en Wallonie sa lente remontée depuis la brusque chute de 1975. C'est ainsi que l'indice brut de la production industrielle (sans la construction - base 1970 = 100) s'est situé au niveau moyen de 110,4 contre 109,2 en 1979 (soit +1,2 %) et 98,8 en 1975; il demeure néanmoins toujours inférieur de 2 % à la valeur atteinte lors du dernier sommet de 1974 (112,7). En outre épousant l'évolution conjoncturelle générale du Royaume, c'est aux premier et deuxième trimestres de l'année que les valeurs maximales (respectivement 117,1 et 116,2) ont été atteintes encore que la production se soit mieux maintenue en Wallonie au deuxième trimestre que dans l'ensemble du Royaume. Par la suite le ralentissement de l'activité se précisait et l'indice brut était au quatrième trimestre inférieur de 6,3 % au sommet du premier trimestre.

Les développements les plus marqués de l'activité industrielle ont été en 1980 le fait de l'industrie de l'alimentation (+14 % de l'indice brut) dont le poids dans

l'économie wallonne va croissant, de l'important secteur des fabrications métalliques (+12,4 %) en raison surtout des secteurs des ouvrages non mécaniques en métaux (+12,4 %) et du matériel de transport (+34,5 %), des industries des minéraux non métalliques (+8 %), des industries du bois (+12,2 %) et enfin des carrières (+15,3 %) dont la croissance en 1980 a été exceptionnelle. La production d'électricité a également augmenté de 7,9 % après un recul de 5,7 % en 1979.

Par contre se modelant sur l'évolution de la conjoncture internationale les industries de la chimie et du caoutchouc ont connu pour la première fois depuis 1975 un recul de leur production (—4,0 % par rapport au sommet de 1979) tandis que la métallurgie de base (essentiellement la sidérurgie) enregistrait à nouveau une réduction de sa production (—5,2 % pour l'indice brut de 1980 par rapport à 1979). Après une forte hausse en 1979, la production des industries du papier et du carton accusait un recul appréciable (—18,9 % en 1980 contre +32,1 % en 1979); de même les productions de la branche des machines non électriques et de la fine mécanique ont diminué de 2,7 % et pour la seconde année consécutive l'industrie des machines électriques connaît une réduction de sa production d'un peu plus de 2 %. Quant à l'industrie textile wallonne, dont le déclin est manifeste depuis le début des années septante, elle voit sa production à nouveau diminuée de 1,1 %.

Pour l'ensemble des industries manufacturières l'indice brut de la production est supérieur de 1,7 % à celui de 1979 et égale à nouveau le dernier sommet de la décennie écoulée de 1974 (118,9 en 1980 contre 118,3 en 1974). Depuis la récession de 1975 pratiquement tous les grands secteurs industriels de Wallonie, à l'exception de la sidérurgie, ont retrouvé et certains même largement dépassé, leur sommet conjoncturel de la décennie septante : ainsi les fabrications métalliques avec tout particulièrement la construction non mécanique et le matériel de transport cependant que la construction électrique demeure largement en deçà de sa valeur de production maximale de 1974 (—5 % en moyenne pour les trois dernières années); également l'industrie de l'alimentation et des boissons (+6 % en 1980 par rapport au sommet de 1973), l'industrie des minéraux non métalliques (+7 % en 1980 par rapport au sommet de 1974) et l'industrie de la chimie et du caoutchouc dont la production, depuis le fort recul de 1975, n'a cessé de se développer, en dépit d'une diminution en 1980, tout au long de la seconde moitié des dix dernières années.

Par contre les industries du bois ainsi que du papier et du carton, pour ces dernières hormis la poussée exceptionnelle de 1979, n'ont jamais pu renouveler les productions atteintes à leurs sommets respectifs de 1976 et 1974. Quant à la métallurgie de base (principalement la sidérurgie) la moyenne de l'indice de la production des trois dernières années (années conjoncturelles favorables pour nombre de secteurs industriels, du moins dans le contexte de croissance modérée de la seconde moitié de la décennie septante) est inférieure de près de 25 % au niveau record de 1974.

§ 2. — EMPLOI

Avec 840 239 travailleurs assujettis à la sécurité sociale en 1980 (contre 843 589 en 1979), l'emploi dépendant marque en Wallonie un léger recul (—0,4 %) par rapport

à 1979; il représente ainsi 28,1 % de l'ensemble des emplois dépendants du Royaume. Si les grandes régions industrielles (Hainaut et Liège) qui concentrent les trois-quart de l'emploi dépendant de Wallonie perdent à nouveau de nombreux postes de travail, et davantage le Hainaut (—1,1 % par rapport à 1979) que Liège (—0,4 %) de même que Namur (—0,3 %), le Luxembourg (+2,2 %) et Nivelles (+1,1 %) montrent une légère croissance de ceux-ci. Ces évolutions apparaissent nettement plus accusées si l'on compare les chiffres de 1980 à ceux de 1974. Au cours de la période 1974-1980 l'emploi s'est en effet accru de 16,4 % dans le Luxembourg, de 7,8 % dans la province de Namur et de 6,3 % dans l'arrondissement de Nivelles; par contre la réduction se monte à 6,3 % en Hainaut et 4,5 % en province de Liège.

Ce sont les suppressions de postes de travail dans l'industrie qui sont évidemment responsables de ces mouvements (1). Entre 1974 et 1979, l'emploi industriel wallon est passé de 38 % de l'emploi total à 30 %. Les pertes nettes d'emplois industriels (en p.c. de l'emploi industriel de 1974 de chaque sous-région) ont été de 23 % pour l'ensemble de la Wallonie se ventilant comme suit : Hainaut —24 %, Liège —23 %, Nivelles —25 %, Namur —14 % et Luxembourg —23 %; en moyenne entre 1974 et 1979 le nombre d'emplois industriels perdus s'est monté par année à 15 200 pour l'ensemble de la Wallonie, 7 000 pour le Hainaut, 5 600 pour Liège, 1 300 pour Nivelles, 760 pour Namur et 500 pour le Luxembourg.

Une compensation est venue du secteur tertiaire lequel a créé en moyenne pour l'ensemble de la Wallonie 13 500 emplois par an.

Tous les secteurs industriels ont été touchés. Le poids moins important des biens intermédiaires à Liège explique la plus grande résistance à la crise de cette province dans laquelle la part des biens d'équipement est plus importante. Liège conserve sa structure sectorielle d'avant la crise alors que le Hainaut s'oriente — en termes d'emploi — vers les biens d'équipements par substitution avec les industries de consommation. Cette évolution est attribuable aux pertes nettes d'emploi du bloc textile-habillement du Hainaut qui depuis 1974 a perdu 9 700 emplois, soit 42 % de l'emploi de 1974 de ce secteur.

Les pertes nettes d'emploi du bloc métal-mécanique sont importantes dans les deux provinces : 39 400 emplois dans le Hainaut soit près de 40 % du secteur, 20 800 emplois à Liège, soit près de 23 % du secteur. Seuls les sous-secteurs — construction de machines et de matériel mécanique ainsi que le matériel de transport — ont une évolution favorable en terme d'emplois mais uniquement dans le Hainaut.

§ 3. — CHOMAGE

Après deux années d'évolution modérée se traduisant par une légère hausse voire pour certaines catégories de chômeurs ou dans certaines sous-régions par une

(1) La ventilation sectorielle de l'emploi en Wallonie en 1980 n'étant pas encore connue au moment de la rédaction de ces notes, les données qui suivent se rapportent à 1979. L'analyse qui est développée à leur propos est empruntée aux travaux réalisés dans le cadre du 4e Congrès des Economistes belges de langue française. Les conditions de l'initiative économique. Commission de base : Orientations et moyens d'action d'une stratégie régionale de redéploiement économique : l'exemple de la Wallonie. Rapport préparatoire, R. Tollet, Croissance, politique industrielle et filières de production en Wallonie; C.I.F.O.P., Charleroi, 1980.

diminution du nombre de chômeurs, le chômage a repris en 1980 un cours ascendant affirmé au cours de la seconde moitié de l'année.

A la fin décembre 1980 le nombre de chômeurs complets indemnisés (127 432 pour la Wallonie) avait augmenté de 17,7 % par rapport à la fin 1979 date à laquelle il n'était que de 3,6 % supérieur à la fin 1978; pour l'ensemble du Royaume ces augmentations étaient respectivement de 19,9 % et 4,5 % : la progression apparaît ainsi légèrement moindre en Wallonie que dans l'ensemble du pays.

Comme mentionné ci-dessus à un premier semestre de stabilisation voire dans certains cas de légère régression du nombre de chômeurs a succédé une reprise de plus en plus marquée à mesure que l'on approchait du terme de l'année. L'augmentation du nombre de chômeurs a été en moyenne moindre que ne le montre la situation à fin décembre. La moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés (111 814 en Wallonie dont 44 079 hommes et 67 735 femmes) était ainsi en 1980 supérieure de 8,3 % à celle de l'année antérieure. Fait significatif de la dimension conjoncturelle que revêt le chômage en 1980, l'augmentation de la moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés a été plus forte pour les hommes (+8,9 %) que pour les femmes (+7,7 %).

Le taux de chômage (1) était dès lors chaque mois en moyenne de 14,5 % soit 8,9 % pour les hommes et 24,4 % pour les femmes; pour le Royaume ces taux étaient respectivement de 11,7 %, 6,9 % et 20,1 %. Si l'on tient compte cependant outre des chômeurs complets indemnisés, des chômeurs occupés par les pouvoirs publics, des demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement et des demandeurs d'emploi libres inoccupés le même taux de chômage calculé à fin décembre 1980 se montait à 21,1 % dont 13,8 % pour les hommes et 34,0 % pour les femmes. Ceci signifie qu'une personne sur cinq assurées contre le chômage apparaît en Wallonie demanderesse d'un travail stable.

Conséquence des fortes pertes d'emplois dans l'industrie, ce sont les provinces wallonnes les plus industrialisées qui accusent les taux de chômage les plus importants : Liège (17,4 % soit 9,8 % pour les hommes et 26,4 % pour les femmes) et le Hainaut (16,1 % soit 9,3 % pour les hommes et 25,8 % pour les femmes). Cependant ces taux demeurent appréciables dans les autres provinces wallonnes et particulièrement dans celle de Namur (13,7 % soit 9,0 % pour les hommes et 22,3 % pour les femmes). On remarque que le chômage masculin est en importance relative d'ampleur assez identique dans ces trois provinces. Dans le Luxembourg ces taux sont de respectivement 13,7 %, 6,3 % et 17,4 %.

Selon les données du recensement au 30 juin des chômeurs complets indemnisés le pourcentage des jeunes de moins de 25 ans était de 32 en Wallonie contre 30 pour le Royaume. De même le pourcentage des chômeurs complets indemnisés sans travail depuis deux ans et plus, par rapport au total était de 42 en Wallonie pour 41 dans le Royaume. Enfin en Wallonie c'est dans le secteur de la construction (28,9 % du total au 30 juin 1980) que le pourcentage des chômeurs masculins est le plus élevé; pour les

(1) Rapport entre la moyenne mensuelle des chomeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage I.N.A.M.I. au 30 juin de l'année précédente.

femmes les secteurs du commerce et des services viennent en tête (respectivement 20,7 % et 22,7 %).

§ 4. — FERMETURE D'ENTREPRISES

Selon les statistiques du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises le nombre d'entreprises ayant cessé toute activité en 1980 a été de peu moindre à celui de l'année précédente (326 en 1980 contre 331 en 1979); le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures est quant à lui nettement inférieur (7 511 contre 10 131 en 1979).

Si le nombre de postes de travail ainsi supprimés dans le bloc métallique, mécanique et électricité demeure appréciable (1 545) il est fortement plus bas qu'en 1979 (4 121); par contre le nombre d'emplois perdus pour lesquels le Fonds est intervenu est largement supérieur dans le secteur de la construction (2 630 en 1980 contre 2 043 en 1979) tandis que le nombre correspondant d'entreprises fermées y est moindre (84 en 1980 contre 94 en 1979). En 1980 deux autres secteurs, les papeteries-carton et l'alimentation enregistrent des pertes d'emplois appréciables (respectivement 979 et 710 en 1980 contre 224 et 476 en 1979 pour 4 et 23 entreprises fermées en 1980 contre 2 et 25 en 1979). De même l'augmentation des postes de travail supprimés par les fermetures dans la branche imprimerie est élevée (180 travailleurs licenciés pour cause de fermeture en 1980 contre 121 en 1979 pour respectivement 8 et 9 entreprises fermées). Le secteur des transports demeure sensible avec 17 fermetures en 1980 et 17 en 1979 entraînant le licenciement de respectivement 106 et 195 travailleurs bénéficiant des interventions du Fonds.

Après les fortes suppressions d'emplois intervenues en 1979 (1 210) la branche textile-confection en revient en 1980 à un niveau moindre (280) tandis que pour les secteurs « divers » si le nombre de travailleurs pour lequel le Fonds est intervenu est inférieur en 1980 (775 contre 987 en 1979), le nombre d'entreprises ainsi fermées est lui plus élevé (90 contre 66 en 1979).

§ 5. — INVESTISSEMENTS

En 1980 le montant des investissements aidés dans le cadre des lois d'expansion ne s'est monté en Wallonie qu'à 12 milliards de francs contre 22,4 milliards en 1979, représentant 23,2 % du montant total des investissements aidés du Royaume. Plus de la moitié des investissements ayant bénéficié des avantages des lois d'expansion en Wallonie se réaliseront dans le Hainaut et 18 % en province de Liège, 11 % à Nivelle et 12 % dans la province de Namur.

Ces investissements sont pour l'essentiel concentrés dans trois secteurs : les matériaux de construction (27 % du total), l'industrie chimique (23 %) et les fabrications métalliques (22 %); les autres secteurs n'interviennent dans le total que pour un pourcentage minime. A noter, la forte augmentation par rapport à l'année antérieure des investissements ayant bénéficié de l'aide dans le secteur des matériaux de construction (+18 %), une progression très élevée pour les secteurs de

l'énergie (les investissements aidés y passent de 29 millions en 1979 à 120 millions en 1980) et de l'industrie du bois (+19 %); tous les autres secteurs connaissent une réduction de ces dépenses productives, parfois très importante : ainsi la métallurgie, l'industrie chimique, les fabrications métalliques, l'industrie textile et l'industrie alimentaire.

De 1959 à 1980, un peu plus de 38 % des investissements aidés du Royaume ont été localisés en Wallonie. Près de la moitié de ceux-ci ont été situés dans le Hainaut pour un tiers à Liège, le reste étant partagé surtout entre Namur et Nivelles, le Luxembourg n'ayant qu'une partie minime.

L'aide accordée par l'Etat dans le cadre des lois d'expansion s'est montée en Wallonie en 1980 à 818 millions de francs sous forme de bonifications d'intérêt et à 1 006 millions en primes ou subventions en capital soit au total 1,8 milliard de francs ou 28 % de l'aide totale accordée par l'Etat aux investissements pour l'ensemble du Royaume. Depuis 1962 le total des interventions des pouvoirs publics centraux octroyées dans le cadre de ces lois, aux investissements réalisés en Wallonie se monte à 39,7 milliards de francs soit 26,8 milliards en bonifications d'intérêt et 12,9 milliards en primes ou subventions en capital représentant 46,2 % des aides octroyées aux investissements pour le Royaume.

Les investissements étrangers ou mixtes prévus en Wallonie ont été en 1980 à peine supérieurs à ceux de 1979 lesquels avaient été particulièrement peu élevés. Les deux tiers de ceux-ci sont localisés dans le pays de Liège, le Hainaut et la province de Namur se partageant la plus grande part du reste. C'est dans les secteurs du métal et de la chimie que les trois quarts des investissements étrangers de Wallonie se réaliseront. Ces deux secteurs sont également les lieux privilégiés d'investissement des entreprises étrangères ou mixtes au cours des cinq dernières années.

§ 6. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations (chiffres d'affaires) déclarées dans le cadre de la T.V.A. (déclarations mensuelles et trimestrielles) offre une indication de l'évolution de l'activité dans le secteur tertiaire. Cependant l'absence dans certains cas de coïncidence entre lieu d'exploitation et lieu de déclaration peut induire quelques distorsions entre régions conduisant à une sous-estimation ou une surestimation suivant le cas de l'activité effectivement développée dans une région. Cet inconvénient apparaît limité pour le commerce de détail.

En 1980 le chiffre d'affaires du commerce de détail déclaré dans le cadre de la T.V.A., s'est accru de 6,6 % en valeur par rapport à l'année antérieure représentant dès lors une croissance en volume nulle voire légèrement négative. La hausse la plus importante est le fait du secteur des livres, papeterie et fournitures de bureau (+12,5 % en valeur), qui reproduit une augmentation identique à celle de l'année précédente. Outre la stagnation du chiffre d'affaires en valeur (et donc sa régression en volume) dans le commerce des automobiles, cycles et accessoires, il faut noter la croissance modeste tout comme en 1979 des ventes d'équipements du foyer (+4,9 %). Les autres catégories de produits ne connaissent qu'une augmentation en valeur de

même ampleur voire parfois légèrement supérieure (ainsi l'alimentation) à la hausse des prix : produits alimentaires et boissons +8,8 %, produits de beauté et d'entretien +7,4 %, habillement +8,0 %, chaussures et maroquinerie +6,6 %. Les chiffres d'affaires réalisés par les grands magasins et supermarchés dénotent une croissance en valeur du même ordre : +8,2 %. Enfin les services personnels progressent de 6,3 %.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur horeca de Wallonie affiche en 1980 une progression élevée (+17,7 % par rapport à l'année antérieure); le secteur de la restauration accroît son chiffre d'affaires de 13,6 % tandis que pour les débits de boissons l'augmentation est de 6,6 % et pour l'hôtellerie de 2,2 %.

L'évolution du chiffre d'affaires du commerce de gros (+10,1 %) est proche de celle de l'année précédente. Le chiffre d'affaires réalisé sur les ventes de services aux entreprises (+1,8 %) ne dépasse que de peu celui de 1979 tandis que tout comme en 1979 la location de biens mobiliers enregistre une progression très élevée (48,3 %) reflétant la préférence des entreprises à recourir au leasing plutôt qu'à l'achat de matériel propre.

En conclusion les commerces et services de Wallonie ont connu en 1980 dans leur ensemble un développement relativement favorable encore que modéré en volume.

*
* *

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	246 152	258 113	250 639	268 187	273 574
Brabant	342 235	360 286	353 490	363 370	369 254
Hainaut	149 666	157 525	150 545	158 052	157 783
Liège	134 381	144 758	143 826	151 129	151 446
Limbourg	80 585	83 379	84 349	93 983	98 886
Luxembourg	22 984	24 439	24 240	24 751	24 015
Namur	44 141	45 666	44 935	48 180	48 477
Flandre orientale	162 439	172 289	165 168	176 495	179 992
Flandre occidentale	144 441	148 073	144 320	153 259	151 424
Le Royaume ...	**1 327 024**	**1 394 528**	**1 361 512**	**1 437 406**	**1 454 851**
Région flamande	*735 098*	*770 213*	*751 021*	*805 327*	*815 137*
Région wallonne	*378 975*	*403 068*	*394 288*	*415 393*	*412 802*
Région bruxelloise	*212 951*	*221 247*	*216 203*	*216 686*	*226 912*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.

Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	297 188	356 498	392 591	447 603	497 028
Brabant	409 647	478 847	543 329	607 726	662 892
Hainaut	180 185	213 179	219 549	247 360	265 730
Liège	162 262	196 199	210 616	237 315	252 707
Limbourg	98 858	112 161	131 139	152 490	167 929
Luxembourg	28 088	33 025	36 444	40 477	43 000
Namur	53 306	59 705	67 070	76 400	84 577
Flandre orientale	193 991	229 850	250 479	286 603	307 659
Flandre occidentale	176 165	197 034	220 862	253 233	261 547
Le Royaume ...	**1 599 690**	**1 876 498**	**2 072 079**	**2 349 207**	**2 543 069**
Région flamande	*885 471*	*1 034 536*	*1 153 335*	*1 319 179*	*1 426 120*
Région wallonne	*457 487*	*544 731*	*577 009*	*651 710*	*699 555*
Région bruxelloise	*256 732*	*297 231*	*341 735*	*378 318*	*417 394*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	52 666	46 996	26 663	23 746	77	51	79 406	70 793
2. Industries extractives	14 990	16 630	9 340	8 817	4	3	24 334	25 450
3. Industries manufacturières	(434 981)	(457 431)	(202 547)	(208 412)	(59 456)	(61 284)	(696 984)	(727 127)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	72 602	76 829	28 683	29 991	11 379	12 017	112 664	118 837
b) Textiles	32 521	29 101	8 402	7 528	1 003	844	41 926	37 473
c) Vêtements et chaussures	16 569	16 563	2 966	2 846	4 047	3 789	23 582	23 198
d) Bois et meubles	27 219	28 773	4 510	4 964	1 480	1 537	33 209	35 274
e) Papier, impression, édition	16 967	17 317	9 467	9 330	8 530	8 355	34 964	35 002
f) Industries chimiques et activités connexes	61 915	68 337	16 078	16 848	3 237	3 389	81 230	88 574
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	17 140	20 686	17 487	22 245	849	1 099	35 476	44 030
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	15 163	16 277	36 019	32 760	119	133	51 301	34 500
k) Garages	24 172	27 560	13 902	15 759	5 504	6 110	43 578	49 429
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	126 609	128 981	58 557	59 180	21 118	21 735	206 284	209 896
l) Industries non dénommées ailleurs	24 104	27 007	6 476	6 961	2 190	2 276	32 770	36 244
4. Construction	94 455	105 849	54 691	60 432	25 285	26 041	174 431	192 322
5. Electricité, gaz et eau	41 446	41 760	22 054	24 625	8 517	8 709	72 017	75 094
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(233 734)	(255 865)	(112 823)	(122 563)	(136 757)	(147 731)	(483 314)	(525 159)
a) Commerce	140 795	151 051	64 229	67 733	61 565	63 755	266 589	282 539
b) Services financiers et assurances	38 737	43 123	16 792	18 675	52 342	57 979	107 871	119 777
c) Immeubles d'habitation	54 202	61 691	31 802	36 155	22 850	25 997	108 854	123 843
7. Transports et communications	140 511	154 470	36 918	40 471	25 382	27 388	202 811	222 332
8. Services	325 763	361 024	196 242	217 875	128 394	149 896	650 399	728 795
Ajustement statistique	—19 367	—13 905	—9 568	—7 389	—5 554	—3 709	—34 489	—25 003
Produit intérieur brut ...	**1 319 179**	**1 426 120**	**651 710**	**699 555**	**378 318**	**417 394**	**2 349 207**	**2 543 069**

(a) Les données pour 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloises		Le Royaume	
	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	107	91	96	70	54	96	103
2. Industries extractives	95	95	61	57	13	8	74	72
3. Industries manufacturières	(137)	(139)	(124)	(123)	(102)	(101)	(130)	(130)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	127	128	118	117	102	100	122	122
b) Textiles	113	100	114	102	88	71	112	99
c) Vêtements et chaussures	104	99	96	88	93	83	101	95
d) Bois et meubles	162	160	130	148	91	93	152	153
e) Papier, impression, édition	127	126	117	113	71	66	107	104
f) Industries chimiques et activités connexes	143	156	166	173	69	72	141	152
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	121	130	116	128	130	140	119	130
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	111	114	103	99	58	64	105	103
k) Garages	137	144	132	138	121	123	133	139
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	151	151	139	137	124	128	144	144
l) Industries non dénommées ailleurs	182	191	168	171	121	117	174	180
4. Construction	121	127	128	132	106	102	121	124
5. Electricité, gaz et eau	176	171	184	201	170	156	178	178
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(137)	(139)	(143)	(136)	(111)	(121)	(131)	(133)
a) Commerce	136	140	152	139	98	105	129	131
b) Services financiers et assurances	179	173	183	172	130	146	154	159
c) Immeubles d'habitation	119	122	115	118	116	134	117	120
7. Transports et communications	120	121	108	103	96	100	113	114
8. Services	136	137	133	135	125	135	133	136
Produit intérieur brut ...	**132**	**134**	**126**	**125**	**112**	**118**	**127**	**128**

(a) Les données pour 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques; Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	6 828	9 177	20 138	15 769	10 196	20 050	12 620	24,4	191 044	21,0
Flandre occidentale	3 346	4 517	6 550	4 664	5 226	8 487	8 255	15,9	73 144	8,0
Flandre orientale	5 756	6 515	15 467	8 525	8 186	10 192	8 227	15,9	148 544	16,3
Limbourg	7 600	3 393	7 685	3 340	7 877	4 458	4 152	8,0	84 083	9,2
Brabant flamand	2 068	1 342	3 025	2 578	2 289	6 144	4 329	8,4	42 602	4,7
Région flamande	*25 598*	*24 944*	*52 865*	*34 876*	*33 775*	*49 331*	*37 583*	*72,6*	*539 417*	*59,2*
Hainaut	6 407	3 177	18 661	25 069	7 628	8 405	6 583	12,7	165 309	18,1
Liège	4 937	4 238	16 786	4 056	7 577	6 980	2 174	4,2	117 782	12,9
Luxembourg	415	955	800	254	898	2 805	464	0,9	11 900	1,3
Namur	2 727	377	955	2 294	2 605	667	1 479	2,9	25 247	2,8
Nivelles (arrond.)	1 788	737	1 613	1 207	898	3 309	1 306	2,5	27 974	3,1
Région wallonne	*16 274*	*9 484*	*38 815*	*32 881*	*19 606*	*22 366*	*12 007*	*23,2*	*348 212*	*38,2*
Bruxelles-Capitale	*954*	*1 951*	*817*	*2 497*	*903*	*4 086*	*2 159*	*4,2*	*24 150*	*2,6*
Le Royaume	**42 826**	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**75 783**	**51 749**	**100,0**	**911 778**	**100,0**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Investissements étrangers prévus

Répartitions régionales et sectorielles (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1979			1980			1975-1980		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles Capitale
Métal et assimilés	496	483	95	820	562	747	4 381	2 573	1 698
Chimie	4 738	89	65	389	318	69	9 758	8 077	445
Pétrole	851	—	2	2	—	3	855	29	6
Papier	1	—	6	—	—	—	794	1	64
Textile	10	4	14	30	—	32	810	30	573
Autres	2 470	554	823	1 624	305	1 523	8 026	3 878	7 039
Total ...	**8 566**	**1 130**	**1 005**	**2 865**	**1 185**	**2 374**	**24 624**	**14 588**	**9 825**

(a) Sur base de la localisation du siège d'exploitation.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Indices bruts de l'activité industrielle

(1970 = 100)

RÉGION	1979					1980				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) :										
Région flamande	121,2	134,1	120,9	135,9	128,0	134,1	130,5	116,3	121,8	125,7
Région wallonne	91,4	109,0	96,1	109,5	101,5	104,7	111,2	92,7	99,7	102,1
Région bruxelloise	82,1	93,7	81,1	100,1	89,3	102,2	100,4	87,7	95,6	96,5
Le Royaume ...	**105,5**	**120,1**	**107,0**	**122,1**	**113,7**	**119,7**	**119,7**	**104,3**	**110,7**	**113,6**
Indice général (non compris la construction) :										
Région flamande	142,6	143,6	132,9	147,8	141,7	149,6	138,3	126,7	135,3	137,5
Région wallonne	104,7	113,7	102,3	116,0	109,2	117,1	116,2	98,8	109,7	110,4
Région bruxelloise	105,7	107,1	95,2	116,1	106,0	123,0	116,6	102,0	118,2	114,9
Le Royaume ...	**124,6**	**128,7**	**117,5**	**132,8**	**125,9**	**135,0**	**127,8**	**113,9**	**124,2**	**125,2**
Industries manufacturières :										
Région flamande	145,4	146,1	136,5	151,4	144,8	152,6	141,3	128,8	140,1	140,7
Région wallonne	112,7	121,3	109,8	124,1	117,0	125,3	124,5	105,6	119,8	118,9
Région bruxelloise	106,4	107,3	95,9	117,0	106,6	123,0	116,6	101,6	122,2	115,8
Le Royaume ...	**129,0**	**132,7**	**122,0**	**137,7**	**130,4**	**139,6**	**132,3**	**118,0**	**128,5**	**129,6**
Construction :										
Région flamande	42,4	96,1	75,6	89,9	76,0	75,2	94,3	75,9	71,6	79,3
Région wallonne	39,1	88,9	71,6	82,9	70,6	62,9	89,8	71,2	66,4	72,6
Région bruxelloise	37,1	65,0	50,9	65,6	54,7	62,2	66,4	58,2	63,9	62,7
Le Royaume ...	**40,5**	**87,2**	**69,1**	**82,7**	**69,9**	**68,8**	**87,0**	**70,8**	**66,3**	**73,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Population active selon le statut professionnel et le sexe

Fin avril 1977 (a)

DÉSIGNATION	Hommes	Femmes	Total	Total 1977 p.r. à 1970 en % (b)
	LE ROYAUME			
Indépendants, employeurs	379 622	121 230	500 844	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	36 616	7 372	43 983	+ 23,6
Employés	901 699	567 672	1 469 376	+ 16,5
Ouvriers et ouvriers à domicile	1 115 199	350 804	1 465 999	— 6,9
Apprentis	18 516	68 500	87 010	— 26,2
Chômeurs	80 776	139 019	219 789	+173,5
Miliciens	30 306	—	30 306	— 7,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**2 562 721**	**1 254 574**	**3 817 292**	**+ 4,9**
	RÉGION BRUXELLOISE			
Indépendants, employeurs	39 672	14 169	53 842	+ 1,6
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	6 652	1 442	8 094	+ 22,2
Employés	124 663	90 309	214 972	— 6,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	81 333	37 963	119 296	— 15,6
Apprentis	922	7 831	8 752	— 25,2
Chômeurs	12 477	11 931	24 407	+208,3
Miliciens	2 576	—	2 576	— 5,1
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**268 294**	**163 644**	**431 939**	**— 5,3**
	RÉGION FLAMANDE			
Indépendants, employeurs	225 311	65 778	291 083	— 7,0
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	19 915	2 932	22 845	+ 32,0
Employés	495 698	295 403	791 104	+ 24,1
Ouvriers et ouvriers à domicile	682 754	218 296	901 049	— 5,4
Apprentis	12 852	37 620	50 473	— 21,0
Chômeurs	38 710	77 946	116 655	+206,9
Miliciens	18 888	—	18 888	— 6,8
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**1 494 122**	**697 964**	**2 192 083**	**+ 7,3**
	RÉGION WALLONNE			
Indépendants, employeurs	114 639	41 283	155 919	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	10 049	2 998	13 044	+ 12,0
Employés	281 338	181 960	463 300	+ 17,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	351 112	94 545	445 654	— 7,2
Apprentis	4 742	23 049	27 785	— 34,3
Chômeurs	29 589	49 142	78 727	+118,7
Miliciens	8 842	—	8 842	— 10,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**800 305**	**392 966**	**1 193 271**	**+ 5,9**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Enquête socio-économique.
(b) Recencement au 31 décembre 1970.

Chômeurs complets indemnisés

RÉGION	Fin décembre 1979	Variation en % par rapport à 1978	Fin décembre 1980	Variation en % par rapport à 1979
Région flamande	174 877	+ 5,8	212 657	+21,6
Région wallonne	108 223	+ 3,6	127 432	+17,7
Région bruxelloise	31 467	+ 1,9	36 992	+17,6
Le Royaume ...	**314 567**	**+ 4,5**	**377 081**	**+19,9**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés
(moyennes mensuelles)

RÉGION	1979			1980					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Variation en % par rapport à 1979	Femmes	Variation en % par rapport à 1979	Total	Variation en % par rapport à 1979
Rég. flamande	54 927	105 960	160 887	61 025	+11,1	116 382	+ 9,8	177 407	+10,3
Rég. wallonne	40 495	62 868	103 363	44 079	+ 8,9	67 735	+ 7,7	111 814	+ 8,2
Région bruxelloise ...	14 584	15 582	30 166	15 615	+ 7,1	17 059	+ 9,5	32 674	+ 8,3
Le Royaume	**110 006**	**184 410**	**294 416**	**120 719**	**+ 9,7**	**201 176**	**+ 9,1**	**321 895**	**+ 9,3**

Sources : Office National de l'Emploi; Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution du taux de chômage par région (a)

ANNÉES	RÉGIONS								
	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1977	8,2	24,1	13,5	11,4	29,3	17,2	10,5	15,9	12,7
1978	8,4	25,0	14,1	11,5	30,9	18,1	12,1	16,1	13,8
1979	8,3	26,9	14,8	11,6	32,6	19,0	12,2	17,7	14,5
1980	8,9	26,8	15,3	12,2	31,9	19,3	12,6	18,1	15,0

Sources : Office National de l'Emploi; Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, les autre chômeurs inscrits obligatoirement, les demandeurs d'emploi libres inoccupés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente.

Fermetures d'entreprises
Ventilation par région

RÉGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1978	1979	1980	1978	1979	1980
Région flamande	507	506	622	14 298	12 933	13 198
Région wallonne	333	331	326	13 114	10 131	7 511
Région bruxelloise	329	314	335	6 126	5 401	6 723
Le Royaume...	**1 169**	**1 151**	**1 283**	**33 538**	**28 465**	**27 432**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1978	1979	1980	1978	1979	1980
Région flamande	1 081	1 146	1 465	38,7	39,2	41,6
Région wallonne	900	933	1 070	32,3	32,0	30,4
Bruxelles (arrond. judic.)	808	842	984	29,0	28,8	28,0
Le Royaume ...	**2 789**	**2 921**	**3 519**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Eurinform.

Répartition des faillites par province

PROVINCE	1978	1979	1980	Evolution en 1980 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	448	457	640	+ 40,0
Brabant	963	1 033	1 200	+ 16,2
Flandre occidentale	235	225	307	+ 36,4
Flandre orientale	186	244	273	+ 11,9
Hainaut	323	335	371	+ 10,8
Liège	372	374	360	— 3,7
Limbourg	148	135	161	+ 19,3
Luxembourg	38	35	71	+102,9
Namur	76	83	136	+ 63,9
Le Royaume ...	**2 789**	**2 921**	**3 519**	**+ 20,5**

Source : Eurinform.

SEPTIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SEPTIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. — POLITIQUE COMMERCIALE

Depuis quelques années, le commerce extérieur de l'U.E.B.L. se trouve confronté à plusieurs difficultés : la concurrence avec certains pays industrialisés, tels les Etats-Unis et le Japon, et la percée de plus en plus rapide des pays qui viennent d'accéder récemment à l'industrialisation; simultanément, l'économie belge doit faire face à la flambée des prix de certaines matières premières, dont essentiellement les produits énergétiques, ainsi qu'aux mutations industrielles liées au développement de l'électronique et des techniques qui lui sont associées.

Malgré ces difficultés, les exportations de l'U.E.B.L. ont atteint 1 886 milliards de francs au cours de l'année écoulée, ce qui représente un montant de 180 000 francs par habitant et forme une part du produit national brut de plus de 50 %. Cette prestation commerciale importante est appuyée par des initiatives diverses prises par les pouvoirs publics.

Parmi ces initiatives, il convient en premier lieu de citer celles concernant le financement du commerce extérieur.

L'Office National du Ducroire (O.N.D.) a garanti en 1980 des opérations à concurrence de 117 milliards de francs, contre 103 milliards en 1979. Le montant total des engagements (ou risques en cours) s'élevait à la fin de 1980 à 252 milliards, dont 43 milliards ont été assurés pour le compte de l'Etat.

En 1980, les plafonds d'engagements atteignaient 220 milliards pour l'O.N.D. et 70 milliards pour l'Etat. La loi du 12 janvier 1981 permet de les porter progressivement à 300 et 100 milliards au fur et à mesure des besoins.

Le caractère mondial de la crise économique se répercute sur la capacité de paiement des pays du Tiers Monde et de certains pays à économie planifiée et a entraîné l'O.N.D. à conclure des accords de consolidation avec plusieurs pays qui ne pouvaient plus faire face à leurs obligations financières. En exécution de ces accords, l'O.N.D. se substitue à l'exportateur-détenteur de la créance.

Les indemnités payées par l'O.N.D. en 1980 s'élèvent à 3,6 milliards de francs, montant sensiblement supérieur au total des primes encaissées.

Le Comité pour la promotion des exportations de biens d'équipement belges (Copromex) a continué à donner son avis au Ministre du Commerce extérieur pour toute demande relative à des crédits à l'exportation, à deux ans et au-delà, portant sur les biens d'équipement. Dans un souci de coordination avec les autres institutions intéressées aux crédits à l'exportation, le Comité s'efforce d'agir selon les mêmes principes et les mêmes critères que l'Office National du Ducroire et Créditexport.

Des négociations sont toujours en cours entre les participants à l'arrangement international sur les crédits à l'exportation afin de relever les taux minima de manière à les rendre plus compatibles avec les taux du marché. En Belgique, les taux de Créditexport pour les crédits à moyen terme sont de 14,15 % (y compris la commission bancaire de 0,45 %) alors que les taux fixés dans l'arrangement varient de 7,50 % à 8,75 % selon le pays destinataire de l'exportation et la durée du crédit.

En attendant ce relèvement, le Ministre du Commerce extérieur s'efforce de placer les exportations belges dans les meilleures conditions de concurrence.

En autorisant l'octroi de prêts d'Etat, le législateur a voulu contribuer au développement des pays du Tiers Monde et, complémentairement, promouvoir les exportations, de biens d'équipement de préférence.

Afin de valoriser au maximum les prêts d'Etat aussi bien en ce qui concerne les pays bénéficiaires que la partie belge, deux modalités d'utilisation ont été retenues :

— l'utilisation de ces prêts pour le paiement partiel d'achats en Belgique;

— l'affectation de ces prêts avant une certaine date limite.

En 1980, un crédit de 3 225 millions de francs a été réservé pour l'octroi de ces prêts. Les principaux pays bénéficiaires de ce programme sont le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et le Zaïre.

L'Office Belge du Commerce Extérieur (O.B.C.E.) a poursuivi en 1980 une activité intense, principalement dans les domaines qui lui sont propres : la prospection et l'étude des marchés au sens large du terme, ainsi que l'information en Belgique sur les possibilités de débouchés, et à l'étranger sur les capacités de livraison des entreprises du pays. En outre, l'Office a participé à de nombreuses missions officielles entreprises dans plusieurs pays (1).

L'O.B.C.E. a également contribué à la réalisation de plusieurs autres missions sectorielles, bancaires et régionales et, dans le cadre des journées de contacts et de promotion, cette administration a organisé 31 actions, dont 7 ont eu lieu en Belgique et 24 à l'étranger.

(1) Parmi ceux-ci, il faut citer l'Equateur, les Emirats Arabes Unis, le Vénézuela, le Pérou, le Maroc, l'Arabie-Séoudite, la Tunisie, la Pologne, l'Algérie, la Norvège, la Corée du Sud.

Le Fonds du Commerce extérieur a disposé en 1980 de moyens d'engagement totalisant 351 millions de francs; 115 millions ont été consacrés à l'octroi de subsides aux Chambres de Commerce belges à l'étranger, ainsi qu'à d'autres institutions, et 213 millions ont été utilisés dans la recherche de nouveaux débouchés par l'octroi de prêts.

Les principales interventions du Fonds ont été dévolues à des efforts d'expansion commerciale aux Etats-Unis (55 à 60 prospections) et en Arabie Séoudite (30 à 35 prospections). De plus, le Fonds a soutenu un grand nombre d'actions de promotion entreprises dans de nombreux pays étrangers.

Il convient enfin de faire état de l'activité déployée par la Belgique au sein des organisations spécialisées des Nations Unies et dans d'autres instances internationales.

Les négociations multilatérales dites du « Tokyo Round » et conduites sous les auspices du G.A.T.T. de 1973 à 1979 ont abouti à la signature de plusieurs accords, dont la plupart sont entrés en vigueur le 1er janvier 1980. Il s'agit principalement de conventions se rapportant à l'abaissement des tarifs douaniers, aux entraves non-tarifaires, aux subventions et droits compensatoires, aux marchés publics et à la définition de la valeur en douane.

En outre, une base juridique a été donnée au traitement préférentiel des pays en voie de développement.

Des négociations sont en cours en ce qui concerne d'une part la clause de sauvegarde (interprétation de l'article XIX du G.A.T.T.) et d'autre part la position que cette organisation internationale doit adopter en ce qui concerne les répercussions de la restructuration industrielle sur la politique commerciale.

Par ailleurs, la Belgique a participé en 1980 aux XXe et XXIe sessions du Conseil du Commerce et du Développement, dépendant de la C.N.U.C.E.D.

Au cours de ces réunions, portant sur des questions diverses et notamment sur l'application de plusieurs résolutions adoptées par la Conférence de Manille en mai-juin 1979, la Belgique s'est efforcée d'apporter sa contribution au dialogue parfois difficile entre pays industrialisés et pays en développement.

En particulier, la délégation belge est intervenue en séance plénière du Conseil pour défendre la proposition du « Pacte de croissance solidaire », diffusée le 6 septembre par le Secrétaire Général des Nations Unies à New York, suite à une initiative du Ministre de la Coopération au développement.

Les négociations d'accords internationaux pour les produits de base se sont poursuivies. Il convient de citer :

— les activités relatives à la convention concernant l'aide alimentaire qui ont abouti en 1980 à la conclusion d'un nouvel accord; pour le blé, les négociations sont toujours en cours;

— la négociation en 1980, d'un troisième accord international sur le cacao; en attendant son entrée en vigueur, l'Organisation du Cacao reste théoriquement en liquidation;

— la poursuite de la négociation d'un sixième accord sur l'étain;

— le traité conclu en juin 1980, concernant le Fonds commun des matières premières.

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR

En 1979, les échanges extérieurs de l'U.E.B.L. avaient connu une expansion soutenue; celle-ci dura toute l'année et se poursuivit jusqu'en février 1980 pour s'essouffler rapidement par la suite. Au terme de l'année écoulée, les exportations de l'U.E.B.L. se sont élevées à un montant de 1 886,1 milliards de francs, et les importations, à 2 096,1 milliards. Les ventes à l'étranger ont augmenté de 13,5 % en valeur au cours de 1980 et les achats à l'extérieur, de 17,5 %; pour les premières nommées, il s'est produit un léger recul de la croissance par rapport à 1979, et pour les secondes, une légère accélération.

En volume, le commerce extérieur a stagné tout au long de l'année. La hausse des indices *ad hoc* n'atteint que 1,8 % pour les exportations et 1,3 % pour les importations. La plus grande partie de l'augmentation en valeur résulte donc de l'accroissement des prix : 11,5 % et 16 % respectivement. La dégradation des termes de l'échange, déjà apparue à la fin de 1979, s'est poursuivie en 1980.

Si l'on s'intéresse uniquement à l'évolution en valeur, on constate qu'un sommet dans la croissance a été atteint pendant le premier trimestre de l'année. En effet, durant cette période, les données désaisonnalisées et lissées des exportations et des importations se sont écartées le plus dans les valeurs positives de leur tendance à long terme; elles poursuivaient ainsi le mouvement entamé en 1979. Par la suite, elles s'en sont rapprochées de plus en plus jusqu'en juillet-août pour les importations et jusqu'en août-septembre pour les exportations — mois pendant lesquels celles-ci s'en sont même éloignées dans les valeurs négatives. Durant le dernier trimestre de l'année, une légère amélioration s'est à nouveau produite mais elle est restée modeste dans son ampleur.

Le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. s'est accru sensiblement au cours de l'année écoulée. Il résulte dans une large mesure de la poursuite de l'augmentation des prix à l'importation, inférieure à celle des prix à l'exportation, ainsi que des difficultés que rencontrent les exportateurs belges sur les marchés extérieurs pour y placer des produits, en général demi-finis, qui subissent une concurrence accrue de la part de producteurs nouvellement industrialisés.

A titre de comparaison, et d'après les premières évaluations effectuées par le secrétariat du G.A.T.T., le commerce mondial de marchandises a approché

2 000 milliards de dollars en 1980 (1). En dollars, la progression par rapport à l'année précédente a été à peu près d'un cinquième alors qu'elle avait été d'un quart en 1979. Ce ralentissement tient au fait que, d'une manière générale, le volume du commerce mondial a baissé tout au long de l'année écoulée : sur une base annuelle, il a encore enregistré un accroissement de 1 % mais il avait augmenté de 6 % en 1979. Cette décélération marquée de la croissance en volume du commerce mondial s'explique dans une large mesure par l'évolution des échanges de pétrole qui ont diminué de 10 % en 1980 après s'être accrus de 3,5 % en 1979.

§ 1. — EXPORTATIONS

Deux éléments doivent être soulignés en exergue à cette rubrique : d'une part, la hausse très importante des ventes à l'étranger de produits énergétiques, d'autre part, une diminution de la concentration géographique des exportations.

1. — *Répartition sectorielle.*

Les matières premières et produits demi-finis, en hausse de 12 % en 1980, voient leur part dans le total des exportations diminuer quelque peu dans l'année sous revue. Même si elle a atteint l'an passé son niveau le plus bas (46,8 % du total), cette part demeure trop élevée. Ces produits occupaient 53 % de l'ensemble des ventes à l'étranger en 1971; en dix ans, ils n'auront en fait perdu que 6,2 % d'importance relative ce qui est évidemment fort peu. Cette évolution, quoique lente, indique que malgré tout une réorientation des exportations tend à se manifester. Il n'est pas inutile de rappeler que les produits demi-finis se trouvent directement concurrencés par ceux fabriqués par les pays en développement, à un coût généralement inférieur à celui pratiqué en Belgique.

Les biens de consommation enregistrent une croissance relativement faible, et en particulier les produits durables. Leur part régresse dans le panier exporté. L'évolution entamée depuis quelques années se poursuit donc. Par contre, les biens non durables demeurent soutenus, en particulier les non-alimentaires.

La diminution de part relative des deux précédentes rubriques est compensée par la hausse de 50 % des produits énergétiques qui voient leur importance dans le total passer de 6,2 % en 1979 à 8,2 % en 1980. Les mouvements de hausse de prix de ces produits sont évidemment à l'origine de cette évolution mais aussi les accroissements des quantités vendues. Ainsi, pour les produits pétroliers raffinés une hausse de 23 % des prix est enregistrée tandis que les quantités exportées augmentent de 20,1 %.

Les biens d'investissement croissent au même rythme que la moyenne des exportations. Un frein dans la diminution de la part relative de l'ensemble de la rubrique, qui se produisait depuis plusieurs années, est apparu mais la présente stabilisation s'effectue à un niveau relatif assez bas. En leur sein, le matériel de

(1) Le G.A.T.T. ne possède, au moment où il réalise ces estimations, de statistiques sur le commerce extérieur de l'ensemble de l'année 1980 que pour un certain nombre de pays industriels; pour les autres pays, il effectue des estimations parfois très approximatives.

transport et les appareils scientifiques et médicaux sont les plus soutenus, enregistrant des taux de croissance de 15,7 % et 16,5 % respectivement.

L'examen des exportations par branche d'activité permet de constater que quelques unes d'entre elles seulement augmentent plus rapidement que la moyenne et accroissent donc leur part relative dans le total. Hormis les produits du secteur énergétique, dont il a déjà été question, il s'agit des matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux (+30,9 % en un an), des moyens de transports autres que véhicules automobiles (+90,5 %), des matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques (+15,9 %), de certains produits alimentaires (+17,2 %) et des produits en caoutchouc et en plastiques (+14,6 %).

D'autres branches enregistrent par contre des taux de croissance très faible ou même négatifs; parmi celles-ci, il convient d'en citer deux particulièrement orientées à l'exportation : les minerais de fer et métaux ferreux (+1,6 %) et les véhicules et moteurs automobiles (—3,7 %), qui représentent 20 % environ de l'ensemble des ventes à l'étranger.

La Belgique n'a pas encore entamé de manière profonde la nécessaire réorientation sectorielle de ses exportations vers des produits pour lesquels la demande mondiale est en croissance, ce qui lui permettrait d'asseoir de manière plus stable son développement économique futur. Elle se contente actuellement d'essayer de concurrencer de manière inefficace des pays qui bénéficient d'un avantage comparatif indéniable, les coûts de production plus bas, sans mettre en avant les siens propres, comme son savoir-faire. Une telle inadaptation dans un monde en profonde mutation se répercute sur toute l'activité du pays et entraîne certains déséquilibres importants qui obèrent son développement économique.

2. — *Répartition géographique.*

La concentration géographique des ventes à l'étranger a régressé au cours de l'année écoulée. En 1979, 86,6 % des exportations étaient destinés aux pays tiers industrialisés; cette part est ramenée à 85,9 % en 1980. Ce recul se réalise au bénéfice des pays en développement dont la part passe de 10,6 % à 11,2 % d'une année à l'autre. L'importance relative des pays à commerce d'Etat demeure stable.

Les exportations vers l'ensemble des pays de la C.E.E. ont augmenté moins rapidement que le total des ventes à l'étranger. En cause, essentiellement les relations avec les Pays-Bas et la République fédérale qui enregistrent des taux de croissance particulièrement bas (6,8 % et 7,5 % respectivement) dus à la stagnation des biens de consommation et en particulier des biens durables qui régressent et à la faible hausse, surtout vers la République fédérale, des biens d'investissements. Par contre, les produits énergétiques croissent sensiblement.

Les ventes à la France, à l'Italie et au Royaume-Uni continuent de se développer à un rythme rapide mais moins important qu'un an auparavant. Pour les deux premiers pays, l'origine réside dans la hausse des exportations de produits énergétiques et de biens de consommation, aussi bien durables que non durables ainsi que, mais seulement pour l'Italie, des biens d'investissements. La hausse des ventes

au Royaume-Uni trouve son explication dans les produits demi-finis industriels, les produits énergétiques et les biens de consommation non durables; par contre, les biens durables régressent tandis que les biens d'investissements stagnent.

Il convient également de souligner la stagnation des exportations vers les Etats-Unis qui, de la sixième place qu'ils occupaient en 1979 parmi les clients de l'U.E.B.L., passent à la septième, étant remplacés par la Suisse qui a augmenté ses achats à l'U.E.B.L. de plus de 50 % au cours de l'année écoulée. Les ventes au Japon ont baissé de 9 % en un an après avoir haussé de 14 % en 1979.

Les exportations de biens d'investissements aux pays européens à commerce d'Etat sont en net recul sauf pour ce qui concerne le matériel de transport tandis que les moteurs et investissements fixes stagnent. Les biens de consommation par contre haussent sensiblement, en particulier les biens alimentaires qui doublent en un an.

Le taux de croissance des exportations à destination des pays en développement s'est accru de 1979 à 1980 passant de 5,6 % à 19,1 % sous l'impulsion des ventes aux pays africains et à certains pays asiatiques.

§ 2. — IMPORTATIONS

1. — *Répartition sectorielle.*

Les importations de produits énergétiques ont haussé de 43,7 % au cours de l'année écoulée. Grâce à ce taux d'accroissement, légèrement inférieur à celui enregistré par les exportations, cette rubrique représente désormais 17,3 % du total des achats à l'étranger; en 1973, elle en constituait 8,8 % seulement. Les produits pétroliers bruts et raffinés ont haussé de 51,2 % en valeur, ce qui peut être réparti en une baisse de 2,3 % en volume et une augmentation de 54,7 % en prix.

Hormis les produits énergétiques, tous les autres groupes de marchandises haussent à des taux inférieurs à la moyenne des importations. Cette remarque s'applique particulièrement aux biens de consommation qui ne croissent que de 9 %; les biens non durables et plus particulièrement les produits alimentaires, ont freiné leur augmentation.

Les importations de produits demi-finis industriels connaissent un sensible ralentissement de leur taux de croissance. Elles entraînent dans leur mouvement l'ensemble de la rubrique « matières premières et produits demi-finis »; seuls les produits agricoles font exception.

Les achats à l'étranger de biens d'investissement ont augmenté plus rapidement en 1980 qu'en 1979 sous l'impulsion des moteurs et investissements fixes et des appareils médicaux et scientifiques. Par contre, les importations de matériel de transport ont vu leur croissance freinée.

L'examen des importations par branche d'activité indique que, outre la progression importante des produits du secteur énergétique, déjà signalée, une

augmentation sensible est notée pour les matières radioactives, les minerais de métaux non ferreux et les métaux non ferreux (+42,8 %). Par contre, des baisses sont enregistrées pour les véhicules et moteurs automobiles, les viandes, y compris les préparations et conserves et les produits de la récupération. Les autres branches se développent à un rythme quelque peu inférieur à celui de la moyenne générale.

2. — *Répartition géographique.*

La part des pays développés dans le total des importations s'est contractée de 84,1 % en 1979 à 81,7 % en 1980. Cette baisse s'est réalisée à l'avantage des pays en développement, dont l'importance relative s'accroît de 13,9 % à 15,9 % et de ceux à commerce d'Etat (de 1,9 % à 2,5 %). Les pays de la C.E.E. ne fournissent plus que 63 % des importations belges contre 67,3 % un an auparavant.

La France, la République fédérale et l'Italie ont le moins réussi à accroître leurs exportations vers la Belgique. Cette évolution est due, pour la première, aux biens de consommation non durables et surtout alimentaires ainsi qu'aux matières premières industrielles et au matériel de transport; pour la seconde aux produits industriels demi-finis et aux biens de consommation durables cependant que les biens d'investissements restaient mieux soutenus; pour la troisième, aux matières premières et aux produits divers.

Les importations de produits énergétiques venant des Pays-Bas et du Royaume-Uni se sont fortement accrues tout comme celles issues des pays à commerce d'Etat. Aussi bien ces derniers que le Royaume-Uni ont augmenté largement leurs ventes de matières premières et produits demi-finis.

Il faut également remarquer la forte progression des achats des matières premières et de produits demi-finis ainsi que celle soutenue des biens d'investissements en provenance des Etats-Unis alors que leurs exportations vers la Belgique de biens de consommation, sauf de biens alimentaires, régressent.

Il convient enfin de souligner que les importations issues d'Arabie Saoudite ont plus que doublé en un an tandis que celles venant du Nigéria et de l'Iran régressaient.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

Comme au cours des années antérieures, la balance commerciale de l'U.E.B.L. présente un solde négatif important : il s'élève en effet à 210 milliards de francs. Ce déficit, sans doute le plus élevé jamais réalisé, est en augmentation de 70,4 % par rapport à celui atteint en 1979. Comparé aux importations, et contrairement à ce qui s'était produit en 1979, il a augmenté relativement puisqu'il représente 10 % de leur valeur contre 6,9 % un an auparavant. Par rapport aux exportations, il représente 11,1 % de leur valeur contre 7,4 % en 1979.

1. — *Répartition sectorielle.*

Cinq branches améliorent la position positive de leur balance commerciale entre 1979 et 1980 : les produits chimiques (+15,4 %), les viandes, préparations et conserves

de viandes et les autres produits de l'abattage (+20,3 %), les produits textiles (+19,4 %), les produits en caoutchouc et en plastique (+11,5 %) et les matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques (+30,6 %).

Deux branches conservent une balance positive, mais en diminution par rapport à celle de 1979 : les minerais de fer et métaux ferreux (—0,7 %) et les machines agricoles et industrielles (—84,5 %).

Une branche dont la balance était positive en 1979, présente désormais un déficit : les boissons et tabacs.

Quatre branches réduisent leur déficit commercial : les moyens de transport autres que véhicules automobiles (+5,3 %), les produits alimentaires (+55,4 %), les bois et meubles en bois (+26,9 %) et les produits destinés à la récupération (+66,6 %).

Neuf branches augmentent leur déficit commercial : les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (+1,4 %), les produits du secteur de l'énergie (+39,3 %), les matières radio-actives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux (+160,4 %), les produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport (+11,3 %), les machines de bureau et pour le traitement de l'information ainsi que les instruments de précision, d'optique et similaire (+8,0 %), le matériel et les fournitures électriques (+6,5 %), les véhicules et moteurs automobiles (+6,6 %), les cuirs, articles en cuir, peaux et chaussures (+12,7 %) et les produits divers (+156,3 %).

Pour deux branches, la balance commerciale reste stationnaire et négative : le lait et les produits laitiers ainsi que le papier, les articles en papier et les articles imprimés.

Les produits énergétiques sont les principaux responsables de l'aggravation du déficit commercial au cours de l'année écoulée; d'autres branches y ont néanmoins contribué également dans une large mesure et notamment, les non-ferreux et les produits divers.

2. — *Répartition géographique.*

Le solde positif de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays industrialisés européens s'est amélioré sensiblement en 1980 (+69,4 %). Cette évolution résulte principalement des échanges avec la C.E.E. — le surplus commercial passe de 5,6 milliards en 1979 à 26,1 milliards en 1980 — et en particulier, avec la France, l'Italie et le Danemark, pays pour lesquels le solde positif de la balance s'accroît, ainsi qu'avec la République fédérale mais il s'agit d'une résorption importante du déficit.

Une détérioration de la balance commerciale avec les pays à commerce d'Etat est apparue : faiblement positive depuis plusieurs années, celle-ci est devenue négative en 1980.

La balance commerciale avec l'Afrique, tout en restant négative, s'est améliorée de manière importante. Le déficit avec l'Asie par contre, à plus que doublé; en cause,

des pays producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite mais également des pays industrialisés comme le Japon.

Le solde des échanges commerciaux avec les Etats-Unis et le Canada est resté largement défavorable à l'U.E.B.L. et s'est même creusé.

*
* *

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)		
1971 Moyenne mensuelle	**11 103**	**5 406**	**52 422**	**51 687**	**— 735**	**98,6**
1972 Moyenne mensuelle	**11 971**	**6 342**	**56 814**	**59 248**	**+ 2 434**	**104,3**
1973 Moyenne mensuelle	**12 954**	**6 982**	**71 344**	**72 510**	**+ 1 166**	**101,6**
1974 Moyenne mensuelle	**13 371**	**6 798**	**96 724**	**91 652**	**— 5 072**	**94,8**
1975 Moyenne mensuelle	**11 488**	**6 328**	**94 245**	**88 073**	**— 6 172**	**93,5**
1976 Moyenne mensuelle	**12 689**	**6 701**	**114 080**	**105 538**	**— 8 542**	**92,5**
1977 Moyenne mensuelle	**12 452**	**7 044**	**120 665**	**112 059**	**— 8 606**	**92,9**
1978 Moyenne mensuelle	**12 981**	**6 874**	**127 170**	**117 522**	**— 9 648**	**92,4**
1979 Moyenne mensuelle	**14 026**	**7 302**	**148 696**	**138 435**	**—10 261**	**93,1**
1980 Moyenne mensuelle (a)	**13 549**	**7 644**	**174 677**	**157 178**	**—17 499**	**90,0**
1979 Janvier	13 110	5 891	126 463	116 120	—10 343	91,8
Février	11 530	5 953	136 879	127 635	— 9 244	93,3
Mars	14 661	7 079	152 756	146 238	— 6 518	95,7
Avril	13 859	7 020	141 065	130 781	—10 284	92,7
Mai	16 089	8 604	160 365	147 908	—12 457	92,2
Juin	14 088	7 687	147 777	142 700	— 5 077	96,6
Juillet	12 081	7 003	127 484	126 162	— 1 322	99,0
Août	14 684	7 715	145 114	121 847	—23 267	84,0
Septembre	12 275	7 721	144 216	142 322	— 1 894	98,7
Octobre	15 732	9 008	176 250	170 221	— 6 029	96,6
Novembre	15 738	7 165	165 596	149 722	—15 874	90,4
Décembre	14 470	6 771	160 390	139 568	—20 822	87,0
Total ...	**168 317**	**87 619**	**1 784 353**	**1 661 224**	**—123 129**	**93,1**
1980 Janvier	14 729	6 925	184 111	159 101	—25 010	86,42
(a) Février	14 233	7 880	189 250	173 263	—15 987	91,55
Mars	15 787	8 112	198 608	176 039	—22 569	88,64
Avril	14 250	8 866	184 374	177 862	— 6 512	96,47
Mai	13 521	8 164	165 731	152 942	—12 789	92,28
Juin	14 995	7 709	174 471	153 784	—20 687	88,14
Juillet	11 075	7 298	148 937	143 225	— 5 712	96,16
Août	11 749	6 495	137 370	112 704	—24 666	82,04
Septembre	13 340	7 922	177 196	154 729	—22 467	87,32
Octobre	14 043	8 351	187 562	169 257	—18 305	90,24
Novembre	12 051	6 846	167 621	150 966	—16 655	90,06
Décembre	12 818	7 164	180 887	162 267	—18 620	89,71
Total...	**162 590**	**91 733**	**2 096 118**	**1 886 136**	**—209 982**	**89,98**

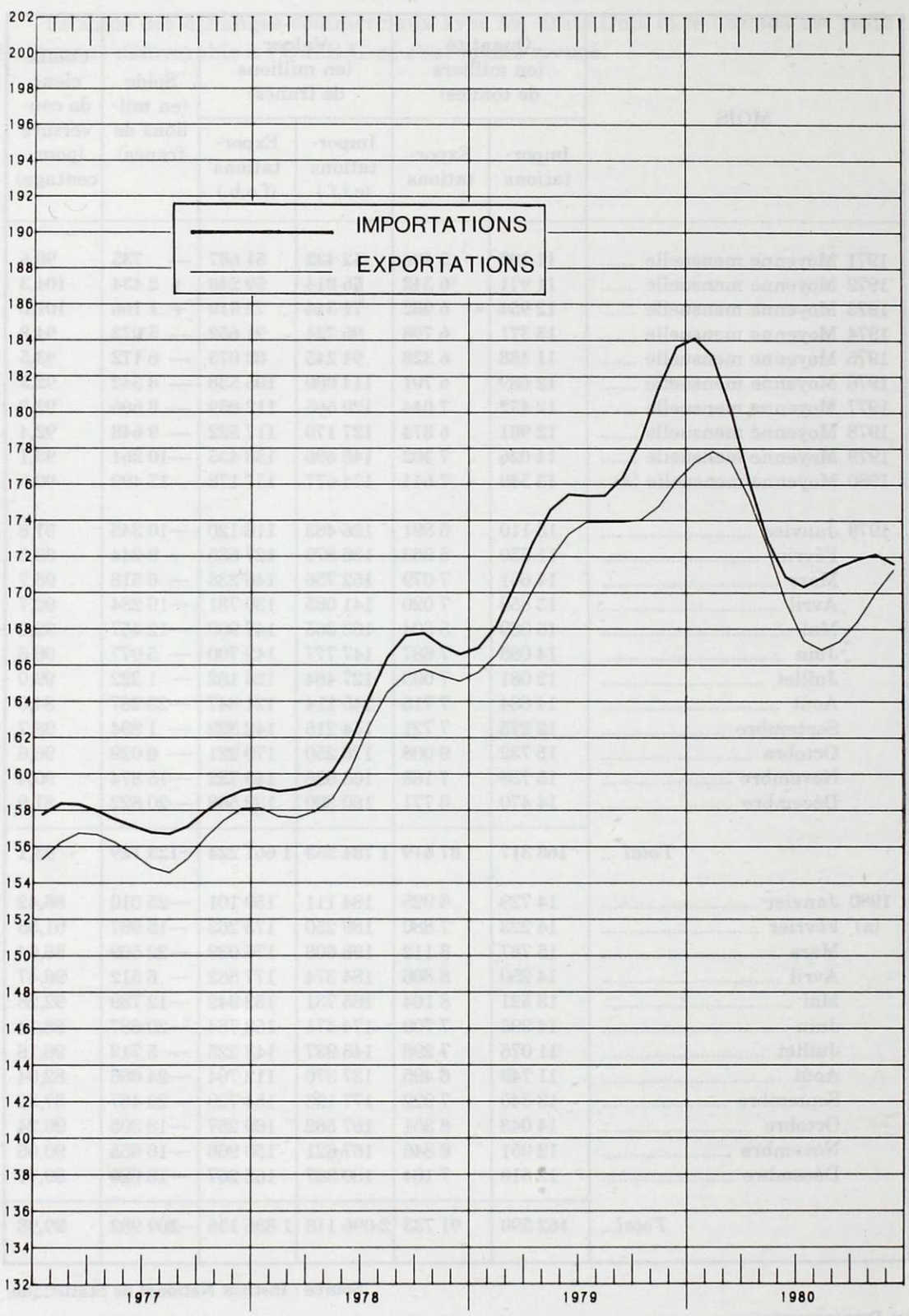
Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par trimestre - en millions de francs)

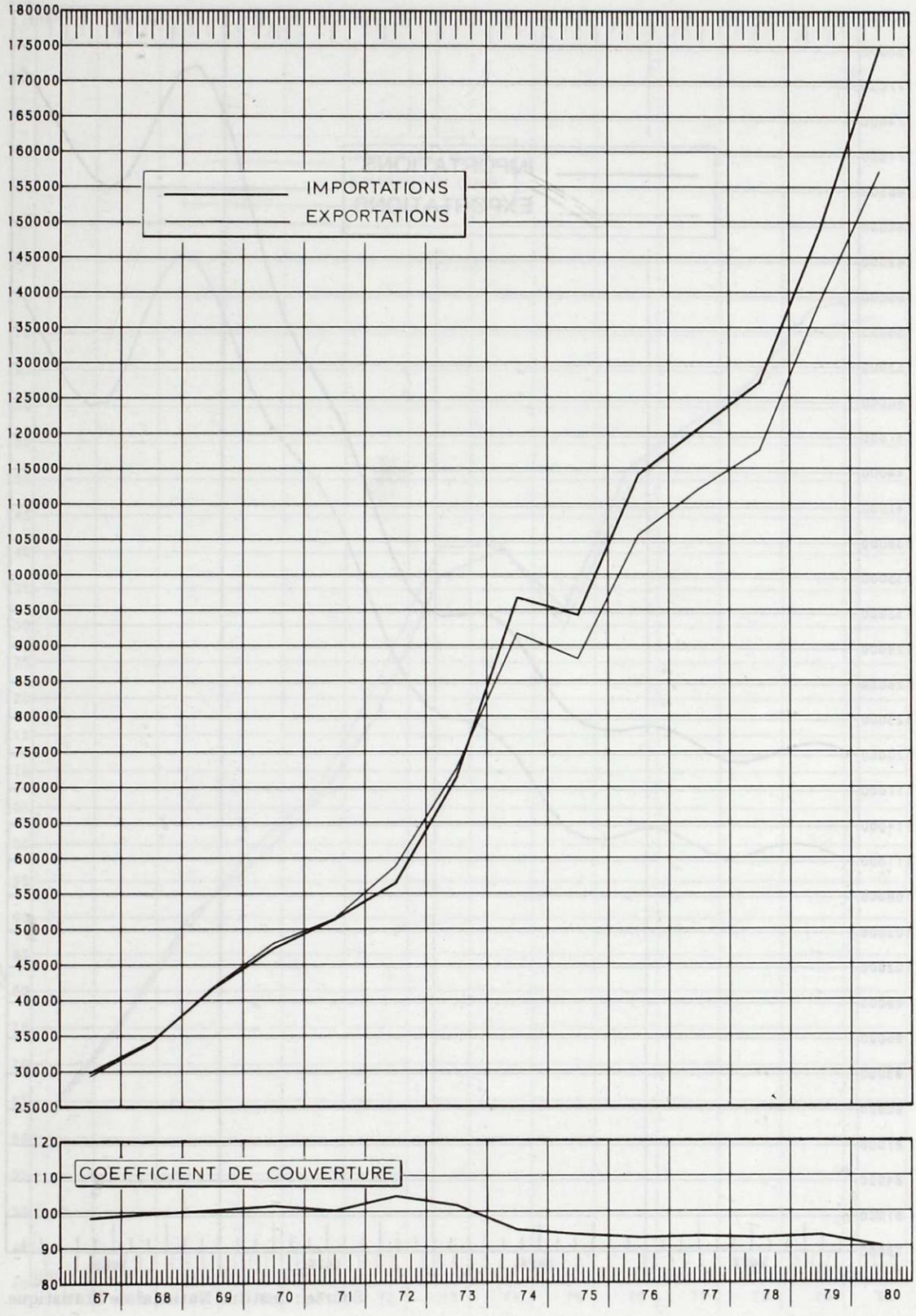


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par année - en millions de francs)

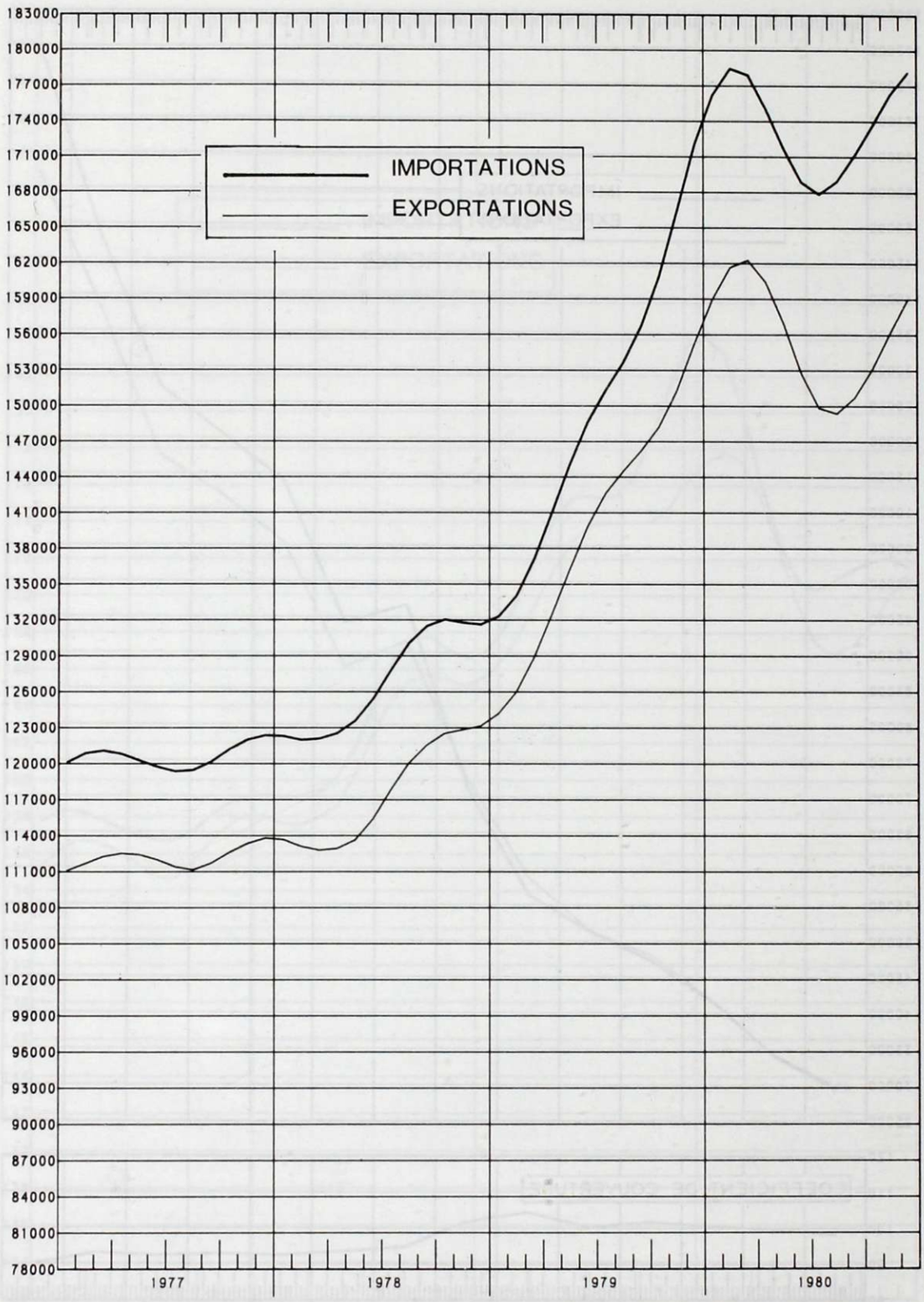


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par trimestre - 1970 = 100)

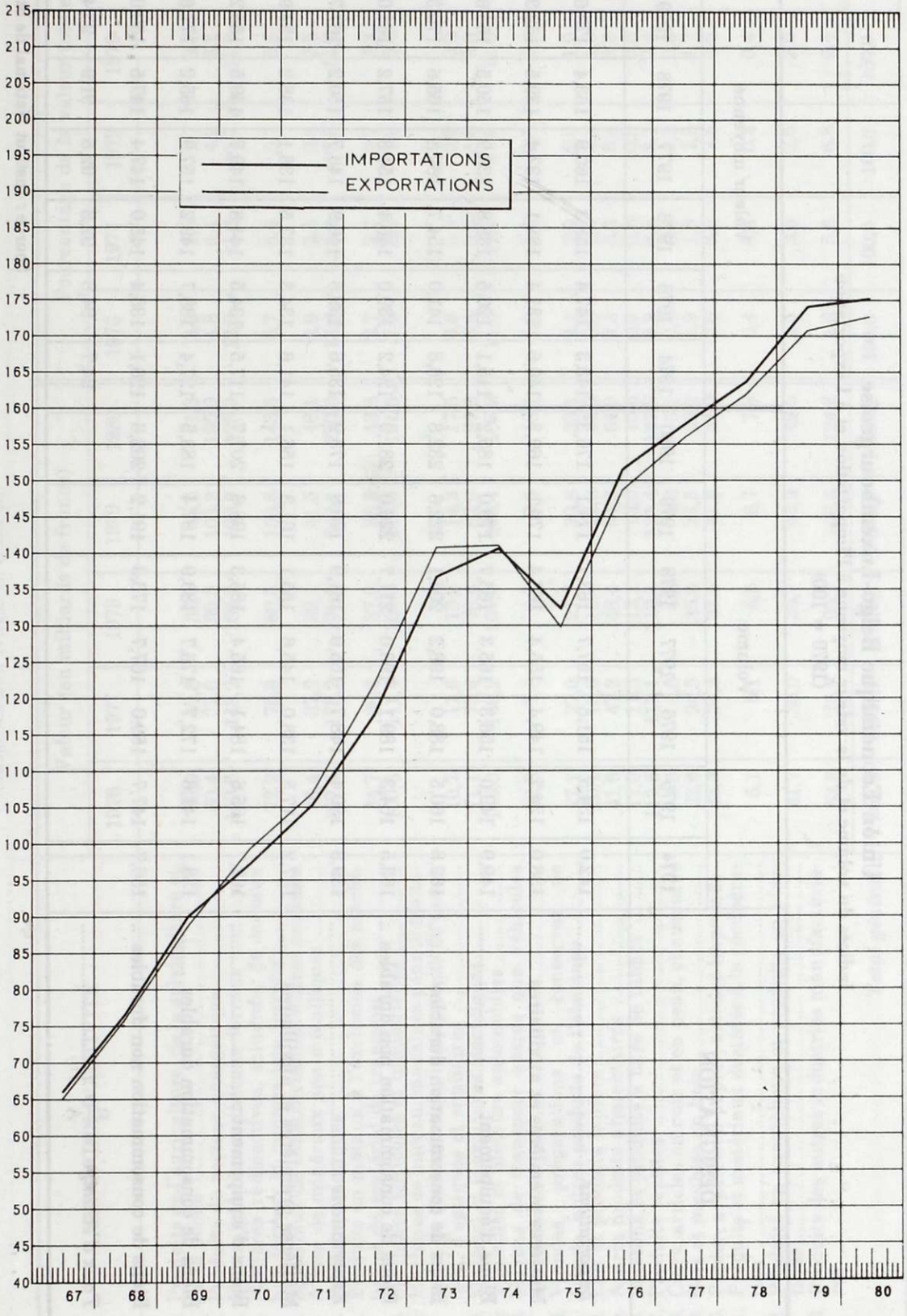


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par année - 1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation
(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
A. *Importations*	142,0	134,5	151,5	157,7	163,7	174,1	176,3	143,3	147,4	158,3	160,9	163,4	179,6	208,3
Matières premières et auxiliaires	136,0	124,7	149,4	155,4	163,4	170,1	169,3	140,6	131,4	138,1	137,4	139,5	159,3	183,1
Biens d'équipement	149,9	149,0	156,3	165,3	165,7	179,0	185,2	115,1	126,5	138,8	139,9	150,5	153,6	160,7
Biens de consommation durables	162,8	160,5	188,0	198,2	205,1	222,6	232,8	128,8	141,0	154,7	160,8	165,6	170,3	177,5
Biens de consommation non durables	163,5	164,3	189,1	198,0	211,7	226,0	231,9	124,2	139,0	146,4	154,8	157,2	164,0	175,5
B. *Exportations*	139,8	130,4	148,7	155,9	161,9	170,8	173,9	135,6	139,8	146,9	148,7	150,2	167,7	187,0
Matières premières et auxiliaires	137,2	117,8	138,0	145,6	155,1	161,3	156,1	141,6	134,3	137,5	136,1	138,2	157,9	178,8
Biens d'équipement	162,7	165,6	184,1	185,4	185,3	198,6	207,7	117,5	134,5	144,8	149,7	149,5	155,2	165,9
Biens de consommation durables	138,1	141,6	172,7	176,7	183,9	187,4	183,5	127,4	138,7	149,2	157,9	165,2	177,6	187,3
Biens de consommation non durables	156,7	147,7	159,0	167,7	173,3	191,2	202,3	126,1	138,4	145,0	147,4	147,5	150,0	169,4
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								94,7	94,8	92,8	92,5	91,9	93,4	89,8

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	39,9	40,8	38,4	45,3	51,3	3,2	3,0	2,7	2,7	2,7
2. Produits du secteur énergétique	60,4	72,0	59,8	103,2	155,0	4,8	5,4	4,2	6,2	8,2
3. Minerais de fer et métaux ferreux	159,6	148,2	165,2	192,8	195,9	12,6	11,0	11,7	11,6	10,4
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	72,2	75,8	80,5	109,6	143,5	5,7	5,6	5,7	6,6	7,6
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	36,4	37,2	39,1	41,5	48,1	2,9	2,8	2,8	2,5	2,6
6. Produits chimiques	167,4	178,2	191,5	242,1	270,6	13,2	13,3	13,6	14,6	14,4
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	34,7	36,6	37,8	38,5	43,8	2,7	2,7	2,7	2,3	2,3
8. Machines agricoles et industrielles	100,6	111,4	109,4	113,3	121,5	7,9	8,2	7,8	6,8	6,4
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	10,7	11,6	13,0	14,3	17,5	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9
10. Matériel et fournitures électriques	71,1	73,4	78,6	83,0	94,5	5,6	5,5	5,6	5,0	5,0
11. Véhicules et moteurs automobiles	146,0	159,2	167,0	193,4	186,2	11,5	11,8	11,8	11,6	9,9
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	12,8	7,8	6,7	9,5	18,1	1,0	0,6	0,5	0,6	1,0
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	27,1	27,0	27,7	30,8	33,1	2,1	2,0	2,0	1,9	1,8
14. Lait et produits laitiers	10,1	13,6	18,4	22,3	25,3	0,8	1,0	1,3	1,3	1,3
15. Autres produits alimentaires	41,6	47,2	48,4	54,6	64,0	3,3	3,5	3,4	3,3	3,4
16. Boissons et produits à base de tabacs	11,0	11,3	12,2	13,0	13,6	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7
17. Produits textiles	112,5	115,1	113,5	123,4	137,9	8,9	8,6	8,1	7,4	7,3
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	4,5	4,6	4,2	5,2	5,1	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
19. Bois et meubles en bois	23,9	24,5	25,6	27,5	32,2	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	33,3	34,3	35,4	41,6	47,0	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	5,1	5,1	5,5	6,7	7,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	31,7	35,0	36,7	43,2	49,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6
23. Produits des autres industries manufacturières	53,8	74,8	95,7	106,4	124,6	4,3	5,6	6,8	6,4	6,6
Total général	1 266,4	1 344,7	1 410,3	1 661,2	1 886,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	102,5	106,9	106,3	117,1	124,1	7,5	7,4	7,0	6,6	5,9
2. Produits du secteur énergétique	193,5	202,7	188,9	250,8	360,6	14,1	14,0	12,4	14,1	17,2
3. Minerais de fer et métaux ferreux	56,6	50,2	51,6	58,7	62,8	4,1	3,5	3,4	3,3	3,0
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	89,0	84,5	93,4	120,7	172,4	6,5	5,8	6,1	6,8	8,2
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	33,4	34,0	34,9	37,9	43,4	2,4	2,4	2,3	2,1	2,1
6. Produits chimiques	134,9	134,9	143,9	183,6	203,1	9,8	9,3	9,4	10,3	9,7
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	38,0	40,8	43,9	50,0	56,6	2,8	2,8	2,9	2,8	2,7
8. Machines agricoles et industrielles	83,8	88,4	94,1	103,0	119,9	6,1	6,1	6,2	5,8	5,7
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	22,9	26,6	28,5	33,0	37,7	1,7	1,8	1,9	1,8	1,8
10. Matériel et fournitures électriques	77,6	80,1	84,4	90,7	102,7	5,7	5,5	5,5	5,1	4,9
11. Véhicules et moteurs automobiles	164,7	175,5	188,6	211,5	205,5	12,0	12,1	12,4	11,8	9,8
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	14,2	18,1	21,8	24,4	32,2	1,1	1,3	1,4	1,4	1,5
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	14,2	15,9	17,2	18,5	18,3	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9
14. Lait et produits laitiers	16,9	19,8	23,3	24,3	27,2	1,2	1,4	1,5	1,4	1,3
15. Autres produits alimentaires	49,6	55,1	54,6	62,9	67,7	3,6	3,8	3,6	3,5	3,2
16. Boissons et produits à base de tabacs	9,2	10,1	11,3	12,5	13,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
17. Produits textiles	89,3	94,2	97,6	108,0	119,5	6,5	6,5	6,4	6,0	5,7
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	14,3	16,6	16,7	20,2	22,0	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
19. Bois et meubles en bois	26,8	31,4	35,1	39,4	40,9	2,0	2,2	2,3	2,2	2,0
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	40,0	41,0	43,5	52,0	57,4	2,9	2,8	2,8	2,9	2,7
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	6,5	5,8	7,5	9,1	8,6	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	28,9	31,0	31,7	37,1	42,7	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0
23. Produits des autres industries manufacturières	62,2	84,4	107,2	119,0	156,9	4,5	5,8	7,0	6,7	7,5
Total général	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 096,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations nettes par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O. - en milliards de francs)

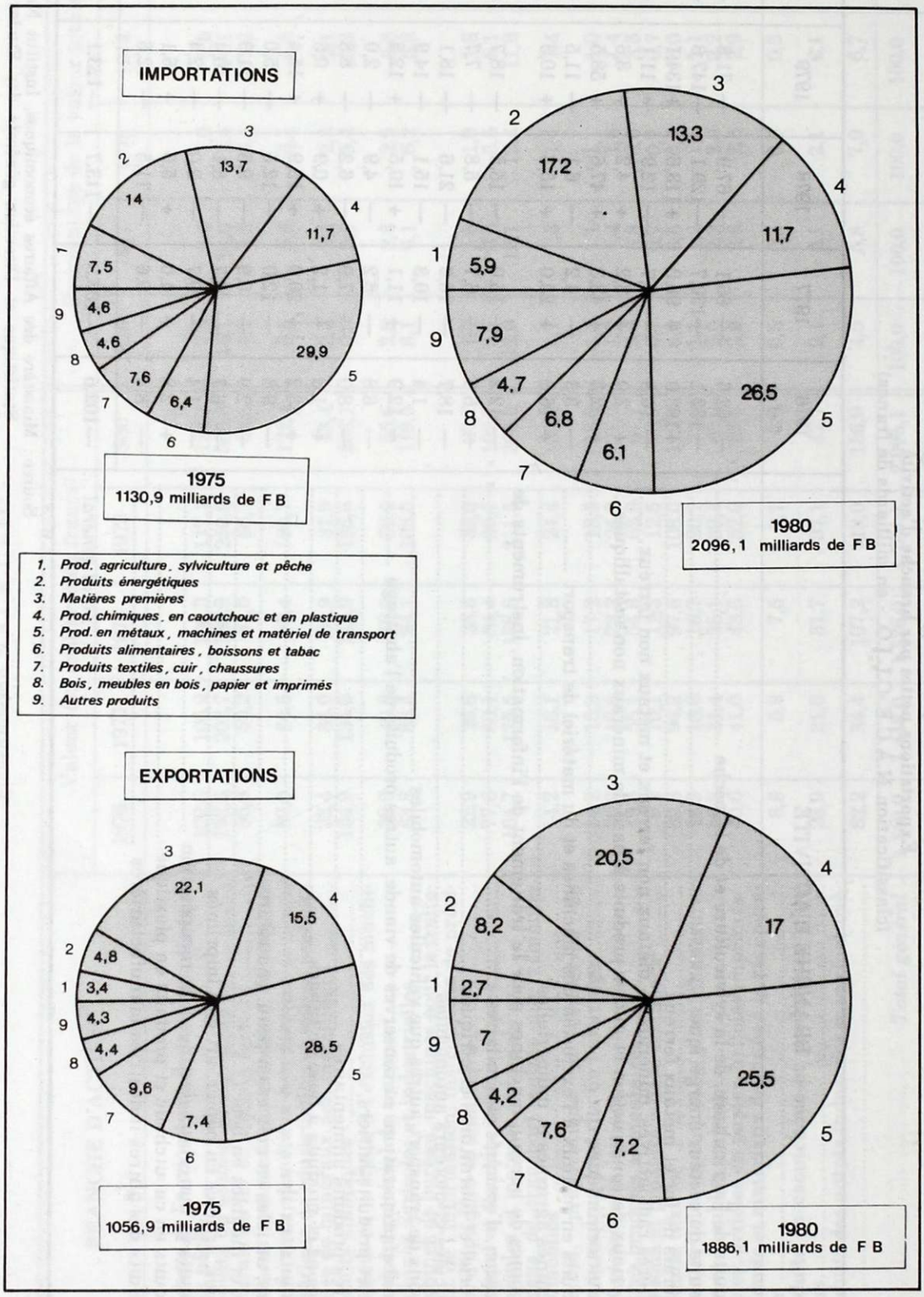
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1976	1977	1978	1979	1980
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	— 62,6	— 66,1	— 67,9	— 71,8	— 72,8
2. Produits du secteur énergétique	—133,1	—130,7	—129,1	—147,6	—205,6
3. Minerais de fer et métaux ferreux	+103,0	+ 98,0	+113,6	+134,1	+133,1
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	— 16,8	— 8,7	— 12,9	— 11,1	— 28,9
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	+ 3,0	+ 3,2	+ 4,2	+ 3,6	+ 4,7
6. Produits chimiques	+ 32,5	+ 43,3	+ 47,6	+ 58,5	+ 67,5
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	— 3,3	— 4,2	— 6,1	— 11,5	— 12,8
8. Machines agricoles et industrielles	+ 16,8	+ 23,0	+ 15,3	+ 10,3	+ 1,6
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	— 12,2	— 15,0	— 15,5	— 18,7	— 20,2
10. Matériel et fournitures électriques	— 6,5	— 6,7	— 5,8	— 7,7	— 8,2
11. Véhicules et moteurs automobiles	— 18,7	— 16,3	— 21,6	— 18,1	— 19,3
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	— 1,4	— 10,3	— 15,1	— 14,9	— 14,1
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	+ 12,9	+ 11,1	+ 10,5	+ 12,3	+ 14,8
14. Lait et produits laitiers	— 6,8	— 6,2	— 4,9	— 2,0	— 1,9
15. Autres produits alimentaires	— 8,0	— 7,9	— 6,2	— 8,3	— 3,7
16. Boissons et produits à base de tabacs	+ 1,8	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,5	— 0,3
17. Produits textiles	+ 23,2	+ 20,9	+ 15,9	+ 15,4	+ 18,4
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	— 9,8	— 12,0	— 12,5	— 15,0	— 16,9
19. Bois et meubles en bois	— 2,9	— 6,9	— 9,5	— 11,9	— 8,7
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	— 6,7	— 6,7	— 8,1	— 10,4	— 10,4
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	— 1,4	— 0,7	— 2,0	— 2,4	— 0,8
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	+ 2,8	+ 4,0	+ 5,0	+ 6,1	+ 6,8
23. Produits des autres industries manufacturières	— 8,4	— 9,6	— 11,5	— 12,6	— 32,3
Total général	**—102,6**	**—103,3**	**—115,7**	**—123,1**	**—210,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Structure des importations et des exportations en 1975 et 1980

(par classes de produits - en %)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Matières premières et produits demi-finis	**466 604**	**616 210**	**518 608**	**616 938**	**644 825**	**690 930**	**788 367**	**882 116**
Produits agricoles	16 149	23 682	23 401	24 342	27 318	29 904	30 858	34 767
Produits industriels	450 455	592 528	495 207	592 596	617 507	661 026	757 509	847 349
dont : Matières premières	*39 708*	*45 111*	*48 563*	*58 043*	*61 885*	*59 822*	*69 041*	*77 428*
Produits demi-finis	*410 747*	*547 417*	*446 644*	*534 554*	*555 622*	*601 204*	*688 468*	*769 921*
Combustibles et énergie	**24 773**	**36 686**	**51 150**	**60 584**	**72 112**	**60 051**	**103 380**	**155 198**
Biens de consommation	**252 457**	**275 559**	**290 689**	**352 410**	**381 194**	**416 158**	**462 867**	**508 205**
Produits durables	162 351	167 182	179 864	227 308	243 627	266 282	291 452	304 636
Produits non durables	90 106	108 377	110 825	125 102	137 567	149 876	171 415	203 569
dont : Produits alimentaires	*63 340*	*73 853*	*75 445*	*83 451*	*91 273*	*98 050*	*111 847*	*126 223*
Produits non-alimentaires	*26 766*	*34 524*	*35 380*	*41 651*	*46 294*	*51 826*	*59 568*	*77 346*
Biens d'équipement	**108 521**	**142 020**	**163 738**	**193 344**	**196 389**	**190 241**	**207 065**	**234 989**
Moteurs et investissements fixes	61 837	74 456	91 349	104 860	108 174	112 922	118 938	133 689
Matériel de transport	23 731	28 274	32 253	43 185	42 747	35 668	44 587	51 593
Appareils scientifiques et médicaux	2 906	3 875	5 083	5 968	7 198	7 975	8 674	10 102
Autres	20 047	35 414	35 053	39 331	38 270	33 676	34 866	39 605
Autres produits	**17 764**	**29 350**	**32 694**	**43 181**	**50 184**	**52 878**	**99 545**	**105 628**
Total général ...	**870 119**	**1 099 825**	**1 056 879**	**1 266 457**	**1 344 704**	**1 410 258**	**1 661 224**	**1 886 136**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique

Répartition géographique des exportations
(en millions

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à Commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Europe
Matières premières et produits demi-finis	**190 627**	**117 826**	**171 704**	**46 440**	**88 138**	**7 362**	**2 679**	**624 776**	**23 895**	**85 107**	**733 778**
Produits agricoles	16 420	4 396	4 686	421	1 402	319	127	27 772	132	1 930	29 834
Produits industriels ..	174 207	113 430	167 018	46 019	86 736	7 043	2 552	597 004	23 763	83 177	703 944
dont :											
Matières premières ...	*17 394*	*16 632*	*14 917*	*5 016*	*3 280*	*244*	*148*	*57 631*	*3 180*	*3 767*	*64 578*
Produits demi-finis ...	*156 813*	*96 798*	*152 101*	*41 003*	*83 456*	*6 799*	*2 404*	*539 373*	*20 583*	*79 410*	*639 366*
Combustibles et énergie	**13 741**	**24 863**	**41 758**	**2 557**	**17 145**	**5 409**	**899**	**106 372**	**1 681**	**22 503**	**130 556**
Biens de consommation	**101 163**	**104 553**	**134 494**	**35 325**	**33 955**	**3 467**	**1 034**	**413 991**	**6 563**	**34 711**	**455 265**
Produits durables	58 395	58 105	97 686	24 614	21 657	1 868	594	262 918	804	24 209	287 931
Produits non-durables	42 768	46 448	36 808	10 711	12 298	1 599	440	151 073	5 759	10 502	167 334
dont :											
Produits alimentaires	*28 455*	*33 046*	*24 813*	*7 811*	*6 529*	*426*	*243*	*101 323*	*1 789*	*2 083*	*105 195*
Produits non-alimentaires	*14 313*	*13 402*	*11 995*	*2 900*	*5 769*	*1 173*	*197*	*49 750*	*3 970*	*8 419*	*62 139*
Biens d'équipement	**48 788**	**31 892**	**34 243**	**14 181**	**12 448**	**5 208**	**961**	**147 721**	**3 567**	**20 846**	**172 134**
Moteurs et investissements fixes	27 702	16 988	19 642	5 440	7 073	1 200	539	78 585	2 451	11 816	92 852
Matériel de transport	11 699	6 629	5 715	6 629	2 210	3 567	163	36 253	207	4 732	41 192
Appareils scientifiques et médicaux	2 230	1 546	1 879	773	570	94	16	7 106	169	939	8 214
Autres	7 157	6 729	7 007	1 699	2 595	347	243	25 777	740	3 359	29 876
Autres produits	**11 871**	**7 483**	**18 950**	**5 670**	**8 301**	**1 025**	**173**	**53 473**	**2 603**	**20 745**	**76 821**
Total général ...	**366 190**	**286 617**	**401 149**	**104 173**	**159 987**	**22 471**	**5 746**		**38 309**	**183 912**	

Belgo-Luxembourgeoise
par catégorie de produits en 1980
(Millions de francs)

aïre	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
2 192	2 838	25 694	30 724	41 302	2 223	9 389	52 914	5 526	56 727	62 253	2 447	882 116
50	83	1 678	1 811	224	37	644	905	335	1 812	2 147	70	34 767
2 142	2 755	24 016	28 913	41 078	2 186	8 745	52 009	5 191	54 915	60 106	2 377	847 349
236	*155*	*5 349*	*5 740*	*597*	*158*	*749*	*1 504*	*741*	*4 768*	*5 509*	*97*	*77 428*
1 906	*2 600*	*18 667*	*23 173*	*40 481*	*2 028*	*7 996*	*50 505*	*4 450*	*50 147*	*54 597*	*2 280*	*769 921*
85	**153**	**8 954**	**9 192**	**956**	**17**	**114**	**1 087**	**103**	**1 779**	**1 882**	**12 481**	**155 198**
2 142	**1 142**	**14 125**	**17 409**	**8 224**	**1 291**	**4 774**	**14 289**	**1 505**	**18 554**	**20 059**	**1 183**	**508 205**
1 080	316	3 592	4 988	3 221	307	950	4 478	327	6 492	6 819	420	304 636
1 062	826	10 533	12 421	5 003	984	3 824	9 811	1 178	12 062	13 240	763	203 569
458	*43*	*8 705*	*9 206*	*484*	*92*	*2 893*	*3 469*	*568*	*7 638*	*8 206*	*147*	*126 223*
604	*783*	*1 828*	*3 215*	*4 519*	*892*	*931*	*6 342*	*610*	*4 424*	*5 034*	*616*	*77 346*
2 880	**2 457**	**14 636**	**19 973**	**7 190**	**771**	**9 947**	**17 908**	**783**	**22 284**	**23 067**	**1 907**	**234 989**
1 835	1 704	9 397	12 936	5 041	575	4 229	9 845	356	16 551	16 907	1 149	133 689
296	513	1 497	2 306	503	23	5 033	5 559	85	1 916	2 001	535	51 593
155	92	202	449	463	55	117	635	111	667	778	26	10 102
594	148	3 540	4 282	1 183	118	568	1 869	231	3 150	3 381	197	39 605
338	**815**	**8 968**	**10 121**	**5 500**	**953**	**3 210**	**9 663**	**1 315**	**6 355**	**7 670**	**1 353**	**105 628**
7 637	7 405	72 377	87 419	63 172	5 255	27 434	95 861	9 232	105 699	114 931	19 371	

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Matières premières et produits demi-finis	53,6	56,0	49,1	48,7	48,0	49,0	47,5	46,8
Produits agricoles	1,8	2,1	2,2	1,9	2,0	2,1	1,9	1,9
Produits industriels	51,8	53,9	46,9	46,8	46,0	46,9	45,6	44,9
dont : Matières premières	*4,6*	*4,1*	*4,6*	*4,6*	*4,6*	*4,3*	*4,2*	*4,1*
Produits demi-finis	*47,2*	*49,8*	*42,3*	*42,2*	*41,4*	*42,6*	*41,4*	*40,8*
Combustibles et énergie	2,9	3,3	4,8	4,8	5,4	4,3	6,2	8,2
Biens de consommation	29,0	25,1	27,5	27,8	28,3	29,5	27,8	26,9
Produits durables	18,6	15,2	17,0	17,9	18,1	18,9	17,5	16,1
Produits non durables	10,4	9,9	10,5	9,9	10,2	10,6	10,3	10,8
dont : Produits alimentaires	*7,3*	*6,7*	*7,1*	*6,6*	*6,8*	*6,9*	*6,7*	*6,7*
Produits non-alimentaires	*3,1*	*3,2*	*3,4*	*3,3*	*3,4*	*3,7*	*3,6*	*4,1*
Biens d'équipement	12,5	12,9	15,5	15,3	14,6	13,5	12,5	12,5
Moteurs et investissements fixes	7,2	6,8	8,6	8,3	8,0	8,0	7,2	7,1
Matériel de transport	2,7	2,6	3,1	3,4	3,2	2,5	2,7	2,7
Appareils scientifiques et médicaux	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5
Autres	2,3	3,2	3,3	3,1	2,9	2,4	2,1	2,1
Autres produits	2,0	2,7	3,1	3,4	3,7	3,7	6,0	5,6
Total général ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1980 par rapport à 1979

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 10,0	+ 6,1	+ 6,4	+10,0	+27,0	+ 4,0	— 6,8	+10,1	+ 12,1	+12,2	+ 8,9	+ 5,7	+34,1	+ 5,3	+11,9
Produits agricoles	+ 21,7	+ 7,0	—10,5	+18,6	+ 6,9	— 3,9	— 59,7	+10,4	+175,0	+12,0	+61,2	+17,5	+18,1	+ 15,4	+12,7
Produits industriels	+ 9,0	+ 6,0	+ 6,9	+ 9,9	+27,4	+ 4,4	— 0,3	+10,1	+ 11,7	+12,2	+ 8,7	+ 5,5	+35,2	+ 5,0	+11,9
dont : Matières premières	*+ 0,6*	*+ 3,2*	*+ 26,6*	*— 5,7*	*+ 14,0*	*— 5,1*	*— 29,2*	*+ 7,0*	*+ 46,3*	*+ 8,8*	*— 1,3*	*—11,4*	*+ 25,5*	*+ 72,0*	*+ 12,1*
Produits demi-finis	*+ 10,0*	*+ 6,5*	*+ 5,3*	*+ 12,2*	*+ 28,0*	*+ 4,8*	*+ 2,3*	*+ 10,4*	*+ 7,7*	*+ 12,6*	*+ 8,8*	*+ 6,1*	*+ 37,9*	*+ 1,0*	*+ 11,8*
Combustibles et énergie	+216,1	+43,1	+43,3	+63,2	+79,3	+ 23,3	+312,4	+59,7	+232,9	+51,7	—16,1	—33,1	+49,6	+111,0	+50,1
Biens de consommation	+ 21,5	+ 1,2	+ 3,3	+25,8	— 7,3	— 18,3	+ 11,8	+ 7,1	+ 61,5	+10,6	+42,1	+39,6	+27,7	+ 17,5	+ 9,8
Produits durables	+ 23,4	— 4,1	— 0,2	+23,9	—17,4	— 40,1	— 6,2	+ 2,9	+ 8,2	+ 3,6	+15,0	+17,9	+35,1	+ 21,8	+ 4,5
Produits non durables	+ 19,0	+ 8,7	+13,8	+30,4	+18,2	+ 41,9	+ 50,7	+15,3	+ 73,5	+17,1	+67,5	+52,3	+25,0	+ 15,4	+18,8
dont : Produits alimentaires	*+ 14,2*	*+ 7,1*	*+ 12,7*	*+ 29,3*	*+ 12,4*	*+ 40,1*	*+ 81,3*	*+ 12,5*	*+ 101,5*	*+ 12,8*	*+ 43,2*	*+ 44,5*	*+ 19,7*	*— 1,0*	*+ 12,9*
Produits non-alimentaires	*+ 29,8*	*+ 12,7*	*+ 16,3*	*+ 33,5*	*+ 25,5*	*+ 46,2*	*+ 24,7*	*+ 21,4*	*+ 63,2*	*+ 25,1*	*+ 70,6*	*+ 57,0*	*+ 43,0*	*+ 58,1*	*+ 29,8*
Biens d'équipement	+ 11,2	+ 7,3	+ 4,4	+31,6	+ 1,3	+ 72,7	— 18,5	+ 5,2	— 6,3	+10,9	+11,0	+31,5	+10,2	+ 25,0	+13,5
Moteurs et investissements fixes	+ 17,3	+ 7,0	— 1,0	+25,3	— 6,0	— 10,8	+ 11,4	+ 7,6	+ 4,9	+ 9,1	+17,0	+13,0	+15,4	+ 31,4	+12,4
Matériel de transport	— 3,2	— 1,1	+11,9	+33,6	—11,0	+201,8	— 67,0	+10,7	+ 47,9	+ 9,9	—52,8	+77,4	— 3,6	+ 75,5	+15,7
Appareils scientifiques et médicaux	+ 5,8	+ 9,8	+15,4	+71,0	+23,1	+ 42,4	— 23,8	+15,6	— 26,2	+15,2	+12,1	+20,7	+ 7,2	+ 35,8	+16,5
Autres	+ 18,0	+17,5	+27,1	+31,5	+42,7	— 18,0	+ 35,0	+18,6	— 32,7	+17,4	+70,7	+50,8	+ 4,3	— 12,7	+13,6
Autres produits	— 7,1	+11,4	— 3,7	+11,9	+24,0	— 1,9	+ 38,4	+ 2,6	— 7,6	+12,9	—47,6	—36,0	+65,9	— 18,8	+ 6,1
Total général ...	+ 15,3	+ 6,8	+ 7,5	+18,8	+18,9	+ 13,7	+ 8,0	+11,6	+ 17,8	+13,3	+ 2,1	+ 5,7	+30,6	+ 9,5	+13,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Rép. féd. d'Allemagne	236,5	235,4	294,1	301,6	321,9	373,3	401,1	21,5	22,3	23,2	22,4	22,8	22,5	21,3
2. France	219,7	202,1	266,2	256,7	268,4	317,6	366,2	20,0	19,1	21,0	19,1	19,0	19,1	19,4
3. Pays-Bas	188,8	181,2	214,6	226,0	231,8	268,2	286,6	17,2	17,2	17,0	16,8	16,4	16,1	15,2
4. Royaume-Uni	59,3	68,4	76,3	92,0	101,7	134,5	160,0	5,4	6,5	6,0	6,8	7,2	8,1	8,5
5. Italie	49,3	42,5	60,0	58,9	64,5	87,7	104,2	4,5	4,0	4,7	4,4	4,6	5,3	5,5
6. Suisse	22,8	17,4	22,1	26,7	32,7	47,6	72,1	2,1	1,7	1,8	2,0	2,3	2,9	3,8
7. Etats-Unis	61,6	43,1	45,0	56,6	58,2	61,9	63,2	5,6	4,1	3,6	4,2	4,1	3,7	3,4
8. Suède	22,2	22,6	23,7	23,5	19,4	28,2	30,7	2,0	2,1	1,9	1,8	1,4	1,7	1,6
9. Danemark	12,4	13,6	18,1	18,8	16,6	19,8	22,5	1,1	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2
10. U.R.S.S.	14,3	12,8	11,7	9,8	11,0	13,8	18,1	1,3	1,2	0,9	0,7	0,8	0,8	1,0
11. Nigéria	2,1	4,6	8,0	8,4	9,3	10,3	17,5	0,2	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	0,9
12. Espagne	12,6	11,9	13,0	12,7	11,2	14,0	17,4	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9
13. Algérie	5,0	5,7	5,5	10,3	12,8	14,8	17,4	0,5	0,5	0,4	0,8	0,9	0,9	0,9
14. Arabie Saoudite	3,6	4,4	6,9	12,5	15,0	14,3	15,4	0,3	0,4	0,6	0,9	1,1	0,9	0,8
15. Norvège	8,5	9,5	11,6	12,0	9,4	13,2	15,1	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8
16. Autriche	7,8	7,3	9,6	12,7	11,1	12,8	14,4	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8
17. Hong-Kong	3,2	4,1	4,9	6,2	10,4	10,9	11,4	0,2	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7	0,6
18. Inde	3,7	5,7	5,8	9,4	14,3	11,7	10,7	0,3	0,5	0,5	0,7	1,0	0,7	0,6
19. Irak	1,9	3,9	4,2	4,4	5,8	8,5	10,0	0,2	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
20. Israël	6,3	6,0	5,7	9,1	7,7	8,2	9,8	0,6	0,6	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5
21. Japon	8,5	5,6	6,9	6,0	8,9	10,2	9,2	0,8	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5
22. Zaïre, Rwanda et Burundi	7,8	6,5	6,0	7,4	6,9	7,0	9,0	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,5
23. Portugal	5,6	3,5	4,3	5,9	5,3	5,8	8,6	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5
24. Lybie	3,4	3,8	5,4	8,3	4,2	3,8	8,2	0,3	0,4	0,4	0,6	0,3	0,2	0,4
25. Grèce	5,5	6,9	6,8	7,1	6,9	8,2	8,0	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Autres pays	127,4	128,4	130,1	141,7	144,9	154,9	179,3	11,6	12,1	10,3	10,6	10,3	9,3	9,5
Total ...	**1 099,8**	**1 056,9**	**1 266,5**	**1 344,7**	**1 410,3**	**1 661,2**	**1 886,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1980.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Matières premières et produits demi-finis	455 164	582 179	518 855	662 559	685 231	726 472	838 623	931 151
Produits agricoles	17 797	21 878	21 827	25 247	27 801	25 881	29 281	35 097
Produits industriels	437 367	560 301	497 028	637 312	657 430	700 591	809 342	896 054
dont : Matières premières	*107 261*	*139 141*	*123 125*	*145 444*	*136 303*	*140 693*	*168 744*	*194 786*
Produits demi-finis	*330 106*	*421 160*	*373 903*	*491 868*	*521 127*	*559 898*	*640 598*	*701 268*
Combustibles et énergie	75 327	166 388	159 423	194 302	203 485	189 888	251 746	361 856
Biens de consommation	193 947	234 892	254 863	319 509	354 144	385 302	429 604	468 198
Produits durables	112 333	139 309	149 444	189 059	207 400	227 719	255 696	281 611
Produits non durables	81 614	95 583	105 419	130 450	146 744	157 583	173 908	186 587
dont : Produits alimentaires	*59 609*	*67 356*	*75 966*	*96 761*	*110 365*	*115 119*	*126 871*	*135 331*
Produits non-alimentaires	*22 005*	*28 227*	*29 453*	*33 689*	*36 379*	*42 464*	*47 037*	*51 256*
Biens d'équipement	126 153	160 341	169 391	171 300	188 160	201 008	223 967	259 294
Moteurs et investissements fixes	80 759	101 772	106 021	109 838	112 294	121 388	131 649	152 648
Matériel de transport	17 382	21 153	23 666	20 848	29 297	29 484	34 393	38 918
Appareils scientifiques et médicaux	5 808	7 529	7 797	9 822	11 473	12 002	13 400	15 020
Autres	22 204	29 887	31 907	30 792	35 096	38 134	44 525	52 708
Autres produits	5 538	16 885	28 413	21 291	16 961	23 374	40 413	75 619
Total général ...	856 129	1 160 685	1 130 945	1 368 961	1 447 981	1 526 044	1 784 353	2 096 118

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique

Répartition géographique des importations
(en millions

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à Commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Europe
Matières premières et produits demi-finis	**144 640**	**140 004**	**194 683**	**21 270**	**101 590**	**2 849**	**3 881**	**608 917**	**21 841**	**71 334**	**702 092**
Produits agricoles	5 460	10 275	4 704	120	370	270	1	21 200	1 388	356	22 944
Produits industriels ..	139 180	129 729	189 979	21 150	101 220	2 579	3 880	587 717	20 453	70 978	679 148
dont :											
Matières premières ...	*39 134*	*24 668*	*13 968*	*1 422*	*14 547*	*442*	*1 388*	*95 569*	*4 052*	*11 276*	*110 897*
Produits demi-finis ...	*100 046*	*105 061*	*176 011*	*19 728*	*86 673*	*2 137*	*2 492*	*492 148*	*16 401*	*59 702*	*568 251*
Combustibles et énergie	**8 862**	**73 193**	**22 425**	**1 606**	**16 596**	**240**	**98**	**123 021**	**19 133**	**15 429**	**157 583**
Biens de consommation	**104 604**	**88 535**	**103 317**	**39 510**	**22 625**	**4 642**	**2 639**	**365 871**	**4 795**	**24 358**	**395 024**
Produits durables	58 669	38 733	75 854	31 970	11 283	1 543	421	218 472	3 690	13 519	235 681
Produits non-durables	45 935	49 802	27 463	7 540	11 342	3 099	2 218	147 399	1 105	10 839	159 343
dont :											
Produits alimentaires	*32 169*	*37 688*	*16 700*	*5 754*	*8 152*	*2 810*	*2 178*	*105 450*	*964*	*6 911*	*113 325*
Produits non-alimentaires	*13 766*	*12 114*	*10 763*	*1 786*	*3 190*	*289*	*40*	*41 949*	*141*	*3 928*	*46 018*
Biens d'équipement	**40 221**	**38 528**	**83 591**	**12 608**	**19 704**	**1 955**	**1 225**	**197 834**	**1 199**	**18 275**	**217 308**
Moteurs et investissements fixes	23 520	21 399	52 731	7 780	10 787	1 361	571	118 150	769	11 168	130 087
Matériel de transport	5 081	7 549	10 015	1 973	3 785	160	12	28 576	101	2 548	31 225
Appareils scientifiques et médicaux	1 856	2 598	5 158	501	863	131	198	11 306	72	985	12 363
Autres	9 764	6 982	15 687	2 354	4 269	303	444	39 802	257	3 574	43 633
Autres produits	**4 507**	**2 962**	**8 133**	**214**	**8 721**	**27**	**5**	**24 567**	**329**	**21 549**	**46 445**
Total général ...	**302 834**	**343 222**	**412 149**	**75 208**	**169 236**	**9 713**	**7 848**	**1 320 210**	**47 297**	**150 945**	**1 518 453**

ego-Luxembourgeoise
a catégorie de produits en 1980
e rancs)

Zaïre	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
601	8 649	17 935	44 185	100 107	13 254	23 523	136 884	5 936	33 207	39 143	8 847	931 151
8	4	3 617	3 629	4 826	158	2 490	7 474	12	992	1 004	46	35 097
593	8 645	14 318	40 556	95 281	13 096	21 033	129 410	5 924	32 215	38 139	8 801	896 054
151	*1 340*	*6 541*	*9 032*	*38 572*	*6 935*	*13 206*	*58 713*	*631*	*10 183*	*10 814*	*5 330*	*194 786*
442	*7 305*	*7 777*	*31 524*	*56 709*	*6 161*	*7 827*	*70 697*	*5 293*	*22 032*	*27 325*	*3 471*	*701 268*
90	2 836	21 409	24 335	8 757	184	8 107	17 048	3	162 270	162 273	617	361 856
170	1 425	4 306	5 901	15 310	1 331	9 262	25 903	26 369	13 397	39 766	1 604	468 198
14	27	1 686	1 727	7 325	233	187	7 745	25 808	10 366	36 174	284	281 611
156	1 398	2 620	4 174	7 985	1 098	9 075	18 158	561	3 031	3 592	1 320	186 587
156	*1 387*	*2 602*	*4 145*	*3 768*	*988*	*8 953*	*13 709*	*253*	*2 642*	*2 895*	*1 257*	*135 331*
—	*11*	*18*	*29*	*4 217*	*110*	*122*	*4 449*	*308*	*389*	*697*	*63*	*51 256*
60	28	473	561	28 531	544	166	29 241	9 561	2 133	11 694	490	259 294
52	11	25	88	13 818	337	42	14 197	6 701	1 272	7 973	303	152 648
—	2	441	443	6 250	23	1	6 274	781	150	931	45	38 918
4	—	2	6	1 656	25	1	1 682	768	151	919	50	15 020
4	15	5	24	6 807	159	122	7 088	1 311	560	1 871	92	52 708
8 234	29	1 518	19 781	7 940	263	837	9 040	13	329	342	11	75 619
6 155	12 967	45 641	94 763	160 645	15 576	41 895	218 116	41 882	211 336	253 218	11 569	2 096 118

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Matières premières et produits demi-finis	53,2	50,2	45,9	48,4	47,3	47,6	47,0	44,4
Produits agricoles	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,7
Produits industriels	51,1	48,3	44,0	46,5	45,4	45,9	45,4	42,7
dont : Matières premières	*12,6*	*12,0*	*10,9*	*10,6*	*9,4*	*9,2*	*9,5*	*9,3*
Produits demi-finis	*38,5*	*36,3*	*33,1*	*35,9*	*36,0*	*36,7*	*35,9*	*33,4*
Combustibles et énergie	8,8	14,3	14,1	14,2	14,0	12,5	14,1	17,3
Biens de consommation	22,7	20,2	22,5	23,3	24,5	25,2	24,1	22,3
Produits durables	13,1	12,0	13,2	13,8	14,4	14,9	14,3	13,4
Produits non durables	9,6	8,2	9,3	9,5	10,1	10,3	9,8	8,9
dont : Produits alimentaires	*7,0*	*5,8*	*6,7*	*7,1*	*7,6*	*7,5*	*7,1*	*6,5*
Produits non-alimentaires	*2,6*	*2,4*	*2,6*	*2,4*	*2,5*	*2,8*	*2,7*	*2,4*
Biens d'équipement	14,7	13,8	15,0	12,5	13,0	13,2	12,5	12,4
Moteurs et investissements fixes	9,4	8,8	9,4	8,0	7,8	8,0	7,4	7,3
Matériel de transport	2,0	1,8	2,1	1,5	2,0	1,9	1,9	1,9
Appareils scientifiques et médicaux	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7
Autres	2,6	2,6	2,8	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5
Autres produits	0,6	1,5	2,5	1,6	1,2	1,5	2,3	3,6
Total général ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1980 par rapport à 1979

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 6,4	+10,5	— 0,2	+ 3,7	+ 17,6	+13,2	+17,9	+ 6,7	+ 27,3	+ 8,2	+ 38,3	+ 30,8	+ 9,5	+ 5,3	+11,0
Produits agricoles	+ 9,3	+14,7	+30,5	— 0,8	+ 5,1	+ 3,8	—	+15,9	+ 95,2	+17,9	+ 40,0	+ 29,0	+ 35,6	— 20,6	+19,9
Produits industriels	+ 6,3	+10,2	— 0,8	+ 3,7	+ 17,7	+14,3	+17,9	+ 6,4	+ 24,4	+ 7,9	+ 38,2	+ 30,9	+ 7,6	+ 6,3	+10,7
dont : Matières premières	*— 5,1*	*+10,3*	*+ 3,4*	*— 4,5*	*+110,5*	*—12,8*	*— 5,8*	*+ 9,2*	*— 1,0*	*+ 9,0*	*+ 54,0*	*+ 35,3*	*— 3,1*	*+ 18,4*	*+15,4*
Produits demi-finis	*+ 15,2*	*+10,1*	*— 1,1*	*+ 4,3*	*+ 9,6*	*+22,1*	*+37,2*	*+ 5,9*	*+ 32,8*	*+ 7,7*	*+ 29,2*	*+ 27,5*	*+ 11,2*	*+ 2,1*	*+ 9,5*
Combustibles et énergie	+ 14,5	+36,1	— 6,6	—52,9	+120,8	+75,2	..	+27,3	+138,6	+35,5	+ 56,6	+ 65,9	— 2,4	+ 62,6	+43,7
Biens de consommation	+ 6,9	+11,5	+ 5,0	+ 7,4	+ 5,4	+18,5	—25,9	+ 7,2	+ 4,0	+ 7,4	— 4,1	— 1,7	+ 10,3	+ 36,8	+ 9,0
Produits durables	+ 8,5	+12,3	+ 3,0	+ 7,6	— 0,2	+17,1	+14,7	+ 6,6	+ 7,0	+ 7,0	— 6,7	— 5,8	+ 23,9	+ 40,1	+10,1
Produits non durables	+ 5,0	+10,9	+11,1	+ 6,6	+ 11,6	+19,2	—30,6	+ 8,1	— 4,8	+ 8,1	— 1,5	+ 0,1	+ 5,5	+ 4,4	+ 7,3
dont : Produits alimentaires	*+ 2,3*	*+11,0*	*+ 9,8*	*+ 5,6*	*+ 14,4*	*+19,2*	*—30,4*	*+ 6,9*	*— 7,7*	*+ 6,7*	*+ 21,0*	*+ 5,7*	*+ 5,6*	*+ 3,1*	*+ 6,7*
Produits non-alimentaires	*+ 12,0*	*+10,4*	*+13,1*	*+10,3*	*+ 5,1*	*+19,9*	*—41,2*	*+11,1*	*+ 20,5*	*+11,7*	*— 15,5*	*— 13,7*	*+ 3,6*	*+ 10,3*	*+ 9,0*
Biens d'équipement	+ 10,2	+11,0	+15,6	+11,0	+ 13,7	+25,0	+22,7	+13,2	+ 17,5	+13,8	+ 22,9	+ 22,0	— 2,8	+ 50,0	+15,8
Moteurs et investissements fixes	+ 4,5	+ 9,4	+15,2	+12,9	+ 25,7	+23,5	+14,9	+12,6	+ 24,6	+14,0	+ 20,0	+ 19,5	— 22,1	+ 53,8	+16,0
Matériel de transport	+ 6,8	+17,4	+15,6	— 2,4	— 20,2	+21,2	+ 9,1	+ 6,8	— 1,9	+ 5,7	+ 67,6	+ 59,4	— 1,3	+109,2	+13,2
Appareils scientifiques et médicaux	+ 17,8	+29,2	+ 8,5	— 2,7	+ 11,4	— 9,7	+14,5	+13,7	+ 1,4	+13,2	+ 15,4	+ 14,7	+100,0	+ 8,0	+12,1
Autres	+ 27,5	+ 4,3	+19,6	+21,7	+ 32,5	+63,8	+40,1	+20,1	+ 12,2	+19,9	+ 4,3	+ 5,9	+100,0	+ 42,0	+18,4
Autres produits	+247,2	+ 6,0	+87,1	—37,6	— 1,1	+92,9	—73,7	+39,3	— 12,0	+90,3	+308,4	+191,4	+ 54,6	+375,0	+87,1
Total général ...	+ 8,4	+15,4	+ 4,6	+ 3,8	+ 19,6	+19,2	— 0,3	+ 9,9	+ 51,7	+12,6	+ 34,9	+ 29,6	+ 12,8	+ 45,6	+17,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Rép. féd. d'Allemagne	257,3	248,4	306,4	321,7	350,8	394,2	412,1	22,2	22,0	22,4	22,2	23,0	22,1	19,7
2. Pays-Bas	191,7	192,3	240,8	245,3	250,0	297,4	343,2	16,5	17,0	17,6	16,9	16,4	16,7	16,4
3. France	199,9	196,8	222,6	230,2	249,7	279,3	302,8	17,2	17,4	16,3	15,9	16,4	15,6	14,4
4. Royaume-Uni	66,8	70,2	92,1	112,8	127,8	141,5	169,2	5,8	6,2	6,7	7,8	8,4	7,9	8,1
5. Etats-Unis	75,5	71,7	83,7	87,2	88,1	119,1	160,6	6,5	6,3	6,1	6,0	5,8	6,7	7,7
6. Arabie Saoudite	48,2	38,7	53,8	54,9	44,4	58,9	121,1	4,1	3,4	3,9	3,8	2,9	3,3	5,8
7. Italie	43,4	44,0	52,3	57,4	61,2	72,4	75,2	3,7	3,9	3,8	4,0	4,0	4,1	3,6
8. Suisse	18,9	25,5	21,4	20,6	28,4	35,7	57,6	1,6	2,3	1,6	1,4	1,9	2,0	2,7
9. Japon	13,3	15,5	21,5	23,1	25,3	29,9	41,9	1,1	1,4	1,6	1,6	1,7	1,7	2,0
10. Zaïre, Rwanda et Burundi	29,6	16,7	24,1	23,2	25,0	28,9	37,3	2,6	1,5	1,8	1,6	1,6	1,6	1,8
11. U.R.S.S.	10,5	11,0	11,6	14,5	14,8	17,4	32,3	0,9	1,0	0,8	1,0	1,0	1,0	1,5
12. Suède	22,0	19,9	21,4	21,0	21,2	27,3	30,5	1,9	1,8	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5
13. Espagne	8,8	9,7	11,5	11,8	12,6	15,2	17,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
14. Norvège	5,3	6,2	6,3	5,8	9,0	13,6	17,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,6	0,8	0,8
15. Canada	10,5	11,7	14,1	11,9	12,0	14,3	15,6	0,9	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,7
16. République d'Afrique du Sud	9,8	8,2	9,6	10,6	10,4	12,5	13,0	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
17. Nigéria	2,1	4,6	8,0	6,5	7,2	15,5	12,7	0,2	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9	0,6
18. Irak	1,4	4,8	4,4	8,0	6,3	10,7	12,4	0,1	0,4	0,3	0,5	0,4	0,6	0,6
19. Danemark	5,5	5,5	6,1	6,7	7,3	8,1	9,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
20. Emirats Arabes Un.	2,3	2,2	4,6	8,0	7,7	8,8	9,2	0,2	0,2	0,3	0,6	0,5	0,5	0,4
21. Brésil	6,7	6,0	7,3	7,1	6,9	8,2	9,0	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4
22. Iran	13,0	17,7	18,4	26,7	24,2	11,3	7,9	1,1	1,6	1,3	1,8	1,6	0,6	0,4
23. Autriche	3,8	4,3	4,9	5,2	5,8	6,7	7,9	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
24. Irlande	2,9	2,7	3,5	5,3	7,0	7,9	7,8	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4
25. Hong-Kong	2,3	2,2	3,2	4,1	5,2	7,4	7,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3
Autres pays	109,2	94,4	115,4	118,4	117,7	142,2	164,4	9,4	8,3	8,4	8,1	7,6	7,9	7,8
Total ...	**1 160,7**	**1 130,9**	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 096,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des importations en 1980.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par région

(en millions de francs)

RÉGION	1979 (a)			1980		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
I. *Europe occidentale*	1 316 792	1 351 678	34 886	1 471 155	1 530 245	59 090
II. *Europe orientale*	31 180	32 516	1 336	47 297	38 309	— 8 988
III. *Afrique*	83 997	66 918	— 17 079	94 763	87 419	— 7 344
1. Zaïre	28 074	5 778	— 22 296	37 295	8 981	— 28 314
2. Afrique du Sud	12 499	5 077	— 7 422	12 967	7 405	— 5 562
IV. a) *Amérique du Nord* ..	133 346	67 135	— 66 211	176 221	68 427	—107 794
1. U.S.A.	119 082	61 854	— 57 228	160 645	63 172	— 97 473
2. Canada	14 264	5 281	— 8 983	15 576	5 255	— 10 321
b) *Amérique latine*	34 988	23 527	— 11 461	41 895	27 434	— 14 461
1. Argentine	5 105	3 435	— 1 670	4 544	3 654	— 890
2. Brésil	8 206	4 414	— 3 792	9 012	4 324	— 4 688
3. Vénézuéla	4 326	3 179	— 1 147	6 618	2 843	— 3 775
V. *Asie*	173 925	104 986	— 68 939	253 218	114 931	—138 287
1. Iran	11 333	4 674	— 6 659	7 937	7 896	— 41
2. Arabie saoudite	58 923	14 315	— 44 608	121 095	15 360	—105 735
3. Japon	29 900	10 162	— 19 738	41 882	9 232	— 32 650
VI. *Océanie*	8 833	4 279	— 4 554	10 098	5 159	— 4 939
VII. *Divers* (b)	1 292	10 185	8 893	1 471	14 212	12 741
Total général ...	**1 784 353**	**1 661 224**	**—123 129**	**2 096 118**	**1 886 136**	**—209 982**

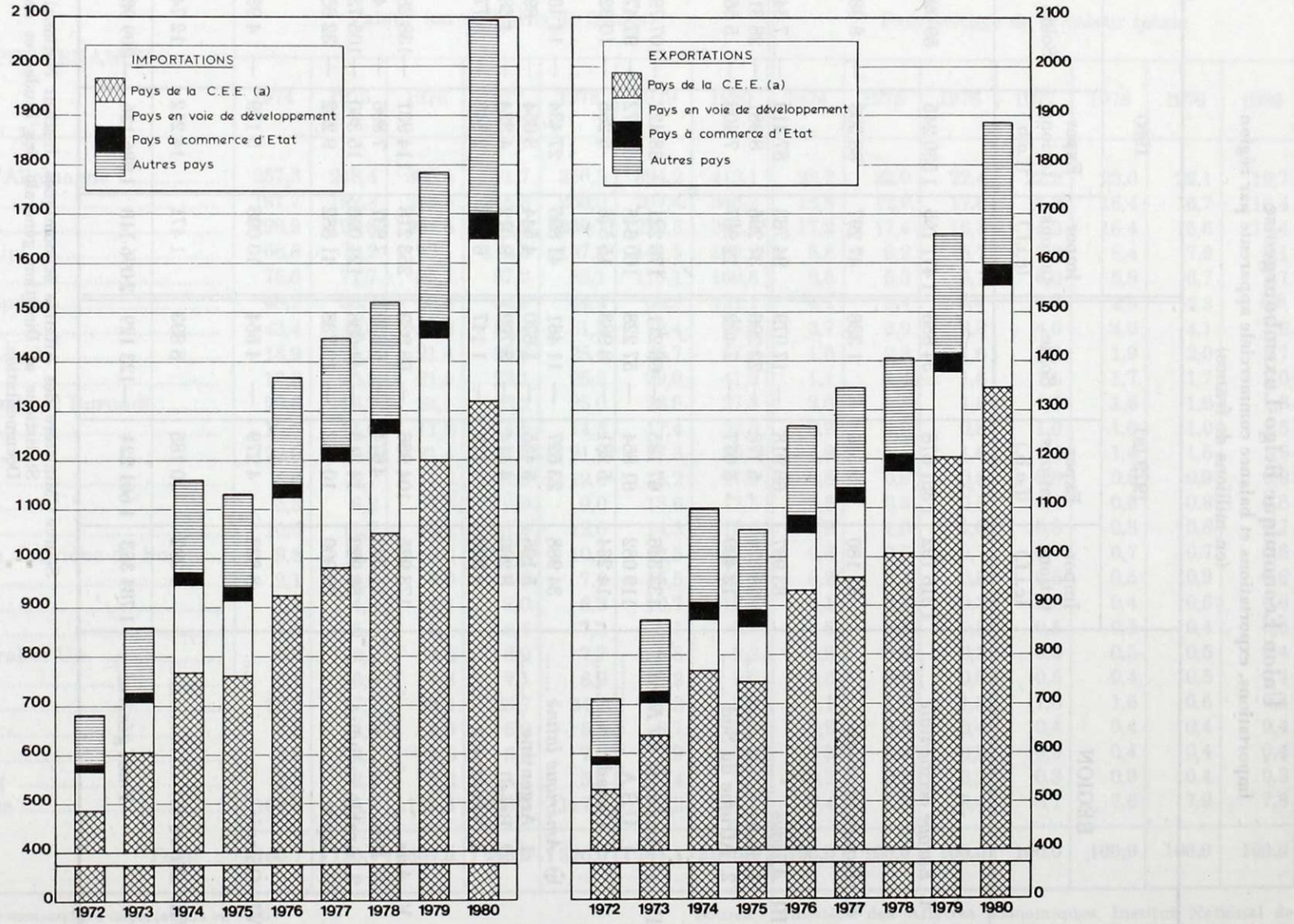
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par groupe de pays

(en milliards de francs)



(a) Pays membres de la C.E.E. au 1er janvier 1973.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1979 (a)			1980		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**1 200 832**	**1 206 436**	**5 604**	**1 320 210**	**1 346 333**	**26 123**
France	279 301	317 583	38 282	302 834	366 190	63 356
Pays-Bas	297 401	268 250	—29 151	343 222	286 617	—56 605
Rép. féd. d'Allemagne	394 186	373 254	—20 932	412 149	401 149	—11.000
Italie	72 428	87 718	15 290	75 208	104 173	28 965
Royaume-Uni	141 495	134 539	— 6 956	169 236	159 987	— 9 249
Irlande	7 872	5 321	— 2 551	7 848	5 746	— 2 102
Danemark	8 149	19 771	11 622	9 713	22 471	12 758
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**92 773**	**114 013**	**21 240**	**124 869**	**148 240**	**23 371**
Islande	222	629	407	285	550	265
Norvège	13 633	13 230	— 403	17 523	15 099	— 2 424
Suède	27 326	28 210	884	30 544	30 707	163
Finlande	5 539	5 732	193	6 367	6 783	416
Suisse	35 657	47 638	11 981	57 635	72 074	14 439
Autriche	6 740	12 792	6 052	7 905	14 445	6 540
Portugal	3 656	5 782	2 126	4 610	8 582	3 972
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**194 025**	**111 233**	**—82 792**	**252 980**	**116 897**	**136 083**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	119 082	61 854	—57 228	160 645	63 172	—97 473
Canada	14 264	5 281	— 8 983	15 576	5 255	—10 321
— en Asie :						
Japon	29 900	10 162	—19 738	41 882	9 232	—32 650
— en Europe :						
Espagne	15 217	14 045	— 1 172	17 917	17 399	— 518
Grèce	3 129	8 234	5 105	3 186	8 017	4 831
Turquie	1 918	2 883	965	2 170	4 167	1 997
Yougoslavie (b)	2 141	4 790	2 649	1 986	4 811	2 825
— en Océanie :						
Australie	6 052	3 348	— 2 704	6 444	4 275	— 2 169
Nouvelle-Zélande	2 322	636	— 1 686	3 174	569	— 2 605
Total O.C.D.E.	**1 487 630**	**1 431 682**	**—55 948**	**1 698 059**	**1 611 470**	**—86 589**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

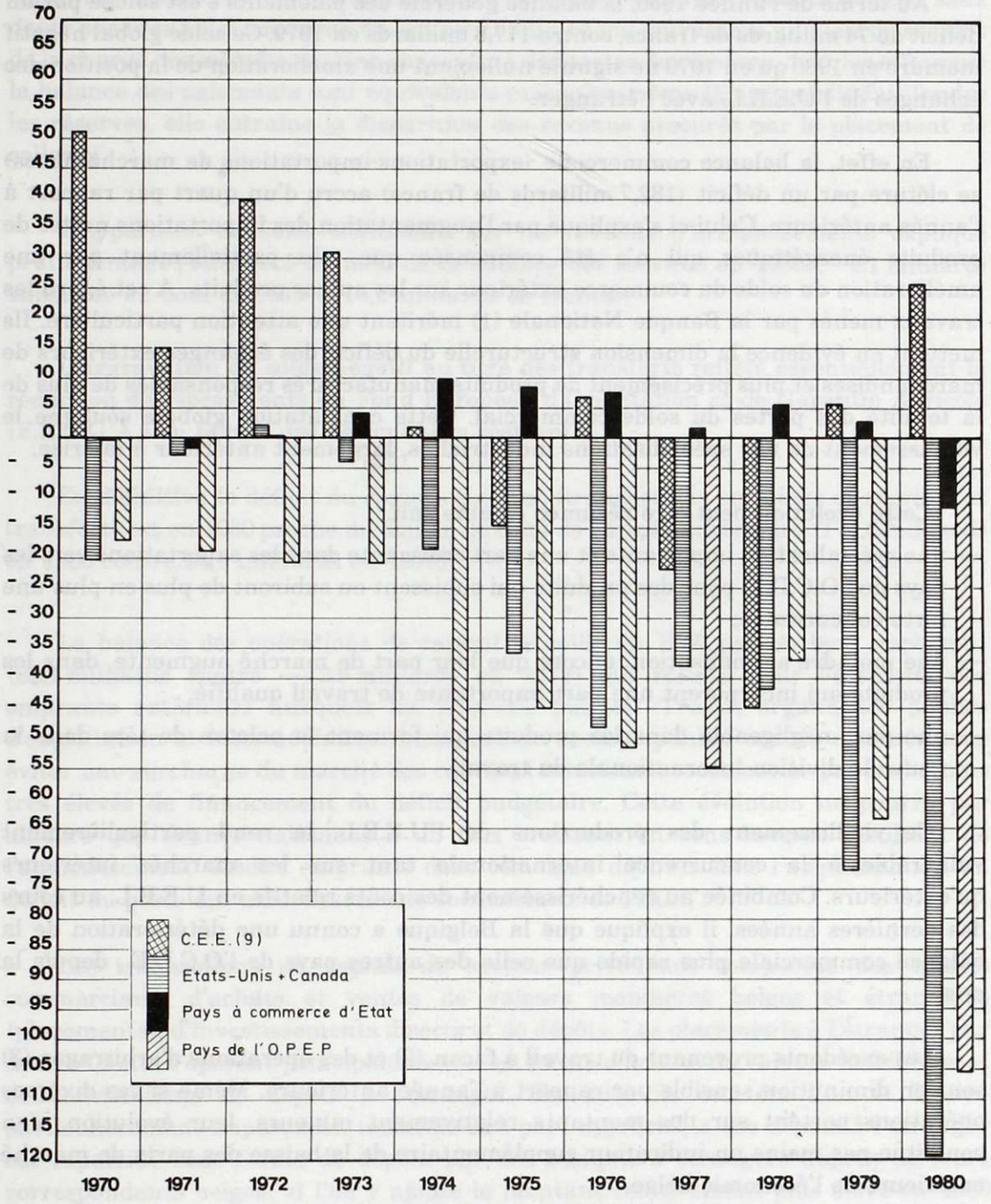
Solde de la balance commerciale par région
(en pourcentage du total des importations)

RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979	1980
I. *Europe occidentale*	0,2	2,5	1,1	—1,8	2,0	2,8
1. Pays-Bas	(—1,0)	(—1,9)	(—1,3)	(—1,2)	(—1,6)	(—2,7)
2. France	(0,5)	(3,2)	(1,8)	(1,2)	(2,1)	(3,0)
3. Rép. féd. d'Allemagne	(—1,2)	(—0,9)	(—1,4)	(—1,9)	(—1,2)	(—0,5)
4. Italie	(—0,1)	(0,6)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(1,4)
5. Royaume-Uni	(—0,2)	(—1,2)	(—1,4)	(—1,7)	(—0,4)	(—0,4)
II. *Europe orientale*	0,8	0,6	0,1	—	0,1	—0,4
III. *Afrique*	—0,8	—1,1	—0,1	—	—1,0	—0,4
1. Zaïre	(—1,0)	(—1,4)	(—1,1)	(—1,2)	(—1,2)	(—1,4)
2. Afrique du Sud	(—0,2)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,3)
IV. a) *Amérique du Nord*	—3,2	—3,5	—2,6	—2,4	—3,7	—5,1
1. U.S.A.	*—2,6*	*—2,8*	*—2,1*	*—2,0*	*—3,2*	*—4,7*
2. Canada	*—0,6*	*—0,7*	*—0,5*	*—0,5*	*—0,5*	*—0,5*
b) *Amérique latine*	0,5	—0,7	—0,3	—0,5	—0,6	—0,7
1. Argentine	(—)	(—0,3)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,1)	(—)
2. Brésil	(0,1)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)
3. Vénézuéla	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(—0,1)	(—0,2)
V. *Asie*	—4,5	—5,5	—5,7	—3,3	—3,9	—6,6
1. Iran	(—0,7)	(—0,8)	(—1,2)	(—0,9)	(—0,4)	(—)
2. Arabie saoudite	(—3,0)	(—3,4)	(—2,9)	(—1,9)	(—2,5)	(—5,0)
3. Japon	(—0,9)	(—1,1)	(—1,2)	(—1,1)	(—1,1)	(—1,6)
VI. *Océanie*	—0,3	—0,4	—0,3	—0,2	—0,3	—0,2
VII. *Divers* (a)	0,8	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6
Total général	**—6,5**	**—7,5**	**—7,1**	**—7,6**	**—6,9**	**—10,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

Au terme de l'année 1980, la balance générale des paiements s'est soldée par un déficit de 74 milliards de francs, contre 117,8 milliards en 1979. Ce solde global négatif moindre en 1980 qu'en 1979 ne signifie nullement une amélioration de la position des échanges de l'U.E.B.L. avec l'étranger.

En effet, la balance commerciale (exportations-importations de marchandises) se clôture par un déficit (182,7 milliards de francs) accru d'un quart par rapport à l'année antérieure. Celui-ci s'explique par l'augmentation des importations nettes de produits énergétiques qui n'a été compensée que très partiellement par une amélioration du solde du commerce extérieur sur les autres produits. A cet égard les travaux menés par la Banque Nationale (1) méritent une attention particulière. Ils mettent en évidence la dimension structurelle du déficit des échanges extérieurs de marchandises et plus précisément de produits manufacturés responsables de plus de la totalité des pertes du solde commercial. Cette constatation globale souligne le vieillissement de nos spécialisations industrielles, largement antérieur à la crise.

Cette évolution peut être résumée comme suit :

— une spécialisation importante et une part croissante dans les exportations vers les pays de l'O.C.D.E. pour des produits qui subissent ou subiront de plus en plus une forte concurrence;

— une moindre spécialisation, encore que leur part de marché augmente, dans les produits qui incorporent une part importante de travail qualifié;

— une part négligeable dans les produits qui forment le peloton de tête dans la nouvelle division internationale du travail.

Ce vieillissement des productions de l'U.E.B.L. la rend particulièrement vulnérable à la concurrence internationale tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs. Combinée au renchérissement des coûts relatifs en U.E.B.L. au cours des dernières années, il explique que la Belgique a connu une détérioration de la balance commerciale plus rapide que celle des autres pays de l'O.C.D.E., depuis la crise.

Les excédents provenant du travail à facon (2) et des opérations d'arbitrages (3) sont en diminution sensible par rapport à l'année antérieure. Même si ces diverses opérations portent sur des montants relativement mineurs, leur évolution n'en constitue pas moins un indicateur supplémentaire de la baisse des parts de marché extérieurs de l'économie belge.

---

(1) L'essoufflement de l'économie belge dans la décennie passée. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LV^{e} année, t. II, n^{os} 3 et 5, sept. et nov. 1980, Bruxelles.

(2) Transformation en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents, de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété.

(3) Achat d'une marchandise à un vendeur établi à l'étranger et revente de cette marchandise à un acheteur établi à l'étranger, sans considération du fait que la marchandise passe ou non sur le territoire de l'U.E.B.L.

Du côté des services, il faut noter comme fait saillant de 1980, la disparition de l'excédent de longue date des revenus d'investissement et son remplacement par un solde déficitaire sans doute appelé à se maintenir, voire s'amplifier; en effet aussi longtemps que sa balance courante restera déficitaire, l'U.E.B.L. devra ou bien continuer à accroître son endettement à l'égard de l'étranger, essentiellement sans doute par le canal d'emprunts du secteur public, ce qui entraînera un alourdissement de la charge des intérêts, ou bien consentir à des pertes de réserves, dont les effets sur la balance des paiements sont équivalents puisqu'en même temps qu'elle fait fondre les réserves, elle entraîne la disparition des revenus procurés par le placement de celles-ci.

L'apparition du solde déficitaire sur les revenus d'investissements explique pratiquement l'entièreté du mali de la balance des services en 1980 (—1,1 milliard) substitué au boni de 1979 (+10,2 milliards de francs).

L'aggravation du solde négatif au titre des transferts reflète essentiellement la réduction des versements du Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (F.E.O.G.A.) en faveur des agriculteurs résidents.

En définitive le déficit du compte courant (transactions sur biens et services et transfert) est en 1980 proche du double de celui de l'année antérieure (171,8 milliards en 1980 contre 94,9 milliards en 1979).

La balance des opérations de capital se solde en 1980 par un boni important (82,1 milliards contre —12,9 milliards en 1978) qui résulte pour l'essentiel des emprunts extérieurs auxquels les pouvoirs publics (Trésor, organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers du secteur public) ont dû recourir pour éviter une surcharge du marché des capitaux intérieurs, occasionnée par les besoins très élevés de financement du déficit budgétaire. Cette évolution ne pourra par ailleurs que donner naissance à un flux croissant en sens inverse résultant de l'amortissement desdits emprunts dont témoigne déjà en 1980 l'augmentation du déficit du poste des amortissements contractuels de l'Etat.

Les transactions de capital du secteur privé sont composées des crédits commerciaux, d'achats et ventes de valeurs mobilières belges et étrangères (placements), d'investissements directs et de dépôts. Les placements à l'étranger par des résidents s'opèrent principalement sous forme d'achats de valeurs mobilières et de constitutions de dépôts à l'étranger. En 1980 ils ont été l'un et l'autre particulièrement importants, toutefois une part appréciable des dépôts à l'étranger est rapatriée sous forme de dépôts par des banquiers étrangers auprès de leurs correspondants belges; si l'on y ajoute le montant relativement plus élevé en 1980 qu'en 1979 des investissements directs étrangers on aura expliqué le solde déficitaire moindre en 1980 (—12,4 milliards contre —49,4 milliards en 1979) des mouvements de capitaux du secteur privé.

Les réserves de change de la Banque Nationale se sont accrues de 27 milliards de francs. Le déficit global a en effet été plus que couvert par une augmentation nette des engagements des banques en francs belges et en monnaies étrangères,

notamment pour ce qui concerne les devises par un endettement des banques à l'étranger pour couvrir les besoins du secteur public.

Selon les calculs de la Banque Nationale, le cours moyen pondéré du franc belge par rapport à un panier élargi à d'autres monnaies que les seules du S.M.E. a baissé en 1980 (celui-ci, pondéré par les importations et les exportations et traduit en indices ayant comme base 1975 et 1976 se montait respectivement à 113 et 111,5). Après une baisse, les mêmes niveaux ont été atteints en mai 1980. A la fin de l'année le cours moyen pondéré baissait à nouveau à respectivement 109 et 107.

Aucun changement de parité n'a été opéré au sein du Système Monétaire Européen en 1980. Le franc belge a subi néanmoins de fortes pressions au début de l'année; en février et mars il a même dépassé son seuil de divergence. La Banque Nationale est intervenue sur le marché de changes pour un montant de 123 milliards de francs dont 80 milliards en devises communautaires. Au cours du second semestre de 1980, cette pression s'est affaiblie et, en partie en raison de la faiblesse du mark allemand, il a pu même enregistrer sa plus forte position au sein du S.M.E. depuis l'entrée en vigueur de celui-ci le 13 mars 1979. A la fin de l'année, toutefois, une nouvelle pression à la baisse se faisait jour mais d'intensité moindre qu'au début de l'année.

Les 20 % de réserves en or et devises que la Banque Nationale détient au Fonds Européen de Coopération Monétaire ont été ajustés quatre fois en 1980 aux cours du marché. L'avoir en Ecus est ainsi passé de 86 349 millions de francs au début de l'année à 162 357 millions à la fin de 1980 en raison de la hausse des cours de l'or et du dollar.

*
* *

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1979 et 1980

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises						
a) Exportations et importations	*1 481,9*	*1 657,1*	*1 627,1*	*1 839,8*	*—145,2*	*—182,7*
b) Travail à façon	*65,2*	*70,7*	*17,8*	*33,0*	*+ 47,4*	*+ 37,7*
c) Opérations d'arbitrage	*18,5*	*13,4*	—	—	*+ 18,5*	*+ 13,4*
2. Frets	78,8	96,4	67,4	78,8	+ 11,4	+ 17,6
3. Assurances pour le transport de marchandises	1,7	2,0	2,3	2,6	— 0,6	— 0,6
4. Autres frais de transport	37,5	54,4	37,7	55,4	— 0,2	— 1,0
5. Déplacements à l'étranger	47,9	52,9	87,1	95,6	— 39,2	— 42,7
6. Revenus d'investissements	320,6	521,6	310,2	523,8	+ 10,4	— 2,2
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	37,3	42,1	12,8	13,0	+ 24,5	+ 29,1
8. Autres services	143,0	165,6	139,1	166,9	+ 3,9	— 1,3
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*5,1*	*5,4*	*10,2*	*13,3*	*— 5,1*	*— 7,9*
b) Courtages, commissions et frais commerciaux divers	*62,9*	*75,4*	*54,4*	*66,8*	*+ 8,5*	*+ 8,6*
c) Ouvriers frontaliers	*16,8*	*17,7*	*11,8*	*14,0*	*+ 5,0*	*+ 3,7*
d) Primes et indemnités d'assurances	*15,4*	*16,6*	*15,2*	*17,4*	*+ 0,2*	*— 0,8*
e) Contrats d'entreprise	*11,0*	*13,5*	*13,6*	*15,6*	*— 2,6*	*— 2,1*
f) Divers	*31,8*	*37,0*	*33,9*	*39,8*	*— 2,1*	*— 2,8*
Total des transactions sur biens et services (b)	**2 232,4**	**2 676,2**	**2 301,5**	**2 808,9**	**— 69,1**	**—132,7**
(dont : services = 2 à 8)	**(666,8)**	**(935,0)**	**(656,6)**	**(936,1)**	**(+ 10,2)**	**(— 1,1)**
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	18,2	20,6	28,0	31,8	— 9,8	— 11,2
10. Transferts de l'Etat	38,4	27,2	54,4	55,1	— 16,0	— 27,9
Total des transferts	**56,6**	**47,8**	**82,4**	**86,9**	**— 25,8**	**— 39,1**

(suite à la page 414)

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1979 et 1980 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. Etat	16,8	72,8	12,5	47,3	+ 4,3	+25,5
a) Long terme	*4,3*	*27,8*	*8,0*	*8,4*	*— 3,7*	*+ 19,4*
— Participations	(—)	(—)	(1,5)	(—)	(— 1,5)	(—)
— Prêts et emprunts	(4,3)	(27,8)	(5,2)	(4,8)	(— 0,9)	(+23,0)
— Amortissements contractuels	(—)	(—)	(1,3)	(3,6)	(— 1,3)	(— 3,6)
b) Court terme	*12,5*	*45,0*	*4,5*	*38,9*	*+ 8,0*	*+ 6,1*
12. Autres pouvoirs publics	—	2,0	—	—	—	+ 2,0
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**16,8**	**74,8**	**12,5**	**47,3**	**+ 4,3**	**+27,5**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
13. Crédits commerciaux	0,7	14,2	—	—	+ 0,7	+14,2
14. Organismes publics d'exploitation	8,6	6,2	1,4	0,7	+ 7,2	+ 5,5
15. Intermédiaires financiers du secteur public	27,2	50,2	2,9	2,9	+24,3	+47,3
16. Secteur privé	58,3	111,2	107,7	123,6	—49,4	—12,4
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières (chiffres nets)	*1,8*	—	*13,7*	*24,3*	*—11,9*	*—24,3*
— Belges	(1,8)	(—)	(—)	(0,9)	(+ 1,8)	(— 0,9)
— Etrangères	(—)	(—)	(13,7)	(23,4)	(—13,7)	(—23,4)
b) Autres	*56,5*	*111,2*	*94,0*	*99,3*	*—37,5*	*+ 11,9*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**94,8**	**181,8**	**112,0**	**127,2**	**—17,2**	**+54,6**

(suite à la page 415)

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1979 et 1980 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPERATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)	1979	1980 (a)
E. *Erreurs et omissions*	—	15,7	10,0	—	— 10,0	+15,7
Total général ...	2 400,6	2 996,3	2 518,4	3 070,3	—117,8	—74,0
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges					+ 7,8	+13,4
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					— 35,1	+11,8
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					— 32,4	—62,1
Monnaies étrangères					— 57,7	—39,5
— Organismes divers					— 0,4	+ 2,4

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (a)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	1977	1978	1979	1980 (h)
1. — *Transactions sur biens et services* (rubrique *A* de la balance générale des paiements)	— 3,1	—10,4	—69,1	—132,7
2. — *Transferts* (rubrique *B* de la balance générale des paiements)	—22,9	—20,4	—25,8	— 39,1
3. — *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*				
Rubrique *C* de la balance générale des paiements	— 0,2	+12,6	+ 4,3	+ 27,5
Augmentation (+) ou diminution (—) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	— 1,6	—	+36,0	+ 69,4
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'encours des monnaies étrangères à terme de la B.N.B.	—	—11,9	— 7,7	+ 17,2
4. — *Mouvement des crédits commerciaux :*				
Augmentation (—) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	—19,4	—10,4	—22,1	— 16,3
Augmentation (—) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	+11,8	—10,5	+ 0,7	+ 14,2
5. — *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (b) :				
Rubrique *D* de la balance générale des paiements (non compris crédits commerciaux)	+ 4,5	—13,4	—17,9	+ 40,4
Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :				
Augmentation (+) ou diminution (—) d'avoirs :				
Créances en monnaies étrangères	—19,4	—10,6	—43,9	— 57,1
Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	—82,0	—21,1	— 1,5	— 46,6
Augmentation (+) ou diminution (—) d'engagements :				
Endettement en monnaies étrangères	+29,6	+12,5	+55,2	+ 49,6

6. — *Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires* (b) :

Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 6,1	+14,0	+42,6	+ 66,2
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	— 8,5	— 6,2	—14,1	— 16,0
7. — *Position de change des banques belges et luxembourgeoises* (c) :				
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position au comptant (d)	— 6,4	+17,7	+11,9	— 6,6
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position à terme	+ 2,7	—10,7	+10,7	— 2,9
8. — *Erreurs et omissions :*				
Rubrique *E* de la balance générale des paiements	+11,2	+10,9	—10,0	+ 15,7
Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	+ 1,2	— 7,9	+ 6,6	— 4,2
Total 1 *à* 8 ...	**— 8,6**	**—27,8**	**—39,2**	**+ 44,2**
9. — *Contreparties du total dans la situation de la B.N.B.* [Augmentation (+); diminution (—)] :				
Encaisse en or	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2	..
Avoirs détenus auprès du F.M.I. (e)	— 0,9	— 6,4	— 4,3	— 3,9
Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	—23,9	— 4,9	— 1,1	+ 27,8
Avoirs nets en monnaies étrangères :				
Avoirs nets au comptant (f)	+15,9	— 2,3	—26,0	+ 3,3
Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	—	—11,9	— 7,7	+ 16,6
Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :				
Avoirs au comptant (g)	— 0,1	— 2,5	— 0,3	— 0,2
Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	—	—	—	+ 0,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaleur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
(b) Autres que les organismes monétaires.
(c) Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.
(d) Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1. du présent tableau.
(e) Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.
(f) Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.
(g) Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 4.1.
(h) Données provisoires.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE — Pages

Superficies cultivées. Selon le recensement du 15 mai 47
Rendement et production totale des principales cultures 48
Cheptel au 1er décembre 48
Production indigène d'animaux destinés pour l'abattage 49
Production de lait et d'œufs 49
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 50-51

ASSURANCES.

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1980 273
Ventilation des sociétés au 31 décembre 1980 273
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 274
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 274
Opérations de capitalisation 275
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 275
Prêts hypothécaires 276
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 276
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 277
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Valeurs représentatives 278

CHOMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (2).

Commerce spécial (quantité et valeur) 383
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation 388
Exportations par branche d'activité 389
Importations par branche d'activité 390
Exportations nettes par branche d'activité 391
Exportations par catégorie de produits. En millions de francs 393
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1980 394-395
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent 396
Différence des exportations de 1980 par rapport à 1979 397
Exportations par pays de destination 398
Importations par catégorie de produits. En millions de francs 399
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1980 400-401

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible;
— Nul ou négligeable;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

(2) La définition des bases nouvelles de ces tableaux est développée p. 427.

Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent 402
Différence des importations de 1980 par rapport à 1979 403
Importations par pays de provenance 404
Importations, exportations et balance commerciale apparente par région 405
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 407
Solde de la balance commerciale par région 408
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 50-51
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 90
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 91
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 92
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 93
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 94-95
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 96
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 97
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 98-99
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 100-101
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 102
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 103
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 104-105
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 106
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 107
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 108-109
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 110
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 111
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 112
Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 113
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 114
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 115
Bilan tous gaz 134
Bilan résumé par forme d'énergie 147
Bilan global de l'énergie 148-149
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 150
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 151
Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme 416-417
Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1979 et 1980 .....413- 414-415

COMPTABILITE NATIONALE.

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 361
Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 361

Pages

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 362
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 363

CONSOMMATION.

Ventes à la consommation 181- 182-183
Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée 334
Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail .. 335
Evolution des ventes au détail 336
Taux d'équipement des ménages belges en biens durables 338
Immatriculations de voitures neuves 338
Immatriculations de voitures usagées 339
Indicateur de capacité d'épargne des ménages 340
Indicateur de situation financière des ménages 341

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 179
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 180
Evolution des magasins en libre service au 1er janvier 181
Ventes à la consommation 181- 182-183
Evolution des ventes au détail par type de distribution 184-185
Répartition des ventes au détail par formes de distribution 186
Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales 189
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 190
Faillites par région 369
Répartition des faillites par province 369

EMPLOI ET CHOMAGE

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 16
Population active. Répartition par branche d'activité 17-18
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale 18
Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 19
Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1979 en fonction de l'importance des établissements 20
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1979 21
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1980 22
Evolution du chômage 23
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 23-24
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes .. 25-26
Evolution mensuelle des chômeurs complets indemnisées en 1980 27
Evolution mensuelle du chômage complet en 1979 et 1980 28
Répartition par branche d'activité des chômeurs complets en 1980 29
Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1980 30
Taux de chômage 31
Taux de croissance du nombre de chômeurs complets indemnisés par secteur d'activité 32

Pages

Chômeurs complets (toutes catégories) au 31 décembre 1980. Par groupe d'âges, sexe et région linguistique 33
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges, durée et région linguistique 34-35
Chômeurs complets indemnisés, de nationalité belge et étrangère 36
Plan en vue de la résorption du chômage 37
Fermetures d'entreprises 38-369
Population active selon le statut professionnel et le sexe 367
Chômeurs complets indemnisés 368
Evolution du taux de chômage par région 368

FINANCES DE L'ETAT.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins 209
Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central .. 211
Réalisations annuelles des engagements relatifs aux investissements publics 212
Engagements par type de dépenses du secteur budgétaire 212
Engagements par type de dépenses du secteur débudgétisé et des organismes d'intérêt public 213
Situation en matière des recettes fiscales 216
Exécution du budget 217
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 217
Dette publique. Situation à fin d'année 220
Evolution de la dette publique 221

FINANCES PRIVEES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 228
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales » 228
Finances provinciales. Service ordinaire. Classification économico-fonctionnelle 229
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 230-231
Aperçu général des budgets communaux. Service ordinaire 232
Evolution des principales recettes communales 232

INDUSTRIE (1).

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle 60
Indices bruts de la production industrielle 61
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 63-64-65
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée dans la C.E.E. 67
Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie 68
Production de métaux non ferreux 69
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 71
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 72

(1) La définition des bases nouvelles de ces tableaux est développée p. 427.

Pages

Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 73
Production dans quelques branches de l'industrie chimique 74
Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques 75
Stocks de tissus 76
Production de la bonneterie 76
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 77
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 79
Activité des laiteries et fromageries 81
Production de l'industrie du ciment 82
Activité dans l'industrie du verre 82
Production de l'industrie de la terre cuite 83
Production de chaux, calcaire et dérivés 83
Production de l'industrie céramique 84
Permis de bâtir et batiments commencés 85
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 86
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 87
Industries du bois et des produits connexes 88
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 89
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 90
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 91
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 92
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 93
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 94-95
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 96
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 97
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 98-99
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 100-101
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 102
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 103
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 104-105
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 106
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 107
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 108-109
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 110
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 111
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 112
Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 113
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 114
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 115
Main-d'œuvre dans les mines de houille 125
Rendement dans les mines de houille 125
Balance charbonnière 126
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1978 à 1980 129

Pages

Balance du coke 130
Energie électrique disponible 131
Bilans tous gaz 134
Transport et distribution du gaz par canalisation 136
Production et consommation de produits pétroliers 138
Consommation apparente brute d'énergie primaire 141
Consommation finale d'énergie par produit énergétique 144
Bilan résumé par forme d'énergie 147
Bilan global de l'énergie 148-149
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 150
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 151
Indices bruts de l'activité industrielle 366
Exportations par branche d'activité 389
Importations par branche d'activité 390
Exportations nettes par branche d'activité 391

INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie 320-321
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 322
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus 323
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance 324
Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières 324
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1980 325
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 364
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 365

MONNAIE ET CREDIT.

Actifs financiers 241
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 244
Stock monétaire total 245
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 246-247
Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 248
Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée 249
Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges 249
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyens journaliers 250
Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes 251
Principales émissions du secteur public en francs belges 258
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 259
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés belges 260-261
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 262
Taux de rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles 263
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements 264-265
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 266
Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Répartition par secteurs économiques 267
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 268

Pages

PECHE.

Arrivages de poissons. Quantité 52
Arrivages de poissons. Valeur 52

POPULATION.

Mouvement de la population en 1980 6-7
Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 8

PRIX.

Indices des prix de gros 283
Indices particuliers des prix de gros 285
Indices des prix à la consommation 286- 287-288
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays 290

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REGIONS (Evolution économique).

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 361
Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 361
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 362
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 363
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 364
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 365
Indices bruts de l'activité industrielle 366
Population active selon le statut professionel et le sexe 367
Chômeurs complets indemnisés 368
Evolution du taux de chômage par région 368
Fermetures d'entreprises 369
Faillites par région 369
Répartition des faillites par province 369

REMUNERATIONS.

Indices des salaires conventionnels 292
Indices des salaires 293
Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1980 294
Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée 295
Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. 297
Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. 297

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

Pages

REVENUS DES SOCIETES.

Rentabilité et endettement des entreprises belges 300
Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes 301
Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs 301
Rendement des sociétés par actions belges. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 302-303- 304-305
Rendement des sociétés par actions belges exploitant en Belgique et à l'étranger 306-307
Evolution des résultats des entreprises belges d'après la Kredietbank 308-309

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 193
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1980 194
Répartition des nuitées par saison 194
Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance 195
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 196
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 196
Etablissements de tourisme social 197

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 161
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 161
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 162
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 162
Parc de véhicules routiers 164
Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route 164
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises 165
Transports fluviaux. Trafic par bassin 165
Composition de la flotte fluviale belge 166
Transports fluviaux. Marchandises transportées 167
Situation de la marine marchande belge 167
Port d'Anvers. Navigation maritime 168
Port de Gand. Navigation maritime 169
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime et fluviale 170
Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport 171
Comparaison en tkm des trois principaux modes de transport 172
Trafic commercial des aérodromes belges 173
Trafic de la SABENA 174

Remarques concernant la structure des tableaux du commerce extérieur de l'U.E.B.L. pour la période 1976-1980

La structure des tableaux du commerce extérieur de l'U.E.B.L. concernant la période 1975-1979 a été publiée dans une brochure séparée annexée à l'« Aperçu de l'Evolution Economique », fin août 1980, n° 9.

Pour l'année 1980, quelque 1700 modifications ont été apportées à la classification B.N.L. qui était en vigueur en 1979. La plupart des modifications se rapportent à la structure des postes restants des divers groupes NACE, qui n'ont pas été publiés en raison du caractère très hétérogène des produits qu'ils englobent ou à cause de leur importance relativement faible.

Le tableau suivant fournit la nouvelle composition des rubriques définies des tableaux précités, dont la classification BNL a été modifiée en 1980 par rapport à l'année précédente.

Pour toutes les autres rubriques, la structure telle que mentionnée dans la brochure précitée (n° 9 de 1980) demeure inchangée.

Désignation	Numéros de code C.T.C.I. (révision 2) ou classification B.N.L.
1. Tableau pour le Commerce extérieur en ce qui concerne les produits agricoles, les produits de la sylviculture et ceux de la pêche	
A. Produits végétaux	
rubr. 12. graines oléagineuses	C.T.C.I. *222* — 222.I + *223*.4 + 5 + 8 — T.D. *1201*.980
G. Produits de la pêche	
rubr. 2. poissons congelés	T.D. *0301*.020 + 040 + 080 + 100 + 122 + 129 + 180 + 200 + 210 + 220 + 230 + 240 + 250 + 260 + 270 + 280 + 290 + 300 + 310 + 320 + 360 + 420 + 990
2. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne les minerais de fer et les métaux ferreux	
D. Fils et produits de laminage de l'acier en bandes, des profilés laminés à froid	
rubr. 4. produits du filé métallique	C.T.C.I. *693*.11 + 2 + 51 — T.D. *7327*.980
3. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne les matériaux et autres produits de fabrication apparentés aux minerais non métallifères	
C. Sel	C.T.C.I. *278*.3
D. Autres minerais, tourbe	C.T.C.I. *271*.1 + *274*.2 + *277*.22 + *278*.2 — 21 + 4 + 5 + 62 + 9 — 91 + *322*.4 + *323*.13 + *667*.21 — T.D. *2519*.010 + *2713*.110
K. Verre et verrerie	
rubr. 1. verre étiré et soufflé	C.T.C.I. *664*.3
rubr. 2. coulé ou laminé	C.T.C.I. *664*.4 + 91
rubr. 3. verre de sécurité	C.T.C.I. *664*.7
rubr. 4. ballons	C.T.C.I. *664*.92
rubr. 5. traitement du verre	C.T.C.I. *665*
4. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne les produits chimiques	
A. Produits de l'industrie pétrochimique et carbo-chimique	
rubr. 13. résines épioxydes, silicones, échangeurs d'ions à l'état brut, etc.	C.T.C.I. *582*.61 + 7 + 8 + T.D. *3901*.920 + 940 + 960 + 980

Désignation	Numéros de code C.T.C.I. (révision 2) ou classification B.N.L.
B. Autres produits chimiques de base	
rubr. 4. engrais chimiques	C.T.C.I. *562* — *562*.21 — T.D. *3105*.500
5. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne les produits fabriqués à partir du métal, en matière de machines et moyens de transport	
F. Outillage et autres produits finis fabriqués à partir du métal (excepté les appareils électriques)	
rubr. 2. meubles pour salle de séjour	T.D. *9401*.020 + 060 + 080 + 200 + 312 + 319 + 352 + 359
rubr. 3. autres meubles	C.T.C.I. *821*.91 + T.D. *9403*.910
6. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne les machines destinées à l'agriculture et l'industrie	
D. Machines et appareils employés dans l'industrie alimentaire, l'industrie chimique, machines utilisées pour l'emballage, machines employées dans l'industrie du traitement du caoutchouc et des matières plastiques	
rubr. 2. centrifugeuses, appareils de filtrage et d'épuration, etc.	T.D. *8418*.100 + 400 + 640 + 650 + 670 + 690 + 730 + 750 + 760 + 790 + 920 + 940
E. Machines employées dans l'exploitation minière, machines et installations dans l'industrie métallurgique, l'industrie des matériaux de construction et l'industrie de la construction, élévateurs	
rubr. 1. machines utilisées dans l'industrie de la construction	C.T.C.I. *723*. + T.D. *8417*.880
H. Autres machines et installations	
rubr. 4. machines chauffantes et frigorifiques (générateurs au gaz à l'eau)	C.T.C.I. *741*.41 + 5 + T.D. *8413*.150 + 180 + *8414*.100 + 910 + *8415*.050 + 110 + 980 + *8417*.200 + 620 + 630 + 640 + 660 + 670 + 920 + 940
rubr. 6. compresseurs, générateurs, pompes à air, ventilateurs, etc.	C.T.C.I. *743*.1 + 2 + 3 + 4 — T.D. *8411*.030 — 090 + *8418*.880 + 960
rubr. 7. autres machines non électriques (notamment appareils de pesage, pulvérisateurs)	C.T.C.I. *745*.19 + 24 + 25 — T.D. *8420*.010 — 200 + 900 + *8421*.010 + 300 + 400 + 920 + 940 + 950 + 980 + *8449*.010 + 110 + 190
7. Tableau pour le commerce extérieur en matière de machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, instruments d'optique, etc.	
B. Instruments de précision, appareils de mesure et de régulation	C.T.C.I. *873*.2 + *874*.11 + 21 + 3 + 4 + 5 — 53 + T.D. *8418*.510 + 630 + 700 + 820 + *9014*.610 + 990 + *9016*.200 — 410 — 490 — 510 — 550 + 990 — *9025*.310 — 590 + *9026*.100 + 302 + 309 — *9027*.500 + *9029*.150 + 320 + 420 + 590 + 620 + *9097*.010 + 022 + 024 + 026 + 028 + 029 + *9018*.590
C. Instruments chirurgicaux et orthopédiques	C.T.C.I. *821*.21 + *872*.0 + *899*.62 + T.D. *6006*.920 + *8417*.510 + 540 — *9018*.590 — *9019*.510 — 550
8. Tableau pour le commerce extérieur en matière d'installations et d'approvisionnements électrotechniques	
B. Moteurs, machines opératrices et transformateurs, matériel de connexion et d'installation	
rubr. 2. autres machines électriques rotatives	C.T.C.I. *716*.1 + 9 + T.D. *8501*.040 + 110 + 580

Désignation	Numéros de code C.T.C.I. (révision 2) ou classification B.N.L.
rubr. 3. appareils électriques utilisés pour la production et à la transformation, etc.	C.T.C.I. *771*.1 + 22 + 29 — T.D. *8501*.050 — 640 + 880
D. Appareils de télécommunication et de signalisation, appareils de mesure et de régulation, appareils électriques pour la médecine	
rubr. 1. appareils de télécommunication, etc.	C.T.C.I. *764*.1 + 3 + 8 + 91 + 92 + T.D. *8514*.500 + 600 + *8515*.880 + 910
rubr. 5. condensateurs	C.T.C.I. *778*.84 — T.D. *8518*.210 — 250 — 600
rubr. 6. instruments électroniques et électriques de mesure et d'analyse, etc.	C.T.C.I. *874*.8 + T.D. *9029*.010 + 090 + 530 + 800
E. Appareils électroniques, radios, télévisions, appareils électroacoustiques, disques et bandes enregistreuses	
rubr. 4. appareils de télécommunication, etc.	C.T.C.I. *764*.99 + T.D. *8514*.100 + 300 + 400 + *8515*.400 + 490 + 840 + 860 + 990 — *9213*.600
9. Tableau pour le commerce extérieur en matière d'automobiles et de moteurs	
A. Véhicules automobiles et moteurs	
rubr. 2. véhicules pour le transport de personnes, collectif	C.T.C.I. T.D. *8702*.030 + 120 + 400
rubr. 7. moteurs pour véhicules	C.T.C.I. *713*.2 — T.D. *8406*.160 — 190
10. Tableau pour le commerce extérieur en matière de viande, charcuterie et autres produits de boucherie	
rubr. 2. préparation de viandes, etc.	C.T.C.I. *014*
11. Tableau pour le commerce extérieur en matière de lait et produits laitiers	
rubr. 4. autres produits laitiers	T.D. *1702*.180 + *2107*.120 + 130 + 150 + 160 + 220 + 230 + *3501*.110 + 150 + 190
12. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne d'autres denrées alimentaires	
C. Conserves de poisson, autres produits de poissonnerie propres à la consommation	
rubr. 2. poisson et filets de poisson, congelés	C.T.C.I. *034*.2 + 4 — T.D. *0301*.020 — 040 — 080 — 100 — 122 — 129 — 180 — 200 — 210 — 220 — 230 — 240 — 250 — 260 — 270 — 280 — 290 — 300 — 310 — 320 — 360 — 420 — 990
E. Pâtes alimentaires	C.T.C.I. *048*.3 + T.D. *2107*.050 + 060 + 070
F. Produits de l'amidon	C.T.C.I. *056*.45 + *592*.1 + T.D. *1104*.910 + 990 + *1702*.210 + 250 + 270 + 290 + 410 + *2107*.240 + 250 + *2303*.110 + 150 + *3505*.110 + 150
H. Sucre	C.T.C.I. *061*.1 + 2 + 5 + T.D. *1204*.150 + *1702*.310 + 490 + 600 + *2107*.260 + *2303*.810 + 880
13. Tableau pour le commerce extérieur en matière de bois et meubles en bois	
E. Articles en bois, farine de bois, paille de bois et gros bois	C.T.C.I. *246*.02 + *634*.9 + *635*.4 + 9 + *899*.35 + 42 + 81 + T.D. *4405*.100 + *4414*.300 — *4427*.100 — 800 — *4428*.300 + *6603*.100 + 900 + *9801*.100
G. Meubles en bois et en roseau, matelas	
rubr. 2. autres meubles	C.T.C.I. *821*.92 + T.D. *9403*.820 + 950

Désignation	Numéros de code C.T.C.I. (révision 2) ou classification B.N.L.
14. Tableau pour le commerce extérieur en matière de papier, ses applications et en matière d'imprimés	
B. Ouvrages en papier, cartonnages	
rubr. 1. papier traité et carton	C.T.C.I. *641*.81 + 82 + T.D. *4807*.300 + 750 + 850 + 910 + 990
15. Tableau pour le commerce extérieur en matière d'articles en caoutchouc et en plastic	
C. Articles en plastic	
rubr. 7. meubles pour salle de séjour en plastic	T.D. *9401*.700 + *9403*.190 + 710 + 990
16. Tableau pour le commerce extérieur en ce qui concerne les produits d'autres industries en matière de production et transformation	
D. Jouets, articles de sport	
rubr. 2. jeux de société et articles pour divertissement	C.T.C.I. *894*.25 + 200 + 950 + 980

LISTE DES GRAPHIQUES (1)

COMMERCE EXTERIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur 384-385
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de quantité 386-387
Structure des importations et des exportations en 1975 et 1980 392
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par groupe de pays 406
Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique 409

COMPTABILITE NATIONALE.

Indicateur de conjoncture XIII

CONSOMMATION

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 337
Commerce de détail 339

DISTRIBUTION.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 187
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 188
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1980 d'après leur destination 190

EMPLOI ET CHOMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 39-40
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 41-42

FINANCES DE L'ETAT.

Situation du Trésor 210
Charge fiscale dans les pays membres des communautés européennes 214-215
Résultat de caisse de l'Etat en pourcent du produit intérieur brut 218-219
Dette publique 220
Evolution de la dette de l'Etat 222

INDUSTRIE.

Production industrielle. Indice général 62
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien 66
Production dans la sidérurgie et première transformation 68

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Production de l'industrie des métaux non ferreux 69
Production de l'industrie des fabrications métalliques 70
Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc 75
Industrie textile 78
Alimentation 80
Industrie de la construction et des minéraux non métalliques 82
Production des matériaux de construction 84
Industrie du papier et du carton. Production 86
Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles 87
Production de l'industrie du bois, tabac et de la distribution d'eau 89
Balance charbonnière 127
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure 128
Coke de four 130
Production nette d'électricité par source d'énergie 132
Consommation d'électricité 133
Gaz disponibles 135
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie 137
Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 139
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 140
Consommation apparente d'énergie primaire 142
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 143
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 145
Consommation finale d'énergie par secteur 146

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 326
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique .. 327

MONNAIE ET CREDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1980 d'après leur destination 190
Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 242
Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 242
Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse 243
Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles 252
Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation 253
Bourse de Bruxelles. Activité 258

PRIX.

Indices des prix de gros 284
Indices des prix de gros des produits industriels 284
Indices des prix à la consommation 289
Indices des prix à la consommation de 1976 à 1980 289

SALAIRES.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries 296

Pages

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 163
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 163
Trafic maritime au port d'Anvers 168
Trafic maritime au port de Gand 169

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.I.E.	Agence Internationale de l'Energie.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.A.R.	Centre automobile de Réparation.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.C.T.	Convention Collective du Travail.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz.
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
Ecu	European Currency Unit (Unité Monétaire européenne).
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
FEBECA	Fédération belge du commerce alimentaire.
FEBELTEX	Fédération belge des Industries textiles.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles.
F.I.B.C.F.	Formation intérieure brute de capital fixe.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
G.P.L.	Gaz de pétrole liquéfié.
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.E.A.	Institut Economique Agricole.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.

INASTI	Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship ».
MW	Megawat.
N.A.C.E.	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés Européennes.
N.A.M.	« Nederlandse Aardgas Maatschappij ».
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.P.E.P.	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.C.S.	Pouvoir calorifique supérieur.
P.N.B.	Produit National Brut.
P.T.O.M.	Pays et Territoires d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
t.e.p.	tonnes équivalent de pétrole.
T.N.B.	Tonne Nette Belge.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	« Vennootschap ter bevordering van de economische expansie .

TABLE DES MATIERES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDERATIONS GENERALES IX

PREMIERE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 9

SECTION I. — EMPLOI 9

SECTION II. — CHOMAGE 10

DEUXIEME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PECHE MARITIME 45

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 53

SECTION I. — PRODUCTION INDUSTRIELLE 53

SECTION II. — EVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE 116

§ 1. — *Politique énergétique* 116

§ 2. — *Evolution de la consommation d'énergie* 121

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 153

§ 1. — *Transport par chemin de fer* 153

§ 2. — *Transport par route* 154

§ 3. — *Transport par eau* 156

1. — Navigation intérieure 156

2. — Ports de mer 157

3. — Marine marchande belge 159

§ 4. — *Trafic aérien* 160

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 175

CHAPITRE V. — TOURISME 191

TROISIEME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE 201

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 205

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 205

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 223

Pages

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CREDIT 233

Section I. — Marche monetaire 233

Section II. — Marche des capitaux 254

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 269

QUATRIEME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 281

CHAPITRE II. — REVENUS 291

Section I. — Revenus du travail 291

Section II. — Revenus des societes 298

CINQUIEME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 313

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MENAGES 329

SIXIEME PARTIE : Aperçu de l'évolution économique des régions

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS 345

Section I. — Bruxelles 345

§ 1. — *Production industrielle* 345

§ 2. — *Emploi et chômage* 347

§ 3. — *Fermetures d'entreprises* 348

§ 4. — *Investissements* 348

§ 5. — *Commerce et services* 349

Section II. — Flandre 349

§ 1. — *Production industrielle* 349

§ 2. — *Emploi* 350

§ 3. — *Chômage* 351

§ 4. — *Fermeture d'entreprises* 352

§ 5. — *Investissements* 353

§ 6. — *Commerce et services* 354

Section III. — Wallonie 354

§ 1. — *Production industrielle* 354

§ 2. — *Emploi* 355

§ 3. — *Chômage* 356

§ 4. — *Fermeture d'entreprises* 358

§ 5. — *Investissements* 358

§ 6. — *Commerce et services* 359

Pages

SEPTIEME PARTIE : Commerce extérieur de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 373

SECTION I. — POLITIQUE COMMERCIALE 373

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR 376

§ 1. — *Exportations* 377
1. — Répartition sectorielle 377
2. — Répartition géographique 378

§ 2. — *Importations* 379
1. — Répartition sectorielle 379
2. — Répartition géographique 380

§ 3. — *Balance commerciale* 380
1. — Répartition sectorielle 380
2. — Répartition géographique 381

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS 410

*
* *

Liste des tableaux statistiques 419

Liste des graphiques 431

Liste des abréviations 435

Table des matières 437

*
* *

Liste des publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques 441

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

I. — PUBLICATIONS A CARACTERE GENERAL.

— *L'économie belge en 19...* Publication annuelle. Prix : 400 F.

— *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 13e Edition. Prix 150 F. Décembre 1980.

— *Aperçu de l'évolution économique.* Publication mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 150 F (autres pays : 250 F). Le numéro ou l'annexe : 15 F (autres pays : 25 F).

Annexes régulières :

Bilans énergétiques. (Trimestriel, en collaboration avec l'Administration de l'Energie).

Principales mesures de politique économique, financière et sociale.

— *Aperçu de la conjoncture.* Publication bi-mensuelle. Bilingue. (Diffusion restreinte).

II. — PUBLICATIONS DE LA BIBLIOTHEQUE CENTRALE (Fonds Quetelet).

— *Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du Ministère des Affaires économiques. Règlement.* 15+15 p. (bilingue).

— *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet).* Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro : 25 F, (autres pays : 37 F).

Ces publications, pour autant qu'elles sont encore disponibles, sont en vente ou peuvent être obtenues au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3e étage, 1040 Bruxelles (comptes chèques postaux n° 000-2005876-13) et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.

Outre les publications régulières mentionnées ci-dessus, la D.G.E.D. réalise un certain nombre d'études spéciales sur des sujets variés; celles-ci sont également disponibles à la même adresse.